GÉRARD SIARY

HISTOIRE DU JAPON

Des origines à nos jours

Tallandier

Gérard Siary

HISTOIRE DU JAPON

Des origines à nos jours

Tallandier

DU MÊME AUTEUR

Le Pavillon d'Or *de Yukio Mishima*, Gallimard, « Foliothèque », 2010.

ÉDITIONS CRITIQUES

Ihara Saikaku, *Le Grand Miroir de l'amour mâle*, t. I : *Amours des samouraïs*, t. II : *Amours des acteurs*, Picquier, 1999.
Ihara Saikaku, *L'Homme qui ne vécut que pour aimer*, Picquier, 2001.
Katsuragawa Hoshū, *Naufrage et tribulations d'un Japonais dans la Russie de Catherine II (1782-1792)*, Chandeigne, 2004.

EN COLLABORATION

Dictionnaire illustré des explorateurs et grands voyageurs français du XIX*e* *siècle*, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, vol. II : *Asie*, 1992.
L'Idée de race. Histoire d'une fiction, Berg International, 2012.

EN CODIRECTION

Médecine et société au Japon, L'Harmattan, 1994.
Transmission de la mémoire allemande en Europe centrale et orientale depuis 1945, Lang, 2011.
Corps souffrants dans les littératures de la Chine et du Japon au XX*e* *siècle*, *Extrême-Orient Extrême-Occident*, 39 : 2015, Presses universitaires de Vincennes, 2015.
Helden und Heldenmythen als soziale und kulturelle Konstruktion (Deutschland, Frankreich, Japan – 1914-1989), Leipziger Universitätsverlag, 2016.

TRADUCTIONS AVEC POSTFACE

Yoshida Shūichi, *Park Life*, Picquier 2010.
Miyabe Miyuki, *Crossfire*, Picquier, 2008.

Yoshida Shūichi, *Parade*, Picquier, 2010.
Yoshida Shūichi, *Le Mauvais*, Picquier, 2014.
Fernando Morais, *Olga. Allemande. Juive. Révolutionnaire*, Chandeigne, 2014.



48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-3332-0

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Nota bene

Dates

Les dates ne sont pas fixées par rapport à Jésus-Christ ou à l'Hégire, mais avant ou après l'ère commune. Ex. : 10000 AEC = 10000 avant l'ère commune ; 2018 = 2018 de l'ère commune. Si la date n'est pas suivie de la mention AEC, c'est qu'il s'agit de l'ère commune.

Les dates de biographie des empereurs, dits *ten.nō* dans le texte, sont entre parenthèses et avec deux entrées : naissance, mort, ou quatre entrées : naissance, début et fin de règne, mort.

Abréviations

– ch. = chinois ;
– cor. = coréen ;
– empl. = emplacement dans un livre au format epub ;
– jp. = japonais ;
– PM = Premier ministre ;
– r. = règne de ;
– m. = mort de.

Prononciation

Autant prononcer correctement l'original et, n'en déplaise à la glotte hexagonale, ne pas estropier les vocables étrangers…

Les sons japonais translittérés se prononcent ainsi :

e = é ; ō = ôu = ou ; ū = ou long ;
h = ff ; g = gu ; r = l ; n = nn ;
ch = tch ; s = ss ; sh = ch ;
a/e/i/u/o + ss/tt = as-s/at-t ; es-s/et-t ; is-s/it-t ; us-s/ut-t ; os-s/ot-t

Exemple : *ten.nō* se prononce tenn'nô ou tennenô

Chaque fois qu'il est possible de rendre au mieux la prononciation de l'original en français, cela est fait une fois au moins entre parenthèses :

Tsushima = (Tsouchima) ; Man.yō.shū (Mann'yôchoû), etc.

Les translittérations des autres langues asiatiques sont :
– le pinyin pour le chinois ;
– le système McCune-Reischauer pour le coréen.

L'emploi des mots japonais est volontairement limité, sauf pour *ten.nō*.

Dans le corps du texte, pour les noms de personne japonais, le patronyme précède le prénom.

Préambule

Aux yeux de l'Occident, le Japon a toujours été une sorte de mystère herméneutique, un indéchiffrable « empire des signes », à l'apparence changeante, jamais ni tout à fait la même ni tout à fait une autre, sorte de kaléidoscope glaçant ou amusant, rebutant ou alliciant selon le goût, mais jamais univoque : Cipango aux murs couverts d'or, nouvelle dont parle Marco Polo et qui oriente Christophe Colomb autant qu'elle fait rêver plus tard Léopold II de Belgique ; la terre exemplaire de mission selon François Xavier, mais qui martyrise bientôt les chrétiens et les expulse ; l'empire soudain clos sur lui-même ou presque, mais qui importe en Europe, *via* le commerce hollandais, un artisanat raffiné, avec laques et porcelaines ; l'estampe au fondement de notre impressionnisme et sans doute aussi de nos représentations érotiques ; l'héroïsme militaire de la guerre russo-japonaise, exalté par Claude Farrère dans son roman *La Bataille* (1909) ; la rage guerrière de la guerre d'Asie-Pacifique ; la victime des premières bombes atomiques ; la sobriété du zen, de l'ikebana ou des calligraphies ; le colossal adversaire technologique et commercial[1]. À ces images, datées du début des années 1980, s'en ajoutent d'autres, près de quarante ans après : les calamités naturelles comme Fukushima, les nouvelles empiricités du

soft power ou *Cool Japan* (manga, anime, etc.), les rencontres internationales (G20, JO, etc.).

Tous ces éléments de représentation se sédimentent pour former clichés, idées reçues et stéréotypes[2], que les historiens, les géographes et d'autres traquent, corrigent et décapent, souvent en vain, et encore n'est-il pas dit qu'ils n'en glissent eux-mêmes à leur insu. Voici les plus patents : le Japon est une île aux antipodes, une terre exiguë sans ressources, que son insularité protège de l'étranger ; le Japonais fait tout avec frénésie, la guerre comme l'amour ; le Japon est La Mecque de la haute technologie, des robots, des mangas ; le Japonais vit en harmonie avec une nature inhospitalière ; le Japonais copie tout en mieux, mais n'y perd jamais son âme ; le Japonais se suicide plus qu'ailleurs ; le Japon est un outsider inquiétant[3]. Liste ouverte…

Quant aux Français, depuis la fin du XIXe siècle et au fil des générations, ils ont enregistré une série de Japon(s), plutôt bien ancrés dans leur imaginaire : un Japon pittoresque et charmant surtout, amorcé avec la vogue du japonisme, cet intérêt généralisé pour tout objet nippon et pour l'art pictural en particulier. Cette sensibilité esthétique, d'où naît en partie notre impressionnisme, perdure dans le goût pour le cinéma japonais dans l'immédiat après-guerre, et, plus près de nous, pour les mangas et les *anime*. Il va sans dire que le citoyen européen lambda, aux prises avec ses soucis quotidiens, n'a guère le temps – l'a-t-il jamais eu ? – de voir plus loin ou de chercher ailleurs. Il se pose des questions lorsque les médias lui présentent le plus souvent l'image partielle, voire partiale d'un peuple qui, face au séisme de Fukushima, affecte un parfait stoïcisme, ne lève pas les bras au ciel ni ne peste sur le destin, tombe mais se relève. Image faussée, car ne sont pas montrés les mêmes individus en larmes et désespérés, mais qui suffit à semer le trouble sur un

régime des émotions si divergent du nôtre et pose la question de l'altérité présumée du Japon. Mais le « pays des cerisiers en fleurs » vire souvent au « marronnier » des médias, et la paresse anthropologique finit par l'emporter[4].

Autant dire que l'histoire du pays est peu connue, voire ignorée, réservée le plus souvent aux spécialistes. Aussi convient-il de la resituer dans l'histoire de l'Asie orientale – et du monde[5], même s'il n'existe pas encore d'histoire mondiale du Japon à l'instar de l'histoire mondiale de la France et de l'Italie –, pour marquer ce qui en fait le propre.

Le livre qu'on va lire s'adresse à l'honnête homme, qui a le plus souvent une image théorique et lointaine de l'Asie orientale en général et du Japon en particulier. Il a sa topique, son cahier des charges, qui ne se distingue pas de ce que d'autres ont déjà dit et bien dit. S'il se démarque pourtant des autres histoires, c'est en raison de mon propre itinéraire. Au fil des ans, au gré des recherches, au rythme des contacts avec le Japon, sans doute plus par incursion prolongée que par exposition permanente, je me suis fait de l'histoire du Japon une certaine idée, souvent émaillée de littérature et d'histoire des représentations, mes champs de travail premiers, mais une idée à trous, car certaines périodes me restaient *terra incognita*. Saisi d'incertitudes, de curiosités inassouvies, peut-être aussi du besoin de sortir de mon pré carré, je n'ai guère hésité, quand s'est présentée l'occasion d'écrire cette histoire, à m'aventurer dans un espace-temps peu familier, voire résolument inconnu, à compléter mon approche historique et à en faire profiter autrui. Ainsi, par « audace cumulative[6] », est né ce projet.

Pour exposer cette matière, j'ai eu à cœur de dire l'origine de mes informations, d'où les références, plus fournies que dans les histoires complètes du Japon éditées à ce jour en France. Si n'ont certes pas

été négligées les études japonaises, françaises et anglo-saxonnes, j'ai aussi largement recouru aux travaux qui se font ailleurs en Europe, souvent peu utilisés ou ne serait-ce que cités dans les histoires écrites en français, et qui font qu'il existe une japonologie européenne aujourd'hui. Pour autant, s'il fallait nommer les livres ou évoquer les tendances historiographiques qui ont pu infléchir l'écriture de ce livre, je dirais que les lectures des anciens (Basil Hall Chamberlain, Lafcadio Hearn, Pierre Leroy-Beaulieu, Claude-Edmond Maître) ont autant compté que celles des modernes (André Bellessort, George Sansom, Edwin Reischauer) et des contemporains (Nicolas Bouvier, Claude Lévi-Strauss, Augustin Berque).

Sinon, il est clair que par ma génération des *baby boomers*, je fais partie de ces Français qui, à l'orée des années 1980, ont appréhendé l'histoire du Japon non pas seulement comme celle d'une société consensuelle, mais aussi à contre-courant du grand récit national, pour faire valoir les singularités du terrain, ses contradictions, ses paradoxes qui n'en font pas le long fleuve tranquille qu'on croit, pour le désenclaver au sens d'une histoire connectée plus large, mieux intégrée au mouvement de l'Asie de l'Est et du reste du monde.

Le propos, qui n'obéit à aucune éthique, téléologie ou école d'écriture, suit une classique chronologie, qui allie périodisation japonaise classique – le *nen.gō* ou système de découpage par ère impériale –, périodisation japonaise d'origine occidentale par *ji.dai/* époque ou par référence à un fait majeur, et périodisation occidentale (préhistoire, protohistoire, époque ancienne, Moyen Âge, époque moderne). Autant que possible du moins, car ici et là s'impose, pour ne pas verser dans l'éphéméride, la nécessité de regrouper la matière. Plus que la verve narrative ou la perspective politique, c'est le souci de précision qui l'a emporté.

Enfin, presque. Si l’histoire s’écrit en effet au présent comme on le dit et le répète à l’envi, et tant soit peu au regard de soucis ou d’intérêts que n’ont pas eus et ne pouvaient avoir les devanciers, alors ce livre se laisse parfois aller, oui, au gré des préoccupations de son auteur, qui peuvent être des dadas, des manies, des réflexes. Aussi arrive-t-il que l’exposé chronologique s’attarde sur un instant, un personnage, une situation revenante, qu’il suive sur la durée un motif ou un thème, qu’il recoure à la parallaxe afin d’éviter de ne voir que le seul et sempiternel Japon. Parcours d’ordre et de plaisir, en somme, qui retrace à l’envi le passé et le présent d’un pays singulier…

Si elle s’inscrit dans le mouvement historique de l’Asie de l’Est, l’histoire du Japon n’en suit pas moins son cours à elle, entre stabilité et rupture, ouverture et fermeture, résilience et fatalisme. De fait, le pays fait partie d’un ensemble régional et culturel que l’Occident nomme Indes orientales aux XVIIe et XVIIIe siècles, puis, dans la foulée de la révolution atlantique, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, se résout à qualifier d’Extrême-Orient ou *Far East*, termes encore usités et à concurrence avec les appellations Asie de l’Est ou Orientale[7], pour désigner la partie la plus éloignée d’une Europe qui se place au centre du monde, elle ou sa « projection », l’Amérique[8], et ce comme la Chine, laquelle se définit comme « pays (empire, royaume) du milieu/*zhōngguó* ».

Pour autant, à l’époque classique, ledit Occident n’a pas toujours vu négativement le monde extra-européen. L’attestent l’assimilation des populations païennes aux tribus perdues d’Israël, le mythe du bon sauvage ou *noble sauvage* et la curiosité pour la Chine. En l’occurrence, la sinophilie se manifeste par la sagesse attribuée aux Chinois et par la mode des chinoiseries. Mais l’Europe des XVIIe et XVIIIe siècles n’a pas d’échanges culturels significatifs avec les autres pays de l’Asie orientale, qui restent quasi ignorés ou lui ferment tout

accès, tels le Japon ou surtout la Corée. Elle n'a pas non plus le degré de technique et d'organisation économique susceptible de lui permettre de tisser ensuite un système socio-économique et culturel à vocation mondiale. Et ce sont surtout les partenaires asiatiques qui profitent des échanges avec elle et répandent leurs produits sur les marchés européens plus que le contraire.

Si, entre les XVIe et XVIIIe siècles, les civilisations asiatiques ne sont pas subalternes dans l'imaginaire européen, ni même en retard économique sur l'Occident[9], la relation des deux pôles se dégrade au XIXe siècle avec la hausse générale du niveau de vie en Europe, qui infléchit sa perception de la valeur des autres civilisations et fait apparaître la faiblesse politique, la vulnérabilité économique et l'infériorité militaire des sociétés d'Asie. Tant la révolution industrielle et l'essor de la science et de la technique que la naissance du capitalisme, l'émergence de l'État-nation et de nouvelles formes de politique, s'accompagnent d'une évolution radicale du jugement de l'Européen sur les sociétés asiatiques, de plus en plus tenues pour immuables et stagnantes.

Cette nouvelle inflexion de l'image de l'Orient marque l'écriture occidentale de l'histoire de l'Asie de l'Est. L'Occident se définit en partie en s'opposant à l'Orient et tend le plus souvent à le dévaluer. À partir des années 1880, le passage du colonialisme à l'impérialisme coïncide avec de nouvelles formes de subordination, destinées à contrôler les sources matières premières, qui s'expriment en Europe par l'érection de la race en idéologie propre à justifier la mainmise sur les territoires et par suite une nouvelle dégradation de la représentation de l'Orient aux yeux du monde européen. Aussi soucieux soient-ils de comprendre, les orientalistes versent dans le discours xénophobe, qui tend notamment à dénier toute subjectivité aux mondes asiatiques.

Pareille tendance continue de dominer l'histoire et l'imagination collective de l'Asie en Occident, et ce au moins jusqu'au lendemain des décolonisations. Peu à peu, la vision occidentale de l'histoire des sociétés asiatiques tend à passer d'un point de vue extérieur, qui plaque sur elles ses notions, concepts et grilles de lecture, à un point de vue intérieur, qui ne fige plus ces sociétés en une essence immuable, mais s'attache à saisir leurs dynamiques et leurs ressources internes, voire à une perspective plus dialogique. Tel est le contexte dans lequel l'Europe a approché et acclimaté l'Asie orientale, et le Japon en particulier.

S'il importe de parler d'Asie de l'Est par rapport à l'histoire du Japon, il convient aussi de distinguer ce qui fait la spécificité de chacun des pays qui la composent. Cette zone, qui comprend Chine, Corée, Japon et Vietnam, offre certes des traits culturels communs qu'un centre transmet à la périphérie par le jeu spécifique de relations interétatiques. Elle a été dominée des siècles durant par la Chine, qui a filé un réseau de liens hiérarchiques avec les peuples externes, c'est-à-dire un système de relations tributaires où ceux-ci, censément « barbares », se voyaient attribuer une condition inférieure, mais avaient des avantages politiques, économiques et culturels.

La notion d'Asie de l'Est réfère alors à un contexte géoculturel où prévaut un cadre relativement commun de vision du monde sur l'autorité, la moralité, la valeur de l'individu, le lien entre État et société. De climat varié, d'une unité anthropologique relative, très axée sur la riziculture mais affectée d'une urbanisation massive, cette Asie des moussons se partage la culture chinoise : l'écriture au premier chef, sa *lingua franca* ; les classiques confucéens ; une vision harmonieuse des liens entre l'être et l'univers (*dao, yin-yang*) ; des rites afférents plus ou moins recyclés ; le bouddhisme, religion

étrangère à assimiler ; une certaine tendance au syncrétisme. Le confucianisme a ainsi interagi avec le substrat culturel local d'autres sociétés est-asiatiques, mais jusqu'à un certain point seulement[10].

Dans le cas du Japon, le jeu dialectique entre les éléments de civilisation chinoise qu'il importe et ses ressources internes ou autochtones ne s'est pas soldé par la pure et simple imitation de la matrice. Le Japon antique, par exemple, a emprunté l'idée d'institution impériale à la Chine, mais pas celle de révoquer le mandat céleste si le souverain ne s'en montrait pas digne. Il fera de même plus tard avec la civilisation occidentale. C'est dire que tout n'est pas rapportable à l'Asie de l'Est pour suivre l'évolution du Japon et analyser tels faits économiques, sociaux ou culturels : le système de la propriété foncière (*shōen*), l'ascension politique des guerriers (*bushi* ou *samurai*), l'essor mondial de l'économie, etc. Bien que sis depuis des siècles dans l'orbe de la Chine, du reste tout comme chacun des pays de la région, le Japon a suivi et suit encore sa propre trajectoire historique.

La geste du Japon est d'abord celle d'un peuple épris de nouveauté, d'hétérogène origine, qui s'est civilisé au contact d'autres mondes pour se muer en État-nation impérial, puis industriel. Civilisé d'abord au contact de la Chine qui, *mutatis mutandis*, lui apporte code, croyances, écriture, de quoi développer une culture de son cru, puis de l'Occident. Et le Japon, formé par d'aussi bons maîtres, suit si bien leur leçon, surtout pour la chose militaire, qu'il finit par infliger à la Chine en 1894, puis à la quasi blanche Russie en 1905, une défaite retentissante en apparence, qui l'a encouragé à défier la Chine, puis les États-Unis entre 1941 et 1945, mais cette fois à ses dépens. D'où l'élève retient la leçon cette fois du maestro occidental, plus ou moins aboutie, de démocratie et surtout d'économie libérale, qu'il enregistre dûment au point de devenir bon second de l'économie

mondiale dans les années 1980-1990, mais pas pour si longtemps puisqu'il cède ce rang à la Chine – retour du premier maître – dans les vingt premières années du XXIe siècle.

Un parcours entre ouverture et fermeture, stabilité et rupture, résilience et fatalisme – qui se confond avec la formation d'une culture, voire d'une civilisation *sui generis*, à facettes disait Lévi-Strauss[11] –, qui a toujours su puiser dans ses ressources internes pour affronter l'altérité du monde extérieur et lui opposer la sienne propre. Peut-être le Japon entame-t-il aujourd'hui une nouvelle étape de sa trajectoire historique, pris cette fois en étau entre la Chine et les États-Unis, dans un espace-temps mondialisé où, après une trentaine d'années de récession, ce pays toujours classé au troisième rang économique mondial doit retrouver un second souffle sous peine de disparaître. C'est donc cette histoire d'un peuple à nul autre pareil, qui a dû et su faire son miel de la « modernité », d'abord chinoise, puis américaine, sans y perdre son âme ou son identité, qu'il s'agit ici de retracer.

Périodisation de l’histoire du Japon[*1]

Division générale	Dates	Division politique	Division marxiste	
Préhistoire (jusque vers 50 EC)	7000 AEC-3000 AEC	Culture Jōmon	Société archaïque	
Antiquité (à partir de 50 EC)	3000 AEC-300 EC	Culture Yayoi		
	300-645	Période Yamato	Société esclavagiste	Système fondé sur liens du sang fictifs du clan dominant
	Fin VIe s.-710	Période Asuka		Système esclavagiste généralisé (à partir d’env. 625)
	710-794	Période Nara		
	794-1185	Période Heian		
Moyen Âge	1185-1333	Période Kamakura	Société féodale	Phase inchoative
	1336-1392	Cours du nord et du sud		
	1338-1573	Période Muromachi		Phase de développement
	1477-1573	Époque des provinces en guerre (Sengoku)		
Histoire prémoderne	1573-1600	Époque Azuchi-Momoyama		Phase d’achèvement
	1603-1867	Époque Edo		

<table>
<tr><th>Division générale</th><th>Dates</th><th>Division politique</th><th colspan="2">Division marxiste</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td>Phase de délitement (à partir de 1760)</td></tr>
<tr><td>Histoire moderne</td><td>1868-1912</td><td>Époque Meji</td><td rowspan="6">Société capitaliste</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td>1912-1926</td><td>Époque Taishō</td><td rowspan="5">Monocapitalisme</td></tr>
<tr><td></td><td>1926-1989</td><td>Époque Shōwa</td></tr>
<tr><td></td><td>1945-1952</td><td>Occupation</td></tr>
<tr><td></td><td>1989-2019</td><td>Époque Heisei</td></tr>
<tr><td></td><td>Depuis 2019</td><td>Époque Reiwa</td></tr>
</table>

*1. * D’après K. Inoue, *Geschichte Japans*, 1995, p. 625.

PREMIÈRE PARTIE

LE JAPON EN BREF : TERRES, HUMAINS, MOMENTS

Le Japon



CHINE
RUSSIE
CORÉE DU NORD
CORÉE DU SUD
Sakhaline (Rus.)
TERRITOIRES DU NORD / KOURILES DU SUD (OCCUPÉES PAR LA RUSSIE)
Etorofu
Kunashiri
Shikotan
Habomai
Rishiri-tō
HOKKAIDŌ
Asahikawa
Asahi-dake 2290 m
Sapporo
HIDAKA-SAMMYAKU
Poroshiri-dake 2052 m
Okushiri-tō
Iwate-san 2041 m
Mer du Japon
Sadogashima
Sendai
Niigata
Noto Hantō
HONSHŪ
TAKESHIMA / TOKTO (CORÉE, REVENDIQUÉES PAR LA JAPON)
HIDA-SAMMYAKU
Nantai-san 2484 m
Iwaki
Toyama
Kanazawa
Nagano
Utsunomiya
PLAINE DU KANTO
Kawaguchi
Saitama
Sagamihara
TOKYO
Yokohama
Funabashi
Chiba
Kawasaki
Yokosuka
Fujisawa
Oki-shotō
Hodaka-dake 3190 m
Gifu
Mont Fuji 3776 m
CHŪGOKU-SANCHI
Kyōto
Ōsaka
Nagoya
Okayama
Himeji
Toyota
Shizuoka
Kōbe
Nara
Hiroshima
Kurashiki
Fukuyama
Amagasaki
Sakai
Toyohashi
Hamamatsu
Izu-shotō
Tsushima
Kitakyūshū
Matsuyama
Wakayama
SHIKOKU-SANCHI
PÉNINSULE DE KII
Fukuoka
Ōita
Îles Gotō
Kuju-san 1787 m
SHIKOKU
Nagasaki
Kumamoto
KYŪSHŪ
Kagoshima
Sakurajima 1117 m
OCÉAN PACIFIQUE
Ōsumi-shotō
Îles Tokara
Îles Ryūkyū
Îles Amami
Okinawa
Les villes en millions d'habitants
8
3,5
1
100 km

CHAPITRE PREMIER

Le milieu nippon

« Quelles sont ces îles là-bas pareilles à des nuages immobiles et que leur forme, leurs clés, leurs entailles, leurs gorges, rendent pareilles à des instruments de musique pour un mystérieux concert à la fois assemblés et disjoints ? »

Paul Claudel,
Le Soulier de satin (1929).

Une récente histoire géologique

Sur la terre, vieille d'à peu près 4,5 billions d'années et censée disparaître d'ici 4 ou 5 milliards d'années avec l'extinction du soleil, le Japon est un « jeune » archipel. Il y a 30 millions d'années, son chapelet d'îles n'existait pas. Les mers d'Okhotsk, du Japon, de Chine orientale, non plus. Il se détache de son continent d'origine et forme une entité géographique vers 15 millions d'années AEC, le futur Japon[1].

Voici quelque 5 millions d'années, alors même que le reste de la planète a pris un visage quasi définitif, l'activité sismo-volcanique continue d'y façonner hautes et basses terres, d'où la nature acide des

sols qui ne gardent pas les fossiles humains. L'arc insulaire du Japon est au carrefour d'au moins quatre plaques tectoniques : eurasienne, pacifique, Philippines, Okhotsk. Leur subduction permanente – une plaque s'incurve et plonge sous une autre plaque – fait monter volcans et montagnes, dont certaines recèlent des minerais. Elle « sculpte » la topographie du Japon, avec des formes coniques quasi parfaites comme le mont Fuji. Elle est à l'origine des séismes qui secouent l'archipel.

La terre est quasi celle que nous connaissons de nos jours. Puis, les fluctuations climatiques, avec leurs phases de glaciation et de réchauffement, prennent le pas, surtout entre 25000 et 6000 AEC. Avec la baisse du niveau de la mer, l'épisode glaciaire de Würm a pour effet, entre 32000 et 16000 AEC, de relier le Japon au continent par des langues ou ponts de terre, Honshū à Hokkaidō, le sud-ouest du Japon à la Corée et la Chine orientale.

Quatre îles, huit régions

Ce qu'il convient d'appeler Japon depuis que le pays a pris ce nom au VIIe siècle inclut aujourd'hui quatre îles principales, quasi jointes : Hokkaidō au nord, Honshū au centre, Shikoku au sud-ouest, Kyūshū au sud. Ce bloc centralinsulaire forme la métropole/*hondō*. Dans les esprits locaux, le Japon paraît d'une seule pièce, comme une île/*shima* qui se confond avec tout le pays/*kuni*. Aussi ne dit-on pas « les îles du Japon » comme « les îles Britanniques ». Le mot *shima* s'ajoute en suffixe au toponyme ou nom de lieu insulaire : par exemple, Tanega.shima pour l'île Tanega.

Lorsque le Japon se façonne en État, du VIIIe siècle jusqu'au début de Meiji (1868-1912), il se divise en *kuni* ou provinces, subdivisées

en *gun* ou districts. Certains de leurs noms désignent des aires du royaume antique du Yamato (250-710). Ceux de Kinai et Kinki reviennent souvent, qui englobent les zones dans le voisinage des capitales de Nara (710-784) et de Heian (794-1185).

La réforme territoriale de Meiji divise le pays en 47 départements qui, à toute occurrence de toponyme, sont ici indiqués entre parenthèses. Aujourd'hui, du nord au sud, le Japon compte 8 régions, qui ne sont pas des divisions administratives officielles : Hokkaidō, Tōhoku (nord-Honshū), Kantō (centre-est-Honshū), Chūbu (centre-Honshū), Kansai (centre-ouest-Honshū), Chūgoku (ouest-Honshū), Shikoku, Kyūshū.

Un archipel surinsulaire

À l'île-pays s'ajoute une myriade d'autres îles ou dites telles, car variable est la définition d'une *île*. Elles sont formées par les îles ou chaînes insulaires suivantes :

– au sud de Tōkyō, les Nampō (Izu, Ogasawara) vont de la péninsule d'Izu aux Mariannes ;

– au sud-ouest, les Nansei vont de la pointe sud de Kyūshū à Taïwan et ont deux parties, les Satsunan (dép. Kagoshima) au nord – avec notamment les Ōsumi, dont Tanega, point d'arrivée des premiers Européens au Japon à la fin du XVIe siècle, – et les Ryūkyū (dép. d'Okinawa) ;

– au centre et au sud avec entre autres l'île principale d'Okinawa – connue pour les combats de la guerre d'Asie-Pacifique (1931-1945) – et les Saki dont font partie les Senkaku, objet du litige actuel avec la Chine et Taïwan ;

– à la pointe est de Hokkaidō, les Kouriles, russes, mais revendiquées par le Japon ;

– au nord-ouest du Pacifique, au large de la Sibérie, Sakhaline, qui appartint au Japon en partie et qui est russe depuis 1945.

L'entier Japon, du nord-est au sud-est, s'étire du cap Sōya au cap Sata, à la pointe sud de la péninsule d'Ōsumi en Kyūshū, et, plus loin, jusqu'à Hateruma, la plus au sud des Ryūkyū au tropique du Cancer, soit 6 852 îles sur une surface totale de 377 974,17 km² en 2018[2]. Ce chiffre fluctue avec divers facteurs : l'érosion ; le terrain gagné sur la mer ; l'apparition ou même la disparition d'îles, laquelle nourrit le fantasme de submersion du pays, si présent dans la science-fiction[3].

Dans l'ensemble, le territoire du Japon tend à s'accroître en raison de deux facteurs. Du fait de sa politique *surinsulaire*, d'abord, qui le conduit, au nom de son identité insulaire, à annexer des îles hors de son aire et à en exiger d'autres, d'où les conflits avec la Russie sur les Kouriles, la Chine sur les Senkaku et la Corée sur les rochers Liancourt (jp. *Take.shima*)[4]. Claire est l'obsession de l'île dans l'imagerie nationale. L'expression exemplaire en est *L'Île nue/Hadaka no shima* (1960), film de Kaneto Shindō, où les travaux et les jours d'une famille de riziculteurs du Sud-Est, rythmés par la navette entre leur île isolée et la métropole, illustrent la force du symbole de l'île, si chère aux Japonais. Par le fait du droit de la mer, ensuite, qui fixe les zones économiques exclusives (ZEE), assigne au Japon depuis le 20 juillet 1996 une surface de 4 427 915 km² et en fait le 6e pays mondial en surface globale.

Une insularité relative

Depuis ses premiers peuplements, cette terre d'Asie orientale jouit mais pâtit aussi de sa position d'île, qui tout à la fois l'isole et l'ouvre au monde. Elle est séparée du continent par les mers et détroits : de la Russie – Sakhaline comprise – par la mer du Japon et le détroit de Sōya pour Hokkaidō ; de la Corée par la mer du Japon pour Honshū ; par le détroit de Tsushima pour Kyūshū ; de la Chine et de Taïwan par la mer de Chine orientale pour les Nanpō.

Position isolée, certes, mais pas absolue. Par ces voies, par la mer aussi, circulent faune et flore, qui vont donner au Japon une biodiversité en phase avec son relief étendu, son climat varié, sa population humaine croissante. Arrivent les premiers humains, des *homo sapiens* d'Asie orientale, au type paléo-mongol. On a retrouvé des restes d'animaux (éléphants, cerfs, rhinocéros, bisons, ours, cerfs, tigres, léopards, loups, renards) ainsi que des outils de pierre qui suggèrent des vagues migratoires depuis la Sibérie, l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Nord-Est : les Aïnous, puis un afflux massif de Coréens, puis une migration d'Asie du Sud-Est, suivent et se répandent au sud de Kyūshū. Un lent et long brassage ethnique et linguistique débute alors…

Reste que grâce à son isolement, les soubresauts politiques du continent ont atteint le Japon de façon plus atténuée. Suffisamment isolé pour ne pas être exposé au risque d'invasion, le Japon n'est pas non plus si éloigné de ses voisins qu'il n'en ait reçu dans la première partie de son histoire, *via* la Péninsule ou les missions envoyées en Chine, des éléments féconds de civilisation.

Des zones d'habitation limitées

Même si le Japon n’est certes pas le petit pays qu’a dit maint voyageur, seuls 17 % sont durablement habitables. Coteaux et montagnes occupent entre 65 % et 86 % du nord au sud, avec des forêts rabougries à peine exploitées. Brutal est le contraste entre plaine et montagne, avec une pente topographique de 30 à 40 degrés. Falaises et plages dessinent la ligne de côte tandis que baies et mers intérieures abondent.

Les rares plaines sont des bassins alluviaux, propices à l’urbanisation, où sont situées Kyōto, l’ex-capitale, et Tōkyō, la capitale actuelle. La population se fixe dans les plaines, avec une densité moyenne de 343 habitants/km^2, qui atteint 5 751 habitants /km^2 à Tōkyō. Une douzaine d’agglomérations de la côte Pacifique ont une ville basse, que menacent l’excès de construction, propice aux incendies et aux inondations, et le terrain mou, favorable à la riziculture mouillée mais sensible aux séismes. Au-dessus s’élève la ville haute, avec ses cultures sèches de légumes, céréales et fruits. Une fois terrassé, le flanc escarpé des collines tertiaires, très boisées, se prête à l’habitat, mais non sans risque de glissement de terrain à cause des typhons.

Volcans, climat et biodiversité

Le volcanisme, les tremblements de terre et les raz-de-marée sont une menace permanente, qui affecte les mentalités. Des quelque 240 volcans du pays, 60 ont été actifs et peuvent le redevenir à tout moment – soit 10 % de tous ceux encore en activité dans le monde. Certains ont des sources chaudes qui sont à l’origine de sites thermaux. Maint cratère est devenu attraction touristique, tel le lac de caldeira Towada en Honshū. L’activité géologique cause des

secousses quotidiennes et des séismes réguliers de magnitude variable. Tōkyō est une ville très menacée, déjà détruite – ainsi que Yokohama – en 1923.

Les tsunamis menacent presque toute la côte Pacifique, depuis Kyūshū en remontant vers le nord jusqu'à la hauteur de Tōkyō, à intervalles irréguliers. Le plus récent, à Fukushima en mars 2011, a fait près de 23 000 victimes, détruit des réacteurs de la centrale atomique locale, contaminé population et milieu. Le Japonais a beau disposer d'une sismologie pointue – encore que la pratique de la prévention laisse à désirer –, il se sait le jouet des forces de la nature, d'où son sens constant de la précarité du monde.

Sur un arc long de plus de 3 000 km, très étiré en latitude, le climat varie de froid tempéré en nord-Honshū à subtropical en sud-Kyūshū, et la végétation aussi, de la forêt boréale à conifères au nord à la forêt sempervirente ou à feuillage persistant au sud, d'où une notable biodiversité, avec une sylve aussi riche que variée qui comprend des arbres comme le pin rouge, l'érable rouge et le cryptomère, tous trois dits « du Japon ». Cette gamme climatique fait qu'en octobre, l'habitant de Hokkaidō subit les premières tempêtes de neige tandis que celui de Kyūshū rentre la seconde récolte de riz dont il sèche les grains au soleil.

L'habitant éprouve depuis toujours le sentiment que son pays connaît quatre saisons bien distinctes. La poésie classique les chante, le haïku surtout, dont le lexique des saisons s'est même imposé en Hokkaidō, où le climat est pourtant aux extrêmes de la métropole[5].

La mousson d'été, venue de la mer de Chine orientale, apporte en début de saison la pluie chaude, qui inonde les rizières au moment du piquage. En janvier ou février, avec le froid de Sibérie et de Mandchourie, la mousson d'hiver arrive, *via* la mer du Japon, au nord-ouest du pays. Elle couvre alors villes, villages, paysages d'une

couche de neige épaisse, qui reste jusqu'au mois de mai et réduit à peu de mois le temps de croissance et de récolte. Cette partie-là du Japon, moins attirante, qui fait face à la Russie et la Chine, est dite Japon de l'envers/*ura.Nippon* ; jadis, on y envoyait les bannis. La partie de l'océan Pacifique, elle, est dite Japon de l'endroit/*omote.Nippon*. Elle subit les typhons, qui arrivent de la mer de Chine méridionale – autrefois vers la mi-septembre, aujourd'hui plus tôt, en juillet ou août –, ravagent terres et ports, mais aussi contribuent à inonder les rizières.

Les différences thermiques varient fort, de 10 °C à 18 °C à Okinawa, à la mi-janvier, à moins 4 °C en moyen-Hokkaidō. Ce sont les effets de deux courants marins opposés : l'un, froid, dit *oya.shio* ; l'autre, chaud, dit *kuro.shio*. Le premier, venu du Nord, longe la face pacifique de Hokkaidō jusqu'à croiser, au nord de Tōkyō, le second qui, venu de la mer de Chine méridionale, dote le sud littoral d'un riche biosystème marin et de températures d'hiver relativement agréables. Aussi, la préférence des paysans, pêcheurs, marchands, entrepreneurs et samouraïs va le plus souvent au Japon de l'endroit.

CHAPITRE II

Les humains au fil du temps : peuples, langues, groupes sociaux

Sur les origines du peuple japonais, l'archéologie, la philologie, la génétique donnent des pistes, à tout le moins des informations plus précises que les mythes des annales (*Kojiki*, *Nihon.shoki*), qui relèvent de la mythistoire, mais intéressent aussi bien les spécialistes de mythologie comparée que de sciences des religions.

Ces savoirs s'accordent mal sur la famille ethnique et linguistique des premiers peuples. Deux thèses ont cours, la monogenèse : peuplement endogène par une ethnie unique, et la polygenèse : migration plurielle et hétérogène. La seconde l'emporte scientifiquement. La première domine les représentations.

L'énigme persiste, qui alimente ici l'idée de l'homogénéité ethnique du Japon, peut-être bien l'un des mythes identitaires les plus vivaces du pays, mais sert bien là l'argument de l'ethnogenèse plurielle, qui n'est pas non plus exempt de tout enjeu idéologique car il a pu justifier les invasions de la Corée. Toute l'histoire des débats est encore entachée de la pensée obsessionnelle de la race[1] et de l'idée qu'unique, indicible et ineffable est l'identité du Japon…

La genèse

Jusqu'au début des années 1990, les archéologues japonais tenaient que le peuplement de l'Archipel remontait surtout à la période Jōmon (14000 AEC-800 AEC). Cette idée demeure dans l'imagination populaire de la préhistoire et les *Nihonjinron* ou traités de japonité, qui ressassent la litanie de l'unicité japonaise[2].

Mais une autre hypothèse gagne du terrain : la structure duelle de l'histoire de la population. L'Archipel aurait été occupé au Pléistocène (2,58 millions AEC-11700 AEC) par des populations « proto-mongoloïdes » du Sud, ancêtres du peuple Jōmon, dont les traits de morphologie sont encore visibles chez les populations aïnoue et ryūkyūane (d'Okinawa). Puis, à partir de l'époque Yayoi, des peuples différents, à morphologie néomongoloïde, arrivent.

À la période Kofun (300-538), même si mainte population locale de Yayoi garde des traits de Jōmon, le mélange entre groupes indigènes et immigrants atteint le Nord-Est. Génétiquement, le Japonais moderne serait donc d'abord issu de l'immigrant de la période Yayoi, mais mâtiné de Jōmon à un degré de dosage incertain et variable selon la région[3].

Par la suite, la phase de quasi-fermeture du Japon, du XVIIe siècle jusque dans la seconde moitié du XIXe siècle, a favorisé le brassage et l'homogénéisation ethniques. Mais si, par rapport aux États d'Europe occidentale, les Japonais ont probablement possédé un degré relativement élevé de solidarité ethnique avant l'établissement de l'État-nation moderne à l'époque Meiji, il est quasi certain qu'ils ne se sont perçus comme ethnie unique qu'avec le nationalisme de Meiji[4]. Il a fallu qu'advienne l'idée de race, d'origine occidentale, pour que se forme ce sentiment d'unicité.

Les langues japoniques et ouralo-altaïques

Les linguistes s'étripent pour déterminer les origines de la langue japonaise. Le japonais – et les parlers ryūkyūans, qu'on appelle de plus en plus protolangue nippo-ryūkyūane – est classé dans les langues agglutinantes et rattaché en général au groupe des langues ouralo-altaïques ou transeurasiennes[5], d'Asie centrale et du Nord-Est, qui comprend notamment le turc, le mongol, le toungouse, le coréen et leurs nombreuses variantes respectives. Mais certains la classent dans les langues dites japoniques[6].

Des langues autres sont aussi invoquées pour rendre compte de l'origine du japonais, notamment l'aïnou, le chinois, les langues malayo-polynésiennes et austronésiennes, le basque, l'indo-européen et même le malinké d'Afrique. Les similitudes qui se présentent, frappantes, discrètes ou fantaisistes, ne suffisent pas toujours à établir un lien génétique d'évidence, *a fortiori* si manquent les traces matérielles.

La comparaison des langues voisines n'est pas concluante. L'aïnou est la seule autre langue parlée sur l'Archipel, mais ressemble peu au japonais. Les quelques mots aïnous passés dans le lexique nippon – noms de cours d'eau, suffixes comme *-shiri*, etc. – n'attestent pas de lien génétique. Les langues malayo-polynésiennes et austronésiennes présentent des ressemblances modiques. Le chinois, auquel le Japon a emprunté une partie de son lexique, n'offre qu'une affinité culturelle et pas linguistique.

On ne sait avec certitude si la famille altaïque, que les tenants de sa phylogenèse localisent volontiers en Mandchourie, possède une unité proprement génétique ou si elle résulte de contacts prolongés dans une aire de convergence linguistique. Malgré les similitudes

évidentes entre les langues concernées, les correspondances attestées entre les mots sont modiques. Le turc, par exemple, possède certaines ressemblances : harmonie vocalique, ordre sujet-complément-verbe, forme de comparatif de supériorité, mais pas plus.

Les traces matérielles des langues altaïques ne remontent pas assez loin dans le temps pour qu'on puisse pousser plus loin les comparaisons. S'il existe, le tronc commun de ces langues requiert d'autres enquêtes, qui ne manquent d'ailleurs pas, mais sont éreintées par la critique[7]. L'isolement relatif de l'Archipel explique que la langue japonaise se soit tôt détachée de son point d'origine, le continent, pour évoluer de façon autonome, d'où le peu d'équivalences de mots entre japonais et langues altaïques.

Reste l'apparente exception du coréen. La relation génétique entre le japonique et le coréanique est généralement admise. La Péninsule parlait plusieurs langues. De la langue du royaume de Puyŏ seraient dérivés deux rameaux, dont le *puyŏ*. L'une des branches de ce *puyŏ* a donné la langue du royaume de Koguryŏ, à l'origine du coréen actuel, et l'autre, le proto-japonais, à l'origine du japonais actuel[8]. Mais la relation génétique entre coréen et japonais est loin de faire l'unanimité. Les traits communs de morphologie verbale et de similitudes lexicales que le coréen présente par rapport au japonais, et qui ne sont d'ailleurs en rien comparables à celles du lexique indo-européen pour le nombre, ne suffisent pas à l'attester[9].

En revanche, l'intuition de la parenté linguistique saute parfois aux yeux dans le cas du ryukyuan, encore que les locuteurs des deux langues ne se comprennent pas comme l'Italien et l'Espagnol. De fait, la famille des langues japonaises, plus exactement des langues japoniques insulaires (le japonais et quatre ou cinq langues ryūkyūanes), selon la dénomination quasi admise aujourd'hui par les linguistes, est la seule dont le lien génétique puisse être établi.

Ces langues japoniques auraient pénétré au Japon durant la période Yayoi (IIIe siècle AEC-IIIe siècle), avec un premier contact en nord-Kyūshū, avant d'essaimer entre le japonais parlé dans la métropole insulaire et les langues ryūkyūanes, qui n'arrivent pas avant le IXe siècle aux îles Ryūkyū. Selon cette trajectoire, la langue à l'origine du japonais serait arrivée avec les Yayoi immigrés, dont la colonisation agricole des îles aurait alors entraîné la disparition virtuelle de la/des langue/s Jōmon antérieures, sauf dans les parties périphériques de l'Archipel, et l'aïnou serait un reliquat de Jōmon. Une autre théorie postule que la langue ancêtre du japonais moderne serait passée de Corée en Kyūshū au début de Jōmon pour se répandre au Japon durant le boom démographique de Yayoi, d'où le fossé actuel entre coréen et japonais[10].

Tout au plus peut-on dire, en l'état des connaissances, que le japonais, qui a pu se former entre les IIIe et IVe siècles, résulte d'un mélange d'éléments variés, mais les comparaisons ne sont pas concluantes. On en sait finalement aussi peu sur l'origine du japonais que des Japonais[11].

Les déplacements de population

L'*homo japonicus* est plus jeune que celui de Java ou de Pékin, apparu il y a 500 000 ans. S'il y a bien du matériel paléolithique qui remonte à 40000-50000 AEC, les squelettes retrouvés, eux, remontent au plus tard entre 15000 AEC et 18000 AEC. Ils attestent l'immigration de groupes endo-asiatiques et malayo-polynésiens, qui ont dû arriver en plusieurs vagues, surtout par le sud-ouest de l'Archipel, avant de se répandre par tout le pays et d'y pratiquer chasse, pêche et cueillette. Il se peut qu'encore plus tôt, des groupes

sibériens, peut-être bien des Aïnous, soient entrés par le Nord *via* le Kamtchatka et Sakhaline. Bref, une population assez tôt mêlée, composée de groupes ethniques variés, qui se sont fixés en divers lieux. Vers 3500 AEC, le réchauffement du climat favorise le passage à la population des planteurs et cultivateurs de l'époque Jōmon. Vers 300 AEC, des groupes issus de la Péninsule introduisent chevaux, armes en fer et nouvelles techniques (riziculture inondée, métallurgie), qui transforment ces sociétés.

***Utari*/Aïnous. –** De grande taille, barbus et velus, les Aïnous ou *utari* – ainsi se nomment-ils eux-mêmes – ont toujours éveillé la suspicion des Japonais. Jusque dans les années 1940, on les désigne du nom de *hinin*/non-humains et les traite à peu près en animaux domestiques. Quelque 25 000 Aïnous vivent aujourd'hui en Hokkaidō. Jadis, ils peuplaient la majeure partie du Honshū, mais, dès l'Antiquité, en sont refoulés. En 1873, Hokkaidō est intégré officiellement à l'empire et offert au paysan nippon en nouvelle colonie. La langue et les us aïnous sont alors interdits. Dans ses *Unbeaten Tracks of Japan* (1877), l'intrépide voyageuse Isabella Bird s'enfonce en territoire aïnou et décrit la colonisation de l'ethnie, contrainte à la sédentarité et marginalisée. En 2008, les Aïnous sont reconnus comme minorité japonaise. Entre-temps, leur langue a failli disparaître, et leurs danses, chants et parures, sont devenues des attractions touristiques.

À l'époque historique, les mouvements et déplacements de population densifient le peuplement. Très tôt, les populations se meuvent à grande échelle. Le roi déplace sa capitale, la cour suit. Ce phénomène se répète souvent jusqu'à l'époque de Nara (710), puis le siège du pouvoir se fixe plus longtemps, passe à Heian ou Kyōto en 794, puis à Kamakura en 1192, puis encore à Kyōto à partir de 1338 et jusqu'à la fin du XVe siècle. Les populations s'agglomèrent au pied des châteaux des seigneurs. En 1605, le *shōgun* Tokugawa s'installe à Edo, où il impose à la noblesse du pays de résider une partie de

l'année avec leur suite. La ville du *shōgun* devient au XVIIe siècle l'une des cités les plus peuplées au monde.

À la fin du XIXe siècle, la mutation à marche forcée sur le modèle occidental entraîne une phase d'industrialisation à Tōkyō (ex-Edo), où afflue une force de travail de dizaines de milliers de personnes. Il s'agit en majorité de filles de métayers que leurs parents, pour payer le fermage, vendent à des sergents-recruteurs qui les placent dans les manufactures et d'autres entreprises de création récente ou, selon un usage ancien, en bordel. Suivent les fils de ces mêmes métayers, pour travailler dans les mines, fonderies et industries à et autour de Tōkyō. Avec l'essor de l'industrie, les naissances passent de 24,6 pour mille en 1872 à 36,0 en 1910. Le pays ne retrouve ce chiffre qu'en 1947 : 34,3 naissances pour mille après le retour des prisonniers de guerre et rapatriés des colonies ou d'autres territoires perdus.

Depuis les années 1960, le Japon connaît l'exode rural, comparable à celui qu'il a connu au XIXe siècle. Nombre de jeunes gens et la plupart des jeunes filles de la campagne, qui allaient au lycée, rejoignent la ville à la fin de leurs études. Aussi les fils aînés qui veulent ou doivent reprendre l'exploitation de leur père, et peinent à trouver des Japonaises prêtes à vivre une vie à la campagne, se cherchent-ils, par petites annonces et de publicités, des femmes aux Philippines ou ailleurs.

En 2005, 45 % de la population vit dans les trois plus grandes métropoles régionales (Tōkyō, Ōsaka, Nagoya), contre bien moins de 30 % en 1947. Depuis les années 1970, le gouvernement tente en vain de déplacer entreprises, centres de recherche et universités des zones surpeuplées ou menacées.

La distribution sectorielle du revenu national brut est la suivante : 1,5 % pour les secteurs de la pêche et de l'agriculture ; 31,5 % pour les secteurs de l'industrie, des mines, du bâtiment, de la confection et

de l’énergie ; 67,2 % pour les secteurs du commerce, des banques, des assurances et des services. Ces deux derniers secteurs totalisent 98,5 % du revenu national brut et nécessitent la main-d’œuvre *ad hoc*.

La démographie

L’estimation repose sur des données variables, incomplètes, voire absentes selon les régions (Ryūkyū, Hokkaidō). Entre 9000 AEC et 1300 AEC, la population est évaluée à 75 000 têtes pour la période Jōmon, 594 000 pour la période Yayoi et 5 399 000 pour les périodes Kofun-Nara-Heian[12]. Ces chiffres concordent assez avec d’autres, selon lesquels cette même population passe de 5,5 à 6,3 millions en 1150 à 15-17 millions en 1600[13]. Le premier cens, à partir de 1721, donne 26,1 millions d’habitants, comme en 1846 à la suite des disettes et épidémies auxquelles le seul remède était l’infanticide[14]. Les naissances remontent à partir de 1870 avec les innovations du régime de Meiji (1868-1912), pour arriver à 72 millions d’habitants en 1945, puis à 127,2 en 2010. Ce chiffre pourrait bien redescendre, selon certaines prévisions, à 115,7 millions en 2030.

Jusqu’au début du XXe siècle, la famille moyenne avait quatre ou cinq enfants. Si la descendance venait à manquer, on adoptait des fils ou beaux-fils, qui perpétuaient la tradition familiale et le culte des ancêtres. Rares étaient les divorces et les couples sans enfants. La longévité moyenne était de 40 à 50 ans. Après la guerre, étant donné les ressources limitées, la loi impose un planning familial. La pratique, voire l’industrie de l’avortement prospèrent entre les années 1950 et 1970. Les couples engendrent deux enfants en moyenne. La pilule contraceptive n’est autorisée qu’en 2002.

À partir des années 1970, le concept de couple à double revenu et sans enfant, déjà bien répandu chez les adolescents, gagne du terrain. Il débouche sur le vieillissement de la population, qui ne croît plus qu'à 0,1 % (2003), stagne pratiquement à 126 millions (2018) et, selon les prévisions, doit régresser à 122 millions d'ici 2020. Le nombre moyen d'enfants par femme a chuté et peine à remonter : 4,5 (1947), 2,1 (1965), 1,8 (1985), 2,4 (1955), 2,1 (1965), 1,5 (1966), 1,8 (1984), 1,4 (1993), 1,2 (2005), 1,43 (2017). Le Premier ministre Abe vise un taux d'1,8 pour 2025. La population sera bientôt divisée par deux[15].

Alors que les décès sont passés de 713 000 (1970) à 1 376 000 (2019), les naissances ont diminué, passant de 1,9 million (1970) à 1,09 million (2006), puis 864 000 (2019). Le Japon dépend désormais de l'immigration pour garder son nombre d'habitants, mais tend à s'en protéger. Un nombre croissant de jeunes épousent Philippines, Chinoises et Coréennes. Seuls 34 000 demandeurs d'asile sur 180 000 – dont 32 000 issus d'Amérique ou d'Europe – ont été accueillis en 2005. Pour les femmes, l'âge moyen du mariage est passé de 24,2 ans (1971) à 28,5 ans, pour les hommes, de 26,8 ans à 30 ans (2008).

L'espérance de vie moyenne, 87,32 pour les femmes, 81,25 ans pour les hommes en 2019 – contre respectivement 50,06 ans et 53,96 ans en 1947 – multiplie les septuagé-, octogé-, nonagé- et centenaires. En 2007, sur 127,77 millions de personnes, 1,15 million avaient 90 ans ou plus, et 29 000, 100 ans ou plus. La diminution du taux des naissances ainsi que la mobilité de la population active, contrainte d'habiter hors des villes, entraînent le recul rapide des soins que les enfants avaient coutume de dispenser aux parents âgés. Les effets positifs de la médecine et d'un mode de vie dit sain ont

pour effet, avec la baisse de la population active, d'alourdir les charges sociales de l'État.

La structure démographique s'est radicalement modifiée. Les *baby-boomers*, nés entre 1946 et 1950 au retour des prisonniers de guerre ou des populations expulsés d'Asie orientale ou du Sud-Est, forment le groupe majeur des 67-71 ans. La société japonaise vieillit plus vite que n'importe quelle autre société industrielle, la population active ne se renouvelle pas assez vite. Faudra-t-il bientôt élever l'âge du départ la retraite et employer robots et main-d'œuvre étrangère ?

Les minorités

Si le Japon se représente souvent comme une population homogène, il n'en a pas moins ses étrangers, gens du dehors, et ses minorités, gens du dedans. Ces autres-là ont aussi leur histoire et un statut afférent.

L'État qui se forge au VIIIe siècle distingue bon peuple/*ryōmin* et vil peuple/*senmin*. Aux Xe et XIe siècles, avec le déclin de l'État et la peur due à diverses causes de pollution (maladie, incendie, crime, etc.), très présente à Kyōto et à Nara, apparaît le groupe des non-humains/*hinin*. Dans cette population marginale, qui n'est pas toujours tolérée dans les zones de peuplement, on trouve aussi bien bourreaux et croque-morts, lépreux, orphelins et handicapés, ou encore artistes, courtisanes, criminels, purificateurs de rues, auxquels s'ajoutent les riverains de la mer, affectés au soin des animaux, au creusement des puits ou au déplacement des pierres et des arbres[16].

À partir du XVIIe siècle, le régime des Tokugawa concocte une hiérarchie sociale, qui comprend quatre groupes, par ordre décroissant : samouraïs, paysans, marchands, artisans. Au-dessous de

cette échelle sont les parias de la société : les *Eta* ou *Burakumin* (= gens des hameaux). Ils ont des métiers liés au contact de la chair morte, enfreignent les interdits de souillure du shintō et ne peuvent sortir de leur condition. À l'ère de Meiji, les *Eta* sont émancipés sur le papier, mais la discrimination empire. Quand les familles marient leurs enfants par entremise, elles peuvent exiger de connaître le lieu d'habitation des ancêtres, et ce pour éviter que leur engeance épouse un individu d'origine impure. Un descendant d'*Eta* a beau avoir un métier honorable, il ne se heurte pas moins aux préjugés. La société compte dans les 3 000 000 *Burakumin*, dont la plupart sont discriminés à l'emploi ou au mariage. Depuis 1955, les intéressés sont défendus par la Ligue de libération des *Buraku* et la Société de lutte contre les discriminations.

Les Aïnous, sans doute originaires de Sibérie, ont dû passer sur l'Archipel lors d'une glaciation. Ils passent pour les premiers habitants de Tōhoku, Hokkaidō, Sakhaline et des Kouriles. En 1190, le *Seii.tai.shōgun*/général suprême chargé de repousser les barbares de l'Est ne cesse de les repousser au Nord, en Tōhoku et Hokkaidō, où ils vivent à présent. Ce peuple totémiste n'a aucune parenté ethnique avec les Japonais. Les Aïnous ont toutefois été moins anéantis que soumis et assimilés. Maints noms de lieux, fleuves et montagnes sont d'origine aïnoue. Alors que 95 % d'Aïnous peuplaient Hokkaidō en 1873, il n'y en a plus que 0,6 % aujourd'hui, soit 30 000 personnes, qui touchent trois fois plus d'aide sociale que le reste des Japonais et sont moins diplômées pour la plupart[17].

Les Coréens comptent près de 700 000 personnes, qui émigrent au Japon après son annexion de la Corée (1905-1910) ou y ont été envoyées par l'administration, entre les années 1920 et 1940, à la mine, aux champs ou dans l'industrie, pour compenser le manque de main-d'œuvre japonaise partie combattre. À la fin de la guerre, près

de 2 millions de ces travailleurs coréens retournent en Corée ou y sont rapatriés. Après la fin de l’annexion, la citoyenneté japonaise n’est plus accordée que s’il y a assimilation totale, avec changement de nom. Comme la plupart des Coréens restés au Japon tenaient à conserver leur culture, ils y sont enregistrés comme étrangers. Leurs enfants, bien que nés au Japon, n’ont guère de droits politiques et sociaux. La séparation des deux Corée fait que seul le gouvernement sud-coréen peut conclure des traités, et que seuls les Coréens du Sud sont autorisés à résider au Japon et à y jouir de certains droits sociaux. La guerre entre les deux Corée, la guerre froide, l’enlèvement de sujets coréens et japonais par des kidnappeurs nord-coréens a contribué à entretenir la méfiance à l’endroit des Coréens, qui souffrent aussi de discrimination à l’emploi et au mariage.

Les Ryūkyūans, notamment ceux d’Okinawa, annexés en 1879, restent longtemps de quasi-parias. Cette situation ne s’améliore pas lorsque les États-Unis accordent au Japon la souveraineté sur les Ryūkyū> en 1972. La région ne profite ni du *miracle* économique ni du système sociopolitique du Japon. Encore aujourd’hui, Okinawa, dont plus de 100 000 habitants ont été forcés à se tuer par l’armée à la fin de la guerre d’Asie-Pacifique, reste la province la plus pauvre du pays.

Les Nikkeijin sont les Japonais qui ont émigré du Japon et leurs descendants. Ils se sont installés aux Amériques au début du xxe siècle, mais aussi en Océanie et en Europe. On peut distinguer deux groupes. Le premier s’est plus ou moins harmonieusement intégré au pays hôte, même s’il en a subi les politiques d’internement lors de la guerre d’Asie-Pacifique (États-Unis, Brésil), et a pris une part active à son histoire nationale (Alberto Fujimori au Pérou) ou culturelle (Kazuo Ishiguro en Grande-Bretagne), tout en entretenant le plus souvent un fort lien identitaire avec le pays d’origine par

divers canaux (cuisine-fusion au Pérou, tambour et danse d'Okinawa en Bolivie, etc.). Le second groupe, qui a fait retour au Japon entre les années 1980 et 2000 pour combler le besoin de main-d'œuvre, a un statut « d'étranger de l'intérieur », mal ou peu intégré, mais n'en participe pas moins de la diaspora nippone.

CHAPITRE III

L'histoire du Japon à vol d'oiseau

Les débuts : clans, chefferies, État

Bien que le Japon forme aujourd'hui un ensemble bien distinct, il était jadis relié au continent. Entre 32000 et 16000 AEC, des ponts ou langues de terre permettent les échanges de plantes, animaux et humains[1]. Les vestiges lithiques suggèrent des vagues migratoires depuis au moins la Sibérie et l'Asie du Sud-Est.

Vers 14000 AEC débute la période dite Jōmon. La céramique d'origine sibérienne, la plus ancienne, se diffuse du nord au sud de l'Archipel. Des groupes de chasseurs-cueilleurs-pêcheurs vivent en troglodytes. Vers 3500 AEC, avec le réchauffement de la terre, le mode de vie jōmon devient préagricole. La culture du riz arrive au Ier siècle AEC.

Entre 300 AEC et 300, la période dite Yayoi s'amorce, qui se caractérise par la métallurgie du bronze et du fer et la riziculture inondée. Les migrations depuis le continent apportent des ferments de civilisation. Les peuplements se stabilisent. Les clans se groupent en chefferies qui, non sans conflits, se confédèrent. La chronique

chinoise mentionne le pays des Wa en Kyūshū, la reine Himiko du Yamatai et ses relations avec la Chine.

À la période Yayoi succède la période Kofun. Vers le IVe siècle, en plaine de Nara ou de Yamato, un proto-État naît, le Yamato, avec ses grands rois, qui imposent leur clan plus par leur fonction rituelle que par la force et se font enterrer dans de grandes tombes, qui parsèment le pays.

Au VIe siècle, tout en assimilant les peuples étrangers à l'intérieur, les rois s'allient avec Baekje, un des trois royaumes de la Péninsule, qu'ils soutiennent militairement jusqu'à sa chute en 664 contre son rival Koguryŏ. De Baekje, ils reçoivent la culture sinisée et le bouddhisme. De la Chine où ils envoient des missions, ils tirent l'écriture, le bouddhisme aussi, les codes administratifs, divers savoirs et techniques – un influx civilisateur.

Les luttes intestines de la noblesse locale pour le pouvoir sont liées à l'accueil ou au rejet de la Chine. Au VIIe siècle, sur le modèle chinois des Tang, les réformateurs sinophiles tissent un État fonctionnaire centralisé sous un *homo sacer*, monarque absolu de céleste et divine ascendance. Et ils imposent à l'étranger le nom de Japon : *Nihon* = origine du soleil, au lieu de Wa.

Au tournant du VIIIe siècle, clans ennemis éliminés, la royauté se centralise. Le grand roi prend le titre de *ten.nō* ou souverain céleste, d'origine taoïste[2]. Le culte de la déesse fondatrice, Amaterasu, l'emporte. Avec lui s'implante peu à peu le shintō, voie des dieux, que le bouddhisme aide à se fixer comme religion locale. Le Japon entre informellement dans le système des tributs de la Chine des Tang, qui règle les échanges commerciaux en Asie orientale.

Le règne de la cour du **ten.nō**
(fin du VII*e-*XII*e siècle)*

De la fin du VIIe jusqu'au XIIe siècle, durant les périodes de Nara (710-794) et Heian (794-1185), l'État des Codes s'impose, mais non sans des déviations qui, devenues la règle, altèrent le système. Elles laissent en effet s'installer la propriété foncière privée et héréditaire et un pouvoir duel avec l'exécutif au régent – les membres de la famille Fujiwara – et les rites au *ten.nō*.

Le *ten.nō* réagit parfois contre la régence en créant le système des *ten.nō* retirés, qui lui permet d'abdiquer pour mieux diriger l'État en parallèle, mais son autorité décline.

À peu près au moment où le *ten.nō* se retire de la politique quotidienne, le pays se replie sur lui-même et, à la fin du IXe siècle, coupe ses liens diplomatiques avec la Chine, mais continue les contacts de commerce, voyages d'étude et missions bouddhistes. Cour et noblesse consacrent richesses et loisirs à créer, dans tous les domaines de la culture matérielle et des beaux-arts, des formes raffinées. Cette culture élégante et sensible servira de modèle et référence aux générations suivantes et à toutes les couches de la société.

En dehors du monde très policé de la cour et de la capitale, les réformes perdent peu à peu de leur influence et de leur validité. Le régime de la propriété privée exempte d'impôt et héréditaire se répand à partir de 743. Les *daimyō* ou seigneurs terriens apparaissent. La cour et la noblesse de province possèdent alors des biens latifundiaires qu'elles sont amenées à protéger par le recours à de petits groupes de paysans rompus à l'usage des armes, les *bushi* ou samouraïs, qui se constituent bientôt en puissantes familles.

La cour entraîne bientôt ces élites guerrières, dotées de terres et de personnel armé, dans ses luttes pour la succession et la régence. Le XIIe siècle finit par une guerre entre deux d'entre elles, les Taira et les Minamoto, d'où sort vainqueur, à la bataille de Dan no Ura (1185), Yoritomo no Minamoto, premier membre de la noblesse militaire à recevoir du *ten.nō*, en 1192, le titre suprême de *shōgun*. La cour impériale ne disparaît point, mais perd son pouvoir absolu. Le courtisan de Heian a vécu, place au guerrier ou samouraï/*bushi*. Malgré les tentatives de restauration, plus rien du système duel (*shōgun* vs *ten.nō*) qui se met en place ne bougera avant 1867.

Les féodalismes (1185-1603 ; 1603-1868)

Débute le Moyen Âge, qui se divise en deux phases nettes : les époques Kamakura (1185-1333), Muromachi (1336-1568) et Azuchi-Momoyama (1573-1603), puis l'époque Edo, où le pouvoir est sans discontinuer à la junte des Tokugawa. De la décentralisation de l'État archaïque à sa recentralisation sur une nouvelle base féodale jusqu'à la fin du shōgounat des Tokugawa, cette période forme la phase médiane entre les mondes ancien et moderne.

Elle est sans doute la plus haute en couleur avec la présence des fameux samouraïs, dont le chef, Yoritomo, promu *shōgun*, instaure le régime de Kamakura (1185-1333), fondé sur le contrat féodal entre vassal et suzerain. Ce shōgounat porte aussi le nom de gouvernement de la tente/*bakufu*, appliqué au poste central d'où le chef dirige les opérations. Le règne de la classe des guerriers débute à la fin du

XIIe siècle et se clôt en 1868, sept cents ans après, par l'abdication du dernier *shōgun*, Yoshinobu.

De 1185 à 1199, Yoritomo étend son emprise sur le pays où il délègue ses agents militaires. Lui succèdent son épouse Masako et son clan, les Hōjō, qui assument la régence et, hormis le soulèvement du *ten.nō* retiré Go-Toba en 1221, coulent un règne assez paisible. En 1274 et en 1281, le *bakufu* essuie deux invasions mongoles qui échouent, mais les samouraïs, qui ne s'estiment pas assez récompensés de leur vaillance, se retournent contre lui.

Un nouveau chef de clan, Ashikaga Taka.uji, profite d'une querelle entre le *ten.nō* retiré Go.daigo et le clan Hōjō pour se débarrasser définitivement de lui. Go.daigo veut alors accaparer le pouvoir et n'accorde pas le titre de *shōgun* à Taka.uji, qui nomme un nouveau *ten.nō*, Kōmyō, mais ne peut l'installer, car Go.daigo fuit au Sud en 1336 avec les trois insignes royaux. Jusqu'en 1392, le Japon aura deux *ten.nō* : l'un au Nord à Kyōto, maintenu par les Ashikaga mais jugé illégitime par certains qui le reprocheront à son descendant Hirohito au XXe siècle ; l'autre au Sud à Yoshino, qui perdure.

Taka.uji, lui, s'autoproclame *shōgun* et siège au quartier Muromachi à Kyōto. Hors de la capitale, de nouvelles alliances se mettent en place pour conquérir le pouvoir.

À la fin du XIVe siècle, le *shōgun* Ashikaga Yoshimitsu renoue les liens avec la Chine. Le commerce extérieur et intérieur prend son essor. Les premières guildes sont assez puissantes pour tenir le marché. Alors que les luttes de pouvoir font rage en province, le shōgounat Ashikaga délaisse la politique pour les arts. La culture Higashi.yama, du nom de la montagne à l'est de Kyōto, s'épanouit. Elle a un prix, que couvrent les rentrées fiscales, rudes pour les paysans, si bien que révoltes et dissensions ne manquent pas.

L'ordre existant, déjà instable, s'effondre. La noblesse de cour, qui réglait toute vie politique, économique et culturelle, est partout contestée, l'autorité du *shōgun* aussi. En 1467, une querelle de *daimyō* cause la guerre d'Ōnin (1467-1477), qui dégénère en guerre dite des royaumes combattants, où s'affrontent seigneurs de province, princes de cour, ligues de paysans et ordres religieux.

De ce grand chambardement sortent trois hommes forts, Oda Nobunaga, puis Toyotomi Hideyoshi et Ieyasu Tokugawa, qui unifient le pays. Le nouvel ordre débute en 1582, durant l'époque Azuchi-Momoyama (1573-1603), avec le cadastrage de Hideyoshi et la réforme foncière qui s'ensuit. C'est Ieyasu qui, avec sa victoire de Sekigahara (1600), clôt plus d'un siècle de guerre civile et accède au shōgounat. Il choisit pour siège Edo, qui donne son nom à l'époque.

Durant ces guerres intestines, le Japon noue, intensifie, puis, à partir du XVIIe siècle, clôt en bonne partie ses contacts avec l'extérieur. En 1543 débarquent les premiers marchands et les missionnaires portugais, qui diffusent foi catholique, technologie militaire, divers savoirs et mœurs. En 1582, les Jésuites envoient une mission de jeunes convertis nippons en Europe catholique. Face à ces émanations suspectes de l'empire des Habsbourg, le *shōgun* finit par interdire le christianisme et en éliminer les sectateurs. De même, après avoir étendu son commerce à l'Asie du Sud-Est et affronté la rude concurrence des Portugais et des Hollandais au risque de s'empêtrer dans la guerre de Trente Ans, il limite le commerce avec l'Asie à Nagasaki. Enfin, aux Hollandais de la Compagnie des Indes orientales qui l'aident à réprimer une révolte à Shimabara, il ménage l'enclave commerciale de Deshima à Nagasaki, où transite le commerce et d'où parviennent en Europe les premières images du Japon.

Le royaume des Ryūkyū (auj. Okinawa), zone clé d'un réseau commercial étendu, prospère avant que le Japon ne le conquière

(1609), mais reste 270 ans sous double dépendance du Japon et de la Chine. En Hokkaidō, le Japon se heurte au peuple aïnou, qui sera réduit au rang de semi-colonie.

Avec l'avènement des Tokugawa s'ouvre alors la voie d'un recentrement politique, comparable à l'absolutisme européen, qui stabilise l'État par diverses mesures : système de pouvoir duel entre pouvoir central du *shōgun* et plus de 250 principats de l'autre ; stricte limitation des armes ; système fiscal homogène ; stricte échelle de classes avec mobilité sociale réduite. S'ensuit la *pax Tokugawa*, longue de plus de 250 ans, encore que secouée de séismes, disettes, jacqueries et intempéries, qui effritent le régime. Une vie sociale et culturelle s'épanouit pourtant, qui culmine à la fin du XVIIe siècle et forme un pan de ce que certains tiennent pour la tradition classique du Japon.

En Europe et au Japon, avant les années 1980, l'ère des *shōgun* Tokugawa sera perçue comme un temps d'isolement, de répression, de stagnation et d'exploitation des paysans, par opposition à la Rénovation de Meiji (1868-1912), qui serait issue de la réouverture à l'Occident. Mais la situation est plus complexe. Le Japon de l'époque Edo connaît une mutation lente mais irrésistible, qu'accélère l'intrusion de l'Occident dans les eaux japonaises dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Le régime d'Edo concilie mal son idéologie, le néoconfucianisme, hostile au profit, avec une économie marchande en plein essor. Le gros marché intérieur favorisé par l'agriculture et tout son réseau commercial sont en partie à la source de la tension entre les marchands qui s'enrichissent et les guerriers samouraïs qui s'endettent et regimbent au nom du credo confucéen. Mais maint ressort social, économique et culturel contribue à engendrer, à un rythme variable selon le lieu, le moment et les tendances, une

dynamique interne. Comme en Europe, divers courants intellectuels méditent avec ou sans l'État une possible réforme. Les *daimyō* du Sud et de l'Ouest appliquent des concepts mercantilistes alors inédits et prospèrent. Aussi le Japon n'est-il pas démuni de ressources au moment d'entrer dans l'âge industriel.

Après l'ouverture forcée du Japon par les États-Unis (1853-1854), le shōgounat, déjà affaibli par les crises internes, concède aux grandes puissances occidentales une série de traités inégaux, puis amorce une réforme dans le sens de l'ouverture à l'Occident, mais la cour et les *daimyō* du Sud et de l'Ouest manœuvrent, entre fin 1867 et début 1868, pour le renverser et restaurer à leur profit l'autorité du *ten.nō*.

L'entrée forcée dans le système international et l'ère Meiji (1868-1912)

L'oligarchie de Meiji dissout les structures féodales, redéfinit les frontières, centralise le futur État. Les principats sont abrogés au profit des départements. Les samouraïs perdent leur statut au profit de la conscription. Leur révolte de 1874 est vaine. L'état-major militaire, réorganisé à la prussienne, est responsable de ses actes uniquement devant le *ten.nō*. Le régime opte pour la monarchie constitutionnelle. La Constitution est promulguée en 1889, le premier Parlement, élu en 1890.

L'onéreuse occidentalisation du pays, en vue de le dégager des traités inégaux imposés par l'Occident, touche tous les secteurs. Les coopérants étrangers y contribuent sous supervision de l'État.

L'industrie nationale, le textile surtout, décolle à la fin du XIXe siècle. Les forces armées se mettent au dernier cri de la technologie. Le Japon poursuit une politique extérieure alignée sur l'expansion coloniale des grandes puissances. Il vainc la Chine en 1894-1895, colonise Taïwan en 1895, défait la Russie en 1904-1905 et annexe la Corée en 1910.

Les grandes puissances finissent par estimer que le Japon s'est assez modernisé pour accepter la révision des traités inégaux, qui intervient en 1894. Le pays recouvre son autonomie douanière en 1911. L'ère Meiji prend fin en 1912 avec la mort de Mutsuhito.*ten.nō*.

L'amorce de la démocratie de partis et l'ère Taishō (1912-1926)

Tandis que l'ère Meiji réformait à marche forcée, l'ère Taishō renforce les structures acquises. L'industrialisation, l'urbanisation, la démocratisation, le positionnement international du Japon bouleversent la société. L'État social progresse. Une classe moyenne et une culture de masse émergent. Tōkyō vit à l'heure de Paris, Shanghai et New York.

Durant les années de la Grande Guerre, dont son économie tire profit, le Japon poursuit son expansion. Il s'allie avec l'Entente contre l'Allemagne, s'empare des possessions allemandes de Chine et du Pacifique, porte la guerre en Sibérie. Il siège à la Conférence de la paix de Versailles (1919) mais n'y obtient pas la clause d'égalité raciale. La conférence navale de Washington (1921-1922), puis celle de Londres (1930), l'obligent à réduire son armement.

La démocratie de partis fait ses premiers pas en 1924, ainsi que les mouvements ouvriers de gauche. La fin du régime des oligarques de Meiji va de pair avec la libéralisation politique, qui favorise la mise en place du système socio-économique des années suivantes. Suit une décennie de crises économiques et de tensions sociopolitiques liées aux partis établis et aux organes politiques. Les groupes de droite et de gauche opposés au régime, jugé trop libéral et ouvert à l'international, s'activent. Les lois de 1925 interdisent la pensée dite dangereuse. La gauche est réprimée.

Les débuts de l'ère Shōwa et la guerre d'Asie-Pacifique (1926-1945)

Les premières années de Shōwa sonnent le début d'un régime d'autorité. L'arrivée d'un militaire, Tanaka Giichi, au poste de Premier ministre (1927) amorce le déclin de la démocratie. Bien qu'il dirige le *Rikken.seiyū.kai/*parti de l'Association des Amis du Gouvernement constitutionnel, ce général défend les vues de la droite militante. La violence politique, qui ne cesse de ponctuer la vie du pays et de frapper des personnalités de proue, reprend de plus belle à partir des années 1930, entre autres avec l'assassinat du Premier ministre Inukai Tsuyoshi en 1932.

L'élan démocratique de Taishō tarit face à l'idéologie d'État tout entière axée sur le culte divin du *ten.nō*, lequel fait corps avec la famille. Le peuple se voue au *ten.nō*, souverain incontesté. Le shintō, érigé en religion supranationale, devient l'organe séculier de contrôle et d'administration. Structures et idéaux dits purement nippons

remplacent l'influence étrangère. La doctrine du *kokutai/*Corps national, qui exalte l'unicité et la supériorité du peuple japonais, se diffuse. À partir de 1940, après élimination des partis et syndicats, seule existe la *Taisei.yokusan.kai/*Société de soutien au système impérial, inspirée du modèle nazi, qui sert la propagande.

Le Japon relance son expansion territoriale, pour au moins trois causes : il dépend des matières premières du continent voisin, d'où son souci d'en refouler la présence occidentale ; il a besoin de contrôler Corée et Chine pour sécuriser ses îles principales ; il fonde son nationalisme, mêlé d'agrocentrisme, de panasiatisme, de nipponisme, sur le projet de libérer l'Asie du joug colonial blanc. Et l'armée de chercher à renverser le régime civil et à mener à son gré des opérations militaires à l'étranger.

L'armée du Chantung, stationnée en Chine, y provoque des incidents qui, entre 1931 et 1937, déclenchent une nouvelle guerre sino-japonaise, laquelle s'enlise vite face au Kuomintang de Tchang Kaï-Shek et aux communistes de Mao. Condamné par les grandes puissances, déjà bridé par les traités de Washington et de Londres et limité dans son flux migratoire par les lois américaines, le Japon quitte la SDN en 1933 et pactise avec les États de l'Axe et l'URSS. Il prépare la guerre et lance le projet de Sphère de coprospérité de la grande Asie orientale, censé profiter à toute la région et d'abord à lui-même.

Faute d'amener les États-Unis à relâcher leur embargo sur les matières premières et le pétrole, et fourvoyée par la victoire éclair de l'allié allemand et l'affaiblissement des colonies occidentales en Asie du Sud-Est, la direction militaire entre en guerre contre les États-Unis. Les victoires rapides s'enchaînent jusqu'en juin 1942 avec la défaite de Midway, puis s'alignent les échecs (Philippines, Saipan, Okinawa), que ponctue le largage de bombes atomiques sur

Hiroshima et Nagasaki. Le 2 septembre 1945, le Japon signe l'acte de capitulation inconditionnelle.

L'ère Shōwa, de l'Occupation (1945-1952) à la Haute croissance (1952-1989)

Ses colonies perdues, réduit à ses quatre îles principales et d'autres plus petites, le Japon doit accueillir plus de cinq millions de personnes qui rentrent de la guerre. Il a encore un appareil politique et administratif quasi intact. Loin de supprimer la fonction impériale, l'occupant américain garde à son poste le *ten.nō*, qui déclare n'être plus un dieu.

Douglas MacArthur, commandant suprême des forces alliées, tente une réfection démocratique du pays. Il démantèle les conglomérats, supprime la grande propriété, refonde l'éducation et démilitarise. La nouvelle Constitution, entrée en vigueur en 1947, fonde la démocratie parlementaire. Son article 9 proscrit la belligérance.

Avec la guerre froide, les États-Unis font du Japon leur allié anticommuniste, qui contribue à leur effort de guerre en Corée en Asie orientale et en tire profit pour se reconstruire. Le 8 septembre 1951, le traité de paix de San Francisco est assorti d'un traité de sécurité avec les États-Unis.

L'Occupation cesse en 1952. Après avoir été épurés, les politiciens du temps de guerre reviennent à la manœuvre et participent à la refonte du système de partis. En 1955 se forme le Parti libéral-démocrate (PLD). Il va régir le pays quasi sans interruption jusqu'en

1994. Le Parti socialiste du Japon se reconstitue, quoique jamais assez uni pour rallier la population à sa cause.

L'État-entrepreneur, notamment le *Ministry of Trade and Industry* (MITI), fixe les orientations pour booster et protéger l'industrie. Le Japon importe des matières premières bon marché et les élabore en produits finis de haute qualité pour l'export. Le Japon entame sa haute croissance et passe n° 2 de l'économie mondiale en 1968. Le mode de gestion (emploi à vie, salaire à l'ancienneté, syndicat maison) appuie l'envol économique. La quête énergique de la haute croissance économique suscite une collusion entre bureaucratie centrale et locale, grandes entreprises et politiciens du PLD auxquels elle profite plus qu'à la collectivité. La pollution est d'abord négligée, seuls les partis de gauche amènent le PLD à corriger le tir. Les chocs pétroliers des années 1970 sont vite surmontés. Les entreprises rajoutent à leur palette électronique et automobile. En 1982-1987, la politique néolibérale du Premier ministre Nakasone favorise le succès, avec la privatisation des chemins de fer et des télécommunications et la réévaluation du yen dans le cadre des accords Plaza (1985). Avec sa politique de l'argent bon marché, la Banque centrale du Japon provoque un boom de la spéculation immobilière.

La société évolue entre-temps, marquée par l'exode rural et le déplacement du besoin de main-d'œuvre du primaire au secondaire et au tertiaire. Même si la qualité du logement reste modique, la haute croissance apporte aisance matérielle et goût de consommer. La famille moyenne comprend le père salarié et peu présent, la mère au foyer et deux enfants. À partir des années 1970, les parents tiennent à ce que leurs enfants passent par des écoles et des bonnes universités. Après le *baby-boom* du début des années 1970, le taux annuel des naissances ne cesse de chuter et les gérontes se multiplient.

L’ère Heisei (1989-2019), entre récession et mondialisation

Avec le passage à la nouvelle ère coïncide, à l’orée des années 1990, l’éclatement de la bulle foncière spéculative, qui provoque une dépression massive. Les banques luttent pour survivre. Les restructurations soutiennent l’économie pour affronter la mondialisation, mais elles accroissent aussi les inégalités. Le redressement s’étire en longueur.

Durant les trente années qui suivent, nombre de jeunes ne trouvent plus d’emploi fixe à l’issue des études. Plus d’un tiers du recrutement se fait sur CDD et avec un salaire médiocre. La paupérisation gagne du terrain tandis que la population vieillissante exige des soins que la création d’une assurance-santé en 2000 aide en partie à assurer. Le nombre d’actifs diminue sans que la création de meilleures conditions de travail pour la femme et l’accueil croissant de main-d’œuvre étrangère compensent la baisse des naissances, sensible à partir de 2005. Le désir faiblit de faire couple et plus encore. L’avenir est morose, mais la société japonaise, plus qu’ailleurs sans doute, garde une cohésion salvatrice à base de sécurité et de solidarité internes.

***Karōshi*/Décès par overdose… de travail. –** Dans les années 1980 se forge le mot karōshi : mort par excès de travail, maladie professionnelle liée à l'organisation du travail et à la culture managériale, avec des effets néfastes sur la productivité et la vie de famille – la rançon de l'emploi à vie ? Croulant sous le harnais, nombreux sont ceux, souvent des cadres moyens ou des employés, qui meurent subitement (AVC, infarctus, suicide, stress). Depuis 2006, sur une semaine légale de 40 heures, un employé ne peut faire plus de 45 heures supplémentaires, soit 85 heures par semaine en tout, suivant les recommandations de l'État, mais les supérieurs interdisent souvent la prise du temps de congé légal de 3 semaines par an (+ 14 jours fériés) – les salariés n'en prennent qu'une dizaine –, et près de la moitié des heures supplémentaires ne sont ni payées ni récupérables en RTT. En 2018, une réforme de la façon de travailler, votée par la Chambre basse, prévoit de fixer à 100 heures par mois le plafond des heures supplémentaires, de sorte qu'on atteint vite la barre de 85 heures, qui signale le risque de surmenage, voire de *ka.rō.shi*. Aussi les jeunes préfèrent-ils opter pour le travail à temps partiel.

Les années 1990 sont celles de la guerre du Golfe et de la fin de l'URSS, qui font peu réagir le gouvernement. En 1993, après des affaires de corruption, le PLD perd les élections et bascule pour la première fois dans l'opposition. La coalition qui lui succède réforme le cadre de la concurrence politique, puis s'effondre au profit du PLD, dont il se sert ensuite comme d'un marchepied pour revenir au pouvoir et y rester jusqu'en 1996. Mais les affaires le rattrapent, car l'électorat tolère moins la corruption et ce qu'elle juge être l'inefficacité de ses élites, et il revient encore au pouvoir avant de subir en 2009 une défaite historique au profit du PDJ, qui ne réussit pas mieux à satisfaire l'attente des électeurs, notamment à gérer l'incident sismique de Fukushima en 2011. Aussi le PLD revient-il en 2012 à la tête du gouvernement, sous la férule d'Abe Shinzō, qui entreprend de renforcer la place du Japon dans le concert des nations et en particulier de réviser l'article 9 de la Constitution qui interdit la belligérance.

Même si le Japon passe du deuxième rang au troisième rang économique mondial en 2010, nombre de firmes japonaises n'en restent pas moins les leaders du marché mondial. La baisse du pouvoir d'achat n'amoindrit pas le plaisir de consommer. Malgré le contentieux historique flottant, que la « diplomatie expiatoire » ou excuses officielles adressées aux pays victimes du Japon guerrier ne résout pas, les rapports avec le reste de l'Asie est économique, mais aussi culturel. Mangas, *anime*, pop music, familiarisent les jeunes Asiatiques et le reste du monde avec des aspects amènes du Japon, qui contribuent à dissiper les mauvais souvenirs de guerre.

Tout cela ne change rien à la nécessité de réformes en profondeur. Aussi bien lors de l'ouverture du pays au XIXe siècle qu'après la guerre d'Asie-Pacifique, le Japon doit assumer d'inévitables réorientations et les faire aboutir.

DEUXIÈME PARTIE

DES ORIGINES DE L'ARCHIPEL À LA FONDATION DE L'ÉTAT DU JAPON SUR LE MODÈLE DE LA DYNASTIE CHINOISE DES TANG

CHAPITRE IV

Avant-propos : sources historiques, sources mythiques

Les Annales chinoises : le modèle

Si l'histoire n'est pas la moindre des inventions que l'Occident doit aux Grecs, le Japon doit la sienne au maître chinois. L'université japonaise antique, l'Office supérieur des études, recourt en effet à l'historiographie chinoise. Rien qu'entre 808 et 834, *Shiji/Mémoires historiques* et deux autres Annales chinoises, *Hanshu/Le Livre des Han* (111), et *Hou Hanshu/Le Livre des Han postérieurs* (ve siècle AEC) sont au centre des études historiques ; *Chūnqiū/Les Printemps et Automnes*, œuvre confucéenne majeure, figure au tronc commun des études[1].

Se présentent deux types de récits : l'histoire annalistique et l'histoire biographique. De la première, le patron exemplaire est *Chūnqiū/Printemps et Automnes* (ve siècle AEC), qui consigne les faits lapidairement, sans chercher les causes, et exige un commentaire pour être utilisable. La seconde est exemplifiée par *Shiji/Mémoires historiques* (91 AEC) de Sima Qian, qui retrace une période, un règne dynastique en général, de façon thématique. La construction est

annalistique, l’information détaillée, la personne royale jaugée et caractérisée – le commentaire, inutile.

Par ailleurs, même si les faits humains, longtemps et même jusqu’à la fin de la guerre d’Asie-Pacifique, ont bien fini par se dégager de la mythologie, elle a fait partie intégrale de la vision nippone du monde, et ce jusque dans la personne du souverain, le *ten.nō*, tenu pour l’insigne rejeton d’une immémoriale lignée divine. Aujourd’hui encore, conjointement au calendrier grégorien, et depuis Meiji, le Japon date les années à partir du début de l’ère de règne d’un *ten.nō*, soit un nom d’ère par *ten.nō*. On parle pour 2019 de 1re année de Reiwa ou Reiwa 1 (première année du règne de Naruhito), 2020 sera Reiwa 2, et ainsi de suite. Il s’ensuit que les Annales du Japon combinent mythologie et histoire. Dans le Japon prémoderne, outre l’arrivée au pouvoir d’un nouveau *ten.nō*, d’autres occasions étaient susceptibles de motiver un changement du nom d’ère. À cet égard, l’ère Genroku (1688-1704), connue pour ses beaux-arts, est dénommée « siècle d’or » ; elle se clôt par le séisme meurtrier du 31 décembre 1704. L’ère Tenmei (1781-1789) est nommée, elle, en raison des nombreuses disettes et de l’incendie du palais impérial. Depuis l’ère Meiji, les noms d’ère ne changent plus.

Le mot *ten.nō* est ici utilisé pour désigner le monarque nippon. La traduction la plus fréquente n’est, de l’avis général, pas satisfaisante. Puisqu’aussi bien l’on parle de *king*, *queen*, *Kaiser* ou *tsar*, ce livre emploie le terme *ten.nō* et l’accole au nom du souverain pour dire sa fonction. Exemple : Naruhito.*ten.nō*. L’adjectif « impérial » est toutefois employé, de préférence à « tennōique ».

Les Annales japonaises

Du second type de récit relèvent *Mémorial des faits anciens/Kojiki* (712) et *Chroniques du Japon ancien/Nihon.shoki* (720). Pour parler des deux à la fois, on dit *Kiki*. Bien que Genmei.*ten.nō* les ait commandités pour asseoir la légitimité de sa lignée, leur chronologie diffère. Ils débutent par l'Âge des dieux fondateurs du Yamato, mais là où *Kojiki* s'achève avec la mort de Suiko.*ten.nō* (641) et recense juste les généalogies de la période postérieure à la mort de Kenzō.*ten.nō* (487) – soit un trou narratif de plus de 200 ans –, *Nihon.shoki* retrace l'histoire des *ten.nō* jusqu'à la mort de Jitō.*ten.nō* (697), soit vingt ans d'écart entre les deux annales.

Nihon.shoki est donc la principale source historique à partir de la fin du règne de Kenzō, et de plus en plus fiable à l'approche de sa date de production (720). Tous les *ten.nō* égrenés dans *Nihon.shoki* sont légendaires jusqu'à Ōjin (r. 270-310), premier *ten.nō* historique, et leurs dates d'existence – Ōjin y compris –, inexactes jusqu'à Kinmei (509-571), premier *ten.nō* sur qui les dates sont avérées. La clôture de *Kojiki* à la mort de Suiko semble faire du tout début du VIIe siècle le présent de référence de ces premières annales.

Outre leur écart de chronologie, ces deux annales n'ont pas le même but officiel. Là où *Kojiki*, composé dans une vieille langue – mi-chinois et mi-japonais –, a un usage interne, local, peut-être à l'adresse de la famille du *ten.nō*, *Nihon.shoki*, écrit en chinois, a un usage externe, qui pose le pays vis-à-vis de ses voisins. *Kojiki* « justifi[e] un ordre du monde que garant[i]t la domination exercée sur le peuple par le pouvoir royal, alors que *Nihon.shoki* vis[e] à faire de ce peuple dominé par le pouvoir royal une nation dominatrice[2] ».

De fait, *Kojiki* fait large place à l'origine des clans, surtout ceux qui sont rattachés à la maison impériale. Il fait référence à la Corée à titre d'anecdote, tait les missions en Chine et l'arrivée du bouddhisme au Japon – autant d'éléments qui corroborent le projet politique à

l'œuvre. À l'opposé, *Nihon.shoki* use du calendrier chinois, fait le détail de chaque règne, dresse l'état des relations avec la Corée, présente les étapes clés de la cosmogonie, intercale des variantes qui signalent que chaque clan a sa propre version des origines, se donne la légitimité du genre historique.

C'est par la cosmogonie que raconte *Kiki* que se forge l'identité du Japon, à peu près au moment où les royaumes de la Péninsule s'émancipent de l'Empire chinois des Han en déclin. La mythologie japonaise se déploie *sui generis*, en dispositif autonome qui, sans d'autre généalogie que structurale avec les mythes d'autres aires, insère des éléments de réalité historique, souvent certes par allusion et symbolique, que le lecteur du VIIIe siècle devait pouvoir identifier sans peine. Les essais n'ont pas manqué pour établir des équivalences entre les acteurs du récit et les peuples de la pré- et protohistoire, entre mythologie et archéologie. La présentation qui suit du *Kojiki* et du *Nihon.shoki* rapporte le geste mythologique à la réalité historique.

Kojiki *: Livre des Antiquités*

Pour dresser la généalogie des souverains de Yamato qui remonte aux divinités célestes à l'origine du Japon, *Kojiki* relate une geste épique de trois rouleaux : le mythe, la légende, la protohistoire.

Le rouleau I relate l'émanation des dieux monades et en couples, la création des îles et la naissance des dieux originels de la maisnée impériale. Au début du ciel et de la terre, en un pays dit Takama-nö-Para, qui flotte comme une méduse, un dieu naît de l'étendue de boue, pareil à une pousse de roseau. Cette germination renvoie à la riziculture inondée. Suivent deux générations de dieux. Les cinq dieux de la première ordonnent à un couple des sept dieux de la

seconde génération, que forment Izanagi et Izanami, de solidifier ledit pays.

Le duo touille dans les eaux, avec un bruit de baratte – le barattage de la mer de lait du mythe indien –, une céleste hallebarde sertie de pierres et l'en retire. Ce geste de quête de la terre et de délimitation d'un espace sacré est celui des saulniers qui, dans la mer Intérieure du Japon, font bouillir l'eau de mer pour tirer le sel. Les gouttelettes tombées de la hallebarde se cristallisent en l'île Önögörö ou île Autosolide[3].

Izanagi et Izanami descendent du ciel sur cette île pour procréer les nombreuses îles du Japon et leurs habitants sous forme d'arbres, animaux et myriades. Ils érigent un palais et un Pilier céleste autour duquel ils tournent pour se marier, giration rituelle qui renvoie à la circumambulation de certains rites de fertilité. Ils donnent par erreur naissance à un enfant-sangsue, Hiruko (enfant-du-soleil), un avorton qu'ils abandonnent. Puis, ils enfantent quatorze îles et plusieurs divinités. Dans *Kojiki*, l'espace du Yamato, nom ancien du Japon, s'étend des contreforts du mont Miwa (dép. Nara) pour englober tout le bassin de Nara, ainsi que Honshū et tout l'Archipel sauf Hokkaidō.

Lorsque Izanami met au monde le dieu du feu, elle se brûle au contact de celui-ci et meurt en répandant toutes sortes de déjections d'où sortent entre autres les dieux des minerais et de la glaise, des arts liés au feu, telle la poterie. Cette brûlure mortelle est aussi lue comme origine de l'écobuage, autre mode de fertilisation. Tel Orphée, Izanagi cherche à arracher son Izanami aux Enfers, mais découvre qu'elle s'est muée en déesse de la mort. Il parvient à s'enfuir, se purifie de sa souillure et donne naissance par parthénogenèse à Amaterasu, à Tuku-Yömi et à Susanoo.

Izanagi confie la charge de régner sur Takama-nö-Para à Amaterasu, la nuit à Tuku-Yömi et l'océan à Susanoo. Ce dernier

refuse et, expulsé par Izanagi, remonte au ciel où il défie sa sœur Amaterasu, perturbe une cérémonie où s'accomplit un rituel agricole d'offrande des premiers grains récoltés aux divinités et commet nombre d'excès, dont la destruction des rizières. Apeurée, Amaterasu se réfugie dans une grotte qu'elle clôt hermétiquement, et l'obscurité se répand sur le pays jusqu'à ce que les dieux parviennent à la faire sortir en l'attirant par une danse, puis grâce à un miroir. Banni du ciel par sa sœur, Susanoo descend à Izumo dont héritera son beau-fils, Ōkuninushi, le grand maître des terres et dieu lui-même.

Amaterasu envoie son petit-fils Ninigi, muni d'un miroir sacré, gouverner la terre. Ōkuninushi finit par céder son pouvoir aux partisans d'Amaterasu. Ninigi progresse jusqu'à la plaine de Yamato (bassin de Nara). Ses fils s'affrontent. L'aîné, le prince Fortune de montagne, triomphe du cadet, le prince Fortune de mer, et revendique la lignée royale du Yamato à la pointe sud de l'Archipel. Les Hayato, tribu barbare des marches, sont supposés descendre du frère vaincu[4].

Le rouleau II est dominé par les actes légendaires des héros guerriers. Il débute avec Jinmu, premier souverain, qui règne à partir de 660 AEC – date de fondation de la lignée Yamato – et sa marche depuis les terres anciennes de Kyūshū jusqu'à la plaine de Yamato. La figure suivante, Yamato Takeru, semi-monarque, soumet les peuples autochtones aux frontières sud-ouest et nord-est du royaume de Yamato (Kumaso, Hayato, Emishi). Puis, ce mandat divin de conquête s'étend outre-mer. Futur *ten.nō*, premier souverain historique, Ōjin est *in utero* de sa génitrice Jingū, reine guerrière qui, sur ordre d'Amaterasu, envahit les royaumes péninsulaires de Silla et Baekje. Ōjin mort, une lutte de succession suit, conclue par l'investiture de Nintoku.

Le récit passe alors de l'âge des esprits à celui des mortels. Les faits se passent dans un monde plus familier aux lecteurs du *Kojiki*. Les histoires notent davantage l'origine des personnes, lieux, groupes et coutumes, que les phénomènes naturels. Les règnes des *ten.nō* jalonnent le temps. De chacun d'eux, on mentionne en général les salles de son palais, son tumulus funéraire, ses épouses et descendants, ses travaux publics et sa longévité. Le temps se calcule sur le cycle sexagésimal chinois.

Le rouleau III, qui débute après l'arrivée présumée de l'écriture (ve siècle), amplifie l'instabilité qui clôt le II et décrit des conflits de succession. Comme pour signaler la difficulté, les règnes s'ouvrent sur la mention du lien de parenté des souverains avec leurs prédécesseurs. Les chefs subissent les révoltes de puissants sujets. Les récits les plus longs sont les règnes de Nintoku (290-399), souverain modèle, et Yūryaku (418-479), premier *ten.nō* dont les Annales de Chine attestent l'existence réelle.

Nihon.shoki : *Chroniques du Japon*

Sur bien des points, *Nihon.shoki*, ou *Nihon.gi*, tranche délibérément avec les annales dynastiques chinoises. Le titre impose le nom de pays : *Nihon* = Japon, comme s'il ne faisait qu'un avec la dynastie régnante. L'œuvre n'a pas le caractère lapidaire et cryptique des annales. Ses deux premiers rouleaux s'en écartent, car ils relatent la genèse du monde et de la maison impériale avant Jinmu, fondateur mythique du Japon. Son objet n'est pas l'histoire d'une dynastie passée mais celle de la dynastie régnante. L'histoire du Japon s'y imbrique à l'histoire du monde alors connue. Sont nommés par exemple des souverains que citent les Annales chinoises et coréennes.

On ne sait jusqu'où les compilateurs sont remontés dans les traditions écrites du Japon, ni comment ils les ont retravaillées.

La force de *Nihon.shoki* tient à ce qu'il retrace une genèse du monde identique à celle de la maison du *ten.nō*. La manifestation terrestre du pouvoir remonte à l'ordre que donne Amaterasu à son petit-fils Ninigi de régner sur Takama. Ce mandat, à la différence du mandat céleste de la Chine, qui permet de renverser le *ten.nō* s'il n'est pas à la hauteur, n'est pas révocable et ne peut être arraché à la famille pressentie. *Nihon.shoki* fait même place au mauvais souverain, Buretsu (489-507), dont les méfaits lui auraient valu de perdre ce titre. Il meurt sans enfants, et c'est une branche latérale de la lignée qui accède au trône. De la sorte, *Nihon.shoki* signifie que la qualité morale du souverain, quelle qu'elle soit, n'entache pas la dynastie.

Nihon.shoki accède assez vite au statut de première annale officielle du Japon, alors que le récit de *Kojiki* tombe dans l'oubli pour ne ressusciter qu'au XVIIIe siècle, porté par un mouvement nativiste qui exalte la tradition japonaise[5].

CHAPITRE V

Paléolithique supérieur (40000 AEC-14000 AEC)

La préhistoire est entrée depuis peu dans l'historiographie du Japon. Non sans mal, car les historiens nippons ont longtemps peiné à admettre qu'il existât une histoire non écrite, et ce pour des raisons liées en bonne partie à l'idéologie de l'ascendance divine immémoriale du *ten.nō*, telle que consignée dans les Annales au VIIIe siècle[1]. Cette croyance n'a sans doute pas disparu de tous les esprits, mais la préhistoire, devenue discipline à part entière au Japon, est en vogue. Le public ne se lasse point de visiter les sites. Ces traces tangibles de l'existence du pays aux temps les plus reculés ont fini par faire partie d'un patrimoine à préserver des atteintes de l'urbanisme et des séismes. Et peu importe que leurs données matérielles ne concordent pas toujours avec les écrits anciens, voire froissent le sentiment de japonité[2].

Les périodes de la préhistoire

Selon l’échelle établie par l’Union internationale des sciences géologiques, le Japon se forme dans le passage du Pléistocène (2,58 millions AEC-11700 AEC) à l’Holocène (à partir de 11700 AEC jusqu’à présent). Sachant que le début de l’Âge de pierre est estimé à 3,4 millions AEC, la préhistoire du Japon (40000 AEC-250/300 AEC) va du Paléolithique supérieur, avec l’outillage en pierre, au Néolithique, avec l’agriculture et l’usage du fer et du bronze.

Les préhistoriens s’accordent à peu près pour diviser cette durée en quatre périodes jusqu’à l’émergence de « l’État » du Yamato ou futur Japon :

– le Paléolithique supérieur ou récent (40000 AEC-17000/14000 AEC) ;

– Jōmon (14000 AEC-800 AEC) qui, faute de traces écrites, appartient à la préhistoire ;

– Yayoi (800/250 AEC-250/300), qui est proche de la protohistoire, car le pays, qui n’a pas l’écriture, apparaît dans un texte chinois et possède une socio-économie cohérente[3] ;

– Yamato (250/300-710), qui se situe à la charnière de la protohistoire avec l’adoption de l’écriture chinoise, puis de l’histoire, avec les premières Annales. Yamato peut se diviser en périodes Kofun/tombe anciennes et Asuka.

La durée des périodes Jōmon, Yayoi et Kofun fluctue selon le mode de datation et la nature des trouvailles. Les passages de la fin du Paléolithique supérieur à Jōmon, et de Jōmon à Yayoi, sont devenus difficiles à dater.

Cette périodisation s’accorde peu avec celle de l’Europe, où se succèdent le Paléolithique, temps des industries lithiques et de la chasse-pêche-cueillette, le Mésolithique, passage à l’agriculture et à l’élevage, le Néolithique, temps de l’agriculture, de l’élevage et de la poterie, l’Âge du bronze et celui du fer ponctué par le début de

l'écriture. Or au Japon, dès le Paléolithique supérieur, Jōmon utilise la poterie mais ne pratique pas l'agriculture, qui est adoptée durant Yayoi, donc au Néolithique, mais sans l'élevage et de concert avec la métallurgie.

La préhistoire du Japon rejoint en partie la protohistoire pour Jōmon, Yayoi et Kofun, et ce par deux voies. D'abord, les Annales du Japon, qui situent l'avènement du premier souverain en 660 AEC, au tournant de Jōmon à Yayoi, puis par les Annales chinoises (IIIe-Ve siècle), qui décrivent le pays des Wa – futur Japon.

Les noms et la signalétique des périodes

Les noms de ces périodes ont leur histoire. Le terme Jōmon est dû au zoologiste Edward S. Morse, qui découvre en 1877, sur le site d'Ōmori à Tōkyō, une céramique qu'il qualifiera de poterie à impression cordée. En 1884, Arisaka Shōzō découvre une céramique d'un autre style, cette fois à Yayoi, toujours à Tōkyō. Kofun désigne la période, entre le IIIe et le VIIe siècle, liée à l'érection de méga tertres funéraires, qui intéressent les lettrés confucéens de la période Edo, soucieux de généalogie, puis deviennent, entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, l'objet d'études scientifiques[4]. Asuka est le nom d'une des premières capitales du pays.

En 1938 sont créés les termes désignant les trois moments successifs : Jōmon, Yayoi, Kofun, qualifiés de *bunka*/cultures. À partir de 1959, ces termes sont affectés de la mention de *jidai*/période ou époque.

Comme la distinction entre Jōmon et Yayoi se complique en raison des variations régionales et chronologiques de production de céramique, les archéologues Sahara Makoto et Kanaseki Hiroshi proposent d'appeler Jōmon cette culture axée sur la prédation, et Yayoi, celle fondée sur la production de nourriture.

Chaque période a sa signalétique : la céramique cordée pour Jōmon ; la céramique aussi pour Yayoi, car elle seule permet, faute de riz et d'artefacts en métal sur les sites, de la relier à ladite période[5] ; la grande tombe ancienne, pour Kofun ; un nom de capitale, pour Asuka.

Les traces humaines

L'idée de l'existence d'un Paléolithique au Japon se profile en 1949. Aizawa Tadahiro découvre le site d'Iwajuku (dép. Gunma). La communauté scientifique japonaise y croit peu alors, mais caresse la possibilité de retrouver l'homme fossile japonais, ainsi que le font les archéologues d'autres pays, toujours en quête du fossile national.

Les découvertes archéologiques se prêtent à des hypothèses sur la formation du pouvoir, sous-tendues par des modèles anthropologiques. Comme l'information reste limitée, il revient à l'archéologue d'imaginer par intuition et rationnellement le déroulement des faits.

Du moins est-il possible d'avancer que les humains de ce temps-là ont produit, plus ou moins en phase avec les variations du climat et du milieu, des outils lithiques de plus en plus raffinés, qui ont formé des industries de la pierre. La population vivait, pêchait, chassait, cueillait, mais produisait peu de céramique. Avec un climat plus favorable, elle est passée d'une vie nomade à une vie sédentaire.

À l'échelle du Pléistocène (2,58 millions AEC-11700 AEC), *homo japonicus* est plus jeune que ceux de Java et de Pékin, apparus il y a environ 700 000 ans, et de Wushan, apparu vers 2,50 millions AEC. Pour le Japon, la période du paléolithique supérieur court, au sens large, de 40000 à 14000 AEC. Il existe un matériel lithique antérieur, par exemple les outils découverts au village aujourd'hui disparu de Miyamori (dép. Iwate) et datés de 80000 AEC. Rien ne prouve qu'on puisse remonter au-delà de 35000 AEC[6].

Si les spécialistes hésitent, c'est que l'affaire de cet archéologue, Fujimura Shin.ichi, qui, entre 1970 et 2000, sema des fausses pièces sur plus de trente sites afin de faire reculer la datation de la présence humaine au Japon, les a rendus circonspects. Zazaragi (dép. Miyagi), le site fouillé par Fujimura, était même devenu un haut lieu historique et figurait dans les manuels[7]. Aussi, la recherche paléolithique doit repartir de presque zéro.

Voici 20 000 ans, presque tout le territoire de la mer Jaune et la mer de Chine orientale est au sec. Un étroit bras de mer relie le Japon à la péninsule de Corée. Des ponts terrestres relient Hokkaidō à Sakhaline et au continent. Par là passent des mammifères : éléphant nain de Naumann, cerf géant, mammouth à quatre défenses, loup gris, etc. Et, avec eux, les premiers humains, du groupe *homo sapiens* d'Asie orientale, sans doute davantage *via* Tsushima que Sakhaline et le détroit de Nevelskoï. Entre 15000 AEC et 10000 AEC, les eaux remontent, l'Archipel se sépare du continent, mais cela n'empêche pas l'arrivée par la mer et par le Nord[8].

Les squelettes retrouvés au Japon datent au plus tard de 18000 AEC. Il y en a deux groupes à Okinawa ou dans l'Archipel. Les os de la grotte de Yamashita à Naha (Okinawa) datent d'environ 37000 AEC, ceux de la « caverne aux chèvres » de Pinza-abu sur l'île Miyako d'environ 26000 AEC, ceux de la carrière de pierre de

Minatogawa (Okinawa) d'entre 18300 et 16000 AEC. Ces sites-là ne présentent pas d'artefacts. Les restes humains de Hamashita, de Mikkabi et d'Ushikawa, retrouvés tout autour du lac de Hamana (dép. Shizuoka et Aichi), datés d'entre 18000 et 14000 AEC, sont accompagnés, eux, de certains outils[9].

L'outillage lithique

Les industries lithiques présentent des couteaux, des pointes, des microlames. Les outils de pierre découverts présentent deux faciès successifs.

Le plus ancien se caractérise par des outils de coupe, *i.e.* des lamelles à dos courbes obtenues par retouche abrupte, dites « lames de canif ». Le matériel trouvé à Iwajuku ressemble à celui des sites de Zhoukoudian en Chine, Hòa Bình au Vietnam, ou Patjitan à Java. Il suggère des liens avec l'Asie du Sud-Est.

Le second faciès, daté d'environ 20000 AEC, offre une industrie des pointes et des microlames ou lames fines, répartie sur deux zones : la première, celle des lames en coin, au Nord-Est, est très présente en Hokkaidō, peut-être issue de Sibérie, passe vers 14000 AEC le détroit de Tsugaru vers le Sud et se diffuse de Hokkaidō vers le Nord-Est, puis vers le Sud-Ouest de Honshū. La deuxième, celle des lamelles arrondies, au Sud-Ouest, apparaît en Kyūshū, sans doute originaire du cours inférieur et moyen du fleuve Jaune, puis se diffuse vers le centre-Honshū. Les sites de Shirakusa (dép. Saitama) et d'Ushirono (dép. Ibaraki), où se mêlent les deux cultures, évoquent une aire de circulation et d'échanges.

La première céramique

La présence de ces outils définit une période précéramique. Au passage du Paléolithique à Jōmon apparaît une première céramique, ni nombreuse ni stylée comme la suivante. Ses débris, trouvés au nord-Honshū, à Ōdai Yamamoto (dép. Aomori), associés à l'outillage en pierre (haches à lame uniface, grosses pointes bifaces de projectiles, petites pointes de projectiles) des cultures de Mikoshiba (dép. Nagano) et de Chojakubo (dép. Aomori), sont datés d'environ 16500/16000 AEC. À ce jour, ils constituent la poterie connue la plus ancienne du Japon.

Une seconde série de débris est retrouvée en centre-Honshū, à Araya (dép. Niigata), près de la rivière Shinano, qui est datée d'entre 16750 et 14350 AEC, puis une troisième, toujours le long de la Shinano, datée d'entre 15750 et 13150 AEC, qui présente un décor linéaire. Outre ces pièces, on a excavé une figurine stylisée en pierre de schiste, où certains ont voulu voir les fameuses Vénus de Malte et de Buret (Sibérie)[10], mais semble-t-il à tort[11].

Avec l'adoucissement du climat, entre 11230/11180 et 10220/10160 AEC, le cadre écologique se fixe. L'environnement se modifie, les grands mammifères tendent à disparaître, la sylve à feuilles persistantes de l'Ouest repousse au Nord-Est la forêt à feuilles caduques. Les conditions de subsistance, les techniques de chasse et de pêche évoluent d'autant plus. Les ressources végétales, les fruits à écorce dure en particulier, entrent dans l'alimentation. La poterie a pu répondre aux nouveaux besoins issus du changement environnemental pour stocker et préparer la nourriture. Elle augmente alors de façon exponentielle, par exemple à la grotte de Muroya (dép. Niigata).

Les petits groupes humains passent de la haute mobilité des chasseurs à la mobilité rayonnante à partir d'un habitat relativement fixe, rendu possible par la présence d'une faune abondante. Ils tendent à se rattacher à un lieu, ce qui signale peut-être déjà une topographie identitaire[12]. Débute alors, vers 16000 AEC, la transition vers Jōmon.

CHAPITRE VI

Période Jōmon (14000-800/500 AEC)

Vers 14000 AEC, dans la transition du Pléistocène à l'Holocène, alors que le climat s'adoucit et que les groupes humains continuent de vivre sur le mode de la chasse-pêche-cueillette, apparaît sur l'Archipel, ainsi qu'en Chine[1], une céramique faite à la main et au colombin, avec des bandes ou boudins d'argile, décorée au cordon roulé. Ce trait de façon donne le nom de la période : Jōmon.

Les détritus, hameaux, lieux funéraires, trous de stockage alimentaires isothermes sont les vestiges qui documentent ce temps long d'au moins 10 000 années de Jōmon. Dépôts d'ordures dont l'archéologue fait son miel, l'amas coquillier – couche de coquilles de mollusques jetées en tas, mêlées à d'autres détritus de la vie quotidienne (éclats de céramique, outils lithiques, arêtes de poissons, os de volatiles ou de gibier) – garde les traces du mode de vie jōmon.

La subsistance semi-nomade

Pour assurer sa subsistance dans un environnement changeant, la gent de Jōmon adapte ses outils et techniques de prédation, diversifie son régime alimentaire, perfectionne ses trous de stockage. Elle passe d'une vie nomade à semi-sédentaire, voire sédentaire. Vers 11000 AEC, avec un temps plus clément, elle mène la vie pleine d'*affluent foragers*/cueilleurs prospères, comparable à celle des peuples de la Baltique ou de la côte nord-est de l'Amérique à la même époque.

Partout apparaissent la pointe de flèche en pierre taillée et polie, utilisée pour la chasse, et le chien domestiqué. Les houes et bêches en bois restent utilisées. Les grands mammifères ont disparu, décimés par le climat et la prédation. Les Jōmon chassent blaireau, cerf Sika, lièvre, sanglier, tanuki, volatile, etc. En Hokkaidō, faute de sanglier, on vise le phoque et l'otarie. En mer Intérieure et Honshū, on traque dauphin et petite baleine. Lorsque le niveau de la mer remonte, aux environs de 5000-3000 AEC, on exploite les ressources abondantes de la mer avec des outils *ad hoc* (hameçons, harpons à barbelures) et de nouvelles techniques de pêche.

La nourriture végétale, surtout les fruits à écorce dure (châtaignes, marrons, noisettes, noix) stabilise le mode d'alimentation. Divers procédés atténuent l'amertume des fruits, comme bouillir la châtaigne pour extraire l'amertume du tanin. Le sel, produit par cuisson d'algues mouillées d'eau salée, assaisonne les plats. La chair du thon et de la bonite est bouillie et séchée au soleil[2]. Les chasseurs du Paléolithique ne demeuraient à un endroit que tant qu'il y avait du gibier. Ceux de Jōmon, qui se nourrissent plus aisément, au point de souffrir de caries dentaires[3], se fixent davantage.

Vers la mi-période, les indices de pré-agriculture sont sensibles : gland, noix, châtaigne font partie de la diète. Vers 3600 AEC, la

culture du soja, du millet, des courges, des tubercules (taro, châtaignier, riz sec) est « attestée, mais jamais systématique[4] ».

La céramique

Les premières céramiques du Japon, datées de l'époque des microlithes, se rattachent au Nord à la culture Oshipovka, aux environs de 16000 AEC, qui a cours dans le bassin de l'Amour, du plateau mongol jusqu'au sud de la mer d'Okhotsk. Au Sud, elles proviennent de la péninsule de Tsugaru, au nord-Honshū (16500 AEC), de Shikoku (dép. Ehime) (12165 AEC-600 AEC) et de la grotte de Fukui (dép. Nagasaki) (12700 AEC-600 AEC). Leur origine est aussi débattue que celle du peuplement.

On a recensé plus de 70 styles régionaux, qui n'ont pas toujours duré ni évolué. Certains d'entre eux flattent aujourd'hui le sens optique et tactile de l'esthète. Typique est par exemple la jarre « à flammèches » ou « flammée », haute de 45 cm, retrouvée sur le site de Sasayama (dép. Niigata), le long de la Shinano, datée d'entre 2500 et 1500 AEC, au bord évasé en crête flamboyante et au décor en tourbillons et rainures parallèles. Cette forme mystérieuse, qui a pu servir de vaisselle d'apparat, ne s'est pas répandue[5].

La céramique partout retrouvée a un rôle fort au quotidien. Les nouvelles ressources alimentaires exigent d'être stockées, transportées, accommodées, d'où le recours à la poterie. Celle-ci sert aussi d'urne funéraire et de pièce du foyer. Le surplus de poisson, de gibier, de fruits libère une économie de conservation, mais les trous de stockage ne disparaissent pas. Cela favorise la sédentarisation et l'établissement de gros villages[6].

Le site de Sannai.maruyama

Parmi les communautés de peuplement, Sannai.maruyama (dép. Aomori) est l'un des villages emblématiques de Jōmon. On reconnaît ce site à son curieux édifice : un bâtiment à deux étages et sur pilotis – six pieux géants en bois de châtaignier fichés au sol –, de fonction inexpliquée.

Entre 5500 et 4000 AEC, Sannai.maruyama est une zone de près de 40 ha, ceinte de palissades, avec plus de 100 maisons allongées et semi-enterrées. La demeure troglodyte typique est une pièce, divisée en quatre parties selon une disposition hiérarchique, avec le foyer au centre, et à l'entour des objets (pots d'os d'animaux, pierres phalliques, stèles en pierre).

Outre la châtaigne dont l'arbre donne le bois de charpente, les habitants mangent raisins sauvages, noix, haricots, citrouilles et baies. Ils consomment de petits ou gros mammifères : lapin, écureuil, cerf, sanglier, baleine, ainsi que du poisson très varié, thon et requin d'abord, mais aussi sardine, morue, fugu, sans oublier les coquillages, huîtres bouillies entre autres.

Parmi les objets exhumés figurent outils de pierre (haches, pointes de flèche, mortiers), d'os (hameçons, harpons), de fibre (paniers), parures (aiguilles à cheveux, pendentifs, boucles d'oreilles) et statuettes anthropomorphes en terre cuite/*dogū*, datées de la mi-période, souvent retrouvées brisées.

Des tombes ont été découvertes : des adultes dans des fosses (1-2 m de large) ; des enfants dans des jarres d'une céramique qui, en ce lieu à la limite de Hokkaidō, ressemble à celle de Honshū et indique déjà des liens. La forme funéraire a pu évoluer, mais la fosse reçoit d'abord un seul mort, qu'on enterre une fois jusqu'à ce qu'il se réduise en squelette, puis une deuxième fois.

Les joyaux de jade déposés dans certaines tombes indiquent une différenciation sociale. Outre la céramique à large bouche et décor profus qui ressemble à celle de Honshū et de sud-Hokkaidō, la présence de matériaux d'origine éloignée (ambre d'Iwate, asphalte d'Akita, laque de Chine, obsidienne de Hokkaidō) signale un réseau marchand[7]. Sannai.maruyama offre un microcosme de la période.

Les rituels

Les signes de croyances abondent, notamment au site de Mawaki (dép. Ishikawa), qui présente non seulement une sorte de péristyle, mais aussi des os de dauphins, près de 300, accouplés en parallèle ou vis-à-vis ou disposés en éventail[8]. La vénération des pierres, censément demeures des dieux, est manifeste à Togari.ishi (dép. Nagano) avec des affleurements rocheux aux formes à l'évidence phalliques, peut-être liés à un rite agraire de fécondité[9].

Les statuettes *dogū* sont peut-être aussi liées à des rites. Leur sexe est ambigu, encore que d'aucuns y voient des traits plutôt féminins. Trouvée à Tanabatake (dép. Nagano), la fameuse Vénus engrossée de Jōmon, haute de 27 cm, semble avoir les seins pointus ainsi qu'une croupe généreuse, comme la Vénus hottentote. D'autres figurines ont les yeux protubérants, en « lunettes de neige », et des pupilles réduites à une incision, ou sont en position assise, avec genoux remontés à la poitrine et bras entrelacés[10]. Certains folkloristes y voient des déesses de la fertilité[11], et leur prêtent un usage médicinal, d'autres encore évoquent leur parenté avec la Mélanésie, la Polynésie, les Cyclades, voire la sculpture abstraite, mais leur fonction est obscure.

Jōmon en mouvement : échanges, circulation, diffusion

Malgré l’absence probable d’organisation politique, la présence de certains minéraux assez loin de leur site naturel laisse penser que les peuplements entretenaient des échanges suivis avec le continent et l’Asie septentrionale. Les Jōmon voyageaient par mer. Une cinquantaine d’esquifs ont été trouvés, dont un canoë formé d’un tronc évidé de cèdre du Japon (6 m de long x 60 cm de large) [12]. Les pièces auriculaires du site de Kuwa (dép. Fukui) font apparaître un artisanat « populaire », sans doute d’origine continentale. La quantité de coquillages déterrés suggère qu’ils servaient de cauris, comme à Nakazato (baie de Tōkyō) pour le commerce et les échanges. Les cultures insulaires étaient moins isolées qu’on ne l’imagine.

La culture Jōmon se diffuse ailleurs que dans les îles principales et perdure en Hokkaidō, région encore inadaptée à la riziculture, où débute une période épi-Jōmon, axée sur l’économie de prédation. Hokkaidō reçoit plus tard les influences de la « métropole » avec la céramique, l’habitat semi-enterré, etc., et de la culture Satsumon avec sa céramique à décor incisé et hachuré. À l’ère de Heian (794-1194), la culture d’Okhotsk, fondée sur la chasse et sur la pêche, se diffuse sur la côte de Hokkaidō, au sud de Sakhaline et aux Kouriles orientales, avant d’être absorbée par celle de Satsumon, qui s’achève au Moyen Âge, quand débute la culture aïnoue.

La culture Jōmon passe aussi à Okinawa, où l’on parle de culture épi-Jōmon d’Okinawa. Seules les îles Sakishima, au sud-ouest d’Okinawa, n’en sont pas touchées. L’histoire d’Okinawa suit son propre cours jusqu’en 1879, date de son intégration au Japon. L’agriculture n’y débute qu’entre le VIIIe et le Xe siècle. Suit alors la période Gusuku, du nom des fortifications aménagées [13]. En 1492 naît

le royaume des Ryūkyū, qui entretient des rapports soutenus avec la Chine et avec le Japon.

Une culture japonaise ?

L'origine de la culture Jōmon est inexpliquée : on ne sait si elle provient d'Asie du Nord-Est ou s'est tissée *sui generis* sur l'Archipel. Comparaison n'est pas raison : les formes voisines ailleurs en Asie orientale sont peut-être des développements spontanés. Inversement, il est délicat de faire de la culture Jōmon la base de la culture japonaise, car son faciès culturel n'est, malgré sa longue durée, ni homogène ni bien délimité. Aussi, tel anthropologue écrit dans les années 1950, au moment où Jōmon ne retient guère l'attention, que « les gens de la culture jōmon se sont trouvés vivre au Japon[14] », tandis que les populations qui ont suivi, à partir de Yayoi, étaient bien japonaises, elles.

Quoi qu'il en soit, la longueur de la période dénote une capacité d'adaptation au milieu et une culture matérielle assez stables pour qu'aucune autre matrice culturelle ne les remplace[15]. Certains tiennent cette stabilité, outre le retard – notion discutable – sur la Chine, pour une stagnation. À cet égard, malgré sa céramique, Jōmon n'aurait ni été le « long néolithique[16] » qu'on dit, ni même évolué vers le Néolithique : « La période Jōmon n'apporte pas nécessairement de contre-exemple à la révolution néolithique. S'il est vrai qu'elle évolue vers une certaine sédentarisation, elle ne parvient pas à dépasser sa propre expérience au moment où déferle la vague néolithique de Yayoi[17]. »

C'est bien la question évolutionniste que pose la période Jōmon. Malgré ses échanges avec les régions d'alentour, elle a peu adopté ce

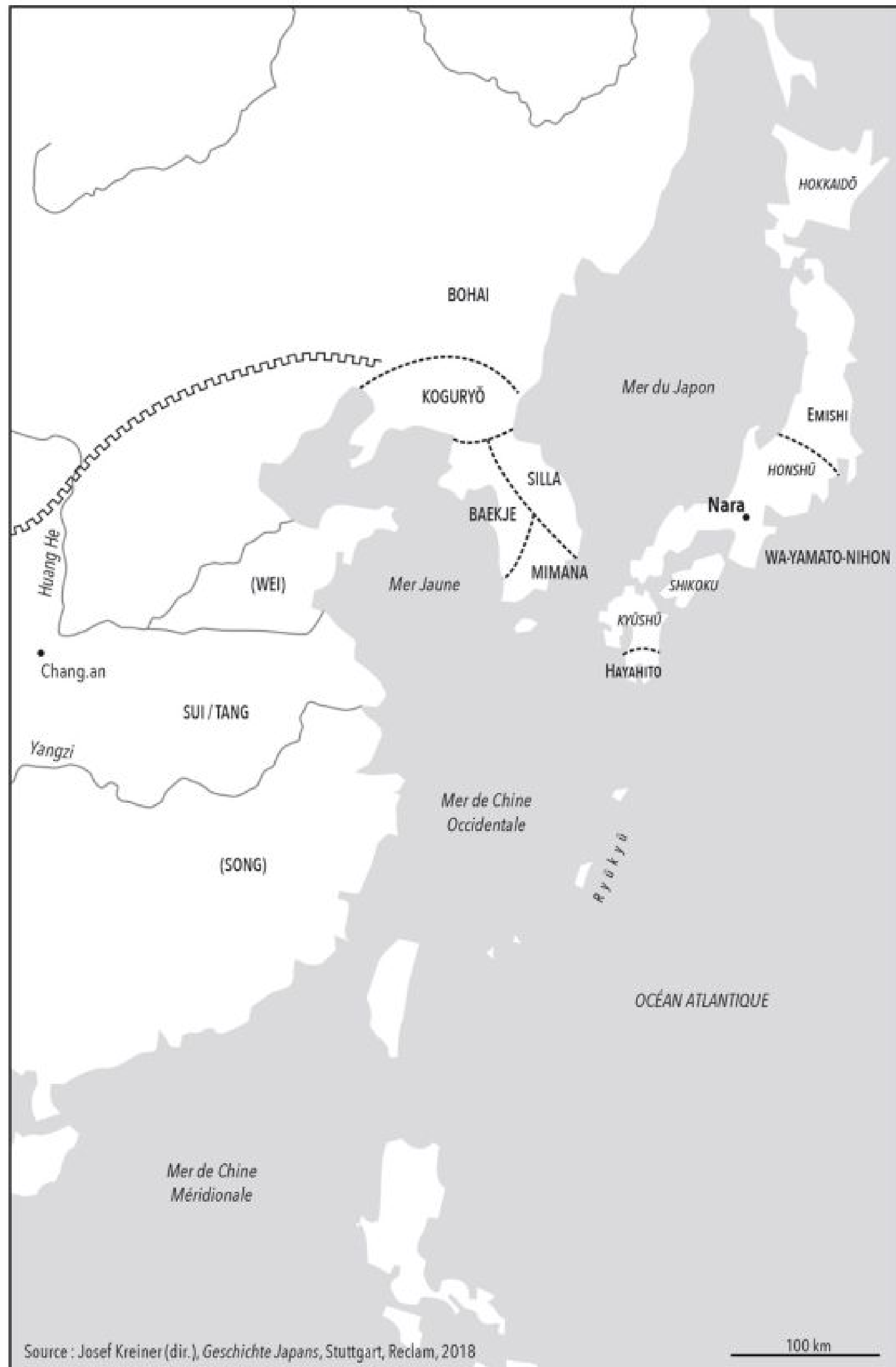
qui venait de l’étranger. Elle a perduré près de 10 000 ans sans agriculture ni élevage. Il est loisible de penser que les Jōmon n’ont pas éprouvé le besoin de changer leurs habitudes et n’ont donc absorbé que lentement les apports allogènes.

Le Japon a réévalué la période de Jōmon dans les années 1970 et 1980 à la faveur de sa haute croissance, puis, dans les années 1990, après l’éclatement de la Bulle. Il apparaît que, de la haute croissance à la récession, la vision qu’a la société japonaise de son avenir évolue de l’exploitation du milieu à sa protection, et de l’évolution sociale continue au simple souci de survie.

Deux points de vue s’affirment : l’un, chauvin, fait de Jōmon une civilisation partie prenante de la culture japonaise, objet légitime de fierté ; l’autre, pour dépasser une idée progressiste de l’histoire où la société humaine évolue des temps primitifs à la civilisation. Jōmon est alors le modèle d’un monde qui, à l’image du Japon, a su perdurer, ourdir des techniques qui lui ont permis de vivre quasi à l’écart du monde. À considérer l’effet des tsunamis en Indonésie (2008) et au Japon (2011), les tremblements de terre qui les précédaient et l’évolution actuelle du climat, on peut imaginer ce que les gens de Jōmon pouvaient éprouver dans un milieu instable à tous égards, au sein d’une population réduite à des groupes dispersés et face à des phénomènes naturels incompréhensibles.

De plus, par rapport à ce début de XXIe siècle, Jōmon donne l’exemple d’une société qui n’a pas affecté l’écosystème comme par la suite. À la fin de la période, l’Archipel est le même qu’un million d’années auparavant, au moment où *Homo erectus* a pu y pénétrer[18], et dans un état qui rappelle la condition présente.

L'Asie orientale au Ier siècle AEC



CHAPITRE VII

Période Yayoi (800/500 AEC-250/300)

La dynastie chinoise des Han fonde le monde de l'Asie orientale sur un système d'investiture/*sakuhō.taisei*, qui sert de cadre aux relations diplomatiques entre les États siniques et leurs voisins. Ce lien suppose un monde sino-centré idéal. L'empereur y est le centre d'un royaume universel, d'un « tout sous le ciel »/*tenka*. Par lui intronisés, les dirigeants des États frontaliers sont ses vassaux. Du IIIe au VIe siècle, les tribunaux impériaux chinois investissent les rois de la Péninsule et de l'Archipel. Cette relation engendre l'adoption de formes politiques sinoïdes et, par suite, la formation d'une sphère est-asiatique, que fixent quatre éléments communs : écriture chinoise, confucianisme, bouddhisme, régime des codes. En 589, après la réunification de la Chine, les rois de la Péninsule briguent l'investiture de la dynastie des Sui (581-618), puis des Tang (618-907), tandis que le Yamato ou pays des Wa, lui, se présente en royaume impérial de style chinois. Ce « grand récit » est encore largement accepté aujourd'hui.

Vers 200 AEC, les rois de l'Archipel briguent l'investiture du monarque chinois, qui les habilite à sillonner les routes maritimes de

l'aire d'interaction de la mer de Chine orientale[1]. Ils commercent le long de la mer Intérieure, depuis le continent asiatique jusqu'en Kyūshū et à l'est jusqu'en Honshū. Le commerce des lingots de fer est alors vital, qui permet de fabriquer les armes et outils en métal qui vont transformer la pratique de la guerre et de l'agriculture. Ils importent des haches et des dagues en fer. Certains endroits du Kyūshū ont même gardé les traces de métallurgie à petite échelle, mais l'Archipel dépend entièrement du fer qu'il importe.

Les croyances religieuses évoluent de concert avec le commerce, la diplomatie et la culture qui couvrent certaines parties de la Chine de la Péninsule et de l'Archipel. La Chine accorde une investiture qui habilite ses vassaux à pratiquer le commerce et à échanger des cadeaux s'ils reconnaissent le statut dominant de la Chine. Les idées de yin et de yang, le culte de l'immortalité, les divinités chinoises sont peu à peu subsumés dans les représentations religieuses et politiques.

La période Yayoi, longue de six à sept cents ans, va du début de la riziculture inondée avec les techniques d'irrigation afférentes – vers les IVe-Ve siècles AEC – à l'érection des tertres funéraires en forme de trou de serrure – vers le milieu ou la seconde moitié du IIIe siècle. Le mode de vie de la population évolue de la prédation à la production alimentaire – que permet en partie la riziculture importée –, mais pas forcément au même rythme selon la région. Les groupes se sédentarisent, se regroupent en hameaux, forment des chefferies souvent en proie à la zizanie et se fédèrent en un embryon d'État, qui noue des liens avec le voisin, la Chine des Han, dont les premières annales attestent l'existence d'un certain pays des Wa.

Une céramique plus sobre

Comme le riz se cultive aussi durant Jōmon, vers 1000 AEC, que des tertres funéraires s'érigent avant Kofun, vers 300 AEC, mais que les premiers sites Yayoi ne recèlent ni riz ni objet en fer, le meilleur indice pour identifier la période reste encore la céramique Yayoi.

En l'occurrence, les vases découverts sont des jarres funéraires, des assiettes rondes, des pots cylindriques et sans décoration. De meilleure argile, cuite très dure, à de hautes températures, la céramique Yayoi est de couleur jaunâtre, rougeâtre, rouge saumoné, d'un effet discret, plus fine aussi que celle de Jōmon, mais sa technique de fabrication n'est pas spécialement différente. Les pièces sont montées, et non pas tournées, encore que la girelle, apparue vers la moitié de la période, facilite façonnage et application de motifs.

Mais si la céramique a bien donné son nom à Yayoi, l'époque se distingue par d'autres traits plus marquants : une nouvelle agriculture, une nouvelle technologie issue du continent *via* la Péninsule, une nouvelle forme de pouvoir, sans doute aussi de nouvelles croyances.

Une évolution véloce

La mutation qui caractérise Yayoi, surtout technologique, s'étire sur quelques siècles, mais on la présente souvent en rupture soudaine avec Jōmon et certains la comparent même à la brusque mutation de Meiji (1868-1912). C'est plutôt une acculturation lente, hétérogène, multipolaire. La culture Jōmon ne disparaît d'ailleurs pas du jour au lendemain. Elle s'estompe à l'Ouest devant celle de Yayoi, mais perdure à l'Est avec son outillage lithique aménagé.

La question est de savoir si on a affaire à une mutation culturelle avec ou sans migration et si la population de Yayoi descend de celle

de Jōmon ou bien de la migration continentale. Il n’en reste pas moins que la période Yayoi a pu passer, passe encore pour la phase cruciale de l’ethnogenèse du Japon, ainsi que pour l’origine de l’identité japonaise, censément fondée sur le riz[2].

Les restes humains de l’époque sont de deux types. L’un est nettement issu de Jōmon : robuste ossature, corps trapu, visage épaté, petite taille. L’autre a des traits différents : visage plat et longuet, dents plus longues, tronc allongé, membres courts. Autant de traits – endogènes, exogènes ou mêlés selon les avis – que l’humain de Yayoi partage avec le Japonais d’aujourd’hui.

Sur la base du groupe sanguin, du facteur rhésus et de la génétique, l’anthropologie tend à raccorder le second type au sud de la Chine. L’on ne sait si une population exogène a remplacé l’autre ou a fusionné avec elle, ou s’il s’agit d’une mutation endogène intervenue pour quelque raison. Comme les squelettes datés du début de la période Yayoi se trouvent présenter des traits physiques propres au Jōmon, il faut penser que la gent de Jōmon a au moins cohabité avec les immigrants du continent[3].

Le site Yoshinogari

De la période Yayoi, dans laquelle n’entrent ni Hokkaidō ni Okinawa, il reste des sites connus et reconstitués, qui attestent l’évolution sensible du « pays », tels Toro (dép. Shizuoka), Karako (dép. Nara) et surtout Yoshinogari (dép. Saga) en Kyūshū.

Occupée durant toute la période, l’aire de Yoshinogari devient, aux alentours des Ier-IVe siècles, le centre d’un domaine actif, avec une ville très fortifiée, un double système de douves, un mur de palissade,

des tours de guet, des greniers sur pilotis et un édifice à trois étages, peut-être destiné à un culte.

La chefferie qui régit cette ville, dont la structure remonte à la Chine des Royaumes combattants (Ve-IIIe siècle AEC), fait dans la diplomatie, le commerce, le tissage et la métallurgie. Ses silos à grains, plus grands qu'ailleurs, récoltent les tributs des hameaux voisins. Les tombes varient, selon le rang du mort, en taille et en mobilier. Celles de l'élite sont séparées des gens du commun. La tombe la plus imposante, élevée sur un tertre, réservée au chef, contient des bijoux, des dagues en bronze similaires à celles qu'on a retrouvées en Corée, des perles en verre importées du sud de la Chine. Les nantis vivent en de grandes maisons enterrées, aux murs visibles de l'extérieur et couverts d'algues, et la population, dans de petites maisons enterrées, aux toits couverts de terre et aux murs invisibles de l'extérieur.

La distribution hiérarchique des tombes

La période Yayoi est marquée par une stratification sociale accrue qui, près de trois cents ans après les débuts de la riziculture, se manifeste dans les sépultures. En nord-Kyūshū, par exemple, certains objets funéraires en bronze sont placés relativement à l'écart des fosses des gens du commun qui, elles, sont dépourvues de ces ornements. Ces artefacts devaient servir de biens de prestige ou d'ustensiles rituels. Au Sud-Est, nord-Kyūshū compris, les enterrements se font sur des tertres artificiels, *funkyubo*, dont certains, très larges, sont aussi à l'écart des autres tombes et

tranchent par leurs traits locaux : en San.in, une forme carrée à quatre coins protubérants et des pierres de revêtement ; à Okayama (mer Intérieure), des jarres et piédestaux sur le tertre ; en Kyūshū, des miroirs et armes en bronze. Le *kofun* proprement dit est la synthèse de nombre de traits locaux des *funkyubo*.

La période Yayoi est la première à avoir laissé des objets qu'on peut rattacher à l'inchoation du shintō. Les cloches, miroirs, bijoux déjà mentionnés participent du rituel. Les usages funéraires varient selon la région, notamment au sud-ouest-Honshū et en Kyūshū, où nombreux sont les contacts avec la Chine et la Péninsule. Il semble que la vie religieuse ait évolué en rapport avec la culture du riz, en des lieux situés près de points d'eau. Les dieux sont invités à descendre se loger dans des objets tangibles et l'on exécute alors un rituel propitiatoire. Ils restent informes, invisibles, ambivalents, et il convient de les implorer et de les calmer. Les chefs sont censés être dans l'intimité des dieux. Certaines armes, trop grandes pour avoir servi vraiment, ont été retrouvées à Kōjindani en Izumo. Elles suggèrent que les symboles de l'autorité politique ou militaire, telle l'épée, se sont mêlés aux symboles de pouvoir, tels bijoux et miroirs, pour constituer le concept du leadership.

L'arrivée de la riziculture

La riziculture inondée, dont la technique n'est jusqu'alors connue que dans les Tropiques, arrive de Chine en passant par la Péninsule. Elle touche les régions côtières à chaleur humide, puis les régions plus fraîches au nord-est-Honshū. Le riz cultivé est l'*oryza ontai sativa*, variété du groupe *japonica*, au grain arrondi. Dès le xᵉ siècle AEC, à la fin de la période Jōmon, il part du sud de la Chine,

passe par Shandong, peut-être aussi par la Péninsule, pour atteindre le nord-Kyūshū. Aux VIe et VIIe siècles AEC, il est présent au Kansai, puis dans le Kantō au Ier siècle AEC. Une autre variété de riz se cultive sur brûlis, l'*oryza nettai japonica*, originaire d'Asie du Sud-Est.

Le riz deviendra l'un des principaux aliments et la base de l'essor économique, mais bien plus tard[4]. La culture du millet, de l'orge et du sarrasin se répand aussi. De même arrivent les animaux domestiques : le cochon, sous-espèce du sanglier local, le coq d'Asie du Sud-Est, et, plus tard, la chèvre d'Asie du Sud-Est et d'Okinawa[5]. Le chat, cadeau d'un empereur de Chine, est importé avec le bouddhisme, au VIe siècle.

L'outillage de pierre, de fer et de bronze arrive aussi, avec la céramique et la riziculture inondée, et toujours *via* la Chine et la Corée, la technique des métaux. En l'occurrence, du fer, puis du bronze, alors que l'Âge du bronze précède ailleurs, notamment en Chine, celui du fer.

Comme la chasse continue à nourrir son homme, l'outillage cynégétique évolue avec l'emploi de pointes de flèche en bronze, de même que l'outillage halieutique, où des pièces de fer et de bronze remplacent les hameçons et harpons d'os ou de corne, tandis que les cruches pour piéger la seiche passent d'un fond plat à un fond rond. On continue d'user d'outils de pierre, par exemple de la faucille en pierre poncée et en forme de demi-lune pour couper les épis, mais l'emploi gagne d'outils en fer, tels la faux, la bêche et le houx d'ailleurs, parfois coulés localement à partir de limaille de fer.

De même, certains objets de bronze, surtout localisés au nord-Kyūshū et à l'est de la mer Intérieure, fondus sur place selon une méthode qui compense la pénurie d'étain par un alliage de plomb et d'antimoine, sont employés. Leur format agrandi signale leur usage cultuel. Parmi eux se détachent les énormes cloches en

bronze/*dōtaku*, qui sont des clochettes d'origine coréenne, dérivées du type *ling* de Chine, destiné à marquer l'autorité du porteur, qui perdent bientôt leur battant et qu'on enterre dans les champs, sans doute pour protéger les récoltes[6].

On a aussi trouvé des hallebardes géantes en Kyūshū, des épées en mer Intérieure et des miroirs de bronze en nord-Kyūshū. Ce sont des signes d'autorité dont la possession fonde sûrement les privilèges au sein de la communauté[7]. L'épée, le miroir, le pendentif/*magatama* en forme de virgule ou de croc, mentionnés dans les Annales du Japon élaborées au VIIIe siècle, forment les trois insignes impériaux associés à l'intronisation du souverain[8].

D'autres innovations d'origine continentale concernent la tisseranderie et la cavalerie. On a retrouvé des outils de tissage, contemporains de la riziculture et des outils ferreux, des navettes, des éléments de métier à tisser, ainsi que des fibres de papier de Chine, de mûrier à papier et de marante. *Nihon.shoki* mentionne d'ailleurs la présence de tisserands professionnels venus du continent.

Les tombes présentent un mobilier funéraire qui atteste l'usage du cheval : des brides et des harnachements. Les avis divergent sur sa date d'arrivée dans l'Archipel, mais c'est au plus tard vers le milieu du IVe siècle, à la suite des guerres que la population de Yayoi, nommée les Wa dans les Annales chinoises, ont pu conduire en Corée. Le cavalier passe de l'armure à la cotte de mailles et utilise des flèches plus perforantes. L'art de la guerre se forme.

Les origines du Japon : Jōmon ou Yayoi ?

Selon la tendance de la postérité, Jōmon ou Yayoi a passé pour l'espace-temps de l'ethnogenèse de l'Archipel. Ce débat intéresse l'histoire de la façon dont le Japon a conçu sa préhistoire. Il l'a fait parfois pour soutenir l'idéologie nationale par mise en concordance de la mythologie impériale et de l'archéologie[9], laquelle a été mise en partie au service de la nation[10] comme cela s'est vu ailleurs, en France ou en Turquie, et jusqu'à falsifier les faits. Où que ce soit, on conforte le grand récit national[11]. Le folklore, la mode Jōmon ou Yayoi en portent trace.

À chaque époque, l'autochtonie le dispute aux afflux externes au point de susciter à des débats sur l'identité originelle de la nation, selon qu'on conçoit l'ethnogenèse comme endogène ou exogène, issue de l'afflux d'une population issue de la Péninsule et porteuse de savoir-faire[12]. Déterminer la part continentale dans l'essor de l'Archipel à partir du IIIe siècle AEC, ou de l'Occident depuis la seconde moitié du XIXe siècle, relève de la même question. Certains historiens pensent que l'Archipel possédait le potentiel pour évoluer au mieux par émulsion et émulation de l'étranger.

Sachant que le Japon avant la lettre est terre d'arrivée, aboutissement des migrations plus que lieu d'où repartir, cette tension entre autochtonie et allochtonie oriente déjà tant soit peu le mode de cheminement du futur pays, qui alterne entre la tradition indigène, réinventée au gré des besoins, et une dynamique exogène, non misonéiste, c'est-à-dire non hostile à la nouveauté – entre fermeture et ouverture[13]…

CHAPITRE VIII

Période Kofun (300-538)

L'apparition de la politie du Yamato, qui débouchera sur l'État ainsi nommé du Japon, s'étale sur trois périodes : Kofun, Asuka et Nara. Kofun, littéralement « tombe ancienne », tire son nom des tertres funéraires qui parsèment alors le paysage, et Asuka et Nara tiennent des villes où le régime déplace successivement son siège.

Il arrive que la durée de la période Kofun varie selon qu'on la rattache ou pas à celle d'Asuka (538-710). Toutes deux, Kofun et Asuka, prennent parfois le nom de période Yamato, tiré du nom de la plaine du Yamato, où se forme la structure politique qui, durant la période suivante, dite de Nara, se consolide avant de culminer dans la période postérieure, dite de Heian, du nom de la capitale où le siège du pouvoir se déplace à nouveau.

Entre les premières grandes tombes apparues à l'Ouest, notamment dans le pays des Wa que les sources chinoises écrites situent, et leur expansion vers l'est, en Kinki, là où naîtra l'État du Japon, une centralisation politique s'opère. Les chefferies se fédèrent en une structure politico-sacrée, d'où sortira le poste suprême de *ten.nō*, qui dure à ce jour.

La dénomination de *Kofun* recouvre plus que l'apparition des tertres anciens, qui s'étale entre la seconde moitié du IIIe siècle et le premier tiers du VIe siècle ou le début du VIIe siècle – soit près de 100 000 pièces, dont 4 700 dans le seul Kansai. Elle embrasse, outre le « fatras » (R. Sieffert) de rituels et représentations sacrés liés à la riziculture, le passage à la technologie ferrée issue des échanges avec la Péninsule et des migrations sur l'Archipel.

À partir du Ve siècle, à la fin de la période, l'acculturation continentale de l'Archipel est plus prononcée. De Chine, de la Péninsule, il reçoit des savoirs : écriture, bouddhisme, confucianisme, taoïsme ; moulte technique : métallurgie, riziculture, tissage, tannage, équitation ; et surtout mainte institution : système légal, pénal, administratif, etc. Tous transferts dus aux vagues de migrations que causent et les guerres sur le continent, et les liens diplomatiques entretenus avec lui, d'où l'ethnogenèse variée du pays.

Les céramiques Haji et Sue

L'habitat troglodyte se dote de fours, qui améliorent la vie domestique. La riziculture améliore la technique d'irrigation et de drainage et son choix du cultivar ; le recours au fer, devenu plus aisé, consolide les aménagements agricoles. L'élevage débute, le bœuf et le cheval arrivent de la Péninsule, le premier entre le IIIe et le milieu du VIe siècle, le second au plus tard à partir du IIIe siècle, mais sera employé à la guerre avant les travaux agricoles.

Par rapport à Yayoi, la céramique reste simple, mais la technique s'améliore. La Haji innove peu, mais se cuit sous flamme oxydante, au four et non plus à feu ouvert comme avant. Suit la bleuâtre

céramique Sue, inspirée de la céramique non ornée Mumun de la Péninsule. Elle est liée à l'emploi du tour de potier qui s'impose au VIIe siècle avec le four dragon chinois.

Cette dernière innovation est aménagée sur une pente inclinée entre 10 et 12 degrés, sur la partie supérieure de laquelle on installe un long fossé de 10 à 15 mètres de long, coiffé d'un torchis ou souterrain, de sorte que le courant de chaleur, qui monte de la chaudière à la cheminée, parcourt la cavité longiligne qui sert de chambre de combustion à une température de plus de 1 800 °C, d'où une céramique dure de qualité supérieure à la Haji. La Sue ne se rencontre guère qu'en Kinai au début, se diffuse à partir du VIIe siècle et dure jusqu'à la fin de Heian[1].

La distribution des kofun

Au Néolithique, l'Asie orientale érige des collines tombales où sont d'abord enterrés des groupes de quelque pouvoir, puis des individus puissants. Elles s'élèvent en Chine, puis en « Corée » et au « Japon », vers la naissance du Christ, avant de s'effacer dans la seconde moitié du premier millénaire de l'ère commune.

Cette mode funéraire assez tardive arrive dans l'Archipel à l'Âge du fer. Si les collines tombales remontent à la fin de Jōmon, puis, durant la période Yayoi, gagnent l'est-Honshū et s'agrandissent, les méga tombes typiques de Kofun apparaissent, elles, dans le dernier tiers du IIIe siècle, au nord-Kyūshū et jusqu'au Kansai.

À l'orée du Ve siècle, les *kofun* gagnent en nombre, mais les plus imposants restent ceux de la fin du IIIe siècle. Dans le bassin de Nara, au dernier tiers du VIe siècle, les grandes tombes rondes et carrées

remplacent peu à peu celles en trou de serrure pour enterrer la haute noblesse. Au VIe siècle, l'érection des temples supplante les tombes qui, même si elles subsistent au VIIIe siècle, disparaissent[2].

Alors que les tombes de Yayoi sont recouvertes de collines basses, celles de Kofun ont la forme de mégalithes, parfois longs de plus de 430 m, érigés sur une colline arrondie à laquelle se rattache une saillie trapézoïdale qui donne au tout, vu du ciel, la forme d'un trou de serrure avant carré, arrière circulaire. C'est le style unitaire de la période, avec des tertres disséminés d'abord en Honshū puis partout (sauf aux Ryūkyū). Leur géométrie variable – arrondie ou carrée, puis octogonale – évolue avec la stratification de la société et la mutation du pouvoir en place.

Là où le *funkyubo* de Yayoi (voir *supra*) offrait des formes variées de tertre et de mobilier, le *kofun* affiche l'uniformité du tertre, la chambre et du mobilier funéraires, des pierres de revêtement, du placement des figures d'argile/*haniwa* ou des pots de céramique, etc. Des miroirs en bronze du même moule se retrouvent en nombre de *kofun* et sur tout le territoire. Pareille extension uniforme peut bien signaler la mise en place d'une entité politique unie ou d'une ligue ou coalition de chefferies ou de clans d'un certain pouvoir à travers tout le pays[3]. Il semble que ce foyer politique soit celui du Yamato.

Le méga kofun

La particularité des *kofun* funéraires est leur surface ample. Soient les *kofun* de deux *ten.nō* Ōjin, puis Nintoku. Le plus grand, dit *Nintoku.ten.nō.ryō*/tombe du souverain Nintoku (313-399), fait partie du groupe de 47 *kofun* de Mozu, situé près de la ville de Sakai (dép. Ōsaka). La colline, ceinte de trois douves remplies d'eau, qui

suggèrent un rituel rizicole, et de mini *kofun* satellites, fait 525 m de long sur 300 m de large, 35 m de haut, et sa partie arrondie, 243 m de diamètre. Si l'on ajoute les tombes « d'escorte » à l'aire funéraire, le complexe fait environ 80 ha. Tout près, le *kofun* d'Ōjin (201-310), long de 425 m, est à peine plus petit. Ces sépultures de la famille « régnante » sont une propriété privée de la famille du *ten.nō* actuel, qui n'a guère autorisé que quelques fouilles. Datés du IIIe siècle, ces tertres des deux premiers *ten.nō* historiques attestent une forme de pouvoir plus centrée.

Édifier pareil ouvrage d'un volume de 1,45 million de m^3, plus grand que la pyramide de Khéops ou le mausolée de l'empereur Qin, prendrait aujourd'hui 15 ans et 8 mois avec une main-d'œuvre maximale de 2 000 hommes par jour, et encore la fabrication des figures d'argile, *haniwa*, n'entre-t-elle pas dans ce décompte. En Corée s'élèvent pareils tertres, dont le plus grand, à Gyongju, ne dépasse pas 120 m là où le Japon en compte 7 de plus de 300 m de long, 40 de plus de 200 m, etc., soit plus de 200 tertres. Alors qu'en Corée et en Chine, l'installation funéraire est souterraine et recouverte d'une gigantesque colline, au Japon, elle est érigée au faîte de la petite montagne que forme la colline.

Sur et autour du monticule funéraire sont placées les *haniwa*. Ces statuettes en terre cuite ou en bois sont des pièces creuses en colombin, des corps cylindriques auxquels on ajoute de l'argile, parfois combinées avec une partie supérieure cuite à part, parfois peintes avec un pigment rouge. Hautes de plusieurs décimètres à 1 m avec des exceptions à 2 m, les *haniwa* ont des formes figuratives (maison, outil, animal, être humain) – une source documentaire sur la société d'alors. À la différence des statues chinoises comme celles de Xi'an en Chine, ces pièces ne figurent pas dans la chambre funéraire. Elles apparaissent à partir de la seconde moitié du

IIIe siècle, pour disparaître vers la fin du VIe siècle, plus tôt que les tertres funéraires.

Le décor du kofun

Le mode d'ensevelissement évolue de l'insertion verticale du cercueil à son placement latéral. Au début de la période, le long sarcophage en bois, fait d'un tronc évidé en forme d'esquif, et plus tard en pierre, est descendu à l'horizontale dans la chambre funéraire, une large cavité creusée au faîte de la colline, puis recouverte de pierres et revêtue d'argile. Dans la seconde moitié de Kofun, entre le dernier tiers du IVe siècle et le VIe siècle, la chambre funéraire est accessible par un corridor latéral à l'entrée du *kofun*.

Le mobilier funéraire, disposé autour de la pièce, comprend armes, armures en fer, miroirs, outils agricoles et professionnels en fer. On compte au moins cinq tertres avec une trentaine de miroirs, peut-être des amulettes contre les mauvaises influences. Armes et armures avaient sûrement quelque vertu magique contre les démons. Dans le lot, certains objets de prestige symbolisent le rang du décédé, qui célébrait sans doute les rites.

La nature des offrandes marque une nette évolution au début du Ve siècle. Elles passent d'un caractère magico-religieux (miroirs en bronze, joyaux) à guerrier (épées, cottes de mailles, harnais, selles, étriers de chevaux). Des inscriptions en chinois, premiers signes d'écriture, figurent sur des épées déposées aux *kofun* des monts Inari (dép. Saitama) et Funa d'Eda (dép. Kumamoto). Les armes passent de l'épée courte à double lame ; l'épée longue, les pointes de flèche, avec ou sans courte hampe, se font plus étroites, plus effilées, plus pénétrantes. Les carquois ne se portent plus sur le dos mais sous la

hanche. Les bijoux, réduits jusqu'alors à des perles, se diversifient avec des coiffes, boucles d'oreilles, ferrures de ceintures et chaussures en bronze doré.

La fédération de chefferies

La concentration des premiers *kofun* en Kinai atteste un foyer de pouvoir. Les miroirs, au milieu du IIIe siècle, y sont abondants qui, fondus dans le même moule, se répartissent entre le Kinai et d'autres aires. Comme il n'y a pas de mega *kofun* en nord-Kyūshū, cela indiquerait que le pouvoir local, jadis prospère, n'y a pas duré jusqu'à la période Kofun. On ignore s'il s'est déplacé au Kinai ou a été subjugué par lui. Le processus de formation d'un proto-État est difficile à reconstituer.

L'érection du *kofun* a pu symboliser la passation de pouvoir du chef décédé à son successeur et la standardisation du *kofun*, établir comme une parenté entre clans unis par le même rituel. L'apparition de ces complexes funéraires, avec des objets d'origine variée, s'expliquerait par les alliances entre roitelets.

Le tertre de Hashihaka au pied du mont Miwa (Sakurai, dép. Nara), long de 280 m, exhibe des *haniwa* à forme de jarre rituelle ou de vase rituel épaulé, qui proviennent des vases à pied et épaulés placés dans les tombes des chefs et retrouvés en Kibi (dép. Aichi, Gifu). Ces pièces se trouvent aussi dans les tombes de chefs de la plaine de Nōbi (dép. Aichi, Gifu). Les chefs de régions éloignées ont bien pu participer à l'érection des tertres ou aux rites funèbres.

La diffusion des miroirs chinois en bronze de Kyūshū en Kinki suggère l'alliance des chefferies des Wa, sans doute autour du Yamato, qui aurait drainé le trafic commercial issu de la Péninsule

(marché du fer et d'autres biens importés). Ces miroirs « à bordure à motif de triangles et à motifs de divinités et de bêtes[4] » ont pu être donnés par l'empereur de Chine à une reine de l'Archipel, Himiko (voir *infra*), qui les a distribués à ses alliés. Ces tertres peuvent bien dénoter un dessein politique commun.

L'origine du transfert de civilisation

Deux hypothèses ont cours sur ce transfert. Pour l'une, à la fin du IVe siècle, un peuple mongol-toungouse de cavaliers issu de Puyŏ (nord-Mandchourie) aurait envahi le continent par le sud, puis, après la chute de l'empire chinois des Han (206 AEC-221), fondé les royaumes péninsulaires de Koguryŏ et Paekche, avant de passer à l'Archipel, de le soumettre, de se mêler aux Yayoi et de fonder le Yamato. Deux disciplines la soutiennent : la philologie, qui tient pour l'existence de la famille des langues ouralo-altaïques issue de Mandchourie et la commune origine du japonais et du coréen ; la mythologie comparée, qui souligne les similitudes entre le mythe de Tangun pour la « Corée » et de Ninigi pour le Japon, et la marche à l'est du premier roi mythique, Jinmu, qui se fixe en Yamato. Dans l'autre hypothèse, selon *Nihon.shoki*, le Yamato aurait colonisé sur la Péninsule Imna/jp. *Mimana*, l'une des polities qui s'y forment après la chute de l'empire chinois des Han – surtout Koguryŏ/*Kōkuri*, Silla/*Shiragi*, Baekje ou Paekce/*Kudara*[5]. Alors que la thèse de la « colonie » d'Imna divise les historiens, la théorie de l'invasion des cavaliers s'efface au profit de la lente et paisible acculturation sino-coréenne, entre agriculture et technologie avancées, sur l'Archipel.

Le pays des Wa dans les Annales chinoises (Ier siècle-280)

Pour savoir à quoi ressemblaient les Yayoi, il faut aller aux sources chinoises, qui évoquent l'Archipel au tournant du IIIe siècle et mordent sur la période de Kofun. Elles seules fournissent une première description des lieux et d'un embryon d'État. Sinon, pas d'autres sources lettrées, pour le laps de temps qui va jusqu'au IVe siècle, que les Annales du Japon (VIIIe siècle) et de la Corée (XIIe siècle), qui sont bien postérieures. La chronologie de *Kiki* est assez juste à partir de la fin du Ve siècle, et les faits rapportés plutôt crédibles, mais tout cela reste pure conjecture sans l'archéologie.

Sans doute, pour remonter aussi loin que possible dans la généalogie du Yamato, leurs sections sur les *ten.nō* de légende relatent la conquête de l'Archipel par Jinmu.*ten.nō* (711-660-585 AEC) et des incursions sur la Péninsule. Jinmu marche depuis Hyūga (dép. Miyazaki) en Kyūshū vers l'est, où il vainc les tribus barbares et bâtit un palais. Il y célèbre des cérémonies en l'honneur de son aïeule Amaterasu en 660 AEC, année dont le régime de Meiji (1868-1912) fera la date anniversaire de la fondation du Japon, encore fêtée le 11 février.

Après Jinmu, de 585 AEC à 98, huit souverains se succèdent, sans rien de notable[6]. Sous Sūjin (219-249), les expéditions contre les tribus rebelles continuent. Sous Suinin (249-280), un prince arrive de la Péninsule avec des objets : épées, bijoux, miroirs, qui évoquent les trois *regalia* ou trésors sacrés du Japon. Il est aussi fait état du sanctuaire d'Ise, fondé en 5 AEC. Les règnes de Sūjin et Suinin correspondent à la période de l'histoire des Wa dont font état les Annales chinoises.

Les Annales de Chine, ni toujours de première main et vérifiables ni très concordantes avec celles du Japon et les apports de l'archéologie, décrivent les peuples périphériques, dénommés barbares de l'Est, et notamment le pays des Wa, un ensemble de « pays » organisés, déjà bien hiérarchisé, avec un royaume de Yamatai et sa reine Himiko, qui amorce les liens avec la Chine. Le futur Japon existe ainsi dans le regard de la Chine qui le nomme.

Au Ier siècle, dans sa partie sur les barbares de l'Est, le *Livre des Han postérieurs/Hou Hanshu* évoque pour la première fois le pays des Wa/*Woren*. On traverse la mer depuis la Péninsule pour y arriver. La contrée est divisée en cent pays, qui apportent des tributs réguliers à la commanderie chinoise de Lelang, au nord de la péninsule de Corée.

Le mot *Wa*/ch.*Wo*, plus vieux nom connu de l'Archipel, s'écrit à l'origine d'un idéogramme qui signifie « soumission » ou « nanisme », mais sera lu aussi Yamato. Vers 757, le Japon, enfin devenu Japon, lui substitue un *Wa* homophone, dont le sens est : « paix », « harmonie ».

Selon *Hanshu*, l'empereur Han Guang Wudi (25-57) fait présent en 57 à un émissaire du pays des Wa d'un sceau d'or avec poignée en forme de serpent enroulé. Cette pièce, retrouvée en 1784 à Shikanojima en nord-Kyūshū – si ce n'est pas un faux de l'époque Edo –, est aujourd'hui conservée au musée de Fukuoka. Elle atteste la bonne intégration des Wa – une certaine forme de vassalité extérieure – au monde chinois. *Hanshu* ajoute que les peuples du nord de l'Archipel vont chercher du fer sur la Péninsule.

Vers 280, sous la dynastie Jin (265-316), dans son *Histoire des trois royaumes/Sanguo zhi*, l'historien Chen Shou (233-297) insère la « Relation des barbares de l'Est »/*dongyi zhua*, qui inclut la « Monographie relative aux Wei » (F. Hérail)/ch. *Wèizhì*, où figurent

les « Annales des Wa »/ch. *Wōrén yún*/jp. *Wajin.den*, la plus ancienne description de la moitié ouest de l'Archipel[7].

Si l'auteur réserve plus de place aux Wei (30 chapitres) qu'aux Shou (15 chapitres) et aux Wu (20 chapitres) et intègre des peuples non chinois, tels les Mongols ou les Wa, c'est qu'il sert le royaume des Jin. En effet, dans le conflit de succession qui suit la chute de la dynastie des Han (206 AEC-220) et oppose les trois royaumes de Wei, Shou et Wu (220-280), le clan des Jin, successeur des Wei, songe à s'allier aux Wa pour tenir en échec les Wu. Aussi, Chen Shou insiste sur lesdits Wa.

Longue de 2 000 caractères à peu près, cette source, traduite en japonais en 1951, rééditée 70 fois, ne cesse d'être commentée[8]. Elle comprend trois parties : géographique, ethnographique, géopolitique.

La première énumère les lieux traversés en bateau pour parvenir à destination, les distances parcourues en *ri* – 1 *ri* = 435 m à l'époque – et les titres hiérarchiques, le relief et la végétation, le régime alimentaire des habitants, la densité d'habitation et parfois le mode de pouvoir.

Le pays est déjà bien organisé. Les fonctionnaires y ont un nom précis[9]. Les toponymes et patronymes attestent que la langue de Yayoi est proche du japonais du VIIIe siècle. Le mot *aï* mentionné évoque le *hai* japonais, qui veut dire « oui » ou qu'on a saisi ce que dit l'interlocuteur. Il apparaît une stratification sociale, voire une société hiérarchisée avec un centre de pouvoir. Le détail du subalterne qui s'incline devant le supérieur sera dûment récupéré, au XXe siècle, par l'imagerie impériale[10].

Les habitants sont des ichtyophages avérés, la pêche en plongée apparaît. Sans doute savent-ils brasser les boissons fermentées, voire le saké[11]. Tous les pays n'ont pas la même suffisance alimentaire et certains doivent chercher leurs céréales ailleurs que chez eux.

Certains pays se regroupent autour du royaume de Yamatai, dûment nommé. Mais la topographie reste imprécise.

La seconde partie relève de l'ethnographie. L'optique chinoise suppose un observateur supérieur à l'observé, qui est forcément barbare, d'où le jugement sur la moralité féminine, la discrimination physique de l'homme de Wa ici présenté comme nain, etc. La pratique du tatouage est signalée, que confirme le visage des figurines en terre. L'insistance sur le travail du deuil et la purification – indice de shintoïsme ? – intéresse l'ethnologue des religions. La scapulomancie, sans doute issue de Chine (site de Fuhegoumen), se pratique. Les presque 975 pièces ostéomantiques exhumées illustrent son ancrage sans la sphère yayoi et le souci halieutique des gens de mer, qui empruntent les voies de passage de la côte du Tōkai, de la mer Intérieure et du détroit de Tsushima[12].

La troisième et dernière partie est axée sur la reine Himiko du Yamatai et la position tributaire du royaume des Wa vis-à-vis de la Chine. Elle retrace les troubles et affrontements qui, entre 146 et 188, ravagent le pays jusqu'à ce que Himiko unifie presque tous ses peuples en 188, puis envoie une ambassade aux Wei en 239. De ces luttes de la fin Yayoi, on a retrouvé des bouts d'armes en pierre ou en bronze, mais pas en fer, fichées dans les os de victimes[13].

En 247, à la mort de Himiko, les troubles reprennent, puis, avec la reine Iyo, le Wa retrouve la paix et les échanges diplomatiques reprennent avec le continent. *Wajin.den* précise qu'on érige une grande tombe d'une centaine de mètres de diamètre à Himiko et enterre avec elle une centaine de serviteurs. L'archéologie ne livre aucune preuve de sacrifice humain. La dimension de la tombe, elle, est compatible avec d'autres tombes de la période, comme celle de Nishitani Sangō à Yayoi Izumo, de 47 m de côté.

La reine Himiko, nouvelle figure du pouvoir ?

Nihon.shoki ne nomme pas Himiko, mais une autre reine, Jingū, veuve de Chūai.*ten.nō* (343-346), laquelle aurait régné de 201 à 268 et porté la guerre à la Péninsule. C'est la même personne pour certains, mais il n'est pas sûr que Himiko ait existé. Sinon, à son règne évoqué dans *Wajin.den* (188-247) correspond dans *Nihon.shoki*, pour la période équivalente, celui de Sujin.*ten.nō* (219-249).

La fonction réelle de la reine et le siège de son royaume font débat. Ces deux questions sont cruciales car liées à l'origine de l'empire et de sa lignée. Himiko – son nom signifie « prêtresse du jour » – connaît la voie des esprits/*kidō* et sait tromper les foules[14]. Himiko n'est peut-être pas chamane, mais l'expression des idées taoïstes qui touchent l'Archipel. Certes, elle rejoint le groupe féminin des voyantes du *Nihon.shoki* – la tante de Sujin, la fille de Suinin et sœur de Keikō –, mais offre plutôt, dans l'optique chinoise, fort inspirée de la doctrine taoïste du non-agir de l'école des Cinq boisseaux de riz, l'image idéalisée du sage souverain[15].

Aussi bien, Himiko peut être le pendant terrestre ou avatar de la Reine mère d'Occident. Ce mythe taoïste arrive sur l'Archipel vers 194, alors que le pays des Wa pâtit des changements de climat qui causent famine, cannibalisme et désaffection vis-à-vis des divinités protectrices. Sur la plupart des miroirs retrouvés dans les tombes du début de Kofun figurent Xiwangmu, reine-mère d'Occident, son mari Wangdongmong, roi d'Orient, et les animaux de compagnie de la reine, comme tigres et dragons. La pratique théurgique bien attestée de Himiko pourrait bien marquer le rejet des divinités anciennes, et donc le passage à un autre régime du sacré. Du nouveau culte

émerge, parmi d'autres, celui d'Amaterasu, déesse tutélaire de la future maisnée impériale[16].

Himiko inaugure un pouvoir inédit, une sorte de confédération, avec des rituels communs, dont le siège évolue vers l'ouest-Honshū, où les tombes en trou de serrure de la période Kofun offrent une stratification sociale assez nette, les plus imposantes au centre du Yamato, les moins élaborées à la périphérie. Himiko, qui règne avec son frère, lance un régime duel de pouvoir, qui se répète chez d'autres couples au pouvoir, tels Tenmu.*ten.nō* et son épouse Jitō, peut-être par conformité avec le yin-yang. Avec l'adoption du confucianisme, le principe de gouvernance masculine l'emportera, mais sans éliminer la possibilité pour une femme de régner[17].

Le Yamatai : où ?

C'est sous la forme chinoise *Hsieh-ma-i* (jp. *Yama'ichi*), lu parfois *Yeh-ma-t'ai*, qu'apparaît le pays du Yamatai, forgé par Matsushita Kenrin (1637-1703), premier éditeur du *Wajin.den* en 1694, qui le localise tantôt en Kyūshū, tantôt en Kinai, dans le bassin de Nara (auj. Kansai), comme tend à l'attester la cartographie chinoise ancienne, auquel cas ledit Yamatai serait le Yamato.

Le point clé de la controverse tient à la topographie du *Weizhi*. À suivre la route indiquée, le voyageur risque de se retrouver les pieds dans le Pacifique. Cependant, d'autres repérages mènent, eux, en nord-Kyūshū ou en Kinai. Telle carte chinoise ancienne, qui mène au Kansai, conforte l'hypothèse du Yamato comme lieu d'exercice de la reine Himiko et point d'origine de ce qui deviendra l'empire du Japon[18].

Depuis le XVIIIe siècle, deux hypothèses circulent sur l'émergence d'un pouvoir central à l'époque de Himiko : l'une postule deux centres politiques rivaux, au nord-Kyūshū et en Kinai ou plaine du Yamato ; l'autre, qu'une partie de l'Archipel, Kyūshū compris, est déjà unifiée sous le Yamato. Si le Yamatai est en Kinai, dans le bassin de Nara, cela veut dire que le pouvoir est déjà bien unifié. S'il est en nord-Kyūshū, deux pouvoirs ou plus ont dû rivaliser, mais on ignore lequel l'a emporté[19].

Bien que la position du Yamato, au nord-Kyūshū ou au centre de l'Archipel, ne soit pas (encore) tranchée, il se forme entre le milieu du IIIe et la seconde moitié du IVe siècle, entre nord-Kyūshū et Kinai, une confédération de clans, un proto-État qui, pour autant, n'intègre pas tout le territoire. C'est au IVe siècle, en effet, que s'élèvent en plaine du Yamato ces mega tertres funéraires, qui attestent le pouvoir croissant des chefs des grands clans[20].

Sur le lieu du Yamatai, on signale presque chaque année des trouvailles archéologiques : ici, à Yoshinogari (dép. Saga), les traces du palais de Himiko, avec mirador et remparts ; là, à Hashihaka (dép. Nara), la nécropole de Himiko ; pas très loin, à Makimuku (dép. Nara), un complexe de quatre bâtisses, qu'on ne peut fouiller car c'est la propriété de l'agence impériale. Il n'est pas non plus certain que Himiko ait régné sur un territoire étendu, ni qu'elle ait été la seule reine en nord-Kyūshū, en Kibi, en Kinai et sur la côte de la mer du Japon.

L'ascension de la monarchie du Yamato

Du croisement des sources chinoises écrites et des enquêtes archéologiques, il ressort qu'à partir de la seconde moitié du

IIIe siècle, entre alliances et luttes, les chefferies des Wa se haussent à un certain degré d'évolution agricole, technique et politico-économique, et que la stratification sociale est plus marquée. Certaines de ces communautés jouissent de conditions meilleures que d'autres, de terres plus fertiles ou mieux placées pour profiter des ressources du continent, technologie militaire comprise. Leur rivalité engendre des luttes, qui se soldent par la mise en place d'un régime fédérateur. Il émerge une royauté plus centralisée, qui se renforce à l'intérieur, se pose aussi dans la région au fil des liens diplomatiques, des opérations militaires, de possibles implantations. En sort cet « État » du Yamato, du nom de la plaine éponyme autour de Nara, qui se forme vers le VIIIe siècle.

Voici la trame générale du processus, qui mène jusqu'à l'époque de Nara (701-794). En 265, après la chute de la dynastie Wei, la Chine perd le contrôle de la Péninsule car elle connaît des troubles intestins qui, jusqu'à l'institution de la dynastie des Sui (581-618), puis, après la chute de celle-ci, des Tang (618-690, puis 705-907), l'empêchent d'y intervenir directement. Montent alors, dans l'intervalle, les royaumes précoréens de Baekje, Koguryŏ et Silla, qui s'affrontent pour l'hégémonie jusqu'au moment où Silla l'emporte, unifie le royaume et règne jusqu'en 936. Parallèlement, entre la fin du IIIe siècle et le début du IVe, se constitue sur l'Archipel le régime confédéré des Wa, qui intervient en allié de Baekje dans les luttes chroniques entre royaumes péninsulaires, et ce jusqu'en 666, date où Silla, qui a déjà conquis la ligue de Kaya en 562, et que soutient la Chine des Tang, écrase définitivement Baekje, après quoi les Wa se replient sur l'Archipel et renforcent l'État nouveau-né du Japon contre l'éventuelle agression de la Chine. Cette phase va de pair avec un transfert culturel et technologique crucial pour l'essor du futur Japon.

Le trou noir (267-369)

Pour la période qui suit la relation des Wei, les données font défaut. Même si ces dates peu fiables exigent un réajustement et que les faits relatés ne sont pas toujours crédibles, les Annales du Japon et de Corée comblent la lacune en partie. Elles rendent compte de la mise en place de l'État, de son extension, de sa position continentale. Elles nomment les rois de légende qui se suivent jusqu'au premier *ten.nō* avéré : Ōnin (270-310).

Sous Sujin (219-249), les insurrections sont réprimées et le territoire croît par conquête. Le roi aurait développé l'agriculture par des travaux d'irrigation et déplace au village de Kasanui en Yamato la divinité Amaterasu, ainsi que le sabre et le miroir divins, deux *regalia* du pouvoir, abrités jusqu'ici en son palais près de Miwa (dép. Nara). Il serait à l'origine du sanctuaire Ōmiwa, situé à Miwa, censément le plus ancien du pays. Non loin s'étendent deux grappes de tumulus en trou de serrure du début Kofun, qui correspondent aux polities de Saho et de Miwa[21]. La capitale de Miwa est abandonnée au milieu du IVe siècle pour celle de Kawachi[22].

Sous Suinin (249-280), le sanctuaire d'Ise est édifié pour adorer Amaterasu. Sous Keikō (280-316), des expéditions sont conduites contre les Kumaso en sud-Kyūshū. Le fils du roi, Yamato Takeru, conquiert la région d'Izumo. À sa mort, il est l'objet d'un culte. Son épée, dite Kusanagi, devient une relique, vénérée au sanctuaire d'Atsuta (dép. Aichi).

Sous Seimu (316-343) apparaissent les premiers gouverneurs locaux et agents de district. Sous Chūai (343-346), les Kumaso repoussent les forces du roi, qui n'a pas voulu s'attaquer à Silla, mais il est tué, et sa veuve, Jingū, aurait porté la guerre sur la Péninsule. Vers 365 se profile un pouvoir centré, pas étendu à tout le territoire.

L'extension de l'autorité des chefs de clans et des rapports de soumission entre clans accélère, par mariages, la stratification sociale. Il se forme au milieu du IIIe siècle, en plaine de Yamato, un embryon d'État, qui s'étend au IVe siècle jusqu'au sud-est-Kantō et au nord-Kyūshū – à moins que ce ne soit le Yamatai qui étende son territoire. Le clan montant assujettit les autres clans dans un système qui subordonne les chefs de clans au vainqueur par les liens réels ou fictifs du sang et sécrète une idéologie sacrée[23].

Les Wa sur la Péninsule (391-412)

Que du IVe au VIIe siècle, les Wa, puis le Yamato opèrent sur la Péninsule, deux artefacts au moins l'attestent. En 372, le roi de Baekje offre au roi des Wa une épée de cérémonie à sept lames. Deux mentions y sont gravées en sinogrammes, qui circulent déjà sur l'Archipel. L'une date la facture de l'arme de 369 ; *Kiki* parle d'une épée similaire à une date proche. L'autre souhaite que cette insigne épée, forgée pour le roi de Wa, soit transmise à sa postérité. L'objet, conservé au sanctuaire d'Isonokami de Nara, atteste la relation entre Wa et Baekje.

De la présence des Wa sur la Péninsule entre 391 et 404, une stèle haute de 6,2 mètres, trouvée au nord du fleuve Yalu, datée de 414, fait aussi état. Ce lieu de mémoire, érigé par le roi Jangsu, fils du roi de Koguryŏ, Kwanggaet'o le Grand (r. 391-412), relate les faits suivants : les Wa traversent la mer en 391 ; ils attaquent en 399 Silla, qui requiert l'aide du roi de Koguryŏ, lequel les défait ; ils prennent la commanderie chinoise de Daifang en 404, mais sont encore vaincus par Kwanngaet'o.

Les Wa, qui nouent des relations avec les royaumes montants de la Péninsule (Koguryŏ, Silla, Baekje), interviennent en effet dans les luttes qui opposent Baekje à Koguryŏ, puis à Silla. Plus d'une fois, en 393, 405, 407 et 415, les Wa assaillent Silla qui, note *Samguk sagi*, tente de les amadouer par l'envoi entre 402 et 418 d'otages comme le prince Misahŭn[24]. Les Wa nouent des liens de longue haleine avec Baekje, déjà fortement sinisé, qui s'allie à eux en secret, trop faible qu'il est face à Silla et à Koguryŏ. Les Wa reçoivent en otage, de 397 à 405, le prince Chŏngji, futur roi, et l'aident à reprendre le trône de Baekje. En 399, Silla se plaint à Koguryŏ que les Wa détruisent ses forts et subjuguent Baekje. Silla prête allégeance à Koguryŏ, qui lui adjoint en 400 une force de 50 000 hommes. Elle défait les Wa à deux reprises, sans pourtant endiguer leur présence. Ce n'est que le début d'une longue série de dissensions internes qui, sur la Péninsule, se solderont par la chute définitive de Baekje, face à Silla et à la Chine des Tang, et le repli des Wa, regroupés sous l'égide du Yamato, sur leur cher Archipel.

Les interprétations de la stèle de Kwanngaet'o sont contradictoires. Selon *Nihon.shoki* (720), les Wa auraient envoyé des armées sur la Péninsule et contrôlé celle-ci depuis Imna (jp. *Mimana*), lieu que seules ces Annales nomment *Nihon.fu*. À la fin du XIXe siècle, les historiens japonais, associant les Wa à l'État du Yamato, considèrent que le Japon a occupé la Corée à l'origine, et même que Jingū l'a conquise au IIIe siècle – de quoi justifier que le Japon la colonise. Les historiens coréens répliquent que le Koguryŏ a bien battu les Wa, lesquels avaient bouleversé l'ordre institué par lui[25]. En tout cas, la présence des Wa sur la Péninsule ne fait pas de doute. Tous ces faits sont évoqués sur la stèle[26].

Durant le règne de Chŏngji de Baekje (r. 405-420), les Wa tissent avec lui des relations suivies, qui infléchissent l'essor de l'Archipel. Si

les Wa, puis le Yamato, cultivent ces liens, c'est pour avoir accès aux outils en bronze et plus tard en fer – soit la technologie de pointe, à une époque où la leur claudique. D'ailleurs, note *Weizhi*, ils extraient le fer de P'yŏnhan, confédération de chefferies au sud de la Péninsule, que la ligue de Kaya absorbe au IIIe siècle, et dont l'un des petits États est justement Imna, que Silla finit par annexer entre 391 et 412.

Le commerce du fer, lié à la maîtrise des routes de transport des marchandises (armes, outils agraires, objets de culte, etc.), est source de puissance. À la fin du IIIe siècle et durant le IVe siècle, certains États, Silla ou les Wa, disposent ainsi, à l'échelle suprarégionale, des moyens pour ériger les *kofun*. Ceux de Tsubai Ōtsukayama à Kyōto, et de Mihara à Ōsaka, ont un mobilier funéraire en fer (armures, épées, javelots), qui atteste le rôle de ce métal pour armer les soldats du Yamato au service de Baekje[27].

Jusque vers la fin du VIIe siècle, les rapports du Yamato avec Baekje permettent la circulation de savoirs et techniques que transmettent les missions diplomatiques interroyaumes, et que colportent, à partir de la seconde moitié du IVe siècle, les réfugiés politiques de la Péninsule, compétents en agriculture, métallurgie, ingénierie hydraulique, très versés aussi dans l'écriture, la littérature, l'administration. Ces experts forment des clans, parfois très puissants, tels les Hata, les Aya et les Soga issus de Baekje ou Silla, qui vont participer peu ou prou au pouvoir. Leurs origines et leurs croyances étrangères, bouddhisme entre autres, ne les portent pas à faire grand cas des clans autochtones, lesquels revendiquent un pedigree mythique. L'historien nomme ces spécialistes *kikajin* (*kika* = immigration), mais les textes anciens les désignent par *shoban*[28]. Les « Listes de familles et de leurs titres, nouveau choix »/*Shinsen.shoji.roku* (815) notent que 362 familles sur 1 182 sont du continent ou de la Péninsule.

Le remodelage de la royauté (fin du IVe siècle-première moitié du Ve siècle)

De la fin du IVe siècle, soit la clôture du règne d'Ōjin (346-395), jusqu'au tout début du VIe siècle, avec l'arrivée de Keitai (507-531), la royauté ancienne émerge. Ses bases sacrées et idéologiques se confondent : les fonctions officielles sont dites *matsuri*, soit services ou cultes rendus aux dieux ; la chamane reçoit la parole divine comme autant de lois ou décrets divins.

À partir de 375, Ōjin se fixe à Naniwa en Kawachi et fonde peut-être une dynastie nouvelle, dont l'origine fait débat. Sa lignée, qui dure jusqu'à la fin du Ve siècle, s'affaire à relancer les missions à la Chine, arrêtées vers 266, qui reprennent de 413 à 502. Face à l'empire du Milieu, le roi se présente comme roi de Wa, terme qui désigne dans les textes chinois un roi vassal de la Chine.

Les nobles de l'Archipel, eux, appellent leur maître *ō.kimi*/grand roi. Sa personne, aussi sacrée que politique, est associée au symbole du soleil et à Amaterasu. Certains chants sacrés parlent de lui comme du *hi no miko* ou « enfant du soleil ». Il règne en tant que tel sur ses États, que des sujets choisis, tous affidés, administrent et auxquels il octroie la semence sacrée de la rizière, probablement au cours de la fête de printemps, de nature propitiatoire.

L'assimilation de l'écriture (début du Ve siècle-fin du VIIe siècle)

Au tout début du Ve siècle s'amorce un apprentissage essentiel : l'écriture. Selon *Kiki*, elle est introduite, ainsi que des textes chinois comme les *Entretiens* de Confucius, par des lettrés de la Péninsule que le roi de Baekje présente à Ōjin. *Nihon.shoki* note que sous le règne de Richū, peu après l'arrivée de l'écriture, des scribes sont nommés en province pour consigner les événements et relater les conditions locales.

Certains artefacts, antérieurs au Ve siècle, montrent que des inscriptions en chinois circulent déjà au Japon vers le Ier ou le IIe siècle : monnaies, sceau royal, épées, miroirs, mais on ne sait si les Wa savaient les lire. En fait, les premières inscriptions qui manifestent un usage technique conscient de l'écriture, et qui sont écrites sur le métal et sur la pierre, remontent au plus tôt au Ve siècle[29].

À la fin du VIIe siècle, la lecture et l'écriture du chinois sont intégrées au système de l'État[30]. Sans les lettrés, la réforme administrative du pays n'aurait pu démarrer. Pour les former et leur inculquer droit, maths et classiques confucéens, il s'ouvre un Office des études supérieures/*daigakuryō*, qui dure jusqu'au XIIe siècle[31]. Nombre de tablettes sur bois/*mokkan* à usage administratif ou utilitaire sont conservées[32]. Un *scriptorium* copie les textes bouddhiques. En près de trois siècles, l'Archipel assimile l'instrument clé de la bonne marche de l'État : l'écriture chinoise, et de l'écriture japonaise à venir.

Les cinq rois de Wa briguent l'investiture de la Chine (280-502)

Les Wa passent aussi par la mer de Chine orientale pour entrer en contact avec la cour des Song du Sud et renouer un rapport de vassalité. Les sources chinoises, *Le Livre des Song* au premier chef, *Le Livre des Jin* (648) et *Le Livre des Liang/Liáng Shū* (635) nomment en tout cinq rois de Wa qui, entre 413 et 502, rivalisent pour l'investiture qui les habilite à commercer sur la région et rehausse leur place parmi les États, mais que la Chine accorde avec circonspection[33].

Seul le roi Bu se voit honorer en 502 du titre chinois de « généralissime chargé de soumettre l'Est », par l'empereur Wu des Liang (502-557). Au début du VIII[e] siècle, *Kiki* identifie Bu comme Yūryaku. L'épée du *kofun* d'Inari.yama (dép. Saitama) porte une inscription en lettres d'or, datée de 471, qui nomme Wakatakeru, autre nom d'Yūryaku, *ō.kimi* ou grand roi. L'épée du *kofun* d'Eda.funayama (dép. Kumamoto) note que son propriétaire servait ce Yamato Takeru, qui a pu régner sur le Yamato, soit un territoire étendu du centre-Kyūshū à la plaine du Kantō à l'est[34]. Plus Richard III que Néron, Yūryaku, qualifié de « mauvais roi » dans *Nihon.shoki*, ne cesse de se quereller avec les autres chefs. Sans doute unifie-t-il le territoire, mais jusqu'à un certain point seulement, car les autres clans puissants et chefs de province n'en gardent pas moins encore un certain pouvoir.

Les clans, les titres, la première administration (seconde moitié du V[e] siècle)

Vers le milieu du ve siècle, la maisnée royale bricole une structure politique. Elle la fonde en particulier sur les clans, *uji*, groupes semi-autonomes, patrilinéaires, patriarcaux. Liés par le sang ou une fiction du genre à une famille souche, dotés d'une même divinité ancestrale, d'un chef du culte, souvent une femme, ils contrôlent un espace. Chaque *uji* a un nom et un titre parfois héréditaire, *kabane*[35], que l'*ō.kimi* confère selon l'origine du lignage, plus ou moins lié à la famille régnante ou à la profession. La hiérarchie de cette titulature, par ordre décroissant, est la suivante : *omi*, *muraji*, *tomo no miyatsuko*, *kuni no miyatsuko*. Les titres d'*omi* et de *muraji* comprennent aussi *ōomi*, grand *omi*, et *ōmuraji*, grand *muraji*, les plus hautes fonctions de la politie après l'*ō.kimi*. L'*ō.kimi* crée des unités, *tomo* et *be* ou *bumin*, des services qui procurent biens et prestations au pouvoir.

Les rangs d'éminence sont *omi* et *muraji* : *omi* pour les familles indépendantes de la lignée royale, mais dotées d'un pouvoir et d'un prestige comparables, qui fournissent en principe les épouses consorts ; *muraji* revient aux *uji* moins distingués quoique puissants, qui se mettent au service du royaume et disent descendre des dieux célestes.

Suivent les *tomo no miyatsuko*, chefs de clan de catégorie inférieure, qui dirigent les *bumin*, prestataires des corvées indispensables à l'expansion et à l'entretien de la cour, puis les *kuni no miyatsuko*, chefs de pays soumis à la cour Yamato, laquelle les élève souvent au rang d'*atae*, de *kimi* pour les familles les plus indépendantes ou d'*omi* pour celles liées de longue date à la dynastie du Yamato comme à Izumo[36]. Parmi les *uji* majeurs, les Ōtomo et les Mononobe ont les charges militaires, et les Nakatomi et les Inbe, les charges magico-religieuses.

Subordonnés aux *uji*, les *be* ou *bumin* sont des groupes le plus souvent spécialisés de corvéables. Le mot *be*, qu'on dit d'origine coréenne, désigne les paysans, artisans et divers spécialistes que la cour soumet à des corvées héréditaires. L'État mobilise les compétences qui lui apportent biens et services indispensables. Cette catégorie composite inclut d'abord des agents spécialisés de rang inférieur, puis des artisans étrangers, et enfin des paysans non spécialisés. Ce dispositif se forge par incorporation des systèmes *chebu* de Paekche[37] ou *kolp'um* de Silla[38] aux services déjà en place. Les ressources humaines emploient ce personnel qualifié, des esclaves selon les historiens marxistes, qui assure l'établissement durable du pouvoir et fonde l'économie du pays[39]. Un très petit groupe de non-libres, *yatsuko*, soit cinq pour cent de la population, sert de domestiques aux *uji*.

Tous ces titres évolueront au VIIe siècle avec la réforme Taika et la prépondérance des mythes associés à la figure d'Amaterasu, encore que certains clans, même dépouillés d'aura politique, gardent leur fonction de chefs religieux, notamment à Izumo. Pour autant, le roi, bien habilité à conférer pareils titres, n'a pas toute autorité sur les *uji* et doit composer avec les *omi* et *muraji*. En attendant, la « cour » est menée par une troïka, de sorte que l'*ō.kimi*, loin d'être le monarque absolu d'un État central, est juste « le *primus inter pares*, qui dirige la politique, qui contrôle les deux autres seigneurs et qu'ils contrôlent aussi[40] ». À la fin du VIIe siècle aussi, ce titre d'*ō.kimi* sera remplacé par celui de *ten.nō*, qui réfère à l'étoile Polaire, « centre du ciel, mais repose moins sur l'idée d'une autorité agissante que celle d'un mouvement léger, insensible et pourtant agissant[41] ».

Le pouvoir se consolide. Vers la fin du Ve siècle, le grand roi s'impose chez lui par la force des armes et s'allie à l'extérieur avec des rois certes mineurs mais non soumis. Ces alliances lui permettent

d'infléchir les rituels de ses alliés, qui rivalisent pour marier leurs femmes à la cour du Yamato, peut-être dans l'espoir qu'un de leurs rejetons y finira roi. Les corvéables défrichent les futures rizières, érigent les *kofun* ou fondent les outils de fer, les armes et les pièces du culte en bronze. Mais la politie forgée par Yūryaku s'effondre vers 479, pour laisser place à une période de luttes de succession, qui signale que les clans, empêtrés dans les luttes d'influence, dominent le Yamato.

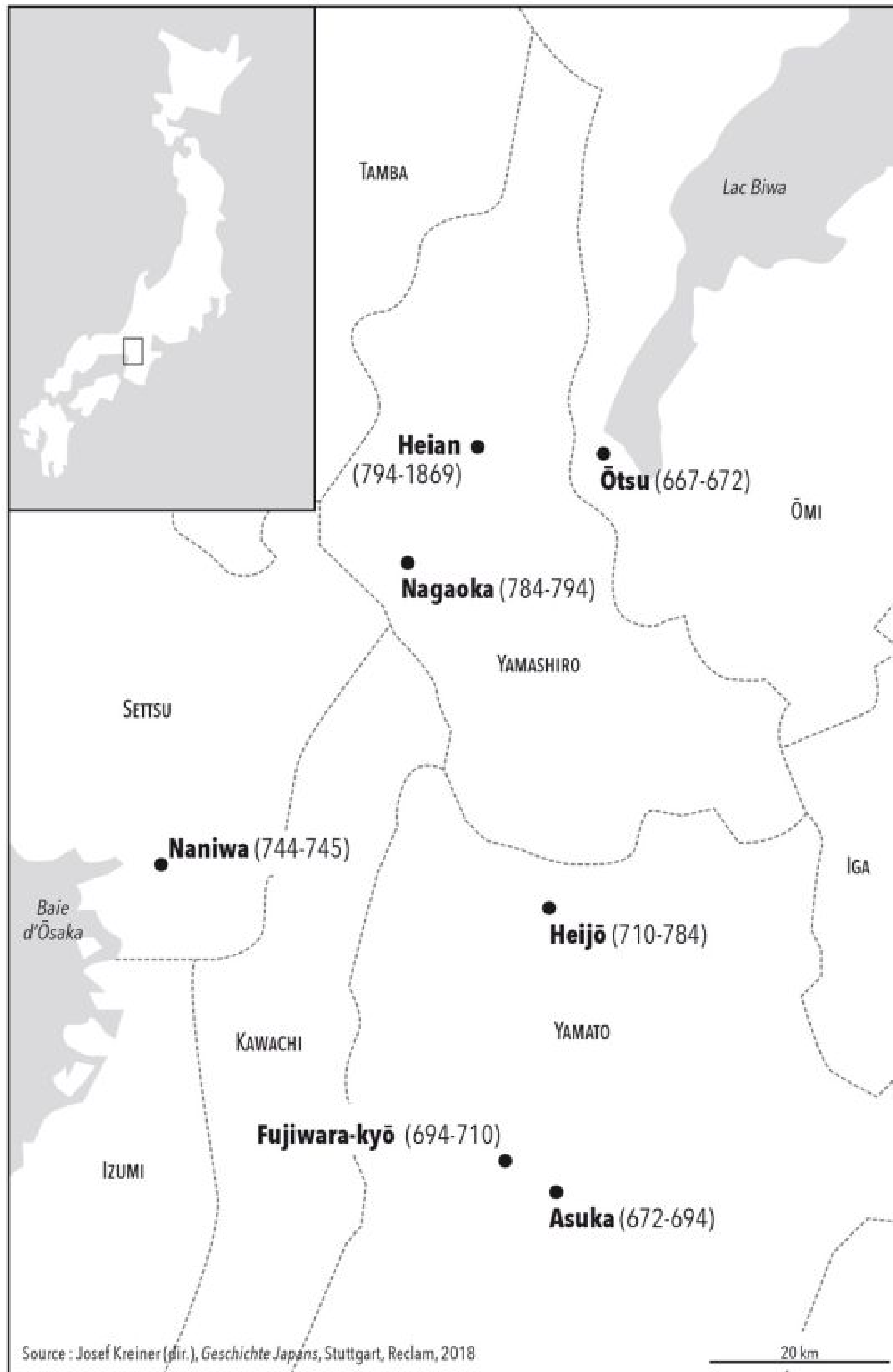
Le remodelage de la royauté (fin du Ve siècle-VIe siècle)

Au VIe siècle, tant à l'intérieur, avec l'instabilité dynastique, qu'à l'extérieur, avec les troubles de la Péninsule, le Yamato traverse une zone de turbulences. Le transfert amorcé de savoirs et de techniques se poursuit, qui contribue à former l'appareil idéologique d'État. La réception du bouddhisme suscite un vif débat entre clans, d'où sortent vainqueurs les Soga, dont l'ascension menaçante amène l'État à se renforcer.

En 507, la lignée Sujin-Ōjin-Yūryaku, qui s'est distinguée dans les combats sur la Péninsule et sur les marches du Yamato, est remplacée par une autre dynastie. Son souverain, Keitai (485-527), cherche en vain à se dérober à ce rôle, mais Ōtomo no Kanamura finit par l'introniser. L'épisode montre que plusieurs clans se disputent les sphères d'influence. La famille Ōtomo détient alors le pouvoir réel, suivie par la famille Mononobe, qui a charge héréditaire de l'armée et de la police, et de deux familles chargées du rituel, les Soga et les Nakatomi, qui prendront le nom de Fujiwara.

Ōtomo no Kanamura s'efforce de maintenir un certain équilibre sur la Péninsule, où sa présence à Kaya est compromise par l'expansion de Silla qui, en 562, finit par incorporer l'enclave de Kaya[42]. Le Yamato, retardé chez lui par la révolte du seigneur Iwai, allié de Silla, n'a pu rétablir la situation. L'affaire d'Iwai fait ressentir le besoin d'un régime renforcé vis-à-vis des clans et d'une bureaucratie plus efficace. Le Yamato cherche à se monter en une structure à même de concurrencer les royautés voisines.

Les principales capitales de l'Antiquité



Source : Josef Kreiner (dir.), *Geschichte Japans*, Stuttgart, Reclam, 2018

CHAPITRE IX

Période Asuka (538-710)

Sur ces entrefaites arrive le bouddhisme et, avec lui, nombre de nouveautés qui vont contribuer à la centralisation du pouvoir de l'État. Certains font débuter ici la période dite d'Asuka, du nom d'une zone de Nara, à la date de 538, ainsi nommée pour caractériser l'art bouddhique qui se déploie notamment à partir de 588 avec la construction de l'*Asuka.dera ;* le suffixe.*dera* indique que le nom désigne un temple. Certes, le siège de la capitale, auparavant à Otsu, ne se déplace pas à Asuka, au sud-est du bassin de Nara, avant 567. Mais c'est à partir de l'arrivée du bouddhisme qu'advient un mouvement de civilisation crucial, de sorte que 538 peut être prise pour borne. D'autres font partir Asuka du règne de Suiko, en 592, qui est de fait à l'origine de la réforme de l'État. Mais les actes de la souveraine ne font que prolonger ceux des Soga qui, dès 538, favorisent le bouddhisme et l'ouverture à la Chine des Tang. Quant à l'année de clôture de la période, elle varie entre 645, lorsque débute la réforme de l'État après élimination des Soga, et 710, avec le passage de la capitale à Nara et l'entrée en vigueur des Codes calqués sur la Chine. À partir de 538 déferle au Japon une vague de

civilisation, qui aboutit à la centralisation de l'État et à la création du poste suprême de *ten.nō* au sein de l'organe administratif.

La réception du bouddhisme en Asie et au Yamato

Doctrine élaborée en Inde à la fin du VI[e] siècle AEC, le bouddhisme impute la souffrance aux passions et aide à s'en libérer par la pratique de l'annihilation progressive de toute individualité, et ce jusqu'à parvenir au *nirvāṇa*, anéantissement complet du moi, qui interrompt le cycle des réincarnations et marque le passage à la félicité et au salut final. Sa perspective du salut dans l'au-delà favorise la diffusion de son message en Asie. Son mode de transmission l'amène à s'adapter au contexte qu'il rencontre et aux besoins politiques des polities locales.

Le bouddhisme atteint la Chine au I[er] siècle. Il y suscite la réaction des confucianistes, hostiles à une foi barbare à leurs yeux, mais ce pays, qui a connu guerre, famine et misère à la suite des luttes dynastiques, trouve en lui une réponse aux incertitudes du jour. La traduction des textes sacrés, menée avec peine – *nirvāṇa* est aussi dur à traduire en chinois que *dieu* plus tard pour les jésuites – aide à diffuser la nouvelle croyance, qui se mue en force idéologique de soutien à la réunification politique de la Chine en 589 avec la dynastie Sui. Au IV[e] siècle, le bouddhisme transite de l'empire du Milieu à la Péninsule, où il recueille la faveur des élites dirigeantes et sert en 668 à justifier la monarchie absolue de Silla, puis à l'Archipel.

Entre-temps, à Keitai (507-531), se succèdent trois rois, dont le règne du dernier, Kinmei (539-571), épouse l'accueil controversé du

bouddhisme, déjà vieux de près d'un millénaire quand il parvient au Yamato, et ce au moment même où les Soga arrivent au faîte de leur puissance. Des deux dates présumées de l'introduction du bouddhisme, celles de 552 pour *Nihon.shoki* (720) et de 538 pour *Gangō.ji* (747) – deux textes postérieurs –, aucune n'est sûre[1]. La première est l'année où la tradition fait débuter la fin des temps/*mappō*, troisième et dernière période du Dharma, loi ou dispositif normal et normatif du monde comme il va. Peut-être le scribe l'a-t-il choisie pour donner au Japon le rôle du pays qui maîtrise la fin des temps[2]. La seconde présente les choses comme si le clan Soga était à l'origine de la promotion du bouddhisme, voire avait sollicité l'envoi de la statue de Śākyamuni. Nombre d'immigrants bouddhistes ont bien pu arriver avant sur l'Archipel. Au long de la mer du Japon, on a retrouvé des figurines du Bouddha antérieures au milieu du VIe siècle. Cela ne suffit pas à en déduire que la proche Péninsule exposait l'Archipel aux idées bouddhiques, car la doctrine de l'Éveillé ne s'y établit qu'entre 523 et 576, à peine plus tôt.

Selon *Nihon.shoki*, le roi Sŏngmyŏng de Paekche envoie à Kinmei, roi du Yamato, une mission avec présents et discours d'escorte sur les mérites d'une doctrine apte à « satisfaire tous les désirs à mesure de l'usage » qu'on en fait. Discipline spirituelle censée supprimer le désir, le bouddhisme devient l'appareil formulaire qui les exauce. Il n'atteint pourtant pas la population avant quelques siècles.

Arrivée au milieu de la zizanie entre factions, la nouvelle doctrine déclenche une polémique. Ici, les clans, qui tirent leur autorité spirituelle des rites continentaux, y compris bouddhistes. Là, les groupes locaux, dont le pouvoir est fondé sur le culte des *kami*. Ici, les migrants, associés aux savoirs et techniques avancés – la modernité d'alors –, des plus utiles à la gestion des terres et du gouvernement, qui soutiennent le bouddhisme, base même de leur

autorité religieuse. Là, les clans autochtones, qui tirent légitimité du culte des *kami*, liés de près à l'agriculture.

Les Soga sont prompts à accepter la doctrine. Ces passeurs culturels poursuivent le commerce des idées et technologies continentales. Leurs opposants, Mononobe et Nakatomi, craignent qu'elle n'offense les *kami* et ne leur fasse perdre le pouvoir.

En 587, sortis vainqueurs de la confrontation avec les Mononobe, les Soga font adopter la foi nouvelle par les élites. Ce bouddhisme, parfois dit d'Asuka, qui a cours entre sa transmission officielle sous Seimei et le milieu du VIIe siècle, s'impose et par sa capacité à concurrencer les divinités locales et par son apparat – rites, décors, écrits sacrés –, qui impressionne les familles de l'aristocratie, tels les Soga, constructeurs du premier temple, *Asuka.dera*. Il a aussi le soutien des invités étrangers influents et des clans d'immigrants déjà intégrés comme les Hata ou les Aya. Les temples se multiplient qui, à la capitale et dans les régions écartées, participent de la pompe d'État et prolongent spectaculairement l'autorité politique et sacrée du *ten.nō*.

Un flux constant d'idées, de notions, de concepts déferle alors de Chine, où a déjà mûri une forme avancée de régime politique, qui contribue au développement de l'État unifié sous la férule d'un souverain tout-puissant. Inséparable qu'il est de la culture du continent – littérature, médecine, techniques –, le bouddhisme bouleverse la vie du Yamato : coutumes, architecture, rites funéraires, culte des *kami*. L'érection des *kofun*, interdite en 646, est délaissée. Les temples bouddhiques, nouveaux – mais pas seuls – symboles du pouvoir, imposent la crémation.

La ten.nō *Suiko et la bureaucratie d'État*

Devenue reine en 592, Suiko remplit deux tâches clés : traiter sur un pied d'égalité avec la Chine qui, unifiée en 589 par les Sui, puis en 618 par les Tang, amène la royauté du Yamato à accélérer sa centralisation ; établir la suprématie de l'*ō.kimi* sur les autres clans. Parallèlement, Suiko s'affaire à entretenir la position du Yamato sur la Péninsule et à conquérir ou à pacifier le reste du territoire contre les barbares de l'Est et du Nord.

Le Yamato devient le Japon. En 600, 607, 609 et 614, les Soga envoient des ambassades en Chine, les premières depuis 502, qui se soldent par une autre nomination du roi : *ten.nō/*fils du ciel au lieu d'*ō.kimi*, et du pays : *Nihon/*origine du soleil au lieu de Yamato. Au fil des messages de Suiko, la formule évolue. Elle se nomme d'abord *tenshi* / 天子 / « fils du ciel », du titre que son auguste interlocuteur, *tiānzǐ*, pense être le seul à le détenir, et il la tance. Une enquête chinoise alors diligentée sur les Wa rapporte que leur roi se donne le ciel pour frère aîné (ou père) et le soleil pour frère cadet et que l'appellation « fils du ciel » signifie que le potentat des Wa se veut descendre du soleil et du ciel. Puis, Suiko s'adresse au « fils du ciel » du pays du soleil couchant en « fils du ciel » du pays du soleil levant, et l'empereur juge discourtois et impropre le terme. Suiko dit enfin que le *ten.nō* 天皇, souverain céleste de l'Est, s'adresse à l'empereur 皇帝 *huángdì* de l'Ouest avec respect. Ce dernier titre la place à égalité avec lui. À ceci près que tandis que l'empereur tient son mandat céleste du peuple, qui peut le renverser s'il ne remplit pas son contrat, le céleste souverain du Yamato, qui prétend descendre du ciel et aussi du soleil, est inamovible[3]. Des termes hiératiques – *tenshi :* fils du ciel ; *ten.nō, sumera no mikoto :* fils des cieux – commencent à

s'employer. Les *Mémoires historiques des Trois Royaumes*, chronique de la Corée (1145), et les sources chinoises relatent qu'en 607, le pays des Wa a tenu à se faire appeler *Nihon* : origine du soleil. Là se clôt l'ethnogenèse du Japon.

La bureaucratie d'État se forme aussi. En 603 s'établit, par les soins du prince régent Shōtoku (573-621), un système hiérarchique à douze rangs identifiables à la couleur du bonnet, qui revoit le système de classement des rangs de cour pour privilégier le mérite du fonctionnaire sur son hérédité. La même année, la cour adopte le calendrier chinois, que le Japon a encore à ce jour et utilise de concert avec le calendrier chrétien adopté à l'époque Meiji (1868-1912). Elle aménage l'histoire de la dynastie, qu'elle fait débuter en 600 AEC, à sa date de fondation, c'est-à-dire 1 260 années ou 21 cycles de 60 ans à compter de 601, soit un nouveau cycle historique, qu'amorce justement le règne de Suiko.

La Constitution des 17 articles

Même si Shōtoku n'est peut-être que la quintessence incarnée de personnages du même type, une fiction de personne, claire est son ouverture à la Chine, qui dit la confiance renouvelée dans l'institution du *ten.nō*. Shōtoku use de sa position de régent pour faire passer nombre de réformes radicales axées sur le modèle chinois et accroître l'autorité royale sans exclure la concertation. Il vise à éliminer le pouvoir des *uji* pour lui substituer une bureaucratie fidèle, responsable, active. En 594, il proclame aussi que la cour fera la promotion du bouddhisme et soutient la construction de temples dont *Hōryū.ji*, qui existe encore, le plus ancien du pays.

L’œuvre qu’on lui prête au premier chef est sa Constitution de 604, d’un style chinois correct, qui fixe les règles du bon régime et donne prééminence au *ten.nō*. C’est moins une loi au sens d’aujourd’hui qu’une série de préceptes moraux et d’injonctions, qui mêle légalisme, pensée lettrée, taoïsme et bouddhisme. Les exigences du droit du souverain (art. 3, 12) cherchent, sans équivoque, à créer une bureaucratie qui remplace la domination des grands clans (art. 7, 8, 11, 13 et 15). Le légalisme manifeste met l’accent sur les peines et récompenses ainsi que sur la méritocratie et le besoin de surveillance (art. VI, XI). Les aspects les plus lettrés insistent sur le besoin de loyauté et de bienveillance plus que sur la flatterie et la tromperie (art. VI). La sincère révérence des trois trésors bouddhiques est prônée (art. II). L’idée d’harmonie vient des *Analectes* de Confucius. Ce document prône enfin la plus large consultation comme meilleure méthode de prise de décision (art. XVII). Le taoïsme, le yin et le yang, la hiérarchie implicite parcourent le tout.

Sangyō.gisho, glose des trois sūtras attribuée à Shōtoku, précise la nature du bouddhisme en Yamato. Le premier, *La Fleur de lotus du fin dharma/Myōhō renge kyō*, est axé sur le message de salut. Le second, *Sûtra de l’enseignement de Vimalakîrti/Vimalakīrti sūtra*, érige en modèle la vie de Vimalakīrti, partisan laïc du Bouddha, qui vécut de façon ordinaire mais acquit une sagesse supérieure à celle de bien des moines[4]. La foi est bien présente dans la vie séculière. Forte est la leçon pour l’aristocratie : le bouddhisme, loin de rejeter le monde, voit dans cette vie l’occasion de montrer les bienfaits qui contribuent à un monde meilleur pour le souverain et pour les autres, maintenant et à l’avenir[5].

Certains des objectifs déclarés sont restés vœux pieux. Rien n’assure que les grands clans ont eu connaissance de ce texte qui réduisait leurs pouvoirs, mais, pour la maison régnante, fixait les

normes à suivre. Shōtoku ouvre la voie aux réformes de Taika. Même si la position de Suiko n'est pas toujours sûre, l'équilibre des pouvoirs se maintient entre elle et Shōtoku d'une part, et Soga no Umako d'autre part.

L'élimination des Soga

L'autorité de l'*ō.kimi* croît de concert avec celle de nobles familles comme les Soga, qui ont qualité suprême d'*ōomi*. Soga no Iname (? – 570), partisan de la nouvelle croyance, ne fait pas qu'importer la culture de la Péninsule, il offre aussi ses deux filles aux rois Kinmei (540-571) et Yōmei (585-587), comme plus tard les Fujiwara.

Le roi tend à laisser les Soga gérer jusqu'au moment où ceux-ci risquent de prendre le pouvoir. En 587, Soga no Umako élimine les *ōmuraji* Mononobe. En 592, Soga no Umako fait tuer l'*ō.kimi* Sushun, qu'il remplace par Suiko, nièce et veuve de l'*ō.kimi* Bidatsu (572-585). En 572, Soga no Umako (? – 626), son fils, devient *ōomi* et annihile les Mononobe. En 592, il tue Sushun (523-592) et installe alors le prince Shōtoku (574-622), marié à une femme de Soga, qui devient régent de Suiko. À la mort de celle-ci (628), lors de la querelle de succession qui s'engage, Soga no Emishi (? – 645), fils de Soga no Umako, prend parti pour le prince Tamura qu'il impose comme le roi Jomei (629-641), et gagne encore en puissance. Soga no Iruka (? – 645), fils de Soga no Emishi, s'en prend au fils de Shōtoku, Yamashiro no Ōe, qu'il pousse au suicide, puis menace d'usurper la fonction royale.

Au vu de ces actes, la question se pose de savoir si les Soga n'ont pas été, de la première moitié du VIe à la première moitié du VIIe siècle – à quelques années près –, la faction politique et économique

dominante à la cour du Yamato, et s'ils n'ont pas supplanté le prince Shōtoku – régent de 593 à 622 –, puis Suiko (593-628), qui tous deux passent, dans *Nihon.shoki*, pour les artisans officiels de la réforme de Taika, intervenue en 645 après l'élimination des Soga.

La politique de Shōtoku et de Soga no Umako prépare bien un nouvel État, mais le coût de construction des temples et des campagnes sur le continent grève la population. Le système de pouvoir que, pour accroître leur propriété foncière, le souverain et les nobles maintiennent depuis le v[e] siècle avec l'aménagement des rizières, impose de lourdes charges à la population. De plus, en 626, les précipitations causent mauvaises récoltes et disette. L'économie faiblit. Takamuka no Kuromaro (? – 654) et Minabuchi no Shōan (? – ?), qui ont vu les Tang unifier la Chine avec un système administratif cohérent, envisagent alors un nouvel État, axé sur le modèle du grand empire des Tang adossé à la loi ; le premier participe à son élaboration.

À partir de 630, après la mort de Shōtoku, Soga no Umako et Suiko, les relations se détériorent entre la maisnée régnante et la famille Soga. Le besoin se fait bientôt pressant de défendre la maisnée contre les Soga et, pour ce, d'élever le roi au statut de monarque absolu, c'est-à-dire de le placer bien au-dessus des chefs de l'aristocratie. Les Soga, eux, continuent d'accroître leur domaine, et leur montée en puissance menace la pérennité de l'État. Les autres familles s'allient contre les Soga à Nakatomi no Kamatari, futur Fujiwara no Kamatari (614-669), et au prince Naka no Ōe (614-71), fils de Jomei et de la reine Kōgyoku, qui deviendra *ten.nō*. En 645, Naka no Ōe et les siens tuent Soga no Iruka au palais, puis attaquent Soga no Emishi, qui se tue. Naka no Ōe destitue Kōgyoku et la remplace par son frère Kōtoku. Naka no Ōe et Nakatomi no Kamatari (614-669), qui recevra pour services rendus le nom de Fujiwara –

futur clan montant –, s'emparent du gouvernement. Ils seront les chevilles ouvrières de la réforme à venir. Selon la pratique chinoise, l'année même du putsch, un nom d'ère est choisi, celui de Taika, qui marque le commencement du nouveau régime, mais rehausse aussi l'autorité du souverain.

En 646, au palais Nagaratoyosaki, le nouveau souverain, Kōtoku, aurait promulgué les réformes dites de Taika, relate *Nihon.shoki*, qui insinue la préparation de longue date de l'État des Codes.

La réforme agraire de Taika (646)

Quatre dispositions déterminent la réforme : subordination de tout bien foncier à l'État ; nouveau système administratif avec région-capitale (Kinai) pour centre, provinces, districts et réseau de communications ; recensement, cadastre national et registre fiscal ; nouveau système fiscal centralisé. Toutes les décades à partir du milieu du VIIe siècle sont décisives pour la réalisation des réformes, qui n'aboutissent pas avant le siècle suivant. La réforme vise aussi à contenir le pouvoir des grandes familles proches de la cour et à monter un système économique capable de soutenir les nouvelles institutions.

Le centre administratif est le gouvernement, sis à la future capitale, délimitée par des rivières et montagnes selon la géomancie chinoise. Le territoire est organisé en provinces/*koku* ou *kuni*, avec à leur tête des gouverneurs/*kokushi* envoyés de la capitale pour une durée limitée. Les provinces sont subdivisées en districts/*gun*, gérés par des chefs de district, choisis par le régime central parmi les membres les plus aptes et fiables de la noblesse locale. L'unité administrative au plus bas niveau est représentée par des villages

ruraux et des quartiers urbains, avec pour chacun un chef choisi parmi les habitants des localités.

La réforme abolit les titres garantissant les privilèges locaux ou biens privés des rizières et les groupes professionnels au service des *uji* et attribue le contrôle des ressources agricoles, terres et habitants, au seul souverain. Recensement de la population et cadastre doivent permettre de répartir les terres. Les familles sont enregistrées, qui forment l'unité de base pour l'attribution des terres et le paiement de l'impôt et sont ensuite organisées en villages fiscaux. Le système, inspiré de la Chine, alloue aux paysans des champs d'État, dits *champs égalitaires*/ch. *juntian*, « une distribution égalitaire de terres arables aux familles paysannes, à la mesure de leur capacité de travail », avec retour desdites terres à l'État quand disparaît la famille[6].

Les terres agricoles sont divisées sur la base du système en damier *jōri*, fondé sur la division d'un grand carré de terre en 36 autres carrés égaux, eux-mêmes divisés en 10 bandes, dont chacune, appelée *tan*, mesure un peu moins de 1 000 m^2 et forme la base de l'attribution des terres. Cette cession tient compte de l'âge, du sexe, du statut du destinataire. L'homme âgé de plus de 6 ans reçoit 2 *tan* (1 *tan* = 825 m^2), la femme les 2/3 tiers du quota attribué à l'homme, et le sujet non libre, juste 1/3. Ce dispositif est dit *kubunden* / 口分田 (*ku* = bouche, *bun* = division, *den* = rizière), mot qui dénote la répartition du champ par bouche à nourrir[7].

Le récipiendaire est tenu de cultiver les champs et de payer les taxes *ad hoc*, au début largement en soie brute ou travaillée, puis, au cours du VIIIe siècle, en céréales et surtout en riz et en textiles et produits artisanaux. L'homme doit fournir des services de corvée civils et militaires, qui peuvent remplacer une taxe supplémentaire en

produits locaux. L'attribution de la terre n'est pas à vie, mais sujette à redistribution périodique, ainsi que le montant des taxes.

Tous les terrains n'entrent pas dans le *kubunden*. Certains, bien que soumis à taxation, sont attribués sur d'autres critères (rang, mérite, fonction officielle), au profit de la noblesse, des fonctionnaires ou des institutions religieuses. Une partie des terres reste sous administration directe de l'État, qui l'utilise pour obtenir un revenu direct ou le céder sur la base d'exigences précises.

La défaite du Yamato contre Silla et les Tang

Durant les années de mise en place de la réforme Taika, l'État poursuit ses opérations militaires. À l'intérieur, contre les barbares : de 658 à 660, le général Abe no Hirafu s'y heurte aux Sushen (jp. Mishihase), qui attaquent la côte nord depuis l'Amour, et aux Emishi – peut-être les futurs Aïnous – en Tōhoku ; deux Emishi sont offerts en 659 à l'empereur des Tang pour exhiber l'expansion du Yamato. À l'extérieur, sur la Péninsule, où Silla, fort du soutien des Tang, continue d'attaquer l'allié du Yamato, Baekje, qu'il envahit en 660. Le roi fuit au Yamato, où il reçoit résidence. Pour aider le prince héritier Puyŏ P'ung à reprendre son royaume, la *ten.nō* Saimei lève une armée qu'elle mène jusqu'à Tsukushi en Kyūshū, où elle s'alite et meurt. Le régent Naka no Ōe (r. 661-671), déjà quasi-roi, laisse les troupes passer sur la Péninsule.

Dans la nuit du 28 au 29 du 8e mois de 663, la flotte navale du Yamato, forte de quelque 400 navires, entre sur le fleuve Paek, mais la marée reflue et les marins peinent à manœuvrer en eaux peu

profondes et ne peuvent rebrousser chemin. Les nefs de combat des Tang approchent, les encerclent, les contraignent à se regrouper, puis recourent au feu, arme de destruction massive de l'époque, pour anéantir les navires en bois. La première vague d'assaut lâche en aval par vent arrière des bateaux incendiaires qui vont droit sur l'ennemi. La deuxième vague d'attaque procède en trois temps. Les soldats attachent d'abord des charges d'huile de naphte à la pointe des flèches, puis envoient celles-ci sur la cible pour l'enflammer, et décochent enfin de nouvelles flèches naphtées pour entretenir l'incendie et parachever le travail. Les archers lancent aussi des torches. L'armada du Yamato n'est plus qu'un brasier. La fumée obscurcit le ciel, le sang rougit l'eau, les soldats du Yamato sautent dans l'eau pour se noyer ou se faire tuer[8]. On pense au récit de Thucydide sur la déconfiture des Athéniens en Sicile.

La bataille navale de Baekgang est la plus grande défaite de l'histoire du Japon antique. Elle atteste la supériorité technologique et stratégique de la Chine sur le Yamato. Une cinquantaine d'années après, une ambassade japonaise tire les derniers marins captifs de leur geôle chinoise[9]. En 665, Imjonsŏng, redoute ultime des forces de restauration de Baekje, tombe. En 668, Silla conquiert Koguryŏ, unifie la Péninsule entière, renoue avec le Yamato et, en 676, expulse l'armée et les Tang pour s'émanciper de leur tutelle.

C'en est fait de Paekche et de l'emprise du Yamato sur la Péninsule. Craignant l'invasion des Tang, le Yamato se hâte de renforcer ses défenses côtières. Dès 664, à la pointe sud de la plaine de Fukuoka, il édifie un mur de 14 m de haut sur 1 km de long, précédé d'un fossé qui résistera encore aux incursions mongoles du XIIIe siècle. À Kurume, sur les îles Tsushima et Iki et dans les régions côtières de la mer Intérieure, se montent à la hâte des fortifications

dotées de postes de signalisation lumineuse. Le Yamato renonce à opérer sur la Péninsule.

Les troubles de Jinshin

Entre 661 et 668, Naka no Ōe s'occupe des défenses côtières. En 667, il se déplace à Ōtsu en Ōmi – sans doute plus facile à défendre que Naniwa ou Asuka –, où il bâtit la nouvelle capitale et devient *ten.nō* en 668 sous le nom de Tenji. La pratique religieuse bouddhique continue, avec notamment la compilation des inscriptions sur Asuka et Hakuhō. La cour accueille les réfugiés de Baekje. À Tenji succède en 671 son fils, le prince Ōtomo, qui prend le nom de Kōbun.

En 672 surviennent les troubles de Jinshin, nouvelle querelle de succession. Peu avant la mort de Tenji et quelques mois après sa mort, une délégation Tang – 2 000 hommes embarqués sur 47 navires – séjourne à Dazaifu. Cette présence chinoise, peut-être vécue comme une menace, sert d'alibi au frère de Tenji, le prince Ōama, pour lancer une guerre et prendre le pouvoir[10]. Certaines provinces (Yamato, Iga, Ise, Mino, Owari, Ōmi) le soutiennent, et aussi les immigrés de Silla qui veulent miner l'influence de ceux de Baekjje. Il défait l'armée de la cour d'Ōmi. Kōbun se tue. En 673, comme sa mère Saimei, Ōama déplace la capitale à Asuka, au palais de Kiyomihara, où il devient roi (672-686). Même si *Nihon.shoki* donne toute légitimité à Tenmu, d'autres récits font de l'incident la fin d'une ère de paix et le début d'une période de chaos[11].

Le bricolage généalogique du Japon (672-720)

La fin de l'emprise nominale ou réelle du Yamato sur la Péninsule et la guerre de Jinshin disent la fragilité de l'État et l'urgence de renforcer l'institution royale. De 673 à 686, sur la lancée de son frère, Tenmu œuvre en quatre sens. Il s'aligne sur le modèle dynastique des Tang, mais garde ses distances avec la Chine. Il consolide son pouvoir sacro-politique, fondé sur son image symbolique de *ten.nō*. Il entame la codification ferme des lois, et ce dans le droit-fil des réformes antérieures. Il conçoit une nouvelle capitale, qui est comme la métaphore ou plutôt la scène de représentation du nouveau pouvoir. Tenmu, premier *ten.nō* doté de ce titre officiel, obéit à une logique qui accorde à peu près idées chinoises – confucianisme, mais aussi bouddhisme, et même taoïsme – et traditions du Yamato – clans, mais aussi cultes agraires –, qu'il hypostasie sous sa fonction suprême.

Plus largement, durant ses quasi cent cinquante ans de règne, et même s'il échoue à réguler la succession impériale, Tenmu fixe certains traits marquants de la royauté : légitimation de la lignée du *ten.nō*, par directe ascendance de la déesse du soleil Amaterasu ; création d'une bureaucratie d'État, axée sur les codes de loi adaptés de Silla et de la Chine ; érection d'une capitale et siège du régime avec extension de l'autorité politique au-delà de la région du Kinai ou Yamato, mutation du royaume des Wa en empire/*tenka*, gouverné pour la première fois par un souverain aussi céleste que celui de la Chine[12]. Le débat est ouvert sur l'adéquation des termes « État » et « empire »[13].

*Le Yamato devient Japon/*Nihon*,* *et son* ō.kimi*,* ten.nō

Le modèle chinois continue d'infléchir le pouvoir à partir du règne de Tenmu, et pour le titre du nouveau souverain et pour le nom du pays. Si la Chine n'affronte pas plus longtemps le Yamato, c'est peut-être que Silla, son allié d'hier, la refoule en 675, puis unifie la Péninsule. Faute d'occuper celle-ci, la Chine ne peut plus intervenir au Yamato. Elle n'en a pas besoin non plus car Tenmu se coule dans sa sphère d'hégémonie. En 666, au mont Taishan en Shandong, un envoyé du Yamato suit les rites du *feng*, qui consacrent la divine autorité des dynasties impériales de la Chine, de Gaozong ici, par la présentation au Ciel des mérites qu'a acquis sa maisnée en donnant la paix au monde et la sécurité à son peuple. Tenmu a pu s'inspirer, pour fourbir son titre de *ten.nō*, de l'exemple de Gaozong qui, en 674, change son titre de *huangdi* = auguste empereur en *tianhuang* = céleste empereur, et passe du statut de fils du ciel à celui de souverain céleste. Le titre officiel de *ten.nō* s'impose à cette époque[14].

De plus, à son arrivée en Chine en 670, l'ambassade du Yamato envoyée en 669, la cinquième, souligne que le nom de son pays n'est pas *Wo* mais *Riben*/ch. *Rìběn*[15]. En 702, avant la mort de Jitō, une autre ambassade annonce aux Zhou, successeurs des Tang, qu'une nouvelle entité politique a pris forme, qui prend nom de *Nihon* au lieu de *Yamato*. *Kojiki* nomme *Yamato* 29 fois de façon neutre, mais pas *Nihon*, tandis que *Nihon.shoki* nomme *Nihon* 29 fois, avec une connotation qui fait de Paekche et Silla ses vassaux[16].

Nombre d'appellations servent à désigner le souverain du Yamato avant que ne s'impose celle de *ten.nō*. Le plus ancien, *ō.kimi*, attesté dès la seconde moitié du Vᵉ siècle, est encore usité trois siècles après. Plus populaire, *ten.nō* apparaît à concurrence avec d'autres comme

arahitogami, dieu vivant ou *hi no miko*, fils du soleil. Des équivalents renvoient par métonymie à des aires précises : *mikado* (porte du palais), *shingi* (palais impérial), etc. Dans les années 1880, un père fondateur de la Constitution, Inoue Kowashi, propose d'appeler *kōtei* le souverain séculier en lien avec l'étranger, *ten.nō* pour le souverain mondain des relations domestiques et *tenshi* pour le chef spirituel[17].

Tel son homologue chinois Gaozu et son épouse consort Lü, le *ten.nō* règne en despote avec la sienne, Uno – future Jitō.*ten.nō* – et concentre le pouvoir sur sa maisnée. Il laisse souvent inoccupé le poste de grand ministre, à lui directement subordonné, ou le confie à ses seuls descendants directs. Peut-être tire-t-il la leçon de l'expérience de la guerre de 672. Il supprime la loi de succession usitée depuis le début du ve siècle et selon laquelle le trône se transmet de frère à frère, au profit du système chinois de succession verticale de père en fils, lequel ne trouve pas à s'appliquer juste après sa mort, mais répond à l'idéologie royale de la période : le *ten.nō* descend tout droit du ciel.

La mise en terre de Tenmu corrobore la déification du souverain. Mainte cérémonie a lieu : premier enterrement en un lieu spécial ; rites bouddhiques ; ensevelissement final au *kofun* de Hikonuma, sur un lieu symbolique au sud de l'axe central nord-sud qui traverse la capitale. Jitō est enterrée là-bas, non dans un sarcophage comme son époux, mais dans une urne après crémation.

La succession de Tenmu déclenche une querelle. Pour protéger sa lignée comme Suiko et Kōgyoku/Saimei, la princesse Uno devient *ten.nō* sous le nom de Jitō. À partir de 697, son fils Karu lui succède, qui sera Monmu.*ten.nō*. Entre-temps, un nouveau système de royauté se forme, avec restructuration du gouvernement, de la province et des terres.

L'organigramme administratif : organes, rangs, échelons

À partir de la réforme Taika, proclamée le premier jour de l'an 646, se tisse une organisation qui ne repose plus sur les liens familiaux fictifs des clans, mais sur un appareil administratif homogène, idéalement élargi à toutes les régions. Les efforts se répètent pour subsumer le code chinois des Tang, *ritsu.ryō*, daté de 651, et l'adapter au contexte insulaire.

Trois codes se suivent, dits Kiyomihara, Taihō et Yōrō, en 589, 702 et 718, qui ont pour nom le siège de la cour où ils ont été conçus. La question reste quasi entière de dater l'entrée en vigueur de ces lois. Tenmu amorce ce processus avec le code de Kiyomihara, mais c'est à partir du VIIIe siècle que les deux autres codes, après tâtonnements, commencent à être appliqués. En émerge le *ten.nō*, rejeton direct des dieux créateurs, divinité présente et visible, autorité suprême au-dessus des lois et dotée de la maîtrise absolue sur la terre et les hommes.

Dans les années 680, Tenmu conçoit le système administratif qui lui permet de consolider son pouvoir sur les clans et sur le pays. En 682, comme les lignages des différents *uji* finissent par former un ensemble de plus en plus difficile à embrasser, Tenmu commandite une généalogie des *ō.kimi/Teiki*, *Chronique des empereurs*, auquel s'adjoint *Kyūji/Choses anciennes*, recueil de mythes et traditions orales.

Ces sources, aujourd'hui perdues, ont pu servir à rédiger les chroniques *Kojiki* (710) et *Nihongi* (720), œuvres de commande qui légitiment la durée ininterrompue de la lignée des *ten.nō*. Alors que le mandat du ciel se perd d'une dynastie à l'autre en Chine, le pouvoir

revient à cette seule famille d'ascendance divine au Japon. Le lignage, revu par le confucianisme, est le critère décisif.

En 684, Tenmu institue un organigramme, qui accorde le rang et le statut des clans traditionnels, de l'ex-noblesse héréditaire en particulier, avec la hiérarchie revue de l'État, modelée sur le code des Tang, et lui permet de consolider son statut en privilégiant ses alliés et en abaissant ses ennemis, mais c'est à des personnes et non aux clans qu'il confère désormais ce rang et ce statut[18], ainsi que l'administration de leurs terres, soit pour eux la garantie d'une rémunération fiscale. Une aristocratie civile se forme, tout au service du *ten.nō*.

En province aussi, faute d'une armée assez bien formée pour appuyer son action, Tenmu compose avec les chefs de clan, qui gardent leur autonomie, et les intègre plus par persuasion que par contrainte. Là encore, il confère rangs et titres. Au centre et en périphérie, il exploite le medium écrit et commandite même un glossaire local, *Niina/Nouveaux caractères*. Il dépêche les gouverneurs qui, plus émissaires culturels que chefs politiques, font passer la bonne parole. Dépourvus de ressources militaires pour se faire obéir, ils comptent sur leur force de persuasion et leur autorité symbolique.

L'administration centrale a deux organes : le ministère des Affaires des dieux ; le ministère des Affaires suprêmes ou séculières. Les Affaires des dieux sont responsables des cérémonies pour les ancêtres du *ten.nō* et des sanctuaires shintō, mais n'occupent guère de personnel ; leur pendant n'existe pas chez les Tang. Les Affaires suprêmes, sorte de Conseil d'État, regroupent huit ministères, chargés de l'exécutif et dirigés par le grand ministre – traduit aussi par chancelier –, ainsi que par les ministres de gauche et de droite, qui tiennent respectivement les ailes gauche (ministère Central, ministère des Cérémonies et des Fonctionnaires, ministère des Affaires de la

noblesse et des Affaires du peuple) et droite (ministère de la Guerre, de la Justice et des Finances, des Affaires de la cour impériale) du palais. Certains organes sont *stricto sensu* extérieurs, tels les quartiers des gardes du corps et du palais, et font le raccord avec le passé de la maison régnante.

Aux fonctions de cet organigramme, mis en place au début du VIIIe siècle, correspondent en principe les rangs de leurs fonctionnaires préposés. Chaque organe ou service en occupe quatre : un responsable ; un adjoint ; un fonctionnaire de troisième classe, qui vérifie et classe ; un chargé de documents. Chacun d'eux est classé sur une échelle de neuf rangs dont celui de début de carrière, et un échelon, dont le nombre peut aller jusqu'à quatre – soit une trentaine, mais l'ensemble varie selon le rang mais ne dépasse pas la trentaine. Les cinq premiers rangs sont ceux des fonctions les plus élevées : de grand ministre au premier, de ministre de gauche ou de droite au second.

Les bureaux du gouvernement central et provincial sont exclusivement tenus par les membres de la noblesse centrale, qui avait déjà le pouvoir avant la réforme de Taika. D'eux-mêmes, les chefs de clans tiennent l'administration des districts. Les hauts fonctionnaires, qui sont aussi les princes liés à la maisnée régnante et d'autant plus légitimes, sont placés aux quatre premiers rangs. Ils reçoivent jusqu'au cinquième rang des rizières selon le rang et le grade, un salaire en nature avec du riz ou/et des marchandises (tissus de soie, outils en fer). Leur assiette est quasi héréditaire, de même que le droit de propriété de la terre et des champs de rapport. À la différence de la Chine, la méritocratie des concours ne l'emporte pas sur le lignage. La classe régnante reste aux commandes de l'État, mais le régit plus rationnellement en apparence. Sur une population de près de 7 millions d'âmes, l'administration, tous services afférents,

compte 10 000 personnes à la capitale, 3 000 en province et seulement 750 ayant rang de cour[19].

L'ordre territorial : provinces, districts, villages fiscaux, forces armées

Le pays, aussi structuré que la cour, est divisé en 68 provinces/*kuni*, elles-mêmes réparties en districts/*gun* – 592 en tout – et regroupées en 7 circuits/*dō*, accessibles par un réseau de cinq grandes routes au gouvernement central. La cour envoie dans chaque province et pour quatre ans un gouverneur, assisté de trois autres fonctionnaires, qui ont un pouvoir juridique policier et militaire. L'ancien Yamato, le Kinai, composé de 5 provinces (Yamato, Yamashiro, Kawachi, Izumi, Settsu), est à proximité de la capitale. Chaque district a son chef/*gunshi*, recruté sur place parmi les notables, qui rentre les impôts, assure la police, recense les foyers et prolonge la tâche du gouvernement. Chaque village est de 50 foyers fiscaux, unités administratives artificielles. Le gouvernement du Dazaifu en Kyūshū relève d'une administration particulière.

Les forces armées, noyau de la puissance de l'État, sont la garde du *ten.nō*, les gardes du corps à la capitale, les unités stationnées dans les provinces et les gardes-frontière du Dazaifu en Kyūshū. La conscription est obligatoire pour tous les hommes de 21 à 60 ans. La garde du corps, recrutée parmi les fonctionnaires de district, fait contrepoids avec la garde du palais, dont font partie les seuls gens du commun. Les unités militaires de la capitale répondent directement au gouvernement, les troupes stationnées en province au gouverneur,

et les officiers de ces unités appartiennent à la couche des fonctionnaires de district.

Les militaires ont pour tâche essentielle de réprimer toute résistance au système en vigueur. Même les gardes-frontière, institués pour repousser l'ennemi extérieur, évoluent avec les tâches confiées au Dazaifu, qui contrôle d'abord le trafic avec le continent, puis devient l'organe du gouvernement pour tout Kyūshū et l'organe répressif de la région. On ne choisit pas des soldats issus de Kyūshū ou du Centre mais des régions écartées de l'Est, car ils ne comprennent pas la langue de Kyūshū et sont fidèles à la famille régnante depuis des lustres.

L'institution d'un bouddhisme d'État ?

Grâce au parachèvement de l'idéologie sacrée qui s'effectue depuis le ve siècle, un roi de divine ascendance émerge, qui use aussi de la religion pour rehausser son autorité. Tenmu combine cérémonies de cour – fêtes de couronnement, réceptions diplomatiques, etc. – et rites sacrés pour unifier l'idéologie régnante.

Les rituels se pratiquent dans les sanctuaires (Hirose, Tatsuta et Ise, etc.) et les temples, souvent sis près de la capitale, tel *Yakushi.ji*, le premier à avoir un nom bouddhique. Le suffixe *-ji* signifie temple. Et le culte des *kami* et le culte bouddhique officiel importent à la construction de l'image du *ten.nō*.

Des édits sur l'administration des temples sont passés en 679 et 680. Le régime en gère deux ou trois grands officiellement – sans doute *Kudara.ōdera*, *Kawara.dera* et *Asuka.dera* – et soutient durant trente ans tous les autres. Il intègre aussi le bureau des prélats/*sōgō*, à la bureaucratie.

Gien (? – 728) et Dōji (670-744), deux moines bien intégrés à l'Église officielle, contrastent avec Gyōgi (668-749), qui lui est extérieur. Celle-ci se soucie d'abord du bien-être du *ten.nō* et de l'État, mais Gyōgi lui fait concurrence, car il prêche dans le peuple. L'édit de 685 enjoint d'adorer les images en tous lieux ou foyers de l'élite. À l'érection des premiers temples contribuent les migrants de la Péninsule autant que la cour.

Le projet de nouvelle capitale, Fujiwara.kyō

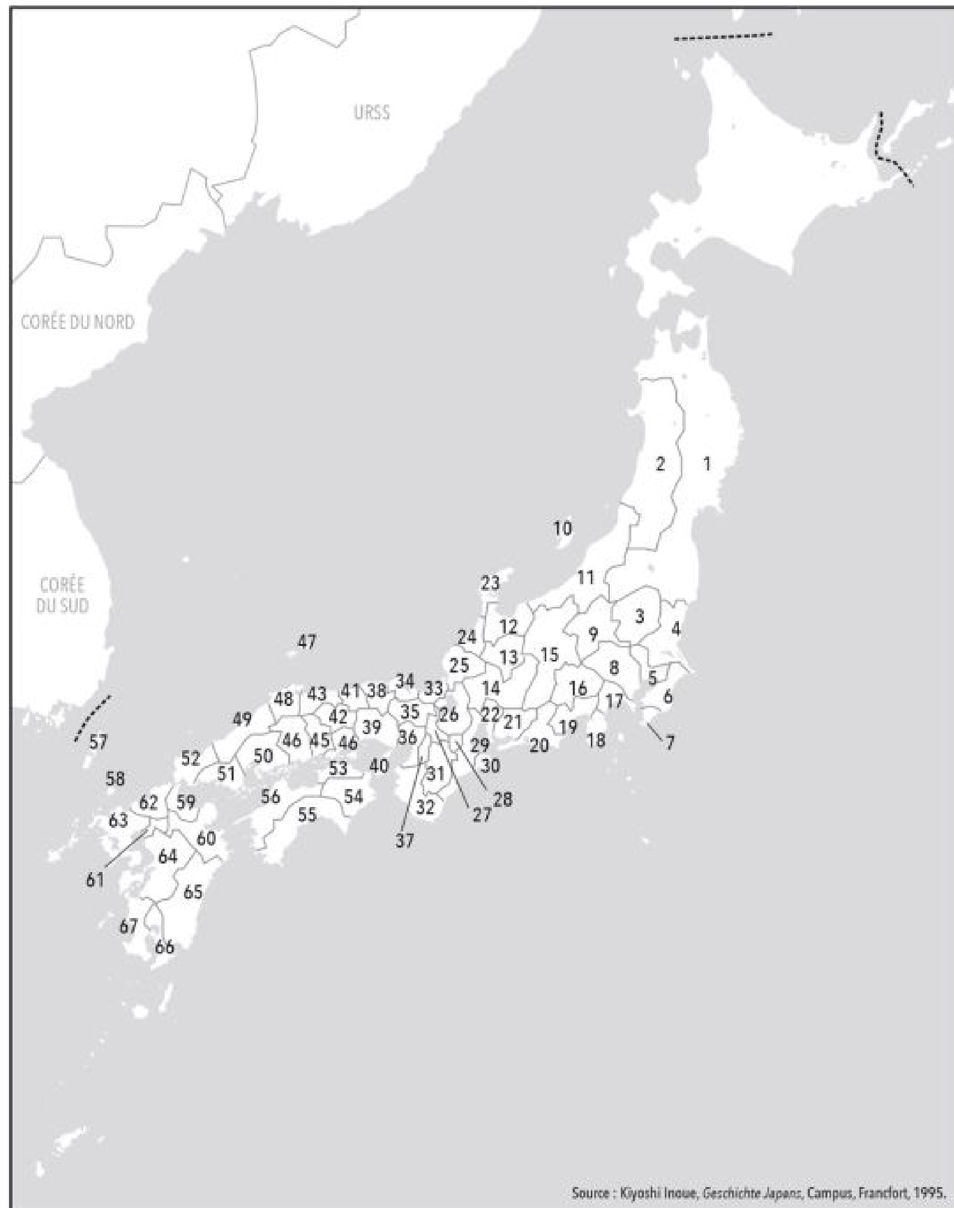
Tenmu conçoit le rêve grandiose d'une capitale, Fujiwara.kyō, d'une surface supérieure à celle de la suivante, Heijō.kyō ou Nara. À l'instar de son modèle chinois, le système politique, encore plus centré que centralisé, tente de se fixer. Le projet, qui existe dès avant la réforme de Taika, se concrétise en 694, avec Fujiwara.kyō – *kyō* : capitale du *ten.nō* –, au nord d'Asuka. Tenmu prend pour modèle la métropole chinoise de Chang'an (auj. Xi'an)[20].

Le coûteux chantier débute à la fin des années 670, Jitō.*ten.nō* s'y installe en 694. La capitale, qui se déplaçait à chaque nouvelle succession, se sédentarise pour la première fois. Le régime déménage seize ans après à Heijō.kyō.

TROISIÈME PARTIE

PÉRIODE ANCIENNE : DU RÈGNE DE LA COUR AU DÉCLIN DE L'ÉTAT DES CODES

Les provinces dans l’Antiquité (Période Nara)



Source : Kiyoshi Inoue, *Geschichte Japans*, Campus, Francfort, 1995.

1. Michinoku (Mutsu)	19. Suruga	37. Kawachi	55. Tosa
2. Dewa	20. Tōtōmi	38. Tajima	56. Iyo
3. Shimotsuke	21. Mikawa	39. Harima	57. Tsushima
4. Hitachi	22. Owari	40. Awaji	58. Iki
5. Shimosa	23. Noto	41. Inaba	59. Buzen
6. Kazuka	24. Kaga	42. Mimasaka	60. Bungo
7. Awa	25. Echizen	43. Hoki	61. Chikuzen
8. Masuchi	26. Omi	44. Bizen	62. Chikugo
9. Kōzuke	27. Yamashiro	45. Bitchū	63. Hizen
10. Sado	28. Iga	46. Bingo	64. Higo
11. Echigo	29. Ise	47. Oki	65. Hyuga
12. Etchū	30. Shima	48. Izumo	66. Ōsumi
13. Hida	31. Yamato	49. Iwami	67. Satsuma
14. Mino	32. Kii	50. Aki	
15. Shinano	33. Wakasa	51. Suō	
16. Kai	34. Tango	52. Nagato	
17. Sagami	35. Tamba	53. Sanuki	
18. Izu	36. Settsu	54. Awa	

CHAPITRE X

Période Nara (710-794)

À partir de Suiko et dans le mouvement régional d'émancipation qui gagne les entités politiques tributaires de l'empire de Chine à la faveur des troubles internes à celui-ci, la royauté du Yamato enclenche une série de réformes avec l'élaboration de codes de lois et de peines dont l'entrée en vigueur, à l'orée du VIIIe siècle, à peu près en même temps que naît la capitale Nara, inaugure la phase de l'État des Codes – entre les époques de Nara (710-794) et Heian (794-1185). Dans l'esprit de l'État-*ritsu.ryō* axé sur le *ten.nō*, l'érection de Nara spectacularise le pouvoir par ses édifices : son palais, miroir de l'organigramme politique ; ses temples bouddhiques dans tout le pays ; ses œuvres-stèles (statuaire, poésie, annales).

La cour essuie des drames, le pays, des séismes ou épidémies, mais la ville brille de tous ses feux. À Nara fleurit un Japon fasciné par la Chine, dont il adapte plus qu'il n'adopte la civilisation. La culture des Tang, en rapport avec l'Inde, les califats et, *via* la route de la soie, l'Europe, a une résonance eurasiatique. Arrivent au Japon des moines chinois comme Ganjin, mais aussi perses et indiens. C'est la vogue de la Chine, dernier cri de la « modernité ».

On bâtit, écrit chinois, s'habille, mange chinois, prie chinois. La noblesse de Nara se soûle de Chine, dont elle prend tout sauf les eunuques et les pieds bandés des Chinoises[1]. D'aucuns estiment que les beautés de Nara sont d'un art étranger qui suit la mode chinoise, que le contenu bouddhique ne passe pas vraiment et que les Codes ne suivent pas tout à fait le modèle chinois. En fait, si la noblesse d'État assimile bien la culture chinoise, elle ne la subsume certes pas avant le début bien entamé de l'époque de Heian. Le Japon, même s'il s'abreuve de civilisation chinoise, invente des formules de son cru. En ce sens, il est déjà « autrement » chinois ou moderne.

L'application des Codes n'est ni conforme au patron d'origine ni exempte de ratés, les dépenses officielles font rogner sur l'organisation agraire initiale et privatiser les terres publiques au risque d'affaiblir le régime, la population subit en corvées le contrecoup du train de vie de la maisnée régnante et réagit par la résistance ou la fuite, mais le système, bien servi par ses bureaucrates, galvanisé par l'aura du régime, marche au mieux et, malgré ses adultérations, ne sera d'ailleurs pas remis en question avant le milieu du XIX[e] siècle.

Heijō/Nara, capitale permanente ou presque

En 710, Genmei.*ten.nō* (661-721), sa cour, son administration se transplantent à Heijō.kyō, dite aussi Nara, bâtie à haut coût, où sept souverains se succèdent, en 74 ans, jusqu'au règne de Kanmu (737-806).

Heijō.kyō – littéralement, château de paix – est cernée de quatre collines. Pas de murailles d'enceinte, mais la ville n'est guère séparée de la nature au Japon[2], que sa géographie isole et que rien ne menace. Seul le port de Sakai fait exception, encore qu'il ait des douves. Bâtie en damier de go de 4,5 km nord-sud sur 4 est-ouest – le tiers de Chang'an –, Nara est traversée en son milieu, du sud au nord, par « l'avenue » Suzaku, qui la divise en parties droite et gauche.

Au nord, le palais, d'où le *ten.nō* regarde son peuple, ainsi que le palais intérieur et les logis de fonction que nécessitent les Codes, sur une surface d'environ 1 km^2. Au sud, les demeures de nobles, les temples ainsi que les fournisseurs de la cour et les deux marchés, où les denrées sont acheminées par canaux reliés au port de Naniwa, et où l'on use de la monnaie de cuivre émise par le régime. Incendies et épidémies auront raison de cette belle symétrie. Vers le milieu du VIIIe siècle, sur une population estimée à 6 millions, Nara compte dans les 200 000 habitants, dont 10 000 au service du régime.

Le nouveau régime gère un territoire qui s'étend à l'Ouest jusqu'à Kyūshū, aux îles Oki et Tsushima, et au nord-est jusqu'aux zones actuelles de Fukushima et Niigata, et, à l'époque de Nara, jusqu'à Sendai et Akita. Au VIIIe siècle, les îles au sud-ouest (Tanega, Yaku, Amamiō) viennent s'ajouter au domaine du *ten.nō*. Okinawa n'a pas encore de contact avec le nouvel État. Appelé auparavant Yamato, du nom du territoire où les grands rois résidaient, l'État prend le nom de *Nihon*, consigné officiellement pour la première fois en 720 dans *Nihongi*.

L'essor des relations extérieures

Outre l'Asie centrale et orientale, le Japon de Nara noue des contacts avec l'Indonésie, le Vietnam et la Malaisie – qui n'ont pas alors ce nom –, mais c'est avec la Chine qu'il entretient des relations privilégiées durant les années où le pouvoir s'exerce sur la base des Codes et où les contacts, missions et ambassades sont fréquents.

De 630 à 894, date où cesse l'envoi des missions officielles à la Chine, et sous le contrôle du bureau des affaires extérieures de Dazaifu à Tsukushi (dép. Fukuoka), se succèdent de douze à treize ambassades. Yakushi Enichi et Inugami no Mitasuki, qui conduisent celle de 630, passent pour avoir conseillé de cultiver les relations avec la Chine.

Entre 702 et 777, Nara envoie à la capitale des Tang 6 ambassades, soit 4 navires et près de 500 âmes. Ces délégations, qui partent souvent du port de Naniwa, comptent érudits, étudiants, moines, tous curieux de Chine tous azimuts. Parmi eux, des moines fondateurs de sectes (Kūkai, Saichō, Ennin, Enchin, Jimon). Les traversées sont périlleuses, parfois certains ne peuvent revenir chez eux et restent à jamais en Chine, tel le fameux Abe no Nakamaro.

Les ambassades ont un écho moins économique ou culturel, que diplomatique. Grâce à la compétence de ses ambassadeurs, le Japon gagne en considération et figure « au rang des six grands voisins de la Chine parmi soixante-dix pays tributaires[3] ». Chaque partenaire mène son jeu, par l'autre acceptable, et ces relations avec les Tang, ni tout à fait tributaires ni de pure égalité, permettent au Japon de parvenir à ses fins avec un simple hommage, du bout des lèvres, à l'empire du milieu[4].

Alors que le commerce extérieur entre surtout dans le cadre des relations diplomatiques et tributaires du VIIe au IXe siècle, c'est le commerce privé, mais régulé, qui l'emporte entre les Xe et XIIe siècles. Le Japon importe tissus, parfums, médicaments, céramiques et livres

chinois, et exporte poussière d'or, mercure, soufre et produits manufacturés haut de gamme. Entre le XIIe et le XIVe siècle, le marchand nippon se substitue à son homologue chinois.

Toute une gamme d'institutions et d'individus parraine les missions commerciales, du *bakufu* de Kamakura aux temples en passant par les dirigeants locaux en Kyūshū. La monnaie chinoise en cuivre devient un fort article d'importation. Enfin, à partir du XVe siècle, le commerce s'intensifie, le produit importé se vend sur le marché intérieur à des fins lucratives, une masse d'articles manufacturés *made in Japan* s'exportent avec succès en Chine et en Corée.

Avec la Péninsule d'où il s'est retiré en 663, le Japon continue les échanges. Les réfugiés de Baekje diffusent le savoir continental, de nouvelles techniques artisanales et agricoles, et contribuent à fonder les six sectes du bouddhisme dit de Nara[5]. Le Japon noue aussi des liens avec le royaume de Parhae (698-926), situé entre le sud-ouest de la Mandchourie et le nord de l'actuelle Corée du Nord, et dont il aurait contrôlé l'une des cinq grandes villes[6].

Les Codes de 702 à 718

C'est en 702 qu'est achevé la pièce maîtresse de la réforme : le Code des lois, connu à la fois sous le nom de code Taihō et *Ritsu.ryō*, censé établir le contrôle ferme de la maisnée régnante sur la population et les ressources du pays.

L'ordre ainsi forgé entend dépasser le primat des clans et du lignage, pour créer une masse de sujets ou « personnes publiques soumises au *ten.nō* et classées selon leur lien avec Lui ». Cette hiérarchie place sous le *ten.nō* et sa famille les sujets libres, qui

fonctionnaires, qui agriculteurs pour l'État/*kōmin*, et les sujets non libres/*senmin*.

Daté de 718 mais promulgué en 757, le code Yōrō, qu'on a pu reconstituer sur la base de son commentaire officiel *Ryō no gige* (835) et du *Ryō no shūge* (920), marque l'avènement de l'État antique[7]. Ses dispositions pénales/*ritsu* et règlements administratifs/*ryō* sont des expansions de l'édit de Taika, qui légiférait sur le patron chinois dans quasi tous les champs de la vie publique et privée. Le souverain n'y est pas nommé. De Tenmu (756) à Kanmu (r. 781-806), les *ten.nō* font vraiment appliquer les lois par leurs agents et pour le bien commun. On parle d'ère *ritsu.ryō*, d'État-*ritsu.ryō* ou d'État des Codes.

Le système *ritsu.ryō* copie celui des Tang. Il s'en distingue aussi. S'il suit son modèle chinois en droit pénal, il reste adapté aux besoins locaux. Le code Tang interdit le mariage endogame, mais sa version nippone n'exclut pas le choix d'un conjoint dans la famille. Elle adopte le recrutement administratif par concours, qui permet aux candidats de faible lignage d'accéder au pouvoir, mais laisse la noblesse héréditaire tenir les hauts postes. La réforme modifie la forme de l'État, mais permet au souverain et aux clans d'assurer leur puissance avec de nouveaux moyens. Rien à voir avec la Chine, où les Tang unifient l'empire entier sous une toute nouvelle dynastie.

De Tenmu (? – 686) à Shōmu (701-756), l'entrée en vigueur progressive des Codes substitue au réseau des clans l'État bureaucrate, nourri de la réflexion des classiques chinois sur le gouvernement bienveillant. La structure politique qui se forme dans le premier quart du VIIIe siècle est pourtant moins un système administratif qu'un appareil idéologique en vue d'unir les élites du centre et de la périphérie sous l'autorité sacrée du souverain.

Un pouvoir efficace, mais instable

Mais si la dynastie Tenmu atteint son apogée avec le règne de Shōmu et l'application efficace des Codes, elle connaît des crises de succession avant que Shōmu.*ten.nō* (724-746), ne reprenne la main. Sans reléguer le culte local des *kami*, il fait du bouddhisme une religion au service de l'État et la dote de tout un réseau de temples provinciaux. Leur temple-mère à Nara est le grandiose *Tōdai.ji* érigé en 607, avec la statue de bronze doré de Rushana, Bouddha cosmique, auquel Shōmu s'identifie volontiers. L'épidémie de variole (735-737) et la révolte de Fujiwara no Hirotsugu (? – 740) ébranlent Shōmu, qui déplace deux fois sa capitale, pour ne rebrousser qu'en 745 à Nara. Ces transferts dénotent l'instabilité du régime.

Fujiwara no Fuhito (658-720) pousse son clan en mariant ses filles à la famille du *ten.nō*. En 729, le clan élimine le prince et ministre Nagaya, qu'il fait accuser de magie noire. La fille de Fuhito et princesse consort Asukabe fait nommer princesse héritière sa fille, qui devient *ten.nō* deux fois, sous le nom de Kōken (749-758), puis Shōtoku (764-770). Les Fujiwara finissent, à l'ère de Heian, par substituer un dispositif de régence en lieu et place de l'autorité du *ten.nō* et à miner le système.

Sur la fin de Nara, Shōtoku tombe sous l'emprise du moine Dōkyō, qui risque de ravir le pouvoir. L'incident, qui illustre l'ingérence du bouddhisme dans les affaires d'État, explique peut-être que Kanmu.*ten.nō* (781-806) déplace la capitale à Heian.

La structure agraire du domaine public

De l’économie de l’État antique centralisé, la riziculture est la source majeure de richesse. La politique agraire repose sur la création et l’entretien des équipements d’irrigation et de drainage, la répartition et la réattribution de la terre, l’extension des surfaces cultivables, le prêt de semences, l’aide en temps de crise, voire les intercessions pour avoir beau temps. Le monarque ne possède rien puisqu’il a déjà toute cette propriété collective. Son épouse principale et les membres de la famille régnante, eux, possèdent des terres. Le *ten.nō* ne devient possédant que s’il se met à abdiquer, ce qui advient à la fin de l’époque de Heian.

L’État mesure le terrain. Les parcellaires en damier d’il y a plus de mille ans sont restés tels quels, en des zones anciennes de peuplement (*altsiedelland*) au sud-est de Kyūshū et au nord-est de Honshū, pas encore touchées par le mitage urbain. Les autorités identifient chaque parcelle grâce à ces plans de sol.

Le foyer fiscal/*ko* est un groupe de 20 à 30 personnes en moyenne, soit une ou deux familles nucléaires, quelques personnes agrégées et non apparenté au chef, parfois des serfs ou esclaves, tous dûment enregistrés ; 50 foyers fiscaux forment une communauté, et plusieurs communautés, un district.

Pour procurer au foyer la terre nécessaire et imposable, on procède à des redistributions régulières. La terre reste propriété collective de l’État. Le *ko* a droit de propriété sur la maison et le jardin. Le champ-par-tête reste possession de son récipiendaire tant qu’il est en vie. Le terrain où vit sa famille et les champs avoisinants sont quasiment reconnus comme propriété. Le paysan a l’usufruit de la forêt et de la terre en friche.

Alors que le chef de communauté et de district est nommé par l’administration centrale et recruté localement, le gouverneur de province, envoyé de la capitale pour un mandat de quatre ans et

responsable devant le pouvoir central, dirige les autorités de province, lesquelles lèvent l'impôt destiné aux dépenses publiques et surtout versé aux fonds de roulement de la capitale. La maisnée régnante, la noblesse de cour, les ordres religieux et les fonctionnaires en tirent leur revenu.

L'État a un rôle clé : il distribue au dominant, il fournit au dominé – producteur direct – les moyens d'une agriculture stable. Pas plus que les producteurs, les dirigeants (maison impériale, noblesse de cour, temples, sanctuaires, cadres de province) n'ont droit de propriété sur ces terres. Ils reçoivent selon leur rang et fonction, outre un revenu fixe en nature et en personnel, un nombre défini de foyers fiscaux soumis à prestations et de terres cultivables.

L'ayant droit doit obtenir le rendement agricole moyen attendu, qui forme son revenu. Il n'a pas moyen de tirer lui-même son revenu de ces champs. Cette tâche incombe aux autorités de province et aux services officiels de la capitale. Si tout se passe en bonne et due forme, chaque ayant droit a ses revenus assurés et n'a pas à faire valoir de titre de propriété sur telle surface ou territoire[8].

Une population en dessous du seuil de pauvreté

En 744, sous le règne Shōmu.*ten.nō*, alors que la ville de l'*Estado Novo* du Japon enfin sortie de terre s'étend du nord au sud, le fonctionnaire et poète Ama no Inukai no Sukune Okamaro se réjouit, lui l'humble sujet, d'avoir vécu assez longtemps pour arriver à ce moment où « ciel et terre sont en fleur », et il faut entendre par là tous les temples et palais qui ont poussé à la capitale.

Le peuple n'en dit pas autant. L'épanouissement de Nara a un coût, qui n'arrange pas la vie des paysans. Le sujet doit cultiver sa parcelle, ne peut la négliger ni quitter le village. Cultiver est son devoir et non pas son droit. Il est rivé à son lopin et grevé d'impôts en riz, de redevances en nature, de travaux obligés et fixés selon le nombre et l'âge des membres mâles de la famille. Toutes ces charges, recalculées en riz, s'élèvent à environ 20 % de la récolte, à peine moins qu'à partir du XVIIe siècle.

Le service militaire fait partie des services. Tous les trois ou quatre ans et durant 40 ans, les hommes aptes servent 60 jours par an. Ils fournissent eux-mêmes armes et nourriture, mais sont dispensés des autres travaux contraints. On les envoie aussi trois ans comme gardes-frontières en Kyūshū ou un an comme gardes du palais à la capitale. Ce service obligé implique que l'administration de province peut requérir les hommes pour les travaux les plus divers : 60 jours par an, 30 pour les plus âgés, 15 pour les plus jeunes. Pareille charge peut détruire une famille.

En outre, sur chaque groupe de 50 familles, deux hommes doivent aller travailler à la cour. Le riz fiscal doit être transporté au grenier du district et du Kinki à la capitale et dans les territoires voisins, de même que les autres redevances. L'esclave d'État paye lui-même transport, nourriture, chevaux et vaches de trait. Il n'est pas rare que ceux qui arrivent à destination n'aient plus rien à manger au retour, et que beaucoup meurent d'épuisement ou de maladie. Le peuple employé à bâtir les temples ou cultiver les champs d'État est dédommagé en nourriture ou en argent, mais ne saurait échapper à ce travail forcé.

Nombre de paysans, qui ne veulent plus se laisser exploiter par le système de répartition des terres, s'enfuient. De même, nombre de serfs et de soldats fuient la capitale. Comme les fonctionnaires de

district et de village ont encore l’autorité de chefs de clan et le pouvoir d’exploiter les terres et toujours besoin de main-d’œuvre, ils emploient les fuyards.

En 709, à peine huit ans après l’entrée en vigueur du Code, le régime interdit aux paysans du Kinki et d’Ōmi d’employer les fugitifs. Mais c’est tout juste si cette interdiction est respectée. Aussi est-il décrété, en 715, d’enregistrer à nouveau ceux qui ont fui la capitale pour la province et de leur imposer redevances et corvées.

Les familles sont classées selon leur revenu en dix classes, de la très riche à la très pauvre. En 730, plus de 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté en Echizen, et en 750, près de 80 % en Awa. Le fameux poème de Yamanoue no Okura (760-733), *Hinkyū mondō/Questions d’un pauvre à plus pauvre que lui,* décrit la misère du foyer, le feu éteint, les toiles d’araignée sur le pot de riz et, par-dessus le marché, le chef du village qui arrive fouet au poing…

Il n’est pas rare que la semence vienne à manquer avant le printemps. L’État prête alors du riz, qui lui est remboursé avec un surcoût de 50 % à l’automne. L’emprunt public, censé garantir au peuple sa force de travail, profite en fait surtout à l’État et en particulier au gouverneur de province, qui peut s’enrichir à titre privé.

Le nouveau système est une avancée. D’abord, le système des clans se disloque au profit d’une nouvelle relation de l’État et du peuple, juridiquement formalisée, de sorte que le peuple commence à se constituer en classe. Ensuite, la propriété privée se développe à partir de la propriété collective. Une fois qu’il a acquitté ses redevances à l’État dont la hauteur est fixée, le sujet installé sur une terre de bon rapport peut accumuler un excédent, élargir son terrain privé, voire s’enrichir. D’où le passage graduel d’une économie d’État

à une économie privée, celle de la propriété privée latifundiaire, du *shōen* ou domaine privé[9].

Les stèles littéraires

Le système économique l'État des Codes sous-tend la floraison de la culture antique et la pose au regard du continent. L'ère de Nara n'est pas que restructuration administrative. C'est un choix de civilisation, aussi audacieux qu'aléatoire – le Japon récidivera au XXe siècle avec le recours à l'énergie nucléaire – d'une société d'ilotes qui, vivant au bout du continent, face à la vaste étendue du Pacifique, s'ouvre à la grande culture cosmopolite de l'Asie. La capitale de Nara se veut la cité parfaite, paradigme fixe de l'ordre du monde, siège du sage *ten.nō* qui règne avec justice et humanité[10].

L'effort d'adaptation de l'écriture chinoise à la langue et à la phonétique nippones aboutit, par étapes, à un système qui allie les sinogrammes détonalisés, repris pour leur valeur phonétique et sémantique, et les syllabaires d'invention locale à usage morphologique. D'où le patrimoine lettré du Japon.

La littérature japonaise la plus ancienne a d'abord un lien direct avec les visées de l'État et date du lendemain de l'établissement de la cour à la capitale de Heijō. Les ouvrages commandités par le *ten.nō* consolident l'unité de l'État autour du monarque de divine essence. Autant que les temples, ce sont des monuments lettrés, qui embrassent l'espace-temps du pays et l'enracinent dans une tradition, que d'aucuns qualifient de purement nippone.

Kojiki/Relation des choses anciennes (712) relate depuis les temps mythiques l'histoire de la famille régnante et en légitime la prétention hégémonique. L'œuvre est en trois volets : le premier décrit les faits

cosmo-théogoniques qui se passent au Ciel jusqu'à la fondation légendaire de l'empire par Jinmu en 660 AEC ; le deuxième poursuit jusqu'au début de 300 ; le troisième atteint 628. Fondé surtout sur sources orales, le récit est plein d'informations sur la vie, les usages, les croyances protohistoriques de l'Archipel.

Achevé en 720, composé en chinois et sur le modèle des Annales chinoises, *Nihon.shoki* relate, en 30 volumes, la chronologie des faits jusqu'à 697, mais les accommode à sa visée de défense et illustration des *ten.nō*. Les deux œuvres, qui glorifient le passé et légitiment le droit perpétuel de la dynastie régnante, sont le point d'orgue de la réforme. Cinq autres Annales officielles suivent jusqu'au début du xᵉ siècle. Le tout forme les *Rikkokushi/Six histoires nationales*, qui vont jusqu'en 887[11].

Commanditées à partir de 713 par Genmei.*ten.nō*, *Fudoki/Notes sur les mœurs et les terres* recensent les faits géo-économiques, les histoires et légendes, fixent les noms de lieux nippons en caractères chinois, informent des produits régionaux, de la nature des sols et autres curiosités. Chaque province a eu ses *Notes*, mais il ne subsiste plus que celles de Hitachi, Arima, Bungo et Hizen et Izumo. Cet état des lieux et milieux donne une autre image de la société que celle du *Kojiki* et du *Nihongi*.

Kaifūsō (751), recueil de poèmes chinois (741) écrits par de grands lettrés, montre que les scripteurs savent déjà écrire le chinois et imiter avec talent les poèmes chinois.

Man.yō.shū (env. 760)/*Recueil des mille feuilles* est une anthologie commanditée de quelque 4 500 poèmes, datés en bonne partie d'avant la réforme de Taika. L'écriture de ces textes perfectionne le procédé qui consiste à user des sinogrammes pour leur seule valeur phonétique et indépendamment de leur sens et fixe les 50 syllabes de la langue japonaise, qu'on nomme *man.yō.gana*. Par la suite, la

simplification cursive de ces signes transforme ces pictogrammes en un alphabet syllabique, apte à transcrire le japonais[12].

On ne sait qui a colligé *Man.yō.shū*, sinon qu'Ōtomo no Yakamochi (718-785) a participé à l'opération. Les poètes citées sont souvent les *ten.nō*, leur famille, la noblesse, les cadres, ainsi que des paysans, soldats, catins, hommes et femmes de toute extraction auxquels les lettrés ont prêté leur pinceau. Les thèmes majeurs en sont l'amour et la nature, mais pas que, car il est aussi question du servage, du travail au champ, de la vision de la vie, de la situation sociale, etc. Parmi les poètes les plus représentatifs figurent Kakinomoto no Hitomaro, Yamabe no Yakahito et Nukata no Ō.kimi.

Si cette anthologie poétique, qui restitue sans fard, sur le vif les sentiments de toutes les couches de la société, fait figure d'exception dans l'histoire de la littérature japonaise, c'est qu'elle est l'expression de l'entité constituée, laquelle régit le pays tout entier par ses lois et son appareil administratif. En ce sens, aussi utilitaire que peut l'être *Kiki*, elle reconduit aussi la communauté liturgique qu'est l'État[13].

Les six premières sectes bouddhiques

À Nara sont créées six sectes – terme ici pris sans acception négative –, des communautés d'étude qui fonctionnent en bibliothèque. Chacune d'elles propage sa version, mais ne forme pas un ordre religieux. L'institution bouddhique rayonne dans tout le pays.

La *Sanron*/Trois doctrines, arrivée de la Péninsule en 625, étudie les thèses du légendaire Nāgārjuna (150-250), qui professe l'illusion de ce monde et la viduité de toute chose, mais l'idée du vide entre plus tard dans les mentalités avec le Zen.

La *Jōjitsu*/Accomplissement de la vérité, qui postule la non-existence et tourne au négativisme, selon lequel ni matière ni esprit n'existent, ne prend pas au Japon.

La *Hossō*, école des marques de phénomènes, dite aussi *Yuishiki*/Conscience pure, introduite au milieu du VIIe siècle par le moine Dōshō (629-700), voit dans la conscience la seule réalité, même si elle fait partie des illusions. Elle devient populaire grâce à Gyōki, l'abbé du *Gangō.ji*. Le message de la *Hossō* gagne les autres temples, le *Hōryū.ji* et, à l'époque Heian, le *Kiyomizu.dera* (*dera* = temple).

La *Kusha/Compendium*, qui reconnaît les lois ou les idées dans la phénoménalité et se veut de nature encyclopédique, disparaît après Nara.

Les deux dernières sectes, *Ritsu* et *Kegon*, datent de la seconde moitié de l'époque de Nara. La *Ritsu*/Discipline, introduite en 753 par le moine Ganjin, réplique à l'intellectualisme de la *Sanron* et de la *Hossō* en prônant discipline et vie morale et, face au relâchement religieux, l'ordre, les cérémonies, l'organisation. Le novice, avant d'être de la communauté, reçoit une ordination rigoureuse au *Tōdai.ji*, qui ordonne dans les 400 moines. Nara a le monopole de l'ordination jusqu'à ce que la secte *Tendai* soit autorisée à installer une salle d'ordination au mont Hiei en 827.

La *Kegon*, importée par Dōsen (702-760) en 736, tient que tout le cosmos est tel que tous les étants ne cessent de se refléter mutuellement et refléter images et images d'images. Nul objet ou être vivant n'existe seul, mais en lien avec tous les autres. Le Bouddha Sakyamuni n'est jamais qu'une manifestation du Bouddha cosmique *Rushana* (jp. *Birushana*) ou Grand soleil, d'où émanent des millions de mondes ayant chacun son soleil, sa lune, ses Bouddha. Autant de mondes interactifs comme le filet multidimensionnel de la déesse

Indra. Cette *Weltanschaung*, qui démultiplie les mondes à l'infini, titille le peuple, plaît aux intellectuels, et ce d'autant plus que le rapprochement entre *Birushana* et Amaterasu ne contredit pas le culte des *kami*[14].

Shōmu nationalise le bouddhisme

La cour continue de promouvoir le bouddhisme à hauts frais et affecte aux chantiers des centaines d'esclaves. En 741, Shōmu fait ériger en chacune des 66 provinces un temple des Quatre rois célestes de la Radiance d'or, nommé d'après le sūtra de la Lumière dorée, l'un des trois sūtra officiels de l'État, selon lequel les quatre rois du ciel protègent le pays –, ainsi qu'un temple pour les nonnes, où s'enseigne le sūtra du Lotus/*Hokkekyō*, qui enseigne la libération des femmes[15]. Shōmu pourvoit ce système de temples régionaux d'un temple-mère et le plus grand du pays, *Tōdai.ji*, « temple de la Lumière dorée pour la Protection du pays de Yamato par les Quatre rois célestes au moyen du Sūtra de la Radiance d'or », qu'il fait ériger à Nara et dont le pouvoir est censé irradier. Peut-être est-il outré de parler de bouddhisme d'État, mais *Tōdai.ji* participe d'un système à l'échelle nationale.

De même Shōmu fait-il couler en 743 une méga statue de bronze du Bouddha Vairocana, terminée en 752, qu'il consacre à l'intérieur du *Tōdai.ji*. La cérémonie d'ouverture des yeux du Bouddha – le moine indien Bodhisena peint les yeux de l'idole – est une haute manifestation internationale, qui pose la présence au monde du Japon.

Ce bouddhisme pour le salut et la stabilité de l'État est alors éloigné de son esprit d'origine, qui promet à celui qui respecte les

exercices et suit la bonne voie de trouver l'illumination et de sauver son âme. Les moines ne sont d'ailleurs pas autorisés à en divulguer la doctrine auprès du peuple.

Fait inouï, Shōmu se prosterne devant Bouddha dont il se veut l'humble serviteur. Il n'est plus qu'un menu Bouddha parmi des myriades d'autres, qui tous participent de l'essence de tous les Bouddha. Ce geste osé a requis l'aval de la déesse d'Ise au préalable, et Amaterasu tranche en 742 : Bouddha et le soleil ne font qu'un.

Un an après, on bâtit le temple – et l'on libère la concession perpétuelle sur les domaines privés, car il va falloir des fonds. Ainsi, nul antagonisme entre bouddhas et *kami*, et ceux-ci entrent au panthéon bouddhique. Hachiman, dieu local, figure bientôt aux côtés des Quatre Rois célestes du bouddhisme et autres divinités bouddhiques. Le bouddhisme devient première religion du pays.

Certains moines ne rentrent pas dans les cordes officielles, car ils dispensent leur doctrine au peuple. Gyōki (668-749) prêche et, avec ses fidèles, répare les routes et voies d'eau, bâtit des ponts et soigne les malades. Quoique poursuivi par le régime en 717, il continue sa mission. Au printemps 730, ils sont des milliers à écouter son prêche sur la colline de Wakayama, près de Nara. En 731, il est officiellement autorisé à répandre la bonne parole dans la population au profit du régime.

Le bouddhisme et l'animisme cohabitent

Les sanctuaires où sont vénérés les *kami* sont le pendant des temples. Dans le dispositif des sanctuaires officiels énoncés dans les Codes et présidés par le Conseil des affaires des sanctuaires, ces

cultes « autochtones » sont liés au pouvoir, à la légitimité et à la divinité présumée de la lignée royale.

Le culte de certaines divinités, souvent associé à des traits sacrés du paysage (rivières, monts), était sans doute ancré dans les croyances des premiers habitants, mais puise aussi outre-mer, dans les pratiques religieuses chinoises dont le taoïsme, les dieux et rituels des immigrants coréens, les idées et pratiques bouddhiques. Ce conglomérat d'espaces et de pratiques rituels sera finalement regroupé sous le terme Shinto ou « voie des dieux », laquelle n'est pas une foi autochtone unifiée qui aurait préexisté à l'importation du bouddhisme.

Bouddhisme et shintoïsme, qui agissent pour combler des besoins spirituels différents, fusionnent avec le temps. Mais le soutien de l'aristocratie de cour à la religion étrangère absorbe les ressources de l'État et donne au clergé bouddhique un pouvoir qui va au-delà du spirituel. Ce lien entre institutions bouddhiques et régime est lié à la pratique naissante, chez la noblesse et bientôt chez les *ten.nō* eux-mêmes, d'entrer dans les ordres.

Plus tard, à l'époque Heian, certains *ten.nō* font choix de se retirer dans un temple, bien fortifié si possible, pour mieux exercer leur politique. Durant la période de Nara, la collusion entre religion et État, qui a pour protagonistes la *ten.nō* Shōtoku et un moine bouddhiste, Dōkyō, risque de remettre en question tout le système.

Le défrichage de nouvelles terres

Le régime central encourage à ouvrir de nouvelles terres avec des concessions sur le droit de propriété. C'est le cas par exemple des surfaces qu'il ouvre ou redistribue en province, au milieu du

VIIIe siècle, pour tirer les revenus qui serviront à ériger et agrandir le *Tōdai.ji* de Nara. Le gouverneur, qui organise en coopération avec le chargé local l'aménagement des nouvelles surfaces affermées – dites *shō* ou *shōen* –, en verse l'essentiel du produit à l'instance dédiée de la capitale pour mener à bien ce grand chantier, puis celle-ci le remet aux autorités du temple.

La loi prescrit de fiscaliser les nouveaux champs, mais la plupart ne sont pas déclarés pour éviter l'impôt. Si l'État y regarde de trop près, ils sont déclarés terres gastes. Pour étendre la surface cultivable et avoir d'autres revenus sans se charger de l'opération, l'État déclare ces champs propriétés privées en 723, puis perpétuelles en 743, mais sans les exempter du fisc.

Noblesse de cour, hauts fonctionnaires, grands temples et sanctuaires, clans et paysans aisés de province entament l'exploitation de grandes terres en friche, qui leur constitue des domaines privés/*shōen*. Le régime, qui a de surcroît le monopole des outils agricoles en fer ou quasiment, peut gérer ces grandes surfaces avec les esclaves, fugitifs et pauvres paysans. Son territoire s'agrandit. Des formes nouvelles de curatelle du sol apparaissent.

Les forces armées

Les forces armées se modifient sensiblement. Elles sont d'abord adaptées du modèle chinois, puis supprimées, car les besoins ne sont plus les mêmes à la fin du VIIIe siècle. Même si le régime peine à appliquer la conscription, les menaces d'invasion ou de révolte ne sont plus à l'ordre du jour, et sa structure militaire est plus qu'adéquate à remplir les tâches, à savoir éliminer bandits et autres criminels. La cour rappelle aux gouverneurs en 704, car il y a des

abus, que les soldats ne doivent pas être requis en dehors de leur statut. En 719, elle réduit le nombre des troupes. En 780, elle démobilise les plus faibles de ses éléments. Lors de la campagne de soumission d'Ezo, en 774, les soldats issus du peuple, peu aptes à combattre, ne ratent pas une occasion de fuir. En 792, le service militaire est aboli, sauf pour les unités militaires du nord-Japon, de Kyūshū et de l'île Sado.

Les édits qui se succèdent à partir des années 730 montrent que le gouvernement estime qu'il est plus efficace de s'appuyer sur des élites bien entraînées et bien équipées que sur la population. On forme alors des unités composées d'hommes forts, rompus au métier des armes, qui sont fils de fonctionnaires de districts, de personnes de haut rang et de riches paysans. Les familles puissantes et les paysans aisés fournissent la base de la force militaire de l'État des Codes. Besoins publics et privés se conjuguent pour ouvrir la voie au talent militaire et à l'apparition d'une classe de guerriers, appelée à évoluer de la bande à l'armée organisée[16].

L'ascension des Fujiwara

Malgré les premiers succès du code Taihō (701), l'aristocratie de cour ne rabat pas de ses exigences de lignage. La mise en place de nouvelles fonctions extra-légales montre que le pouvoir passe peu à peu de la maison impériale à la famille Fujiwara, dont l'ancêtre a participé au putsch de Taika. Elle se taille, par un jeu de mariages, une position privilégiée dans la hiérarchie de cour. Fujiwara no Fuhito (658-720) est le beau-père du jeune Monmu (683-687-707) et le grand-père de Shōmu (701-724-756), auxquels il marie sa fille. Dans l'aristocratie dominent polygamie et matrilocalité. Après sa

mort, son frère Muchimaro (680-737) fait de sa fille Kōmyōshi l'épouse principale du *ten.nō*.

L'ascension des Fujiwara n'est pas un processus continu. Le système des concours permet encore un relatif accès direct aux rangs et fonctions par décision du *ten.nō*. Kanmu, qui tient à renouveler les institutions d'État au sens des Codes, ne s'en laisse pas imposer. Des trois fils qui lui succèdent, Saga (786-842), grand lettré confucéen et calligraphe, est moins organisateur que son père, mais s'efforce de contrer l'influence des Fujiwara. En 810, il crée un Bureau des archives, organe exécutif, puis, en 820, un Bureau de police, et en 834, le Code des lois, avec un commentaire officiel/*Ryō no gige*.

Malgré l'entrée en vigueur des Codes, les luttes, intrigues et trahisons continuent à la cour. Le ministre de gauche Nagaya no Ō tombe, victime d'une intrigue des Fujiwara pour avoir invoqué la loi non écrite interdisant que la fille d'un sujet soit l'épouse principale du *ten.nō*.

En 740, douze ans plus tard, Fujiwara no Hirotsugu, haut fonctionnaire du Dazaifu, se révolte contre le régime de Tachibana no Moroe, ministre de droite, qui s'est imposé à la cour après la disparition d'une partie de la famille Fujiwara emportée par la variole. La rébellion est réprimée en deux mois. En 756, Fujiwara no Nakamaro, très en faveur auprès de Kōken.*ten.nō*, renverse Tachibana no Moroe, que remplace un prince apparenté aux Fujiwara. Naramaro, fils de Moroe, qui projette une grande révolte contre Nakamaro, est arrêté et exécuté.

L'affaire Dōkyō

Kōken.*ten.nō* retire sa faveur à Nakamaro et protège le moine Dōkyō, originaire de Kawachi. Nakamaro tente en vain de revenir au pouvoir en 764. Kōken nomme Junnin.*ten.nō*, mais le bannit aussitôt pour redevenir *ten.nō* sous le nom de Shōtoku. Le moine Dōkyō monte en grade, devient ministre, n'est même pas loin de devenir *ten.nō* sous prétexte qu'un oracle du sanctuaire d'Usa le lui a prédit. De peur qu'un simple sujet n'accède à la dignité suprême, la noblesse envoie Wake no Kiyomaro à Ise consulter l'oracle, qui répond que seul un membre de la famille régnante peut devenir *ten.nō*. C'en est fait des ambitions de Dōkyō en 770.

Fujiwara no Momokawa (732-779) prend la tête du gouvernement à la mort de Shōtoku en 770 et place un souverain, Kōnin, qui favorise sa famille. Il bannit Dōkyō, supprime l'interdiction qu'a passée celui-ci durant son ministère d'ouvrir des terres au profit de la noblesse et des familles provinciales, ainsi que la conscription. Les guerres ne cessent pas plus au sein de la noblesse que pour la succession du *ten.nō*.

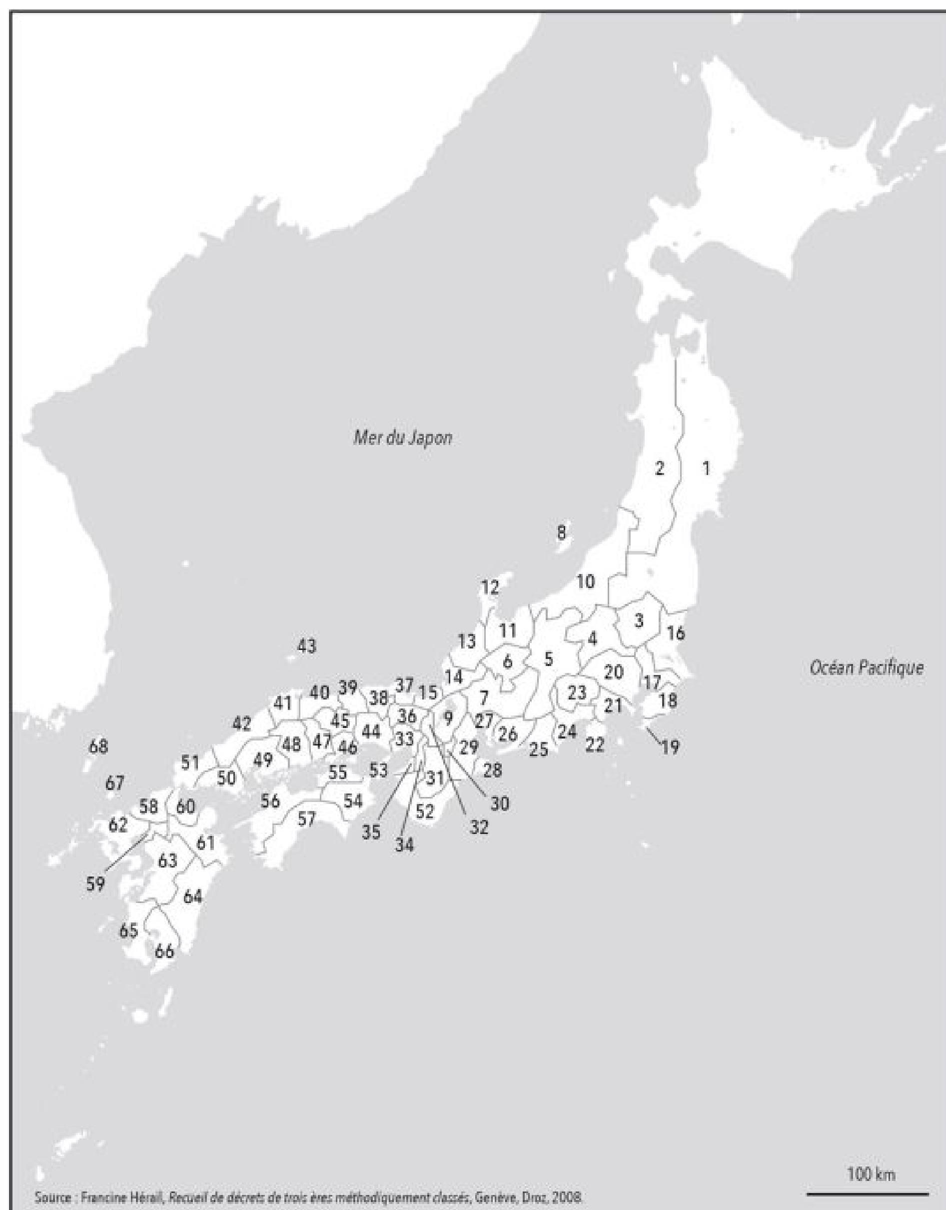
L'affaire dont Shōtoku est la protagoniste incite la cour à une relation plus mesurée avec le bouddhisme et à se tourner vers la philosophie séculière qu'est le confucianisme. Elle réduit son soutien aux ordres religieux et, compte tenu des événements de province, tente une politique économique plus stricte. Dès le milieu du VIIIe siècle, l'État doit réduire les impôts car la pression fiscale exercée sur les paysans pour patronner le bouddhisme fait que ceux-ci, n'en pouvant plus, délaissent les terres. L'extension des surfaces cultivables, censée répondre à la croissance démographique et renflouer les caisses, favorise plutôt l'affirmation de droits sur les nouvelles surfaces cultivées, qui bafouent l'idée de « terres publiques » ou de « droits du *ten.nō* sur les ressources agricoles du pays », à savoir la pierre angulaire des grandes réformes. Profitant

des mesures adoptées en 723 et 743, la grande noblesse et les institutions religieuses d’un côté, les provinces de l’autre en profitent pour acquérir des domaines privés étendus et exempts d’impôt.

En 784, sous Kanmu (r. 781-806), les Fujiwara déplacent la résidence de Nara à Nagaoka en Yamashiro pour sortir de la sphère d’influence territoriale de la noblesse ancienne et des grands temples, puis projettent une résidence nouvelle et plus grande que Nara à l’emplacement de l’actuelle Kyōto, la nomment *Heian.kyō* et s’y déplacent en 794 avant même qu’elle ne soit terminée. Kyōto sera le centre politique et culturel du Japon pendant 400 ans, qui correspondent à l’époque de Heian. Ce transfert de capitale ne change rien au système politique et économique.

Les 180 ans qui s’écoulent depuis le début de Nara sont plutôt une phase de transition au cours de laquelle le système des Codes s’altère. Même si le système d’allotissement des terres donne du jeu et que la méritocratie ne l’emporte pas face à la noblesse héréditaire, l’idée chinoise d’un monde ordonné par des lois rationnelles s’applique : édification de l’État avec bureaux et rangs, organisation territoriale, mise en service du culte bouddhique et local. La cour jouit d’une agriculture, d’une bureaucratie et d’une éducation efficaces. Le peuple peine, mais le système prospère.

Carte administrative du Japon au début de l'époque de Heian (824)



Source : Francine Hérail, *Recueil de décrets de trois ères méthodiquement classés*, Genève, Droz, 2008.

Tōsandō
1. Mutsu
2. Dewa
3. Shimotsuke
4. Kōzuke
5. Shinano
6. Hida
7. Mino
8. Omi

Hokurokudō
9. Sado
10. Echigo
11. Etchū
12. Noto
13. Kaga
14. Echizen
15. Wakasa

Tōkaidō
16. Hitachi
17. Shimosa
18. Kazusa
19. Awa
20. Musashi
21. Sagami
22. Izu
23. Kai
24. Suruga
25. Totomi
26. Mikawa
27. Owari
28. Shima
29. Ise
30. Iga

Kinai
31. Yamato
32. Yamashiro
33. Settsu
34. Kawachi
35. Izumi

Sanindō
36. Tamba
37. Tango
38. Tajima
39. Inaba
40. Hoki
41. Izumo
42. Iwami
43. Oki

Sanyōdō
44. Harima
45. Mimasaka
46. Bizen
47. Bitchu
48. Bingo
49. Aki
50. Suo
51. Nagato

Nankaidō
52. Kii
53. Awaji
54. Awa
55. Sanuki
56. Iyo
57. Tosa

Saikaidō
58. Chikuzen
59. Chikugo
60. Buzen
61. Bungo
62. Hizen
63. Higo
64. Hyuga
65. Satsuma
66. Osumi
67. Iki
68. Tsushima

CHAPITRE XI

Période Heian (794-1185)

Durant les quatre siècles de l'époque Heian, qui voit s'effriter l'État des Codes, se réduire le transfert de civilisation chinoise et monter la classe des guerriers et des grands propriétaires, le Japon prend son pli civilisationnel, dont les traits marquants sont le passage de la dominance du *ten.nō* à celle de la noblesse de cour, la transition de la culture Tang d'importation à une autre déjà plus japonisée, la formation d'une noblesse guerrière en province.

L'État de Heian connaît des difficultés à maintenir l'appareil administratif du code Yōrō, mais ni plus ni moins que celles d'un État moderne ou ancien. Entre le VIIIe et le IXe siècle, les décrets et édits de la cour pour modifier ou préciser les Codes illustrent les problèmes auxquels se heurtent les autorités, non seulement les distances, les conditions naturelles, les catastrophes, mais aussi le balisage précis et à jour des terrains, la probité des fonctionnaires qui siphonnent taxes et corvées pour leur propre compte et des contribuables qui ne déclarent pas, les irrégularités et malversations en matière d'exemption fiscale qui font que certaines provinces reçoivent l'ordre

de payer les arriérés fiscaux de dix années successives, sans oublier le manque de copistes qui ralentit l'expédition des affaires[1].

Les contacts que le Japon entretient depuis des siècles avec le continent contribuent à développer toutes ses institutions politiques, économiques, sociales et culturelles. La Chine offre un modèle privilégié, qui oriente la fabrication de l'État et le dote du substrat idéel, religieux, artistique et littéraire *ad hoc*. C'est vers elle que lorgnent les partisans de la centralisation, qui contrecarrent les objectifs autonomes des clans et démantèlent le système de contrôle privé des terres et de main-d'œuvre contrainte. Le succès homologué de cette lutte se concrétise par l'identification du pouvoir politique et sacré avec la personne du *ten.nō*, dont le règne s'appuie sur une bureaucratie dédiée, *i.e.* certaines familles de l'aristocratie dont le statut héréditaire repose sur leur lien exclusif avec le souverain.

Cette position leur vaut d'obtenir un rang spécifique à la cour, avec privilèges juridiques et économiques spéciaux, ainsi qu'un statut précis, qui touche à tous les aspects de la vie publique et privée. Les avantages économiques dont jouissent ces familles sont proportionnels à leur degré de proximité avec le centre où, grâce à un réseau ramifié de communications entre les différentes provinces et la capitale, afflue la richesse issue du travail des terres « publiques », accompli par une main-d'œuvre « publique ». Telle est la structure engendrée par les réformes, et dont Nara et Heian, les grandes capitales enfin fixées, sont les manifestations visibles et les symboles de la magnificence et de l'autorité absolues du *ten.nō*.

Mais le nouveau régime peine en pratique à imposer son autorité aux clans et à juguler le processus de privatisation des domaines, qui réduit ses rentrées fiscales. Faute du pouvoir militaire nécessaire pour imposer le contrôle efficace des ressources agricoles, il fait des compromis avec les chefs de clans, qu'il dote de charges publiques, de

titres nobiliaires et de privilèges comme le bien foncier perpétuel ou l'exemption fiscale.

Pour gérer la province, l'État s'appuie sur ses gouverneurs ou administrateurs/*kokushi*, envoyés de la capitale, qui remplissent le plus souvent leur mission, mais servent au passage leurs propres intérêts et se heurtent aux résidents locaux désireux d'acquérir leur propre champ et sans payer l'impôt si possible. Le développement des domaines privés ou *shōen*, dont les revenus se ventilent selon une échelle hiérarchique d'ayants droit à revenus et exemptés du fisc, réduisent les rentrées fiscales de l'État et font apparaître une classe nouvelle, des seigneurs terriens, prêts à défendre leur terre et à recourir à des groupes armés s'il faut.

Si, à l'époque de Nara, le statut divin du *ten.nō*, que légitime un fort appareil idéologique d'État, confère à son régime aura et autorité et pérennise sa fonction de médiateur sacré entre le ciel et les sujets, et s'il profite même d'un regain de suprématie avec le transfert de capitale de Nara à Heian, il tend néanmoins à s'émousser avec la montée de contre-pouvoirs, la régence des Fujiwara, puis les guerriers pros, qui modifient sensiblement le relatif équilibre politique et ne laissent plus guère au *ten.nō* que sa fonction sacro-rituelle de pontife céleste.

La période peut se diviser en quatre phases : le règne plein du *ten.nō* ; la régence des Fujiwara ; le règne parallèle des *ten.nō* retirés ; la montée de la noblesse guerrière avec Taira no Kiyomori. Le pouvoir politique se déplace peu à peu au profit du nouveau groupe, les guerriers/*bushi*, dits aussi samouraïs et surtout connus en Europe sous ce nom-là. Cette noblesse d'épée supplante bientôt la noblesse de cour et instaure le pouvoir du *shōgun* – sans toutefois supprimer l'institution *ten.nō*-centrée ni remettre en question le régime des Codes.

Le transfert de Nara à Heian

Durant la période de Nara, certes moins souvent que par le passé, il arrive que le *ten.nō* déplace sa capitale : Shōmu à Kuni et Shiragaki ; Junnin (758-764), à Hora, près du lac Biwa, en 758 ; la *ten.nō* Shōtoku (764-770), à Yugi no miya en Kawachi, en 770. En 784, la capitale est transférée à Nagaoka.kyō pour une dizaine d'années, mais c'est un nouvel échec, possiblement en raison de faits néfastes – révolte de Fujiwara no Hirotsugu (? – 740), exil du prince Sawara (750-785) –, et on la reconduit à Heijō. Kanmu opère un nouveau transfert en 794, de Nara à Heian.kyō ou Heian, dont le nom combine les caractères de repos et de paix. La capitale ne bougera pas jusqu'en 1868. On ne sait pas plus justifier ce changement fréquent de capitales, que dire pourquoi Heian dure plus longtemps que les autres.

Si Kanmu ordonne ce transfert de capitale, c'est pour diverses raisons : la rebâtir aux normes de l'État-*ritsuryō ;* subvenir à l'entretien des fonctionnaires avec l'exploitation des terres à l'entour ; juguler l'emprise croissante des temples sur la politique, encore qu'il laisse monter les sectes *Tendai* et *Shingon* ; mieux contrôler l'efficacité des lois. Il se peut aussi que Kanmu, rejeton d'une autre lignée que Tenmu, ait voulu résider sur le terroir ancestral.

Comme les capitales antérieures depuis 694, Heian – on dit aussi Miyako – est conçue sur le modèle de la métropole chinoise en forme de damier, et, selon un axe médian nord-sud, divisée en deux parties. Au centre-nord de cette disposition urbaine, au point de départ de l'axe médian, s'étend le palais impérial, isolé par des murs, qui comprend hall de cérémonies, ministères, palais intérieur, jardins, officines et bâtiments de fonction. Le mobilier, partie intégrante du protocole de cour, se caractérise par la mobilité de son espace et ses

éléments de séparation (paravents, écrans ou cloisons amovibles, etc.)[2]. Les résidences de la noblesse sont proches, au nord-est, dans les rues quadrangulaires.

Heian, plus grande que Nara – 5,2 km sur 4,5 km –, est mieux desservie en eau par le fleuve Yodo, bien relié au port de Naniwa (auj. Ōsaka). Elle est conçue sur le même principe que Heijō, à ceci près que tous les temples, sauf deux à l'est et à l'Ouest de l'accès sud de la capitale, restent d'abord à Heijō. Des portes sont aménagées aux sorties, mais, à la différence de la Chine, sans murailles – encore que, dans le cas de Heian, les montagnes au nord et à l'ouest fassent office de protection. Là sont érigés les temples des nouvelles écoles bouddhiques que Kanmu n'autorise pas en ville.

La relative symétrie urbaine d'origine se perd avec le temps. C'est que le sud-ouest, zone de marais jamais finie de défricher, et la reconstruction après les incendies ou séismes, déplacent la ville au nord-est. Elle comprend une partie haute occupée par l'aristocratie, près de 3 000 personnes, dont la petite noblesse et le clergé, soit tout au plus 5 000 têtes, et une partie basse où vit le reste des quelque 150 000 habitants[3].

Les destructions n'épargnent pas non plus le palais. On érige des bâtiments séparés jusqu'à l'incendie de 1177, qui ravage le hall des cérémonies. Cela ne compromet pas les procédures officielles et officieuses de la cour. Le *ten.nō*, quand il ne dispose pas du palais, réside chez sa famille maternelle Fujiwara. Quelques meubles, et l'espace est converti en ersatz de palais, et la vie de cour, reconduite avec son cadre *ad hoc*.

La vie de palais

En ce monde autosuffisant, le *ten.nō* et la noblesse donnent libre cours à leur vie. Être muté à un poste hors capitale vaut presque bannissement. Les habitants extérieurs au palais, que le courtisan découvre lors d'excursions, lui paraissent exotiques, lointains, mal dégrossis. Peu importe que soient parmi eux les artisans auquel la cour doit sa brillante installation.

Les *Règlements du palais intérieur* détaillent le protocole des événements annuels, du cours de la journée, de la vie personnelle. L'étiquette ainsi transmise fait partie de la formation de tout noble, mais la connaissance exacte des procédures requiert des familles d'experts, qui veillent au respect des traditions et sont à l'origine d'écoles ou de styles de cérémonie.

Même après le passage du quotidien politique aux mains de la régence, le *ten.nō* contribue à la bonne marche de l'État par son exécution des cérémonies officielles, qui incluent nominations, mutations, rites bouddhiques, vénération des divinités locales, célébrations sacrificielles ou purificatrices, gustation des prémices, etc. Le service rendu aux divinités pour le bien de l'État relève moins du culte d'État que de la religion, aussi est-il réglementé dans le cadre des Codes ultimes, les *Règlements de l'ère Engi/Engi.shiki* (927). Pareille gestion du divin de toute provenance se nomme alors *shintō*, mais ce n'est pas encore une doctrine religieuse spécifique.

La culture lettrée de cour

Durant les quatre siècles de Heian où se dégrade le système ten.nōique, s'amenuise le transfert de civilisation chinoise et montent les guerriers et grands propriétaires privés, le Japon prend son pli

culturel et passe de la culture Tang importée à une autre, plus japonisée.

Au début, ce sont les temples qui produisent les monuments culturels. À partir de l'érection du *Hōryū.ji*, qui remonte à la fin du VIe siècle, nombre d'œuvres d'art insignes se succèdent. La cour, elle, cultive l'étiquette, l'écriture, les belles-lettres.

L'Office supérieur des études, passage éducatif obligé, intervient moins dans la formation du bureaucrate. La valeur des disciplines se modifie, on estime plus à présent la culture littéraire que la science politique confucéenne. Les femmes, qui ont place dans l'administration, sont surtout éduquées par la famille, en vue d'un mariage de haut parage ou pour devenir dames de cour. Écriture, lecture, musique, étiquette et tradition lyrique, tenues pour indispensables, s'acquièrent par l'écoute et par l'observation.

L'émancipation du patron chinois modifie l'historiographie. Aux Annales officielles en chinois du *Nihon.sandai.jitsuroku/Chronique véridique des trois règnes* (901) succède *Eiga.monogatari/Récits de la splendeur* (début du XIe siècle) qui, sur la période de 887 à 1092, couvre les règnes d'Uda et Go.Ichijō, avec une focale sur la vie des nobles, surtout celle de Fujiwara no Michinaga (966-1027).

La littérature en prose des hommes et femmes de la cour de Heian fait connaître la langue parlée de l'époque et l'évolution du japonais écrit vers la combinaison des syllabaires et des caractères chinois. Elle reste à caractère privé, tandis que l'écriture chinoise et la poésie lyrique, dotées d'un statut officiel, sont soumises à la critique.

La forme lyrique dominante est le poème bref à 31 syllabes, *tanka* ou *waka*, composé de cinq vers non rimés et à schéma syllabique prédéfini (5-7-5-7-7 syllabes). Du *Man.yō.shū* sont tirées des règles de forme et de fond, que la cour teste lors de concours poétiques, et qui sont à l'origine d'écoles et de théories poétiques[4]. Ces poèmes,

expression de perfection littéraire, entretiennent la sociabilité cultivée de cour.

En 905, Go.Daigo.*ten.nō* charge le fonctionnaire poète Ki no Tsurayuki, auteur du *Tosa.nikki,* de compiler *Kokin.waka.shū/Recueil de poèmes anciens et modernes* (env. 920). Il choisit environ 1 100 pièces, tirées de recueils privés ou d'œuvres en prose, qu'il classe par thèmes. Vingt autres anthologies impériales suivent jusqu'au début du XVe siècle, qui illustrent la création poétique de la noblesse de cour. L'importance de ces poèmes dépasse la pure sphère littéraire. Ce sont des petits chefs-d'œuvre à part entière, qui attestent le goût de leur auteur(e), sa connaissance de la prosodie, son attention à la saison et au destinataire éventuel, son talent de calligraphe et son choix exquis de la feuille de papier, toutes qualités qui le recommandent au monde cultivé.

Ce sont surtout les dames de cour qui écrivent en langue parlée et en signes simplifiés, d'où la désignation de cette écriture par *onnade/*main féminine. Le terme courant actuel de *hiragana/*littt signe plat, pour désigner le syllabaire le plus usité, date du XVIIe siècle. Plus tard, les moines bouddhistes créent un second syllabaire, *katakana* /littt signe fragmentaire, plus anguleux, qui ne retient que certaines parties du pictogramme et, avant comme après, s'emploie surtout pour les mots étrangers et spécialisés.

Une prose littéraire naît de cette écriture syllabique. Les dames de cour y œuvrent fort avec des récits, journaux et prosimètres en japonais courant, qui décrivent la vie, l'amour, les aspirations de la noblesse. *Tosa.nikki/Journal de Tosa* (935) illustre les débuts de cette histoire littéraire. Le fonctionnaire Ki no Tsurayuki (872-945), son auteur, s'y fait passer pour femme et tisse le récit poétique, écrit en syllabaire, de son retour de Tosa en Shikoku à la capitale.

Parmi les exemples de cette littérature classique en prose figurent en bonne place *Makura no sōshi/Notes de chevet*, qui décrit par petites touches la vie de cour, et surtout *Genji.monogatari/Dit du Genji*, roman-fleuve. Leurs auteures présumées, Sei Shōnagon et Murasaki Shikibu, sont au service d'une épouse impériale, de la nièce Teishi et de la fille Shōshi du régent Michinaga. La teneur thématique, les jugements de valeur, les citations de littérature japonaise et chinoise disent le niveau culturel acquis par les femmes à l'époque[5]. La littérature de Heian présente aussi un aspect plus sombre, imprégné de l'anxiété issue du sens de la précarité du monde et teinté de tristesse et mélancolie, qui se manifeste vers la mi-période[6].

Les sectes **Tendai** *et* **Shingon** *au début de Heian*

Bien qu'interdit à la capitale, le bouddhisme ne tarde pas à la contaminer, mais ne nuit pas à l'érection des sanctuaires. Les bonzes nouent des liens avec la Chine et jusqu'en Asie Centrale, d'où ils ramènent doctrines et suggestions artistiques et techniques. C'est net dans les peintures et sculptures du *Hōryū.ji*, fondé en 907, et les objets d'art du legs de Shōmu.*ten.nō*, que conserve depuis 756 *Shōsō.in*, la maison du trésor du *Tōdai.ji*. Ces échanges culminent au début du IXe siècle avec la création de deux sectes à Heian : *Tendai* et *Shingon*, qui véhiculent d'autres priorités de doctrine et de pratique.

La *Tendai* est la forme japonaise de la secte chinoise *Tiantai*, fondée par Zhiyi, qui devient la religion officielle des Six Dynasties (220-589). Saichō part en Chine en 804 et, à son retour en 805, est

autorisé à établir la *Tendai*, qui se réclame du sūtra du Lotus et pratique la méditation. Son siège est l'*Enryaku.ji*, sis au mont Hiei, et au nord-est, direction néfaste, pour mieux protéger l'État de toutes les menaces. Après sa mort, Saichō reçoit le nom posthume de *Dengyō.daishi*/grand maître Dengyō.

Bien que le sūtra du Lotus soit sa référence centrale, la *Tendai*, fort éclectique, couvre les aspects majeurs du bouddhisme (méditation, discipline, culte ésotérique, croyance en Amida, foi dans le lotus). Elle reconnaît que chacun a la nature de et peut devenir Bouddha et atteindre l'illumination, car le lotus de la boddhéité est en lui. Comme la *Kegon*, la *Tendai* devient bouddhisme « d'État ». L'*Enryaku.ji* passe pour centre protecteur de l'État et entretient d'étroits contacts avec la cour. Après Saichō, Ennin devient abbé de l'*Enryaku.ji*, dont il fait l'une des fortes institutions de l'ère de Heian.

Grande figure culturelle, Kūkai ramène en 806 au Japon, après deux ans en Chine, la doctrine de la secte *Shingon*/Mots vrais, qu'il est autorisé à fonder au *Kongōbu.ji*, son temple mère du mont Kōya en Ki.i (dép. Wakayama). En 823, il ouvre un deuxième centre, le *Tō.ji*, à Heian. Le cosmos de la *Tendai* s'axe sur *Dainichi Nyorai* (skt. Mahāvairocana)/Grand illuminateur universel, d'où irradient les autres Bouddhas. Là où la *Tendai* est doctrine exotérique, la *Shingon* est ésotérique, avec une facette tantrique qui joue de syllabes magiques et d'incantations.

Kūkai, de son nom posthume *Kōbō Daishi*/maître qui propage la doctrine, est un auteur prolifique auquel on doit un traité, *Jūjū.shinron/Dix étapes de l'esprit*, qui décrit de bas en haut les degrés de conscience religieuse : le confucianisme est le deuxième, et les cinq derniers sont la *Hossō*, la *Sanron*, la *Tendai*, la *Kegon* et la *Shingon*. La légende autour de Kūkai lui prête l'invention des *hiragana*, l'introduction de la riziculture et de l'homosexualité.

L'interaction de ces deux sectes avec la cour est rapide. Le profil des deux fondateurs sied à l'idéal culturel de l'aristocratie. Lourd de conséquences est, à plus d'un égard, le transfert des positions des temples aux futurs enfants de la noblesse de cour, lié à l'exemption fiscale accordée à la propriété foncière. Les Fujiwara nouent des contacts, pas toujours harmonieux, avec l'*Enryaku.ji* de la *Tendai*, tandis que la famille du *ten.nō*, plus liée à la *Shingon*, lui érige une salle du palais, accueille ses rituels parmi ses coutumes annuelles et fait du *Ninna.ji* un autre centre de la secte à la capitale.

Les contacts des *kami* et du bouddhisme progressent. Celui-ci tient d'abord ceux-là pour captifs de leurs désirs et illusions, puis pour des entités divines inférieures mais porteuses d'harmonie et protectrices du Dharma, et enfin comme des êtres qui participent de la réalité de l'illumination. Les *kami* sont alors identifiés aux bouddhas. Les sanctuaires exécutent des rites bouddhiques, et les prières peuvent viser aussi bien *kami* que bouddhas. De nouvelles formes de culte apparaissent, tels les temples-sanctuaires qui, comme celui de Kasuga, sis au *Tōdai.ji*, héberge et révère les divinités des sanctuaires pour le compte des bouddhas.

La théorie du *honji.suijaku*, apparue avec la *Tendai*, postule que l'état original d'une divinité/*honji* est toujours bouddha ou bodhisattva, et que le *kami*, lui, est trace descendue sur terre/*suijaku*[7]. L'idée que les bouddhas font descendre, sous diverses apparences, les *kami* en ce bas monde est d'autant mieux reçue qu'a débuté l'ère de la fin de la Loi/*mappō.jidai*, et que lesdits bouddhas apportent aux hommes la possibilité de se sauver.

Le culte des divinités locales, qui prendra le nom de *shintō*, ne se fond dans ni ne se mélange avec ni ne concurrence le bouddhisme. Il se coule dans un dispositif cultuel complexe, bouddhiste de nature, qui inclut aussi des éléments non bouddhiques (*kami*, *yin-yang*) et

intègre sanctuaires et temples sous l'égide de la cour pour protéger le corps de l'État et soigner ses maux par divers rites (magie, symboles, médecine). Ce bouddhisme exo-ésotérique domine à l'époque[8]. Il s'ensuit que le shintoïsme n'est pas encore une croyance autonome.

Ainsi pensés comme manifestations des bouddhas et de l'illumination, les *kami* en retirent une force accrue pour légitimer le pouvoir en place. Cela dit, dans le vécu religieux, culte des *kami* et pratiques bouddhiques sont moins assimilés que combinés. Ils continuent d'exister en entités distinctes, et tout *kami* ne devient pas un bouddha. La tension entre les deux croyances vivifie la réflexion sur la nature du divin. À partir du moment où il compénètre le shintoïsme, le bouddhisme arrive à s'enraciner dans la culture du Japon et à la rénover en profondeur. Inversement, c'est grâce au bouddhisme que le shintoïsme arrive à prendre forme de religion.

La relative originalité de l'expérience japonaise vient de ce que divers courants religieux, une fois entrés au Japon, ont interagi, et de la manière dont la spiritualité ancienne, liée au culte des *kami*, a subsumé les nouveaux discours sur le salut. Aujourd'hui encore, le Nippon croit en plus d'une foi, pratique plus d'un culte. La personne naît sous les auspices du shintoïsme, est éduquée sous la férule du confucianisme, détermine ce qui lui est faste et néfaste au quotidien sur la base du taoïsme, se marie dans le rite shintō mâtiné de rites chrétiens, participe aux fêtes shintō du dieu protecteur de son terroir et se fait enterrer avec des funérailles bouddhiques[9].

Les sectes bouddhiques à la fin de Heian

Au Xe siècle, le bouddhisme prend un autre tour. D'exotérique qu'elle était au IXe siècle, la *Tendai* vire au bouddhisme de la foi

réitérée en Amida, nom japonais du Bouddha, que martèle la formule *namu amida butsu*/invoquer le nom d'Amida. Le premier diffuseur de la secte est Kūya, qui sillonne le pays pour exhorter les croyants à invoquer le saint nom et, sur ses vieux jours, fonde le *Rokuharamitsu.ji* à Heian. Le deuxième nom de l'amidisme est Genshin qui, au tournant du siècle, écrit *Ōjō.yōshū/Recueil de citations sur la renaissance*, un peu avant *Genji.monogatari*, avec lequel il forme un dyptique sur la culture de Heian en 1000. Le mot *ōjō*, qui désigne le paradis, aussi appelé *jōdo*/Terre pure, renvoie au salut que trouve le croyant qui meurt pour renaître au paradis de l'Ouest[10].

La foi dans les divinités locales ou sino-daoïstes fait certes partie de la piété et de la religiosité personnelles, mais les doctrines du Bouddha Amida du paradis de l'Ouest et de la Terre pure l'emportent, qui promettent la boddhéité, donc la libération en échange de la seule confiance en la miséricorde du Bouddha et de l'invocation de son nom. Les sectes qui se fondent en ce sens et sans influence directe de la Chine sont facilement accessibles au peuple. En 1175, le moine tendai Hōnen fonde la secte de la Terre pure/*Jōdo.shū*, qui éclate ensuite en quatre tendances et abroge le célibat monacal entre autres.

Le culte d'Amida est une borne dans l'histoire du bouddhisme au Japon. Le Bouddha Amida devient objet de vénération, lui plus qu'un autre. L'amidisme introduit une eschatologie, qui d'ordinaire n'entre pas dans le bouddhisme. C'est qu'il perçoit le monde présent comme mauvais et de pire en pire. Le sentiment de la fin du monde, qu'exprime le mot *mappō*/fin de la Loi, est palpable. Le chaos montant empêche le salut. Un seul recours : Amida, et la béatitude assurée après trépas. En attendant l'avènement du prochain Bouddha, Miroku, censé apparaître quand la loi aura disparu, le seul espoir réside dans la renaissance au paradis de l'Ouest.

L'œuvre de Genshin imprègne la société. Les doctrines et représentations de la Terre pure se manifestent en littérature, en art, en architecture, dans les jardins, par la mise au point d'un style asymétrique prononcé, détourné du style chinois. La pratique du bouddhisme évolue de l'effort personnel pour atteindre l'illumination à l'abandon à la force d'un autre, Amida, pour y parvenir. Cette extériorisation de la foi fait de l'amidisme une religion populaire. Les moines japonais, qui les forgent à l'extérieur de la nouvelle capitale, privilégient la méditation et la mystique du *mandala*, psycho-cosmogramme qui favorise l'accès au nirvāna – d'où une piété plus personnelle.

Le bouleversement du régime fiscal

L'organisation politico-économique de l'État des codes reste cohérente jusqu'au Xe siècle. Une mutation sociale, politique et économique advient alors : la refonte du système fiscal. Le registre des foyers fiscaux devient obsolète, difficile à mettre à jour. Aussi, on substitue au contrôle des hommes et du sol le strict contrôle du second.

L'administration de province octroie aux membres de la classe locale moyenne et supérieure des surfaces affermées, de quelques hectares à plus d'une douzaine, dites *myō* ou *fumyō* = nom, parcelle fiscale nommée du nom de qui les cultive. On découpe les secteurs à affermer sans considérer le contexte d'exploitation (rendement, qualité du sol, etc.). Condition préalable au contrat : le fermier règle l'impôt échu, exécute les services attendus et conserve l'excédent ; s'il ne paye pas l'impôt, il perd les droits sur sa parcelle.

Le seigneur local, qui est aussi ou a été fonctionnaire local, et à qui l'on confie le soin d'aménager le *shōen*, est assisté d'un personnel de gestion. Le cultivateur/*tato* a peu de droits, le gérant du domaine peut ne pas renouveler son contrat. Avec le temps, malgré la difficulté du labeur alliée à un modique outillage, il arrive que le *tato* devienne responsable des parcelles/*myō*, et *myōshu* (*myō* = nom ; *shu* = maître), maître de parcelle à son nom, donc ayant droit plus ou moins aisé – dit *dai.myō* si son champ est grand –, mais non moins astreint à l'impôt[11].

Le changement suscite des plaintes écrites. Dans le mémoire qu'adresse le fonctionnaire Miyoshi no Kiyoyuki au *ten.nō* sur la fiscalité, il exige qu'on emploie les moyens financiers, de plus en plus serrés, à accroître le personnel dirigeant et les institutions publiques dans l'agriculture et les transports et qu'on reprenne le principe d'attribution de la terre cultivable, disparu au IXe siècle, pour créer une base fiscale stable[12]. À la cour, encore au début du IXe siècle, certains membres de poids tiennent le système des Codes pour récupérable avec un tant soit peu de volonté politique. En 988, une plainte des chefs de district d'Owari (auj. Nagoya) et des gros fermiers sur l'incurie du gouverneur évoque le fait que les champs ne sont plus attribués depuis longtemps, mais c'est peut-être une pièce inventée pour nuire à un fonctionnaire[13].

Le système fiscal se fonde désormais sur le forfait. À chaque province s'applique une estimation, déterminée sur la seule base du terrier existant. Les registres de province consignent les surfaces imposées en services et prestations sous le terme *kōden*/rizières d'État ou publiques. Elles ne sont pas cadastrées : on ne mesure plus guère le sol, on s'assure du rendement moyen attendu d'une surface sur la base de la rizière d'État. Les terres défrichées accroissent la productivité de la province. Faute d'être aussitôt enregistrés sur la

liste des rizières d'État, elles forment une zone fiscale floue, source de plus d'un conflit.

Les objectifs du gouverneur et du *fumyō* ne sont pas les mêmes. L'un a tout intérêt, en dehors de l'impôt fixé, à tirer un revenu maximal de sa province au cours de son mandat de quatre ans. L'autre, contribuable aspirant à un revenu durable et croissant, est tenté d'investir plus.

Les révoltes de Taira no Masakado et Fujiwara no Sumitomo

Au milieu du xe siècle, il n'y a pas que les finances de l'État à chagriner la cour. À l'Est éclate la rébellion de Taira no Masakado, à l'Ouest celle de Fujiwara no Sumitomo, quasi en même temps. Les deux protagonistes ont la carrière typique des membres de rang moyen de la noblesse de cour qui, faute d'escompter une carrière à la capitale, tentent leur chance en province.

De 931 à 938, Sumitomo combat les pirates dans la mer Intérieure. Ses mérites lui valent le poste de gouverneur d'Iyo en Shikoku, qui ne le satisfait pas. Il se livre alors au commerce qu'il pourfendait jusqu'ici. En 939, il est déjà le chef pirate le plus puissant de la zone. La cour monte une expédition contre lui. En 941, Sumitomo est trahi, capturé et meurt en geôle.

Taira no Masakado, lui, descend du *ten.nō* Kanmu. Après plusieurs années de service en Kantō à l'Est, son grand-père, qui était prince impérial, a tenté sa chance en Kantō, suivi de plusieurs membres de la lignée Kanmu des Taira. En 935 survient une querelle entre Taira no Masakado et son oncle Kunika, au centre et à l'est du Kantō, qui

tourne à la rébellion politique. Sumitomo se proclame *ten.nō* et instaure sa propre cour. En 940, avant que la capitale ne réagisse, il est tué par des potentats régionaux dont font partie des ennemis au sein de son propre clan.

L'histoire des deux rebelles engendre des légendes, liées de près au culte d'esprits en colère qui, pour se venger d'injustices subies dans une vie antérieure, sèment maladies et catastrophes. Outre cette forme d'agitation sociale, se manifestent des mouvements suprarégionaux d'inspiration religieuse, qui vont s'amplifier. Deux autres phénomènes se profilent, que rend possibles l'autonomie accrue des provinces. D'abord, une armée de métier. Ensuite, la tendance des rejetons de la noblesse de cour qui a servi en province, à s'y établir. Les guerriers sis en province forment le vivier d'où sort le futur pouvoir : la noblesse guerrière.

Les seigneurs terriens

L'évolution des guerriers de métier en noblesse guerrière dirigeante est aussi l'histoire de leur lien fort à la terre que circonscrit l'expression : *isshokenmei no chi/*la terre que je voue ma vie à défendre. Quel que soit leur rapport avec la cour, les guerriers sont une noblesse terrienne. Des *Junker* prussiens.

L'extension du forfait fiscal fragmente les terres de province en plusieurs parcelles de surface variée, de nature juridique diverse, qui relèvent d'abord de la haute autorité locale. Cela change à partir du moment où différents détenteurs de droits sur la (même) terre montent leur propre dispositif de contrôle et assument les fonctions suprêmes de l'État central.

Depuis le Xe siècle, le territoire comprend deux catégories : le domaine public ou terre de province ; le domaine privé ou seigneurie/*shōen*. La terre de province est contrôlée par l'autorité locale au profit de l'État. Le *shōen* a deux types de propriétaires, possédants fonciers ou seigneurs terriens – *ryōshu*, dit l'historien nippon : les *shōen.ryōshu*, qui sont les membres de la famille royale et de la haute aristocratie (le *ten.nō* ne peut posséder la terre que s'il abdique), les temples et sanctuaires de haut rang liés aux instances précédentes, et contrôlent depuis Heian leur *shōen* avec des lieutenants locaux ; les *zaichi.ryōshu*, qui représentent formellement les seigneurs, et exercent un pouvoir local quasi plein ; en principe, les seigneurs locaux, qui sont subordonnés aux seigneurs terriens – les propriétaires –, font partie des fonctionnaires de rang moyen et inférieur, des potentats ou notables locaux ou de la classe des guerriers ou *bushi*, mais ces trois catégories se recouvrent[14]. Cette division recouvre la distinction entre les deux élites dirigeantes qui se détachent de la fin du VIIe à la fin du XIIe siècle : celle du centre – maisnée impériale, noblesse de cour, grands établissements religieux – et celle de la région, dont les racines remontent aux chefs régionaux d'avant l'État des Codes[15]. Plus d'un ayant droit intervient dans le contrôle du *shōen*, et parler de propriété au sens de droit réel exclusif sur une chose est inadéquat.

L'évolution du domaine privé

Le *shōen*, dont l'existence va du VIIIe au XVIe siècle, n'est pas un phénomène homogène. Il passe par des formes et phases variables selon l'espace-temps. Qui plus est, les mots pour dire la chose varient selon les historiens… Au XIIe siècle, les *shōen* font plus de la moitié du

territoire contrôlé par l'État ou les seigneurs terriens et ne se distinguent plus guère de la terre de l'État/*kokugaryō*. À partir du XIVe siècle, leur importance décroît.

La structure agraire qui a cours du XIe au XVIe siècle est duelle. Certaines autorités de la capitale reçoivent pour leur entretien, outre des postes héréditaires, des *shōen* dans les provinces proches de la capitale. Ce système prend son plein essor avec le régime des *ten.nō*-retirés, entre 1069/1086 et 1192, période où le *ten.nō* abdique en faveur d'un successeur favori, mais continue d'exercer, *via* son propre appareil de pouvoir/*in.no.chō*, son autorité sur les affaires d'État. Les rizières d'État restent la base de la fiscalité officielle. À la cime de la société, les conflits concernent moins les postes dans la bureaucratie que le contrôle de la terre et donc de la force de travail. Ils surviennent entre le gouverneur, le notable et le chef de champ. Le premier réclame la redevance au second, auquel le troisième réclame des droits, et chacun s'arme pour défendre ses intérêts : « le sabre n'est jamais très loin de la rizière[16] ».

Les *shōen* forment un autre lien politico-économique important entre capitale et province. Le gouverneur perd d'autant moins le contrôle des *shōen* que le régime central, qui lutte aussi pour ces ressources, lui ordonne de contrôler leur caractère légal, voire limiter leur nombre. Déjà, en 902, l'État central décrète lois et ordonnances pour réorganiser les *shōen*. En 1069, avec le début du système des ex-empereurs, se crée une commission d'enregistrement des *shōen*, qui règle les conflits entre propriétaires et gouverneurs et, à la fin du XIIIe siècle, détient une fonction majeure au gouvernement.

De sa propre initiative, le gouverneur peut aussi contrôler la légitimité des *shōen*, accorder des allégements fiscaux partiels et donc autoriser la formation de *shōen*. Pour ce, il tient compte des intérêts contradictoires des groupes à la cour et des notables en province. Il

accorde des privilèges qui valent jusqu'à la fin de son mandat de quatre ans. Il a charge aussi de dresser la topographie de la province, y compris des *shōen*, et de tenir les registres territoriaux. Mais, pour les *shōen* assez peu nombreux, souvent proches de la capitale et dotés de libertés spéciales, telle l'interdiction faite aux fonctionnaires provinciaux de fouler le *shōen* sans permission du propriétaire, il doit se contenter des registres tenus par l'administration du *shōen*.

Les terriers forment aux siècles suivants la base à partir de laquelle sont répartis les impôts particuliers sur les provinces et *shōen*, qui financent les tâches de l'État : reconstruction régulière des sanctuaires d'Ise, rites d'installation du *ten.nō* ; entretien ou reconstruction du palais ou des temples et sanctuaires de haut parage en province ; à partir du XIIe siècle, constructions et cérémonies du shōgounat.

En revanche, les installations publiques en agricoles et hydrauliques passent désormais au second plan, car il faut répartir à nouveau les charges respectives entre les institutions et groupements, qui engrangent des revenus agricoles en province et dans les *shōen*. Le ralentissement de la perception fiscale laisse les dispositifs de drainage et d'irrigation à l'état désaffecté et fait chuter la productivité agricole au Xe siècle.

Au XIe siècle, les *shōen* se multiplient. Pour échapper au fisc et se protéger des gouverneurs qui font valoir que les terres sont publiques, les maîtres des *shōen* font donation : ils cèdent leurs droits à qui est plus puissant qu'eux et exempté d'impôt, *i.e.* la noblesse de cour ou les temples. Le nouveau propriétaire/*ryōshu* protège le gérant et le confirme à son poste en échange d'un paiement régulier. Si le *ryōshu* n'a pas assez d'entregent pour garantir sa protection, il peut céder à son tour ses droits à plus puissant que lui, par exemple un membre de la famille Fujiwara, qui en devient l'éminent

propriétaire/*honke*. Les droits sur le *shōen* sont donc nombreux, complexes, feuilletés. La notion de *shiki*/droit à revenu, circonscrit la nature du revenu que sont habilités à percevoir *honke* et *ryōke*. Entre-temps, une nouvelle unité fiscale est apparue, qui va tenir jusqu'au XIVe siècle. La terre est divisée en un petit nombre de *dai.myō*/grands *myō*.

Au XIIe siècle se forment, disséminés dans toutes les provinces, de puissants complexes de *shōen* de familles et d'institutions, qui ne sont pas la propriété de personnes isolées, mais comme un fidéicommis avec un représentant, par exemple le chef des Fujiwara, lesquels possèdent plus de 400 *shōen*. La maisnée royale peut bien avoir deux douzaines de *shōen*, surtout en province. Les sanctuaires d'Ise en comptent plus de 150 seigneuries, et les deux sanctuaires Kamo à Kyōto, tout de même cinquante. Parmi les temples, le *Tōdaiji*, avec près de 270 propriétés, prend une place en vue.

À la fin du XIIe siècle et au XIIIe siècle, il n'y a plus guère de différence structurelle entre terres de province et *shōen*. Selon les circonstances, les seigneuries de cour sont installées en *shōen* ou seigneuries de province. Aux XIIe et XIIIe siècles, même au plus fort de l'extension des *shōen*, ces deux formations territoriales s'équilibrent. Concurrence et conflits se développent plus entre groupes de pouvoir isolés qu'entre *shōen* et province. La concurrence entre les élites de cour est entre-temps relayée, à partir du XIe siècle, par celle avec les « arrivistes » de province, et plus encore à la fin du XIIe siècle, après l'émergence de l'État guerrier à l'est du pays.

Au XVe siècle, après que la noblesse guerrière s'est imposée comme la nouvelle classe régnante, les derniers grands *shōen* disparaissent. Quelques-uns survivent jusqu'au XVIe siècle.

La hiérarchie du domaine privé

Ces relations verticales conflictuelles se retrouvent dans l'institution des *shōen* au XIIe et au début du XIIIe siècle. À la tête de la seigneurie est le *honke/*seigneur suprême ou maison principale. Ce suzerain protecteur, membre des hauts cercles de cour, pèse de son poids politique et de son prestige, mais n'intervient pas dans l'administration. Par son rattachement au *honke*, le *shōen* ne relève plus de la courroie des directives qui va de l'autorité centrale au gouverneur. Au poste inférieur immédiat, le *ryōke/*maison exerçant le pouvoir, lui aussi noble de cour de haut parage, membre de l'administration centrale, a une expérience politique et administrative qui compte pour la création du *shōen*. Le poste inférieur immédiat de chargé d'affaires/*azukaridokoro* revient à un fonctionnaire de la capitale de rang moyen, qui occupe un poste de direction au bureau du *honke*.

Le *ryōke* dirige les affaires du *shōen* depuis la capitale, tandis que l'*azukaridokoro*, agent de liaison entre la capitale et l'administration locale, se rend en province, où son homologue local est le *geshi/*administrateur-adjoint, qui réside au *shōen* et gère l'administration de la terre, le soin de la prospérité agricole, l'organisation des impôts et services, la basse juridiction et les forces de police. À ses ordres, il a des fonctionnaires locaux subalternes. L'appareil central et régional régit la couche des producteurs agricoles, souvent appelés *hyakushō*, libres habitants du *shōen*, mais assujettis à des impôts et diverses corvées en contrepartie d'un droit stable de propriété sur une partie de la terre qu'ils cultivent.

La fonction de ces agents de *shōen* est souvent suffixée du terme générique de *shiki* (*geshi.shiki*, *ryō.shiki*, etc.), qui est à l'origine une charge publique, réservée aux élites centrales et régionales, mais

devient, dès la fin du XIe siècle, l'équivalent d'une propriété héréditaire. Au XIVe siècle naissent aussi des *shiki* non liés à la classe, qui s'achètent et se vendent librement. Le terme évolue aux XIIIe et XIVe siècles pour désigner les droits à revenu et bénéfice administratif liés au titre occupé dans la hiérarchie administrative du *shōen*. Le *shiki* exprime une organisation hiérarchisée pour laquelle le terme de droit de propriété, qui exclut d'autres prétentions, n'est pas adéquat.

À partir du XIe siècle, pour administrer les *shōen* et certaines propriétés, les nobles se dotent de leurs propres maisons, avec des fonctionnaires locaux en province. Les sanctuaires et la maisnée impériale agissent souvent en puissances protectrices des groupes extra-agraires (pêcheurs, chasseurs, bûcherons, marchands, artisans). Comme les *shōen*, elles tissent sur tout le pays des réseaux à la tête desquels se greffent des clans et institutions certes puissants. Parallèlement, il se forme des réseaux horizontaux de sous-fifres (*jinin*/gens appartenant aux dieux, *dōshū*) affectés aux sanctuaires et aux temples, qui font parler d'eux en raison de leur autonomie, de leur violence armée et de leur âpreté en affaires et tendent à se développer en guildes[17].

La surface et la situation des *shōen* sont multiples. La différence se ramène surtout au type de redevance, à la région et à l'historique du lieu. Si les redevances sont avant tout des produits de la mer, des villages de pêche ou des baies peuvent former *shōen*, de même que d'autres espaces ouverts (lacs, forêts, montagnes). Au nord de la plaine du Kantō, des *gun* entiers deviennent des *shōen*. Ces transactions sont souvent le fait de potentats locaux, qui ont souvent recultivé de vastes surfaces d'un district, souvent de plus de 1 000 ha, transmis leurs droits légaux ainsi acquis à de puissantes maisons de la capitale (*honke*, *ryōke*) et les récupèrent sous forme d'une charge locale de *shōen*.

Les seigneurs locaux

À partir du milieu du XIe siècle, la strate dirigeante locale, et d'abord les chefs de district/*gunji*, ont une position clé dans le conflit entre seigneurs à la capitale et gouverneurs de province. À peine ont-ils quelque chose à voir avec leurs prédécesseurs du temps des Codes. Les districts sont devenus entre-temps la seule instance administrative au-dessous du gouverneur et de son état-major. Leurs chefs se recrutent parmi les puissants clans locaux, qui doivent leur position à leur compétence agricole et guerrière. Beaucoup descendent d'ex-gouverneurs qui se sont fixés en province ou de fonctionnaires envoyés de la capitale. Leur titre de fonction est aussi flanqué du terme typique de *shiki*.

Au XIIe siècle, leur charge devient déjà propriété héréditaire. Elle inclut recouvrement de l'impôt, basse juridiction, force de police, entretien du champ, toutes tâches similaires à celles du *geshi* ou administrateur local du *shōen*. Les chefs de districts, comme les autres fonctionnaires de province, sont membres détenteurs de lots fiscaux/*myō* particuliers, où ils peuvent établir, à des conditions plus favorables, un droit de propriété plus stable que ce n'était le cas sur l'ancien *fumyō*. Cette couche de potentats gagne en autonomie. Ils constituent un type seigneurial différent du seigneur de *shōen* de la capitale et des *ryōke* et *honke*. Si les seigneurs locaux passent certains moments à la capitale, par exemple pour le service militaire, c'est la province, la société locale qui forme le plus clair de leurs activités.

Au centre de leur vie, la résidence et terres attenantes/*yashiki*, de près d'1 ha, avec le logis du seigneur et les dépendances des écuyers chargés de la garde et des serviteurs non libres, ainsi que greniers, remises à outil, écuries, installations opérationnelles, jardins et enclos. La résidence est ceinte d'un simple mur palissadé et d'un fossé

d’eau. Sa porte d’entrée, accessible par un pont, est pourvue d’une structure qui sert de mirador et de mini-arsenal. La douve protège, mais sert aussi de réservoir d’eau, d’ordinaire peu profonde et plus aisément réchauffable, d’où l’on arrose les plants de riz et irrigue aussi les rizières autour.

Le *yashiki* est au cœur de l’économie locale seigneuriale. Tout autour sont aménagées les rizières inondées et cultures sèches, que cultivent les serviteurs non libres. La résidence forme une aire autonome, inviolable, subordonnée au seigneur. Le terrain cultivable, d’une surface d’environ 10 ha, est libre de toute corvée auprès des autorités. Résidence et terres attenantes forment le noyau idéel, juridique et opérationnel de la propriété. Les seigneurs locaux font souvent valoir leurs droits de propriété sur le terrain environnant.

Près de la résidence se trouvent les foyers des paysans non libres/*shojū* et l’agglomération des paysans libres/*hyakushō*. Les fermes sont plus petites que la résidence, mais de structure similaire. Sur le *yashiki*, d’une surface d’un à trois dixièmes d’hectare, habite le ménage paysan : le noyau familial, parfois aussi ses dépendants/*genin*. La petite entreprise paysanne prédomine à partir du XIe siècle.

Sur le manoir se trouvent aussi les infrastructures de production et un enclos à buffles. Dans le jardin limitrophe sont plantés les produits agricoles pour les besoins propres ou les redevances au seigneur (mûriers pour la soie, chanvre pour habits, agrumes, etc.). Ces lieux sont ceints d’une haie ou d’un enclos accessibles par une voûte dont les poteaux, attachés par une corde sacrée, sont censés éloigner les esprits indésirables et symbolisent l’exigence de propriété. L’habitat paysan forme une zone asilaire que l’envoyé du seigneur ne peut franchir sans l’aval du propriétaire.

Autour des agglomérations villageoises, pas toujours voisines de la résidence, s'étend la parcelle cultivée d'aridoculture et de riziculture mouillée. L'économie paysanne repose en moyenne sur 1 ha de rizière mouillée ou le double en aridoculture. Au XIIe siècle, non seulement avec leur habitat, mais aussi sur une grande partie de leur champ, les paysans ont déjà un droit de propriété stable. Sans doute à cause de la riziculture mouillée intensive, mais aussi d'une pénurie latente de force de travail. Mais la culture n'occupe qu'une mince partie de leur surface.

La terre en friche, attenante au champ cultivé, sert souvent à obtenir de l'engrais vert et du bois, et de pâturage au maigre bétail. L'exploitation forestière est strictement réglementée pour que le sol retienne son eau. Nombre de villages et leurs communes appartiennent à la seigneurie ou à une sous-unité de la terre de province. Souvent, les frontières des terres seigneuriales sont tracées au mépris de celles des communes. Les paysans doivent alors s'acquitter de prestations auprès de divers seigneurs.

Sur la surface cultivée sont disséminés les champs exemptés d'impôts/*kyūden*, qu'afferme à l'année le paysan, et les parcelles fiscales/*myō*, qui appartiennent au seigneur local. La propriété locale s'étale en cercles concentriques, qui signalent le degré du droit de propriété : au centre, le *yashiki*, plus loin le *kyūden*, encore plus loin le *myō*, dont une partie des rapports revient au propriétaire du *shōen* ou à l'autorité provinciale ; dans le cercle suivant, les unités de paysans libres dont le seigneur local tire services et redevances pour le propriétaire du *shōen* à la capitale ou pour l'autorité de province. Les conflits ne manquent pas entre paysans, seigneurs locaux et instances supérieures sur la répartition des droits à revenu[18].

Au début du Xe siècle, pour une population d'environ 4 millions de têtes, la surface de riziculture inondée, à l'exclusion des Ryūkyū et de

Hokkaidō, est estimée à 860 000 ha. Au milieu du XIVe siècle, elle n’atteint guère que 940 000 ha pour quelque 10 millions d’âmes. Avant le milieu du XVIIIe, elle fait un bond, soit 1 600 000 ha pour 25 millions d’habitants. Ces chiffres montrent que la même surface peut nourrir un nombre croissant de personnes.

À cette intensification de l’agriculture contribuent l’irrigation et l’assèchement efficaces. Les méthodes de culture sont plus rentables avec l’emploi des plants de riz, l’amélioration du fumier et des outils et l’introduction d’espèces de riz mieux adaptées au climat. À partir du XIIe siècle, les champs produisent deux, voire trois récoltes par an.

Les guerriers et leurs vassaux

Les nobles de cour, frustrés de leurs minces perspectives de carrière à la capitale, ne cessent de s’installer en province, de contracter mariage dans les clans dirigeants de la société locale, de revenir à la capitale pour effectuer des services militaires à la cour. Ils s’y marient souvent – tout en restant mariés en province – dans des familles de fonctionnaires de cour de rang moyen, de préférence avec des filles de gouverneurs d’extraction égale à la leur. Par leur navette, ils nouent à la capitale des rapports qui leur sont utiles à nouveau en province, et inversement. Ils servent la cour en soldats compétents, mais chaque campagne victorieuse accroît leur puissance et renforce la méfiance de ceux qui les missionnent. Parmi les familles illustres de cette nouvelle strate sociale, figurent les Taira et les Minamoto, d’ascendance impériale. Elles éclatent encore en lignées et sous-lignées, qui se fixent en diverses provinces.

En 1028, Taira no Tadatsune, dont l’aire de pouvoir couvre les provinces de Shimōsa et de Kazusa en Kantō (dép. Chiba), attaque la

province voisine d'Awa, à la pointe sud de la péninsule de Chiba et vole le fisc dans ses propres provinces. En 1030, la cour envoie Minamoto no Yorinobu, gouverneur du Kantō, raisonner Tadatsune, qui se soumet à lui sans lutter et se déclare son partisan. C'est le témoignage le plus ancien de la puissance désormais croissante de cette lignée des Minamoto à l'Est, et aussi la preuve de l'extension des liens de vassalité à l'Est. En 1051, le fils de Yorinobu, Yoriyoshi, et le fils de celui-ci, Yoshi'ie, sont envoyés en Mitsubishi, au Nord-Est, pour écraser la rébellion du clan local Abe, qui est vaincu neuf ans après, avec l'aide du clan Kiyohara de la province de Dewa. En 1083, Yoshi.ie, ex-gouverneur de Mutsu et commandant, règle un autre problème interne aux Kiyohara en 1087 en trois ans de luttes. Comme la cour refuse de tenir son acte pour expédition militaire d'État et de le dédommager sur ses propres deniers, Yoshi'ie paye ses chefs, stationnés au Nord-Est, par ses propres moyens et en tire d'autant plus de prestige auprès des guerriers du Nord-Est.

Par la suite, plusieurs familles locales influentes transfèrent leurs droits de possession foncière à Yoshi'ie pour se ranger à sa suite et placer leur pays sous sa protection et à l'abri des gouverneurs. En 1091, la cour recourt à la loi pour contrer l'emprise de Yoshi'ie sur la région, mais n'entame pas son prestige. Là aussi se manifeste, à la fin du XIe siècle, le poids croissant des partisans militaires à l'Est, en combinaison avec le transfert des droits fonciers ou d'autres, pour récupérer les fiefs en retour. La sphère d'influence élargie à l'Est, fondée par ses ancêtres et par Yoshi'ie, surtout en Kantō, pousse certains de ses descendants à s'y installer au XIIe siècle et à exploiter cette base. Parmi les clans connus à assumer le legs de Yoshi'ie en Kantō figurent les Nitta et les Ashikaga qui, pour exprimer leur lien avec le pays, ajoutent à leur nom de clan Minamoto celui du *shōen* où ils ont leur siège. Au Nord-Est même, après le retrait du dernier des

généraux Minamoto, les Ōshū-Fujiwara, alliés aux Kiyohara, peuvent consolider leur pouvoir en Dewa et en Mutsu en 1094. La région connaît une ère de prospérité qui dure jusqu'à la fin du XIIe siècle. Les descendants de Yoshi'ie y mettront pourtant fin.

Les autorités de province ont un rôle clé dans l'organisation des guerriers. Les seigneurs locaux les recrutent pour les expéditions militaires contre Taira no Tadatsune ou les provinces rebelles au Nord-Est. Comme les anciens corvéables ne sont plus recensés depuis déjà le IXe siècle, les gouverneurs transfèrent les tâches militaires et policières aux familles locales, qui ont fait leurs preuves dans le métier des armes. Maint poste militaire de récente création devient héréditaire, de même que les armes, armures, autres équipements et l'art de la guerre, dans certaines familles de guerriers. Le rang de chef est réattribué pour toute entreprise militaire. Les gouverneurs disposent au XIe siècle de listes régulières qui recensent les « guerriers en la province »/*kokunai no bushi*. Le métier de guerrier/*bushi* se professionnalise.

Au XIIe siècle, les *bushi* échappent au contrôle du gouverneur. Ils se regroupent autour de détenteurs des postes militaires et policiers supérieurs dotés de grand prestige et de charisme, dits meneurs de *bushi/buke no tōryō*. La signature rituelle, qui formalise l'entrée du guerrier au service d'un seigneur, se répand dans le Kantō. Le régime central favorise cette tendance, censée garantir plus d'efficacité et le contrôle renforcé de guerriers imprévisibles à ses yeux. Les chefs *bushi* obtiennent le droit de proposer pour certains de leurs guerriers des récompenses par transfert de *shiki* et de punir eux-mêmes les guerriers récalcitrants. Les guerriers deviennent autonomes. Les éléments de la féodalité sont réunis : le métier de la guerre, qu'organise la vassalité, dont le fief est la base matérielle[19].

Le pouvoir passe du ten.nō *aux régents Fujiwara*

L'ascension des Fujiwara n'est pas un processus continu. Le système des examens permet encore un relatif accès direct aux rangs et fonctions. Les *ten.nō* sont en position de l'imposer. Kanmu est de cette eau. Les liens matrilocaux avec les Fujiwara ne le grèvent pas. Il tient à renouveler les institutions d'État au sens des Codes. Les inspecteurs doivent contrôler la mise en service de la politique impériale hors de la capitale. Mais l'État doit faire des concessions aux familles de l'aristocratie sur l'hérédité des rangs et fonctions. L'Office des études supérieures perd sa fonction non pas tant d'institution formatrice que de vivier de futurs fonctionnaires, si bien que les hautes fonctions de l'État restent réservées à une minorité de familles. Parmi celles-ci, les Fujiwara prospèrent, qui monopolisent les postes de grand ministre, puis, jouant de leurs liens familiaux, parviennent à la régence.

Des trois fils qui succèdent à Kanmu, le plus sinophile est Saga (786-842), moins organisateur que son père, mais lettré confucéen et grand calligraphe. Lui aussi s'efforce de contrer l'influence accrue des Fujiwara. Il augmente de 8 personnes le conseil d'État. En 810, il crée un Bureau des archives, organe exécutif, puis, en 820, un Bureau de police, et en 834, le Code des lois, avec un commentaire officiel/*Ryō no gige*.

En 857, Fujiwara no Yoshifusa est nommé au grade suprême de grand ministre, le seul à être associé au premier rang de la hiérarchie. Cette fonction de conseiller du *ten.nō* était dévolue jusqu'ici à la seule famille de ce dernier. En 858, à la mort de son neveu Montoku.*ten.nō*, Yoshifusa assume pour la première fois, comme non membre de la maisnée régnante, la régence au profit de Seiwa qui, fils et successeur

du précédent *ten.nō*, est le petit-fils de et a grandi chez Yoshifusa. En 866, ce dernier reçoit la charge nominale de *sesshō*/régent. À son tour, son fils adoptif, Mototsune, assume la même tâche pour Kōkō.*ten.nō* adulte et élargit l'influence des Fujiwara. Cette activité, qui participe de celle de grand ministre, prend le nom de *kanpaku/*grand rapporteur au xe siècle. Grâce à ces deux offices, les Fujiwara règnent bien cent cinquante ans.

Même si le *ten.nō* réussit parfois à se passer d'un régent, sa position décline. Il demeure source de légitimité morale et garante du rituel, mais n'est plus vraiment le souverain politique absolu et servi par de loyaux fonctionnaires. On l'écarte de plus en plus des affaires.

À partir de 967, les Fujiwara retrouvent leur monopole de régents. Les décisions de la cour émanent de leurs bureaux, non des ministères. En 995, la famille est à son apogée. Fujiwara no Michinaga, dont la personnalité fait resplendir la culture de cour, possède un domaine supérieur à celui de la famille du *ten.nō*. Il a prétention héréditaire aux fonctions de grand ministre et de régent. Michinaga exerce la régence une seule année, mais sa position en cour, comme père de quatre *ten.nō* femmes et aïeul de trois futurs *ten.nō*, est incontestée durant plus de trente ans.

L'accaparement des affaires par les Fujiwara signifie *de facto* la fin de l'État-*ritsu.ryō*, dont les bases – la terre cultivable, propriété d'État ; l'éducation requise pour les rangs et fonctions d'État – sont sapées. Les institutions en place ne sont pas supprimées, mais réduites à la simple partie cérémonielle de leur tâche, tandis qu'apparaissent de nouvelles fonctions pour la politique quotidienne.

Distincte de celle d'État des Codes, la notion d'État courtisan désigne l'époque de la domination des régents[20]. Les règlements de succession – pas de primogéniture, adoptions faciles – et les structures familiales – polygamie, mariage entre parents au

quatrième degré, matrilocalité – font que la plupart des *ten.nō* accèdent trop jeunes au pouvoir et n'ont ni l'indépendance ni la maturité pour refuser de nommer régent ou grand ministre leurs parents Fujiwara.

Tandis que la noblesse de cour profite de la nouvelle situation, certains nobles lettrés isolés, tel Sugawara no Michizane (845-903), défendent contre les Fujiwara le régime des Codes. Si le modèle chinois décline, c'est aussi que la dynastie des Tang n'est pas loin de sa fin. D'ailleurs, la douzième ambassade à la Chine, en 839, sera la dernière officielle avant cinq siècles.

Les autres échanges continuent, mais le Japon, lui, se dégage de l'empire du milieu pour trouver sa forme propre de pouvoir, qui certes impose au *ten.nō* des devoirs sacrés – culte des divins ancêtres, actes cérémoniels de pouvoir –, mais délègue l'exécutif à une régence. Quant à savoir qui, sous quelle forme exercera cette régence, cela n'est jamais fixé et sera une question chronique.

À la fin du XIe siècle, certains *ten.nō* cherchent et parviennent à ramener l'exercice du pouvoir dans le giron familial. Pour ce, ils abdiquent au bout de quelques années de règne et, depuis les bureaux de leur propre administration/*in.no.chō*, gèrent les affaires au profit de leurs jeunes fils ou petits-fils.

Go.Sanjō.*ten.nō* (1034-1073) crée les bases de cette fonction parallèle à la régence Fujiwara. En 1068, après avoir accédé à son poste adulte et sans la tutelle d'un grand-père Fujiwara, il prend les mesures pour endiguer la propriété privée en passant par-dessus les régents Fujiwara. Grâce à ce regain d'autonomie, Shirakawa.*ten.nō* (1053-1129), son fils et successeur, institue après 1087, date de son abdication, le gouvernement dit du cloître/*in.sei* ou du *ten.nō* retiré, charge qu'il exerce quarante-trois ans et pour trois *ten.nō*. Les *ten.nō*

Toba (1123-1156) et Go.Shirakawa (1127-1192) règnent aussi longtemps.

Au XIIe siècle, la cour et la capitale ont bien changé depuis leur création. L'ordre *ten.nō*-centré ne vaut plus. Les cours cohabitent, chacune à son lieu : le *ten.nō* au palais, le régent à sa résidence ; l'ex-*ten.nō* au cloître. Au fil du temps, en raison de sa croissance, des catastrophes naturelles et des actes de violence, la ville perd son bel équilibre. En 1177, le feu ravage le hall de cérémonies du palais.

La noblesse guerrière au pouvoir

Au milieu du XIIe siècle, les guerriers se rapprochent des groupes de la cour auxquels ils se rendent indispensables par leurs services. En 1156, les clans guerriers Minamoto de la lignée Seiwa et Taira, de la lignée Kanmu interviennent dans les rivalités internes des Fujiwara et les querelles de succession, cette fois non en guerriers recrutés mais en leur propre nom.

En 1159, alors que Go.Shirakawa vient de devenir *ten.nō* retiré, les vives tensions entre la maison impériale, l'aristocratie de cour et la noblesse guerrière et même au sein de chaque faction, mènent à de rudes confrontations. Le chef de guerre Taira no Kiyomori prend la main et impose à la cour son clan, qui dès lors occupe les rangs et fonctions jusqu'alors réservés à l'élite de l'aristocratie. À cause de l'opposition de la cour et de son faible ancrage en province, Kiyomori et les siens ne réussissent pas à percer à la cour.

À la tête du mouvement opposé est Minamoto no Yoritomo, fils d'un ennemi tué par Kiyomori et descendant du légendaire Minamoto no Yoshi'ie. Selon sa pratique, le clan Taira l'a banni, encore enfant, sur la péninsule d'Izu. Là, il répond à l'appel du prince Mochihito, fils

de Go.Shirakawa.*ten.nō*, à résister à Kiyomori l'autocrate. Fort des exploits de ses ancêtres, il se forge, en sa qualité de chef des guerriers, une assise dans les provinces de l'Est. Mochihito lui offre l'occasion rêvée d'unifier sous sa direction les *bushi* de l'Est, et surtout du Kantō.

En 1185, à la bataille de Dan no Ura, dans le détroit entre Honshū et Kyūshū, Yoritomo remporte une victoire décisive. Sa puissance repose sur la politique d'alliances, qu'il s'entend à mener en conférant titres et privilèges. Sur la base de ses partisans, il édifie une vassalité institutionnalisée. Sa famille ne lui sert qu'en partie à cela, la parentèle perd en importance. L'épouse de Yoritomo sort de la famille des Taira. De 1180 à 1185, cette guerre n'oppose pas des clans ennemis, mais des forces sociales antagonistes.

En 1185, malgré ses rapports tendus avec Go.Shirakawa, Yoritomo arrive à se faire accorder tous pouvoirs par la cour. Il place ses représentants en toutes provinces et lève un impôt pour les militaires afin de poursuivre les partisans en déroute de Kiyomori. Un appareil de pouvoir se fonde, qui embrasse tout le pays, et dont les piliers sont les protecteurs militaires/*shugo* et les administrateurs militaires/*jitō*, présents dans les provinces et dans les seigneuries *shōen*. Toute la chaîne du commandement aboutit à Kamakura, où Yoritomo entreprend en 1184 d'édifier un régime autonome, qui tire néanmoins sa légitimité de la cour. La bipolarité entre Kamakura et Heian dure jusqu'au XIVe siècle.

Monte alors une classe des guerriers/*bushi*, liée à la disparition de l'armée de conscrits et à l'insécurité des domaines privés/*shōen* où chacun défend sa terre, qui amorce la transition de l'État courtisan à l'État féodal. Elle s'implante à la cour et s'y taille un pouvoir, qui aboutit peu à peu à la formation d'un régime féodal qui, comme en Europe, lie le vassal à son suzerain.

La cour se laisse entraîner dans les luttes de la noblesse militaire provinciale qui, formée à partir du Xe siècle, revendique d'autant plus son indépendance que les nobles de cour ne se hâtent guère d'assumer leur fonction sur place et que l'extension du domaine privé limite les possibilités pour l'État d'agir en province. Il se forme dans les provinces, pour la protection des biens privés, des bandes armées, groupées autour de chefs individuels, membres de l'élite provinciale et détenteurs d'assez de terres pour entretenir celles-ci.

À partir de l'instauration de l'*in.sei*, les familles de la noblesse de cour et du *ten.nō* acquièrent encore plus de terres par donation. En 1156, à la mort de Toba.*ten.nō*, seul un pan de la terre cultivée est encore propriété d'État. Pour contrôler ce bien d'où provient sa richesse, la cour dépend de la noblesse armée de province. Pour protéger les intérêts du *ten.nō* et des régents, Fujiwara no Michinaga se fait aider par la famille Minamoto, qui descend du *ten.nō* Seiwa, et les ex-*ten.nō* par la famille Taira, qui descend du *ten.nō* Kanmu.

Ces deux familles se sont attaché en province une forte base de terres et de partisans : à l'est et au nord-est de la capitale, pour les Minamoto ; à l'ouest et le long de la mer Intérieure, pour les Taira, qui contrôlent le juteux commerce avec la Chine. En 1156, lors de querelles de succession, le *ten.nō* régnant et l'ex-*ten.nō* réclament respectivement l'aide des Minamoto et des Taira. Cette fois, les deux familles de province portent la guerre à la capitale, qui ne connaissait pas de conflit depuis cinq siècles. Les troubles éclatent en 1159. Les Taira en sortent vainqueurs.

Dès lors, l'élite militaire fixe le cours des événements à la capitale et gagne en influence sur le gouvernement. Taira no Kiyomori, qui a soutenu Go.Shirakawa en 1156 comme *ten.nō* et en 1159 comme ex-*ten.nō*, est le premier guerrier à faire aboutir son exigence d'un rang hiérarchique supérieur et à être grand ministre jusqu'en 1167.

Comme les Fujiwara en leur temps, il procure aux membres de sa famille des postes importants, marie l'une de ses filles à Takakura.*ten.nō* et fait devenir *ten.nō* en 1180 sous le nom d'Antoku son petit-fils âgé de deux ans.

Bien que Kiyomori se retire tôt de la fonction de grand ministre pour vivre au port de Fukuhara, la résidence des Taira, dans le secteur de Rokuhara à Heian, devient pour une vingtaine d'années le siège du régime. Malgré leur intégration de forme à la cour, les Taira restent des outsiders. Sa gouvernance dictatoriale isole Kiyomori, qui ne devient pas régent. Ses ennemis se regroupent autour de l'ex-*ten.nō*, puis des Minamoto, lesquels se reforment à l'Est. Après la mort de Kiyomori (1181), les Taira sont défaits en 1185 à la bataille navale de Dan no ura. Parfois comparée aux luttes entre les Guelfes les Gibelins de l'Italie des XIIe et XIIIe siècles, la lutte de pouvoir entre Taira et Minamoto dure cinq ans. La guerre civile fait rage, qui semble vérifier les prophéties de la fin de la Loi.

Le temps du guerrier succède au temps du courtisan. L'ère du *bushi* inaugure un nouveau style de vie. Le sang et la mort étaient tabous, une atmosphère féminine prévalait dans les cercles royaux. La virilité l'emporte à présent. Le sabre est à l'honneur, symbole de valeur martiale et de courage. Savoir mourir fait la fierté du samouraï. Le principe confucianiste de relation verticale entre suzerain et son vassal prend le pas.

Le ten.nō *obsolète*

Il s'avère que le Japon, enfin devenu Japon, n'est plus concerné par les menaces militaires qui avaient motivé en partie la création de l'État-*Ritsu.ryō*. Lorsque celles-ci s'estompent, les raisons de maintenir

celui-ci s'effritent. Ensuite, le bouleversement politique en Asie orientale et mainte raison interne se combinent pour provoquer le déclin et la chute du régime qui avait fourni la base historique de l'idéologie royale sacrée.

De fait, la base fiscale de l'État s'affaiblit lorsque les biens fonciers des nobles, des sanctuaires et des temples virent aux domaines privés, qui caractérisent l'économie agricole des siècles suivants. Avec l'ascension des Fujiwara, le *ten.nō* perd de son pouvoir. Les *Règlements de l'ère Engi/Engi.shiki* (927) est peut-être l'effort ultime du régime central pour restaurer et renforcer l'idéal de communauté liturgique de l'État-*Ritsu.ryō* du VII[e] siècle.

En fait, il semble que l'idéologie de la royauté sacrée n'ait été créée, restaurée et renforcée qu'à la faveur des crises nationales. C'est le cas dans la seconde moitié du VII[e] siècle, ainsi que dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, quand refait surface l'idéologie sacrée de l'État des Codes. Dès les temps archaïques jusqu'au temps présent, une conception de l'État et de la royauté se forme, qui procure *mutatis mutandis* à la société du Japon sa permanence structurelle.

QUATRIÈME PARTIE

MOYEN ÂGE : PREMIÈRE ÉPOQUE FÉODALE, DE L'ASCENSION DES GUERRIERS À LA VEILLE DE L'UNIFICATION

CHAPITRE XII

Période Kamakura (1185-1333)

Après leur victoire définitive de 1185, à la bataille navale de Dan no ura, les Minamoto exercent leur domination militaire sur le pays. Yoritomo s'est ménagé à Kamakura une base, qui devient le siège de son régime, dit *bakufu* (*baku* = rideau tendu autour du centre de commandement ; *fu* = gouvernement), terme appliqué à tous shōgounats ultérieurs. Plutôt que de briguer fonction à la cour, Yoritomo obtient l'aval de l'ex-*ten.nō* pour créer un dispositif de surveillance des administrations de province, avec *shugo*/gouverneurs militaires, et *jitō*/administrateurs militaires pour les *shōen*/grands domaines privés.

Muni des pleins pouvoirs, Yoritomo contrôle tout le pays depuis le *bakufu*. En 1192, Go.Toba.*ten.nō* le nomme *sei.i.tai.shōgun*/régent militaire. Cet exercice de la régence par un membre de l'élite militaire, avec le concours des bureaux de l'administration militaire, marque la fin de la domination de la cour du *ten.nō*.

Le nouveau pouvoir central se concentre d'abord à l'Est. En 1189, Yoritomo fait campagne au Nord-Est où a fui son ennemi de frère, Yoshitsune, qui meurt là-bas. Le règne des Ōshū-Fujiwara à Hiraizumi

(dép. Iwate) s'achève, et le Nord-Est est incorporé au territoire de Yoritomo. Il se fait des alliés à la capitale avec la maison Kujō de la lignée Fujiwara. Il s'entoure de fonctionnaires expérimentés. Il nomme Yoshida Tsunefusa, noble influent, au poste de messager du *shōgun*, qui devient héréditaire au milieu du XIIIe siècle dans la maison Saionji.

La formation d'une régence exerçant les devoirs mondains du *ten.nō* infléchit l'évolution du système *ritsu.ryō*. On a déjà vu pareille régence, mais ceux qui cette fois assument la fonction ne sont pas membres de la famille du *ten.nō* ou de la noblesse de cour. Si leur autorité se fonde en un premier temps sur les liens de famille avec le *ten.nō* régnant, elle repose ensuite et de plus en plus sur la propriété privée. La privatisation du sol finit par supplanter le pouvoir politique sacré. La toute-puissance cultuelle et cérémonielle du *ten.nō*, elle, reste intacte.

L'institution de la vassalité par Yoritomo

Yoritomo se donne tous moyens de bâtir un régime inédit. Alors que Kiyomori a conquis plus ou moins l'appareil de pouvoir existant, Yoritomo mise sur les souples possibilités politiques que lui offre la vassalité. Il confisque et conserve les possessions des partisans de Kiyomori avec l'aval de la cour. Il reçoit 9 provinces-prébendes à l'Est.

La noblesse guerrière accapare les terres et la fonction publique. Le shōgounat décrète en 1223 la rédaction de registres territoriaux – compétence jusqu'ici réservée aux gouverneurs –, puis, assumant alors une fonction dévolue à l'État courtisan, promulgue en 1232 le

premier code de loi des guerriers, *Jōei.shikimoku/Liste de lois de l'ère Jōei*. Dans son journal, Kujō Masamoto, régent du *ten.nō* en 1476 et à la tête de la noblesse de cour, raconte qu'il a bien dû se rendre lui-même dans son *shōen* pour sécuriser la seule propriété qui lui reste. La politique agraire ne cesse d'accroître l'autonomie des provinces et de miner les droits sur le revenu et la propriété de la cour, qui est en train de perdre ses ressources économiques et notamment les *shōen*.

Yoritomo installe protecteurs provinciaux/*shugo* et baillis/*jitō* dans les *shōen* et en province, d'abord à l'Est et avec l'accord des seigneurs des *shōen*, puis dans tout le pays et à son gré. Le *shugo*, d'abord là pour assister le gouverneur aux tâches de police et d'organisation militaire, devient son pendant militaire et n'est pas loin d'assumer ses compétences. Le *jitō*, lui, est affecté à des rôles qui varient selon le cas : tâches militaires en premier lieu, mais aussi collecte de l'impôt, corvées et taxes pour le compte du *shōgun*. L'administrateur local du *shōen* qui s'est rangé parmi les vassaux, garde souvent ses anciens droits et devoirs, en devient *jitō* du *shōen* et ajoute à ses obligations envers le seigneur du *shōen* celles qu'il doit au shōgounat.

Les pleins pouvoirs du *shōgun* lui permettent de récompenser ses vassaux méritants par des terres, de se gagner de nouveaux vassaux et de garantir par documents à ces deux groupes leurs droits de propriété. Cette mesure touche les guerriers qui sont aussi des seigneurs locaux. Les *shiki* tendent à devenir héréditaires, les fiefs attribués par Yoritomo aussi. Une fois fixé à Kamakura, Yoritomo s'en voit nommer seigneur/*Kamakura dono* par ses gens. Son autorité ne repose pas sur sa seule fonction de *shōgun*, qui dénote la charge bureaucratique traditionnelle, tandis que celle de *dono* le consacre chef des guerriers et suzerain.

La cour pourvoit Yoritomo d'une série de fonctions largement militaires qui comptent parmi les plus élevées de la hiérarchie, notamment celle de *shōgun*. Elle le fait pour intégrer Yoritomo à l'ancien système et, par le choix des postes attribués, de lui opposer des barrières de statut. Ces reliques bureaucratiques, Yoritomo les combine à la vassalité pour édifier un nouveau type de régime.

Au cérémonial d'entrée dans la vassalité s'ajoute désormais l'audience chez Yoritomo. Le terme d'homme lige/*gokenin* s'impose pour le vassal qui, en guise de faveur et à l'instar du fief ou du *beneficum* en Europe occidentale, reçoit confirmation de ses droits de propriété et, selon ses mérites, de nouvelles propriétés à lui accordées en *shiki*. Il dédommage en services publics son suzerain de ses bons soins juridico-économiques. Il soutient aussi l'action officielle du seigneur de Kamakura par des paiements en nature. Yoritomo, lui, garantit la force publique à l'est et l'administration à l'ouest du pays. Il s'assure que ses vassaux veillent à ce que soient acquittées les redevances et corvées aux seigneurs *shōen* et autres instances.

La prise du shōgounat par les Hōjō

Après la mort de Yoritomo, sa femme Hōjō no Masako, qu'il a épousée en exil à Izu, lui succède. Le clan Hōjō siège à Izu. Masako est issue de la lignée des Taira, comme Masakado et Kiyomori. Les Hōjō, qui ont servi des générations durant de fonctionnaires locaux en province, jouissent d'une position de choix dans la structure politique locale du sud-Kantō. En s'alliant à ce puissant clan local, Yoritomo suit un modèle de carrière répandu.

Les fils de Yoritomo – Yori.ie, puis Sanetomo – lui succèdent, non sans hésitation, au shōgounat. Le principe dynastique s'impose au

sommet de la noblesse guerrière. De la succession décide en premier lieu Masako, qui a toute autorité sur ses vassaux, ainsi que le clan Hōjō, et surtout le père de Masako, Hōjō Tokimasa. À la cour revient de confirmer ce choix en nommant le *shōgun*. Les fils de Yoritomo pèsent de peu face à la puissance des Hōjō. Yori.ie se retourne contre eux en 1204, il est tué. Sanetomo est victime d'un attentat en 1219. La descendance mâle de Yoritomo n'est plus assurée.

À la place, c'est Fujiwara no Yoritsune qui est appelé de Kyōto à Kamakura en 1219 et finit par être nommé *shōgun* en 1226. Ce rejeton de la lignée Kujō des Fujiwara, très lié au shōgounat de Kamakura du tout début, a épousé une fille de Yori.ie. Mais il ne manifeste pas plus tôt son ambition politique vis-à-vis des Hōjō qu'on le renvoie en 1244 à Kyōto. Son fils Yoritsugu lui succède, mais subit le même sort en 1252. La même année, le prince impérial Munetaka fonde, depuis la maison impériale, une dynastie shōgounale qui reste héréditaire jusqu'en 1333, date de la fin du shōgounat. Ces princes-*shōgun* sanctionnent tout essai d'émancipation des Hōjō par le bannissement à la capitale.

Les relations des vassaux avec le *shōgun* et seigneur de Kamakura ne sont plus ce qu'elles étaient à l'origine. La position de *gokenin*, que reconfirme le *shōgun*, n'est plus un statut héréditaire au sein de la noblesse guerrière. Les Hōjō placent leurs gens à quasi tous les postes shōgounaux. Le plus important, celui de régent/*shikken* pour les affaires et la justice, revient de tradition au chef des Hōjō, qui dispose à son gré de la nomination et du renvoi du *shōgun*, tout comme il a son mot à dire sur la succession du *ten.nō*. Le chef des Hōjō a ses propres vassaux, ses intimes/*miuchibito*, qui forment avec les chefs de leurs lignées secondaires le noyau interne du pouvoir shōgounal. Un fossé se creuse vis-à-vis des autres vassaux. Les rebellions ne cessent pas.

La ferveur populaire bouddhiste

Le bouddhisme, qui, à l'époque de Nara et de Heian, a été la religion de l'État et d'une petite élite éduquée, atteint les moindres recoins du pays. Du mont Hiei, siège de la secte *Tendai*, descendent les prêtres qui, à partir du milieu de Heian, fondent les nouvelles sectes et modifient durablement la carte religieuse du pays.

Le premier artisan du bouddhisme de Kamakura est Hōnen, qui a lu Genshin et se convainc que seule la foi en Amida mène au salut en cette vile époque de la fin des temps. Il prêche à Kyōto vers 1175 et attire les foules. Il est persécuté, banni de Kyōto en 1207, mais autorisé à y retourner peu avant sa mort. Lui ne vise pas à fonder de secte, mais ses fidèles s'organisent en secte de la Terre pure et répandent son message dans le pays.

Parmi les disciples de Hōnen figure Shinran, qui devient moine à 7 ans et amidiste à 28. Derrière sa conversion, la certitude que le mal ne se peut extirper que si l'homme se laisse porter par Amida vers la Terre pure. Mais là où Hōnen tient que l'homme est responsable et doit se tourner vers la grâce d'Amida et psalmodier le *nenbutsu* jusqu'à l'heure de mourir, Shinran l'estime trop dépravé pour être digne de se tourner vers Amida. Aussi est-ce Amida, dans sa grâce infinie, qui se tourne vers l'homme. Shinran supprime la distinction entre laïque et prêtre. Ce dernier est membre de la communauté parmi d'autres, il peut se marier et avoir une vie normale, et Shinran se marie. Banni de Heian en 1207, il prêche en Echigo jusqu'à son retour à la capitale en 1235.

Comme Hōnen, Shinran ne fonde pas non plus de secte. Il refuse même d'appeler quiconque son disciple, car tous sont ses amis en la foi. Des congrégations apparaissent toutefois, qui vont former la plus forte communauté religieuse au XVIe siècle, dotée même de forces

militaires. Son huitième abbé, Rennyo, organise la Secte véritable de la terre pure et en formule l'éthique. Une majorité de bouddhistes japonais appartiennent aux deux sectes de la Terre pure. Ippen en fonde une troisième, la Secte du temps, et propage son *nenbutsu* dansé. L'amidisme culmine dans l'érection du grand Bouddha de Kamakura en 1252.

Avec Nichiren, le bouddhisme trouve une nouvelle expression. Lui prend pour base le sūtra du Lotus et la formule qui ouvre la voie du paradis : *Namu myōhō renge kyō*/« Je me consacre à la Loi merveilleuse du Sūtra du Lotus » ou « Je mets ma vie en harmonie avec la vie de l'univers ». Pour Nichiren, le *nenbutsu* est le plus sûr chemin pour l'enfer, le Zen le diable en personne, *Shingon* la ruine du pays et *Ritsu*, son ennemi. Nichiren prône un bouddhisme militant, le seul à ne pas venir du continent. Son credo s'exprime dans son *Risshō.ankoku.ron/Établissement de l'enseignement légitime pour la sécurité du pays*, qui lui vaut d'être banni. Sa secte perdure et en engendre deux autres au XXe siècle, *Sōka.gakkai* et *Risshō.kōsei.kai*.

Même si le bouddhisme populaire l'emporte, il existe un bouddhisme méditatif, dans le sillage chinois : le *Zen* (ch. *ch'an*), dont Eisai, de retour de Chine, enseigne la doctrine en 1191. Après avoir essuyé une forte opposition au mont Hiei, il se déplace à Kamakura, où les *bushi* entendent son message, et fonde la secte *Rinzai*. Point sectaire, Eisai accueille les autres écoles. La sienne entretient comme le culte local un rapport direct avec la nature, d'où l'esthétique du jardin des temples zen.

Pour Eisai, le monde arrive à la fin des temps, et il est du devoir du bouddhisme de se faire le pilier de l'État, écrit-il dans son *Kōsen.kogoku.ron/Traité de la propagation du Zen et de la protection de l'État* (1198). Bien que s'adressant à l'élite, la Zen engendre une

culture de masse. Eisai introduit le thé et le néoconfucianisme, qui s'enseigne d'abord dans les temples zen.

Au début de Kamakura apparaît la secte *Sōtō*, fondée par Dōgen qui, d'abord moine au mont Hiei, part en Chine en 1223, y expérimente l'illumination et revient en 1227. Une école se met en place autour de lui. Dōgen, point mondain comme Eisai, prône stricte méditation et distance d'avec la société et les choses matérielles. Il n'accepte d'ailleurs qu'à la troisième fois la robe pourpre que le *ten.nō* lui offre et jamais ne la met. Cet ascète réside d'abord à Kenninji à Kyōto, mais subit les attaques répétées de la *Tendai*, se déplace au faubourg de Fukakusa, puis érige en 1243 son temple en Echizen.

À l'*Eihei.ji*, il pratique une version sans compromis du Zen, axée sur la méditation assise et l'introspection. Dans son œuvre, *Shōbōgenzō*, Dōgen, qui s'appuie sur les seuls sūtra pour trouver la véritable intention de Bouddha, se tourne vers Gautama, le Bouddha historique, dont il prêche le retour de l'esprit par la concentration et la méditation, censées apporter la paix de l'esprit, *i.e.* le nirvana.

Au XII[e] siècle, les communautés bouddhiques traditionnelles se heurtent aux sectes réformistes, plus populaires, dont les initiateurs, disciples des grands temples, s'offusquent de voir la politique et l'économie bafouer la spiritualité bouddhiste. Des moines itinérants comme Shinran (1173-1262) pour la Secte véritable de la Terre pure/*Jōdō.shin.shū*, ou Ippen (1239-1289) pour la secte Ji/*Jishū*, prêchent la libération immédiate de tous, même des mauvais et des misérables, par la foi en Bouddha. Pour ce, ils usent d'une prédication populaire, qui marque la langue et la rhétorique, et diffusent de nouvelles formes de religiosité, telle la danse extatique avec invocation du nom de Bouddha.

La pensée religieuse de Kamakura apparaît surtout en littérature. Dans *Hōjō.ki* (1212), Kamo no Chōmei exhale son sentiment de la fin

du monde au fil des catastrophes d'alors. Le sage n'a plus qu'à faire retraite de ce monde et réciter son *nenbutsu*. Au début du XIII[e] siècle, l'épopée du *Heike.monogatari* exhale le même pessimisme[1]. Dans *Gukanshō/Mes vues*, l'abbé tendai Jien relate la décadence du pays de Jinmu jusqu'en 1219, mais sans désespérer de toute action.

***Gunki.monogatari*/Histoires de soldats. –** Le récit guerrier est une littérature très populaire aux époques Kamakura et Muromachi. Tout au contraire des lettres de Heian, il traite d'un héros individuel. Les exemples les plus connus sont *Heike.monogatari* et *Heiji.monogatari*, inassignables à un auteur, qui sont plutôt des recueils d'histoires. La narration se présente sous deux formes : d'une part, les récits en prosamètre, un mixte de chinois et de japonais ; d'autre part, les récits narrés/*biwa.hoshi*, tels les *Heike.monogatari*, que récitent à l'origine des bonzes aveugles, accompagnés par une flûte/*biwa* qui leur donne une tonalité rituelle, pour instruire le peuple et consoler les âmes errantes des guerriers tombés au combat.

La victoire fatale contre les invasions chinoises

Les Hōjō vivent leur première épreuve de force lorsque l'empire chinois des Yuan (1279-1368) attaque le Japon. Cette dynastie mongole, qui rejette le système des tributs, exige la soumission militaire absolue des États à sa périphérie. C'est une nécessité stratégique pour elle, car le Japon a des liens anciens avec les Song (1127-1279), qui la combattent et, depuis leur dernier bastion de Hangzhou, profite du commerce avec lui. De plus, le royaume de Goryeo (918-1392), occupé par les Mongols et en lutte pour

l'indépendance, se ravitaille au Japon, lequel refuse la coopération militaire et politique avec les Yuan.

Aussi Khoubilaï-Khan arme-t-il une flotte de 900 nefs et 40 000 hommes qui, le 18 novembre 1274, aborde en baie de Hakata, repousse la défense nippone, mais se retire pour des causes peu claires. En 1280, les Yuan arment deux flottes de 4 400 et 140 000 hommes qui, fin juin, débarquent à Hakata, mais n'y occupent qu'une étroite bande de côte, car les Japonais ont érigé entre-temps des remparts élevés en pierre. Le 16 août, lorsque la flotte du Sud arrive, un typhon, dit « vent divin »/*kamikaze*, la décime[2]. La climatologie explique que les typhons, plus fréquents à l'époque de nos jours, ont pu former une barrière géopolitique naturelle, accroître la probabilité de climat extrême et empêcher l'invasion.

L'envahisseur est repoussé, mais ne laisse rien pour se dédommager aux *bushi*, agriculteurs déjà fort endettés par l'intrusion de l'économie monétaire, que les combats ont économiquement vidés. Le shōgounat a beau annuler les dettes, leur situation ne s'améliore pas. En 1321, Go.Daigo.*ten.nō* prend la tête des mécontents pour rétablir le régime impérial direct. En 1331, après le soulèvement raté de son fidèle Kusunoki Masashige, il est banni sur l'île d'Oki. En 1333, une forte coalition renverse le shōgounat et les Hōjō. Go.Daigo.*ten.nō* est du coup avec les militaires parmi lesquels sont Ashikaga Taka.uji et Nitta Yoshisada, de la famille Minamoto, et descendants de Yoshi.ie, comme Yoritomo. Les Ashikaga, dès le début du shōgounat de Kamakura, étaient les puissants vassaux de Yoritomo.

Go.Daigo.*ten.nō* projette de bouleverser le système en place et restaurer le pouvoir ten.nōique. En 1336, Ashikaga Taka.uji stoppe le zèle réformateur de Go.Daigo. Taka.uji s'impose et place Kōmyō.*ten.nō*, d'une lignée rivale de celle de Go.Daigo depuis des

décades. Ce dernier se retire avec ses partisans sur le territoire fortifié de Yoshino, nid de résistance traditionnel, au sud de Nara.

Débute alors l'ère des cours du Nord et du Sud. À Kyōto, la cour du Nord de Kōmyō. À Yoshino, la cour du Sud de Go.Daigo. Le double empire dure jusqu'au compromis de succession de 1392 et finit par l'extinction de la lignée Kōmyō. Les descendants de Go.Daigo se perdent, comme mainte lignée secondaire, dans les oubliettes de la tradition. En 1338, Takayama.uji est nommé *shōgun*. Le neuvième shōgounat érige sa résidence après 1381 à Kyōto, au quartier Muromachi, d'où son nom : shōgounat Muromachi. On parle aussi de shōgounat (des) Ashikaga.

Les profits du commerce avec la Chine

Même après les deux invasions manquées, la dynastie Yuan envoie des ambassades (1283, 1284, 1292, 1299) obtenir la reconnaissance du Japon. Le shōgounat de Kamakura, fidèle à son éthique du guerrier, oppose un refus. Le commerce continue entre les deux pays, mais les navires japonais, qui voguent sans aval officiel chinois, sont très armés.

Le shōgunat de Kamakura décline et ne contrôle plus guère Kyūshū, la dynastie Koryō expire à la fin de la domination mongole et la vacance du pouvoir se fait sentir en Chine. Le commerce des pirates/*wakō* cède alors le pas au vol et au pillage sur les côtes de la Péninsule et de Chine et atteint des pics inouïs dans la seconde moitié du XIVe siècle. Malgré la peur des pirates, le commerce rapporte tant qu'à la fin de l'époque Kamakura, grands temples et sanctuaires arment des navires de commerce et fondent avec les bénéfices de nouveaux établissements comme le grand bouddha de Kamakura.

Le premier *shōgun* de l'époque Muromachi, Ashikaga Taka.uji, fait de même. En mémoire du *ten.nō* Go.Daigo mort en 1339, il fonde le complexe du *Tenryū.ji* à Kyōto et en fait le temple mère de la secte *Rinzai*. Musō Soseki (1275-1351), son premier abbé, charge un commerçant de Hakata de monter en 1342-1343 une expédition de commerce, qui donnera le nom du temple à pareilles entreprises ultérieures : *Tenryūji.bune*, nefs du temple Tenryū.

CHAPITRE XIII

Période Muromachi (1338-1573)

À partir de 1338, la période qui voit se succéder quinze membres du clan Ashikaga au poste de *shōgun* a le nom du district de Muromachi à Kyōto. Bien que ce *bakufu* dure près de deux siècles et demi, son pouvoir réel va déclinant au profit des grands chefs militaires locaux, et ce dans un climat général de tension qui aboutit à une longue période de guerres intestines. L'évolution sociale, économique et culturelle coïncide peu, elle, avec une chronologie politique agitée, et s'oriente vers l'ouverture multipolaire.

Le guerrier à la place du courtisan

L'époque Muromachi est en effet la plus dynamique de l'histoire dite prémoderne du Japon. Les groupes sociaux manifestent la plus grande autonomie. À tous niveaux, la relation avec l'étranger se développe à une vitesse et avec une variété inouïes. La mobilité sociale et géographique atteint une dimension qu'elle ne retrouvera

pas avant les bouleversements de l'époque Meiji, à la fin du XIXe siècle.

En 1336, la défaite de Go.Daigo.*ten.nō* accélère le déclin rampant de la maison régnante. La cour est forcée, vu ses lourdes dépenses, de demander l'appui du shōgounat. Elle s'appauvrit jusqu'à ne plus célébrer que rarement certaines cérémonies, tenues pour indispensables au bien commun. Nombre de détails vont s'en oublier, d'où l'embarras des rénovateurs de Meiji quand il s'agira de renouer le fil impérial par des cérémonies.

Les échauffourées entre *shugo* et entre factions au sein du shōgounat ravagent la capitale. En 1467 débute une guerre de onze ans entre les maisons Yamana et Hosokawa et leurs partisans, dite *Ōnin.Bunmei no ran*. En 1477, à la fin des hostilités, Kyōto est en cendres. Elle n'a plus rien à voir avec la capitale où affluaient les richesses du pays et doit se soucier de sa survie.

Le monde à l'envers

À l'époque Muromachi, l'évolution est rapide. Les *bushi* s'approprient légalement les *shōen* et une partie des rentrées des seigneurs de la capitale. Les rizières attribuées au mérite et exemptées d'impôts deviennent imposables.

Au début du XVe siècle, le protecteur de province ajoute à sa tâche militaire celle de gouverneur et acquiert des droits qui vont au-delà, comme d'occuper les fiefs vacants et imposer des impôts extraordinaires. Dans les *shōen*, il a ses propres vassaux, recrutés parmi les seigneurs locaux. Tenu de résider souvent à Kyōto, il est représenté en province par un vassal de confiance. Large est alors son autonomie.

Mais à la fin du XV[e] siècle, il n'est plus que le membre ultime de la chaîne de légitimation *ten.nō-shōgun-shugo*. Il se voit écarter par les arrivistes de la noblesse guerrière, qui sont souvent ses vassaux et représentants en province. Les inférieurs l'emportent sur les supérieurs. Cette lutte est passée dans l'historiographie sous le nom de *gekokujō*. Les nouveaux venus, dits *sengoku.daimyō/*seigneurs du pays en guerre, fondent leur pouvoir sur la vassalité et des alliances politiques. Ils règnent en princes indépendants depuis leurs châteaux et sur des territoires de plusieurs provinces.

Vivre à l'époque Muromachi. – Tandis que les nobles et les souverains habitent des villas et palais, les artisans et les commerçants des villes vivent et travaillent dans des maisons en argile séchée. Les toits sont des planches en bois, alourdies de poutres de pierres afin que la tempête ne les arrache pas. À l'arrière de la maison, le linge est étendu à sécher sur des cordes et toutes sortes d'outils sont entreposés. Un atelier ou un magasin donne sur la rue et occupe toute la façade. Le paysan aisé couvre sa maison de paille, les murs sont faits d'argile durcie. On entre toujours par l'étable à chevaux ou à bœufs, précieux animaux qui partagent la bâtisse avec les personnes. Derrière, la cuisine, suivie des zones de séjour surélevées, avec le foyer central où l'on mange et travaille. Au plafond pendent des lances, car les paysans combattent alors régulièrement. Les gens ne mangent souvent, une fois par jour, que du riz brun mêlé de céréales, de poisson grillé, de légumes marinés, et un bouillon clair. Les nobles et les guerriers mangent, deux ou trois fois par jour, un repas composé de bouillie de riz brun, de poisson et de divers légumes. Le riz blanc ne se consomme que les jours de fête, comme le Nouvel An. L'habit du peuple n'a guère changé depuis la période Kamakura : l'homme porte un pantalon, et la femme un kimono à manches courtes, qui leur descendent aux genoux. La travailleuse noue ses cheveux d'un ruban. Pour la noblesse aussi, la liberté de mouvement compte. L'homme a un long kimono sur d'amples pantalons attachés aux chevilles. Il se coiffe d'un *eboshi*, sorte de haut-de-forme en soie laquée noire. La noble dame porte un kimono à manches assez courtes, tenues par une ceinture en tissu doux. Ses cheveux lui tombent en natte sur le dos. Toutes les classes portent des sandales. Les fermiers, les artisans, et plus tard les soldats portent des *waraji* tressées de paille. Les dames plus aisées ont des *geta*, sandales en bois avec des capuchons laqués.

Les temples, vecteurs de l'évolution sociale

Outre les *daimyō*, d'autres agents interviennent : temples, mouvements réformateurs bouddhistes, nouvelles organisations sociopolitiques de citadins et de communautés rurales. Depuis

l'époque de Heian, les temples se dégagent du contrôle de l'État des Codes grâce à l'autonomie que leur procurent les *shōen* et tendent leur toile sur mainte province. Les moines sont les vecteurs de la vie spirituelle et intellectuelle. Les temples sont des refuges : à l'époque de Heian pour les évadés fiscaux, plus tard pour ceux qui fuient leurs barrières étroites de classe. L'idée progresse dans les temples que tous sont égaux devant Bouddha.

L'assemblée générale, la prise de décision à la majorité, la pensée de l'égalité/*byōdō* déterminent la vie monastique et rayonnent au-delà. Très tôt, nombre de moines quittent le célibat et relancent la vie monacale. Beaucoup manient les armes et la puissance des temples s'appuie sur une force militaire qu'ils déploient parfois contre la cour, le *shōgun*, les paysans, les temples rivaux. Ils ont une assise économique, qui s'étend aux branches rentables : guildes, prébanque (change, prêt gagé, crédit), etc. Le secteur agraire et guerrier s'endette auprès d'eux. Le shōgounat échappe à la ruine par des édits d'annulation des dettes.

Le bouddhisme de Muromachi

Aucune nouvelle religion ne naît à cette époque troublée. Le bouddhisme n'est plus de mode en Chine et le Japon dispose de tout le bouddhisme dont il a besoin. La *Rinzai* devient nouvelle religion d'État et les moines zen, conseillers des *shōgun*. L'un des plus connus, Musō Kokushi, promeut sa secte. Les temples des Cinq montagnes à Kamakura et Kyōto deviennent les centres intellectuels de proue de l'époque.

La culture zen

La secte Zen atteint son pic à l'époque Muromachi avec ses productions culturelles et artistiques. En architecture, c'est l'érection du Kinkaku.ji/temple d'or en 1397, et du Ginkaku.ji/temple et 1483, caractérisés par la sobre élégance du style *shoin.zukuri*. Avec son *kakemono* et ses fleurs de saison, le *tokonoma*, niche ou alcôve, occupe une place centrale. Le spectacle de la nature se popularise avec les jardins zen, par exemple le jardin sec du *Ryōan.ji*. La voie de la cérémonie du thé se développe avec Sen no Rikyū (1522-1591) et combine shintō, confucianisme et bouddhisme sous les quatre concepts *wa*/harmonie, *kei*/révérence, *sei*/pureté, *jaku*/tranquillité. La visée est la sincérité et la pureté en lien avec l'illumination. Nombreuses sont les voies du bouddhisme, du strict ascétisme à la sexualité débridée. La plus noble est la calligraphie. Puis vient la peinture, avec des artistes comme Sesshū (1420-1506). Les arts de la scène apparaissent avec le *nō*, créé vers 1400 par Kan.ami et Zeami. Là encore, esthétique minimaliste.

Pour autant, le culte local se renforce. *Shintō.gobusho/Cinq livres du shintō* (1254), œuvre d'une famille de desservants d'Ise, dégraisse le shintoïsme du bouddhisme. *Jinnō.shōtō.ki/Annales de la succession légitime des divins ten.nō* (1339), de Kibatake Chikafusa, retrace la lignée impériale depuis les origines et met les *kami* au-dessus des bouddhas. *Yuiitsu.shintō.myōbo.yōshū/Essentiel des noms et lois de la seule et unique voie des dieux* (1435-1511), de Yoshida Kanetomo, prône le shintō : son pays est celui des dieux, et le shintō, racine de tous enseignements. Il fonde sa secte qui prospère et, au XVIIe siècle, passe dans les cercles confucéens. Ise devient le site d'un culte de tout le pays[1].

L'adhésion au système des tributs de la Chine

De 1404 jusqu'à 1408 – date de la mort de Yoshimitsu –, pour la seule fois de son histoire, le Japon devient tributaire officiel des Ming (1368-1644) qui introduisent en 1383 des licences de commerce agréées pour contrôler le commerce autorisé. Le capitaine de navire étranger présente cette licence avec sceau impérial et informations afférentes.

Chaque fois que le système des tributs décline, et avec lui le commerce international, les pirates prennent la main, contrôlent d'abord le commerce, puis finissent par dévaster les côtes des mers Jaune et de Chine orientale. Les régions touchées les nomment *wakō*/pirates japonais. Le mot date de la fin du Ier siècle, du temps où ils sévissaient en mer Intérieure.

Dans le dédale des îles et baies profondes au nord-est du Kyūshū (Hirado, Nagasaki, Gotō, Tsushima) se fixent des pirates, dits *aku.tō/*bandes de malfaisants, dont l'un ou l'autre deviendra *daimyō*, tels les Matsura à Hirado. Ces bases japonaises sont fortes encore, mais les groupes de *wakō* les plus puissants sont chinois, et comptent des Coréens, voire des Européens dans leurs équipages.

Ashikaga, tributaire de la Chine et roi du Japon

Pour rétablir le système des tributs et refouler les pirates, les Ming ont besoin de la coopération du Japon. Ils doivent composer avec deux royaumes autonomes habilités par eux : le Japon, avec ses deux

cours en conflit ; le royaume des Ryūkyū, apparu au XIIe siècle à Okinawa. En 1401, Yoshimitsu (1358-1408), qui mesure la faiblesse du Japon parmi les États de la région, envoie une ambassade à la Chine, qui revient à Kyōto avec un édit impérial le nommant roi du Japon et auquel il répond : « Nous, roi du Japon, sujet de votre majesté, Minamoto no Yoshimitsu. » Les raisons de cette rupture avec la politique extérieure d'égalité avec la Chine – attente de gros profits, contrôle politique du Kyūshū, peur de représailles des Ming – sont peu claires. Jusqu'en 1547, 19 missions en Chine suivent, qu'envoient le shōgounat, les grands sites cultuels et les princes territoriaux, les villes de commerce. Les villes de Sakai et de Hakata rivalisent au début du XVIe siècle, mais Hakata l'emporte.

Les contacts avec la Corée sont strictement réglés par la dynastie Koryŏ, qui craint les *wakō*. Les marchands japonais sont autorisés à s'installer aux ports de Pusan, Naeip'o et Yonp'o. Le *daimyō* de Tsushima, la famille Sō, délivre des licences aux navires qui vont commercer avec la Péninsule. Les bénéfices sont inférieurs à ceux du commerce avec la Chine. En 1510, après des troubles dans les ports, où vivent plus de 32 000 Japonais au lieu des 60 000 autorisés, puis en 1547, après la limitation du commerce à Pusan, l'intérêt du Japon recule pour le commerce avec la Corée, dont l'économie régresse dans la même période.

L'essor d'Okinawa (X^e-XVIe siècle)

Dès le Xe siècle, sur l'île d'Okinawa, d'une surface de 1 200 km^2, naissent des seigneuries locales au centre desquelles se trouvent des lieux fortifiés, où siègent les potentats. À la fin du XIIe siècle, il y a

déjà plus de cent de ces bourgs aux puissantes murailles en pierre. En 1187, le seigneur Shunten réussit à unifier l'île. La tradition, qui voit en ce roi le fils de Minamoto no Tamemoto – héros des luttes entre les Taira et les Minamoto et banni en 1165 sur l'île d'Ōshima –, le rattache à la maison des *shōgun* de Kamakura.

En 1314, le royaume d'Okinawa éclate en trois royaumes plus petits : au nord, Hokuzan ; au centre, Chūzan ; au sud, Nanzan. En 1372, les Ming invitent le potentat de Chūzan, Satto, à payer tribut. Chūzan tire un tel prestige de l'investiture chinoise et du commerce afférent, que Satto et son successeur, Shō Hashi, peuvent réunifier le royaume des Ryūkyū sous la première dynastie Shō. Le roi siège au château de Shuri, au pied duquel est le port de Naha.

Les Ryūkyū, utiles au commerce outre-mer des Ming, ont une position de choix dans le système des tributs. La Chine met régulièrement à leur disposition ses bateaux. Elles ont une représentation à Fuzhou en Fujian. Inversement, des familles de Fujian se fixent à Kume et forment la diaspora chinoise en Asie du Sud-Est. Les relations se nouent avec les autres royaumes (Siam, Palembang, Java, Malacca, Atjeh, Patani, Annam, Sunda).

Tout le commerce est entre les mains du roi, qui délivre des permis similaires aux licences de la dynastie Ming. En août, à la mousson, les bateaux font voile au sud, d'abord pour la Chine, puis pour l'Asie du Sud-Est. Au retour, au printemps suivant, leur cargaison d'épices dégage plus de 1 500 % de bénéfice. Le Japon, partenaire depuis 1403, livre souvent des armes, surtout des sabres. Ce commerce atteint son pic sous le roi Shō Shin de la seconde dynastie Shō (1470-1879).

Le 23 septembre 1543, à bord d'une jonque du fameux *wakō* chinois Wang Zhi, trois marchands portugais, qui ont eu vent de la prospérité des Ryūkyū par les Arabes, arrivent par erreur à, une île du

domaine de Shimazu, Tanegashima. Le grand voyageur Mendes Pinto prétend avoir fait partie du groupe et introduit les mousquets, que les insulaires ne tardent pas les reproduire en nombre[2]. Mais le commerce ryūkyūan a décliné entre-temps, sous l'effet combiné de l'intrusion occidentale en mer de Chine et des dissensions entre royaumes voisins[3]. Aussi les commerçants se tournent-ils vers le Japon, qui devient le nouvel objectif commercial.

En 1547, à Malacca, possession portugaise, le jésuite François Xavier croise le Japonais Yajirō (? – 1550), dont le propos, quand il compare Bouddha au dieu des catholiques, le fascine. Le Japon lui semble un pays en attente de l'Évangile. En 1549, le missionnaire atteint Kagoshima, où on le prend pour le moine d'une nouvelle secte bouddhique, et de même à Kyōto. Xavier saisit qu'il faut s'adresser aux seigneurs, avoir l'air de chevaliers, vendre des armes, pour retenir l'attention et convertir[4]. Le siècle dit chrétien du Japon débute. L'enjeu est idéologique.

Les ligues

Des formes communautaires inédites apparaissent : les ligues rurales/*do.ikki*. Visant d'abord à faire aboutir des revendications concrètes limitées (baisse d'impôt, aide à l'irrigation, etc.) auprès du seigneur, elles contribuent à forger une culture politique paysanne, à commencer par l'usage de l'écriture pour adresser les plaintes à l'instance dédiée, dénoncer par exemple au seigneur du *shōen* les bévues et la mauvaise gestion du *jitō* local.

Et les paysans empruntent aussi au bouddhisme, composante de tous les mouvements sociaux, notamment l'idée de l'égalité juridique de tous devant Bouddha. La pensée de l'union et l'assemblée

générale, où tous les membres prennent part au vote et où prévaut la décision à la majorité, font évoluer une pratique que les grands temples connaissent depuis déjà longtemps et qui intègre nombre d'hommes dans l'action commune au-dessus du clivage des communautés. Cette unité d'action est renforcée par des rites comme le serment et l'absorption d'une eau sacrée qu'on mêle aux cendres de la lettre de serment. Les *do.ikki* se dotent d'un espace public de réunion, souvent un emplacement libre devant ou dans un sanctuaire indifférent aux querelles de sectes. Ils délaissent à vue d'œil les revendications économiques pour les politiques. D'autres paysans, mais aussi des commerçants et des guerriers locaux résidents les rejoignent en nombre.

C'est ainsi par exemple qu'en 1485, dans les trois districts au sud de la province de Yamashiro, où se trouve Kyōto, se forme une grande union de province/*kuni.ikki*, qui dure huit ans. Elle établit une autogestion de la région, veille à la libre circulation des hommes et des biens contre la volonté de l'autorité locale et repousse les armées des *daimyō* en lutte. L'union provinciale de Kaga offre un autre exemple. Fondée en 1488 par la victoire sur le *shugo* de la province, elle est dirigée par la communauté réformiste *Ikko.shū*. La province autogérée de Kaga tient un siècle. Pareille formation se retrouve dans tout le pays. Ce mouvement d'autonomie se manifeste aussi dans les villes autogérées, telle Sakai, et les communautés villageoises. Au XVe siècle se créent des corporations communautaires et inter-villageoises, qui perdurent jusqu'à l'ère moderne.

Les provinces en guerre

En 1433, à partir de la neuvième ambassade Ming, les *shōguns* Ashikaga doivent abandonner leur exigence de représentation exclusive vis-à-vis de la Chine et leur monopole commercial aux principautés et villes de commerce. Ces faits reflètent la situation intérieure du pays. La chute du pouvoir central, du shōgounat Ashikaga et de la cour impériale, débouche sur la lutte de tous contre tous pour la suprématie.

De 1433 à 1573, une phase de rupture, de près de 170 ans, suit le déclin des puissances centrales de Kyōto. Elle débute avec les troubles des ères Ōnin (1467-1477) et Bunmei (1469-1487), qui éclatent entre les familles Hosokawa et Yamana sur des conflits de compétence. Elle se poursuit sans transition, de 1477 à 1573, par les luttes pour l'hégémonie, de près d'un siècle, qui opposent les provinces et seront dénommées époque des royaumes en guerre/*sengoku.jidai*.

La seconde moitié de l'époque Muromachi voit monter les *sengoku.daimyō*, seigneurs des provinces en guerre, d'une force économique et militaire à même de regrouper plusieurs provinces et de les protéger des attaques permanentes de leurs rivaux.

***Ashigaru*/fantassins. –** L'histoire de ces soldats paysans à temps partiel du Moyen Âge remonte au Xe siècle. Les propriétaires terriens deviennent des samouraïs, et leurs fidèles paysans, des fantassins munis d'armes simples, qui combinent activité militaire et travail agricole. Aux XVe et XVIe siècles, avec la guerre d'Ōnin et l'ère Sengoku qui suit, les *ashigaru* deviennent de plus en plus des mercenaires, recrutés si besoin, qui assurent leur subsistance en pillant. Alors que les batailles se déroulaient habituellement durant les phases d'agriculture intensive, les seigneurs de la guerre peuvent désormais aller sur le terrain à tout moment.

Les armes traditionnelles de l'*ashigaru* sont la lance, le javelot, l'arc et les flèches. S'y ajouteront les *tanegashima* ou armes à feu, qui permettent de tuer vite d'un simple geste là où le maniement des anciennes armes exigeait une longue pratique. Le passage technique du combat d'homme à homme au combat de groupe fait des *ashigaru* un élément redoutable de l'armée. Nombre d'entre eux sortent du rang pour s'élever dans la hiérarchie, tel Toyotomi Hideyoshi.

Après la bataille, les guerriers n'emportent d'ordinaire que les armes et l'équipement des chefs qui ont péri. Les habitants du lieu pillent le reste. Ils vendent les habits et les étendards ou s'en font des vêtements. Le forgeron du village recycle les épées et les lances en outils aratoires. De même, on ramasse avec soin les balles en plomb pour les refondre. Les cadavres, auxquels on laisse leurs sous-vêtements, sont rassemblés pour un enterrement de masse sous la direction d'un bonze. Et puis la population rebâtit les maisons incendiées, cultive à nouveau les champs piétinés et rétablit les systèmes d'irrigation. Les gains que ramène une bataille compensent rarement les pertes qu'elle occasionne.

Les combats se livrent avec des armées plus lourdes, que mènent des samouraïs montés, mais qui se composent surtout de fantassins légers, des recrues paysannes. Le chef dirige les opérations de son poste de commandement. Le Japon s'est acquis entre-temps une réputation de fabricant d'arquebuses (et d'épées). Oda Nobunaga (1534-1582) en fait le premier usage massif, de 1000 à 3 000 pièces, à la bataille de Narashino en 1575, contre la cavalerie de Takeda Katsuyori (1546-1582). Les canons aussi sont connus dans l'artillerie maritime à la fin du siècle, mais l'Europe garde le monopole de leur fonte, et les deux mortiers que le *shōgun* Iemitsu fait couler à Hirado

en 1637 ne sont pas intégrés à ses plans militaires. La paix revenue, le fusil est abandonné pour le sabre que le *bushi* d'Edo, devenu administrateur, délaisse pour l'abaque…

L'origine familiale des *sengoku.daimyō* ne compte plus. Ils descendent qui d'ancêtres impériaux, qui des *shōgun* Minamoto, qui des régents Fujiwara, qui des immigrés de Baekje. Face à eux, ils ont les serviteurs et vassaux du shōgounat Ashikaga ou les chefs de rébellions menées contre les seigneurs installés de longue date. Tous rejettent le régime central. Tous visent à agrandir leur domaine aux dépens du voisin. Tous veulent marcher sur Kyōto et prendre la tête d'un royaume uni, qui couvre à peu près l'ensemble du Japon.

Entre 1467 et 1568, l'année où Oda Nobunaga envisage d'unifier le pays, les coalitions se font et se défont, les clans montent et chutent, les factions s'allient et se trahissent, etc. De tous ces *sengoku.daimyō*, aucun ne réussit à amorcer la réunification du pays.

Takeda Shingen. **–** De ce fameux guerrier de l'époque *sengoku*, l'étendard de guerre porte la devise : *fū.rin.ka.zan*/vent-forêt-feu-montagne, issue du *Sun Tzu*, qui invite à être « aussi véloce que le vent, mais compact comme la forêt, s'abattre tel un feu dévorant, mais rester inébranlable telle la montagne, demeurer impénétrable comme l'obscurité, mais frapper comme l'éclair » (VII, 4)[5]. Tout gamin nippon connaît la coiffure du personnage, présent à la télé, en manga, sur les jeux en ligne. À 21 ans, Takeda prend la tête de son clan, noue des alliances fermes, conquiert plusieurs provinces et défait les forces unies d'Oda et Ieyasu à la bataille de Mikatagahara en 1573. Aussi le shōgun Ashikaga Yoshiaki se range-t-il de son côté, mais la mort inopinée de Takeda met fin à son shōgounat. Neuf ans après, Oda anéantit le clan Takeda et partage le pays entre ses partisans. Nombre de légendes circulent sur Takeda. Le metteur en scène Kurosawa Akira représente le dernier combat dans son film *Kagemusha* en 1980.

Oda Nobunaga

Rejeton de la discrète famille des Oda, Nobunaga s'impose avec brutalité dans son clan et soumet ses petits voisins. En 1560, au prix d'une lutte désespérée, et grâce à la pluie et aux intempéries, il stoppe la marche d'Imagawa sur Kyōto, et Matsudaira (Tokugawa) Ieyasu se rallie à lui.

Les actes de Nobunaga ne tiennent pas qu'à sa fougue. Selon le jésuite portugais Luís Fróis (1532-1597), son ami, c'est moins une brute qu'un pragmatique, une sorte de prince de la Renaissance, d'où son sobriquet : *Iaponius Tyrannus*[6]. La conjoncture l'oblige à agir vite et sans état d'âme. En 1567, il use déjà d'un sceau qui signale son contrôle militaire de l'empire. En 1558, après avoir poussé à l'exil Ashikaga Yoshiaki qu'il a pourtant aidé à installer au poste de *shōgun*, Nobunaga devient le nouvel hégémon. Le shōgounat Ashikaga finit en 1573.

Nobunaga vainc ensuite, avec Ieyasu, d'autres princes féodaux à la bataille d'Anegawa en 1570. Il combat aussi la secte Ikkō, dont les partisans ont contré des années durant les gouverneurs et *daimyō* de plusieurs provinces et souvent créé des États, où l'on prêche l'égalité de tous devant la loi de Bouddha et le refus de l'autorité séculière. Le foyer de cette doctrine eschatologique est le temple-forteresse d'*Ishiyama Hongan.ji* à Ōsaka. Pour être libre de ses arrières, Nobunaga fond d'abord sur l'*Enryaku.ji*, temple-mère de la *Tendai* au mont Hiei, qu'il incendie corps et biens, de même qu'il réduit ensuite par le feu et l'épée jusqu'en 1574 les provinces de Kaga et Ise, régies par la secte Ikkō. Enfin, il écrase la résistance de l'*Ishiyama Hongan.ji* en 1580.

Nobunaga confie souvent les campagnes ultérieures à ses proches partisans. Parmi eux, Hashiba Hideyoshi, de basse extraction, débute

son ascension et sera bientôt nommé Toyotomi Hideyoshi. Sa trajectoire jusqu'au rang de chef suprême illustre plus que jamais, ainsi que celle d'autres chefs militaires, la vérité de l'expression de l'époque : *gekokujō*.

Un haïku satirique caractérise nos hégémons. Tous trois veulent écouter le coucou, qui ne se montre pas. Et chacun de réagir : Nobunaga menace de lui tordre le cou, « S'il ne chante pas, tuons-le tout de suite, le coucou ! » ; Hideyoshi fait plus confiance à la persuasion, « S'il ne chante pas, faisons-le chanter, le coucou ! » ; Ieyasu s'assied et attend que l'oiseau chante, « S'il ne chante pas, attendons qu'il chante, le coucou ! »[7].

CHAPITRE XIV

Période Azuchi-Momoyama (1573-1603)

En 1573, sur le lac Biwa, à Azuchi, Nobunaga érige sa ville-sous-le-château/*jōka.machi*, modèle des villes qui suivront. Le château est connu pour ses œuvres d'art et son architecture baroque[1]. Le peintre Kanō Eitoku (1543-1590) y crée, plus tard aussi pour Hideyoshi, des tableaux muraux et des rideaux coulissants. Nobunaga patronne le théâtre *nō*, qu'il pratique en amateur. Sans doute une opération de propagande pour se distinguer des autres *daimyō* et se montrer mécène et homme de goût. Hideyoshi, puis Ieyasu, donneront patente à de rares troupes de comédiens professionnels ou écoles (Kanze, etc.), et ce au bénéfice de la noblesse guerrière.

Si Nobunaga, par ailleurs incroyant, force les sectes bouddhiques à déplacer leurs temples-mères au pied de son château, où se trouve le grand séminaire de formation des jésuites, c'est qu'il veut se faire honorer comme Nabuchodonosor, suggère le père Fróis[2]. Nobunaga envisage, semble-t-il, de conquérir la Corée, sinon le monde, et Fróis lui montre les possessions de l'Espagne et du Portugal sur un globe terrestre. La tour octogonale du château d'Azuchi, où il travaille et se

repose, renvoie au chiffre huit qui symbolise en Asie orientale, outre la perfection, un monde uni sous un toit octogonal – l'idée reviendra.

En 1582, Nobunaga se retourne contre le *daimyō* Mōri Terumoto, dont le pouvoir croît à l'Ouest. Hideyoshi dirige alors le siège du château de Takamatsu. Pour l'aider, Nobunaga rassemble des troupes à Kyōto. Encerclé au *Honnō.ji* par le général Akechi Mitsuhide, qui se sent rejeté et aspire au pouvoir aussi, Nobunaga y trouve la mort. Hideyoshi, reflue sur Kyōto et écrase les rebelles à Yamazaki, entre Ōsaka et Kyōto.

Hideyoshi

Ieyasu se retourne contre Hideyoshi, mais ils trouvent un *modus vivendi*, qui force d'autres princes à se soumettre ou à cesser le feu. Hideyoshi, qui n'est pas noble de sang, se fait adopter par la noble famille Konoe et nommer régent et ministre d'État par le *ten.nō*. Comme sa basse extraction ne le relie en rien aux Minamoto, il n'obtient pas le titre de *shōgun*. Lui aussi se bâtit des châteaux, à Momoyama au sud de Kyōto et à Ōsaka à l'emplacement du *Ishiyama Hongan.ji*.

Ses propres terres sécurisées, Hideyoshi soumet les autres provinces. En 1587, il défait les Shimazu en Kyūshū, mais, par lucidité politique, les laisse garder leur fief et s'en fait des alliés. En 1588, il élimine les Hōjō dans leur château d'Odawara. Il laisse aussi Date Masamune traverser son camp, pour se soumettre à lui.

Dès 1582, Hideyoshi fait cadastrer ses domaines, puis, en 1591, malgré les révoltes locales, tout le pays. En 1592, il cède son titre de *kanpaku* à son fils adoptif pour prendre celui de *taikō*, et on parle de

*taikō.kenchi/*cadastrage du *taikō* pour désigner cette opération, qui met fin au système des *shōen*[3].

La porosité sociale, pourtant à l'origine de l'ascension de Hideyoshi, faiblit. Le sabre est rentré, le paysan rivé à sa terre, le pêcheur dûment recensé, la piraterie interdite… Hideyoshi se donne les moyens de lever l'armée et la marine de ses futures campagnes. Une fois l'empire réunifié, les relations avec l'étranger se réorganisent. Leur cadre déborde la Chine et la Corée auxquelles Ashikaga Yoshimitsu avait eu affaire.

Les révoltes des Aïnous

Depuis le XIVe siècle, au sud de l'île d'Ezo, la colonisation du Nord se poursuit. En 1456-1457, les Japonais affrontent la population locale des Aïnous qui, menés par le capitaine Koshamain, les refoulent ou presque. Seul le clan Kakizaki, plus tard renommé Matsumae, maintient une colonie fortifiée et, en 1551, conclut un traité de paix avec eux.

En 1590, au château d'Ōsaka, Kakizaki Yoshihiro se présente à Hideyoshi pour rejoindre l'armée en Corée et reçoit en fief le sud-Hokkaïdō. Le reste de l'île est affermé à des marchands qui tirent des Aïnous des algues à exporter et des poissons dont faire du fumier. Les Aïnous pâtissent de l'abus de saké et d'autres maux, qui les déciment. En 1669, lors de la révolte du Shakushain, ils tentent à nouveau de chasser les Japonais[4].

Les campagnes de Corée

Parvenu au faîte de sa gloire, Hideyoshi devrait se soumettre, en vassal de rang égal à la Corée, au système de tributs des Ming, mais la question ne se pose pas car il envisage de maintenir ledit système des tributs, mais en substituant le Japon à la Chine, donc de conquérir celle-ci, déplacer le siège du *ten.nō* à Pékin et conquérir l'Inde depuis Ningbo. Il envoie des marchands à Manille et menace d'envahir les Philippines. Il prévoit de conquérir la Corée, tête de pont de la Chine, puis de passer d'une conquête à l'autre et d'arroser ses vassaux au passage avec de nouveaux fiefs et ses soldats par une bonne solde[5].

En mai 1592, l'armée d'invasion du Japon, forte de 158 000 hommes, débarque à Pusan, prend Séoul, puis Pyongyang. Le général Katō Kiyomasa traverse le fleuve Tumen à la frontière de la Mandchourie et de la Chine. Comme la flotte japonaise, d'anciens *wakō*, ne peut contenir l'amiral Yi Sunshin, elle doit acheminer le ravitaillement par la route et subit les assauts de la guérilla. Là réside sans doute la cause de l'échec de cette campagne.

Les Yi font appel à la Chine, qui envoie des troupes, lesquelles sont battues. Mais, face aux Coréens, les Japonais essuient une défaite. Les chefs des deux armées, Konishi Yukinaga et Shen Weijing, doivent négocier. Hideyoshi exige l'ouverture de la Chine au commerce, une fille de l'empereur Ming pour épouse du *ten.nō* et la cession de quatre provinces du sud au Japon. Les territoires au nord de la Corée reviennent à la Chine sans que les Coréens participent aux négociations.

Pour sauver la paix, Konishi et Shen Weijing décident d'un leurre. Pékin est informé que le Japon se plie au système des tributs. Hideyoshi apprend qu'une ambassade de Chine est arrivée à Ōsaka. De fait, elle lui remet un sceau d'or, qui l'intronise roi du Japon. Mais le jour suivant, lorsque les moines Zen chargés de la politique

extérieure lui traduisent l'édit chinois, Hideyoshi saisit l'imposture et ordonne la reprise des combats en janvier 1597.

Débute la seconde campagne, dite de l'ère Keichō. Les Japonais reprennent les provinces du sud de la Corée, mais, faute de ravitaillement, sont rabattus sur une poignée de châteaux. Un tiers des 14 000 soldats engagés meurent de faim, de maladie et de froid. Lors de la retraite sur Pusan, des Coréens sont tués au hasard, d'autres capturés et ramenés au Japon, soit 60 000 sujets. Dans le lot, des érudits, qui introduisent le néoconfucianisme au Japon, des artisans et des artistes.

***Mimizuka*/Mont-aux-Nez. –** À Kyōto, près du sanctuaire Toyukuni où Toyotomi Hideyoshi est vénéré, s'élève une colline sur laquelle est édifié un *gorintō*, sorte de pagode bouddhique à usage funéraire. De fait, c'est la tombe de dizaines de milliers de guerriers coréens et chinois, de civils sans doute aussi, car les Japonais, à la fin de la guerre d'Imjin (1592-1598), ne font plus le distinguo. N'y repose que le nez des défunts, que les Japonais ont coupé, mis en saumure, ramené au Japon et présenté au chef en guise de chiffre d'affaires. Selon un usage daté de Heian, l'honneur échoit aux gradés supérieurs, chefs militaires et éminents ennemis, de voir leur tête prise en trophée, lavée, peignée, fardée et montrée à Hideyoshi. Ils ne prélèvent que l'appendice nasal du simple fantassin, qui est enterré correctement sur le site d'un temple à Kyōto et aussi à Fukuoka, et ce pour garantir l'honneur et la paix du guerrier tombé. Il est de coutume, pour augmenter le nombre de prises, d'amputer le nez des vivants, généralement pour les punir de fautes graves. Le Mont-aux-Nez, faussement nommé Mimizuka/« Mont-aux-Oreilles », tombe dans l'oubli à l'époque Edo. Le public n'en entend reparler qu'à l'ère Meiji. Aujourd'hui encore, les manuels coréens évoquent ce qui apparaît comme des cruautés guerrières. Au Japon, elles sont quasi inconnues.

L'essor de la production de céramique et de porcelaine à Arita, – dite Imari, du nom du port d'où on les exporte en Europe – et à Satsuma est dû à ces prisonniers de guerre. Outre la céramique

coréenne, la poterie de Luzon, originaire des Philippines, amorce une esthétique de patine et de simplicité, *wabi sabi*, qu'incarne le maître de thé Sen no Rikyū (1522-1591). Ne prime plus la beauté manifeste, mais celle qui est voilée, discrète, d'une austère simplicité, d'un charme mélancolique que relève le caractère altéré, imparfait, irrégulier de l'objet : un rocher moussu, un toit de chaume herbeux, un pin noueux, une bouilloire un peu rouillée, etc.

À Ōsaka, Hideyoshi a son propre salon de cérémonie du thé, tout doré, avec des ustensiles en or pur. À Kyōto, il accueille les sociétés de thé qui tiennent des sessions de plusieurs jours. Il n'épouse pourtant pas les conclusions de son maître de thé, qui nuisent à l'économie de ses fiefs. Tel prince va ainsi jusqu'à offrir le revenu annuel de sa province pour un pot sans valeur d'Asie du Sud-Est. Peut-être pour cette raison-là, ou parce qu'il a pris ombrage de la personnalité de Sen no Rikyū, Hideyoshi condamne son maître à se faire harakiri en 1591.

La mort de Hideyoshi, le 18 septembre 1598, est tenue secrète jusqu'à la fin des négociations avec la Chine, qui mettent un terme à l'invasion de la Corée. Proche du trépas, Hideyoshi, âgé de 63 ans, parle de « rêve de rêve [*sic*] au sommet de sa gloire ».

Ieyasu

Ce rêve de remplacer la Chine par le Japon et de fonder un nouvel ordre international en Asie s'évanouit, et aussi celui d'instituer chef militaire et régent son fils Hideyori, âgé de 5 ans. En attendant qu'il soit à même de régner, un conseil d'anciens maintient le *statu quo*. Mais Ieyasu, lui, force les partisans des Toyotomi à se déclarer.

Le 15 septembre 1600, à la bataille de Sekigahara, protégé de son armure européenne blindée, Ieyasu affronte la coalition désunie de l'Ouest, encore. La trahison de deux généraux, qui passent dans le camp d'Ieyasu au milieu des opérations, décide de l'issue du combat. Trois ans après, Ieyasu, qui revendique le shōgounat au chef de sa descendance des Minamoto, est nommé *shōgun* héréditaire et déplace son siège de Sunpu (auj. Shizuoka) à Edo (auj. Tōkyō). En 1605, il remet son titre à son fils Hidetada pour se retirer à Sunpu, d'où il tire les ficelles du pouvoir et surtout de la politique extérieure.

Pour exclure tout retour des Toyotomi, le nouveau régime entre en guerre contre Hideyori. Lors de la campagne de 1614, il conclut un traité de paix qui exige de l'autre partie, pour prouver sa bonne volonté, qu'elle comble les fossés du château d'Ōsaka. La place devenue accessible, l'ennemi l'attaque, Hideyori périt et l'empire est désormais unifié. Ieyasu meurt en 1615.

Les splendeurs et misères de la mission catholique

Durant les règnes d'Oda, Hideyoshi et Ieyasu, la mission chrétienne progresse. En Kyūshū surtout, dès sa rencontre avec Xavier, Ōtomo Sōrin, roi de Bungo, se montre ouvert. Il ouvre au commerce le port de Funai, où est fondé le premier hôpital occidental. Il obtient des canons et de la poudre à canon depuis Macao et se fait baptiser en 1578. Ōmura Sumitada, roi d'Ōmura (dép. Nagasaki), lui, offre à la mission les ports de Yokose.ura et, à partir de 1568-1571, de Nagasaki. Lorsque Ryūzōji Takanobu le menace, il s'en remet aux jésuites, reçoit le baptême en 1574 et force

à émigrer tous ses sujets qui ne se convertissent pas. Il transfère en fiefs la ville et le port de Nagasaki aux jésuites, qui entreprennent des fortifications. Un autre converti, Arima Harunobu, affronte en 1584 les Ryūzōji à la bataille d'Okitanawate, à laquelle participent plusieurs *daimyō* chrétiens, et où pour la première fois sont utilisés des canons servis par des Indiens et des Noirs d'Afrique.

La mémorable mission de quatre jeunes nobles convertis, envoyés de 1582 à 1590 en Europe catholique et au Vatican par le *daimyō* chrétien Ōtomo Sōrin[6], ainsi que le commerce jésuitico-portugais, suscitent l'attention de Hideyoshi.

Ses soupçons sont ensuite éveillés par l'arrogance du Supérieur de la mission du Japon, Gaspar Coelho, qui a déjà armé des navires jésuites en 1584 à Nagasaki et soutenu Arima contre Ryūzōji. Lors d'une entrevue avec Hideyoshi en 1586 à Ōsaka, il lui accorde deux bateaux portugais pour sa campagne de Corée et propose de rallier les *daimyō* chrétiens contre Shimazu. Par la suite, il accueille Hideyoshi, après sa victoire en Kyūshū, sur son puissant navire ancré à Hakata. Impressionné de ce déploiement de force, Hideyoshi interdit le christianisme en 1587, confisque Nagasaki et dissout les églises. Dans un mémoire à ses conseillers, il compare le christianisme aux fanatiques de la secte Ikkō et stigmatise le principe *cujus regio, ejus religio*, qui contourne le rapport amorcé de la classe paysanne à la terre.

Au départ, pour ne pas perturber le commerce, l'édit d'interdiction ne s'applique pas strictement. Mais la remise en question du traité de Tordesillas (1494), qui divisait le Nouveau Monde entre Castille et Portugal et ne permettait d'entrer à Macao que les seuls galions portugais, entraîne dès 1593 l'arrivée au Japon, outre les marchands, de divers ordres missionnaires espagnols qui, comme la secte Ikkō, s'adressent aux pauvres et aux réprouvés et se

heurtent aux jésuites et à leurs princes protecteurs. En 1596, un fanfaron de capitaine espagnol, dont le galion reliant Manille à Acapulco, s'est échoué à Tosa en Shikoku, dit aux autorités japonaises que l'Espagne a coutume d'envoyer des missionnaires auxquels les soldats emboîtent le pas. La menace latente est prise au sérieux. Le 5 février 1597, 26 premiers martyrs chrétiens sont crucifiés à Nagasaki.

L'argent nippon dans l'économie mondiale

En 1557, dix ans après la dernière mission japonaise et face au regain de violence des pirates, la Chine rompt unilatéralement ses relations avec le Japon. La piraterie, elle, continue de prospérer. Son commerce avec le Japon évolue radicalement. Jusqu'ici, elle lui livrait argent, monnaie de cuivre, soie, étoffes, et le Japon exportait en retour l'or des mines de Sado et du Tōhoku. Mais ce métal tarit après 1550, et le Japon exploite alors l'argent des mines d'Iwami et d'Ikumo par de nouveaux modes d'extraction et de coupellation.

En 1581, Hideyoshi tire 434 tonnes d'argent en redevances d'Iwami sur une production trois ou quatre fois supérieure. Le prix de l'argent chute au Japon – le rapport du prix de l'or à celui de l'argent est normalement de 1:3 à 1:4 à la fin du XIIIe siècle, il ne cesse ensuite de chuter ou presque pour atteindre 1:13,5 en 1620 –, mais monte en Chine. Un *ryō* d'or rapporte en Chine comme au Japon cinq ou six fois sa valeur d'échange en monnaie de cuivre.

Comme le commerce sino-nippon cesse, les Portugais en profitent. Leur bateau annuel de 1 000 tonnes transporte d'abord des textiles

indiens à Macao, puis de la soie et de l’or chinois au Japon, où l’argent s’achète bon marché à Nagasaki, pour être ensuite rechangé contre de l’or et avec bénéfice en Chine.

À la fin du XVIe siècle, les Portugais acheminent 22,5 tonnes d’argent de Chine au Japon. En 1620, ils exportent jusqu’à 56 tonnes par an. En 1637, leur participation au commerce de l’argent atteint jusqu’à 37 %. Entre 1560 et 1640, de 7 350 à 9 450 tonnes d’argent sont exportées du Japon en Chine. L’argent des Amériques, auquel on impute la chute du marché chinois de l’argent, ne dépasse pas les 1 320 tonnes, soit le sixième des exportations nippones.

Entre les XVIe et XVIIe siècles, le Japon, loin d’être enclavé en mer de Chine, infléchit l’économie du monde et de l’Europe. Le cuivre japonais est leader et, avec la soie, enrichit les Pays-Bas en lutte pour leur indépendance. L’argent nippon provoque la chute mondiale du prix de l’argent et contribue à affaiblir l’économie espagnole[7].

Trois rivaux du Portugal s’insinuent dans ce commerce : le Japon, la Hollande, l’Angleterre. Le 19 avril 1600, *De Liefde*, bateau hollandais en quête des îles aux épices, accoste à Bungo. Son capitaine anglais, William Adams (1564-1620) gagne la confiance d’Ieyasu et le conseille pour l’Europe. Naturalisé, il reçoit de petits fiefs. La Compagnie unie des Indes hollandaises lui doit la permission délivrée en 1609 de commercer à Hirado. L’East India Company suit en 1613, mais ne peut résister aux Hollandais et se retire en 1623.

Le Japon outremer

Les gains énormes du commerce amènent les Japonais à entrer dans la concurrence internationale au-delà de la flibuste. Dans les villes libres autogérées (Hakata, Sakai), les grandes maisons de

commerce ont le capital de base. Parmi les propriétaires, 117 Japonais, 43 Chinois résidents, 38 Européens, 37 *daimyō* et 10 samouraïs. La soie est en tête des importations avec 60 %, suivie des tissus de soie avec 21,5 %, du sucre et des médicaments. L'argent avec 88,5 %, le cuivre avec 7,8 %, les aliments et la laque dominent les exportations. Ces courses rapportent gros.

Les navires ont pour destination les grands ports d'Asie du Sud-Est où, à l'instar des Portugais et des Hollandais, sont fixées de grosses colonies de Japonais. Même les villes espagnoles comme Manille ont des communautés de chrétiens japonais exilés. En 1600, lorsqu'un navire hollandais coule le *San Pedro* dans la baie de Manille, nombre de *bushi* tombent aux côtés des Espagnols. Le condottiere Yamada Nagamasa commande l'armée siamoise où servent 800 Japonais. Après un attentat contre Yamada lors d'une querelle de succession, son fils passe au Cambodge avec les mercenaires japonais[8].

Les activités japonaises ne se bornent pas à l'Asie du Sud-Est. Acapulco est une autre destination. Outre les missions diplomatiques en Espagne et en Italie de 1582-1590 et 1613-1620, des Japonais arrivent à Rome et à Londres. En 1621, des Génois libèrent un Japonais des pirates berbères. Aux Pays-Bas vivent et travaillent beaucoup de Japonais. Né de père allemand et de mère japonaise, Peter Harzing Japonensis étudie les mathématiques à Duisburg, travaille à Leiden avec Descartes à la *Geometria* et, conseiller minier du duc de Braunschweig, débat des techniques d'extraction avec Leibnitz. Dans le prolongement de l'ancien réseau commercial du royaume des Ryūkyū, le Japon, ouvert au monde, se déploie en Asie orientale et du Sud-Est.

CINQUIÈME PARTIE

PÉRIODE PRÉMODERNE : DEUXIÈME ÉPOQUE FÉODALE DES *SHŌGUN* TOKUGAWA AU PASSAGE FORCÉ DANS LE SYSTÈME MONDIAL

CHAPITRE XV

Période Edo (1603-1868)

Dans les trente premières années du XVIIe siècle, sous le règne du troisième *shōgun*, Tokugawa Iemitsu (1604-1651), le Japon redéfinit sa politique intérieure et extérieure et n'en varie pas jusqu'au milieu du XIXe siècle. La longue période de transition des troubles d'Ōnin (1467) aux édits de fermeture du pays (1639) est comparable à celle qui va de la chute de Constantinople (1453) à la paix de Westphalie (1648).

Les relations diplomatiques et commerciales du shōgounat

La réunification ouvre la voie à la refonte des relations internationales et du commerce contrôlé par l'État. Hideyoshi favorisait déjà le trafic commercial. Ieyasu investit aussi ce champ pour renforcer son pouvoir. En 1604, sur le modèle chinois, il crée ses propres licences à sceau vermillon pour le commerce d'outre-mer, qui

habilitent officiellement le marchand et le recommandent à la protection de tous les pays partenaires ; 370 de ces passeports sont émis entre 1634 et 1635.

Ieyasu reprend les relations avec la Corée. Ses troupes n’ayant pas participé aux invasions de Hideyoshi, il peut se poser en pourfendeur des Toyotomi et agir sans entraves. La Corée, elle, a besoin de commercer avec le Japon pour éponger ses dommages de guerre. Elle n’obtient pas de lui la pièce officielle attendue, qui stipule l’égalité des deux pays dans le système des tributs. Bénéficiaire de ces échanges, le *daimyō* de Tsushima forge, avec l’accord de la Corée, un faux qui autorise la maison Sō de Tsushima à envoyer 20 navires marchands par an à Pusan, où elle a une maison. Le commerce est modeste, mais pas anodin. Les Japonais importent surtout du ginseng. Entre 1606 et 1793, les Coréens envoient 11 ambassades à Edo, avec des centaines de membres dont des savants[1].

En 1609, Ieyasu argue du refus d’aide militaire que les Ryūkyū ont opposé à Hideyoshi, pour les attaquer et établir leur subordination. Les Shimazu, coincés au sud-Kyūshū, trouvent un exutoire pour leur armée entraînée, et reçoivent les îles Amami et des rentrées fiscales. Le roi Shō Nei, arrêté et mené à Edo, assume la responsabilité de la guerre et atteste le statut tributaire des Ryūkyū. Entre 1634 et 1850, 18 ambassades des Ryūkyū vont à Edo. Mais le royaume reste tributaire de la Chine, a toujours sa représentation à Fuzhou, continue ses missions et, durant 250 ans, envoie étudier à Pékin plus de 7 000 jeunes nobles.

Taïwan est un autre foyer du commerce japonais. En 1633, les conflits n’y manquent pas avec la Hollande, qu’on règle dans l’intérêt du commerce. En 1662, les derniers partisans des Ming, renversés par les Qing en 1644, s’emparent de l’île et commercent avec le Japon, qui en profite pour d’autant moins reconnaître l’ordre mondial

sinocentré que ce sont des barbares du Nord, les Mandchous, qui ont conquis la Chine. En 1680, les marchands chinois sont pourtant autorisés à commercer à Nagasaki et y fonder colonie.

Au Nord, les contacts sont à peine contrôlés avec la Chine des Qing, qui revendique les zones allant jusqu'à l'Amour et Sakhaline, par où passent le commerce *santan*, du nom de certains peuples d'Asie du Nord-Est, le brocart chinois et la fourrure pour Matsumae, puis Edo et Kyōto[2]. Entre 1782 et 1799, quand les Russes pénètrent dans le bassin de l'Amour et vers le sud par les Kouriles, le *shōgun* place tout Ezo sous contrôle. Il délègue des explorateurs (Mamiya Rinzō, Mogami Tokunai, etc.), qui vont délimiter la frontière japonaise de l'empire au nord de l'île d'Urup.

Les Ryūkyū soumis, et les colonies japonaises établies à Taïwan, Iemitsu projette d'envahir les Philippines et d'écarter la menace espagnole, mais il en est détourné par la révolte de Shimabara en 1637-1638 qu'il ne réprime qu'à l'aide des canons hollandais.

La fermeture relative du pays

Une fois au pouvoir, Ieyasu adoucit sa position vis-à-vis des missions, car il tient au commerce espagnol auquel il ouvre même le port d'Uraga en baie d'Edo (auj. Tōkyō), sa nouvelle capitale, et encourage en vain le vice-roi de Mexico.

À l'orée du siècle, le pays compte de 150 000 à 300 000 chrétiens en Kyūshū. Eu égard aux baptêmes forcés de la population, on peine à parler d'intelligence en profondeur du christianisme. Mais l'apport de la mission est sensible en dehors du secteur non sacré : médecine, techniques (mines), sciences naturelles, cuisine (*tempora*), et même un théâtre en partie inspiré de la scène baroque jésuite, le *kabuki*.

Iemitsu prend des mesures qui vont dans le sens de la limitation des relations extérieures. Dès 1633, il durcit l'octroi des licences aux marchands japonais et interdit à tout Japonais ayant vécu plus de cinq ans à l'étranger de rentrer au pays. En 1634-1635, il prohibe le commerce maritime japonais. Dans le droit-fil de la politique chinoise, puisque le Japon se tient pour le nouveau centre auquel les pays à l'entour envoient leurs tributs, il ne peut pratiquer officiellement le commerce.

Parallèlement, l'interdiction du christianisme est reconduite. En 1636, les Japonaises mariées à des Européens et leurs enfants sont expulsés. En 1638, la révolte de Shimabara, menée par le guerrier catholique Amakusa Shirō, et souvent qualifiée de soulèvement chrétien, est réprimée. En fait, c'est moins une menée chrétienne que la manifestation des *do.ikki* contre le système cadastral et fiscal d'un nouveau seigneur suzerain. Les chrétiens devront vivre dans la clandestinité jusqu'à la reprise des relations avec l'Occident.

En 1639, Iemitsu expulse les Portugais et boucle une série de lois qui, pour limiter le trafic avec l'étranger et surtout l'Europe, ne ferment pas tout à fait le pays. Au contraire, avant d'aller plus loin, on consulte les Hollandais pour s'assurer qu'ils continueront d'approvisionner le marché japonais. En 1673, lorsque l'Angleterre, après un long arrêt des rapports, envoie le *Return*, le Japon est prêt à l'autoriser au commerce. Le plan échoue, car le *Return* ne ramène pas avec lui de lettre d'Ieyasu et que l'intérêt manque côté anglais. Les compagnies des Indes orientales française, danoise et habsbourgeoise ne dépasseront pas l'Inde[3].

Les Hollandais au comptoir de Deshima

La Compagnie unie des Indes hollandaises (VOC), en quête du commerce des épices, note vite que le commerce intra-asiatique est lucratif. Nagasaki, où elle déplace son siège en 1641 – sur l'îlot artificiel de Dejima – devient son comptoir le plus important. Vers 1660, il y entre 10 à 12 navires par an, en provenance de tous les comptoirs (Inde, Siam, Java, Taïwan), soit le cinquième de la flotte de la compagnie en Asie. Le shōgunat élimine la concurrence ibérique en raison de ses rapports avec les missionnaires : les Espagnols en 1624 ; les Portugais en 1639. Les liaisons commerciales japonaises s'arrêtent.

Après 1640, les Hollandais passent à un autre produit commercial d'importance, la soie, dont le prix monte en raison de l'élévation du niveau de vie induite par la période de paix qui s'amorce. Leurs importations de soie au Japon grimpent de 300 % entre 1635 et 1637, culminent dans les années 1660, puis, face à l'industrie naissante de la soie nippone, décroît de 15 à 20 % dans le dernier quart du XVIIe siècle.

Le Japon importe par la VOC peaux de bête pour tapis de selles, galuchats pour poignées d'épée du Siam, produits de luxe européens (verre de Venise, vin rouge espagnol), chevaux arabes, etc. Les livres sont interdits, mais le régime autorise à partir de 1720 livres savants et instruments d'optique. Inversement, l'Europe s'ouvre à la laque, à la céramique, avec ou sans contrefaçon ou adaptation au goût de la clientèle, aux kimonos[4].

Tous les quatre ans, moins souvent sur la fin de la période, les gestionnaires de la VOC montent à Edo en suivant le Tokaidō et sont reçus chez le *shōgun*, qu'ils informent avec un temps de retard de la conjoncture politique en Europe et ailleurs.

L’image du Japon en Europe, et de l’Europe au Japon

Inversement, c’est par les employés de la VOC qu’une partie de l’Europe, outre les récits déjà datés de la mission catholique dont la partie ethnographique est censurée par la curie romaine, a une notion plutôt positive du Japon.

Parmi les agents de la VOC, François Caron, puis le médecin allemand Engelbert Kämpfer recueillent maintes données. Dans ses *Amoenitates Exoticae* (1712) et *The History of Japan* (1727), il donne une image durable du Japon. Lui qui vécut la guerre de Trente Ans juge que le pays a un souverain éclairé, qui a su le fermer à l’Europe et imposer la paix intérieure et extérieure. Sauf Rousseau et Montesquieu qui voient là despotisme, les Lumières font l’éloge du Japon, école de politesse et d’harmonie, exemple d’artisanat industrieux et modèle pour l’Europe.

La traduction du travail de Kämpfer en japonais, *Sakoku.ron/Thèse sur le pays clos* (1811) nourrit la réflexion géopolitique japonaise au début du XIXe siècle, lorsque l’Europe talonne ses côtes : le Russe au Nord (Laxmann en 1792, Rezanov en 1804), l’Anglais à Okinawa (Hall en 1816), etc. La fermeture devient un acte de défense. En 1825, le *shōgun* décrète la destruction de tout navire étranger tentant de débarquer au Japon.

Philipp F. von Siebold, autre médecin allemand à Deshima, explore la nature, l’histoire, le peuple et la culture du pays dans *Nippon* (1832-1854), deuxième somme sur le Japon, mais en allemand, et l’Europe en profite peu. Mais les travaux du chirurgien hollandais Isaac Titsingh, surtout ses *Coutumes usitées au Japon* (1819) et *Mémoires et anecdotes sur la dynastie régnante des djogouns* [*shōgun*] (1820), nourrissent l’orientalisme naissant du XIXe siècle. La

large circulation des mémoires du capitaine russe Ivan Golovnin, emprisonné au Japon, rafraîchissent les connaissances et donnent le pays pour un redoutable adversaire potentiel[5].

Pour autant, le Japon ne se coupe pas du monde extérieur. Non seulement le shōgounat poursuit ses relations de commerce avec d'autres pays d'Asie[6], mais se tient au courant de ce qui se passe en Europe par l'intermédiaire des résidents étrangers de Deshima. Il arrive aussi que des marins nippons naufragés à l'étranger soient rapatriés chez eux et rapportent des témoignages de première main, notamment sur la Russie[7]. Le Japon reste à l'écoute du monde.

La restructuration agraire

Pour pallier la dissémination de la souveraineté fiscale, cause de la fragmentation politique du pays, Hideyoshi avait déjà tenté de monopoliser la fiscalité agricole avec un cadastrage pour lister les petites familles d'agriculteurs réels et fixer un impôt unitaire.

Désormais, le petit producteur, directement imposable, reçoit un acte de propriété ou l'usufruit durable de sa terre et devient autonome. Il passe de la sous-unité fiscale du *shōen* à l'unité fiscale autonome. Cette transition est lente, car la petite propriété paysanne, apparue au XVIe siècle, n'a pas encore de reconnaissance juridique. Diverses régions font leur propre cadastre jusqu'au XVIIIe siècle ; en Shikoku et Kyūshū, certaines formes perdurent jusqu'en 1873. Le village, devenu unité de base administrative, s'acquitte le plus souvent des redevances de chaque foyer et des corvées de travaux publics. Il est géré en interne par un Ancien, responsable devant son *daimyō* ou l'agent du *shōgun*, mais dont le droit d'audience est limité[8].

Au début du XVIIe siècle, les guerres finies, l'agriculture repart, l'approvisionnement s'améliore. La surface cultivable s'accroît de plus de 30 %, sa productivité de plus de 50 %. La population passe de 12 millions en 1600 à 26,07 millions en 1721. Vitesse de reprise d'autant plus notable qu'installer ou remettre en état les rizières mouillées – agriculture privilégiée – exige plus d'efforts que la culture sèche. Le riz, dont l'unité de mesure est le *koku* = 180 litres, est le bien fiscal majeur en nature. Sa valeur de monnaie fluctue avec l'or, l'argent, le cuivre. Imposable fiscalement, il est l'assise financière de l'État.

Tandis que le gouvernement de bienveillance veille à procurer la paix, une gestion efficace, une terre idoine sur la base du cadastrage, les petites exploitations œuvrent à l'approvisionnement et acquittent en redevance 50 % de leur production de riz ou l'équivalent pour les autres fruits de la terre ou de la mer. Une fois par an au moins, le percepteur, après avoir dressé le plan de surface cultivable, calcule l'impôt annuel que le paysan livre en riz aux greniers situés près de la ville-résidence des princes.

Au sein des principats, la plupart des dépenses peuvent se faire en riz. La solde du soldat se paye également en riz. Pour toute dépense extérieure, le métal est nécessaire, argent à l'Ouest, or à l'Est, et ce pour entretenir les somptueux manoirs de la capitale, financer la navette à Edo et l'aide exigée parfois du shōgounat pour les travaux publics ou lors de séismes. Pour supporter tous ces frais, nombre de *daimyō* vendent une partie croissante de leur riz fiscal aux marchands. À la fin du XVIIe siècle, ils l'écoulent au marché central du riz d'Ōsaka, où ils négocient avec les maisons de commerce afin d'obtenir les devises.

L'État combiné des han *et du* bakufu

Après sa victoire à Sekigahara, Ieyasu édifie un système de domination stable. Il éloigne d'Edo les *daimyō* qui lui ont résisté et qu'il ne peut destituer, dits *daimyō* extérieurs/*tozama.daimyō*. Les princes alliés apparentés/*shinpan.daimyō* et les princes alliés ou vassaux d'avant Sekigahara/*fudai.daimyō* reçoivent des fiefs, eux, dans les zones clés. Les Aïnous sont refoulés des côtes sud de Hokkaido.

En 1603, Ieyasu devient *shōgun*. Le règne de la junte des Tokugawa va durer jusqu'en 1867. Le nouveau régime administre directement son siège à Edo et environs, les mines de métal précieux, ainsi que Nagasaki et Ōsaka. Comme le pouvoir se répartit entre le *bakufu* et les plus de 250 fiefs/*han* sous l'égide du *shōgun*, le terme de *baku.han* s'est imposé dans l'historiographie.

La société du nouveau régime est censée se diviser en quatre classes cloisonnées, selon un ordre décroissant : samouraïs, paysans, artisans, marchands. La maison impériale, la noblesse de cour, les groupes marginaux discriminés n'entrent pas dans ce classement, qui vise à éliminer les sous-centres de souveraineté fiscale, démobiliser les seigneurs locaux détenteurs d'armes, qui peuvent choisir de devenir paysans ou se fixer en ville comme samouraïs armés sans ancrage territorial. Mais ce système, qui ne prend forme que vers 1720, est plus poreux qu'il n'y paraît[9].

Le samouraï, à présent subordonné au *shōgun* ou au *daimyō*, est assigné à ses quartiers de la ville-résidence/*jōka.machi*. Il a une solde mensuelle selon son rang et payée en riz. Il pratique moins les armes qu'il n'œuvre en administrateur de domaine ou ne s'adonne au loisir lettré[10]. Ses jours de gloire sont désormais révolus. Il ne va plus de soi d'être samouraï en temps de paix. Le shōgun l'invite à s'appliquer

à l'art combiné des lettres et des armes, y compris le tir à l'arc et l'équitation. Le valeureux guerrier s'efforce de concilier son ethos ancien et ses nouvelles charges. Diverses options circulent. Dans son *Gorin no sho/Livre des cinq anneaux*, Miyamoto Musashi, ex-*bushi*, maître d'armes, artiste et penseur, expose, outre ses techniques d'escrime, que la voie du guerrier consiste à atteindre son but unique : vaincre. Aussi doit-il être prêt à agir à tout moment. Dans son *Chūchō.jijitsu/Faits vrais sur le royaume*, Yamaga Sokō considère, lui, que le *bushi* de son temps doit, guerrier et/ou bureaucrate, être fidèle à son seigneur, donner l'exemple à la société et rester en forme pour assumer la défense d'un pays qu'il estime supérieur aux autres. Dans son *Hagakure/À l'ombre des feuilles*, Yamamoto Tsunetomo revendique l'idéal ancien du guerrier, qui n'est qu'un être-pour-la-mort, à laquelle il doit se préparer. Son opuscule devient une composante de la voie du guerrier/*bushidō*. Ce terme s'impose sous les Tokugawa. Aux valeurs de fidélité et de disponibilité à la mort s'ajoutent celles de l'efficacité de l'action, non seulement militaire mais activité administrative. Cela dit, même si *bushidō* a transmis l'image du *miles gloriosus*, le troupier nippon n'hésitait pas à s'enfuir pour sauver sa peau…

À la tête de l'administration centrale et provinciale siège un conseil d'Anciens/*rōjū*, de quatre à six membres. Sauf les rares phases où le *shōgun* gère les affaires en personne, c'est eux qui gèrent la politique, au début par alternance mensuelle à la direction, ensuite par élection et assez longtemps. Il arrive que la fonction directrice soit déléguée à un régent.

Ledit appareil intègre aussi des organes de surveillance des institutions religieuses. Les temples, strictement hiérarchisés, enregistrent naissances et décès ; les familles doivent s'y affilier dès 1640. Le système paroissial/*danka*, qui finançait le lieu de culte, sert

à présent à surveiller la population. La délégation de fonctions mondaines aux sectes désamorce leur potentiel subversif[11]. Le bouddhisme institutionnel sort renforcé de ces mesures. Il passe d'environ 13 000 à 470 000 temples, mais amorce son déclin, car sa fonction administrative tend à le laïciser et lui faire perdre de sa symbolique. Le shintō survit sans mal comme croyance populaire et a une influence sur certaines écoles philosophiques.

Durant toute la première moitié du XVIIe siècle, le nouveau régime s'emploie à s'imposer contre les ennemis internes et externes ou tendances adverses.

La mission chrétienne, qui baptise très largement au Sud-Ouest, passe pour une menace. Le *shōgun*, qui n'a pas de préférence religieuse, tient les chrétiens locaux pour alliés du Portugal et de l'Espagne et donc ennemis. La persécution antichrétienne (1620-1630) et la répression de la révolte de Shimabara (1637-1638), au départ une émeute de paysans mécontents et samouraïs sans maître en région à majorité chrétienne, obéissent à un souci premier de stabilité politique.

En 1635 débute le système de résidence alternée à Edo, où les *daimyō* sont tenus de résider six mois par an et laisser leurs familles à demeure : un groupe arrive, un autre repart[12]. Cette onéreuse obligation, qui stabilise l'intérieur du pays et contrôle les seigneurs, crée une économie des services, tant côté *daimyō* – gouvernance du domaine, entretien des serviteurs, financement agricole de l'opération – que château d'Edo, qui se monte en capitale avec parcs et jardins, et qu'actifs (serviteurs, vendeurs, ouvriers) partout dans les villes[13].

Le personnel du *daimyō*, peu requis par sa charge, jouit des activités de la ville – culture, plaisir, exercice des armes. Comme les *bushi* viennent de partout[14], notamment ceux qui n'ont plus de

maître, il s’ensuit un brassage culturel entre Edo et les « chefs-lieux » des fiefs, entre fiefs aussi, et le sentiment d’appartenir à une même sphère territoriale[15].

De plus, le *shōgun* Iemitsu établit sans ambages sa souveraineté au regard de la cour impériale, toujours résidente à Kyōto, et des ordres religieux. La peur d’un retour de guerre civile est à la base d’un réseau ramifié de police secrète. Les contemporains louent l’ère de paix et de stabilité qu’instaure le nouveau régime, lequel entend préserver la paix, réguler les institutions, éviter les conflits, maintenir une stricte hiérarchie avec le *shōgun* au sommet. Et le néoconfucianisme, modulé, qui devient son instance de légitimation.

La pensée officielle et les autres

Le néoconfucianisme ne devient pas la doctrine du régime avec l’arrivée des Tokugawa. Il mûrit sous les Tang et les Song pour trouver sa pleine expression dans l’école de Zhu Xi (1130-1200), dont l’œuvre combine les classiques confucéens, surtout consacrés aux questions de l’État et de la société, le taoïsme attentif à observer et exploiter les forces de la nature et le bouddhisme. Étudiée dans les temples zen du pays au début du XIIIe siècle, elle reste un savoir académique jusqu’au début du XVIIe siècle.

Son promoteur, Hayashi Razan, qui a des contacts avec Ieyasu, Hidetada et surtout Iemitsu, lui confie l’éducation du futur *shōgun* Ietsuna. En 1630, Razan fonde son académie privée qui devient l’institution pédagogique du régime officiel et le fer de lance de la pensée samouraï. Ses fils, qui publient toutes ses œuvres en 1762, accréditent l’idée qu’il a imposé l’autorité du confucianisme au

moment où Ieyasu prenait le pouvoir, d'où la position inattaquable de la maison Hayashi sur douze générations.

Le néoconfucianisme fonde une métaphysique du *ri* : raison, principe légiférant, éternel, immuable, organisateur des formes multiples du monde phénoménal, « ordre rationnel des choses dans l'univers ». Tout ce qui est créé a son propre *ri*, sa nature, sa « raison des choses ». *Ri* va de pair avec *ki*, qui est souffle, élan vital, « force matérielle[16] ».

De ce plan participent les relations sociales : cinq vertus cardinales (humanité, équité, rite, sagesse, sincérité) ; trois devoirs sociaux (loyauté, piété filiale, convenances) ; cinq relations humaines ou « vertus relationnelles » (père-fils, maître-serviteur, mari-femme, frère aîné-frère cadet, ami-ami). Le comportement moral correct est aussi inné à l'homme que sa place dans le prolongement du cosmos.

Cette conception engendre des relations verticales socio-économiques. La hiérarchie des quatre classes en phase avec la loi cosmique est fondée en droit naturel. L'aristocratie règne avec le *shōgun* à sa tête. Seul l'agriculteur produit des valeurs. Le marchand est donc tenu pour moralement bas et stérile. Toute transgression de classe viole l'harmonie cosmique.

L'éthique confucianiste officielle est incompatible avec l'éthique mercantile. Aspirant à se rapprocher de l'idéal antique chinois, elle rejette ce qui n'émane pas de l'agriculture et érige les devoirs entre nobles et paysans en liens socio-économiques essentiels. Aussi, elle s'oppose à l'économie monétaire et à la production de marché.

Or, il arrive que les *daimyō* dépensent plus que leur revenu, s'endettent à court ou moyen terme et deviennent en quelques décennies tributaires des marchands. Certains dénoncent cette situation contraire à l'ordre confucéen. Il s'ensuit que l'orthodoxie d'État est en hiatus avec les impératifs économiques. Tant le primat

de l'agriculture que le mépris du commerce, de la production de marché et de la vie urbaine entrent en contradiction avec les conditions sociales réelles.

Mais les marchands aussi pensent. Tandis que le shōgounat persévère en son orthodoxie confucianiste, lettrés et marchands tissent une réflexion au service des intérêts paysans, mais qui reste fondée sur les classiques confucéens, paradigme incontesté de l'époque Edo[17].

Dans la longue liste des marchands philosophes, dont les tenants majeurs sortent du *Kaitokudō*, grande école de commerce d'Ōsaka, figurent Kusama Naokata et Yamagata Bantō qui, directeurs d'une grande maison de commerce, conçoivent une histoire et une théorie de l'argent et de l'échange. Dans *Yume no shiro/En lieu de rêve* (env. 1807), Yamagata traite religion et idées confucianistes de mensonges. Face à la piteuse situation des principats, nombre d'érudits, au fait de la critique de Yamagata Bantō et d'autres, tentent d'exploiter leurs réflexions, de généraliser certaines innovations de princes, de montrer la voie aux autres pour les sortir de leur endettement abyssal.

Certains, indépendants du *shōgun* et des *daimyō*, prennent parfois la défense des paysans et font des nobles et des *bushi* les parasites de l'agriculture. Certaines instructions technologiques se diffusent sous forme de cahiers à gros tirage auprès de la paysannerie et leur auteur sillonne la campagne pour noter les produits régionaux à ses yeux porteurs. Les nouveaux produits cultivés, les nouvelles méthodes de culture, les techniques de fabrication proto-industrielles sont vite portées à la connaissance du pays.

Des courants de pensée, comparables à ceux de l'Europe, circulent alors[18]. Les Études nationales ou nativistes/*Kokugaku*, dont Motoori Norinaga est le tenant, s'appuient sur *Kiki* et le shintō pour exalter

une primordiale essence japonaise, prônent le rejet de la pensée étrangère et exaltent la littérature nippone, notamment Genji. À l'inverse, les Études hollandaises/*Rangaku* accueillent *via* Deshima le savoir d'Europe traduit en hollandais, étudient médecine, optique, agriculture, technologie militaire, etc., découvrent l'Occident concret et amorcent une réflexion géopolitique[19]. Il suffit de voir comment les Japonais, isolés sous les Tokugawa, ont su tirer parti du peu d'objets, de livres, de tableaux, qui leur tombaient sous la main, et les dégraisser de leur appareil idéologique, pour saisir d'autant mieux le discernement des élites japonaises dans leurs emprunts à l'Occident à l'ère Meiji[20].

L'économie monétaire

Malgré l'avis négatif des confucianistes, le *shōgun* bat monnaie pour avoir des revenus. Seule celle en cuivre, la sapèque, circule alors que le pays importe de Corée et surtout de Chine depuis 958, mais dont la qualité va se dégradant à partir du XVe siècle. Le tri des pièces pour fixer leur valeur complique les échanges. La fin des relations avec la Chine fait que les pièces en circulation se raréfient. Au XVIe siècle, l'argent et l'or extraits des mines servent de monnaie d'échange, mais ne remplacent pas le cuivre. En 1637, le *bakufu* règle la circulation du numéraire en émettant une monnaie de cuivre, compatible avec l'or et l'argent[21].

Monnaie. – Jusqu'à la réunification de l'empire sous les Tokugawa, chaque province a ses propres moyens de paiement au poids, mais des monnaies chinoises et coréennes de l'Antiquité circulent encore. C'est après avoir pris possession de toutes les mines de métal précieux que les Tokugawa se mettent à battre monnaie. L'introduction d'un système de monnaie unitaire simplifie énormément le commerce et la circulation des marchandises dans tout le pays.

Cette simplification du système monétaire procure au régime une solide assise financière et booste d'abord l'économie. Mais, sur la fin du XVIIe siècle, les besoins d'Edo et le faste de la cour du *shōgun* épuisent les mines. En 1695, le *bakufu* réduit de 20 à 32 % la teneur en métal précieux en monnaies d'or et de cuivre et des lingots d'or poinçonnés, qui gardent néanmoins leur valeur nominale. La conversion officielle de la monnaie n'aboutit qu'en partie, car qui possède des pièces de valeur les thésaurise en cachette.

Les remaniements ultérieurs ne jugulent pas l'inflation. De 1707 à 1710, la monnaie émise a la teneur d'origine en métal précieux, mais pèse moins. La population peste. Le confucianiste Arai Hakuseki, conseiller shōgounal, corrige le tir en se fondant sur le « principe de pureté métallique » des Classiques chinois pour légitimer le retour à la *pureté métallique* du numéraire, soit la monnaie standard d'avant 1695. Des mesures *ad hoc* solutionnent aussi les turbulences monétaires entre 1714 et 1722. La situation de fond ne bouge pas : le cycle d'adultération de la monnaie, suivi de réaction négative du marché financier et de tentatives de dédommagement, se réitère[22].

L'essor de la ville, du commerce et de la culture

Du nouveau système de pouvoir découle une poussée de l'urbanisation. Fin XVIIe siècle, dans la capitale du *shōgun*, dans l'ex-résidence impériale de Kyōto, dans la métropole commerciale en plein boom d'Ōsaka, la vie urbaine fleurit. Des villes-résidences ou villes-sous-château ou villes castrales/*jōka.machi* surgissent, avec leurs zones d'artisans et commerçants, et une culture urbaine éclôt[23].

À Edo, les princes habitent des manoirs près du château du *shōgun*, leurs samouraïs sont casernés tout près, tout autour s'agglomèrent les quartiers chargés de l'entretien de tout ce monde. Au XVIIe siècle, Edo est la plus grande ville du monde avec 1,1 million d'âmes. Au début du XVIIIe siècle vivent en ville 3,8 millions de personnes (12 % de la population). Les marchands montent des réseaux pour acheminer de loin force articles. Certaines maisons de commerce ont bientôt des établissements dans tout le pays et le monopole de certains produits.

***Rōnin*/Homme au gré des vagues. –** Tout samouraï n'était pas noble et généreux. Au début de l'époque Edo, nombre d'entre eux n'ont pas de maître parce que celui-ci est mort ou qu'ils ont été déloyaux avec lui. Aussi errent-ils, d'où leur nom de *rōnin*, « homme au gré des vagues ». La loi ne leur permet pas, sauf à changer de métier, d'avoir un nouveau maître. C'est qu'ils auraient dû se faire *seppuku*, c'est-à-dire s'ouvrir le ventre par loyauté. Le plus souvent, ils subsistent à coups de larcins et de méfaits. Le terme s'applique aujourd'hui à ceux qui n'ont pas réussi du premier coup l'examen d'entrée à l'université et repiquent une année de plus.

Le marchand, être moralement répréhensible, est nécessaire à la bonne marche de la ville et du régime. Il se forge son style de vie, qui marque toujours plus la culture urbaine, sa propre voie ou éthique aussi, et des associations pareilles à des guildes[24]. La hiérarchie sociale lui interdisant toute mobilité sociale sauf par adoption, il profite de l'essor du commerce pour amasser les richesses et acquérir un statut d'oligopole.

Le gouvernement, qui n'a ni le savoir pratique ni ne veut se salir les mains, n'a souvent d'autre choix que de coopérer avec le marchand. En 1670, il charge dix grosses maisons de commerce d'Ōsaka de contrôler le flux des monnaies en or et en argent à l'est et l'ouest du pays. Elles fixent le change, y trouvent leur compte et deviennent très puissantes.

Les merveilles sans merci du monde flottant

Interdits d'activité politique, les marchands se rabattent sur le monde flottant/*ukiyo*, qui est celui de la mode, du spectacle, du plaisir tous azimuts, mais aussi des faillites, des déchéances et des suicides amoureux. Bien que leur métier soit régi par une stricte morale, parfois comparée à la voie du guerrier/*bushidō* ou à l'éthique protestante, les plus aisés d'entre eux coulent leur temps libre en débauches outrées.

Nombre de quartiers de plaisirs surgissent, notamment le Yoshiwara d'Edo, où certains guerriers deviennent opérateurs de maisons closes. Ses bains, gargotes, bordels et théâtres ne désemplissent pas et attirent tous publics pour goûter ou juste voir.

Les samouraïs s’y aventurent en cachette. La vedette en est la courtisane, artiste aux talents divers de la musique à l’oreiller, qui est l’exemple insigne d’une vie hédoniste. S’en faire aimer avec lettre à la clé ou (faux) ongle arraché est un signe de distinction. Les familles dans le besoin vendent leurs filles pour la prostitution. Nulle barrière ou presque ne réglemente le comportement sexuel[25]. La fantasmatique geisha émerge.

La littérature et les arts s’épanouissent dans le même sens. Une littérature à gros tirage colporte des histoires d’amour de tout genre et de toute sexualité et des guides amoureux illustrés et d’une haute précision anatomique. Homme ou femme, les créatures du prosateur Ihara Saikaku, Balzac nippon, sillonnent Edo et la province pour tester la chair et la chère. Le haïku, poème bref, trouve sa forme achevée avec en particulier Bashō[26]. Les arts de la scène ne sont pas en reste, du tableau historique au drame domestique, avec le *kabuki* et le *bunraku*, où une histoire de vengeance, *Kanadehon Chūshingura/Le Livre des kanas du trésor des loyaux serviteurs*, qui illustre le primat de la loyauté sur le devoir, remporte un vif succès et marque durablement les esprits. L’estampe/*ukiyo.e* naît en ce milieu, notamment sous forme de pubs pour les théâtres et lieux de plaisir de tout calibre[27]. Le client y trouve toutes mensurations et pratiques à son goût et à sa mesure. La censure est impuissante.

***Kabuki.* –** Ce genre théâtral fait ses débuts en 1603. À l'origine, c'est une femme, du nom d'Izumo no Okuni, qui conquiert les habitants de Kyōto par ses danses suggestives et ses spectacles érotisants. *Ka.bu.ku* signifie : choquant, peu orthodoxe, qui sort de l'ordinaire, et ce même si le mot s'écrit avec les caractères pour chant, danse, adresse technique. Okuni parcourt le pays avec sa troupe. Ses représentations sont imitées par les prostituées et les acteurs masculins, qui se produisent en public. En 1629, le *bakufu* interdit aux femmes de jouer en 1629, puis aux enfants en 1652. Alors naît le *yarō.kabuki*, joué par des hommes, dont certains se spécialisent dans le rôle de femme/*onna.gata*.

Alors que l'art et la littérature étaient jusqu'ici réservés à la noblesse – et les *bushi* se réservent le nô –, une culture bourgeoise à part entière émerge, sans doute favorisée par un niveau d'éducation comparable et pour les deux sexes. Une histoire de l'érotisme, aussi[28].

Le fisc et l'endettement du daimyō

Les caprices de la nature pèsent sur l'approvisionnement et sur la stabilité du régime. Typhons, séismes, éruptions, incendies secouent le pays, ravagent les villes bâties en bois, dévastent les récoltes et le système d'irrigation. Les inondations détruisent souvent la récolte de riz. Une moisson de riz, même compte tenu des grosses différences régionales, se perd à peu près une fois tous les dix ans.

Dans les années 1720-1730, les séismes, intempéries, pluies de sauterelles frappent la production de riz et de fruits des champs, régime de base du paysan. Les disettes suivent. Le shōgounat aide avec ses réserves, ses greniers et ses centres de distribution de riz. Mais les prix flambent. Les rentrées réduites de riz fiscal, dont le

montant est fixé sur place par estimation de la récolte, affectent les finances des principats, surtout les années de moisson médiocre.

À partir de 1723, sur les terres du *shōgun* et dans maint principat, une nouvelle pratique apparaît : le calcul fiscal se fait sur la base de la valeur moyenne des récoltes des années passées, d'où des rentrées continues et un meilleur calcul du budget, mais ne garantit pas une recette fiscale accrue, surtout les mauvaises années.

La stabilité durable de l'impôt, ainsi que l'absence de rabattement fiscal, font que le paysan le moins productif et dépourvu de réserves tombe sous dépendance de la classe paysanne au-dessus de lui. Au village, même si acheter la terre est interdit, l'endettement individuel se compense, non *de jure* mais *de facto*, par transfert informel du droit d'exploitation du sol. Des différences régionales en résultent, qui clivent la population entre propriétaire foncier et le non-possédant, métayer ou tâcheron. Cette loi fiscale rompt l'égalité sociale au sein de la paysannerie apparue au XVIIe siècle et politiquement conforme au confucianisme. Sous la houlette de l'ancien du village, les jacqueries, plus d'un millier en cette période, s'amplifient et vont du refus de payer l'impôt trop élevé à la marche sur la résidence du *daimyō*.

Les *daimyō*, face à la prise de conscience paysanne, à la stagnation des rentrées fiscales et à la fluctuation monétaire, peinent avec leurs charges extérieures élevées et sont amenés à s'endetter fort auprès des gros commerçants d'Ōsaka. À la fin d'Edo, l'endettement atteint 78 millions de *ryō*, soit cinq ans de rentrées d'impôt agraire de tous les principats. La seule parade est de diminuer la solde des samouraïs jusqu'à 50 %. L'évolution de la structure socio-économique présente ainsi les tendances suivantes : crise économique aggravée de la trésorerie des *daimyō* ; importance croissante de la classe des marchands ; stratification sociale plus marquée de la paysannerie.

Le néoconfucianisme d'Ogyū Sorai

Sur la base des plus anciens textes de Confucius, Ogyū Sorai défend la nécessité d'un tournant sociopolitique au chef que les principes de l'ordre social juste ne sont pas préétablis de nature, mais formulés comme mission morale par les sages de l'Antiquité, qui savaient accueillir en eux-mêmes « la volonté du ciel ». À chaque époque de valoriser ces principes dans le monde. Au souverain d'ériger, par des dispositifs *ad hoc*, l'ordre social juste.

Cette approche historiciste du droit naturel paraît ménager une latitude d'action politique, mais Ogyū reste conservateur. Dans ses *Seidan*/Propos sur le gouvernement (env. 1722-1725), il raille l'économie marchande et l'appétit de consommer « comme à l'auberge ». Il déplore la dégradation morale dans le sens d'un monde sans ordre, où le guerrier dépend de plus en plus du marchand. La montée des prix est due à la dépense de la population, extravagante et non conforme à son statut. La relation est directe entre la marchandisation croissante et la plaie d'argent de la classe dirigeante[29].

Ogyū invite Tokugawa Yoshimune à assumer son rôle de promoteur de l'ordre social et décréter des lois *ad hoc*. Entre 1716 et 1736, le régime adopte ses recommandations en partie, pour l'agriculture, le contrôle des prix et du cens et l'annulation de la dette des samouraïs. À l'État de fixer et d'appliquer des lois somptuaires, qui rétabliront la barrière de classe et aplaniront les autres problèmes. Ces « édits de frugalité », modèle des réformes suivantes et périodiquement reconduits, visent plus à supprimer le symptôme que la cause réelle de la consommation de masse. C'est que le système politique devient si tributaire du commerce actif qu'il ne peut plus pérenniser la différence de classe.

Les réformes de Tanuma Okitsugu

Alors que le *shōgun* Yoshimune gérait lui-même le gouvernement, les suivants, Ieshige et Ieharu les délaissent. D'autres personnalités s'imposent dans l'administration. De 1769 à 1788, Tanuma Okitsugu, conseiller principal, mène une politique peu orthodoxe. Sans se soucier des réformes d'Ogyū tenues pour panacée, il promeut impôt et commerce, délivre licences et monopoles – au grand dam des confucianistes.

Pour que l'argent circule davantage, Tanuma délaisse la monnaie au poids, qui circulait jusqu'ici par petits lingots, au profit de la première monnaie-argent standard. Au grand dam du peuple, il ne résiste pas à la tentation de ses prédécesseurs, de tirer plus de revenus de l'adultération de la monnaie. De plus, il élargit le commerce de Nagasaki en exportant des fruits de mer séchés en Chine. Dans les années 1780, après la mort d'Ieharu, la fraction conservatrice renverse Tanuma. Retour au strict confucianisme.

Devient alors *shōgun* Matsudaira Sadanobu, prince apparenté aux Tokugawa, qui a déjà consolidé par le passé les finances de son principat en encourageant l'agriculture et une politique d'austérité. Il affronte les maux chroniques du régime : turbulences monétaires ; déboires économiques des guerriers ; révoltes rurales et urbaines.

À l'origine des difficultés, la pénurie d'approvisionnement et la massive hausse des prix dues à l'éruption de l'Asama (à 150 km d'Edo) à l'été 1783, qui fait dans les 35 000 morts et détruit les récoltes, surtout en Kantō. Le ciel d'Edo s'assombrit. Des années durant, les émissions de gaz polluent le sol, amènent de fortes pluies, refroidissent le pays. Les mauvaises récoltes font grimper le prix du riz, les disettes suivent en 1783-1787. La population, qui se nourrit de racines et de noix, de chats et de chiens, de chair humaine, chute

de 26 à 23 millions d'âmes en quelques années. Les jacqueries éclatent en mai 1787 autour d'Edo, d'Ōsaka et au Nord. On s'attaque aux maisons des marchands profiteurs et des usuriers[30].

Famine chronique. – Durant l'époque Edo, la population subit trente fois la disette, sans parler des récoltes ravagées par les typhons, les intempéries et les sauterelles. Les zones rurales au Nord-Est sont très touchées durant la période Tenmei (1781-1789). Dès 1755 circulent des manuels sur la façon d'affronter la pénurie. Un livre de la seconde moitié du XIXe siècle décrit même comment préparer l'argile. Nombre des items suivants seront encore consommés durant les dernières années de la guerre d'Asie-Pacifique : balles de riz, riz non mûr et non décortiqué, racines de cucurbitacées, noix de hêtre, etc. Toutes sortes de fleurs sont bouillies et mélangées à la pâte de miso, on mange aussi les feuilles de haricots. En dernier recours, la paille de riz et l'écorce de pin sont broyées et transformées en boulettes. La valeur nutritive des conifères et pas seulement leur aspect élégant font du pin japonais un arbre de choix pour le jardin des châteaux médiévaux.

Entre 1783 et 1793, les réformes de Matsudaira suivent le programme d'Ogyū : contrôle des prix ; octroi de licences d'exploitation ; interdiction des corporations commerciales ; lutte anti-inflation de correction du niveau des prix à Edo par le transport de cargaisons de monnaie-or en des régions éloignées du Japon. Ces réformes, qui reprennent les édits de frugalité, limitent la consommation, sont très mal vécues et n'ont qu'un bref succès. Dès 1793, Matsudaira abandonne.

L'économie repart pourtant, la prospérité revient entre 1818 et 1830, mais *daimyō* et *bushi* sont toujours à la merci du marchand. Le *shōgun* ne cherche pas plus à répéter l'essai de Tanuma pour créer de nouvelles recettes à l'État par le commerce, qu'à élever les impôts sur le commerce afin de relancer les finances de l'État, la trésorerie des princes et les revenus des *bushi*. Le fossé social se creuse.

La proto-industrialisation

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, parmi les activités agricoles annexes du village, surtout l'hiver, le travail au champ est réduit, une proto-industrie diversifiée. On fabrique des produits de luxe ou des articles pour la vie quotidienne, qui se vendent bien en ville. La quantité croissante d'articles (papier, soie, coton, céramique, huile de colza, cire à bougie, sucre, sel, tatami, ombrelle) indique une production marchande surtout basée au village. Cette économie proto-industrielle croît de 1 à 2 % par an en moyenne.

S'observe aussi le passage d'une société agraire à une économie dominée par des méthodes proto-industrielles. En 1714, le riz fiscal des principats, et issu d'une production non liée au marché, compte pour 35,8 % des marchandises manutentionnées à Ōsaka. Entre 1804 et 1829, la vente totale de coton (ouate, fil de coton, produits finis en coton) est d'un chiffre d'affaires supérieur au riz qui, plusieurs décennies avant la révolution industrielle de la fin du XIXe siècle au Japon, ne régit plus à lui seul l'économie.

Les lieux de production proto-industrielle sont la manufacture ou le *domestic system*. Le terme « manufacture » désigne une fabrique ou factorerie où des actifs travaillent contre salaire et sans machines automatiques. Le *domestic system* est l'activité de petites entreprises ou unités familiales autonomes, qui se partagent les diverses étapes d'un processus de fabrication n'exigeant guère d'investir en grosses installations, par exemple pour le papier. S'il faut un plus gros investissement, pour la cire notamment, alors un riche investisseur fonde une manufacture et y emploie des salariés. Au Japon, dans les campagnes où le clivage social entre possédants et non-possédants existe, la manufacture prime. Dans les régions pauvres de montagne, où c'est moins le cas, le *domestic system* l'emporte.

Dans ce mode de production, le producteur proto-industriel, paysan à titre principal, est très dépendant du marchand pour la livraison des matières premières et produits intermédiaires et pour l'écoulement des produits, de sorte que le gros commerçant finit par contrôler tout le processus et se faire producteur.

Le fait que le *domestic system* supplante la manufacture infléchit l'industrialisation future. Le Japon se proto-industrialise au moins deux siècles après les pays d'Europe les plus avancés, où les manufactures ne s'établissent que peu à peu. Les conditions d'échange liées à la barrière de classe font que le capital commercial, détenu quasi totalement par les marchands, domine le capital industriel des patrons de manufacture plus longtemps qu'en Europe.

La bonne situation de l'approvisionnement en produits proto-industriels dans la seconde moitié de l'ère d'Edo et la compétitivité de nombre d'artisanats après l'ouverture du pays montrent que se forme une structure de production, qui vaut le modèle graduel de développement de l'Europe du Nord-Ouest, laquelle évolue du *domestic system* à l'usine. La reprise des procédés industriels par les plus petites unités de production, les entreprises familiales organisées en *domestic system*, se retrouvent aujourd'hui dans le tissu économique nippon, où fourmillent les petites entreprises[31].

Les innovations économiques des principats

Dès le XVIIe siècle, et de plus en plus au XVIIIe siècle, certains *daimyō* isolés émettent du papier-monnaie pour améliorer leurs finances. Cette opération, qui est assortie d'un décret pour obliger à

changer l'argent liquide et s'approprier les avoirs en espèces de la population, crée une forte inflation et ne sera pas renouvelée. En 1707, et plusieurs fois en 1759 et 1798, le shōgounat interdit en vain cette pratique. Les principats se familiarisent avec ce nouvel outil monétaire qui, au début du XIXe siècle, est quasi compatible avec la monnaie liquide. Dans les dernières décennies de l'ère d'Edo, il n'y a pas moins de 244 principats sur 266 à avoir leur propre papier-monnaie.

Pour se renflouer, les principats usent d'un autre moyen, le monopole commercial. La démarche part sans doute de Tsushima, entre Corée et Japon, où le commerce avec le continent, bien qu'interdit par le shōgounat, est fort actif. Certains *daimyō* cherchent, à partir des sociétés de commerce qu'ils contrôlent, à se tailler une marge bénéficiaire. L'octroi de droits de monopole maximalise les revenus de cette pratique, des plus illégitime au regard du confucianisme.

Les administrations princières saisissent bien les contrats et les fonctions locales des marchands (livrer des matières premières, commercialiser l'*output*, créditer *domestic system* et manufactures). Les principats tirent profit de la fabrication proto-industrielle. Leur administration et les sociétés de commerce auxquelles ils recourent livrent les matières premières et commercialisent les biens proto-industriels. Toutes les transactions se font en papier-monnaie. La vente des produits sur le marché intérieur, *via* les entrepôts princiers, se fait en liquide. Les principats retournent ainsi à leur avantage les conditions d'échange qui leur étaient défavorables.

Bientôt se développent des formes mixtes entre politique mercantiliste, marché oligopolistique et libre détermination des producteurs. Il s'élabore des systèmes économiques planifiés et contrôlés strictement, par exemple en Saga, ou un équilibre d'intérêts

entre administrateur, marchand et producteur, par exemple en Chōshū. Plus la productivité régionale est faible, plus la planification économique est forte. L'endettement finit par décroître dans les principats qui instrumentalisent le mercantilisme. Certains se dégagent de leur dette dans les années 1830-1850 et concentrent leur énergie ailleurs[32].

La pression de l'étranger pour l'ouverture

Depuis que les Tokugawa ont pris le pouvoir au début du XVIIe siècle, ils contrôlent les relations extérieures, soumises à force restrictions pour parer aux menaces éventuelles, plus économiques qu'idéologiques, du monde chrétien. Le pays est moins fermé que ne l'affirmait Kämpfer, car il continue à commercer avec le continent asiatique et entretient au moins des liens de commerce avec l'Europe[33].

Pourtant, l'autorité du *shōgun*, garant de sécurité et de paix, s'effrite. Jacqueries, troubles urbains et paupérisation du *bushi* disent l'échec des réformes et les inégalités. Les incidents des années 1850 (incendie du palais du shōgounal, séismes, épidémie de choléra) aggravent la situation. Mais rien ne laisse prévoir la chute du régime. Le retour de l'Occident a un effet déclencheur, qui amène les uns et les autres, entre intérêt personnel ou national, à se positionner vis-à-vis de l'autorité – *shōgun* ou *ten.nō*.

Entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle, l'Occident se profile à nouveau. La marine à vapeur rend le Japon accessible. Il est moins à l'abri de la présence étrangère. Ses fonctionnaires le savent, qui

lisent l'édition japonaise du *Javasche Courant* hollandais, source confidentielle.

Depuis 1778, la Russie, qui repousse ses frontières vers la Sibérie et les Kouriles, croise à la pointe nord du Hokkaido et tente en vain de nouer des relations[34]. Dans les années 1830 et 1840, les navires européens et américains longent les côtes. Des incidents ont lieu avec marins et naufragés étrangers. La diplomatie fait pression. En 1844, le roi de Hollande invite en vain le *shōgun* à sortir le pays de son isolement.

Le *bakufu* sait que la Chine, dans la foulée de la guerre de l'opium (1842-1843), s'est rouverte de force au commerce occidental. Il réagit par des travaux de fortification des côtes, qui grèvent les *daimyō*. Le samouraï modeste, qui perd de son pouvoir économique, se mésallie par mariage ou adoption avec le marchand aisé[35]. Le peuple a faim. Une mauvaise révolte et c'est la jacquerie, comme en 1836.

Les mots et les voies

Les projets de défense ne manquent pas, qui se conjuguent avec l'exaltation du terroir et prennent un tour politique. Le débat se limite à des cercles. Reste que la menace latente libère du discours et de l'action.

Assez xénophobes, les savants des Études nationales exhortent à réévaluer le shintō et vénérer le *ten.nō*, lointain rejeton d'Amaterasu, mais ne remettent pas en cause la légitimité du *shōgun* tant que celui-ci n'est pas en porte-à-faux avec la cour ; leurs livres sont interdits.

Dérivée des Études nationales, l'école de Mito (Kyūshū) prône un néoconfucianisme axé sur la totale obédience au *ten.nō*, donc

moindre au *shōgun*, et projette une histoire du grand Japon. Les thèmes récurrents d'Aizawa Seishisai sont ainsi la loyauté absolue au *ten.nō*, l'étude de la Voie pour revenir à la société idéale du passé, la connaissance de l'histoire pour fonder l'essence nationale, l'unité de la religion et du gouvernement, l'examen de la situation internationale et la portée pratique des études[36]. Dans ses *Shinron/Nouvelles thèses* (1821), il exhorte à ne pas mésestimer la menace étrangère et à retrouver vite la verve guerrière qu'a ramollie la trop longue *Pax Tokugawa*.

D'où un programme de défense nationale, qui inclut la réforme de l'administration interne avec revigoration de l'agriculture et promotion des talents, de l'appareil militaire avec moralisation des rangs et garnisons côtières, des finances avec arrêt de la consommation somptuaire[37]. Le Japon se redressera grâce à son essence nationale ou « corps étatico-moral »/*kokutai*[38], mot qui signifie que la nation s'inscrit dans le prolongement cosmologico-moral de son origine proprement divine. Aizawa qui le lance, sans effet immédiat, dans le débat sur l'État. À l'ère Meiji, le Rescrit impérial sur l'éducation (1890) le reprend formellement avec une nuance religieuse, quasi mystique, qui atteint son pic avec la guerre d'Asie-Pacifique[39].

En 1825, l'édit shōgounal d'expulsion des étrangers justifie qu'Aizawa, au nom du *kokutai*, recoure au slogan classique *sonnō.jōi*/révérer le *ten.nō*, repousser les barbares. Il souhaite que le *bakufu* recoure au *ten.nō* pour accomplir les rites religieux à même de moraliser la population et entame les réformes nécessaires. Il n'imagine sans doute pas que les étrangers pénètrent un jour au Japon. Son brûlot, qui risque d'irriter le *shōgun*, ne circule qu'en 1829, quand Tokugawa Nariaki devient seigneur de Mito.

Après 1853, l’arrivée des étrangers rend non avenu le plan d’Aizawa pour renforcer l’autorité du *bakufu* par celle du *ten nō*. Le slogan *sonnō.jōi* opère, lui qui légitime les manœuvres de Nariaki, des *tozama* et de la cour de Kyōto pour saper le monopole des *fudai*, et certaines têtes chaudes pour attaquer les barbares d’Occident. Au grand dam d’Aizawa, d’ailleurs, qui n’appelle pas à l’insurrection et, en 1862, prône l’ouverture des relations avec l’étranger.

À partir de 1841, le Conseil des Anciens délègue Sakuma Shōzan à la science hollandaise. Il mène des expériences variées (armes, électricité, télégraphe, etc.) et analyse les avancées occidentales et la défaite chinoise dans la première guerre de l’opium et livre ses *Kaibō.hassaku/Huit stratégies de défense maritime* (1842). Sakuma forme des disciples comme Yoshida Shōin, lui-même instructeur de certains leaders de l’ère de Meiji.

La diplomatie de la canonnière

Toujours en quête de « destinée manifeste », les États-Unis élargissent leur commerce à la Chine. La possibilité de faire de San Francisco la base du trafic avec l’Asie accroît leur intérêt pour le Japon comme base logistique de leur économie, la chasse à la baleine, et nécessaire escale à leur approvisionnement en eau et charbon.

Voilà que le 8 juillet 1853, l’amiral américain Matthew C. Perry entre en baie d’Edo avec quatre « noirs vaisseaux »/*kurofune* qui vont marquer la mémoire nationale. Il fait remettre à un haut fonctionnaire une missive du président Millard Fillmore conviant l’empereur (*sic*) à nouer des rapports de commerce, porter secours aux naufragés américains, autoriser ses navires à faire escale.

Pour intimider, Perry déploie le drapeau blanc dont, écrit-il à ses interlocuteurs, ils pourront se servir s'ils préfèrent se battre que négocier, fait tirer à blanc ses 73 canons Paixhans à obus explosifs et annonce son retour au printemps de l'année suivante. Le 2 septembre 1945, sur l'ordre de MacArthur – parent lointain de Perry –, à bord du *Missouri* où se signe la reddition du Japon, sera déployée la réplique du drapeau blanc de Perry.

Perry revient le 13 février 1854 avec huit navires de guerre. Le 31 mars 1854, la convention de Kanagawa autorise les États-Unis à envoyer un consul à Shimoda. Les Japonais amusent leurs « hôtes » avec les *sumō* ; les Américains exhibent train miniature et télégraphe.

Sports d'hier et d'aujourd'hui. – À l'époque Asuka, l'élite a pour passe-temps le tir à l'arc et la chasse ainsi que la fauconnerie et le *kemari*, sorte de football. Lié au shintō, le *sumō*, autre sport ancien, d'origine villageoise, se pratique au cours de festivals religieux, comme le montrent rituels et symboles usités de nos jours (ring similaire au *shimenawa* ou corde de paille délimitant une aire sacrée, sel purificatoire sur le ring). La noblesse guerrière de Kamakura invente le tir à l'arc monté/*yabusame*. Durant le siècle suivant de luttes entre *daimyō* rivaux, les arts martiaux s'imposent. L'entraînement du *ninja*, espion ou mercenaire indispensable aux stratèges, se fonde aussi sur le sport (combat à mains nues, jet d'armes de métal, etc.). À l'ère Edo, les samouraïs continuent de se perfectionner en arts martiaux. Toutes les disciplines ont des écoles où les combattants se mesurent avec des épées de bois, puis des épées en bambou et l'armure protectrice, encore utilisées au *kendō*. Sous Meiji, l'étranger amène d'autres sports, dont le baseball, devenu sport national à part entière. Comme l'abolition de la classe des guerriers menace leur tradition séculaire, les arts martiaux se mettent à la page. Le *kendō* forme policiers, conscrits, écoliers. Les anciens enseignements s'adaptent aux besoins du jour et créent des sports sans armes et d'autodéfense : judo, aikidō, karaté. Avec la télé, le sport devient populaire au Japon, surtout la boxe, le *sumō* et le baseball.

La signature des traités

Pour négocier le traité d'amitié et de commerce, le consul et marchand américain Townsend Harris fait valoir que le Japon, s'il conclut cet accord, se préserve de toute réaction hostile de la France ou de l'Angleterre qui, lors des deux guerres de l'opium, ont extorqué des concessions à la Chine.

Le « traité Harris » du 29 juillet 1858 ouvre au commerce six ports (Hakodate, Shimoda, Kanagawa, Nagasaki, Niigata, Hyōgo), fixe des tarifs douaniers non modifiables sur les produits importés, autorise l'Américain à habiter un port ouvert, Edo et Ōsaka pour son commerce, prévoit l'échange de diplomates dans les capitales. Sa ratification à Washington en mai 1860 motive la première mission japonaise aux États-Unis.

Les grandes nations, l'Angleterre en 1854 et la France en 1858 d'abord, obtiennent tour à tour le même traité, avec une clause unilatérale dite de la nation la plus favorisée, qui permet au partenaire étranger de profiter de toute concession octroyée à un tiers. Cette clause entrave l'abrogation des traités, qui seront abolis entre 1899 et 1911.

La Russie, qui se manifeste entre les deux passages de Perry avec l'expédition de l'amiral Evfimij Poutiatine, signe le 7 février 1885 un traité distinct de ceux signés avec l'Amérique et l'Angleterre. Elle obtient l'exterritorialité juridique, fixe la ventilation territoriale du nord-Pacifique et s'assure de la neutralité du Japon pendant qu'elle combat Anglais et Français en Crimée. Cette disposition dure jusqu'au traité de Saint-Pétersbourg (1875), qui donne à la Russie le contrôle exclusif de Sakhaline en échange de la cession des Kouriles au Japon[40]. Le secrétaire de la mission, l'écrivain Ivan Gontcharov, publie une relation, *La Frégate Pallas* (1858), qui donne du Japon une

image désuète et maniérée, de quoi endormir durablement la méfiance russe.

L'économie grevée par les traités

Les conséquences des traités se font tôt sentir. Jusqu'à la date de 1865, la balance commerciale du Japon se maintient. Les étrangers explorent encore le marché. Ils importent, les Anglais surtout, armes et machines, laine et coton. Côté nippon, on exporte soie grège, thé vert, articles agroalimentaires et d'artisanat. Victimes de la pébrine des années 1860 et 1870, les sériciculteurs européens, italiens par exemple, achètent au Japon les œufs de ver à soie pour repeupler l'élevage. Mais à partir de 1866, le Japon pâtit d'un relatif déficit commercial avec les Occidentaux – sauf l'Italie et les États-Unis –, et jusque dans les années 1930.

Les étrangers voient bientôt qu'on peut changer l'or nippon contre l'argent (le dollar mexicain) à un taux plus avantageux que sur le marché international, et le revendre ensuite au triple de son prix d'achat en Chine. La fuite des valeurs-or, que le *bakufu* tente de juguler en réduisant la quantité d'or de sa monnaie, nourrit l'inflation. Les petits revenus souffrent, notamment ceux du samouraï, dont l'ouverture du pays bride le pouvoir d'achat et motive en partie la xénophobie et l'opposition au gouvernement[41].

Les traités signés seront dits « traités inégaux ». Ils privent le Japon de son autonomie douanière et juridique. Il ne peut protéger son artisanat des importations bon marché et laisse le tribunal d'un autre pays juger l'étranger qui commet un crime sur son territoire. Les étrangers justifient cela par le fait que le Japon n'est pas un pays civilisé et qu'il faut protéger leurs ressortissants. Pour faire abroger

ces traités plantés dans leur échine, les Japonais devront montrer patte blanche de civilisé.

S'il doit certes s'ouvrir à l'Occident, du moins le Japon ne subit-il pas, comme la Chine, de conflit armé qui l'oblige à verser réparations, subir le trafic de l'opium, céder des territoires clés. Il jouit d'une certaine tranquillité, car il ne menace pas l'expansion de l'Occident dans la région. Reste que l'ingérence de l'étranger suscite une crise interne.

La dramaturgie de la fin du **bakufu**

Les péripéties qui mènent au retour du *ten.nō* opposent la cour de Kyōto au shōgounat d'Edo. Les fiefs de l'Ouest, Satsuma et Chōshū, y agissent respectivement en adjuvant et opposant du *shōgun*, puis tous deux en adversaires.

La signature des traités par le *shōgun*, qui se passe de l'aval du *ten.nō*, déclenche d'abord, de la part de la cour et des *daimyō*, une série d'actions xénophobes, nourries du slogan « révérer le *ten.nō*, repousser les barbares », que mènent des bandes de guerriers subalternes, plus ou moins manipulés par les *han*, aussi prompts à sauver le pays au nom du *ten.nō* qu'à trouver leur place dans un monde en ébullition.

Face à la cour appuyée par le fief xénophobe de Chōshū, le *shōgun* cherche un compromis ou temporise, mais poursuit une politique de réforme encline à l'ouverture, notamment à la France. Mais les *han* de l'Ouest (Satsuma, Chōshū), ayant eu à pâtir de la force de feu des grandes nations et supputé l'intérêt de s'allier à elles, veulent avoir leur rôle dans la réforme. Ils convainquent le *shōgun* d'abdiquer, puis proclament la restauration du *ten.nō* et un nouveau régime, au grand

dam de Yoshinobu, qui résiste en vain face aux troupes du *ten.nō* et à l'armement supérieur fourni par l'Anglais. Ce drame aboutit en 1869 à la chute des Tokugawa.

Les résistances du ten.nō *et de l'école de Mito*

L'arrivée de Perry, dont il était pourtant informé, prend le shōgounat au dépourvu. Le chef du conseil des Anciens, Abe Masahiro, prend la décision inouïe de diffuser la lettre de Fillmore et demander leur avis aux *daimyō*. Un espace « national » de discussion s'ouvre sur un sujet sensible.

Mal lui en prend : les *tozama* y voient faiblesse du shōgounat, et prétexte à grignoter du terrain politique sur les *fudai*. Le bilan de la consultation n'est pas net, même si une majorité penche pour le refus d'accéder aux requêtes de l'étranger. Le débat implique le peuple, qui exprime sa volonté de repousser les barbares, mais aussi de la curiosité à leur endroit.

Comme se pose la question de la ratification du traité à venir avec les États-Unis par le *ten.nō*, Abe fait valoir à la cour que le traité est un expédient pour calmer les barbares, qu'on chassera en temps et heure. La difficulté revient en 1858, quand Hotta Masayoshi, successeur d'Abe, conclut le traité de commerce. Cette fois, Kōmei.*ten.nō* refuse de ratifier. Encouragée par les *daimyō* hostiles aux traités, la cour relève la tête. Le *bakufu* craint que la cour de Kyōto devienne le repaire de dissidents plus ou moins radicaux.

Là-dessus, la maladie du *shōgun* Iesada, fin mai, suscite une querelle de succession. En lice, deux prétendants, Yoshitomi, âgé de

12 ans, cousin d'Iesada, et Tokugawa Yoshinobu, fils de Nariaki, loyaliste de l'école de Mito que soutiennent respectivement, pour avoir prise sur le pouvoir, *fudai* et *tozama*. Le *bakufu* nomme Nariaki, qui ne peut prétendre au poste de *shōgun*, conseiller aux affaires maritimes afin qu'il modère les opposants aux accords avec les étrangers. L'école de Mito devient la référence des *daimyō* qui aspirent à la réforme du shōgounat. La cour de Kyōto retrouve un poids politique.

Les *fudai* placent à la tête du Conseil des Anciens Ii Naosuke, qui redore l'autorité du *shōgun*. Il signe le traité du 29 juillet 1858, sans aval de la cour. Il impose le nouveau *shōgun* Yoshitomi, nommé Iemochi ; Hotta démissionne. Ii Naosuke fait arrêter, bannir, exécuter les mécontents – soit plus d'une centaine d'opposants. En février 1860, pour échanger les traités ratifiés, le *bakufu* envoie la première mission japonaise outremer, composée de hauts fonctionnaires et de futures personnalités comme Fukuzawa Yukichi.

Yoshida Shōin, samouraï de Mito

Parmi les victimes de la répression, des samouraïs de Mito, dont Yoshida Shōin qui, convaincu que le Japon se sauvera s'il acquiert la science militaire de l'Occident, tente déjà en 1854 de passer clandestinement sur un navire américain pour aller aux États-Unis, mais se fait refouler par Perry. Renvoyé en Chōshū, il est autorisé à y fonder une école, qui rassemble des étudiants, souvent issus comme lui des rangs subalternes de la classe des samouraïs, et dont certains, tel Itō Hirobumi, dirigeront le pays par la suite. Yoshida leur enseigne que le destin du pays ne repose pas sur le pouvoir en place, mais sur des héros prêts à se sacrifier au nom du *ten.nō*. Lui-même ne se paye

pas de mots et complote en 1858 pour tuer un ministre d'Ii Naosuke, en protestation contre la signature des traités. Le complot éventé, Yoshida est exécuté en 1859.

Ses notes de prison circulent sous le manteau parmi ses amis et étudiants. Ses idées se diffusent chez les jeunes têtes brûlées des *bushi*. Déjà aigris par la « honte » des traités et la purge d'Ii Naosuke, ils adoptent la devise *sonnō.jōi*/« révérer le *ten.nō*, repousser le barbare » et brûlent de prouver leur engagement anti-étranger. Seule une partie des opposants veut la chute du shōgounat. Les gens de Mito, eux, visent à l'assainir en nommant des fonctionnaires plus compétents. Les motivations sont diverses entre sentiment « patriotique », fidélité au fief et désir de sortir du rang. Les actes isolés, parfois favorisés par les *daimyō*, créent un climat explosif.

Le compromis du bakufu *avec la cour*

La violence frappe d'abord les étrangers des ports ouverts (secrétaire de T. Harris, officiers de marine), et aussi des Japonais à leur service, tel ce drogman du ministre anglais Rutherford Alcock, tué à la porte de la légation britannique.

En 1860, Ii Naosuke est abattu devant le château d'Edo. Les agresseurs sont surtout des samouraïs de Mito et Satsuma. Ces « activistes jusqu'au-boutistes » (G. Carré)/*shishi* sèment la terreur. Là où Confucius nomme *shishi* qui nie son corps au profit de la vertu et de la bienveillance, les *bushi* de rang subalterne ainsi nommés, reconnaissables à leurs cheveux longs, leur barbe non rasée et leur corps sale, entendent le sacrifice de leur vie au pays. Par ce mode d'action, ils trouvent aussi à se distinguer en vue d'une carrière. Sans

doute sont-ils les précurseurs de la violence politique inhérente au processus démocratique au Japon[42].

Le *bakufu* adopte alors une politique de compromis avec la cour. Il propose les épousailles du *shōgun* et de la fille du *ten.nō* et promet de repousser les barbares d'ici 1868. Cette politique de réconciliation du *bakufu* et de la cour, union de la cour et des guerriers, doit permettre une réforme politique. Reste que le *bakufu* continue de négocier les traités, envoie une mission en Europe persuader les puissances de différer l'ouverture des ports à cause de l'agitation croissante du pays et signe, en 1862 à Londres, un protocole qui lui donne un répit jusqu'en 1868. Les arguments des activistes anti-étrangers touchent d'autres *bushi*, de Satsuma et Chōshū surtout, qui recuisent le ressentiment de leur défaite de Sekigahara (1600), mais leur position évolue dès lors que le *shōgun* regagne du terrain et compromet leurs desseins.

Les Shimazu de Satsuma se rapprochent de la cour. Les profits qui leur viennent du commerce avec l'étranger aux Ryūkyū et leur donnent les fonds pour tester la technologie de l'Occident avec le lancement d'un chantier naval, les convainquent que traquer les barbares est contre-productif, mais ils révèrent le *ten.nō* pour limiter le pouvoir du *shōgun*. L'incident de septembre 1862 corse leurs relations avec les étrangers. L'escorte de Shimazu Hisamitsu, père et régent du *daimyō*, assaille quatre Anglais qui bloquent son passage et en tue un. Londres exige excuses et réparations, Satsuma refuse, la *Royal Navy* bombarde et incendie Kagoshima en août 1863. Satsuma se convainc de rejeter le slogan *jōi*, se rapproche de l'Angleterre et participe à l'Exposition universelle de Paris en 1867.

Le 9 février 1862 ont lieu les noces de réconciliation voulues par le *shōgun*, mais elles ne durent guère. Les *shishi* de Mito reprennent les attentats à Kyōto jusqu'en 1863. Hostile à la politique de

réconciliation, le prince Hisamitsu de Satsuma entre à Kyōto avec 1 000 hommes en armes. Sous sa pression et celle de la cour, le *shōgun* consent à des mesures qui infléchissent ses liens avec les forces politiques en présence : nomination d'un conseil des princes pour représenter le *ten.nō* face au *bakufu* ; levée des sanctions prises par Ii Naosuke ; tutorat du *shōgun* délégué à Yoshinobu. Il confie le maintien de l'ordre dans la capitale *daimyō* d'Aizu, Matsudaira Katamori, qui crée une milice de volontaires de diverse extraction sociale, les *shinsen.gumi*. Il décide aussi d'envoyer à l'étranger des étudiants et de réorganiser les armées sur le modèle occidental. Mais la décision la plus sensible, justifiée par le souci de réduire les dépenses des fiefs, est de ramener la résidence alternée à cent jours par trois ans et permettre aux familles de *daimyō* de réintégrer leur *han*. La fin de ce pilier de l'autorité administrative contribue à la chute du *bakufu*.

L'opposition radicale

En novembre 1862, Chōshū, autre *tozama*, s'arrange pour que la cour rappelle au *bakufu* sa promesse d'expulser les barbares et lui demande une date. Le *bakufu* donne celle du 25 juin. Ce jour-là, Chōshū bombarde leurs navires dans le détroit de Shimonoseki. Les Anglais détruisent ses défenses côtières, Chōshū comprend tous les avantages de relations amicales et, *via* une firme anglaise à Nagasaki, importe armes et navires.

En août 1863, les forces d'Aizu et de Satsuma délogent Chōshū et ses alliés de Kyōto. Le *bakufu* lance une campagne contre lui. Dans le fief de Chōshū, la fraction modérée des guerriers, ouverte à l'étranger et point hostile au *bakufu*, élimine la fraction xénophobe, dont

certains jeunes membres fuient d'abord, mais reprennent le pouvoir, sous la direction de Takasugi Shinsaku, élève de Yoshida et créateur d'un corps auxiliaire ouvert aux non-samouraïs. Après sa défaite contre les étrangers, le radicalisme de Chōshū ne vise plus que le *bakufu*.

Une fois Chōshū chassé de Kyōto, le *bakufu* paraît en bonne voie de stabiliser sa situation. Mais Satsuma et Chōshū nouent une secrète alliance en 1866. Satsuma, représenté par Saigō Takamori et Ōkubo Toshimichi, accepte de soutenir Chōshū, que la cour a évincé et que représente Kido Takayoshi, et de s'opposer au *bakufu*. Satsuma, peu satisfait de la coalition de la cour et du *shōgun*, frustré de son ambition de jouer un rôle politique au-delà des limites de son *han*, s'allie avec Chōshū. Ils conviennent de s'apporter assistance mutuelle en cas de guerre avec le *bakufu*. La campagne contre Chōshū échoue, car les unités de Takasugi repoussent les attaques grâce à leur habileté technique et un armement supérieur. Le 29 août, le *shōgun* Iemochi meurt.

La déchéance du bakufu *et la guerre civile*

Malgré l'échec de sa campagne contre Chōshū, peu soutenue par les autres fiefs, le *bakufu* consolide sa situation. Devenu *shōgun* le 10 janvier 1867, Yoshinobu, poursuit ses réformes avec l'aide de la France, qui envoie une mission militaire. L'Angleterre, elle, soutient les *han* de l'Ouest. Le 30 janvier 1867, Osahito.*ten.nō* meurt, remplacé le 13 février par Mutsuhito, son fils de 14 ans.

Le dynamisme du *shōgun* compromet les projets des *han* de l'Ouest et d'Iwakura Tomomi, grand chambellan de la cour. Satsuma et Chōshū complotent pour amener Yoshinobu à abdiquer de son propre chef et rendre le pouvoir au *ten.nō* et prévoient un Parlement bicaméral pour débattre et décider de toutes les affaires d'État. En juin 1867, Satsuma et Tosa s'allient contre le *bakufu* et prévoient de refondre le gouvernement, restituer ses pouvoirs au *ten.nō* et créer une assemblée bicamérale. En octobre 1867, Tosa adresse au *shōgun* une invite à abdiquer, mais qui le laisse participer au gouvernement. Le 9 novembre 1867, Yoshinobu accepte. Mais Satsuma et Chōshū s'opposent à ce compromis, car ils veulent en finir avec le *bakufu*.

Le 3 janvier 1868, dans Kyōto occupé par la coalition rebelle, sont proclamées la restauration du régime impérial, la déchéance du *shōgun* et les nouvelles fonctions assignées par le *ten.nō* aux nobles. C'est une révolution de palais. Yoshinobu, après avoir protesté en vain, est vaincu à la bataille de Toba-Fushimi, près de Kyōto. La guerre civile dite de Boshin débute. Les troupes du *ten.nō* prennent Edo en avril. Le 30 juin 1869, en Hokkaidō, à la bataille de Hakodate, les derniers bastions fidèles au *shōgun* tombent. La république d'Ezo, que fonde le 25 décembre 1868 Jules Brunet, capitaine et instructeur militaire français, se rend[43]. Le nouveau régime se déplace à Edo, rebaptisé Tōkyō ou capitale de l'Est.

***Tsugaru.jo*/Le château de la Grue. –** Sis au cœur de la ville d'Aizu Wakamatsu (dép. Fukushima), rebâti en 1965, il fut le théâtre d'une des plus célèbres histoires de héros façon samouraï. Fidèles vassaux des Tokugawa, les clans d'Aizu peinent, au début de Meiji, à renoncer à leur statut. En 1868, lors de rudes batailles avec les troupes du nouveau régime, les samouraïs de l'unité de réserve du Tigre Blanc/*byakkotai* et les plus jeunes guerriers du domaine, coupés des leurs, se retirent dans les montagnes, d'où ils observent le siège de leur château. Lorsque le feu y éclate, ils croient la bataille perdue et se tuent. Le seul survivant, à peine âgé de 17 ans, racontera l'erreur tragique, qui fit de ces jeunes gens des héros du peuple. C'est seulement un mois plus tard que le château tombe aux mains des troupes impériales, qui le rasent. Ému par cette histoire, Benito Mussolini fait don d'une colonne de Pompéi, érigée près de la tombe des intéressés en 1928.

Le peuple, entre fête et engagement

À partir de l'été 1867, en réaction prétend-on à des pluies d'amulettes, ont lieu des fêtes populaires, apparemment spontanées, qui attirent gens de tous bords et groupes religieux, et couvrent 37 des 66 provinces, surtout le Kansai et la côte Pacifique. Le phénomène est dit *Ējanaika*. L'expression signifie à peu près : Et pourquoi pas ? C'est-t'y-pas bien comme ça ?, On s'en fiche ! Elle sort d'une ritournelle qui accompagne les danses[44].

Durant ce carnaval de crise, on danse, on chante, on se déguise dans l'autre sexe, on chôme, il n'y a plus ni barrière de classe ni genre ni société. Pas de but politique précis pour infléchir le cours des choses, mais, comme le suggèrent les chansons, un espoir ou une attente millénariste, qui explose dans la frénésie de la fête.

Mais il arrive aussi que la population se lance dans la lutte anti-*shōgun*, soutienne les activistes ou rejoigne les milices au-delà de leur

appartenance de classe traditionnelle, de même que les *bushi* dissidents nourrissent non pas tant le sentiment d'appartenir à un *han*, qu'une identité qui dépasse leur rang hiérarchique.

Les causes du changement

La chute des Tokugawa est, outre la fin d'une dynastie, celle de tout un système politique qui, aux yeux de ses opposants, n'est plus en phase avec les mutations socio-économiques. L'irruption des grandes puissances ranime les conflits assoupis, le ressentiment séculaire des *fudai* à l'endroit des *tozama*, puis contribue, par l'aide en armement et en réponse à la demande interne, à orienter le dénouement en faveur de la cour.

L'agitation chronique des dernières décennies de la période d'Edo, jacqueries ou troubles urbains, vise les profiteurs, marchands ou notables. Elle ne revient pas sur l'ordre établi et rappelle juste au régime ses devoirs de justice et de bienveillance. Les jacqueries nourrissent toutefois chez les *bushi* un climat de tension propice à l'initiative réformatrice et à la contestation la plus radicale du *bakufu*. Mais c'est la vive émotion de la reprise brutale des liens avec l'étranger qui attise le besoin de réforme, voire de changement, et suscite l'opposition croissante au *bakufu*.

Même si l'opposition prône la devise : « révérer le *ten.nō*, chasser le barbare »/*sonnō.jōi*, l'idée l'emporte que la fermeture prolongée du pays n'est ni avantageuse ni tenable à la longue, et que le rétablissement du *ten.nō* est propice à la réforme politique radicale et à l'embellie économique. En fait, l'analyse qu'ont de la conjoncture sociale les blocs cloisonnés, qui forment la société du régime Tokugawa, part de la conviction que seul un pays uni surmontera la

menace étrangère, et que cette unité n'aura d'efficacité que si, loin de reconduire la vieille classe régnante, elle repose sur une base plus ample. De cette conscience territoriale exacerbée, certains *han* se servent, en se réclamant du *ten.nō*, pour prendre le pouvoir qui leur paraît et nécessaire au Japon et profitable à eux-mêmes. Du patriotisme, plus que du nationalisme.

Meiji.ishin *: restauration ou révolution ?*

La question est récurrente : le régime de l'ère Meiji est-il une restauration impériale ou une révolution plutôt bourgeoise ? Les circonstances de la chute du shōgounat paraissent ambivalentes. En effet, les « tombeurs » du régime sont bien les *bushi* et les *daimyō*, surtout ceux du Sud-Ouest, qui rétablissent l'autorité suprême du *ten.nō*, et non pas le peuple révolutionnaire, de sorte que dire « Restauration de Meiji » convient. Pourtant, le nouveau régime procède à des changements sociopolitiques de nature révolutionnaire, plus rapides qu'en Europe, comme l'abrogation du système des classes et la garantie de la liberté de profession, si bien que dire « Révolution de Meiji » se justifie aussi. Encore la question se pose-t-elle de savoir s'il s'est formé une bourgeoisie qui a conditionné l'avènement de la nouvelle société. La réponse diffère si l'on tient que le Japon suit la voie des grandes nations industrielles occidentales ou une voie où prévalent bureaucratie d'État et déficit démocratique. *Meiji.ishin* participe de fait d'une restauration, qui reconduit le poste de *ten.nō*. Sinon, les mesures de l'ère Meiji rompent net avec celle d'Edo, encore que subsistent de celle-ci certains termes d'économie

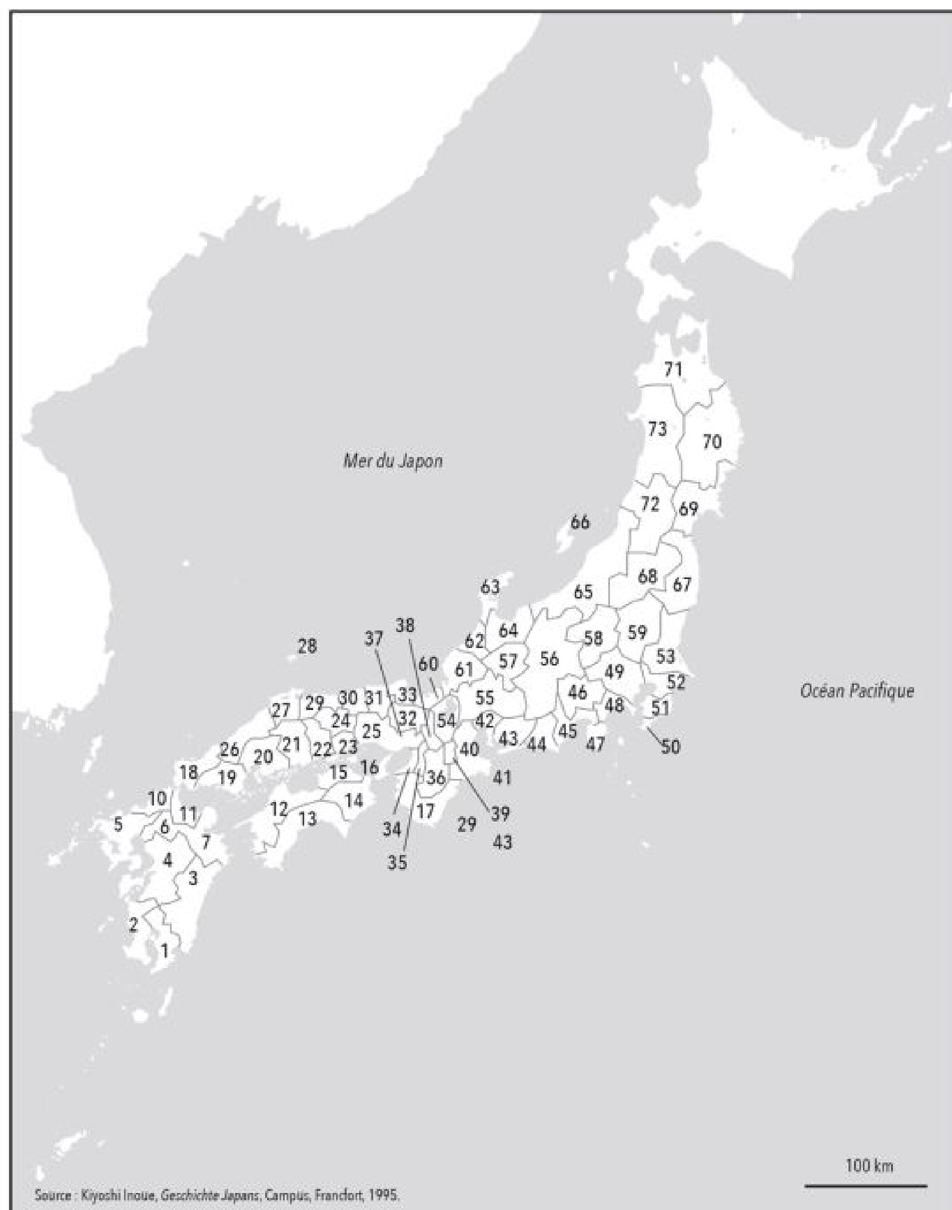
politique et des structures de production datées du début du XIXe siècle[45].

L’enjeu du débat paraît plus politique qu’historiographique. Il est clair que la poussée réformiste des provinces du Sud ne remet pas d’abord en question le régime du *shōgun* et qu’elle ne le fait que dès lors qu’elle risque d’être évincée au profit dudit *shōgun*, qui veut lui aussi ouvrir le pays, mais sans chambouler le système. Il est clair aussi que maint *bushi* de basse extraction profitent du créneau qui s’ouvre à eux avec le conflit entre le *shōgun* et sa cour pour se pousser et introduisent une nouvelle dynamique, et ceux-là sont bientôt leaders ou pourfendeurs du nouveau régime au nom de principes démocratiques ou autoritaires. On a parlé de refondation culturelle…

SIXIÈME PARTIE

PÉRIODE MODERNE : PREMIÈRE ÉPOQUE DE RÉNOVATION JUSQU'À LA GUERRE D'ASIE-PACIFIQUE

Les anciennes provinces du Japon
jusqu'à la division en départements entre 1869 et 1871



Saikaidō
1. Ōsumi
2. Satsuma
3. Hyūga
4. Higo
5. Hizen
6. Chikugo
7. Bungo
8. Tsushima
9. Iki
10. Chikuzen
11. Buzen

Nankaidō
12. Iyo
13. Tosa
14. Awa
15. Sanuki
16. Awaji
17. Kii

San'yōdō
18. Nagato
19. Suo
20. Aki
21. Bingo
22. Bitchtu
23. Bizen
24. Mimazaka
25. Harima

San'indō
26. Iwami
27. Izumo
28. Oki
29. Hoki
30. Inaba
31. Tajima
32. Tamba
33. Tango

Kinai
34. Izumi
35. Kawachi
36. Yamatoa
37. Settsu
38. Yamachiro

Tōkaidō
39. Iga
40. Ise
41. Shima
42. Owari
43. Mikawa
44. Totomi
45. Suruga
46. Kai
47. Izu
48. Sagami
49. Musashi
50. Awa
51. Kazusa
52. Shimosa
53. Hitachi

Tōsandō
54. Ōmi
55. Mino
56. Shinano
57. Hida
58. Kōzuke
59. Shimotsuke

Hokurikudō
60. Wakasa
61. Echizen
62. Kaga
63. Noto
64. Etchū
65. Echigo
66. Sado

Mutsu
67. Iwaki
68. Iwashiro
69. Rikuzen
70. Rikuchu
71. Mutsu

Dewa
72. Uzen
73. Ugo

CHAPITRE XVI

Période Meiji (1868-1912)

Avec l'ère de Meiji commence l'histoire moderne du Japon, qui s'accompagne de la montée des mass media, où non seulement la politique au quotidien, mais aussi le vécu du Nippon moyen prennent le pas dans la vie de la nation. L'abrogation des classes, l'introduction de la conscription et de l'école obligatoires, l'élaboration d'une industrie compétitive, l'expansion territoriale marquent l'époque, dite *Meiji* : gouvernement éclairé, durant laquelle règne Mutsuhito, appelé *Meiji.ten.nō* à titre posthume. En quelques décennies, entre volonté au sommet et mouvement populaire, mais sans soulèvement de masse, le pays opère le passage de la féodalité au parlementarisme et, par ses victoires militaires contre la Chine (1894-1895) et la Russie (1904-1905), entre ou croit entrer dans le concert des grandes puissances – occidentales, s'entend.

L'advenue de l'État-nation

Les meneurs de la réforme de Meiji, les loyalistes de Satsuma, Chōshū, Tosa et Hizen, qui sortent surtout des classes moyennes et inférieures de samouraïs, ainsi que de la couche supérieure traditionnelle, n’ont ni agenda commun ni ressources financières ni un pays acquis à leur cause. Les commerçants des centres urbains et groupes bourgeois, qui joueront un grand rôle à la fin de Meiji, ne participent pas à la phase initiale. Les cercles de cour de Kyōto tendent à rejeter cette péripétie politique, que seule une partie d’entre eux soutient activement. Aussi, pour ne pas briser la coalition de certains principats et de la noblesse dépossédée de ses pouvoirs, le nouveau régime agit avec prudence, faible qu’il est, pour réconcilier les uns et les autres. Le souci pratique et le court terme dictent les premiers pas. On improvise…

Les nouvelles structures de gouvernement

La hiérarchie ancienne – *daimyō* et nobles et cour – se maintient d’abord, puis est remplacée peu à peu par les samouraïs des *han* de l’Ouest. Ces artisans du changement sont les vrais détenteurs du pouvoir et seront bientôt ministres. Cette clique de clans, noyau de l’oligarchie, comprend : Kido Takayoshi, Inoue Kaoru et Itō Hirobumi, de Chōshū ; Saigō Takamori et Ōkubo Toshimichi, de Satsuma ; Ōkuma Shigenobu, de Hizen ; Itagaki Taisuke, de Tosa. Deux nobles de cour occuperont des postes haut placés : Sanjō Sanetomi, chancelier jusqu’en 1885 ; Iwakura Tomomi, ex-chambellan de cour et chef de la mission éponyme à l’étranger en 1871-1873.

Le 6 avril 1868, à Kyōto, le *ten.nō* promulgue la Charte des cinq articles. Il fixe les objectifs : délibérations, abrogation des mœurs et usages nocifs, échanges avec les nations d'Occident. Le premier point prévoit une assemblée délibérative, qui décidera tout sur une base ouverte. Le deuxième et le troisième disent la volonté d'unir toutes classes sociales au sein de l'administration. On se promet d'abandonner les mauvais us passés pour suivre la loi naturelle et de quérir la connaissance par le monde. Rien sur l'abolition des classes héréditaires, mais une participation élargie au processus de décision. Le régime et ses ennemis ne cesseront de se référer à cette Charte censée calmer les esprits, et, dans les années 1880, de lire son premier point comme une promesse de Parlement.

En juin 1868, les idées se précisent avec le Décret sur la forme du régime : c'est un Grand conseil d'État/*dajōkan*, terme issu de l'institution de Nara. À sa tête, un Grand ministre, flanqué de deux ministres de droite et de gauche, issus de la haute noblesse ou directement liés au *ten.nō*. Il y a une forme de pré-Parlement qui, pour des raisons de représentation, comprend parents du *ten.nō*, aristocrates de cour et *daimyō*. En juillet 1871, d'autres organes sont distingués : le Bureau central, composé du Grand ministre, de deux ministres et de conseillers, assiste le *ten.nō* aux Affaires suprêmes ; le collège des départements ; l'instance consultative, qui rédige les lois. En 1875, une séparation partielle des pouvoirs intervient. Un sénat est institué en dehors du *dajō.kan* pour légiférer, ainsi qu'une instance judiciaire autonome. Dans la décennie suivante, la sélection des fonctionnaires de justice se fait sur concours public, ensuite étendu à la fonction administrative et au corps diplomatique. En 1885, pour mieux coordonner les ministères, un conseil informel est créé, qui remplace le *dajō.kan*. En 1885, Itō devient Premier ministre d'un cabinet sur le modèle occidental.

Les chevilles ouvrières du régime ont une carrière plutôt brève : Saigō quitte le gouvernement ; Kido décède de longue maladie en 1877 ; Ōkubo est assassiné en 1878. Aux survivants reviendra la charge de passer à un gouvernement constitutionnel.

La centralisation administrative

Vers 1870, quand se stabilise la situation politique, le nouveau régime, qui a gagné la guerre six mois avant et noué des rapports corrects avec les grandes puissances, se voue à centraliser le pays. Cela passe par l'abrogation des fiefs, la création d'une armée de conscrits et, à partir de 1872, d'un service militaire obligatoire.

Le transfert de capitale permet de contrôler les biens confisqués aux Tokugawa, qui financent les projets de l'État naissant. Les fiefs existent encore, comme entités séparées. En 1869, puis en 1871, on amène les *daimyō* à en céder les droits et restituer les registres. Ils comprennent, sous la pression, qu'ils doivent suivre les directives de la capitale. Saigō forme d'ailleurs une armée pour contenir de possibles rébellions.

En juillet 1871, les *han* sont intégrés sans heurt au nouveau système administratif et renommés *ken/*département, terme usité depuis 1868 pour désigner les territoires sous contrôle officiel. Entre 1871 et 1889, cette réforme – *haihan.chiken/*abolir les *han*, stabiliser les *ken* – fait passer les *ken* de 302 à 43. S'y ajoutent les *fu*/aires métropolitaines de Tōkyō et Hokkaidō.

Les ex-*daimyō* touchent une rente annuelle, le dixième du riz fiscal qu'ils percevaient. L'État assume en outre les charges financières antérieures, du salaire des *bushi* jusqu'aux dettes de l'administration locale. Les armées locales sont désarmées et dissoutes.

La dissolution des classes héréditaires

Sur la refonte de l'administration s'appuient les opérations suivantes : conscription ; instruction publique ; réforme fiscale ; politique industrielle. Toutes impliquent la suppression des anciennes barrières de classe et libèrent a priori une mobilité sociale, professionnelle et géographique.

En 1869, les quatre classes anciennes sont supprimées. Une nouvelle noblesse se forme, qui combine familles de *daimyō* et aristocrates de la cour. Elle doit résider à Tōkyō si elle n'a pas de charge en province. Les *bushi* forment une noblesse à part. En 1884, une nouvelle aristocratie se met en place, inspirée de l'Europe, avec cinq échelons et un système de succession patrilinéaire. Le *ten.nō* recrute dans la vieille noblesse, dans la bourgeoisie et sur la base de services rendus. La maison impériale est au-dessus et en dehors de ces classes. En font partie la famille directe du *ten.nō*, et sa parentèle mâle, et tous ont titre de prince. En 1881, le domaine du *ten.nō* croît jusqu'à 3 700 000 ha, ce qui lui garantit l'autonomie économique.

Tous les autres Japonais sont gens du commun/*heimin*. À partir de 1870, ils reçoivent un nom, ce qui était jusqu'ici le privilège des samouraïs. Ils peuvent désormais changer de métier, s'allier à d'autres classes, acquérir des terres. La classe des parias/*eta* ou *burakumin*, supprimée *de jure*, se retrouve soumise à l'impôt dont elle était exemptée, mais la discrimination ne cesse pas.

Le statut des *bushi*, qui constituaient 6 % de la population, se dégrade. Ils ont encore le droit de porter deux épées, mais leur solde, toujours perçue en riz, grève le budget de l'État. Dès 1873, un service militaire obligatoire est institué, qui rend non avenue l'existence des *bushi*. Le débat est vif entre Saigō, qui veut maintenir les *bushi*, et les fonctionnaires de Chōshū. Un opposant à la réforme tue Ōmura, mais

les partisans de la conscription ne fléchissent pas, qui veulent forger le sentiment national sur une base populaire ; Saigō cède.

Le décret de 1873 impose un service militaire de trois ans à tout homme de plus de 20 ans ; les chargés de famille, fils aînés, fonctionnaires et étudiants sont exemptés ; on paye, cher, pour se faire remplacer. Le peuple proteste, car cette mesure, que le régime compare à l'impôt du sang, prive les familles d'une force de travail.

Une fois créé le service national, les ex-*bushi* perdent leurs derniers privilèges. Dès 1873, l'État prélève un tiers de leur solde en impôt, puis, après avoir limité d'abord le port du sabre aux soldats, policiers et fonctionnaires, leur impose en août 1876 les obligations publiques. Vif est le ressentiment des plus de deux millions d'ex-guerriers. Leur interdire sabre et chignon traditionnel est une provocation. Ils ne sont plus l'élite, subissent au quotidien les mœurs étrangères prônées par le régime, endurent la perte de leurs exigences héréditaires d'entretien. Ils se révoltent en vain dans le Sud-Ouest, la nouvelle armée a vite fait de les réprimer.

Nouveau calendrier, ancien comput. – Dès le 1er janvier 1873, le Japon utilise le calendrier grégorien. Sans renoncer au mode ancien de datation, point abrogé, qui débute en 660 AEC, année d'investissement du premier *ten.nō*, si bien que le pays est aussi en… 2680. L'usage de redémarrer le comptage avec la première année de chaque nouvelle ère impériale s'est conservé et figure dans tous les documents officiels. 1868 est l'an 1 de la 1re année de l'ère Meiji, et 2019, l'an 1 de la 1re année de l'ère actuelle de Reiwa. En 1873 entrent aussi en vigueur la semaine de 7 jours et la journée de 24 heures. Pour autant, le calendrier lunaire chinois et la semaine bouddhique de 6 jours sont encore en usage.

La mission Iwakura autour du monde

De 1871 à 1873, 18 mois durant, Iwakura Tomomi conduit une mission internationale officielle, notamment en Europe et aux États-Unis. C'est un premier effort pour réviser les traités inégaux, mais les États sollicités refusent, car le Japon doit d'abord acquérir des institutions politiques et juridiques sur le modèle européen.

Ladite mission comprend à peu près la moitié du gouvernement. Certains de ses membres sont de futurs responsables : Ōkubo Toshimichi, Kido Takayoshi, Itō Hirobumi, etc. Ce voyage leur donne l'expérience directe de l'Occident. Ils visitent les institutions modernes, les hôpitaux, les parlements. Ils rencontrent Bismarck qui assimilant la situation du Japon à celle de la Prusse avant l'unité allemande, explique que le droit des peuples n'existe qu'en surface et que le plus fort écrase le plus faible, d'où le renforcement nécessaire de l'État et par la guerre s'il faut. Le potentiel économique et le système éducatif des États impressionnent les envoyés. Les 60 boursiers membres de la mission restent à l'étranger pour études. À leur retour, ils occupent souvent des postes clés dans la rénovation du pays. De ce séjour découle partie des réformes des décennies suivantes[1].

Le débat sur l'invasion de la Corée

Pendant ce temps, une dissension survient au sein du gouvernement. Bien qu'unis par le but de la prospérité de l'État, les dirigeants ne s'accordent pas sur la voie à suivre. Certains pensent, tels Saigō Takamori et Itagaki Taisuke, qu'il faut donner une leçon à la Corée, qui ne reconnaît pas les changements survenus au Japon

après 1868. Les ex-*bushi* de déverser ainsi leur énergie bafouée et retrouver une assise symbolique. Saigō est prêt, si cela donne prétexte à ouvrir les hostilités, à aller se faire tuer au pays du Matin calme.

Or la mission Iwakura revient, convaincue qu'il faut renforcer l'État à l'intérieur et qu'une agression extérieure risque de faire intervenir les puissances. Après un vif débat, en octobre 1873, le projet est mis de côté, et Saigō se retire. En 1874, une expédition militaire est pourtant envoyée à Taïwan sous prétexte de punir l'assassinat d'un groupe de marins ryukyuans, déclarés nippons pour le coup, mais le régime a pris soin d'obtenir l'aval des Occidentaux[2]. Il en fera d'ailleurs de même pour forcer la Corée à s'ouvrir en 1876 et pour décréter la fin du royaume des Ryūkyu et son annexion à Okinawa en 1879.

Le heurt entre « interventionnistes » et « attentistes » porte moins sur le bien-fondé de l'expansion que sur le moment et la méthode. Pour les oligarques rentrés de mission, la nation réussira si elle établit des relations égales avec les puissances occidentales en parvenant à leur niveau de progrès. Le rejet de l'action militaire en Corée relève d'abord du pragmatisme géopolitique.

La rébellion de Satsuma

Incarnation des vertus militaires, Saigō Takamori rentre à Satsuma et s'y fait le chantre des cercles réactionnaires de *bushi* tenants des traditions et hostiles au nouveau régime. Autre membre déçu du nouveau régime, Etō Shinpei, se retire en Saga d'où il lance en 1874 une révolte, d'écho limité et vite jugulée par l'armée régulière.

D'autres soulèvements suivent, qui culminent avec la rébellion de Satsuma, de février à novembre 1877. Menés par Saigō, près de 30 000 ex-samouraïs marchent sur Tōkyō pour renverser le régime et rétablir l'ordre ancien. Ils atteignent Kumamoto, au centre-Kyūshū, dont ils assiègent plus d'un mois la garnison. Le gouvernement envoie du renfort. Les fusils et batteries de la nouvelle armée de conscrits ne laissent aucune chance au sabre. Les rebelles sont vaincus. Saigō meurt au château de Kagoshima, par *seppuku* dit-on. La révolte de Satsuma coûte cher en temps et en ressources au nouvel État. Il a prouvé que la résistance armée était vaine. Saigō sera réhabilité lors de l'amnistie générale de 1889.

Quant aux ex-*bushi*, pour pacifier le pays et stimuler aussi la croissance, l'État met à leur disposition des subsides pour bonifier des terres ou lancer des entreprises. Certains investissent à bon escient et dans les secteurs de proue de l'économie, d'autres sont victimes des lois du marché. Ils sont souvent plus nombreux dans la classe dirigeante – politiciens et bureaucrates – que dans la population totale. Ils s'intègrent au nouvel ordre et se plient aux nouvelles règles. Leur présence dans l'appareil d'État ne tient pas à leurs seuls liens personnels avec les leaders, mais au savoir-faire qu'ils ont acquis dans les *han* et qui les prédispose par tradition familiale à la carrière de fonctionnaire.

L'armée sur le modèle prussien, la marine sur le modèle anglais

La campagne contre Saigō révèle, malgré la victoire, le chaos des troupes formées par les instructeurs français. D'où l'intérêt que porte

Yamagata Aritomo au système militaire prussien, réputé discipliné et indépendant du gouvernement. En 1878, il crée l'état-major japonais et en est le chef.

Cette mesure garantit le caractère incontrôlable de l'armée, responsable devant le seul *ten.nō*. En 1882, le Japon crée l'Académie ou École supérieure de guerre. La conscription obligatoire permet de former et d'endoctriner le soldat qui, atteste le Rescrit sur les membres des forces armées (1882), a un lien direct avec le souverain. Même après avoir perdu ses privilèges, le *bushi* reste le modèle du soldat. Des officiers allemands instruisent l'armée et forment la police.

***Gunjin.chokuyu/Rescrit impérial aux soldats et aux marins* (1882). –** Ce discours est sans ambages : « Le devoir est plus lourd qu'une montagne, la mort plus légère qu'une plume. » La phrase, mot d'ordre à part entière, bétonne le lien entre le souverain et son armée. Le texte souligne la loyauté absolue du sujet, met aussi en garde contre l'ingérence en politique et l'influence des médias. Il insiste ailleurs sur des valeurs guerrières d'antan : frugalité, respect des supérieurs. Tout soldat, jusqu'en 1945, est censé l'apprendre par cœur. Il en est chaque jour donné lecture dans les unités. Les 2 700 signes dudit Rescrit, ainsi que d'autres édits impériaux, ne seront pas abrogés avant 1948.

La marine suit le modèle de l'Angleterre, grande puissance maritime du moment. Un instructeur britannique dirige à partir de 1873 l'académie navale impériale. Nombre de cadets étudient en Grande-Bretagne, notamment Tōgō Hiehachirō, futur vainqueur de la Russie. Le Japon commande ses navires de guerre aux chantiers anglais. Chōshū obtient moins de postes à l'état-major que Satsuma, mais a l'exclusivité de la marine. C'est le début d'une concurrence entre les deux corps, parfois néfaste aux opérations.

L’avènement de la Constitution

Ex-membres du gouvernement qu’ils ont quitté lors du débat sur la Corée, Itagaki Taisuke et Gotō Shōjirō mènent une campagne d’opposition, qui débouche sur le Mouvement pour la liberté et les droits du citoyen/*Jiyū.minken.undō*, et la première exigence écrite d’une Constitution et d’un Parlement en 1874. Le duo fonde la Ligue patriotique/*Aikokusha*, organisation nationale de groupes libéraux. En 1880, une pétition à l’échelle nationale presse l’État de prendre au sérieux la question parlementaire. Le gouvernement temporise, lui qui préfère une transition lente vers le régime constitutionnel.

Animé notamment par Ōkuma, le Mouvement pour les droits du citoyen va s’intensifiant avec force signatures et manifestations. En 1880, Yamagata, ministre de l’Intérieur, fait aboutir une Constitution territoriale, établie sur le modèle allemand. En 1881, le *ten.nō* annonce d’ici 1890 la tenue du Parlement. Chargé de la préparer, Itō va étudier les théories constitutionnelles en Europe, avec l’aide de Rudolf von Gneist et Lorenz von Stein, deux experts en droit constitutionnel. À partir de 1886, Itō travaille en secret, avec le juriste allemand Hermann Roesler, à la Constitution.

Le 11 février 1889, jour anniversaire de l’intronisation de son ancêtre Jinmu en 660 AEC, le *ten.nō* promulgue la Constitution impériale. Le texte établit que le *ten.nō* exerce le pouvoir officiel avec l’accord du Parlement, composé d’une Chambre haute avec membres nommés héréditaires et d’une Chambre basse avec membres élus, laquelle a un droit d’initiative législative et un droit budgétaire, mais contrôle d’autant moins l’exécutif que les ministres sont responsables devant le seul *ten.nō*, qui convoque et dissout le Parlement, est le chef suprême des armées, a pouvoir de déclarer la guerre, conclure la paix et ratifier les traités.

L'idée que l'État est une famille hiérarchiquement constituée où l'aîné prend les décisions après consultation et accord, légitime la personne et fonction du *ten.nō*. Cette Constitution reste en vigueur jusqu'à la fin de la guerre d'Asie-Pacifique. Si elle accorde bien des droits individuels, ils n'en sont pas pour autant inaliénables et inviolables car ils sont et demeurent un don du *ten.nō*. Aussi, dès lors qu'il a litige avec l'État, le citoyen est d'entrée de jeu en position défavorable.

La postérité de la Constitution montre que le *ten.nō* a surtout un rôle symbolique. Il est bien le chef suprême de l'État, mais ceux qui se partagent le pouvoir agissent en son nom. Sa présence les rappelle à leurs responsabilités, à leur devoir de surmonter les divergences et de mener une politique unitaire. Bien que doté d'un pouvoir politique limité, le *ten.nō* n'est pas une instance morale et idéologique négligeable dès lors qu'il y va de la bonne marche des institutions. Sur lui se fixe le sentiment d'appartenance nationale du peuple japonais, auquel il rappelle son immémoriale existence, et ce pour garantir la pérennité de la nation.

Les premiers partis politiques

Durant toute la période, deux puissants groupes d'intérêt, qui représentent les principats de Satsuma (Kuroda, Matsukata) et Chōshū (Itō, Yamagata), restent au centre de la vie politique et détiennent un fort pouvoir régional. L'assignation des postes veille toujours à équilibrer les intérêts de ces deux formations.

Dans les années 1870, les groupes constitutionnalistes ont affaire à forte partie avec cette oligarchie. Après la promesse de Parlement pour 1890, ils fondent des partis politiques libéraux pour propager

leurs idées constitutionnelles. Itagaki et ses partisans relancent aussitôt la Ligue patriotique sous la forme du Parti Libéral/*Jiyū.tō*, qui défend la liberté, les droits du citoyen, le bonheur individuel, et qu'appuient les propriétaires fonciers. En mars 1882, Ōkuma fonde le Parti constitutionnel du progrès/*Rikken.kaishin.tō*, pour un régime constitutionnel et démocratique. Sa position, moins doctrinaire que celle du Parti libéral, s'appuie plutôt sur les cercles récents de la finance et de l'industrie.

Les partisans d'Itō créent en 1882 le Parti impérial institutionnel/*Rikken.teisei.tō*, favorable au constitutionnalisme pro-gouvernemental, opposé aux libéraux, qui sera dissous en 1883. Les partis libéraux rivalisent pour avoir le soutien de l'opinion publique, mais le Parti libéral est lui aussi forcé dès 1884 de stopper ses activités, tandis que le Parti Constitutionnel du Progrès opte pour la prudence après qu'Ōkuma quitte sa présidence.

Le régime sévit contre les libéraux en limitant la liberté de réunion et censurant la presse. Le décret de 1887 sur la protection de la paix publique/*Hōan.jōrei*, qui menace de rudes sanctions et autorise la police à expulser les politiciens du centre de Tōkyō, ne parvient plus à endiguer le renforcement des partis et la fièvre politique dans les départements.

Les premières élections au nouveau Parlement ont lieu le 1er juillet 1890. Les libéraux et les progressistes en sortent vainqueurs. Comme la Chambre haute, composée de membres héréditaires et nommés, a néanmoins les mêmes droits que la Chambre basse élue, la majorité de celle-ci est très affaiblie. De plus, la Constitution ne prévoit pas que les partis forment le gouvernement. C'est au *ten.nō* de choisir les ministres, responsables devant lui seulement, qui doivent former un gouvernement au-dessus des partis. Aussi, les Cabinets comptent

pour l'essentiel les membres de l'oligarchie qui régit le pays depuis la restauration de Meiji.

Durant la première décennie du gouvernement constitutionnel, les combats font rage entre les Cabinets qui changent souvent, et qui se composent de politiciens de la vieille garde, et les majorités libérales-progressistes de la Chambre basse. Aucune des deux parties n'a assez de pouvoir pour éliminer l'autre, chacune peut sérieusement perturber l'activité de l'autre. Plus encore que l'adoption du budget, c'est la politique extérieure qui donne lieu à de vifs débats. Seule la décision prise en 1895 d'entrer en guerre contre la Chine, appuyée par les deux parties, détend provisoirement les rapports entre le gouvernement et la Chambre basse.

Un premier essai de cabinet de partis, en 1898, s'effondre vite, car libéraux et progressistes ne s'entendent pas durablement sur la répartition des postes. Un tournant survient lorsque les représentants de l'oligarchie régnante, sous la férule d'Itō, arrivent à se placer à la tête du mouvement des partis. Ils s'allient aux libéraux pour fonder la Société des amis du Gouvernement constitutionnel/*Rikken.seiyū.kai*, appelé à devenir l'un des deux grands partis d'avant-guerre. La manœuvre stabilise la politique intérieure. À l'orée du XXe siècle, Itō et Yamagata font plus de concessions nécessaires aux partis, mais ne continuent pas moins d'exercer leur influence d'Anciens et les Cabinets alternent entre les directions de Saionji Kinmochi, courtisan qu'Itō soutient, et du général Katsura Tarō de Chōshū, favori de Yamagata.

Même si le fractionnalisme, l'opportunisme, le recours à la violence brident les partis politiques, le Parlement, à la fin de Meiji, est un outil reconnu de la politique nationale, avec des partis qui ne passent plus pour un simple rassemblement de mécontents. Les

adaptations du droit électoral ont aussi relativement accru le nombre des électeurs et permis la reconnaissance du système parlementaire.

L’intérêt pour l’Occident

L’infériorité bien réelle du pays, face aux puissances occidentales, rend inévitable l’adoption des techniques modernes de l’étranger. En diverses circonstances, à l’initiative des principats (Chōshū en 1864, Satsuma en 1865), lors de missions officielles (États-Unis, 1860 ; Europe, 1862 et 1863 ; Amérique du Nord, 1872-1873), à l’occasion des Expositions universelles (Paris, 1867 ; Vienne, 1873) ou de séjours d’étude (Natsume Sōseki, 1900-1903 ; Mori Ōgai, 1862-1922), mainte personnalité ramène un certain bagage occidental, qu’elle teste au prisme du Japon. Certains se demandent par exemple si, pour se « civiliser » à l’instar des Occidentaux, il ne faut pas adopter le christianisme ou changer de langue et d’écriture. L’État finit par créer la langue japonaise officielle à partir du dialecte tokyoïte. Une littérature proprement nationale se met en place, d’ailleurs à peu près à la même époque qu’en France[3].

Cette mouvance vers l’Occident marque la période qui s’étend de 1871 jusqu’aux années 1880, dite *Bunmei.kaika*/période de civilisation et de lumière. Les écrits de Fukuzawa Yukichi (1835-1901), qui va aux États-Unis en 1860, puis publie en 1866 *Seiyō.jijō/Situation de l’Occident*, et dans les années 1870 *Gakumon no susume/Invitation à l’étude*, où il prône un savoir pratique et l’égalité des chances, illustrent cette tendance occidentaliste. Avec Mori Arinori (1847-1889), il fonde la *Meiji.meirokusha/*Société de la sixième année de Meiji, qui défend l’adoption de la culture

occidentale. De même Nishi Amane introduit-il, après un séjour en France, la pensée de Jean-Jacques Rousseau au Japon.

La salle de bal du Rokumeikan, édifiée en 1883 par l'architecte anglais Josiah Conder, donne à la classe supérieure l'occasion de s'exercer aux bons usages de l'Occident, en l'occurrence de danser en frac et en crinoline et de goûter la cuisine française. L'écrivain français Pierre Loti (1850-1924) tire de son passage au Rokumeikan une nouvelle, *Un bal à Yeddo*, où il raille l'imitation des mœurs occidentales. Akutagawa Ryōnosuke lui répondra à l'époque Taishō par une autre nouvelle, *Butōkai/Le bal*, où l'héroïne, Akiko/fille de la lumière, donc des lumières de Meiji, fait paraître pâle, vieillot, désuet et mélancolique le célèbre officier de marine[4].

***Ukiyo.e*/Estampe ou Edo's pop art. –** C'est le poster d'alors. Rien à voir avec l'œuvre à destination de l'amateur d'art. Il satisfait les besoins d'une clientèle populaire et modeste. Dans la série des *ukiyo.e* figurent, outre les fameuses estampes érotiques, les portraits de femmes d'Outamaro, les scènes de théâtre de Sharaku Tōshūsai, les « 36 vues du mont Fuji » de Hokusai – dont la célèbre vague – et les « 53 stations du Tōkaidō ». Tous ces tableaux bon marché suscitent l'admiration d'artistes occidentaux comme Van Gogh, Gauguin, Jacoulet, Whistler, Modersohn-Becker ou de Nittis. Ils contribuent à la vogue du japonisme et de la nippophilie et sont en partie à l'origine de l'impressionnisme en peinture.

Le Kokutai *ou national-shintoïsme*

Tandis que l'enthousiasme pour les choses de l'Occident se réclame exagérément de la Charte de 1868, la réaction, quasi immédiate, recourt au mythe antique pour conserver la forme nationale de l'État/*Kokutai*. Dès 1869 s'ouvre la *Shingi.kan* ou agence

des affaires du culte shintō. En 1871, tous les sanctuaires du pays sont recensés et dégagés de tout ornement bouddhique. Cette séparation des divinités et des bouddhas amène destruction des temples, laïcisation des cloîtres et… braderie de l’art bouddhique à l’étranger.

Le shintō évolue aussi. L’État impose la vénération d’Amaterasu, divinité suprême du culte d’Ise et ancêtre du *ten.nō*, aux dépens de cultes plus anciens. La Constitution de 1889, censée s’ancrer dans la liberté de culte, soumet en fait les sanctuaires à l’autorité du ministère de l’Intérieur et, au grand dam des fidèles, dépouille de toute religiosité l’idéologie désignée comme shintō d’État.

À partir de 1872, le *Kokutai* fonde « l’identité nationale », qui s’exprime par de multiples voies, dont l’école obligatoire. En 1890, le Rescrit sur l’éducation, que tout écolier apprend, liste les principes éthiques dans le sens du *Kokutai* : loyauté du sujet, obéissance confucianiste aux parents ; vénération exclusive du *ten.nō* ; conscience nationale ; souci majeur du bien commun avant celui de l’individu.

Bien que nettement conservatrice, l’idéologie du *Kokutai* de Meiji se distingue de celui de l’ultranationalisme auquel on l’a associé dans les années 1930. Ses idées peuvent aussi bien servir à forger la solidarité nationale au sens positif du terme, qu’à réaliser des objectifs chauvins. Le Japon, pris dans la concurrence entre grandes puissances, est prêt à embrasser le nationalisme comme les autres nations de son temps.

La mobilité sociale

Malgré toute sa résistance aux revendications libérales, le nouveau régime cherche à promouvoir l'égalité sociale et juridique. Le clivage entre riches et pauvres n'est pas levé, car la protection du droit de propriété fait partie des éléments clés du nouvel État-nation et de la ventilation du pouvoir entre bureaucratie et autres groupes de l'élite.

La dissolution de l'ex-hiérarchie sociale favorise la mobilité (éducation, administration, économie). Les lois valent désormais pour tous. La position de la femme s'améliore un peu. Les sujets roturiers mais talentueux voient s'ouvrir des carrières dans l'éducation, le journalisme, les affaires et l'industrie, dans le service public et les forces armées.

Au début de l'ère, l'initiative politique revient aux ex-samouraïs. Beaucoup ont des postes officiels ou forment le cœur de la classe moyenne : industriels, gros propriétaires fonciers, techniciens spécialisés, politiciens et enseignants. Ces élites sont assez unies pour réaliser les nouveaux projets du régime. Depuis environ 1870, paysans, artisans et ouvriers sont autorisés à choisir leur métier et lieu d'habitation et usent de ce droit *ad libitum*.

Transports, médias, institutions d'enseignement sont les postes clés de la nouvelle société. Les voies ferrées et réseaux de navigation assurent les transports en commun. Nombre de publications occidentales, importées ou traduites, sont tôt disponibles. Il n'est pas jusqu'à l'antiquité grecque qui ne soit portée à la connaissance du pays. À partir de 1890 au plus tard, les journaux en japonais sortent dans tout le pays. Dès 1884, le quotidien tire à plus de cinq millions d'exemplaires.

Le système d'instruction

Dès 1872 est annoncée la création d'un système scolaire unique. Ministre de l'Éducation en 1885, Mori Arinori, élabore un modèle viable qui, appliqué à partir de 1910, permet à tous, entre 6 et 12 ans, de fréquenter l'école primaire. Mori et ses successeurs créent un cycle secondaire de 5, puis 3 ans de lycée. Les écoles professionnelles et spécialisées complètent ce système, que couronnent 5 universités impériales à partir de 1886. En 1910, il y a 6,3 millions d'écoliers, 222 000 collégiens, 70 000 élèves en écoles professionnelles et spécialisées et 7 200 étudiants à l'université. L'accès à l'université est très réglementé, peu remplissent les exigences, y étudier est un exploit. La jeunesse étudie des programmes monstrueux, s'épuise et meurt à la tâche, ce dont témoignent les coopérants étrangers[5].

Outre les institutions scolaires d'État, nombre d'écoles et collèges privés dépendent des fondations et des écolages. Les deux plus célèbres et prestigieuses universités privées du pays, sont Keiō et Waseda à Tōkyō, créées respectivement en 1858 par Fukuzawa et en 1882 par Ōkuma.

L'économie et l'industrialisation ciblée

La mutation de la société japonaise résulte de l'initiative publique ou privée. L'État fixe les grandes lignes, mais les élites non bureaucratiques apportent aussi leur contribution décisive. Cette alliance des initiatives publique et privée contribue à l'efficacité de la rénovation de l'économie.

La politique économique conditionne l'accès du Japon au rang de grande puissance en Asie. Le pays teste la technologie occidentale. Il privilégie d'abord l'industrialisation sur le réarmement initialement

prévu pour la sécurité et l'auto-affirmation nationales. Les acquis d'Edo – croissance urbaine et *domestic system*, manufactures, intensification du trafic commercial, forte alphabétisation, capacités artisanales de la population – facilitent le renouvellement.

Certains facteurs font apparaître la nécessité vitale de rénover. Le bilan commercial est négatif à partir des années 1860. Le taux de change désavantageux fait filer à l'étranger une masse d'or et d'argent. Les traités inégaux bloquant toute possibilité d'introduire une barrière douanière, il ne reste que l'industrie locale, avec une large palette de produits à l'export (soie brute, thé, cuivre, charbon), pour redresser la barre.

Comme le volume du commerce extérieur décuple entre 1877 et 1902, il faut réviser les méthodes de production pour protéger l'artisanat local des produits occidentaux faits à la machine et bon marché. En favorisant les nouvelles industries, le régime se soucie avant tout de la survie économique des *bushi*, très présents en son sein et pressentis pour tenir un rôle clé dans l'avenir du pays.

Pour vivifier l'économie, lancer les nouvelles industries, dynamiser les vieux secteurs industriels, le gouvernement doit recourir à la technologie étrangère. Lui seul peut payer le salaire des experts occidentaux/*o.yatoi.gaikokujin* qu'il emploie et financer la formation des étudiants à l'étranger pour, à terme, remplacer les experts étrangers par des locaux. Lafcadio Hearn, l'un des coopérants les plus connus, pourtant naturalisé japonais, perd son poste à l'université de Tōkyō au profit du romancier Natsume Sōseki, qui rentre d'un séjour d'études en Angleterre.

Le manque de capital interne fait que la bureaucratie planifie et finance les nouvelles technologies. Les grandes maisons de commerce, qui ont survécu à la fin du régime des Tokugawa, ne sont d'abord pas enthousiastes pour les grands projets. Les hommes

d'affaires sont plus audacieux, mais ont moins de capital. Les entreprises qui se fondent, comme le chantier naval de Hyōgo, l'usine textile de Tomioka et les mines de charbon de Miike, ont un rôle essentiel dans le transfert de technologie. Dans les années 1880, la plupart de ces entreprises pilotes sont revendues au privé.

Tomioka.nikki/**Journal de Tomioka. –** En 1873, âgée de 17 ans, Ei Wada (1857-1929) quitte son terroir des Alpes japonaises en Honshū pour travailler à la filature de Tomioka (dép. Gunma). Au début, aucune jeune fille ne tient à y aller. La rumeur court que les étrangers qui gèrent l'établissement y buvaient du sang – qui n'était sans doute que du vin. Fille de samouraï, Ei se doit de donner l'exemple. Elle reçoit une formation de contremaître et aide ensuite à fonder d'autres filatures au Japon. Son salaire d'1,75 sen par mois, soit le dixième de celui d'une ouvrière anglaise en usine, est même inférieur à celui d'une tisserande indienne. Le technicien français Paul Brunat (1840-1908), lui, est payé au moins cent fois plus. Ei a tenu un journal, précieux document de la vie de la classe ouvrière.

Le cas de Hokkaïdō, à peine exploité avant l'ère de Meiji, illustre les initiatives du régime. La population, surtout les ex-*bushi*, touche une incitation financière pour s'y fixer en soldats-colons. L'État y exploite les ressources minérales comme le charbon, crée une industrie du bois et de la pêche, encourage aridoculture et vastes pâturages pour fabriquer des produits laitiers à l'occidentale. Le paysan immigré acclimate la riziculture à l'hiver, Hokkaïdō devient le plus gros producteur de riz du pays. L'Agence de développement du Hokkaidō/*Kaitakushi*, administre l'île. En 1881, quand expire son contrat d'exploitation, la ville de Sapporo devient le centre de l'administration territoriale. En 1886, le nombre annuel de migrants grimpe de 10 à 50 000. L'économie croît spontanément.

Dans le secteur des communications, le télégraphe électrique est l'une des premières innovations. Avant 1885, un réseau télégraphique, installé aux quatre coins du pays, permet aux journaux de diffuser partout l'information. En 1885, l'entreprise Mitsubishi, soutenue par l'État, fonde la Compagnie des messageries maritimes du Japon qui décolle au tournant du siècle et devient l'une des plus grandes compagnies de navigation.

L'État monte aussi les premiers chemins de fer. En 1872, le *ten.nō* inaugure le tronçon Tōkyō-Yokohama, réalisé avec des crédits et par des ingénieurs anglais. Dix ans après, le réseau ferré couvre 278 km. En 1880, le premier tronçon est construit sans aide étrangère. Dès 1881, se déchargeant de l'exploitation des voies ferrées, le régime passe la main au privé. La Société des chemins de fer du Japon ouvre sa première ligne en 1884, financée par crédit et réalisée par des ingénieurs d'État, qui sera suivie de mainte compagnie privée. En 1891, on peut déjà rallier Kōbe depuis la pointe nord de Honshū. Début XXe siècle, 70 % des 6 000 km de voies appartiennent au privé. Le réseau ferroviaire national se met en place dans les premières décennies du XXe siècle.

Le secteur minier est dans les mains du privé et de l'État, mais les entreprises privées sont souvent trop petites et improductives. Une partie des mines reprises aux Tokugawa est en mauvais état. Les experts étrangers apportent leur aide.

L'extraction d'or et d'argent ne détient aucune part sur le marché mondial. Celle du cuivre occupe la 4e place, mais son exploitation intensive pollue les départements voisins. Le libéral Tanaka Shōzō, membre de la Chambre basse, mène une campagne de protestation et en appelle au *ten.nō* en 1901, mais l'État recourt à la force, et l'activité minière continue.

La mine d'Ashio (dép. Toshigi), près de Nikkō, stagne avant son rachat par l'entrepreneur Furukawa Ichibei, qui l'équipe de pompes et de machines, l'électrifie et produit 53 tonnes en 1877, et jusqu'à 60 000 en 1901. Furukawa est changeur sous l'ancien régime, puis exporte la soie et se reconvertit enfin dans l'électro-industrie pour fonder avec Siemens l'une des premières entreprises internationales, Fuji Electric.

La (médiocre) qualité du charbon de Hokkaidō et du nord-Kyūshū suffit pour la navigation, les chemins de fer et l'industrie. Au seuil du XXe siècle, l'État produit fer et acier dans les régions charbonneuses, par exemple à Muroran en Hokkaidō et à Yawata en nord-Kyūshū, qui traite le minerai de fer chinois. Les aciéries sont un pilier de la nouvelle économie.

Le secteur textile illustre la réussite économique de l'ère de Meiji. Dans les années 1880, la fabrication de la soie, dirigée par le privé et l'État, passe de la bobine à la main à la bobine mécanique. Les produits de la sériciculture traditionnelle, bien implantée, sont meilleur marché et aussi faciles à traiter que le fil de soie étranger.

Le coton local est difficile à travailler au départ, son fil est cher, peu adapté à la machine à tisser, dont l'usage ne s'est pas encore pris et qu'il faut importer d'Inde et d'Amérique. En 1878, l'État achète à crédit l'appareillage anglais *ad hoc*, crée deux entreprises d'État modèles et tient des séances d'information pour tisserands. Le nombre de machines passe de 77 000 en 1887 à 970 000 en 1891. Entre 1889 et 1899, la production de coton est multipliée par plus de dix.

Réforme monétaire et construction du secteur bancaire entrent dans le processus de rénovation. En 1871, pour enrayer la circulation anarchique du papier-monnaie et des monnaies des principats et du shōgounat, l'État fait du yen la monnaie nationale unique. À partir de

1885, la Banque du Japon n'a plus qu'à battre papier-monnaie pour remplacer les anciens billets.

La réforme monétaire vise la convertibilité totale du papier-monnaie en or et en argent. En effet, le budget est déficitaire, le métal précieux file pour payer les exportations. D'où la surinflation et la dépréciation du papier-monnaie de l'État. La situation empire avec les révoltes armées des années 1870. Aussi le ministre des finances Matsukata recourt-il en 1880 à une politique d'austérité et de déflation. Il retire du circuit économique une grosse partie du papier-monnaie déjà imprimé, augmentant ainsi la valeur des billets encore en circulation par rapport à l'or et l'argent, de sorte qu'en 1886 on peut changer pour la première fois, les yens-billets contre des yens-argent. En 1897, grâce aux réparations de la guerre sino-japonaise, la transition s'opère vers l'étalon-or, comme l'exige la théorie économique du moment.

La réforme fiscale fait partie des autres urgences. Elle remplace toutes les taxes versées au shōgounat et aux principats par une fiscalité unique. L'interdiction d'achat-vente des terres est levée. L'État mesure à nouveau la terre imposable et fixe la valeur de chaque parcelle selon son rendement estimé. Prélevé sur cette base, l'impôt foncier annuel est versé par le propriétaire de la parcelle, et non par qui la travaille. Ce système donne des rentrées fiscales aussi élevées qu'à l'époque Edo, encore que l'inflation des années 1870 malmène les caisses et fasse chuter la valeur réelle desdites rentrées. Dans les années 1870 et 1880, l'impôt foncier procure 80 % de la rentrée fiscale, puis tombe à 32 % jusqu'en 1905. Il reste, au XXe siècle, source majeure des revenus de l'État et finance la plupart des premiers chantiers de rénovation et les guerres.

Liée à la réforme monétaire, la création de l'appareil bancaire se heurte à pareils écueils. En 1872, instruction est donnée par Itō de

fonder des banques d'État à capital privé et pouvant émettre des obligations. Bien que ce système subisse la pression des turbulences politico-économiques des années 1870, il sauve les banques, qui peuvent changer leurs obligations contre des obligations d'État. Les favorise aussi en 1876 la décision d'État de convertir les pensions des *daimyō* et *bushi* en obligations, ce qui accroît la masse d'argent privé versée auxdites banques et leur permet un développement rapide. Entre 1873, date de fondation de la première banque par Shibusawa Ei.ichi et 1879, leur nombre passe à 152.

À partir de 1876, les banques privées – l'entreprise Mitsui fonde la première –, qui ne sont pas réglementées comme celles d'État et n'émettent pas d'obligations, gagnent du terrain. En 1890, ce sont elles qui incitent l'État à édicter des dispositions pour garantir la fiabilité de leur gestion. En 1893, l'État décide de ne plus prolonger les licences des banques d'État parvenues à expiration. La plupart deviennent des banques privées avant 1899.

Avec l'industrialisation, les entrepreneurs sont à la proue de la nouvelle économie. Outre Furukawa Ichibei, une nouvelle élite entrepreunariale apparaît avec Iwasaki Yatarō et Shibusawa. L'un, ex-*bushi*, fonde l'entreprise Mitsubishi, futur groupe mondial. L'autre, fils de paysan, se fait banquier et crée de nouveaux outils de la vie économique, comme la société par actions. Tous deux associent la nouvelle vie des affaires aux valeurs de la tradition, dérivées du code d'honneur des *bushi* ou des idées confucianistes. Leur engagement entrepreneurial profite aussi à l'État.

Dans l'économie agricole, les parcelles cultivées restent petites, la mécanisation traîne, mais l'État dissémine les agences de promotion de méthodes simples et bon marché pour produire plus. Bientôt, la surface cultivée augmente, la qualité du fumier et de la semence aussi. Les entrepreneurs cultivateurs passent à d'autres produits que

le riz, et les plus riches, à de nouveaux secteurs (banque, assurances). Virage technologique et productivité croissante font que les ruraux n'ont plus à migrer pour trouver du travail dans l'industrie.

À la toute fin du XIXe siècle, l'industrie japonaise décolle. L'État donne l'impulsion, planifie, finance, crée les industries, mais reste peu de temps propriétaire et privatise usines, mines et établissements publics. Longtemps le secteur agricole nourrit la population et surtout supporte en bonne partie le coût des nouvelles industries.

Le Japon passe de 30 millions d'habitants en 1868 à près de 50 millions en 1912, son niveau de vie augmente. Par ses efforts généralisés, il prouve qu'il peut égaler les grandes nations. En 1894, après de longues négociations, les traités dits inégaux sont enfin révisés. Un nouveau traité, conclu avec la Grande-Bretagne, fondé sur l'égalité des droits, est censé entrer en vigueur en 1899.

La politique extérieure des années 1970 et 1980

De la réouverture du pays jusqu'à la Première Guerre mondiale, la politique extérieure du Japon vise à se libérer de la sujétion des traités inégaux et atteindre à l'égalité avec les grandes nations. Cette démarche aboutit avec l'alliance anglo-japonaise de 1902 et la victoire sur la Russie de 1905.

Ensuite, tout en donnant de lui l'image d'un partenaire international fiable et coopératif, et même en appelant à la solidarité de l'Asie pour secouer le joug de l'Occident, le Japon, convaincu de sa supériorité, profite de la conjoncture pour s'emparer de Taïwan en 1895, des territoires russes en Chine en 1905, de la Corée en 1910,

du Shandong occupé par la Chine et des possessions coloniales allemandes des mers du Sud en 1919. Violé devenu violeur car inquiet pour son périmètre de sécurité, le Japon se taille son empire colonial, en petit dernier de l'expansionnisme colonial.

Après que les grandes puissances l'ont forcé à s'ouvrir à leur monde dit moderne, le Japon renoue tant bien que mal ses relations avec le continent asiatique. Avec la Chine en 1871, mais non sans que, lors de l'échange des lettres de créance à Pékin en 1873, l'envoyé du Japon ne refuse de faire le *kotow* exigé du partenaire chinois. Avec la Corée ensuite, laquelle ne reconnaît pas le nouveau Japon, qui retarde une éventuelle invasion. Avec Taïwan en 1874, où il lance une expédition militaire, qui lui permet de tester ses forces. L'État-nation se soucie aussi de fixer ses propres frontières. En 1869, il intègre l'île d'Ezo, qui devient le département de Hokkaidō. En 1879, il annexe les Ryūkyū en département d'Okinawa. La population locale est colonisée et discriminée.

La mainmise sur la Corée

Sa prise d'influence en Corée oriente la politique étrangère du Japon jusqu'à ce qu'il l'annexe en 1910. Dès sa création en 1869, la diplomatie japonaise s'affaire à détacher la Corée de son suzerain chinois et empêcher qu'une autre nation la contrôle. En 1881, le Japon envoie des conseillers militaires en Corée aider l'armée royale. En 1882, les adversaires du roi, partisans de l'isolationnisme, tuent plusieurs Japonais et prennent le pouvoir. Le Japon reçoit des indemnités et laisse des troupes à Séoul pour protéger son ambassade. En 1884, avec l'appui secret de celles-ci, un nationaliste coréen, conseillé par Fukuzawa, tente un coup d'État pour réformer

la Corée sur le modèle nippon. Les troupes chinoises interviennent. Pour éviter l’affrontement avec la Chine, le Japon noue avec elle le pacte Li-Itō : chacun des deux pays convient de se retirer de Corée et de tenir l’autre informé en cas de retour.

La guerre sino-japonaise

Ce compromis tient jusqu’à la révolte de Tonghak qui, en 1894, exprime le dépit des Coréens face à la misère et à la présence étrangère. Séoul fait intervenir la Chine. Le Japon envoie aussi des troupes et exige de statuer sur les affaires coréennes au même titre que la Chine, qui refuse. À la suite de quoi le Japon force le régime coréen à déclarer la guerre au voisin chinois. Débute alors la guerre sino-japonaise de 1894-1895. Le Japon mobilise 250 000 hommes et en perd 13 000. Sa victoire permet de montrer à l’Occident sa maturité technique face à la Chine, qui passe pour le vieil homme malade de l’Extrême-Orient.

En 1895, selon les termes du traité de paix de Shimonoseki, la Chine reconnaît l’indépendance de la Corée, tandis que le Japon reçoit, outre des indemnités de guerre, Taïwan et certaines îles voisines, la péninsule de Liaodong ainsi que le droit de construire une voie ferrée en Mandchourie du Sud. Avec Taïwan, il a sa première colonie, même s’il doit y envoyer des soldats pour mater la résistance jusqu’à la Première Guerre dite mondiale.

Toutefois, le Japon n’obtient pas Liaodong, qu’il juge indispensable à sa sécurité et à son expansion coloniale. Bien qu’il ait veillé à ce que les privilèges commerciaux du traité profitent à toutes les nations, la Russie, la France et l’Allemagne l’obligent à renoncer à Liaodong. Le Japon se voit rappeler rudement que malgré ses efforts

d’un demi-siècle, il ne peut ignorer les grandes puissances. Aussi investit-il une bonne partie des indemnités de guerre dans un vaste programme d’armement pour s’assurer que la Triple intervention ne se répète pas. Tout est mis en œuvre pour améliorer l’équipement militaire et le produire sur place.

En 1894-1895, à la suite de la défaite éclair de la Chine, les puissances européennes repensent leur politique asiatique et assurent leurs intérêts régionaux autrement que par traités. Les intervenants en faveur de la Chine exigent d’elle des sphères d’influence en diverses parties du pays et des droits exclusifs sur la construction de chemins de fer et l’exploitation des ressources naturelles. Dans les années 1896-1898, l’Allemagne et la Russie y ouvrent des comptoirs. L’Allemagne s’assure du Shandong. La Russie suit en Mandchourie, avec Port-Arthur sur la péninsule de Liaodong, que son futur chemin de fer de Mandchourie du Sud doit relier aux Chemins de fer Chinois de l’Est, en chantier entre le lac Baïkal et Vladivostok.

L’alliance nippo-anglaise

En attendant, le Japon rebondit. En 1899, lors de la révolte des Boxers et du siège de Pékin, il envoie une forte expédition militaire, qui libère les assiégés. En juillet 1900, après requête anglaise, il envoie près de 10 000 hommes écraser les Boxers. La prestation de ses soldats impressionne. À Tientsin aussi, il participe avec les puissances occidentales à la mondialisation impériale[6].

Pour n’avoir pas trempé dans la Triple intervention de 1895, l’Angleterre a les bonnes grâces du Japon. Le 24 octobre 1900, le Japon participe au traité de Yangtsé entre l’Angleterre et l’Allemagne, censé garantir l’intégrité territoriale de la Chine et le principe de la

Porte ouverte, et se rapproche de l'Anglais. De même, il œuvre avec lui au protocole des Boxers du 7 septembre 1901 à Pékin, où il est convié en partenaire à part entière à sa première conférence internationale. La Russie, qui a pris prétexte de la menace des Boxers sur les lignes de chemin de fer pour occuper militairement la majeure partie de la Mandchourie, est en train de s'imposer en Asie du Nord-Est. Le Japon y voit une menace pour l'intégrité territoriale de la Corée et sa propre sécurité nationale.

L'Angleterre, en difficulté dans son Commonwealth, inquiète aussi de la stratégie navale de l'Allemagne en Méditerranée, cherche à se décharger de l'Asie orientale. Dès 1901, elle entame avec le Japon des négociations informelles qui, le 30 janvier 1902, débouchent sur un traité. Chaque partie s'engage à rester neutre si l'autre guerroie en Asie et à l'aider militairement si deux puissances ou plus l'attaquent.

L'Angleterre empêchera une triple intervention contre le Japon, n'interviendra pas s'il attaque la Russie et reconnaît ses intérêts politiques et économiques particuliers en Corée.

Par ce traité, premier de la sorte entre une nation occidentale et un État asiatique, le Japon obtient la reconnaissance de son égalité diplomatique. L'Angleterre, elle, sort de son isolement politique. En s'alliant avec le Japon, elle vise à rogner sur la construction navale et à déplacer son centre de gravité politique.

La guerre nippo-russe

En avril 1902, à la suite de l'alliance du Japon avec l'Angleterre, la Russie retire ses troupes de Mandchourie en trois vagues, mais s'arrête sans raison à la seconde, prévue pour avril 1903. Le Japon, que la fin imminente du Transsibérien met sous tension, décide

d'obtenir compensation de la Russie. Il accepte de reconnaître les droits de celle-ci sur les voies ferrées de Mandchourie, si elle reconnaît les intérêts du Japon en Corée. La Russie rejette l'offre, qu'elle juge inéquitable, et exige plus de droits en Mandchourie pour elle, et moins de droits en Corée pour le Japon.

Komura Jutarō, ministre des Affaires extérieures, réitère les exigences japonaises dans un ultimatum. Le 6 février 1904, le Japon rompt les relations diplomatiques. Le 10 février 1904, c'est la guerre. Le Japon s'y prépare depuis Shimonoseki. Il a le soutien de sa population.

Ce conflit a une portée mondiale. La presse internationale couvre tout du long cet affrontement mené avec les armes les plus sophistiquées, qui préfigure la Grande guerre. À Port-Arthur, Moukden, Tsushima, les Russes sont écrasés, et leurs flottes d'Extrême-Orient et de la Baltique, décimées.

Dès la bataille de Moukden, le Japon, économiquement épuisé, est prêt à entamer des pourparlers de paix. Le président américain Théodore Roosevelt, qui tient au libre commerce partout en Asie, s'entremet. Komura s'affaire à obtenir une paix favorable au traité de Portsmouth en 1905. La Russie ne paye pas d'indemnités de guerre, mais cède au Japon la moitié sud de l'île de Sakhaline, les territoires de Port-Arthur et de Dalian et le contrôle du chemin de fer du sud de la Mandchourie. Elle reconnaît également les droits exclusifs du Japon en Corée.

Cette victoire d'une puissance asiatique sur une grande puissance occidentale, d'une nation dite jaune sur une autre dite blanche, déclenche l'enthousiasme des peuples qui subissent le joug colonial. Les mouvements de libération nationale en reçoivent une impulsion nouvelle, avec le slogan « l'Asie aux Asiatiques ». Les colonisés de l'Inde visitent le Japon pour comprendre son secret[7]. Dans le monde

islamique, les poètes égyptiens, turcs et persans écrivent des odes au Japon et à son *ten.nō*, les mères nomment leur fils Tōgō du nom du vainqueur de Tsushima. Les peuples européens opprimés par la Russie, comme la Pologne et la Finlande, prennent contact avec le Japon. L'Europe et l'Amérique s'inquiètent du péril jaune[8].

L'Entente nippo-russe et l'annexion de la Corée

La montée du Japon modifie le jeu des alliances. Après que l'Angleterre, dans le but aussi que son alliance avec le Japon ne l'entraîne pas dans une guerre contre la Russie et son allié français, conclut son *Entente cordiale* avec la France en 1904, les accords vont vite entre France et Japon et entre France et Russie.

Sa guerre avec la Russie a affaibli le Japon, qui n'a plus les moyens d'une action militaire avant un moment, mais son armée prend en 1906 l'initiative d'un plan de protection pour consolider sa position récente de grande puissance au moins régionale. Forte est la crainte que la Russie, perçue comme prochain adversaire, ne se venge. Certains observateurs étrangers estiment plutôt que le centre de gravité de l'Histoire vient de basculer de la Méditerranée à l'Océan Pacifique et le Japon trouvera bientôt l'Amérique sur sa route[9]. L'armée japonaise grossit à la hauteur de celle que les Russes entretiennent en Asie, et qu'elle calcule selon la capacité de transport du Transsibérien.

Le 12 août 1905, pour assurer sa sécurité diplomatique, et avant signature du traité de paix russo-japonais, le Japon renouvelle son alliance de 1902 avec la Grande-Bretagne. Le nouveau traité vise à

consolider et maintenir la paix en Asie orientale et en Inde, ainsi qu'à y protéger les droits de la Grande-Bretagne et du Japon. Au Japon est reconnu le droit de prendre les mesures que, dans le respect de l'égalité des chances commerciales pour tous les États et du principe de la Porte Ouverte, il juge nécessaires au contrôle et à la protection de la Corée.

Mais le traité de Portsmouth de 1905 déçoit l'opinion japonaise qui, déjà lors des négociations, exigeait un traitement sévère pour la Russie. Une fois connu le traité de paix, des émeutes éclatent à Hibiya. La loi martiale est décrétée. La détresse financière du Japon offre à la France une belle occasion d'aider son allié russe et d'améliorer ses relations avec le Japon, car elle craint pour ses possessions en Indochine. Aussi, lorsque le Japon lui demande un crédit important, elle accepte de l'accorder si le Japon et la Russie trouvent un compromis.

Le 30 juillet 1907, Japon et Russie signent leur première Entente. Le traité admet du bout des lèvres la politique de la Porte ouverte et le maintien du *statu quo* en Chine. De plus, un traité secret, dont les signataires n'informent que leurs seuls alliés anglais et russe mais que la presse japonaise divulgue assez vite, précise le *statu quo* : le nord et le sud de la Mandchourie sont respectivement déclarés zones d'influence russe et japonaise, la Russie reconnaît les intérêts du Japon en Corée, et le Japon, ceux de la Russie en Mongolie extérieure chinoise.

Avec les traités Katsura-Taft du 29 juillet 1905 et franco-japonais du 29 juillet 1907, la France et les États-Unis acceptent la suprématie du Japon en Corée. Comme les intérêts de la France, de la Russie et de l'Angleterre vont de plus en plus à l'Europe, elles lui donnent blanc-seing en Corée en échange de la sécurité de leurs intérêts en Asie orientale. Dans le second traité russo-japonais du 4 juillet 1910,

les deux parties reconfirment leurs sphères d'intérêt et s'accordent le droit mutuel de prendre toute mesure à même de les assurer. Le 22 août 1910, le Japon annexe la Corée, qui restera sa colonie jusqu'en 1945 et la base de sa politique d'expansion en Asie.

La victoire du Japon sur la Russie le fait entrer comme membre à part entière dans le concert des nations. Deux ans après le traité de paix de Portsmouth, l'Angleterre reconduit son alliance avec le Japon, la France signe avec lui un traité d'entente, et la Russie de même. Le Japon est devenu une grande puissance régionale.

La formation d'un gouvernement de partis

Dès avant la Grande Guerre, les partis politiques participent au gouvernement et dirigent même des cabinets, mais les Premiers ministres sont et restent des nobles de la Chambre haute : Ōkuma Shigenobu en 1898 ; Saionji Kinmochi en 1906 et 1911. Tous deux sont soutenus par l'armée. Après la première amorce des années 1870, les premiers partis qui n'émanent pas de l'oligarchie se forment au début des années 1880.

Le paysage des partis se diversifie peu à peu. Bien que la réduction de la tranche fiscale, après l'entrée en vigueur du droit de vote en 1889, accroisse le nombre d'électeurs, ceux-ci ne comptent que pour un quart de la population mâle adulte. Jusqu'en 1911, les partis politiques eux-mêmes réclament le suffrage universel au Parlement, puis, changeant de priorité, s'infiltrent dans les institutions politiques et administratives.

Un Parti socialiste se met en place. En 1906 est créé le premier Parti socialiste du Japon/*Nihon.shakai.tō*, qui dure un an. L'État poursuit et réprime la gauche. En 1900, la Loi de police et d'ordre public/*Chian.keisatsu.hō* restreint le droit d'expression et de réunion. Les femmes sont interdites de politique. Le mouvement ouvrier montant est mis au ban. En 1911, le socialiste Kōtoku Shūsui et d'autres militants sont accusés de haute trahison et exécutés. Cette répression tarit les activités du Parti socialiste.

Deux partis régissent la politique : les Amis du régime constitutionnel/*Rikken.Seiyūkai*, créé en 1900 ; l'Union constitutionnelle/*Kensei.kai*, créée en 1916, qui devient Parti constitutionnel démocratique/*Rikken.minsei.tō* en 1927. C'est moins leur conservatisme qui les distingue, que la collusion avec les groupes d'intérêts des *zaibatsu*/conglomérats industriels : Mitsui pour *Seiyū.kai*, Mitsubishi pour *Minseitō*.

***Zaibatsu/*conglomérats. –** À partir de Meiji, quatre grands industriels : Mitsui, Yasuda, Mitsubishi, Sumitomo, ont un rôle économique clé dans la politique intérieure et extérieure. Il y a toujours à leur tête une famille, qui a sa propre banque pour la financer. Des douzaines de ces combinats se partagent les marchés nationaux. Mitsui noue des liens étroits avec l'armée, Mitsubishi avec la marine. En raison des liens que les *zaibatsu* ont cultivés avec les militaires quand ils étaient au pouvoir, les Alliés en démantèlent 16 et forcent 26 autres à se restructurer. Les remplacent les *keiretsu* à structure horizontale, composées d'entreprises de diverses industries structurées autour d'une banque et axées sur des actions et relations commerciales mutuelles.

Dans cette lutte d'influence, les partis profitent de tout incident (corruption, abus de pouvoir des politiques) propre à discréditer les élites traditionnelles. L'homme de la rue, dont le suffrage censitaire

empêche la représentation à la Chambre basse, peste contre les maux de la vie urbaine, contre les actes anticonstitutionnels, contre le traité de Portsmouth, etc. Le peuple manifeste parfois des jours entiers pour se faire entendre. Son nationalisme latent et sa volonté de participer plus à la vie politique s'expriment.

Dès le début du XXe siècle, par une tactique de compromis, les partis jouent de leur espace imparti pour infléchir la politique du gouvernement et contrôler Cabinet et Premier ministre. Ils s'implantent sur une large base au plan local et départemental. La fonction de gouverneur de département, nommé par l'Intérieur, est un poste clé pour renforcer leur pouvoir, 90 % des gouverneurs sont affiliés à l'un d'eux en 1910. À partir de 1911, les partis opposent une résistance croissante au régime, qui fait fi des intérêts parlementaires.

CHAPITRE XVII

Période Taishō (1912-1926)

La naissance d'une société urbaine renouvelée est étroitement liée à l'ère de Taishō, qui court *stricto sensu* de 1912 à 1926. L'expression *démocratie de Taishō*, forgée par les historiens, s'applique aujourd'hui aux trois premières décennies du XX[e] siècle pour désigner une phase de libéralisation politique, de consolidation économique, d'évolution sociale et de renforcement de l'implication internationale du Japon. Phase distincte de l'ère de Meiji, autoritaire, et du début de Shōwa, assombrie par l'ultranationalisme. Cette démocratie décline avec les crises économiques de la fin des années 1920. Chômage et licenciements de masse remettent alors en question capitalisme, parlementarisme et démocratie. L'instabilité sociale et la paupérisation massive créent le terreau de l'idéologie ultranationaliste.

La quête d'hégémonie régionale et la politique internationale

Depuis le tournant du siècle, le Japon est de plus en plus présent dans la vie politique internationale. Grâce à son alliance avec l'Angleterre et à sa victoire sur la Russie, il a acquis une reconnaissance internationale. Corée et Mandchourie lui offrent des créneaux économiques avec l'industrialisation croissante. L'annexion de la Corée en 1910 favorise son hégémonie régionale. Les traités internationaux cherchent à endiguer son expansion, le restreignent dans la poursuite de ses intérêts.

Les 21 exigences imposées à la Chine

Entre 1907 et 1917, le Japon acquiert une position d'autant moins contestée en Asie orientale que le fossé se creuse entre les autres grandes puissances. Lorsque celles-ci se lancent dans la Première Guerre dite mondiale qui les retient en Europe, le Japon profite de la faiblesse de la Russie pour élargir sa sphère de pouvoir en Asie et se faire puissance coloniale.

Le 15 août 1914, le cabinet d'Ōkuma Shigenobu exige que l'Allemagne retire ses forces d'Asie orientale et lui livre Shandong. Elle ignore l'ultimatum. Le Japon attaque et occupe le comptoir en Chine et les îles du Pacifique. En novembre 1914, Qingdao tombe. Les prisonniers allemands sont internés au Japon.

En janvier 1915, le cabinet Ōkuma contraint la Chine avec 21 exigences. L'une impose une police sino-japonaise en Chine et des conseillers japonais pour toutes les affaires, ce qui place la Chine sous contrôle colonial du Japon. Elle proteste et boycotte les produits nippons. La pression internationale se fait sentir. Le Japon retire son exigence, mais la Chine doit accepter les autres et le Japon récupère les territoires sous contrôle allemand avant-guerre, le droit de

construire des chemins de fer et la reconnaissance de son statut en Mandchourie.

En 1917, le Japon signe le traité Ishii-Lansing avec les États-Unis, qui deviennent ses alliés. Contre la promesse de ne pas voir entraver leur commerce avec la Chine, les États-Unis reconnaissent les intérêts particuliers du Japon en Chine. L'archipel s'efforce aussi de faire admettre sa position en Chine par les autres puissances, qui se méfient de lui depuis son intervention en Sibérie de 1918.

***Bandō*/Camp modèle de prisonniers. –** Au cours de la Grande Guerre, parmi les 12 camps d'internement de prisonniers, celui de Bandō, sur l'île de Shikoku, qui compte environ 1 000 détenus dont seulement une partie de soldats de métier, est non seulement le plus apprécié mais aussi le mieux documenté. Son chef, Toyohisa Matsue, encourage les prisonniers, qui ont les métiers les plus divers, à toutes sortes d'activités. Bandō devient un camp modèle avec installations sportives, commerces, artisanat et journal. Les détenus nouent des contacts avec la population locale au cours d'excursions. Événements musicaux et spectacles théâtraux contribuent à la compréhension mutuelle. De cette époque date l'amour des Japonais pour la *Symphonie n*° *9* de Beethoven, jouée pour la première fois à Bandō le 1er juin 1918 et partout aujourd'hui pour le Nouvel An.

L'intervention en Sibérie et l'affaire de Nikolaïevsk-sur-l'Amour

La Révolution de février et la chute de la dynastie des Romanov mettent Tōkyō en alerte. L'antimonarchisme du régime intérimaire ne suscite pas la sympathie des politiciens nippons. Les milieux militaires et les Affaires étrangères se méfient des contacts croissants des nouvelles autorités russes avec les États-Unis.

Après le succès de la révolution russe, le Japon tente pourtant d'établir un régime non communiste sur les territoires russes proches, pas encore aux mains des révolutionnaires. En 1918, après la paix séparée de Brest-Litovsk, les États-Unis, l'Angleterre et la France envoient des troupes en Sibérie pour couvrir la retraite de la Légion tchèque. Quand le président Wilson lui demande de participer à l'opération, le Japon y voit l'occasion d'intervenir officiellement, donne 10 000 soldats, mais en envoie *de facto* 70 000 pour protéger les ressortissants japonais.

La défaite des forces antibolchéviques oblige les puissances occidentales à stopper toute intervention active et, début 1920, à quitter le terrain. Tōkyō reste pour tirer avantage de sa présence militaire. Dans le détroit de Tartarie, il lance un chantier de fortifications. Mais sa perspective de contrôle total de la région échoue face à l'action bolchévique. En mars 1920, à Nikolaïevsk-sur-l'Amour, le détachement du commandant Yakov Tryapitsyn tue à la baïonnette des centaines de Japonais, y compris des civils. Tōkyō mène alors des actions punitives à Khabarovsk et Primorye, occupe la moitié nord de Sakhaline jusqu'en 1925 et repousse à cette date sa reconnaissance de l'Union soviétique.

En 1920, pour éviter l'affrontement avec le Japon, les bolcheviks créent l'espace-tampon de la République d'Extrême-Orient. Tōkyō échoue à exercer une pression militaire et diplomatique sur ladite République. Aux conférences de Dairen (1921) et Changchun (1922), ses exigences outrées capotent aussi. Le 25 octobre 1922, il doit retirer de Sibérie ses troupes, déjà arrivées jusqu'à Irkoutsk. Il reste à Sakhaline jusqu'en 1925. Dès le 19 novembre 1922, la République démocratique d'Extrême-Orient devient partie de la République socialiste fédérative soviétique de Russie. La coûteuse intervention du Japon en Sibérie ne lui rapporte guère[1]. Tout au plus les officiers

japonais découvrent-ils l'existence des juifs et de l'antisémitisme dont ils ramènent l'idée au Japon[2].

La Conférence de la paix et le rejet de la clause d'égalité raciale

En 1919, à la Conférence de la paix de Versailles, le Japon siège en vainqueur mais ne gagne pas sur tous les plans. Son but y est double : confirmer sa souveraineté sur les ex-colonies allemandes ; faire valoir le principe d'égalité raciale dans la charte de la Société des nations pour exorciser la peur du péril jaune et les lois antijaponaises aux États-Unis et ailleurs. Wilson et d'autres leaders politiques n'acceptent que la première exigence. L'opinion publique japonaise crie à l'hypocrisie de l'Occident. Cette conférence entérine néanmoins le rang de grande puissance du Japon, promu quatrième membre du conseil de la Société des nations. Sa place est éminente, désormais, dans le nouvel ordre international[3].

Le système des deux partis

Entre-temps, les machinations de Katsura Taro pour éliminer le Parlement suscitent de nouvelles protestations. Des dizaines de milliers de personnes se rassemblent en 1913 au parc de Hibiya pour réclamer la démission du Cabinet. Le Premier ministre, le général Katsura Taro, se retire en 1913. L'amiral Yamamoto Gonbei fait une année, puis démissionne à la suite d'une affaire de corruption – les firmes Vickers et Siemens payent des pots-de-vin pour avoir un

contrat d'armement et de construction. Arrive Ōkuma Shigenobu, qui quitte ses fonctions en 1916, après le scandale Ō.ura, autre affaire de corruption.

Les suites de la Grande Guerre et de l'intervention du Japon favorisent l'avènement de la démocratie de partis. Nombre de manifestations éclatent. La plus grosse survient en juillet 1918 avec les émeutes du riz. Des aliments de base ont été livrés aux troupes de Sibérie, alors que la mauvaise récolte précédente a fait bondir le prix du riz. Les troubles gagnent vite tout le pays. Les ouvriers font grève en usine. Près de deux millions de personnes participent au mouvement. La police réprime durement. En poste depuis 1916, le Cabinet Terauchi Masatake démissionne.

Les Anciens/*genrō* ne peuvent faire autrement que de confier la charge du Cabinet au chef du *Seiyūkai*, de Hara Takashi, qui enrôle nombre de membres du parti qu'il préside. Il est le premier « bourgeois », non issu des régions du Sud, à occuper cette fonction. Après lui, jusqu'en 1932, tous les Premiers ministres ou presque sont des politiciens de parti, sauf pour l'armée, la marine et les Affaires extérieures. C'est le début de la démocratie dite de Taishō. Les nouvelles élites politiques relaient les oligarques de Meiji.

La politique libérale

La tâche la plus urgente est d'intégrer les intérêts antagonistes, et ce d'autant plus que la tension politique et sociale se décharge dans les troubles et attentats terroristes. Le suffrage électoral censitaire est abrogé, le suffrage électoral universel pour les hommes introduit en 1925, et les premières élections générales réalisées en 1928. Mais le cadre institutionnel ne change pas. Le pouvoir légal de l'ex-oligarchie

est peu entamé. Les *genrō*, le conseil décisionnel impérial, la Chambre haute restent en place et, comme l'armée, exercent le pouvoir.

L'euphorie qui suit la fin de la Grande Guerre stimule les groupes d'opposition dans ces années 1920 et 1930. Le Parti Communiste du Japon est créé en 1922, dans la foulée de la révolution d'Octobre. Les socialistes tentent de fonder des partis qui contournent la répression de l'État, mais leurs démêlés internes les bloquent. La répression n'est jamais totale, car la Gauche mobilise peu l'électorat rural et ne menace pas vraiment. Elle reste une épine dans la chair des conservateurs, car elle se reforme et déploie une activité clandestine.

Les mouvements sociaux classiques gagnent en puissance et élargissent leur base. Le mouvement ouvrier, qui s'évertue à former des syndicats depuis 1896, reste dans l'ombre. Seul le *Yūai.kai* de Suzuki Bunji représente les ouvriers de l'industrie.

Avec le boom des années de guerre, l'afflux de main-d'œuvre conduit, avec l'appui du mouvement socialiste, à la radicalisation du mouvement ouvrier, qui s'exprime avec les luttes ouvrières et les grèves. Les syndicats n'ont pas de reconnaissance juridique et, avec la répression des fonctionnaires de gauche à la fin des années 1920, perdent leur influence sur ces ouvriers.

Mené quasi uniquement par des femmes de la couche moyenne urbaine, le mouvement féminin, qui remonte au début des années 1880, est d'abord interdit de politique. À partir de 1900, il n'est plus guère actif que dans le bien-être et la bienfaisance. En 1911, la célèbre publiciste Hiratsuka Raichō et Itō Noe animent la revue *Seitō/Bas bleu*, courant protestataire qui orchestre un débat sur la conscience féminine et agite un large spectre de thèmes et adopte une perspective internationale[4]. En 1920, avec la journaliste Ichikawa Fusae, elle fonde l'*Union des femmes nouvelles/Shin.fujin.kyōkai*, qui

exige le droit de vote. En 1922, à la suite de leur action, une loi de police autorise les femmes à militer.

De nouvelles représentations d'intérêts surgissent. En 1918, les employés créent leur premier syndicat, le SMU/Salariimens Union. En 1922, le mouvement de libération des *burakumin*, minorité discriminée, devient la Société des Niveleurs, organisation faîtière nationale. En 1926, le Mouvement pour l'art populaire/*Mingei.undō* se forme, qui oppose un artisanat national, quotidien et bon marché à la modernisation et à l'occidentalisation.

L'éventail thématique de ces mouvements atteste la diversification croissante des intérêts après 1918. La présence du peuple y est plus forte qu'avant-guerre, mais ce n'est pas un mouvement de masse. Partis, syndicats et associations restent en effet réprimés par l'État. La loi de police de 1900 est complétée en 1925 par celle de Protection de l'ordre public/*Chian.iji.hō*, qui s'oppose aux activités politiques des mouvements de paysans et de travailleurs et d'autres groupements libéraux et de gauche. Renforcée en 1928, cette loi sévit jusqu'en 1945.

La phase du régime de partis s'étale de 1918 à 1932. Sauf une interruption de 1922 à 1924, les deux grands partis, *Seiyū.kai* et *Kensei.kai* (*Minsei.tō* à partir de 1927) restent au pouvoir. L'extension prudente de la participation politique explique que la période entre 1918 et 1927-1928 soit dite démocratie de Taishō. À cette expression sont associés le boom économique, l'engagement politique international accru du Japon et son ouverture culturelle à l'Occident.

Le boom économique

Rangé du côté de l’Entente dans la Grande Guerre mais « belligérant déchargé de la guerre[5] », le Japon se mouille peu dans le conflit, sinon pour occuper les colonies allemandes et envoyer des marins et des infirmières en Méditerranée. Son économie profite néanmoins de la vacance des Alliés, retenus sur le théâtre européen des opérations. Ses exportations accroissent l’essor amorcé depuis la reprise économique de 1905.

Les nouvelles entreprises créent des centaines de milliers d’emplois, qu’occupent les saisonniers issus en partie des campagnes. Après 1905, les statistiques attestent la migration rurale et la croissance du secteur non agricole. Le nombre des agents agricoles tombe d’environ 16,7 millions en 1905 à 2,3 millions en 1920. Le nombre des agents d’industrie et de services chute d’environ 4,3 millions à 12 millions. Le secondaire et le tertiaire accueillent les migrants ruraux.

Entre 1916 et 1918, la guerre fait bondir la demande de travailleurs des secteurs minier et industriel. En conurbation, le renforcement administratif du public et du privé, l’extension du réseau de transports et communications, le développement des services créent aussi nouveaux métiers et nouveaux emplois.

Partout, même dans les régions reculées, le recrutement est intensif pour couvrir les besoins de main-d’œuvre. En 1919, rien que pour l’extraction du charbon, 60 000 recruteurs sont en action. De larges pans de population sont mobilisés. Les villages les plus écartés sont happés par l’industrie.

Les activités internationales

En 1919, le Japon siège à la Conférence de la Paix, entre à la Société des nations et à l'International Labor Organization. Aux conférences de désarmement, en 1921 à Washington, puis en 1930 à Londres, il est présent. Il essuie des camouflets : le rejet de sa clause d'égalité raciale ; la réduction de ses forces navales du Pacifique ; le décret américain de 1924, qui interdit aux Japonais d'immigrer.

Le Japon exploite sa position en Chine et en Mandchourie. Deux fois en poste, Shidehara Kijūrō, ministre libéral des années 1920, a une politique conciliante de traités, qui assure l'importation des matières premières pour l'industrie et subvient aux besoins alimentaires nationaux. Entre les deux mandats de Shidehara, Tanaka Giichi, ministre conservateur des Affaires extérieures, mène en Chine une politique plus agressive, qui suscite la nippophobie.

L'expansion urbaine

À partir de la fin des années 1880, la croissance démographique, de 16 à 56 millions entre 1888 et 1918, et les difficultés des zones rurales amènent un fort exode à la ville, censée offrir de nouvelles possibilités.

D'où la croissance disproportionnée des six grandes villes : Tōkyō, Yokohama, Nagoya, Ōsaka, Kyōto et Kōbe. Leur nombre d'habitants quadruple ou quintuple en peu de temps. Entre 1888 et 1918, il couvre de 6 à 11 % de la population totale, tandis que les villes moyennes de 10 000 à 50 000 habitants croissent de 5,5 % à 15,4 %. En 1920, Tōkyō atteint les deux millions d'habitants. L'urbanisation s'étend à tout le pays.

Même en 1918, alors que deux tiers de la population vivent à la campagne, les villes ont un rôle de proue dans la mutation tous

azimuts du mode de vie. Dans la foulée de l'exode rural se forment des quartiers misérables et insalubres, qui placent la question sociale au cœur de la politique urbaine. Les grandes villes ont un rôle pilote dans la lutte contre les effets négatifs de l'industrialisation.

À la surchauffe du premier conflit mondial succède la phase de consolidation des années 1920, marquée par la récession et le chômage subséquents. Après 1918, les autorités des grandes villes affrontent la question sociale. En effet, la pauvreté gagne, les quartiers misérables se multiplient, les classes inférieures protestent. En 1919, l'administration d'Ōsaka, suivie par d'autres villes, crée la première section des affaires sociales. Ces sections deviennent des centres de recherche sur la société urbaine, qui mènent de vastes enquêtes sur ces mêmes quartiers. Les politiques prêtent attention à la nouvelle classe moyenne. Les sondages sur les employés masculins et féminins montrent qu'il faut soutenir ce groupe, qui passe pour un élément de stabilité en période économique difficile. Les autorités se soucient visiblement d'intégrer au mieux les divers groupes sociaux dans le nouvel environnement urbain.

La nouvelle apparence de Tōkyō

Parallèlement à l'industrialisation, l'urbanisation pose les jalons de la mutation du Japon, non pas tant de la croissance démographique urbaine que le renouvellement de l'image de la ville, qui se mesure notamment à l'évolution architecturale.

Tandis qu'Ōsaka se mue en grande ville industrielle que dominent vers 1914 les cheminées fumantes de ses plus de deux mille usines, Tōkyō exhibe les édifices qui lui donnent son allure de capitale moderne : grands magasins à l'occidentale, théâtre impérial, Imperial

Hotel, complexe Marunouchi, Parlement. Elle mue encore après le séisme du 1er septembre 1923, qui détruit les trois-quarts des foyers.

Sa reconstruction lui apporte nouveaux ponts, rues plus larges, nouveau réseau de trains et de tramways, nouvelles conduites d'eau, plus d'installations électriques souterraines et de parkings. Les plans d'assainissement des quartiers pauvres, de création d'un habitat moderne et d'aménagement des faubourgs, conçus les années précédentes, se réalisent à une échelle accrue.

Le vieil Edo disparaît, même s'il conserve ses quartiers traditionnels et mille et une petites boutiques et échoppes, qui donnent à nombre de quartiers leur air de villages agglomérés. Le centre, les quartiers de commerce et d'affaires, les nœuds ferroviaires, les zones de plaisir sont plus vastes et resplendissants que jamais. Dans la foulée de la reconstruction, Ginza, quartier du centre, est rebâti en lieu de commerce et de flânerie. Surgissent gares, banques, usines, bordels, ainsi que cafés, cinémas et dancings. Les immeubles en béton à plusieurs étages poussent. Le roman *La Sumida* (1909) de Nagai Kafū relate la fin de la ville basse.

La ville déborde sur sa périphérie. Au nord et au sud, les quartiers industriels où les ouvriers s'agglomèrent. À l'ouest, les faubourgs de la nouvelle classe moyenne, alignés sur le modèle anglais de la cité-jardin. Toutes ces localités forment le Tōkyō nouveau.

L'extension urbaine fait des infrastructures, de l'approvisionnement en eau et en énergie et de la circulation interurbaine une urgence. Le réseau ferré se tisse dans les années 1880. Vers 1900, Tōkyō compte près de 4 600 *rickshaws* et 300 trolleys tirés par des chevaux. Voies ferrées et trams les remplacent dans les années qui suivent. En 1904, la ligne Chūō, l'un des axes majeurs d'est en ouest, s'ouvre. En 1915, la ligne Yamanote suit, qui forme un anneau circumurbain en 1925. Entre 1911 et 1914,

le réseau de tramways apparaît. En 1927, la première ligne de métro relie Ueno et Asakusa. L'État prend en charge le réseau interne. Les chemins de fer privés charrient les navetteurs et investissent dans les faubourgs.

Les nouveaux métiers

Les deux guerres de 1894-1895 et 1904-1905 et le déplacement de l'industrie de l'espace rural à l'espace urbain renforcent la mobilité de la population, qui augmente encore à partir de 1916, surtout grâce à l'essor économique engendré par la guerre.

Les villes et centres industriels n'attirent pas les seules couches inférieures rurales. Elles offrent aussi aux jeunes privés d'héritage par le système familial traditionnel, la chance de mener une vie indépendante de la cellule familiale et de fonder leur propre famille. Les migrants mieux éduqués ou qui se forment à Tōkyō se font employer et forment le noyau de la classe moyenne, qui porte la nouvelle culture urbaine. Avec de meilleurs revenus, dans une conjoncture économique favorable, le mode de vie des ouvriers de l'industrie, au moins dans les grandes entreprises, se rapproche de celui de la classe moyenne.

Pour les femmes aussi, l'essor économique ouvre des activités lucratives extra-domestiques. Lors de la première industrialisation, le travail industriel s'ajoute au travail en famille. Les femmes et les jeunes filles, même sur des emplois souvent à durée déterminée, forment le gros du personnel au service de l'industrie textile, fort importante pour l'exportation et l'industrie dans son ensemble. On les recrute dans les campagnes contre une somme versée à leurs parents. Contrat honoré, elles rentrent au village et se marient.

Dans les deux premières décennies du xxe siècle, un large spectre de métiers modernes s'offre aux femmes : transports, administration d'entreprise, services commerciaux, téléphonistes, coiffeuses, journalistes, etc. Ces femmes actives de la classe moyenne sont mieux éduquées que leurs consœurs des usines, plus flexibles aussi. Cette activité, comprise entre la fin de leurs études et le mariage, ne leur donne pas l'autonomie. L'accès à ces nouveaux métiers symbolise néanmoins un nouveau mode de vie urbain.

L'évolution de la famille

Les années 1920 sont prélude à l'évolution du mode de vie de larges couches de la population. Les nouveaux arrivants s'intègrent, voire se sédentarisent. À la fin de la décennie, les conditions de vie des familles de la classe moyenne et d'une partie de la classe ouvrière s'améliorent. L'évolution des budgets domestiques le montre. La mortalité du nourrisson, forte dans la première décennie, recule. Les revenus en hausse creusent le fossé entre les différents groupes sociaux et infléchit la tendance à la consommation. La classe moyenne atteint plus tôt que la classe ouvrière un niveau de revenu qui lui permet de vivre au-dessus du minimum existentiel pour l'éducation, les loisirs, le logement, les vêtements et les relations sociales.

La famille se fondait sur un système paternaliste, avec au centre la lignée à vénérer et prolonger, tâche qui incombait en principe à l'homme, au fils aîné, qui héritait des biens, gérait le budget, veillait sur les parents, les frères et sœurs. Cette famille élargie, système paternaliste où cohabitent trois générations et souvent aussi les sœurs cadettes du chef de famille, sert la cohésion de l'État ten.nōïque mais

tend à disparaître au début du XX[e] siècle avec la mobilité et l'indépendance économique de certains membres de la famille, qui va de pair avec l'industrialisation et l'urbanisation. Le premier recensement de 1920 montre que plus de la moitié des familles, les deux tiers dans les grandes villes, comptent juste parents et enfants. La population urbaine de ces années 1920 et 1930 vit déjà en famille nucléaire.

À la différence des commerçants et des artisans, pour qui foyer et atelier ne sont pas séparés, et dont les membres de la famille travaillent souvent ensemble, les ouvriers et employés, quand ils ne vivent pas au foyer fourni par l'employeur, ont un lieu de travail distinct de leur lieu de vie. Pour des raisons financières, les employés se logent en faubourg et font de longs trajets pour aller à leurs bureaux du centre-ville. La distance spatiale, qui délimite les aires du travail et de la famille, fait émerger une sphère de vie privée.

Depuis les années 1890, la politique diffuse l'idéal féminin, utile au maintien de l'État-nation, de la bonne épouse et mère sage, citoyenne affectée à l'entretien de l'époux et à la bonne éducation des enfants, tâches censées contribuer à la prospérité du pays. L'État s'efforce de renforcer la famille, mais assigne des limites à la sphère privée. Au cours des années 1920 et 1930, selon un processus très variable selon la couche sociale, se forment la structure familiale et la répartition des tâches au sein des foyers d'ouvriers et d'employés.

Chez les ouvriers, avec l'amélioration des revenus en 1919-1920, le nombre des épouses actives chute de 70 % vers 1915 à 25 % dans la seconde moitié des années 1920. Dans la classe moyenne, c'est l'inverse. Alors que les femmes n'avaient pas coutume de travailler en dehors de la maison, il se forme, avec les nouveaux métiers industriels et de services, un marché du travail riche en possibilités. La hausse des prix contraint nombre de femmes à travailler. Le

nombre d’épouses mariées, employées ou fonctionnaires, reste bas. Certaines femmes, mariées et mères de plusieurs enfants, continuent à travailler.

Durant les années 1920 se forme au sein de la nouvelle couche moyenne une famille urbaine, réduite, avec sa répartition des tâches et son cycle de vie typiques. La tradition familiale, sur laquelle veille la belle-mère, se perd progressivement. La « petite » famille tisse sa propre stratégie pour se poser dans son environnement et atteindre le niveau de vie souhaité. Pour ce faire, elle s’aligne sur les modèles que lui offrent les projets de réforme ou les images du mode de vie occidental diffusées par les médias.

Après 1918, pour lutter contre la misère des quartiers et le manque d’hygiène, diverses initiatives facilitent l’existence, proposées par exemple par la Ligue d’amélioration de la vie. Cette organisation semi-étatique, soutenue par divers ministères, vise à éclairer la population et diffuser la connaissance des critères de vie saine et rationnelle, ainsi qu’à aider les familles à vivre en bonne santé, avoir un niveau de vie plus élevé et jouir d’une meilleure qualité de vie. Livres, brochures, périodiques, conférences, émissions de radio, foires et expositions multiplient les conseils et suggestions sur une palette qui va du modèle occidental aux techniques ménagères. De nouveaux modes de consommation se forgent, surtout axés sur l’*American way of life* façon *Babbitt*. Les manuels d’économie domestique insufflent un modèle standard de vie, qui oriente pour longtemps les idées de la famille.

Le cas du vêtement illustre l’intégration des nouvelles formes. La Ligue pour la réforme de la vie propage les modèles d’habits masculins et féminins adaptés au quotidien, simples à fabriquer et à porter, qui n’entravent pas la mobilité, permettent d’emprunter les

transports modernes et facilitent le travail au bureau. La coupe occidentale répond au mieux à ces exigences.

L'habit masculin prend vite. Le costume devient quasi l'uniforme de l'employé, du fonctionnaire, du personnel des services, mais l'homme passe au retour du travail une tenue japonaise, plus commode sur tatami. Pour la femme, la conversion vestimentaire est plus lente. Les nouveaux métiers féminins amènent l'habit de service, tel celui de contrôleuse de bus à Tōkyō. Toutefois, vers 1925, même à Tōkyō, seule une minorité se vêt à l'occidentale. En 1926, la figure de la *moga*, abréviation de *modān garu/modern girl*, qui flâne dans Ginza, coiffée à la garçonne, symbolise l'occidentalisation du mode de vie urbain.

Le comportement alimentaire évolue. Il intègre diverses céréales, patates douces, pommes de terre, ainsi que volaille, fruits et légumes. L'ouverture de boulangeries, boucheries et laiteries offre de nouveaux produits, qui infléchissent la gastronomie dans un premier temps. Dans les années 1920, les plats occidentaux, souvent très adaptés au palais et à la bourse des Japonais, entrent dans les cuisines, de concert avec les recettes que diffusent les périodiques féminins.

L'habitat, selon le vœu des réformateurs, combine diversement éléments nippons et occidentaux. Les variations vont de la pièce occidentale de la maison nippone à la demeure occidentale et meublée comme telle en passant par le style mixte. Lors des expositions, le public se familiarise avec de nouvelles formes de mobilier, de la décoration du salon au frigidaire, de la machine à laver au poêle à mazout, en passant par la cuisine intégrée. Ces objets, comme les immeubles modernes construits après le séisme, sont accessibles à la seule classe supérieure et moyenne supérieure et aux couches aisées.

La répartition des pièces, du moins dans les grandes maisons, tient davantage compte des besoins privés de la famille. Mais ces possibilités restent limitées. La plupart des habitants de Tōkyō et autres grandes villes vivent souvent dans des maisons de bois traditionnelles à un étage ou deux, juste pourvues du gaz et de l'électricité, qui ne s'imposent que dans les années 1920 et 1930. L'alimentation en eau se fait surtout par des puits privés ou communautaires, car le système de pompage indispensable à l'adduction d'eau dans les maisons est cher. Les demeures privées qui bénéficient de l'électricité peuvent utiliser les instruments électriques (ventilateur, fer à repasser, machine à coudre, fourneau, toaster, cafetière, etc.) – un outillage que peu peuvent s'offrir.

Les magazines illustrés formatent l'idée d'un style urbain moderne et les désirs et besoins *ad hoc*. Avoir un intérieur occidental est un rêve. Certains items anodins disent l'évolution des habitudes. La classe populaire a son propre lit – non plus prêté comme jadis –, une table basse de salle à manger, des étagères à vaisselle, un fourneau à charbon de bois. L'habitat, jusqu'ici limité à une seule pièce, a désormais une à deux petites pièces en plus, souvent cuisine et toilettes. La famille ne dépend plus d'équipements communautaires et se constitue plus aisément en cellule.

Dans la classe moyenne, les conquêtes occidentales ou leurs adaptations locales s'imposent selon les besoins immédiats et possibilités financières. Parmi les innovations : la batterie de cuisine adaptée aux nouveaux aliments, la gazinière ou l'évier, la penderie pour les costumes de l'homme, des chaises pour la véranda. En revanche, peu de familles peuvent s'octroyer un symbole social comme une pièce occidentale pour accueillir les invités.

Les repas ne se servent plus à de petites tables à hauteur variable selon la personne, mais à la table basse éclairée d'un plafonnier, qui

renforce l'intimité familiale. La publicité impose ce meuble, dont elle fait le symbole du foyer urbain moderne. Les familles, en dépit des différences sociales, alignent leurs habitudes sur les mêmes représentations bourgeoises du foyer familial.

Pour nombre de citadins, cette nouvelle culture se manifeste dans l'offre de loisirs : cinéma, dancing, théâtre, salle de concert, fontaine à soda, restaurant et surtout le grand magasin, notamment Mitsukoshi. Culture de consommation et de loisir à la mesure du temps limité qu'ont les actifs qui en profitent, à savoir les employés, ouvriers et étudiants, les plus jeunes ou les célibataires. Le roman de Tanizaki Jun.ichirō, *Chijin no ai/Un amour insensé,* illustre jusqu'à la satire la mode de l'Occident, dont l'une des figures est la *moga*, équivalent contemporain de notre garçonne. Hormis le cinéma occasionnel, les couples mariés n'ont, eux, ni le temps ni les moyens de s'amuser.

Avec le niveau accru de formation et de pouvoir d'achat, les mass media s'envolent. *Via* le théâtre impérial ouvert en 1911 et les films étrangers, le public se frotte à de nouveaux modes de pensée et comportements. Les films tournés après la fondation de la première société cinématographique japonaise (1912) se passent souvent en milieu occidental. Les stars miment les gestes et comportements *ad hoc* pour les transmettre au public. Le disque, le film et en 1925 – juste après son apparition en Europe – la radio démultiplient la culture de masse d'origine urbaine.

Rien qu'entre 1914 et 1923, outre les grands quotidiens en circulation depuis l'ère Meiji, surgissent près de 400 périodiques : 136 pour l'art et la littérature, 55 pour les questions sociales, 28 pour les enfants et les écoliers, 2 pour l'économie et l'industrie et 20 pour les femmes et la maison. En 1927, le tirage annuel des principaux périodiques atteint 40 millions d'exemplaires pour 65 millions

d’habitants. Entre 1918 et 1926, le quotidien *Nichi.Nichi.Shinbun* passe de 350 000 à plus de 800 000 exemplaires et, vers 1926, l’*Ōsaka.Mainichi* tire à 1,2 million. Lire le journal fait partie des loisirs de l’employé et de l’ouvrier. Dans les années 1920, des dizaines de milliers de foyers lisent au moins un journal.

L’évolution socio-économique des années 1920 aux années 1930 ne connaît pas de rupture majeure. Hausse démographique et afflux de population procurent aux villes un taux de croissance élevé, dont les plus grandes profitent. Dès 1932, même après la crise économique mondiale, la croissance économique et industrielle se rétablit et, dans la seconde moitié des années 1930, s’accélère en bonne partie grâce aux efforts d’armement. En 1940, près de 30 % de la population vit dans les grandes villes de plus de 100 000 habitants. En même temps, le fossé entre villes et campagnes se creuse, qui favorise la pénétration des idéologies droitières en région rurale.

En revanche, dans les villes, l’évolution socio-économique amorcée à l’ère de Taishō se poursuit de plus belle dans le sens de la formation d’une classe moyenne. La crise économique mondiale se ressent, avec chômage et baisses de salaire, mais les familles d’ouvriers et d’employés, comme le montre leur budget dépenses quasi inchangé, persévèrent dans le mode de vie qu’ils ont embrassé dans les années 1920, et ce malgré des revenus stationnaires et sans pouvoir participer directement à la reprise économique. Ces structures quotidiennes, legs urbain de l’ère de Taishō, porteront leur fruit après guerre, puisque c’est la classe moyenne urbaine qui montrera la voie à tous les autres groupes de la population[6].

SEPTIÈME PARTIE

PÉRIODE CONTEMPORAINE : DEUXIÈME ÉPOQUE DE RÉNOVATION JUSQU'À LA FIN DE LA HAUTE-CROISSANCE

CHAPITRE XVIII

Période Shōwa. Première partie (1926-1945)

D'une durée de 63 ans, l'ère Shōwa (1926-1989), dont l'appellation signifie Paix éclairée, est le règne le plus long d'un souverain japonais, marqué après 1945 par la fin de la divine souveraineté impériale et la reconstruction démocratique. La période se divise en deux parties : de la phase impériale à la fin de la guerre ; de l'après-guerre avec le boom économique à la mort du *ten.nō* en 1989.

Avec l'effondrement des marchés internationaux consécutif à la Grande Dépression de 1929 et de 1930, le Japon pâtit du protectionnisme occidental. Les marchés de la soie et du coton s'effondrent. Seules les grandes entreprises résistent, reportant le poids des prix sur leurs fournisseurs et sous-traitants. Des manifestations éclatent.

Le jeune Hirohito devient *ten.nō*. L'idéologie socialiste prospère chez les paysans et les ouvriers. Les associations nationalistes aussi, composées d'officiers et de politiciens de droite qui, comme à la fin

du shōgunat Tokugawa, forment de petits groupes d'activistes. Prompts à répandre la terreur par l'assassinat politique, ils tentent de convaincre l'armée de prendre la tête du pays.

La Mandchourie, créneau d'expansion

L'armée du Shandong, basée depuis 1905 en sud-Mandchourie, ne répond de ses actes que devant le *ten.nō* et agit souvent sans l'aval de Tōkyō. Le 18 septembre 1931, elle passe au stade inédit de l'agression. Elle mise sur l'appui de la presse, des militaires, des conglomérats. En décembre 1931, faute d'enrayer la situation, le Premier ministre Wakatsuki Reijirō (1866-1949) démissionne.

***Kantōgun*/armée du Guandong ou Kwantung. –** Créée en 1906, basée en garnison dans la concession territoriale du Guandong cédée par la Russie au Japon, chargée de surveiller les chemins de fer de Mandchourie du Sud et d'administrer la région, ladite armée devient l'une des forces les plus importantes de toute l'armée impériale, qui passe de 10 000 à 1 300 000 hommes à la fin de la guerre d'Asie-Pacifique. Elle a son quartier général à Xinjing et, parmi ses membres, compte le commandant Tōjō Hideki. Durant les années 1930, sans l'aval de Tōkyō, elle envahit la Mandchourie, que le Japon déclare indépendante de la république de Chine et dont il fait en 1932 l'État mandchou (*Mǎnzhōuguó*). L'opinion internationale, elle, parle d'État fantoche. En août 1945, décimée par les Soviétiques, ladite armée se rend. Plus de 600 000 de ses soldats partent en captivité chez les Russes.

La Mandchourie offre au Japon une mine de matières premières, un débouché à ses produits, un exutoire économique pour sa surpopulation. Nombre de Japonais, plus de 200 000, y travaillent

déjà en 1930, au service du chemin de fer de Mandchourie du Sud. Les travailleurs étrangers chinois y sont plus nombreux, de 300 000 à 500 000 par an dans les années 1920. En plus de cette concurrence, les entreprises chinoises montent un chemin de fer, qui inquiète. Les activités antijaponaises du *Kuomintang* attisent l'ambiance. L'armée du Shandong est tentée de contrôler toute la région.

Les partis politiques, soucieux du statu quo, font barrière. Avec le traité de Londres de 1930, le Japon perd le droit d'armer une marine de guerre égale à celle des États anglo-saxons, mais cette concession lève son isolement international, et ses intérêts mandchous et mongols ne sont pas compromis.

L'insatisfaction populaire croissante

La situation piteuse des paysans et des petites et moyennes entreprises suscite des plaintes contre les partis. Une partie de la population estime que leurs décisions sont favorables aux *zaibatsu* et doute de leur capacité à régler les problèmes. En 1931, le gouvernement d'Inukai Tsuyoshi interdit d'exporter l'or. La chute du yen facilite aussitôt l'export. L'industrie lourde et chimique repart. Les mesures du ministre des Finances, Takahashi Korekiyo, appuient la reprise. Le Japon sort de la dépression avant les États-Unis et l'Angleterre.

L'insatisfaction politique croît. Un mouvement pour le renouveau se forme. Y adhèrent des groupes civils autant que militaires, qui veulent arracher le contrôle du pays aux partis et raffermir la position du Japon dans le monde, mais divergent sur la méthode. Une majorité de réformistes appelle à la restauration de Shōwa, c'est-à-dire à la dictature militaire et l'expansion massive en Chine.

À la base de ces courants, l'agrocentrisme, né après la Grande Guerre, qui réagit contre l'industrialisation et l'urbanisation menées aux dépens des ruraux, stigmatise le capitalisme et la pensée étrangère, prône l'autogestion villageoise et l'agriculture au fondement de l'empire.

Dans sa *Trame d'un plan de restructuration du Japon* (1923), Kita Ikki prône un socialisme d'État respectueux du *ten.nō*. L'étatisation des industries clés, la réforme rurale, la confiscation de la fortune privée, la formation d'une armée forte doivent régénérer le pays, garantir un espace à même de nourrir la population des 240 à 250 millions de Japonais attendus au second millénaire, libérer les peuples de Chine et d'Inde du colonisateur occidental.

Dans l'armée, la radicalisation est le fait d'officiers subalternes, souvent issus de la petite paysannerie que la crise économique et l'industrialisation ont durement affectée[1]. Certains créent en 1929 la Société du cerisier en fleur/*Sakura.kai*, qui fomente en vain le coup d'État de mars 1931. Leurs auteurs présumés écopent de peines légères.

L'incident de Moukden

Durant cette phase instable, l'armée du Shandong intervient en Mandchourie. Le 18 septembre, à Moukden, un officier pose un explosif sur le rail du train de Mandchourie. L'explosion ne le ralentit pas, mais l'incident suscite l'émeute et sert de prétexte à l'intervention militaire. Dans le dessein d'occuper toute la Chine du Nord, l'armée du Shandong investit promptement Moukden.

Le Japon, qui tient d'abord à maintenir sa politique extérieure, désapprouve cet expansionnisme militaire. Mais l'opinion exulte,

l'état-major approuve et les civils échouent à contrôler l'armée, si bien que le régime a les mains liées. La tension entre son impéritie et l'activisme de l'armée est pour beaucoup dans le fait que les grandes puissances, malgré les appels à l'aide de la Chine, tardent à agir et pour finir ne font rien.

L'armée japonaise renforce son contrôle de la zone, qu'elle déclare indépendante de la république de Chine et baptise Mandchoukuo/*Manshū.koku* le 18 février 1932, avec pour chef du nouvel État Puyi, originaire de Mandchourie et dernier empereur des Qing. La SDN envoie sur place la commission Bulwer-Lytton pour déterminer si le Mandchoukuo est vraiment un État indépendant. En février 1933, les 42 États de la SDN condamnent l'action du Japon et qualifient de fantoche l'État de Mandchourie. Le 27 mars 1933, le Japon quitte la Société des nations. L'ordre collectif établi par le traité de Versailles vole en éclats.

La défaite des partis politiques

Lors de la crise de Mandchourie, les militaires reprochent aux partis une politique étrangère trop prudente. L'opinion estime qu'ils n'ont pas le patriotisme *ad hoc* pour résoudre le marasme économique.

Les groupements nationalistes et les fractions les plus radicales de l'armée veulent résoudre cette situation en renversant l'élite au pouvoir (partis, *genrō*, *zaibatsu*) et établir un régime militaire. En 1930 et 1931, le Cabinet de Hamaguchi Osachi (1870-1931) essuie des attentats. Le 15 mai 1932, un groupe de cadets de la marine tente un putsch et tue chez lui le Premier ministre Inukai Tsuyoshi. La population rejette de plus en plus les partis. Les hauts gradés font

bien savoir qu'ils ne veulent pas voir encore un parti au pouvoir au risque de nouveaux coups d'État. Il reste à trouver un candidat qui agrée aux militaires. Le choix se porte sur l'amiral Saitō Makoto, qui propose un régime d'union nationale au-dessus des partis et invite les deux grands partis à participer à l'exécutif, mais confie à la bureaucratie ministérielle de grosses prérogatives qui affaiblit leur position.

La corruption des politiciens contribue aussi au déclin de la démocratie. Les achats de voix se multiplient. Les députés reçoivent des pots-de-vin de l'industrie en échange de leur politique clientéliste. En 1933-1934, pour ne pas être mis sur la touche, les deux grands partis, *Minsei.tō* et *Seiyu.kai*, qui fondent leur influence sur leurs liens avec les élites locales et les *zaibatsu* (Mitsubishi, Mitsui), fusionnent avec l'aide des leaders économiques, qui ont intérêt à réduire l'influence des militaires. En 1934, une autre affaire de corruption, le scandale Teijin, les discrédite encore.

La tactique de pouvoir et le comportement opportuniste des partis se manifestent lors des attaques menées par Minobe Tatsukichi. Ce professeur de droit constitutionnel à l'université de Tōkyō, membre de longue date de la Chambre haute, doit répondre en 1935 de sa « théorie du *ten.nō* organe », selon laquelle la Constitution n'accorde pas comme on le pense de souveraineté illimitée au *ten.nō*. Les chefs des partis ne défendent pas Minobe, se taisent quand il tente de la justifier au Parlement ou se rangent aux côtés de ses adversaires nationalistes.

La même année, le ministère de l'Intérieur élabore une liste des sujets interdits. Il use de critères comme la diffamation de la dignité impériale et la diffusion d'idées communistes, pour bloquer les publications pacifistes. L'article 19 de la loi sur la presse, condamnant tout trouble à l'ordre public, offre un outil de contrôle pour réprimer

toute forme de pensée hostile au système impérial. Sa formulation est de nature à permettre d'étendre sa portée à volonté. Sont visés les écrits libéraux ou pro-occidentaux, socialistes ou communistes.

L'État fait pression au début des années 1930 pour éliminer le Parti communiste. En 1936-1937, il arrête en masse des agents socialistes et marxistes. Une partie des partis de gauche se regroupent en 1932, formant un *Shakai.taishū.tō*/Parti socialiste de masse pour survivre en tenant des positions modérées. D'autres partis de gauche s'allient à des groupes de droite pour abolir le capitalisme, promouvoir la réforme foncière et faire tomber les partis au pouvoir.

Les partis ne perdent pas tout leur poids avant 1936 car certains nobles de cour cherchent à revigorer les forces antimilitaristes au sein des partis et la Constitution exige le parlementarisme, de sorte que la droite radicale et les militaires ne peuvent remettre en question directement cet élément promulgué par le *ten.nō* et donc inviolable.

Les heurts continuent entre militaires et bureaucrates. En 1934, pour coordonner la planification, le régime met en place des surministères, qui coiffent les ministères déjà existants et ouvrent aux militaires la voie pour ôter tout pouvoir de décision aux partis et ministères, ainsi que pour activer l'industrie d'armement et les préparatifs de guerre éventuelle. En 1934, le Japon quitte la « politique de la porte ouverte », et passe d'une politique étrangère de coopération et de compromis à une autre d'agression.

Même parmi les militaires, il y a des conflits et des divergences. Armée et marine s'affrontent sur la répartition du budget défense, sur la stratégie à adopter, sur la politique à suivre. La marine, corps moins nombreux et plus entraîné que l'armée, compte moins d'extrémistes. L'armée est clivée par le conflit qui, depuis le milieu des années 1930, oppose le *Kōdō.ha*/Groupe de la voie impériale, qui vénère le *ten.nō* jusqu'au mysticisme et recourt à l'action directe, au

Tōsei.ha/Groupe du contrôle, plus modéré. Lorsqu'un officier du *Kōdō.ha* tue le général Nagata Tetsuzan, membre du *Tōsei.ha*, une crise s'ensuit, qui culmine dans l'Incident du 26 février 1936/*Ni.ni.roku.jiken*. Dans la matinée, près de 1 500 soldats, menés par de jeunes officiers, tuent des ministres et occupent trois jours une partie de Tōkyō avant que le *ten.nō* les rappelle à l'ordre. Les meneurs sont jugés et exécutés. Leur idéologue, Kita Ikki, est arrêté et exécuté en 1937.

Malgré ces dissensions, l'emprise des militaires croît, eux qui mènent une propagande intensive contre les partis. Au début de 1937, le Premier ministre Hayashi Senjūrō exige que les membres de son Cabinet renoncent à leur appartenance politique et ranime l'idée d'un Cabinet au-dessus des partis. À l'été 1937, la guerre en Chine éclate, marquant la fin du régime de parti, voire de la démocratie parlementaire, car la situation extérieure impose l'unité nationale. Les militaires ont carte blanche. À peu d'exceptions près, les politiciens avalisent les projets de loi.

La guerre avec la Chine

Entre 1932 et 1935, les relations entre la Chine, dont le régime du Kuomintang doit se défendre des communistes, et l'occupant nippon en Mandchourie, se fondent sur l'acceptation tacite du *statu quo* sans que la Chine ait reconnu le Mandchoukuo. Au milieu de l'année 1935, les troupes japonaises avancent au nord de la Chine. Tchang Kaï-Shek et les communistes leur opposent un front commun.

Le 7 juillet 1937, une escarmouche sur le pont Marco Polo, près de Pékin, déclenche la guerre. La partie japonaise croit pouvoir décrisper la situation comme par le passé. Le Premier ministre Konoe

Fumimaro ne plaide pas pour l’expansion. Tchang Kaï-Shek, qui a renforcé son armée après la fondation du régime nationaliste à Nankin, envoie ses meilleures divisions au Nord. Malgré le risque d’un conflit ruineux et incertain, l’armée du Shandong prend Pékin. Sur avis de Tōjō, des divisions sont envoyées à Shanghai. En décembre 1937, l’armée nippone prend Nankin et tue de 40 000 à 300 000 civils. Plus encore que l’unité 731 qui mène ses expériences sur cobayes humains, c’est Nankin qui symbolise aujourd’hui les débordements de la soldatesque nippone sur la population.

La campagne jusqu’ici victorieuse du Japon cale. Tchang Kaï-Shek ne capitule pas et déplace sa capitale à Hankou, puis à Chongqing. Les États-Unis, l’Angleterre, l’Union soviétique soutiennent la résistance chinoise. Mao Zedong mobilise la population. Fin 1938, le Japon n’a pas assez d’unités.

En 1940, pour faire cesser la résistance du Kuomintang, Tōkyō décide de créer en Chine un régime factice sous la férule de Wang Ching-wei, adversaire politique de Tchang Kaï-Shek, mais ne gagne pas le soutien populaire et ne peut se passer du concours de l’armée. En 1940, plus d’un million de soldats japonais sont en Chine et coûtent près de 4 millions de dollars par jour. C’est l’impasse.

La mobilisation militaire

Au Japon, c’est surtout l’état-major qui mène les préparatifs de l’expansion à venir. Dès l’automne 1936, les ministères de l’Armée et de la Marine conçoivent des plans. En juin 1937, Konoe Fumimaro devient Premier ministre. Les élites au pouvoir s’alignent sur la politique militaro-économique. Les partis protestent, car ils défendent les intérêts des paysans, malmenés par les charges financières

indispensables à la réalisation des plans susdits. L'euphorie nationaliste se déchaîne au Japon, nourrie des succès militaires, de la propagande et des relations de presse. En décembre 1937, Konoe introduit un paquet législatif, avec entre autres la loi de mobilisation générale. Il prévoit de confier le contrôle des décisions économiques et financières à une commission unique, qui exclut le Parlement de tout le processus législatif afférent. Pour se rallier la Chambre basse, Konoe garantit que ces mesures ne vaudront qu'en temps de guerre. En 1938, ladite Chambre approuve et se prive d'exercer ses compétences et d'infléchir la politique intérieure. C'en est fini du gouvernement de parti.

Avec la guerre qui perdure, les dépenses militaires croissent, avalent les trois-quarts du budget de l'année fiscale 1938 et grèvent l'économie nationale. Le régime sort en 1939 une Ordonnance de service national, qui peut réquisitionner le citoyen ordinaire pour l'industrie militaire. Certaines entreprises créent des unités de production patriotiques, dont les membres œuvrent à la bonne cause de la guerre. En 1940, les syndicats sont dissous, et l'Association patriotique industrielle du grand Japon est créée.

La population participe peu aux institutions officielles comme le Mouvement de mobilisation des esprits. Dès 1940, on use de tickets de rationnement (riz, sucre, allumettes, etc.). Les paysans cèdent leur récolte à l'État. La parure est diabolisée, la culture occidentale aussi. Les fêtes officielles se bornent aux cérémonies pour envoyer les recrues à la guerre ou enterrer les cendres des tués. L'endoctrinement du peuple se renforce. Le crime de pensée est poursuivi. Les écoles inculquent patriotisme, discipline, vertu morale et défense nationale. Face à l'idéal de la nation, le simple savoir est proscrit comme intellectualisme. En 1933 et 1941, les manuels sont révisés pour

instiller la propagande militariste et patriotique. Le maître exhorte l'élève à devenir un valeureux soldat.

L'idéologie de la nation offre un outil souple pour fonder une éducation en phase avec le pouvoir. Une surveillance sans faille se met en place. La police militaire/*Kenpeitai* incite les citoyens apeurés à s'espionner mutuellement. Les associations de voisinage favorisent l'intrusion de la propagande dans les familles.

Les organisations ouvrières sont remplacées par des groupes que contrôle l'État. La loi de mobilisation générale de la nation évalue s'il est avantageux de sortir l'ouvrier du marché de l'emploi pour le faire servir dans l'armée. Avec la guerre qui s'éternise, de plus en plus d'ouvriers qualifiés sont retirés des usines pour rejoindre l'armée, et remplacés par des ouvriers non qualifiés qui exécutent mal leur tâche. À partir de 1939, dans le cadre du recrutement légal, un nombre croissant de travailleurs coréens et chinois sont déportés de force au Japon. Plus de 700 000 le sont à la mine et dans le bâtiment. Ce personnel suffit de moins en moins à la tâche, ses conditions de travail sont dangereuses, accidents mortels et évasions se multiplient.

En juillet et août 1940, tandis que les partis stagnent, se forme l'Union de soutien au pouvoir impérial, structure modelée sur le parti nazi, dont le chef, Konoe, fait campagne pour mobiliser la volonté populaire et encourage l'ensemble des groupes professionnels à se vouer aux objectifs nationaux. La mobilisation des esprits suit. Tout ce qui n'est pas japonais est banni de la vie publique. La propagande rappelle inlassablement le passé mythique du pays et l'irréductible spécificité de son peuple. En 1940, on fête le 2 600e anniversaire de la fondation de l'empire par le légendaire Jinmu.

Le début de la guerre d'Asie-Pacifique

En novembre 1936, le Japon et l'Allemagne signent le pacte anti-Komintern. Leur commune lutte antibolchévique masque leurs incompatibilités idéologiques et raciales. En 1939, à Nomonhan, à la frontière de la Mongolie et de l'URSS, l'armée du Shandong est défaite par les Soviétiques. Force est de constater la supériorité de l'armée Rouge. Le 15 septembre 1939, le Japon signe l'armistice avec l'URSS.

La situation de plus en plus difficile en Chine exige un changement de stratégie. En 1940, Konoe décide d'envahir l'Asie du Sud-Est. La France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas sont trop occupés à combattre l'Allemagne pour protéger les colonies riches en matières premières. Si le Japon s'en empare, il coupera à Tchang Kaï-Shek ses voies d'approvisionnement, et la guerre en Chine finirait.

Ce plan d'expansion satisfait la volonté d'hégémonie du Japon en Asie. En août 1940, son gouvernement forge la doctrine de la *Daitōa.kyōei.ken/*Sphère de coprospérité de la grande Asie orientale, qui vise à chasser l'Occident de l'Asie et instaurer en Asie orientale un nouvel ordre : le sien.

La création de cette Sphère nécessite l'appui de l'Allemagne, puisque l'Amérique est proche d'entrer en guerre et qu'il faut clouer les forces britanniques en Europe. En septembre 1940, le Japon signe le pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie pour dissuader les États-Unis de faire la guerre. Le 13 avril 1941, il signe un pacte de neutralité avec l'URSS pour désamorcer le risque de conflit avec les États-Unis[2].

En juillet 1941, lorsque le Japon occupe le sud de la Chine, les États-Unis et l'Angleterre décrètent l'embargo général, qui menace de paralyser le Japon. Konoe et Tōjō Hideki négocient. Washington exige le retour à la situation d'avant l'incident de Mandchourie, Tōkyō refuse. L'état-major nippon se persuade qu'une attaque-surprise

affaiblira les forces américaines, et qu'une paix signée après coup lui assurera la reconnaissance de son hégémonie dans le Pacifique et notamment sur ses matières premières. La conférence impériale, où siège le *ten.nō*, approuve cette stratégie.

La guerre d'Asie-Pacifique 1941-1945

Le 26 novembre, le raid japonais sur Pearl Harbour détruit une bonne partie de la flotte américaine du Pacifique. Commence alors une série de victoires. Le Japon prend les Philippines, puis conquiert l'Asie du Sud-Est. À lui les matières premières. En janvier 1942, pour couper à Tchang Kaï-Shek ses voies d'approvisionnement, il entre en Birmanie et s'impose contre la résistance indo-britannique. En mars 1942, il prend la Nouvelle-Guinée, donnant vie à la Sphère de coprospérité de la grande Asie orientale.

Le pillage et la surexploitation des matières premières ruinent l'économie des pays occupés. La population est hostile à l'occupant

nippon, qui l’exploite, ignore ses mœurs, la force à apprendre le japonais. Rapts et exécutions d’activistes, meurtres de civils se multiplient. Tōjō a le large soutien de la population et de la presse. Les voix discordantes, voire dissidentes se font entendre en vain, mais existent[3].

La défaite du Japon

En juin 1942, le vent tourne. Les États-Unis déchiffrent le code secret japonais. À la bataille pour l’atoll de Midway, première étape de la conquête des Fidji et de Samoa, la *Kaigun* perd une bonne partie de ses porte-avions et se retire. C’est le tournant de la guerre. En août, les Américains occupent Guadalcanal, base d’aviation d’où attaquer le Japon. À partir de là, les transporteurs nippons sont souvent coulés, les troupes souffrent. Le manque de coordination et de coopération entre *Kaigun* et *Rikugun* nuit aux opérations. Sans matières premières ni personnel, l’industrie militaire ne produit pas assez. La plupart des jeunes gens sont au front. Mobiliser étudiants, écoliers et vieillards ne suffit pas.

En septembre 1943, la capitulation de l’Italie permet aux Alliés de renforcer leurs troupes du Pacifique. Le Japon perd un à un les territoires occupés. Son appareil militaire peine à estimer et planifier logistique et transport. En juin 1944, Saipan tombe. Tous ces revers amènent le Premier ministre Tōjō à se retirer.

À partir d’octobre 1944, les Américains reprennent les Philippines, puis Iwōjima, à un millier de kilomètres de Tōkyō, et Okinawa. Les fameux kamikazés, unités spéciales d’assaut par percussion directe, sèment la terreur sans entamer l’avance américaine. Dès 1944, les bombardements massifs sur tout le Japon s’intensifient, 60 villes sont

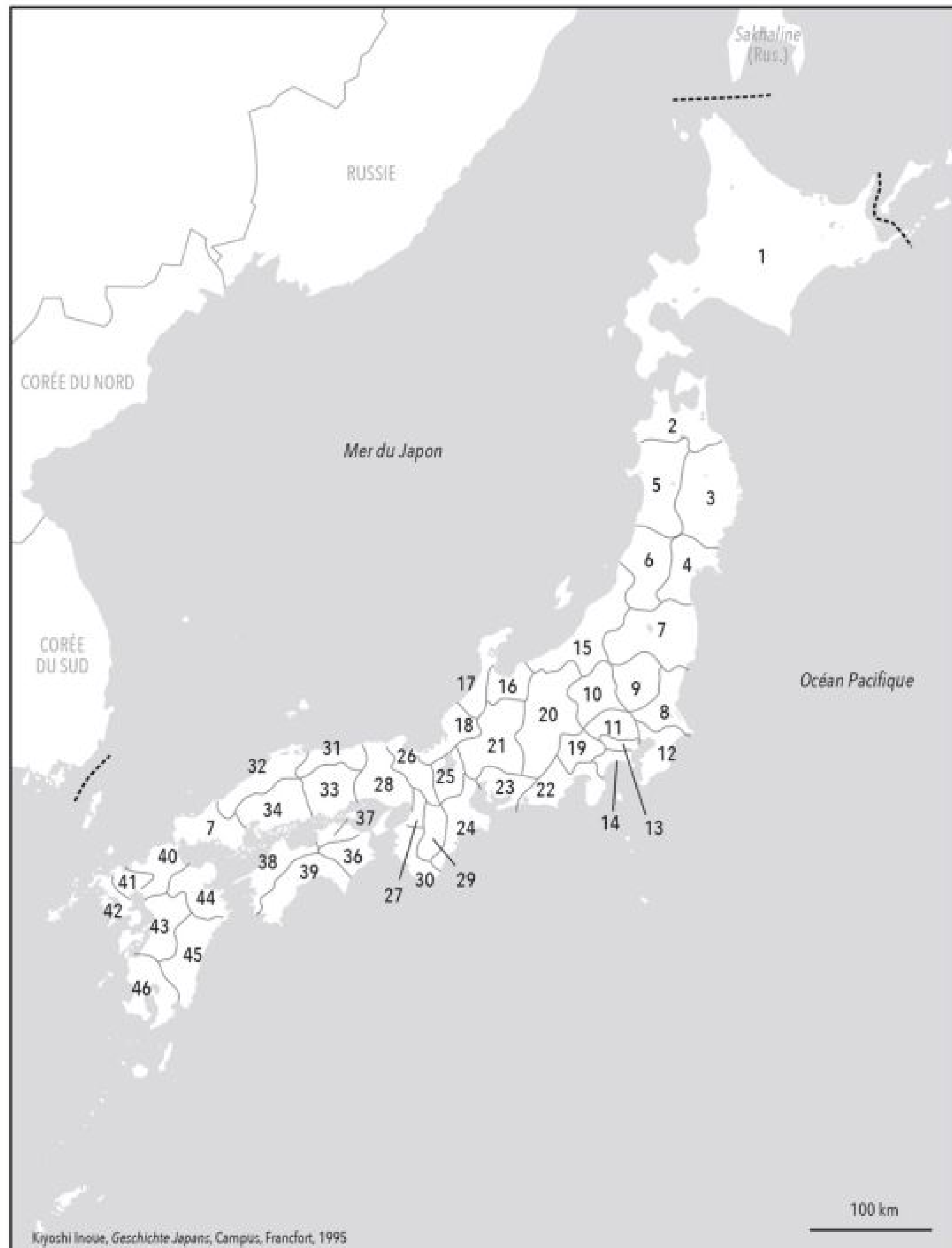
détruites. Les hommes de 15 à 60 ans, les femmes de 17 à 40 ans sont mobilisés.

Kamikazés. – En septembre 1944, face aux Alliés, le Japon perd du terrain. Ses forces marine et aérienne se réduisent. À la bataille de Leyte (Philippines), le vice-amiral Ōnishi Takijirō, père de l'aviation embarquée, forme des escadres appelées à jeter leur avion bourré d'explosifs sur les porte-avions ennemis : les unités spéciales d'assaut/*tokubetsu.kōgeki.tai*, abrégé en *tokkō.tai*, terme plus usité que *kamikazé*. Calcul économique : un avion perdu contre un bâtiment coulé. Geste d'autosacrifice aussi, qui exemplifie la force morale et spirituelle du pays. Un premier succès estimé encourage à généraliser la tactique. Les recrues sont censées se porter volontaires, encore qu'on se passe souvent de leur avis. Cette jeunesse, qui aurait préféré vivre et n'est pas suicidaire, agit par abnégation, plus pour protéger sa famille de l'envahisseur que pour le divin *ten.nō*, comme le montrent ses lettres d'adieu. Les *tokkō.tai* ne freinent pas l'ennemi mais sont assez efficaces pour que l'état-major américain, à la veille d'envahir le Japon, s'inquiète de les voir retarder la fin de la guerre et tuer plus de *boys*. Cette considération a pu peser dans la décision de larguer la bombe atomique. Le kamikaze terroriste d'aujourd'hui n'a rien à voir avec le *kamikazé*, qui sert officiellement l'État. Dans les deux cas, c'est tout de même un acte de guerre asymétrique et susceptible de provoquer la terreur.

Fin juillet 1945, le Japon est exsangue. Les matières premières se raréfient. La défense antiaérienne existe à peine. L'approvisionnement est déficient. Le Japon ne répond pas à la déclaration de Potsdam du 26 juillet 1945, parce qu'elle ne lui garantit pas la survie de la maison impériale. Le 6 août 1945, les États-Unis lancent sur Hiroshima une bombe atomique, qui fait près de 200 000 morts et blessés. Le 9 août, l'URSS rompt le pacte de neutralité de 1941 et intervient en Mandchourie, à Sakhaline, en Corée et aux Kouriles. Le 9 août, les États-Unis larguent une autre bombe, sur Nagasaki (100 000 morts). Le matin du 10 août, le *ten.nō* décide la reddition. Le 15 août à midi, à la radio, il exhorte son peuple à supporter l'insupportable et à

déposer les armes. Le 2 septembre 1945, la capitulation est signée sur le navire de guerre *Missouri*.

Les départements modernes



Kiyoshi Inoue, *Geschichte Japans*, Campus, Francfort, 1995

1. Hokkaidō

Tōhoku
2. Aomori
3. Iwate
4. Miyagi
5. Akit
6. Yamagata
7. Fukushima

Kantō
8. Ibaraki
9. Tochigi
10. Gunma
11. Saitama
12. Chiba
13. Tōkyō
14. Kanagaw

Chūbu
15. Niigata
16. Toyama
17. Ishikawa
18. Fukui
19. Yamanashi
20. Nagano
21. Gifu
22. Shizuoka
23. Aichi

Kinki
24. Mie
25. Shiga
26. Kyōto
27. Ōsaka
28. Hyōgo
29. Nar
30. Wakayama

Chūgoku
31. Tottori
32. Shimane
33. Okayama
34. Hiroshima
35. Yamaguchia
36. Tokushima

Chugoku
37. Kagawa
38. Ehime
39. Kōchi

Kyūshū
40. Fukuoka
41. Saga
42. Nagasaki
43. Kumamoto
44. Ōita
45. Miyazaki
46. Kagoshima

47. Okinawa

CHAPITRE XIX

Période Shōwa. Deuxième partie (1945-1989)

La période qui s'écoule depuis 1945 à nos jours et voit se succéder trois *ten.nō*, le premier (Hirohito) régner encore 44 ans après la fin de la guerre, le deuxième (Akihito) abdiquer 30 ans après sa nomination, et le troisième (Naruhito) débuter sa mandature en 2019, peut se diviser en trois moments : l'Occupation américaine jusqu'en 1952, date où le pays recouvre sa souveraineté ; la reconstruction, suivie de la haute croissance, qui le hisse au second rang de l'économie mondiale à la fin des années 1980 ; la récession, amorcée avec l'éclatement de la Bulle foncière en 1990, dont il n'est pas encore sorti.

La démilitarisation

Entre le 15 août et le 2 septembre 1945, le *ten.nō* déploie tous ses efforts pour alléger le sort du Japon et préserver l'institution

impériale. Il dépêche ses émissaires dans les centres militaires du pays et les territoires occupés pour stopper les combats, même de la part des troupes jusqu'au-boutistes.

Le 27 septembre, le *ten.nō* convainc le général Douglas MacArthur, *Supreme Commander of the Allied Powers* (SCAP) à Tōkyō, qu'il s'opposait à la guerre en 1941. Par crainte de troubles, l'autorité d'occupation maintient le *ten.nō*, qui n'est pas jugé comme criminel de guerre. Le 1er janvier 1946, le *ten. nō* annonce à la radio qu'il n'est pas d'origine divine et que son lien avec la nation repose sur le respect et la confiance réciproques. Par là, il se rattache explicitement au serment du *ten. nō* de 1868. Il prend ses distances ensuite avec les militaires et politiciens du temps de guerre. Une fois exécutés les criminels de guerre – vénérés au sanctuaire Yasukuni –, le *ten.nō* ne visite plus ce mémorial.

***Ten.nō*, responsable et/mais pas coupable ? –** Au-delà de la question de la responsabilité ou de la culpabilité du *ten.nō* – affaire de juge, pas d'historien –, la question du rôle du monarque durant la guerre est controversée. Sources et opinions ne consonnent pas. Il apparaît qu'il était au courant des faits de guerre, mais, bien qu'ayant une latitude de manœuvre pas forcément décisive, n'a bougé qu'à la toute fin du conflit. Le SCAP, lui, a enquêté avant de décider de traduire l'intéressé en justice, mais y a finalement renoncé – pour ne pas se mettre à dos une population à rééduquer à la démocratie ? D'autres, comme Tōjō, se sont sacrifiés ou ont cru le faire pour que le *ten.nō* ne soit pas jugé.

À Washington, la Far East Commission, qui représente les Alliés, fixe la ligne que MacArthur, assisté de l'Allied Council for Japan, devra suivre : démocratiser le Japon. Comme l'Occupation relève en fait des seules troupes américaines, et que l'URSS n'a pas de zone d'occupation en Hokkaïdō, MacArthur agit en nouveau *shōgun*. Il ne

quitte son logement à l’ambassade des États-Unis que pour aller au General Headquarter (GHQ), sis dans le bâtiment d’une ancienne société d’assurances, juste en face du palais impérial.

Pour exécuter la politique du GHQ, MacArthur se sert des institutions survivantes : maison impériale, Parlement, Cabinet, instances administratives. Ces réformes à marche forcée couvrent surtout les quatre îles principales. Les colonies sont perdues. En reviennent plus de 5 millions de rapatriés et nombre de soldats démobilisés, que le Japon doit prendre en charge. Avec la guerre froide, le redépart de l’économie l’emporte et les États-Unis ont besoin d’un partenaire fiable en Asie orientale.

Les premiers ordres de MacArthur sont de dissoudre armée et marine, démobiliser les personnels militaires, démanteler industrie de guerre et conglomérats financiers et industriels – tâche quasi censément bouclée en juillet 1951.

Tenu pour le second pôle du militarisme, le shintō d’État, édifié à l’ère Meiji pour fonder la nation, est dépouillé de tous les subsides d’État. Le ministère de l’Intérieur, dont il dépendait, est dissous. On passe sur les sectes bouddhiques, qui n’ont pas moins œuvré à la guerre. Les plus de 80 000 sanctuaires et leurs communautés sont regroupés en Bureau principal des sanctuaires et depuis lors enregistrés après examen de leur doctrine par les ministères dédiés.

La démilitarisation s’achève avec les débats sur les responsabilités et crimes de guerre. En mai 1946, le Military Tribunal of the Far East in Tōkyō ouvre le procès de 28 accusés de catégorie A. Les verdicts du 12 novembre 1948 ne font pas l’unanimité. L’avocat indien Radhabinod Pal rejette par principe l’habilitation de la Cour au chef que ce sont les vainqueurs qui jugent les vaincus et que sont exclus des crimes la colonisation et l’usage de la bombe atomique. Tōjō Hideki et six autres sont pendus.

La nouvelle Constitution, la reprise politique

Une fois libérés, les prisonniers politiques des années de guerre réorganisent les partis qui, ordonne l'Occupant, doivent contribuer à la refonte démocratique. Dès novembre et décembre 1945, les partis communiste, socialiste et conservateur se reforment. Ce dernier subit les purges ordonnées par les autorités. Il perd une partie de ses têtes pensantes jusqu'au début de 1947.

Le SCAP invite la direction politique provisoire à établir une nouvelle Constitution. La voie prescrite n'est pas négociable : démocratie, État de droit, apolitisme du *ten.nō*, protection des droits de l'homme. La partie japonaise échoue à garder la teneur de la Constitution de 1890. Le 3 novembre 1946, jour anniversaire du *ten.nō*, elle promulgue la nouvelle Constitution.

Le peuple jusqu'alors soumis au *ten.nō* est à présent souverain. La liberté de culte prévaut. L'État n'a pas le droit d'imposer la religion. Les deux sexes ont droit de vote dès l'âge de 20 ans. Le seul organe législatif est la Diète (ou Parlement), qui comprend la Chambre haute (dite aussi des conseillers ou sénat) et la Chambre basse (dite aussi des représentants ou députés). Devant la Diète est responsable le Cabinet, dirigé par le Premier ministre et seulement composé de civils. La barre est placée si haut qu'il n'a depuis lors été procédé à aucune modification.

D'autres secteurs sont restructurés pour démocratiser les esprits et les dégraisser de l'ultranationalisme instillé par le shintō d'État et la propagande de guerre. Aussi, le nouveau système scolaire bannit l'enseignement moral antérieur au profit de l'idéal démocratique.

La réforme agraire, la politique de l'emploi et la politique industrielle aident à la réfection de l'économie et à la phase ultérieure

de haute croissance. Amorcée en décembre 1945, la réforme agraire confisque la propriété dont le détenteur est absentéiste et non cultivateur, la limite à 3 ha (12 en Hokkaidō) et redistribue la terre. Le nombre de fermiers chute de 5 %, l'affermage de 10 %. Dépendante avant-guerre de la Corée, la riziculture reprend ses droits. L'État la promeut au détriment d'autres cultures vivrières, et le pays produit à ce jour moins de 40 % de ses denrées.

Le PLD surprotège le secteur agricole, qui est une micropaysannerie propriétaire[1]. Les outils usuels (houx, herse, truelle, faux, mortier), les mêmes depuis Yayoi, sont remplacés par des machines. Suzuki, Honda ou Toyota prospèrent avec la demande de mini-tracteurs, de charrues à moteur, etc., et développent l'industrie automobile.

La renaissance des syndicats

La réforme d'après guerre autorise les syndicats. Ils s'organisent assez vite dans l'entreprise, et aussi dans le service public, qui vire à gauche avec l'appui des communistes et des socialistes. En 1946, la situation économique empire, l'inflation ronge les salaires et les syndicats menacent de grève générale. Leur appel à la lutte ouvrière pour janvier 1947 se heurte à l'interdiction de MacArthur, mais cela ne calme pas le jeu.

Entre mars et octobre 1948, lorsque les fonctionnaires menacent à nouveau, le SCAP engage le régime d'Ashida Hitoshi à supprimer le droit légal de grève et limiter leur droit d'organisation. Cette mesure est liée à la victoire du communisme en Chine. Ce retrait des droits à peine accordés explique l'antipathie de la Gauche japonaise pour l'Amérique et le regroupement des syndicats de fonctionnaires sous le

parapluie du syndicat *Sōhyo* en 1953, l'année où l'Occupant déchaîne une purge rouge.

De concert avec la *Sōhyō* se développe le *Shakai.tō*/Parti socialiste. Ses finances, ses candidats, ses électeurs sortent des syndicats, qui fixent l'agenda politique, de sorte que les socialistes s'enferrent dans l'opposition et ne peuvent s'ouvrir à un panel accru d'électeurs. Inversement, l'emprise des organisations ouvrières sur le système politique reste faible en raison de la liaison étroite avec le Parti socialiste.

La reprise industrielle

L'industrie, après dissolution des *zaibatsu*, doit non seulement se réorganiser, mais trouver la marche à suivre en lien avec l'État. L'économiste Arisawa Hiromi impose de placer l'industrie lourde et chimique au cœur de l'action de l'État. Le SCAP et la bureaucratie soutiennent ce programme. La difficulté reste l'approvisionnement en matières premières. À ce stade, le Japon adopte une tactique, qui va lui profiter. Tandis qu'il diffère ses efforts d'équipement militaire – d'un budget inférieur à 1 % – et se place sous la protection étasunienne, il transforme les matières premières importées en produits de haute qualité pour l'export. Il protège aussi ses industries locales de la concurrence étrangère jusqu'à ce qu'elles atteignent leur maturité internationale. Ce sera le principe de son essor industriel. L'employé de la grande entreprise, qui compte pour 20 % des actifs, a l'emploi à vie et un salaire évolutif à l'ancienneté. Le passage des fonctionnaires ministériels arrivés en fin de carrière, dans les branches industrielles qu'ils supervisaient avant, resserre la coopération entre économie et bureaucratie ministérielle.

La souveraineté sous bouclier américain

Le début de la guerre de Corée, le 25 juin 1950, booste l'économie. Le Premier ministre Yoshida Shigeru accélère la fin de l'Occupation par deux concessions : les bases américaines resteront au Japon, et les Ryūkyū, sous contrôle américain pour une durée indéfinie. En avril 1951, MacArthur est remplacé par le général Matthew B. Ridgway. Cela accélère les négociations.

Du 4 au 8 septembre 1951, 48 États réunis à San Francisco signent avec le Japon un traité de paix, qui entre en vigueur le 28 avril 1952. L'URSS, l'Inde, la République populaire de Chine n'en sont pas. Le territoire de l'État japonais n'est pas délimité exactement, mais les ex-territoires annexés sont perdus. Des conflits territoriaux persistent à ce jour : avec la Chine, sur le groupe des îles Senkaku en mer de Chine orientale ; avec la Corée, pour Takeshima (rochers Liancourt) en mer du Japon ; avec l'Union soviétique et aujourd'hui la Fédération de Russie, sur les territoires du Nord (îles Habomai et Shikotan, îles Kouriles de Kunashiri et Etorofu). En 1956, à la reprise des relations diplomatiques, Nikita Khrouchtchev offre de rendre Habomai et Shikotan, mais le Japon veut récupérer toutes les îles. Ce différend empêche toute signature d'un traité de paix entre Japon et Russie.

En décembre 1953, le Japon recouvre le nord des Ryūkyū. Okinawa, qu'il a mal traitée durant la guerre, s'exprime en sa faveur. Son gouvernement civil reste sous contrôle d'un haut-commissaire américain. Plus de 75 % des sites militaires étasuniens, notamment le quartier général de la huitième flotte et la base aérienne de Kadena aménagée pour navettes spatiales, s'y trouvent. Les habitants

d'Okinawa, qui doivent tolérer la présence américaine, se sentent à nouveau sacrifiés à l'autonomie du Japon.

Le système 55

Avec le traité de paix de San Francisco, la politique opère un virage réactionnaire. Certains règlements et lois du temps de l'Occupation sont retirés. Les politiciens exclus par l'épuration sont réhabilités. En 1955, quand le Parti socialiste du Japon (PSJ) se reforme après quatre ans de division, les conservateurs s'allient en un Parti libéral-démocrate (PLD). Les luttes opposent les politiciens qui ont comblé le vide politique de l'après-guerre, et ceux du temps de guerre réhabilités sous forme de factions.

Le Système 55, baptisé par sa date de naissance, se caractérise par le fait que le PLD a deux fois plus de sièges à la Diète que le PSJ, lequel peine à trouver le nombre de candidats pour avoir la majorité parlementaire. L'opposition socialiste se construit par son refus de voter ou les empoignades qu'elle génère aux réunions de comité. Le PLD l'amadoue par des dons financiers plus ou moins occultes et des concessions occasionnelles. Entre 1945 et 1995 défilent 25 Premiers ministres, qui, souvent, ne restent guère qu'une année en fonction.

En 1954, lorsque la réserve de la police nationale, créée lors de la guerre de Corée, se transforme en Forces d'autodéfense, un conflit oppose PSJ et Parti communiste (PC) au PLD. Sur la base de l'article 9 de la Constitution, selon lequel le peuple japonais renonce à jamais à la menace ou la force pour régler les conflits internationaux et n'entretiendra pas de forces armées, la Gauche taxe d'anticonstitutionnelles lesdites Forces. L'État argue que ledit article ne les interdit pas et que l'envoi de troupes américaines en Corée

affaiblit le bouclier de protection du pays. En 1958, les Forces d'autodéfense comptent déjà 170 000 membres, mais, en vertu de la Constitution, il n'est pas question de soldats.

***Jieitai*/Forces d'autodéfense. –** Le terme alambiqué de « Forces d'autodéfense du Japon » ne dit que trop clairement que l'armée du Japon ne veut pas se donner l'allure d'une armée au sens plein. C'est que l'article 9 de la Constitution interdit à la nation d'entretenir des forces armées et de porter la guerre. En 1950, lorsque les troupes américaines stationnées dans le pays vont guerroyer en Corée, le Japon supplée à leur absence par la création d'une réserve nationale de police, d'où sortiront en 1954 lesdites Forces d'autodéfense, qui comptent à ce jour 240 000 soldats (dont 12 300 femmes), répartis entre armée, marine et aviation, et placés sous les ordres non plus du *ten.nō* – c'était le cas dans l'ancienne Constitution –, mais du Premier ministre. Leur mission est d'assurer la paix et l'indépendance nationales en attendant qu'interviennent les États-Unis, censés protéger l'archipel. Depuis 1992, elles interviennent régulièrement à l'étranger à des fins de maintien de la paix et à titre préventif. À partir de 2011, elles tendent à passer de l'autodéfense à l'offensive et se dotent des armes adéquates. Et certains de s'inquiéter d'un réarmement du Japon…

Là où les élites font l'économie du travail de mémoire, le Syndicat des enseignants du Japon et une partie des historiens marxistes œuvrent en ce sens. Kishi Nobusuke, membre de plusieurs Cabinets durant la guerre, devient Premier ministre. Après que Hatoyama Ichirō, son prédécesseur, a rétabli en 1956 les liens diplomatiques avec l'URSS et obtenu l'accueil du Japon aux Nations unies, Kishi, faute de réformer la Constitution, renégocie le traité de sécurité avec les États-Unis, tout prêts à renoncer au droit d'intervenir au Japon en échange d'une clause automatique qui reconduit le traité tous les dix ans.

À partir du milieu des années 1950, une bonne partie de la population jouit des fruits de la première phase de la haute

croissance, dite *Jinmu boom* par référence au premier *ten.nō*. L'État garantit aux firmes emploi et revenu familial en échange de leur haute disponibilité. Contre des exonérations fiscales qui l'aident à cesser le travail si elle se marie, la femme se voue au foyer et décharge l'État de sa politique familiale (garde d'enfants, soins des seniors, etc.). Elle annonce le plus tard possible qu'elle est enceinte, car l'employeur ne connaît ni congé de maternité ni indulgence si elle s'absente du travail. La mère, main-d'œuvre flexible, est congédiée et reprise à volonté. Dans les années 1950, ce n'est pas difficile : la population dépasse les 90 millions d'habitants.

Les années 1960, le redémarrage économique

Les débats parlementaires à Tōkyō ne vont pas sans manifestations violentes. Y participent, outre les éléments de gauche, des citoyen(ne)s non organisé(e)s. Ces protestations amènent Eisenhower à annuler sa visite officielle. Le 19 mai 1960, ledit traité est adopté avec une majorité gouvernementale. Tous les gouvernements PLD nieront jusqu'en 2009 l'existence d'un accord secret, divulgué à la fin des années 1990, qui autorise les États-Unis à débarquer au Japon navires et avions munis d'armes atomiques.

En novembre 1960, lors du vote à la Chambre basse, le PLD, mené par Ikeda Hayato, successeur de Kishi, l'emporte. Affaibli par la scission de députés modérés, le PS ne peut, malgré son engagement contre le traité de sécurité, arracher le pouvoir aux conservateurs. Le Parti social-démocrate/*Minsha.tō* n'offre pas, lui, d'alternative

politique sur le modèle des partis socio-démocrates de l'Europe de l'Ouest.

Ōkita Saburō, ministre hors-parti chargé de planifier l'économie, réalise plus vite que prévu le grand projet d'Ikeda : doubler le revenu en dix ans. À partir de 1958, l'*Iwato boom*, qui tire son nom d'un mythe shintō, soutient le mouvement. Pour fournir de l'énergie à l'industrie lourde, le charbon local est remplacé, au grand dam des mineurs, par le pétrole importé et les centrales nucléaires. La loi antimonopole d'avril 1947 s'assouplit. Les conglomérats se reforment sous la direction des banques et grandes maisons de commerce.

En 1964, les Jeux olympiques de Tōkyō, plus que sa croissance économique, ramènent le Japon dans l'orbite internationale. Leurs préparatifs exigent une grosse infrastructure : lignes de métro et autoroutes à Tōkyō ; lancement d'un train à très grande vitesse, *Shinkansen*, entre Tōkyō, Kyōto et Ōsaka.

Cet essor urbain accroît l'exode rural. Le secteur agricole occupe alors moins de 30 % des actifs, souvent à titre de simple complément d'activité. Nombre de fermes sont tenues par les mères et grands-parents. La campagne vieillit. En revanche, la famille nucléaire se normalise à la ville. En 1965, la démographie passe la barre des 100 millions. Au diplômé des meilleures universités, les conglomérats ouvrent des postes avec tous les avantages et privilèges. Le simple ouvrier de la petite et moyenne entreprise, qui sert de tampon à la plus grande en cas de crise de l'emploi, en essuie d'abord les plâtres. Il lutte dans des conditions défavorables, avec une mince couverture sociale, pour un modeste salaire.

Durant cette phase radicale de haute croissance, les nouvelles religions trouvent un écho auprès dudit travailleur. Elles procurent un soutien spirituel au déraciné, mais n'échappent pas au reproche de sectarisme. Dès la fin de la guerre, des sectes et mouvements

religieux – *Tenri.kyō*, *Ōmoto.kyō*, *Reiyū.kai*, etc. –, que les militaires voire l'État réprimaient car elles refusaient de vénérer le *ten.nō*, resurgissent.

La plus importante, *Sōka.gakkai*/Société créatrice de valeur, dit compter plus de 8 millions de foyers. À partir de la fin des années 1950, cette organisation laïque de la secte orthodoxe Nichiren, fondée en 1930, pratique un prosélytisme actif surtout dans les couches populaires à bas salaire et moindre niveau d'éducation. La rupture en 1970 avec la maison mère, *Nichiren.shōshū*, en raison de conflits répétés, fait que *Sōka.gakkai* et d'autres nouvelles religions restent suspectes à l'opinion. En 1964, *Sōka.gakkai*, menée par son président Ikeda Daisaku, crée le Parti du gouvernement juste/*Kōmei.tō*. Même après sa séparation d'avec son organisation mère en 1970, leurs liens demeurent étroits, et ce même si chacun tient à souligner son autonomie respective.

La pollution de l'environnement

Outre la grande industrie, la politique d'infrastructure régionale du PLD menace l'environnement. Les députés octroient des subventions aux entreprises du bâtiment de leur circonscription, de sorte que prolifèrent les rues, digues, bâtiments de béton à usage incertain. Le PLD, l'industrie locale du bâtiment, l'administration publique profitent de ce *give and take* avec accords illicites, cartels cachés, etc. La pollution afférente ne préoccupe ni politiques ni bureaucrates.

***Yon.dai.kōgai.byō*/quatre grandes maladies environnementales.** La croissance n'a pas que du bon. Outre le manque de place et la laideur du paysage urbain, la pollution de l'environnement gagne. Les premiers maux apparaissent dès Taishō, puis les années 1950 et 1960 sont marquées par les maladies itai-itai des mines de Toyama (empoisonnement chronique au cadmium), de Minamata à Kumamoto (intoxication au mercure), de Minamata et Niigata (due aussi au mercure) et par l'asthme de Yokkaichi dans la ville éponyme. Des milliers de personnes décèdent à la suite du déversement de déchets industriels. La création d'un ministère de l'Environnement en 1971 et la prise de conscience accrue de l'opinion publique contribuent à faire reculer la pollution extrême. À présent, c'est la Chine qui charrie ses miasmes et ses virus au Japon.

À la fin des années 1960, ce sont surtout les élus locaux de gauche qui s'occupent des victimes de l'environnement et œuvrent pour une autre politique. La pression électorale pousse le PLD, centré sur la seule croissance économique, à faire des concessions. La réaction de la société civile marque un pas dans le sens de la démocratie, mais n'a qu'un caractère local et limité dans le temps.

Mai 1968 y est peut-être pour quelque chose, avec la fin de l'activisme politique au profit de la société de consommation. Les étudiants marxistes essaient de changer la société à leur façon. Certains entrent en clandestinité, commettent des attentats pour attirer l'attention sur la discrimination des Aïnous et des *Eta*, passent du côté de la cause palestinienne et lancent des attentats comme à Tel Aviv en mai 1969 ou détournent des avions vers la Corée du Nord. La population suit d'abord de près, non sans réserves, le mouvement étudiant à Tōkyō et Kyōto. La création du district urbain autonome de Kanda à Tōkyō et l'occupation de l'auditorium Yasuda à l'université de Tōkyō sonnent le glas du mouvement, et de l'esprit critique avec lui. Il n'en sort pas de génération militante ou engagée.

À partir de 1968, l'économie du pays passe au second rang mondial. L'érection du premier gratte-ciel antisismique à Kasumigaseki exprime cet accomplissement. Cette année-là, Kawabata Yasunari reçoit le Nobel de littérature. En Europe, où les études japonaises ont longtemps été négligées, le « miracle économique » du Japon devient un mythe.

Les années 1970, l'apogée de la haute croissance

En 1970, l'Exposition universelle d'Ōsaka et l'envoi du premier satellite japonais depuis l'île Tanega manifestent le retour du Japon dans le monde. En 1972, l'ouverture de la Japan Foundation, premier établissement d'État pour la promotion de la langue et de la culture japonaises à l'étranger, illustre aussi la volonté du pays d'être présent sur la scène mondiale dans la culture et la science.

Le 15 mai 1972, la restitution d'Okinawa au Japon, convenue en 1969 avec les États-Unis, intervient. Cela vaut le Nobel de la paix au Premier ministre Satō Eisaku. Le traité qui autorise les États-Unis à garder leurs sites militaires à Okinawa, armes atomiques et chimiques comprises, est reconduit en secret…

En 1970, l'essor économique qui, consécutif à la guerre du Vietnam, dure depuis bientôt cinq ans, tire à sa fin. Le Japon est alors une puissance économique bien ancrée, à ceci près qu'une partie de ce succès tient à des exportations très excédentaires au regard des États-Unis et de l'Europe, d'où une affaire politique. En 1978, en accord avec le MITI, l'industrie automobile se dit prête à limiter ses exportations. Dans d'autres secteurs comme l'aciérie et la

construction navale, les temps sont durs avec la hausse du prix du pétrole brut et la demande déficitaire sur le marché. Des restructurations s'imposent qui, en dépit des moindres efforts de coordination des ministères en comparaison des deux décennies précédentes, résultent des efforts combinés de l'État et des entreprises.

Deux événements inattendus surviennent : la reprise des relations diplomatiques sino-américaines et le premier choc pétrolier. En visite en République populaire de Chine, le président des États-Unis Richard Nixon renoue avec elle. Il ne consulte ni le Japon, aligné sur la ligne américaine, ni Taïwan, représentant international des intérêts chinois. Le Premier ministre, Tanaka Kakuei, suit les États-Unis et lâche Taïwan.

En novembre 1973, les pays arabes producteurs élèvent le prix du pétrole brut. Le Japon doit le payer au moins 30 % plus cher. En 1974, l'inflation suit. La récession économique, grâce au pragmatisme du gouvernement, dure peu. Le pays s'en tire mieux que d'autres nations industrielles. Sur le plan politique, il vire bientôt du soutien à Israël à une attitude pro-arabe.

Délaissant alors les industries lourdes pour la micro-électronique, le pays recourt à un vivier de techniciens, issu des écoles d'ingénieurs créées dans les années 1960, pour se libérer des technologies d'importation. La rationalisation de la production et des grandes entreprises, avec le toyotisme, et les sous-traitances améliorent la qualité des produits. Les États-Unis reprennent le concept de production *Just-in-time*. Le Japon passe pour un modèle de politique industrielle.

Outre le MITI et l'Agence de la planification économique, l'Agence pour les sciences et les techniques joue un rôle clé. Elle sonde régulièrement, par des études Delphi, scientifiques, techniciens et

entrepreneurs de proue, sur les développements possibles en tous secteurs du savoir. Il en sort des tendances et un vague objectif, qui contribuent souvent à réunir centres de recherche industrielle et universités sur des projets financés par l'État jusqu'à la phase de production. Le secteur public investit dans la recherche, par exemple avec l'aménagement de diverses unités de recherche à Tsukuba (dép. Ibaraki).

Toutes ces idées se perdent quand Tanaka Kakuei, auteur du best-seller *Nihon.rettō.kaizō.ron/Plan de restructuration de l'Archipel nippon* (1972), devient Premier ministre et mène une politique de spéculation immobilière. À la différence de presque tous les Premiers ministres, Tanaka ne sort pas de l'université, mais du bâtiment. Il s'affirme au PLD, car il maîtrise mieux que d'autres, à coups de moyens financiers et de cadeaux électoraux, le système électoral et les relations publiques. Son mandat correspond à une phase aiguë de pots-de-vin et de cliques. En février 1976 éclate le scandale Lockheed. Tanaka et deux ministres ont reçu des pots-de-vin pour amener la compagnie aérienne japonaise ANA à acheter des avions à l'usine Lockheed. S'ensuit un procès, qui se solde en 1987 par la condamnation de Tanaka.

Au cours du mandat de Tanaka, le Japon, qui axe ses relations extérieures sur les États-Unis, néglige les autres régions. Aucune université n'offre, par exemple, de spécialités comme les études arabes, turques ou européennes. À cette anomalie est censé remédier le terme *Kokusaika*/internationalisation, dont le Premier ministre Nakasone Yasuhiro fait au début des années 1980 un concept repris à tort et à travers les écrits et débats.

Avant d'arriver aux Nations unies, le Japon a déjà coopéré avec les institutions internationales – l'Unesco, l'International Labor Organization, l'OCDE –, mais son rôle de leader économique fait de

lui à Rambouillet, en 1975, l'un des six participants de la première réunion au sommet, où il se pose en représentant du monde asiatique. Okinawa, vu sa position culturelle particulière, passe pour le pont avec l'Asie du Sud-Est. Lors du sommet de 1978 à Tōkyō, le Japon se fait le porte-parole de l'Association des nations des pays de l'Asie du Sud-Est (Asean).

Une idée, parfois nettement proférée, freine l'effort d'internationalisation du Japon. Il se tient pour un peuple parfaitement homogène dans sa langue, sa culture et son histoire, et étranger aux minorités de tout acabit. Le retour d'Okinawa dans son giron y change peu, et ce même si le goût exotique pour les chansons d'Okinawa en popularise la langue et la musique.

Dans les années 1970, la démographie dépasse les 110 millions. En 1973, un nouveau *baby-boom* atteint son pic. Le Japon a l'espérance de vie la plus longue au monde. La population vit à l'étroit en agglomération urbaine. Aussi, depuis la fin des années 1950, l'État construit dans les faubourgs, pour les familles jeunes, des cités-dortoirs, dites *New Towns*, qui vieillissent mal. La télévision, le climatiseur et le réfrigérateur sont depuis longtemps l'équipement standard de la famille nucléaire, dont le mari va au travail, tandis que sa femme et sa mère s'occupent du ménage et des enfants. À partir des années 1970, guider les enfants dans la concurrence scolaire la plus féroce incombe surtout à la mère. Le cursus de plus en plus exigeant et épuisant, les cours en sus des boîtes à bachot, les examens d'entrée dans les meilleures universités focalisent la vie de famille de la classe moyenne, encore que le père, retenu par les longues heures de travail et de navette, y prenne à peine part.

De la décennie des années 1970 à celle des années 1980, les « nouvelles nouvelles [*sic*] religions » montent : *Agon.shū* (1978), *Kōfuku no Kagaku* (1986), *Aum.shinri.kyō*, etc. Cette dernière, active

aujourd'hui sous le nom d'Aleph, professe une synthèse du bouddhisme, de l'Ancien Testament et de l'Apocalypse, qui prévoit la fin du monde et projette d'en accélérer l'advenue par des attentats au gaz sarin. Elle en accomplit un, le 20 mars 1995, à Matsumoto et dans le métro de Tōkyō.

Les années 1980

En 1982 débute le long mandat du Premier ministre Nakasone Yasuhiro qui, en accord avec le président américain Ronald Reagan, défend durant sa mandature une politique économique néolibérale et hostile aux syndicats. Pour endiguer la dette d'État qui croît depuis les années 1970, le gouvernement privatise Japanese National Railways (JNR) et Nippon Telegraph and Telephone (NTT). Nakasone inaugure la quasi habitude des leaders nippons de rendre visite au sanctuaire Yasukuni, d'où l'émotion régulière des pays voisins qui ont pâti du Japon durant la guerre d'Asie-Pacifique.

Dans les années 1980, une affaire médicale fait scandale. Des agents du ministère de la Santé vendent à une firme pharmaceutique, où d'ex-collègues ont trouvé un emploi par *amakudari*/jeu de chaises musicales, des réserves de sang infecté par le sida, qui contaminent 1 400 personnes et causent 500 décès. En 2007, l'une des victimes contaminées survivantes, Kawada Ryūhei, entre à la Chambre haute. En 1996, Kan Naoto, alors ministre de la Santé, doit lutter contre l'obstruction de ses propres fonctionnaires pour trouver les responsables.

En 1989, le successeur de Nakasone, Takeshita Noboru, introduit une impopulaire TVA, qu'il justifie par le fait que le Japon est devenu une société de consommation et qu'il est juste que la charge fiscale ne

soit pas du côté des seuls producteurs. Les manifestations contre cette taxe de 3 %, que le PLD n'aura de cesse de repousser, sont les plus fortes que le pays ait connues depuis le début des années 1970. Le scandale Recruit-Cosmos, une affaire de pots-de-vin qui implique une cinquantaine de politiciens du PLD, force Takeshita à se retirer.

En septembre 1985, les grands pays industriels adoptent une politique commune pour corriger la surévaluation du dollar américain et réduire le déficit du commerce extérieur américain. Le Plaza Agreement réévalue le yen, qui passe de 245 à 165, puis 120 yens pour 1 dollar. La Banque du Japon baisse le taux d'escompte, argent et crédits deviennent bon marché, la Bulle économique enfle.

Accords du Plaza. – En 1985, le G5 (États-Unis, Angleterre, France, Allemagne, Japon), réuni à New York à l'hôtel Plaza, fixe une politique monétaire commune en vue de corriger le déficit du commerce extérieur américain dû au dollar trop élevé. La réévaluation du yen et du mark réduit le déficit de l'Europe occidentale. Au Japon même, l'excédent commercial augmente de façon effrénée en raison du coût réduit de production dû à la délocalisation. La banque centrale du Japon baisse son taux d'escompte et facilite ainsi le crédit immobilier. Les accords du Plaza sont à l'origine de l'économie de la Bulle des années suivantes.

L'industrie de production enregistre des succès dus à la mondialisation. Pour diminuer les frais de production et rester compétitif sur le marché mondial, on applique les propositions du rapport Maekawa – du nom de Maekawa Haruo (1911-1989), ex-président de la Banque centrale –, à savoir : concentrer la production de biens à haute intensité de savoir au Japon même ; délocaliser dans les pays à bas salaire (Chine, Asie du Sud-Est) le processus de fabrication axé sur la simple technologie.

Surtout à partir des années 1990, la restructuration des entreprises amorce la fin du consensus entre société, économie et État. De nouvelles lois noyautent la stabilité naguère garantie de l'emploi. La restructuration relaye la *Kokusaika*. De plus en plus de familles moyennes, disposant souvent du seul salaire du père, craignent à présent la perte de cet emploi. L'État est mis en demeure d'améliorer l'assurance-risques contre le chômage, encore peu développée.

Les années 1980 aggravent le contentieux commercial avec les autres pays industriels, qui s'évertuent à ouvrir le marché japonais, censément clos. Le côté nippon ménage bien procédures d'autorisation et canaux de distribution, mais se sent incompris. Les États-Unis se crispent sur les dires de l'autre bord, qui justifient les limites aux importations.

Ishihara Shintarō, membre ultra-conservateur du PLD et futur gouverneur de Tōkyō, publie avec Akio Morita, fondateur de Sony, *No to ieru Nihon/Le Japon qui peut dire non*, pour affirmer la capacité du Japon à résister à la pression américaine et vendre par exemple sa technologie ultrasensible à l'URSS. La réaction américaine ne se fait pas attendre. Le gouvernement japonais fait ce qu'il peut pour limiter les dégâts.

Cet incident parmi d'autres montre qu'à l'instar des traités inégaux imposés par l'Occident, le bouclier militaire américain, pour protéger le Japon en cas de conflit, ne l'en grève pas moins, lui fait subir les crises et les maux dont il est à l'origine, le maintient en somme à la taille du « nain politique » qu'est aussi l'Allemagne – mais les antiques annales chinoises ne parlaient-elles pas déjà du pays des Wa, à savoir des nains ?

HUITIÈME PARTIE

PÉRIODE CONTEMPORAINE. RÉCESSION ET MONDIALISATION

CHAPITRE XX

Période Heisei (1989-2019)

Le 7 janvier 1989, Hirohito, en poste depuis 1926, décède enfin, non sans avoir reçu une succession de transfusions sanguines faisant penser à l'opinion qu'il pompe une fois de plus le sang de ses sujets. Akihito (1933-) est investi le 12 novembre 1990. La nouvelle ère s'appelle *Heisei*. Ce nom combine deux passages des classiques chinois : l'un, des Mémoires historiques/*Shiji* de Sima Qian : « paix à l'intérieur rejaillit à l'extérieur » ; l'autre, du classique des documents/*Shujing :* « terre en paix, ciel clair ». Le tout donne « Paix dedans et dehors, au ciel et sur terre ». Les funérailles shintō ont lieu à Tōkyō et pas à Kyōto – la ville impériale –, en présence de toute la maison impériale. Au moment où le Japon amorce une période de longue récession, que nombre de péripéties – crise financière, calamités naturelles, incident nucléaire – ne contribuent pas à résoudre, il entre dans la mondialisation qui affecte la planète et cherche sa voie une fois de plus. Dès 1983, à l'apogée de la haute-croissance, le Premier ministre Nakasone Yasuhiro avait marqué la nécessité pour le pays de négocier ce qui lui apparaissait comme le tournant historique de l'après-guerre et, le temps des réformes

américaines une fois passées, de redonner sens à l’avenir du pays. Aussi le pays doit-il « parvenir à un nouvel équilibre entre les excès d’une modernisation fondée sur le tropisme militariste et l’imitation servile d’un Occident en perte de vitesse[1] ».

Les années 1990, l’éclatement de la Bulle

Le passage à la nouvelle ère advient au moment où l’économie de la Bulle accroît les revenus d’une bonne partie de la population. La consommation monte, l’argent coule, la plus-value foncière grimpe. L’indice Nikkei atteint les 38 915 yens fin 1989.

Au début des années 1990, la Bulle spéculative éclate[2]. C’est l’acmé de la longue expansion économique, durant laquelle le PLD a garanti la stabilité politique, le travailleur joui de la sécurité de l’emploi et la population cru appartenir à la classe moyenne et plutôt aisée. La période qui suit est qualifiée de génération, de décennie ou vingtennie perdue. En 2010, le Japon recule au troisième rang de l’économie mondiale, juste derrière la Chine.

Tous sont frappés. Petites et moyennes entreprises essuient le choc financier. Beaucoup n’y résistent pas, les grandes firmes licencient, les diplômés trouvent de moins en moins d’emploi. Avec la chute de l’immobilier, les banques se retrouvent avec une masse de prêts improductifs. L’aide de l’État ne sauve pas les plus petites structures. L’argent se fait rare. La Banque centrale relève les taux d’escompte. Les petits commerces et l’agriculture sont menacés. La pénurie de main-d’œuvre force à recruter des étrangers, surtout asiatiques. La

population vieillissante grève aussi le PNB. Le système de l'emploi à vie est compromis[3].

Pendant ce temps, le bloc de l'Est implose. Le Japon n'en a pas fini avec la guerre froide. Sa politique de sécurité doit composer avec la Chine et la Corée du Nord. Les rapports avec la Fédération de Russie restent compliqués par le contentieux sur les territoires du Nord.

L'Ouest attend que le Japon prenne ses responsabilités politiques autrement que par l'aide au développement ou la diplomatie du carnet de chèques. En 1990, lorsque l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït, la coalition dirigée par les États-Unis exige du Japon sa part. Avant les débats sur la participation à la guerre du Golfe, la découverte d'une affaire de corruption autour du groupe Recruit secoue l'élite politique du Japon qui, depuis la fin de la guerre, ne cesse de se coopter. Le Premier ministre Kaifu Toshiki échoue à faire voter une loi sur la participation aux missions de maintien de la paix des Nations unies.

Son successeur, Miyazawa Kiichi, promulgue cette loi en juin 1992. L'Amérique hausse le ton. Le Japon renvoie à l'article 9. La pression internationale monte. Le pays accepte sans barguigner l'exigence étasunienne d'un écot de 13 milliards de dollars. Son image internationale sort écornée de l'affaire. Il la redore avec l'envoi de missions des Nations unies (Cambodge, Mozambique, Zaïre, Golan), et d'aides humanitaires (Rwanda, Indonésie, Timor oriental, etc.), d'avions de transport des Forces d'autodéfense en Irak après 2003.

Les ministres des Affaires étrangères suivent les sessions de l'Asean. Membre fondateur de l'Asian-Pacific Economic Cooperation, le Japon apporte aussi des idées. Les firmes japonaises, qui sont les plus gros investisseurs étrangers, délocalisent maints sites de

production chez leurs voisins. Le Japon est le seul du G7 à ne pas critiquer la Chine après l'incident de la place Tiananmen (1989).

Une bonne partie de la population ne croit plus que ses ministres, sortis de l'élite, gèrent si bien le pays, et qu'on doive passer sur leurs agissements. Les médias font état de caisses noires, fonds détournés, fêtes ruineuses aux frais du contribuable. Même mouillé par les scandales, le PLD est toujours réélu, car l'opposition est trop faible pour le stopper et l'opinion pourtant lasse ne cherche pas de responsable. Maints facteurs (scandales financiers, zizanies des partis, promesses de réforme non tenues, dysfonctionnements administratifs) font bientôt s'effondrer le Système 55.

Le mécontentement s'exprime par le vote protestataire, l'exigence de moralisation de la vie publique et l'appel à la recomposition du système politique. Le PLD et les nouveaux partis qui se forment alors, le *Nihon.shin.seitō*/Nouveau Parti du Japon (NPD) et le *Shin.sei.tō*/Parti du renouveau (PR), tentent un régime de coalition. Ces deux derniers s'unissent et remportent les élections de juillet 1993. Hosokawa Morihiro, chef du NPD, devient Premier ministre. Le PLD passe dans l'opposition après 38 ans de règne. Le nouveau régime hétérogène tient par sa force de volonté et son refus du PLD. Il resserre les dépenses, punit la corruption, fixe le financement public des partis et réforme le système électoral de la Chambre basse.

Début 1994, le PLD s'allie au *Shin.shin.tō*/Nouveau Parti du progrès (NPP) et au *Shakai.minshū.tō*/Parti social-démocrate (PSD). Même s'il répugne à l'idée, l'option de placer un Premier ministre convainc le PSD. Fin juin 1994, Murayama Tomi. ichi devient le premier chef socialiste de gouvernement depuis 1948, tandis que le PLD reprend la barre. Les nouveaux élus se soucient moins d'un programme commun que de s'assurer des postes. Dès janvier 1996,

Hashimoto Ryūtarō (PLD) remplace Murayama, et dès octobre 1997, le PLD persuade d'ex-dissidents qu'il aura une nouvelle majorité à la Chambre basse.

La situation des étrangers et assimilés

Les Aïnous restent discriminés. Le Japon nie leur existence sur son territoire à la conférence des Nations unies sur la protection des minorités. En 1997, l'Union des êtres humains de même peuple, forte de 30 000 Aïnous, fait promulguer une loi qui garantit la protection et la promotion de la langue et de la culture aïnoues. En juillet 2008, le Parlement vote à l'unanimité une loi qui reconnaît les Aïnous pour premiers habitants de Hokkaidō et du Japon.

La population évite au quotidien les Aïnous et d'autres groupes : Japonais du Brésil, travailleurs d'Inde, du Bangladesh et des Philippines, ou encore Coréens résidents depuis la guerre d'Asie-Pacifique. Le défaut d'internationalisation affecte le pays, qui tente en vain d'y remédier par des mesures comme l'enseignement de l'anglais au jardin d'enfants et à l'école, la promotion du tourisme, etc.

Cette situation a un impact négatif sur les relations de voisinage, déjà compliquées par l'épisode du conflit d'Asie-Pacifique : la visite des Premiers ministres au sanctuaire Yasukuni, qui accueille les mânes des criminels de guerre ; le suicide collectif imposé à la population d'Okinawa par l'armée ; les femmes de réconfort coréennes, forcées de servir dans les bordels militaires ; la querelle des manuels scolaires révisionnistes. Les contentieux territoriaux réguliers n'arrangent rien. L'ouverture à l'altérité, mondialisation oblige, est grevée par la xénophobie latente et le nationalisme traditionnel.

Ianfu/**Femmes de réconfort. –** Cet euphémisme désigne les prostituées forcées de l'armée impériale. Leur nombre est sujet à conjecture, car le gouvernement a détruit la plupart des archives à la veille de la défaite. Le chiffre estimé varie de 20 000 à 410 000. Plus de la moitié des femmes retenues dans les quelque 2 000 maisons ou stations de réconfort – l'équivalent de nos BMC (bordels militaires de campagne) – avaient entre 14 et 25 ans. Issues des territoires occupés, parfois japonaises aussi, elles font jusqu'à plus de trente passes par jour. Dans les années 1930, dans l'espoir de prévenir les viols de civils, l'armée fournit les bordels du front en prostituées volontaires issues du Japon. Lorsque cela ne suffit pas, elle recourt à l'illégalité (faux recrutement, enlèvement, etc.). Dans les années 1990, les intéressées se manifestent et exigent réparations. Malgré des excuses, repentirs réitérés, efforts de règlement diplomatique et financier, le contentieux perdure.

La chute démographique

Le taux des naissances ne cesse de chuter depuis 1974. Il tombe à 1,57 en 1989, et est pour la première fois plus bas qu'en 1966, dite année du cheval de feu, où les couples décident par superstition de ne pas enfanter de peur que la fille née cette année-là ne porte malheur à son futur époux. Avec plus de la moitié de la population qui atteint les 50 ans et plus en 2010, les conséquences sont la moindre capacité d'innovation, la pénurie de personnel, le besoin de prise en charge médicale, les risques pour le système d'assurances et le régime des pensions.

La baisse du taux des naissances est due à la diminution du nombre des mariages. La société japonaise, qui ne conçoit pas l'idée de progéniture hors mariage, compte 2 % d'enfants naturels. Cette désaffection tient au coût d'opportunité lié au degré de formation des jeunes femmes. Ceux qui se marient le font de plus en plus tard, trop

tard pour avoir un second ou troisième enfant. Des considérations économiques retiennent aussi souvent les parents.

Nombre d'épouses d'âge moyen qui, des décennies durant, outre l'éducation des enfants, ont pris soin de la génération des parents, réagissent contre l'absence d'aide de l'État et obtiennent en 2000 une assurance santé. Mais le PLD fait peu pour aider les jeunes couples ou favoriser la compatibilité entre travail et enfants. La question démographique l'intéresse d'autant moins qu'il n'y glane aucune voix électorale.

Les parents potentiels ne sont pas incités à procréer. Le revenu annuel moyen a beau dépasser les 40 000 $ par tête à la fin des années 1990, la tendance est à la baisse pour une partie croissante de la population. De plus en plus de jeunes, par choix ou malgré eux, gagnent leur vie sans formation aucune, avec un travail occasionnel et temporaire. Un tiers des travailleurs, surtout les femmes, travaillent à temps partiel, quasi sans couverture sociale et pour une misère. Le fossé entre riches et pauvres se creuse. Les régions rurales vieillissent, accablées de dettes. Le paupérisme fait retour.

En 2001, le nouveau Premier ministre, Koizumi Jun.ichirō, manifeste une volonté de réforme, qui galvanise. Durant son mandat de cinq ans, il s'attaque aux structures encroûtées et aux groupes d'intérêt de son parti, menace de le faire éclater s'il se met en travers de ses plans de réforme. En 2005, Koizumi privatise la poste. Lorsqu'il se retire un an après, le PLD dispose d'une majorité aux deux-tiers. Maint nouveau député doit son premier mandat à la popularité de Koizumi. Abe Shinzō et Fukuda Yasuo lui succèdent un an, puis se retirent.

À partir de 2005, le nombre des actifs décroît encore plus vite que la population du Japon. Le gouvernement, qui ne se résout ni à ouvrir le pays au travailleur étranger ni n'espère un rebond des naissances,

mobilise toute la force de travail disponible : jeunes travailleurs à temps partiel, seniors, femmes. Il lance le concept de *work-life balance*, de compatibilité entre travail et famille, censé attirer la femme dans le monde du travail et l'y retenir, ainsi que l'aider à assouvir son désir de mère, mais ne dépasse guère la déclaration d'intention. Après la crise financière mondiale de 2008-2009, endetté de plus du double de son PIB, l'État élève à peine son budget de sécurité sociale, et d'autant moins que le système de retraite et les assurances santé sont dans le rouge.

En septembre 2008, Asō Tarō enchaîne et, comme ses deux prédécesseurs, il peine à gouverner car l'opposition obtient la majorité à la Chambre haute en 2007 et peut retarder le processus de législation. Avec la crise financière mondiale qui éclate à l'automne 2008, Asō ne tient pas sa promesse d'organiser vite les élections à la Chambre basse et les repousse à la fin de sa quatrième année de mandature. Le verdict des urnes montre que les trois successeurs de Koizumi ont fait baisser leur parti dans l'estime des électeurs. Le 30 août 2009, le PDJ, présidé par Hatoyama Yukio, gagne 310 sièges sur 480 à la Chambre basse. C'est une telle victoire que le nombre de candidats PDJ inscrits sur la liste du parti ne suffit pas et qu'en définitive, ils ne sont que 308 à entrer au Parlement. L'équipe gouvernementale, complétée par les Sociaux-démocrates et le nouveau Parti du peuple, s'attelle à ses projets de réforme : réduire les programmes d'infrastructure et d'investissement, limiter l'ingérence ministérielle sur la politique gouvernementale, renégocier la présence américaine à Okinawa sur la base de Futenma, etc. La démocratie japonaise semble enfin parvenue à assurer la transition vers un système à deux partis. L'opinion déchante dans les trois années qui suivent. Trop de politiciens échouent sur leurs projets de

réforme. En juin 2010, après un scandale financier, Hatoyama se retire.

L'incident de Fukushima : séisme, tsunami, avarie nucléaire

Le 11 mars 2011, à 14 h 46, la côte de la région du Tōhoku (dép. Iwate, Miyagi et Fukushima) subit un séisme de magnitude 9,0. Dans les deux mois suivants, plus de 86 répliques, de magnitude 6 ou plus, touchent le Kantō, y compris Tōkyō et Yokohama.

Les pertes humaines et dégâts matériels sont moindres que ceux occasionnés par la vague du tsunami qui ravage une heure après une bande de côte de 560 km² et atteint près de 40 mètres de haut. En effet, près de 16 000 morts, dont les deux tiers âgés de 60 ans et plus, sont à déplorer. Fin 2011, près de 8 000 personnes sont portées disparues, 475 000 habitations détruites ou endommagées. Selon la Banque mondiale, le coût total des dommages avoisine les 17 billions de yens, soit 160 milliards d'euros.

Ce même jour, le séisme touche quatre des six réacteurs de l'usine atomique de Fukushima I et fait perdre leur étanchéité aux refroidisseurs. Le tsunami détruit l'alimentation électrique et le refroidissement des réacteurs. Deux incendies et des explosions affectent jusqu'au 15 mars quatre des réacteurs ; le cœur de trois d'entre eux entre en fusion. L'eau radioactive circule dans le Pacifique jusqu'à début avril. De la vapeur contaminée s'échappe durant des mois.

Les premiers jours, le manque d'information par la NHK sur l'état des réacteurs compromet la tâche de l'équipe de crise. Le dispositif

d’urgence ne fonctionne pas. Le Premier ministre Kan Naoto craint de devoir évacuer Tōkyō. Il fait refroidir les réacteurs à l’eau de mer et oblige la Tōkyō Electric Power Company (TEPCO), qui gère l’usine, à les contrôler.

Le gouvernement essaye de ne pas créer la panique. La population ignore la situation réelle. Les médias spéculent. Dans un rayon de 100 km autour de Fukushima, les habitants ne sont pas en sécurité. À Tōkyō et Yokohama, on vaque à ses activités, mais on a peur, et les rumeurs courent : empoisonnement de l’air ou de l’eau, contamination des aliments, difficultés à stopper les réacteurs, etc.

Près de 300 000 personnes évacuées doivent vivre dans la région touchée et des logements de fortune. Sauvetage et reconstruction se mènent sous menace atomique permanente. Les autorités acceptent les secours étrangers. Les États-Unis lancent l’opération *Friendship-Tomodachi*. Le 15 mars, les autorités invitent les habitants d’un rayon de 20 km autour de Fukushima à quitter les lieux.

Fukushima suscite le débat sur le mésusage de l’atome et le danger des centrales atomiques proches des agglomérations. Le cas Fukushima ne signifie pas que le Japon, pays de haute technologie, ne maîtrise pas les réacteurs, mais que TEPCO, qui a le monopole de l’énergie régionale et travaille depuis des années avec le PLD et le ministère de l’Économie, n’a pas pris les mesures de sécurité nécessaires et que l’État n’a guère contrôlé. La cartographie sismique historique montre que les séismes ont touché quasi la même zone en 869 et 1611. TEPCO et le PLD, qui profitent des retours financiers de la centrale atomique, ont ignoré ces données.

L’incident du 11 mars 2011 a une portée sociale. Les mois suivants, les médias écrivent sur le sens que les jeunes célibataires donnent à présent au concubinage et au mariage. Les unions font un bond, famille et parents reprennent leur sens, voisins et amis

reviennent. L’opinion est plus critique sur l’approvisionnement et l’économie d’énergie retient l’intérêt. En juin 2011 à Tōkyō, 60 000 personnes manifestent, chiffre modique au regard de la réaction d’autres pays. Rien n’assure que l’incident de Fukushima stimule une culture politique plus participante au Japon, mais une certaine mobilisation est à noter, depuis lors, notamment contre les essais du régime en place afin de modifier la Constitution.

Le PLD entrave les efforts du Premier ministre Kan Naoto pour former une coalition qui surmonte cette crise. Le chef du parti, Tanigaki Sadakazu, se réjouit du désarroi de son adversaire. Les électeurs ne sanctionnent pas le PLD pour autant. Kan, dont l’opinion soutient l’initiative pour augmenter les énergies renouvelables et diminuer la dépendance à l’énergie atomique, est pourtant poussé à démissionner par ses adversaires, les membres de son propre parti et une presse très critique. L’ex-ministre des Finances, Noda Yoshihiko, lui succède en septembre 2011.

Après l’incident du 11 mars, le PIB du Japon recule de 3,5 %. L’État dégage un budget en sus pour reconstruire et soutenir l’économie domestique. L’endettement national s’accroît de plus de 200 % du PIB. Les experts ne s’alarment pas, car le pays peut revendre une bonne partie de ses emprunts d’État à des investisseurs autochtones. Les choses se corseront si les taux d’intérêt montent.

Les partis d’opposition ne s’alignent toujours pas sur un front commun qui propose une alternative sérieuse. Aussi, en 2012, 2014 et 2017, la coalition PLD-Kōmeitō gagne sans mal les élections à la Chambre basse. Plus de 40 % de l’électorat n’exerce pas son droit de vote et laisse la voie libre à la coalition.

Le dernier chef du Parti démocratique, Noda Yoshihiko, cède à la pression de l’opposition après les nouvelles élections à la condition d’augmenter la taxe à la valeur ajoutée. La participation électorale de

décembre 2012 est la plus basse jusque-là, mais la coalition du PLD-Kōmeitō remporte une nette majorité, tandis que l'opposition éclate. L'enquête du ministère public sur Hatoyama et sur Ozawa Ichirō, secrétaire général du PDJ, en raison d'activités financières contraires à la loi, ne perturbe pas le nouveau régime.

*L'*Abenomics

Élu en 2013, le Premier ministre Abe fixe à 2020, année des Jeux olympiques de Tōkyō, la réforme de la Constitution de 1946. Il est prévu d'ajouter à l'article 9 une clause qui légitime les Forces d'autodéfense. Ces projets du PLD se heurtent depuis des décennies à un mouvement pacifiste, qui se méfie des intentions du parti en place, dont une fraction exalte la nation de toujours, se rattache au *Nippon.kaigi*/Conseil impérial, réinterprète le passé et considère plus les devoirs que les droits du citoyen face à l'État.

Fin 2012, pour relancer la croissance économique, le Premier ministre Abe forge le concept d'*Abenomics* en trois points : argent bon marché, à taux réduit ; incitations fiscales par investissements d'État ; réformes structurelles. Les deux premiers ont des effets positifs, mais en dessous des attentes. Les mesures politiques, politique monétaire lâche et programmes massifs de relance économique, donnent une croissance moindre et instable. L'effet de ruissellement et le dépassement de la déflation restent en deçà des attentes. Les réformes structurelles s'enlisent. Par trois fois, la hausse de la TVA de 8 à 10 % est repoussée. Près de 40 % des actifs n'ont qu'un emploi à temps partiel et survivent sans protection sociale. Le séisme force 7,0 qui frappe le département de Kumamoto en avril 2016 ne fait qu'aggraver la situation.

Le Japon, entre Chine et États-Unis

Même si Tōkyō est pris en tenaille par les États-Unis et la Chine, la rivalité des deux puissances peut lui redonner du jeu. De fait, à la différence des années de haute croissance, le Japon s'est fait discret. Sa culture attire plus qu'autrefois le public, car le *softpower* (cuisine, cinéma, lettres, mangas, jeux vidéo, *bukkak*) l'emporte sur l'intérêt politique ou économique. Sinon, l'Archipel n'existe plus guère aux yeux du monde que lors de séismes photogéniques ou de l'accueil d'événements internationaux.

Une cause de ce désintérêt relatif est que le Japon végète dans l'ombre de la Chine depuis 2010. Le PIB du Japon en 2017 est estimé à 4,8 mille milliards de dollars, à peine au-dessus de sa valeur nominale d'il y a dix ans, à la veille de la récession. Entre-temps, le PIB chinois a crû de 3,5 à 12 mille milliards de dollars contre 19,3 mille milliards en 2017 pour l'Amérique. Les réformes néolibérales de Tōkyō dans les années 1990 n'ont pas enrayé la perte de compétitivité des entreprises. Elles ont affaibli la sécurité sociale et accru les inégalités entre citoyens. Le travail précaire touche à présent 37 % des actifs.

CHAPITRE XXI

Période Reiwa (2019-)

Le sort de la maison impériale retient l'attention des Japonais depuis 2017. Akihito s'est acquis la sympathie populaire et acquitté de son rôle de symbole. Il a publiquement compati avec les victimes des maladies, handicaps et catastrophes naturelles, notamment celles d'Okinawa, et rappelé à la mémoire du Japon les souffrances de la guerre d'Asie-Pacifique. Quand il annonce son désir de se retirer en 2019, la population le soutient.

Le nom de la nouvelle ère, composé de *rei* = ordre et de *wa* = harmonie, est diversement interprété. L'Occident peut l'entendre comme *Beautiful harmony* ou Vénérable paix. La Chine pointe qu'à côté du terme *wa*, « paix » ou « harmonie », dont le sens est univoque, le mot *rei* porte une idée d'ordre et d'ordonnancement. Le Japon serait alors le pays qui ordonne la paix : un sens agressif pour la Chine, où le Japon a sévi durant la dernière guerre[1]. La finasserie sémantique dit la tension entre les deux pays. Le 22 octobre 2019, Naruhito devient 126e *ten.nō*.

Dernier état des lieux

À l'horizon 2025, certains des écueils apparus dès les années 1990 se précisent, et d'autres surgissent. Aucun projet de société ne galvanise le pays comme à l'ère Meiji ou lors de la reconstruction d'après-guerre. Les seniors se multiplient, ce qui pourrait nourrir une économie du vieillissement durable, mais réclame en attendant, malgré un meilleur taux d'emploi de jeunes et de femmes, plus d'actifs étrangers. Les inégalités, qui se creusent comme en Europe, semblent désespérer les moins de 30 ans, future population active. Les slogans et propos auspicieux sur la société de demain se dégonflent, à l'exception du *Cool Japan* qui affiche un désir de lâcher prise.

L'hégémonie du PLD a cédé la place au bipartisme, qui doit faire avec un électorat volatile, une presse assassine et l'émergence de micro-partis déstabilisants. Le parti en place, réduit à caresser l'opinion dans le sens du poil, ne prend pas de risque, surtout avec les « seniors enfin devenus vieux » (M. Houellebecq), qui pèsent sur le budget public avec la hausse des dépenses sociales. Les solutions testées ou envisagées – coalition, gouvernance médiatique, décentralisation au profit du pouvoir local – ne désamorcent pas l'instabilité chronique.

Avec une population censée chuter de 128 millions en 2010 à 100 millions en 2060, et ses suites – vieillissement de la population et pénurie croissante d'actifs –, l'État prend deux séries de mesures. Il aide d'abord les citoyens à mieux concilier travail et famille. Les Japonaises ont de meilleures conditions de travail depuis la loi sur l'égalité des chances de 1986 et occupent des emplois de plus en plus stables, mais les postes de direction ne leur sont pas encore ouverts à parts égales.

L'État tâche ensuite de libérer le flux migratoire, même s'il n'a pas le soutien de la majorité au pouvoir. En novembre 2018, sans parler d'immigration au sens propre, il a ouvert ses portes à la main-d'œuvre étrangère, avec un taux d'entrée annuel de 180 000 âmes et plus de 7 millions d'entrants d'ici 2060, et une population plus compatible culturellement qu'ailleurs.

La montée des dépenses a toutefois grevé la dette publique, passée à 253 % du PIB en 2018, dont 60 % détenus par l'État *via* la Banque du Japon, mais cette situation n'a pas contraint jusqu'ici le gouvernement à payer des intérêts élevés, car la part des titres détenus par les investisseurs étrangers reste marginale. Le Japon a d'autant plus les moyens de se dégager de la dette publique qu'elle est quasi circonscrite au seul Japon, qu'il peut emprunter dans sa monnaie à lui et soutenir l'endettement par de nouveaux impôts. De plus, il émet et place des bons du Trésor pour payer les intérêts de sa dette. Enfin, dès lors que la Banque du Japon détiendra toute la dette publique ou presque, l'État pourra l'annuler d'autorité[2].

Sur le front extérieur, l'*Abenomics* vise à créer de nouveaux créneaux pour les entreprises au moyen d'accords de libre-échange et de coopération internationale, par exemple des partenariats stratégiques avec l'Inde ou l'Australie. Projeté sous la présidence du président américain Barack Obama, la Trans-Pacific-Partnership (TPP), censé regrouper 12 États riverains du Pacifique en zone de libre-commerce et faire contrepoids à l'économie de la RPC qui supplante celle du Japon, capote avec l'élection de Trump, dont la politique protectionniste amène les États-Unis à se retirer de la TPP. L'accord, que le Japon renégocie avec les autres partenaires et sans les États-Unis, entre en vigueur à la fin de 2018. Parallèlement, en juillet 2018, le Japon conclut un accord avec l'Union européenne (Eijepa).

Les relations du Japon avec les deux Corée ne vont pas non plus de soi. Avec la Corée du Sud et le débat sur les femmes de réconfort et travailleurs forcés de la guerre d'Asie-Pacifique, encore que la présidente Park Geun-hye tienne l'affaire pour close. Avec la Corée du Nord et ses tests de fusée au-dessus de l'espace aérien nippon, ses essais nucléaires et ses enlèvements de citoyens japonais, Abe doit s'assurer du soutien de Trump, qui exige le réarmement massif du Japon et, eu égard au cours peu élevé du yen, de restreindre les importations.

***Hallyu*/Vogue de la Corée. –** À partir des années 1990, la culture de la Corée du Sud se diffuse en Asie orientale. Au Japon, tout débute en 2003, avec la série télévisée coréenne *Sonate d'hiver*, du genre mélodrame, dont les acteurs coréens gagnent le cœur des dames d'un certain âge. Plus récemment, la K-pop rafle le marché des ados. Hallyu, la chaîne de l'industrie coréenne des loisirs, provoque un boom de la Corée (voyage, nourriture, langue, mode) et infléchit le comportement vestimentaire de la jeunesse nippone.

L'inappétence de Trump pour le multilatéralisme, son attitude ambiguë sur les engagements des États-Unis en matière de sécurité en Asie et sa guerre économique contre la Chine ont favorisé le rapprochement entre le Japon et la Chine. Bien que le conflit sur les Senkaku, que Chine et Japon se disputent, gâte leurs rapports depuis 2010, et que le risque de conflit ne soit pas nul, le revirement des États-Unis a entraîné la reprise des contacts et débouché sur des accords, telle l'adhésion du Japon au Belt Road Initiative, stratégie de développement infrastructurel lancée par la Chine en 2013.

Tōkyō continue, pour juguler l'emprise de cette dernière, à soutenir avec les États-Unis un projet concurrent d'axe info-pacifique et d'autres initiatives d'intégration régionale. Il résiste aussi à la

concurrence chinoise en Afrique avec l'International Conference on African Development, qu'il organise tous les trois ans au Japon, et l'Africa-Japan-Forum créé en 1994. La quête pragmatique d'un équilibre entre Chine et Amérique doit permettre au Japon de retrouver un poids géopolitique. L'inconnue de la réplique américaine à ces projets et les motifs de friction avec la Chine pèsent, malgré la détente récente, sur l'avenir de cette stratégie[3]. Bien des défis attendent le Japon. Il relève toujours, en principe, le gant de l'Histoire.

Notes

Notes du préambule

1. B. Frank, « L'introuvable empire des signes », 1981.

2. R. Amossy, *Clichés et stéréotypes*, 2016.

3. P. Pelletier, *La Fascination du Japon. Idées reçues sur l'archipel japonais*, 2012, p. 7-8.

4. G. Siary, « Au pays du marronnier en fleur : le reportage au Japon », 2017.

5. M. Haneda, *Toward Creation of a New World History*, 2019.

6. H. Bozarslan, *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, 2015, p. 5.

7. G. Siary, « Images et contre-images de l'Extrême-Orient au Japon et en Occident », 2001, p. 67-77.

8. R. Debray, *Civilisation*, 2017, 351.

9. K. Pomeranz, *The Great Divergence*, 2000 ; A. G. Frank, *Reorienting the 19th Century Global Economy in the Continuing Asian Age*, 2015.

10. N. Wang, *L'Asie orientale du milieu du XIXe siècle à nos jours*, 2014.

11. C. Levi-Strauss, *L'Autre Face de la lune. Écrits sur le Japon*, 2011, p. 45.

Notes du chapitre premier

1. « Géologie du Japon », coursgeologie.com/267-geologie-du-japon.html.

2. Geospatial information authority of Japan, gsi.go.jp

3. S. Komatsu, *La Submersion du Japon*, 1997.

4. P. Pelletier, *La Japonésie. Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*, 1998.

5. A. Berque, *La Rizière et la Banquise*, 1980, p. 137-139.

Notes du chapitre II

1. A. Nanta, « Physical Anthropology and the Reconstruction of Japanese Identity in Postcolonial Japan », 2008, p. 29-47.

2. J. Pigeot, « Les Japonais peints par eux-mêmes », 1983.

3. K. Hanihara, « Dual Structure Model for the Formation of the Japanese Population », 1991.

4. M. Hudson, *Ruins of Identity. Ethnogenesis in the Japanese islands*, 1999, p. 243.

5. M. Robbeets, *Diachrony of Verb Morphology. Japanese and the Transeurasian languages*, 2015, p. 30-33.

6. Leon A. Serafim, « When and from where did the Japonic Language enter the Ryukyus? », p. 463-476.

7. A. Vovin, « Japanese, Korean, and other “non-Altaic” Languages », 2009, p. 105-147.

8. B. Frellesvig (dir.), *Proto-Japanese: Issues and Prospects*, 2008.

9. A. Vovin, « Origins of the Japanese Language », 2017.

10. R. A. Miller, *Japan’s Modern Myth. The Language and Beyond*, 1982.

11. O. Corff, *Zur Frage der Herkunft der Japanischen Sprache*, 1990.

12. J. Habu, *Ancient Jomon of Japan*, 2004, p. 48.

13. W. Farris, *Japan’s Medieval Population*, 2006, p. 5.

14. M. Jolivet, « Derrière les représentations de l’infanticide ou *mabiki ema* », 2004, p. 99-130.

15. data.worldbank.org/indicator/ SP.DYN.TFRT.IN?locations=JP

16. Y. Amino, *Rethinking Japanese History*, 2012, chap. 8.

17. A.-E. Lewallen, *The Fabric of Indigeneity*, 2016.

Notes du chapitre III

1. G. Barnes, « Origins of the Japanese Islands », 2003, 47-50 ; « A Hypothesis for Early Kofun Rulership », 2014, p. 7-8.

2. L. Kohn, « Taoism in Japan: Positions and Evaluations », 1995, p. 389-412.

Notes du chapitre IV

1. U. Goch, *Abriß der japanischen Geschichtsschreibung*, 1992.

2. K. Takamitsu, *Kojiki no tassei*, cité par A. Rocher, *Mythe et souveraineté au Japon*, 1997, p. 25-26.

3. *Kojiki*, 2011, empl. 164.

4. N. Naumann, *Die Mythen des alten Japan*, 2011, p. 246-247.

5. A. Rocher, « Japon », 2018, p. 58-95.

Notes du chapitre V

1. G. Barnes, « The “Idea of Prehistory” in Japan », 1990, p. 929-940.

2. Jean-Paul Demoule, « Le Japon comme horizon », *jeanpauldemoule.com/japon-horizon/*

3. A. Lehoërff, « Les paradoxes de la Protohistoire française », 2009, p. 1107-1133.

4. L. Nespoulous, « Des empereurs et des tombes », 2003, p. 87-122.

5. C. T. Keally, « Yayoi », http://www.t-net.ne.jp/~keally/yayoi.html

6. C. Serizawa, « The Oldest Archaeological Materials from Japan », 1958, p. 1-39.

7. A. Nanta, « Comprendre l’affaire de falsification d’outils paléolithiques de 2000 », 2010, p. 193-220.

8. C. Totman, *Japan. An Environmental History*, 2016, p. 25-26.

9. C. Serizawa, « Cave sites in Japan », 1979, p. 340-349.

10. C. Serizawa, « The Stone Age of Japan », *Asian Perspectives*, 1976, p. 8.

11. C. R., « Les figurines préhistoriques de Sibérie ne sont pas des Vénus », hominides.com/html/actualites/statuette-siberie-pas-vraiment-venus-prehistoriques

12. S. Kaner, « Long-Term Innovation », 2009, p. 93-119.

Notes du chapitre VI

1. X. Wu, « Early Pottery at 20,000 Years Ago in Xianrendong cave, China », 2012.

2. N. Ishige, *The History and Culture of Japanese Food*, 2011, p. 12-14.

3. D. H. Temple, « Caries: the Ancient Scourge », 2016, p. 433-449.

4. L. Nespoulous, « Le contre-exemple Jômon », 2000, p. 29.

5. P. Mason, *A History of Japanese Art*, 2005, p. 18-20.

6. D. J. Cohen, « The Advent and Spread of Early Pottery in East Asia », 2013, p. 65-92.

7. I. Seco Serra, *Historia breve de Japón*, 2010, empl. p. 421-518.

8. K. Imamura, *Prehistoric Japan*, 2016, p. 75.

9. I. Shaw, *A Dictionary of Archaeology*, 1999, 583 ; S. Kaner, « The involution of complexity in Jomon Japan », *in* A. Cannon, *Structured Worlds. The Archaeology of Hunter-Gatherer thought and Action*, 2014, p. 183-203.

10. S. Kaner, *The Power of Dogu*, 2009.

11. N. Naumann, *Japanese prehistory*, 2000 ; S. Fantuzzi, *Veränderungen im Ritualverhalten im Laufe der japanischen Jomon-Zeit*, 2016.

12. J. Habu, *Ancient Jomon of Japan*, 2004, p. 236.

13. T. N. Ladefoged, « Fortified Castles on Okinawa Island during the Gusuku Period, AD 1200-1600 », 2000, p. 404-412.

14. R. K. Beardsley, « Before History: a Survey of the Archaeological Record », 1955, p. 334.

15. M. Furusaki, « Die Vorgeschichte Japans », archaeologie-online.de/artikel/2014/die-vorgeschichte-japans-ein-ueberblick/

16. J. Kreiner (dir.), *Geschichte Japans*, 2018, p. 31-33.

17. J. Guilaine, « Une révolution “humaniste” », 2000, p. 474.

18. C. Totman, *Japan*, *op. cit*.

Notes du chapitre VII

1. J. R. Piggott, *The Emergence of Japanese Kingship*, 1997, p. 2.

2. E. Ohnuki-Tierney, *Rice as Self*, Princeton U.P., 1993.

3. J. Diamond, « In Search of Japanese Roots », japaneseroots1455.

4. C. von Verschuer, *Le Riz dans la culture de Heian, Mythe et réalité*, 2003.

5. H. Hongo, « Introduction of domestic animals to the Japanese Archipelago », 2017, p. 333-350.

6. L. von Falkenhausen, *Suspended Music*, 1993, p. 159-160.

7. O. Brunet, *Les Marqueurs idéologiques du pouvoir*, 2012.

8. É. Seizelet, « Les trois trésors sacrés et la symbolique impériale au Japon », 2005, p. 8-9.

9. J. Guilaine, *Caïn, Abel, Ötzi. L'héritage néolithique*, 2011, p. 250-251.

10. L. Gilaizeau, « Entre mythe et réalité : les Japonais à la recherche de leurs origines », 2016, p. 101-111.

11. K. Mizoguchi, *Archaeology, Society and Identity in Modern Japan*, 2006.

12. J. Guilaine, *Caïn, Abel, Ötzi*, *op. cit.*, p. 249.

13. M. Vié, *Histoire du Japon*, 2014, empl. 94/1579.

Notes du chapitre VIII

1. K. Müller, *Wirtschafts- und Technikgeschichte Japans*, 1988, p. 20-21.

2. K. Sasaki, « The Kofun Era and Early State Formation », 2017, p. 77-79.

3. K. Imamura, *Prehistoric Japan, op. cit.*, p. 14.

4. L. Gilaizeau, « Les miroirs *sankakubuchi shinjū* », 2012, p. 189-199.

5. S. Rhee, « Korean Contributions to Agriculture, Technology, and State Formation in Japan », 2007, p. 404-459.

6. G. B. Sansom, *Japan. A Short Cultural History*, 1991, p. 31-35.

7. L. Caillet, [Gishi Wajin-den], 2000, 25-27, p. 313-318.

8. W. W. Farris, *Sacred Texts and Buried Treasures*, 1998.

9. W. Müller-Yokota, « Abriss der geschichtlichen Entwicklung der Schrift in Japan », 1987, p. 1-75.

10. K. Mizoguchi, *Archaeology, Society and Identity in Modern Japan*, *op. cit*.

11. N. Baumert, *Le Saké. Une exception japonaise*, 2011.

12. A. Rocher, « Origine, formes et mutations de l'ostéomancie au Japon », 2012, p. 35-44.

13. K. Imamura, *Prehistoric Japan, op. cit.*, p. 178.

14. R. Duquenne, « La face cachée du soleil levant », 2000, p. 629-644.

15. N. Naumann, « Die Wo-Königin Pi-mi-hu und ihr "Weg der Dämonen" », 1989, p. 323.

16. G. Barnes, « A Hypothesis for Early Kofun Rulership », art. cité, p. 12 s.

17. B. Walker, *A Concise History of Japan*, 2015, empl. 1152 s.

18. W. Edwards, « In Pursuit of Himiko », 1996, p. 53-79 ; B. Seyock, « Hu Wei's "Map of the Four Seas" and Its Significance for Yama'ichi Research », 1999, p. 191-202.

19. K. Imamura, *Prehistoric Japan*, *op. cit.*, p. 188.

20. K. Inoue, *Geschichte Japans* [*Nihon no rekishi*, 1963], 1995, p. 32.

21. *Ibid*, p. 7.

22. G. Barnes, *Archaeology of East Asia*, 2015, p. 351.

23. K. Inoue, *Geschichte Japans*, *op. cit.*, p. 32.

24. C. T. Allen, « Prince Misahun: Silla's Hostage to Wa from the Late Fourth Century », 2003, p. 10.

25. H. Il Pai, *Constructing "Korean" Origins*, Harvard U.P., 2000, p. 23-35.

26. T. Hatada, « An Interpretation of the King Kwanggaet'o Inscription », 1979, p. 1-17.

27. Shin K. C., « Relations between Kaya and Wa in the third to Fourth Centuries CE », 2000, p. 112-122.

28. B. L. Batten, c.r. de H. Ooms, *Imperial Politics and Symbolics in Ancient Japan*, 2009, p. 188.

29. F. Hérail, « Lire et écrire dans le Japon ancien », 1997, p. 253-274.

30. C. Seeley, *A History of Writing in Japan*, 1991, p. 16.

31. A. Ceugniet, *L'office des études supérieures au Japon du* VIIIe *au* XIIe *siècle*, 2000.

32. J. R. Piggott, « *Mokkan*. Wooden Documents from the Nara Period », 1990, p. 449-470.

33. W. Hong, « Myth, Legends, and Inscriptions Trinity of Jimmu (Ihare), Ōjin (Homuda) and Ninigi », 2010.

34. J. H. Grayson, « Mimana, a Problem in Korean Historiography », 1977, 65-69 ; P. Mohan, « The Controversy over the Ancient Korean State of Gaya », 2017, p. 107-124.

35. Y. Williams, *Tsumi – Offence and Retribution in Early Japan*, 2003, p. 32-33.

36. C. Haguenauer, « L'adresse du dignitaire de la province d'Izumo », 1977, p. 1-11-38.

37. K. Hirano, « The Yamato 大和 State and Korea in the Fourth and fifth Centuries », 1977, p. 81.

38. C. S. Kim, « The *Kolp'um* System: Basis for Sillan Social Stratification », 1971, p. 43-69.

39. G. Barnes, « The Role of the *be* in the Formation of the Yamato State », 1987, p. 86-101.

40. M. Waida, « Sacred Kingship in Early Japan: a Historical Introduction », 1976, p. 323.

41. F. Hérail, *Conversations sous les toits*, 2008, p. 42.

42. *The Cambridge History of Japan*, t. 1, 1993, p. 146.

Notes du chapitre IX

1. R. Bowring, *The Religious Traditions of Japan*, 500-1600, p. 15-17 ; P. L. Swanson, *Nanzan Guide to Japanese Religions*, 2005, p. 145-146.

2. Yoshida K., « The Credibility of the *Gangōji engi* », 2015, p. 89-107 ; H. Durt, « Clichés canoniques bouddhiques », 1985, p. 14-15.

3. N. Miyata, *Die Übernahme der chinesischen Kultur in Japans Altertum*, 2012, p. 74-76 ; J. Fogel, *Articulating the Sinosphere*, 2009, p. 13-15 ; M. Waida, « Sacred Kingship in Early Japan », *op. cit.*, p. 329-331.

4. *Soûtra de la Liberté inconcevable*, 2000.

5. J. Babb, *A World History of Political Thought*, 2018.

6. L. Vandermeersch, *Ce que la Chine nous apprend*, 2019, p. 94.

7. C. von Verschuer, « I. Cartographie et économie publique dans le Japon des VIIIe-Xe siècles », 2011.

8. Wang Z., *Tang China in Multipolar Asia*, 2013, p. 76-79.

9. K. Jinwung, *A History of Korea*, 2012, p. 47.

10. H. Ooms, *Imperial Politics and Symbolics in Ancient Japan*, *op. cit.*, p. 100.

11. T. Duthie, « The Jinshin Rebellion », 2013, p. 295-320.

12. H. Ooms, *Imperial Politics and Symbolics in Ancient Japan*, *op. cit.*, p. 3-4.

13. M. Vié, *Histoire du Japon*, *op. cit.*, empl. 279.

14. H. Ooms, *Imperial Politics and Symbolics in Ancient Japan*, *op. cit.*, p. 155.

15. D. Howland, *Borders of Chinese Civilization*, 1996, p. 257.

16. H. Ooms, *Imperial Politics and Symbolics in Ancient Japan*, *op. cit.*, p. 292, n. 64.

17. E. Lokowandt, *Der Ten.nō. Grundlagen des modernen japanischen Kaisertums*, 2012, p. 17-18.

18. Y. Williams, *Tsumi*, *op. cit.*, p. 32-33.

19. F. Hérail, *La Cour et l'administration du Japon à l'époque de Heian*, 2006, p. 10-11.

20. W. W. Farris, *Sacred Texts and Buried Treasures*, *op. cit.* ; D. F. McCallum, « The Emergence of Japanese Kingship. By Joan R. Piggott », 2003, p. 73-99.

Notes du chapitre X

1. A. Seidel, « Chronicle of Taoist Studies in the West 1950-1990 », 1989, p. 304.

2. A. Berque, *Du geste à la cité. Formes urbaines et lien social au Japon*, 1993.

3. C. von Verschuer, *Les Relations officielles du Japon avec la Chine aux VIIIe et IXe siècles*, 1985, p. 253.

4. Z. Wang, *Ambassadors from the Islands of Immortals*, 2005, 4, p. 226.

5. J. Kim, *A History of Korea*, *op. cit.*, p. 38-42.

6. C. von Verschuer, « Japan's Foreign Relations 600 to 1200 *a.d.* », 2002, p. 413-445.

7. F. Hérail, *Recueil de décrets de trois ères méthodiquement classés, livres 8 à 20*, t. 2, 2008.

8. D. Taranczewski, « *Der frühe Feodalismus* », 2018, p. 94-148.

9. K. Inoue, *Geschichte Japans*, *op. cit.*, p. 62-65.

10. M. Raveri, *Il pensiero giapponese classico*, 2014, empl. 120.

11. J. S. Brownlee, *Political Thought in Japanese Historical Writing*, 1991.

12. W. Müller-Yokota, « Abriss der geschichtlichen Entwicklung der Schrift in Japan », *op. cit.*, p. 1-75.

13. T. Duthie, *Man'yoshu and the Imperial Imagination in Early Japan*, 2014.

14. O. G. Lidin, « History of Japanese thought », 1988, p. 26-29.

15. C. Ives, *Imperial-Way Zen*, 2009, p. 108-109.

16. K. F. Friday, « The dawn of the samurai », 2012.

Notes du chapitre XI

1. F. Hérail, *Recueil de décrets de trois ères méthodiquement classés, livres 8 à 20*, t. 1, 2011, p. 697-708.

2. C. von Verschuer, « I. Le mobilier des résidences aristocratiques des Xe-XIIe siècles », 2008.

3. N. Fiévé, *Atlas historique de Kyōto*, 2008.

4. M. Vieillard-Baron, *Fujiwara no Teika (1162-1241) et la notion d'excellence en poésie*, 2001.

5. J. Pigeot, *La Littérature japonaise*, 1983 ; *L'Âge d'or de la prose féminine au Japon (Xe-XIe siècle)*, 2017.

6. I. Morris, *The World of the Shining Prince: Court Life in Ancient Japan*, 1964 ; H. Craig Macculloугh, « Aristocratic Culture », 1990, p. 390-448.

7. H. Rotermund, « La conception des kami japonais à l'époque de Kamakura », 1972, p. 3-28.

8. M. Teeuwen, *Buddhas and Kami in Japan*, 2003, p. 1-53.

9. M. Raveri, *Il pensiero giapponese classico*, *op. cit.*, empl. 4870-4993.

10. H. O. Rotermund, *Religions, croyances et traditions populaires du Japon*, *op. cit.*, p. 236-285.

11. P.-F. Souyri, *Histoire du Japon médiéval*, 2013, empl. 689.

12. F. Hérail, *Un fonctionnaire lettré. Miyoshi no Kiyoyuki (847-918) en son temps*, 2016, p. 82.

13. C. von Verschuer, « Lecture de l'*Owari no gebumi*, texte de 988 en *kanbun* », 2003, p. 424-427.

14. D. Taranczewski, *Lokale Grundherrschaft und Ackerbau in der Kamakura*, 1988, p. 48-49.

15. D. Taranczewski, « The Court and Its Provinces », 2017.

16. P.-F. Souyri, *Histoire du Japon médiéval*, *op. cit.*, empl. 663.

17. P.-F. Souyri, *op. cit.*, empl. 2571 s.

18. K. Nagahara, « The Medieval Peasant », 1990, p. 301-343.

19. D. Taranczewski, « Der frühe Feudalismus », 2018, p. 101-130 ; « Japan, der Feudalismus, Westeuropa und Ostasien », 2006, p. 31-64.

20. B. Batten, « Provincial Administration in Early Japan », 1993, p. 103-134.

Notes du chapitre XII

1. D. Struve, « Le cas du *Dit de Heike* : le récit guerrier au Japon », 2012, p. 247-258.

2. S. Turnbull, « Depositional Evidence for the Kamikaze Typhoons », 2014.

Notes du chapitre XIII

1. A. G. Grapard, « The Shinto of Yoshida Kanetomo », 1992, 27-58 ; B. Scheid, *Der Eine und Einzige Weg der Götter: Yoshida Kanetomo und die Erfindung des Shinto*, 2001.

2. J. M. Dos Santos Alves (dir.), *Fernão Mendes Pinto and the "Peregrinação"*, 2010.

3. P. Beillevaire, *Ryūkyū studies to 1854*, 2000, v. 1, p. 4 ; G. H. Kerr, *Okinawa*, 2000, p. 148-150.

4. François Xavier, *Correspondance 1535-1552. Lettres et documents*, 2005.

5. C. MacDonald, *The Science of War, or Sun Tzu's Art of War*, 2017, p. 171.

6. J. Lamers, *Japonius Tyrannus: the Japanese Warlord Oda Nobunaga Reconsidered*, 2001.

7. H. Ninomiya, *in* F. Hérail, *Histoire du Japon prémoderne*, CNRS Éditions, Kindle, 2017, p. 36.

Notes du chapitre XIV

1. O. Benesch, « Castles and the Militarisation of Urban Society in Imperial Japan », 2018, p. 127-134.

2. M. Cooper, *They Came to Japan. An Anthology of European reports on Japan, 1543-1640*, 1965, p. 101-102 ; E. Jorissen, *Das Japanbild im « Traktat » des Luis Frois*, 1988, p. 142-152.

3. G. Moréchand, « *Taikô kenchi*. Le cadastre de Hideyoshi Toyotomi », 1966, p. 7-70.

4. S. Hawley, *The Imjin War*, 2014.

5. G. Carré, *Avant la tempête. La Corée face à la menace japonaise 1530-1590*, 2019.

6. J. Proust, *Le Japon au prisme de l'Europe*, 1997.

7. A. Reverchon, « Au XVIIe siècle, les deux tiers du volume d'argent arrivant dans les ports chinois viennent du Japon », 2019.

8. C. Polenghi, *Samurai of Ayutthaya: Yamanada Nagamasa*, 2009.

Notes du chapitre XV

1. M. J. Seth, *A Premodern History of Korea*, 2016, p. 205.

2. B. L. Walker, *The Conquest of Ainu lands*, 2001, p. 141 s.

3. D. Massarella, « “The Loudest Lies” », 1987, p. 62-64.

4. G. Siary, « Traces de Japon et d’Indes orientales dans les représentations des XVII[e] et XVIII[e] siècles en Europe », 2009, p. 65-78.

5. *Voyage de M. Golovnin… contenant le récit de sa captivité chez les Japonais, pendant les années 1811, 1812 et 1813, et ses observations sur l’empire du Japon*, trad. J.-B.-B. Eyriès, Gide, 1818.

6. R. P. Toby, *State and Diplomacy in Early Modern Japan*, 1984.

7. H. Katsuragawa, *Naufrage et tribulations d’un Japonais dans la Russie de Catherine II (1782-1792)*, 2004.

8. H. Ooms, *Tokugawa Village Practice*, 1996 ; C. N. Vaporis, *Breaking*, 1995.

9. *Ibid.*, 298 ; C. N. Vaporis, *Breaking Barriers*, 1995.

10. W. Schwentker, *Samurai*, 2004, p. 61.

11. K. Marcure, « The Danka System », 1985, p. 39-67.

12. T. Tsukahira, *Feudal Control in Tokugawa Japan*, 1966, p. 28.

13. G. P. Leupp, *Servants, Shophands, and Laborers in the Cities of Tokugawa Japan*, 1992.

14. F. M. Macé, *Le Japon d’Edo*, 2006.

15. C. N. Vaporis, *Tour of Duty*, 2008, p. 237-238.

16. O. Ansart, « Les chemins de la justification », 2002, p. 4-48 ; *L’Étrange Voyage de Confucius au Japon*, empl. 515-531.

17. T. Najita, *Visions of Virtue in Tokugawa Japan*, 1997, p. 222 s.

18. O. Ansart, « Les vocabulaires disponibles », *Une modernité indigène*, 2014, p. 31-47.

19. D. Keene, *The Japanese Discovery of Europe*, 1969 ; J. Proust, *Le Japon au prisme de l’Europe*, *op. cit.*

20. W. F. Vanden Walle, *Dodonæus in Japan*, 2001.

21. G. Carré, « La conquête de la monnaie », 2002, p. 25-46.

22. G. Carré, « Stratagèmes monétaires », 2007, p. 233-265.

23. D. Vomscheid, « Politiques urbaines et patrimoine à Kanazawa », 2019, p. 139-170.

24. I. Horide, *The Mercantile Ethical Tradition in Edo Period Japan*, 2019.

25. M. Stein, *Japans Kurtisanen*, 1997, p. 417-423.

26. Bashō, *Oku No Hoso-Michi. L'étroit chemin du fond*, 2008.

27. T. Screech, *Sex and the Floating World*, 1999 ; A. Gerstle, *Shunga*, 2013.

28. G. Siary, *Aimer, l'art et la manière*, 2015, p. 73-75, 80-81, 82-83, 84-85, 86-87.

29. O. Ansart, *L'Empire du rite. La pensée politique d'Ōgyū Sorai*, 2014, chap. 5, « La vie d'auberge ».

30. W. Behringer, *Kulturgeschichte des Klimas*, 2007, p. 272.

31. A. Hayami, *Japan's Industrious Revolution*, 2015.

32. G. Distelrath, « Ländliche Prosperität, Manufakturen und Verlagssysteme », 2018, p. 241-245.

33. R. P. Toby, *State and Diplomacy in Early Modern Japan*, 1984.

34. G. A. Lensen, *The Russian Push toward Japan, 1697-1875*, 1959.

35. C. N. Vaporis, *Breaking Barriers*, *op. cit.*, 1995.

36. K. Antoni, *Shintô und die Konzeption des japanischen Nationalwesens (Kokutai). Der religiöse Traditionalismus in Neuzeit und Moderne Japans*, 1998, p. 162-169.

37. B. Wakabayashi, *Anti-Foreignism and Western Learning in Early-Modern Japan*, 1986, p. 214-244.

38. A. Mizubayashi, *Petit Éloge de l'errance*, 2014, empl. 811/1600.

39. K. Antoni, *Shintô und die Konzeption des japanischen Nationalwesens (Kokutai)*, *op. cit.*, p. 168.

40. N. Adami, *Wessen sind die älteren Rechte? Zum russisch-japanischen Streit über die Kurilen*, 1991.

41. P. K. Frost, *The Bakumatsu Currency Crisis*, 1970.

42. E. M. Siniawer, *Ruffians, Yakuzas, Nationalists*, 2015, p. 14 s.

43. F.-X. Héon, « Le véritable dernier Samouraï », 2010, p. 193-223.

44. R. Zöllner, *Japans Karneval der Krise: Ējanaika und die Meiji-Renovation*, 2003.

45. M. Mariolle *et al.*, *L'Empereur Meiji*, 2017.

Notes du chapitre XVI

1. T. Chushichi, R. J. Young (dir.), *Japan Rising. The Iwakura Embassy to the USA and Europe 1871-1873, compiled by Kume Kunitake*, 2009 ; P. Pantzer, *Die Iwakura-Mission. Das Logbuch des Kume Kunitake über den Besuch der japanischen Sondergesandtschaft in Deutschland, Österreich und der Schweiz im Jahre 1873*, 2002, p. 79-80 ; M. Miyoshi, *As we Saw them*, 2006, p. 72-73.

2. R. Eskildsen, « Of Civilization and Savages: the Mimetic Imperialism of Japan's 1874 Expedition to Taïwan », 2002, 388-418 ; L. Babicz, *Le Japon face à la Corée à l'époque Meiji*, 2002.

3. E. Lozerand, *Littérature et génie national*, 2005.

4. G. Siary, « Carnet de bal », 1998.

5. L. Hearn, *Glimpses of Unfamiliar Japan*, 1894.

6. P. Singaravélou, *Tianjin cosmopolis*, 2017.

7. H. Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the "World Forces" », 3:2007, 325-344.

8. A. Roussillon, *Identité et modernité. Les voyageurs égyptiens du Japon (XIXe-XXe siècle)*, 2005.

9. L. Aubert, *Paix japonaise*, 1906.

Notes du chapitre XVII

1. D. Strel'tsov, *Istoriya Yaponii*, 2018, p. 394-395.

2. F. Kreissler, « Die Judenpolitik Japans (1931-1945) », 1994, p. 187-210.

3. S. Berstein, *Ils ont gagné la paix*, 2018.

4. C. Lévy, *Genre et modernité au Japon : la revue* Seitô et la femme nouvelle, 2014.

5. M. Vié, *Le Japon contemporain*, 2015, empl. 81.

6. R. Mathias, « Das Entstehen einer modernen städtischen Gesellschaft und Kultur », in J. Kreiner, *Geschichte Japans*, 2019, empl. 332-380.

Notes du chapitre XVIII

1. B. Thomann, *La Naissance de l'État social japonais*, 2015, empl. 6190-6304.

2. A. Lumet, *Le Pacte. Les relations russo-japonaises à l'épreuve des incidents de frontières*, 2004.

3. K. Hirotsu, *Der Geist der Prosa: Literarischer Widerstand im Japan der Kriegszeit*, 2014.

Note du chapitre XIX

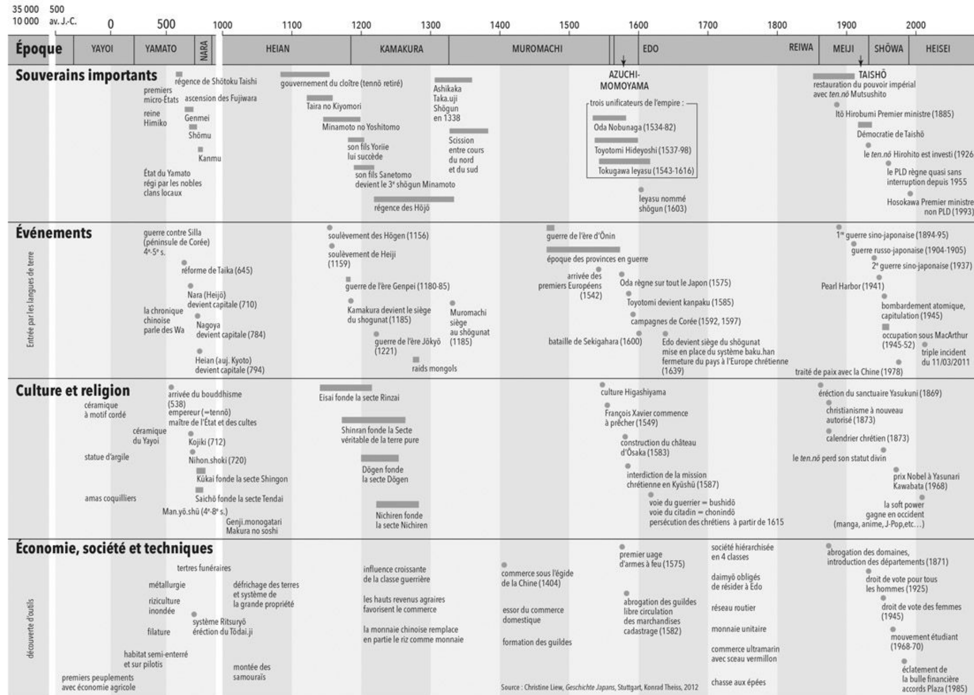
1. J.-M. Bouissou, *Le Japon contemporain*, 2007, chap. 16 : « Le monde rural ».

Notes du chapitre XX

1. É. Seizelet, « L'après-guerre comme paradigme politique », 2007, p. 34-35.
2. N. Aveline, *La Bulle foncière au Japon*, 1995.
3. J.-M. Bouissou, *Le Japon depuis 1945*, 1992, p. 168-169.

Notes du chapitre XXI

1. N. Zufferey, P.-F. Souyri, « Reiwa ou l'harmonie incertaine », *L'Histoire*, 464, 2019, p. 22-24.
2. J.-M. Bouissou, *Les Leçons du Japon*, 2019, p. 379-406.
3. A. Revelant, « Il Giappone nella morsa di Usa e Cina », 2018.



Source : Christine Liew, *Geschichte Japans*, Stuttgart, Konrad Theiss, 2012

Chronologie

32000-16000 AEC : restes humains du Pléistocène Jōmon.

16000-12000 AEC : premières céramiques.

11000 AEC-Ve à IIIe siècles AEC : culture du riz.

Ier siècle AEC-IIIe siècle : période Yayoi, objets de bronze, riziculture inondée.

57 : l'empereur Wudi donne un sceau d'or au roi du pays de Na.

188 : la reine Himiko unit tous les pays de Na.

266 : Iyo succède à Himiko.

IIIe-VIIe siècle : période des tertres funéraires, du bronze et du fer.

372 : le roi de Baekje envoie une épée à sept branches.

375 : introduction présumée de l'écriture chinoise.

414 : stèle du roi Hot'ae de Koguryo sur la présence des Wa dans la Péninsule.

Ve siècle : rois de Wa en contact avec les Song du Sud.

470-502 : règne du roi Wu (Yūryaku).

538 ou 552 : réception du bouddhisme.

572 : les Soga éliminent les Mononobe.

592-628 : règne de Suiko avec le régent Shōtoku.

600 : première mission officielle en Chine.

604 : Constitution des 17 articles de Shōtoku.

607 : érection du *Hōryū.ji.*

645 : élimination des Soga ; début du comput par nom d'ère.

646 : édit de réforme de Taika : toute terre devient publique ; bureaucratie centrale ; Naniwa résidence du *ten.nō*.

657 : création de la secte Hossō.

658-660 : campagne d'Abe no Hirafu contre les Emishi.

660 : Silla envahit Baekje.

661-671 : règne de Tenji.

663 : défaite du Japon à Hakusukinoe ; Ōtsu résidence du *ten.nō*.

664 : fortifications contre éventuelle invasion des Tang.

668 : première codification de la réforme.

669 : mort de Nakatomi no Kamatari, ancêtre des Fujiwara, artisan de la réforme.

672 : guerre de succession entre le fils et le frère de Tenji.

673-686 : règne de Tenmu ; Asuka résidence du *ten.nō* ; bureau des Affaires suprêmes et Office supérieur d'étude.

681 : début de compilation des Annales de l'empire.

682-689 : codification de la réforme.

684 : redistribution de la hiérarchie nobiliaire.

685 : tout foyer doit avoir un autel bouddhique domestique.

694 : Fujiwara la première capitale.

697-707 : règne de Monmu.

702 : code Taihō, base de l'État des Codes.

PÉRIODE NARA (710-794)

710 : Heijō (Nara) capitale.

712 : *Kojiki*.

713 : *Fudoki*, topographie des provinces.

718 : code Yōrō, révision du code Taihō.

720 : les Hayaito se soulèvent.

720 : mort de Fujiwara no Fuhito ; fin du *Nihon.shoki*, première des six Annales officielles.

723 : terres bonifiées concédées pour une à trois générations.

724-749 : règne de Shōmu.

726 : décret de construction de temples dans toutes les provinces.

731 : création d'un conseil d'État.

743 : terres bonifiées concédées à titre héréditaire permanent.

745-752 : ouverture des yeux du Bouddha au *Tōdai.ji.*

env. 750 : terres bonifiables pour le *Tōdai.ji* ; premiers plans de parcellisation.

751 : *Kaifūso*, anthologie poétique en chinois.

753 : fondation de la secte *Ritsu*.

756 : dépôt du legs de Shōmu au *Tōdai.ji.*

780-789 : soulèvement des Emishi.

VIIIe siècle (seconde moitié) : *Man.yō.shū*, anthologie poétique en japonais.

764 : Kōken redevient *ten.nō* sous le nom de Shōtoku.

765-770 : le moine Dōkyō menace de ravir le pouvoir suprême.

770 : mort de Kōken, exil de Dōkyō.

781-806 : règne de Kanmu, qui tente de reconduire le code Taihō.

784 : Nagaoka, nouvelle capitale.

792 : du service militaire remplacé par des milices locales.

794-811 : campagne contre les Emishi.

PÉRIODE HEIAN (794-1185)

794 : Heian.kyō, nouvelle capitale.

IXe siècle (début) : arrivée des sectes *Tendai* et *Shingon* ; début des *kana*.

797 : Tamuramaro, *shōgun*/généralissime chargé de combattre les Emishi ; *Shoku.Nihongi.*

800-1200 : clans locaux, espaces fortifiés à Okinawa.

805 : création de la secte *Tendai.*

806 : création de la secte *Shingon.*

809-823 : règne de Saga.

810 : création du bureau des Archives.

811 : dernière campagne contre les Emishi.

820 : création d'une instance de police.

821 : *Dairi.shiki*, protocole du palais intérieur.

834 : *Ryō no gige*, glose des Codes.

838 : dernière ambassade en Chine.

844 : dernière répartition des sols homologuée.

IXe siècle : *Conte du coupeur de bambou*, première prose en japonais.

858 : Fujiwara no Yoshifusa, régent de Seiwa.

884 : Fujiwara no Mototsune, régent de Kōkō.

885-891 : Sugawara no Michizane, grand lettré et ministre de droite.

894 : rupture des relations officielles avec la Chine.

901 : *Sandai.jitsuroku.nō* ; Michizane banni.

902 : réorganisation de la propriété foncière ou *shōen.*

905 : *Kokin.waka.shū/Recueil de poèmes d'hier et d'aujourd'hui.*

914 : adresse de Miyoshi Kiyoyuki au trône sur les provinces.

906 : fin de la dynastie Tang.

927 : *Engi.shiki.*

931 : la cour invite à défricher des terres partout.

935-941 : rébellions à l'Est et à l'Ouest.

935 : *Tosa.nikki* de Ki no Tsurayuki.

967-1068 : régence des Fujiwara.

984, 987, 1040 : lois de contrôle et de réorganisation des *shōen.*

988 : plainte de la province d'Owari contre son gouverneur.

995 : Fujiwara no Michinaga atteint au faîte de sa puissance.

1002 : *Makura no Sōshi* de Sei Shōnagon.

env. 1010 : *Genji.monogatari* de Murasaki Shikibu et Sei Shōnagon de Murasaki Shikibu.

1016-1017 : Michinaga, régent.

XIe siècle : diffusion des *shōen* sur près de la moitié des terres.

1028-1031 : répression de la révolte de Taira no Tadatsune.

1045, 1055, 1065, 1069 : lois de contrôle des *shōen.*

1068-1072 : règne de Go.sanjō.

1072-1086 : règne de Shirakawa.

1086 : Shirakawa débute le régime du *ten.nō.*

1091 : la cour interdit aux provinces de l'Est de transférer leurs titres de propriété foncière à Minamoto no Yoshi.ie.

1092 : suppression de tous les *shōen* ouverts par Minamoto no Yoshi.ie.

1099 : loi de contrôle des *shōen.*

1123 : fondation de la secte *Yūzū.nenbutsu.*

1126 : Fujiwara no Kiyohira, magnat local du Nord-Est, érige le splendide Chūzon.ji, dans sa résidence de Hiraizumi en Mutsu.

1135 : campagne de Taira no Tadamori contre les pirates de l'Ouest.

1156 : querelle de succession ; début de l'emprise des guerriers à la cour.

1159 : lutte entre les clans Taira et Minamoto, victoire des Taira.

1160-1180 : période Rokuhara.

1167 : Taira no Kiyomori, chancelier.

1175 : fondation de la secte Jōdo.

1177 : échec du putsch de Go.Shirakawa contre Taira no Kiyomori.

1180-1185 : Minamoto no Yoritomo se fixe à Kamakura.

1181 : Taira no Kiyomori meurt.

1184 : Minamoto no Yoritomo monte son gouvernement à Kamakura.

1185 : bataille navale de Dan no Ura, partisans de Taira no Kiyomori anéantis par Yoritomo.

1187-1237 : Shunten, premier roi de légende d'Okinawa.

1189 : campagne de Yoritomo contre les Ōshū-Fujiwara ; mort de Minamoto no Yoshitsune.

1190 : Minamoto nomme gouverneurs et administrateurs de domaine.

1191 : fondation de l'école *Rinzai* du Zen.

PÉRIODE KAMAKURA (1185-1333)

1192 : Yoritomo, *shōgun* par Go.Toba.

1199 : mort de Yoritomo.

1203 : Hōjō Tokimasa, régent.

1221 : putsch raté de Go.Toba.

1223 : décret de création de registres fonciers dans toutes les provinces.

1227 : fondation de la secte Sōtō du Zen par Dōgen.

1232 : code Jōei.

1274, 1281 : échec des invasions mongoles.

1297 : décret shōgounal sur les dettes.

XIVe siècle : premiers peuplements nippons sur la côte en sud-Hokkaidō.

1314 : partition d'Okinawa en trois royaumes.

1320 : soulèvement des Emishi d'Ezo.

1321 : Go.Daigo abolit le système des *ten.nō* retirés.

1333 : chute du shōgounat de Kamakura.

1334 : Go.Daigo tente de rétablir le pouvoir direct du *ten.nō.*

1336 : Takauji remplace Go.Daigo par Kōmyō.

1337 : Go.Daigo, réfugié à Yoshino, y établit sa cour ; scission des cours du Sud et du Nord.

PÉRIODE MUROMACHI OU ASHIKAGA (1336-1573)

1338 : la cour du Nord nomme Takauji *shōgun.*

1339 : m. de Go.daigo.*ten.nō.*

1352 : loi d'imposition d'un impôt militaire sur les *shōen.*

1358 : m. d'Ashikaga Taka.uji.

1378 : le *shōgun* Ashikaga Yoshimitsu se fixe Muromachi.

1392 : compromis des deux cours ; fin du régime duel de *ten.nō.*

1394 : Yoshimitsu confie le *bakufu* à son fils Yoshimochi.

1397 : érection du *Kinkaku.ji* à Kyōto.

1401 : Yoshimitsu, tributaire des Ming.

1404 : le shōgounat reprend la licence de commerce avec la Chine.

1429 : Unification du royaume d'Okinawa sous la première dynastie Shō.

1441 : Yoshinori tué par un vassal.

1449 : Yoshimasa, 8e shōgun Ashikaga.

1456-1457 : Koshamain, chef aïnou, se révolte.

1466 : afflux massif de cuivre en provenance de la Chine des Ming.

1467-1477 : guerre d'*Ōnin.Bunmei,* début de la période *Sengoku.*

1477-1526 : apogée du commerce maritime d'Okinawa sous le roi Shō Shin.

1482 : érection du Ginkaku.ji à Kyōto.

1485 : grande ligue provinciale de Yamashiro.

1487-1488 : rebellion en Kaga de l'union Ikkō, qui tient la province jusqu'en 1580.

1488 : grande union provinciale d'Ikkō, Kaga no Ikkō.ikki.

1497 : Rennyo, chef de la secte *Jōdo.Shinshū,* érige le *Hongan.ji* à Ishiyama (Ōsaka).

1536 : le shōgounat supprime le décret sur les dettes.

1540 : les Portugais à Hirado.

1542-1543 : premiers marchands portugais débarquent à Okinawa et à Tanega.

1547 : dernière mission à la cour des Ming.

1549 : le jésuite François Xavier à Kagoshima, Yamaguchi et Kyōto.

1560 : Oda Nobunaga anéantit Imagawa Yoshimoto Matsudaira ; Tokugawa Ieyasu choisit Oda.

1561 : bataille de Hachimanbara.

PÉRIODE AZUCHI-MOMOYAMA (1573-1603)

1568-1582 : Oda Nobunaga, premier réunificateur du pays.

1568 : Oda conquiert Kyōto et installe Yoshiaki comme 15e shōgun.

1570-1580 : Oda élimine le contre-pouvoir des sectes.

1573 : fin du shōgounat Ashikaga.

1576 : construction du château d'Azuchi.

1582 : Oda tué par un vassal Akechi Mitsuhide ; Hideyoshi, vainqueur de la querelle de succession.

1582-1584 : Hideyoshi succède à Oda, se fixe à Ōsaka ; cadastrage.

1585 : Hideyoshi, régent.

1587 : premier édit antichrétien.

1588 : fin du *bakufu* des Ashikaga.

1590 : Hideyoshi achève de réunifier le Japon ; première presse à caractères mobiles.

1592-1597 : guerres d'Imjin, échec de l'invasion de la Corée.

1593 : Hideyoshi s'installe au château de Momoyama.

1598 : mort de Hideyoshi, luttes de succession ; retrait des troupes de Corée.

1600 : victoire de Tokugawa Ieyasu à Sekigahara, réunification de l'empire.

PÉRIODE EDO (1603-1868)

1603 : Ieyasu, *shōgun*.

1605 : Ieyasu, *shōgun* retiré.

1609 : conquête d'Okinawa.

1614-1615 : Ieyasu élimine le fils de Hideyoshi.

1616 : m. d'Ieyasu.

env. 1620 : les comptoirs commerciaux nippons prospèrent en Asie du Sud-Est.

1622-1623 : chrétiens traqués et persécutés.

1623-1651 : Tokugawa Iemitsu met en place les institutions shōgounales.

1635 : l'édit *sankin.kōtai* impose la résidence alternée des princes à Edo.

1637-1638 : soulèvement de Shimabara.

1637-1639 : ordonnances de fermeture du pays ; expulsion des missionnaires et marchands portugais.

1641 : la factorerie de la VOC à Nagasaki est déplacée à Deshima.

1657 : début de la compilation du *Nihon.shi*, terminé en 1906.

1666-1673 : chancelier Shō jō Ken, réformes économiques ; néoconfucianisme.

1669 : Shasushain se soulève à Hidaka en Hokkaidō.

1670 : l'institution des dix changeurs contrôle les relations monétaires entre l'ouest et l'est du Japon.

1673 : l'Angleterre cherche à reprendre son commerce avec le Japon.

1680 : Tsunayoshi, 5e *shōgun* ; les finances et l'image du *bakufu* déclinent sous son règne.

1688-1704 : ère Genroku, premier pic culturel de la période.

1690-1692 : Engelbert Kaempfer, médecin à Deshima.

1695 : dépréciation de la monnaie de Genroku.

1707 : éruption du volcan Fuji.

1709 : Arai Hakuseki, conseiller personnel de Ienobu, 6e *shōgun*.

1711 : les Russes débarquent au nord des Kouriles.

1715 : sortie de l'œuvre d'Arai Hakuseki, *Seikyō.kibun*/Notes sur l'Occident.

1716-1736 : Ère Kyōhō.

1716-1745 : Tokugawa Yoshimune, 8e *shōgun*.

1720 : l'interdiction d'importer des livres étrangers se relâche.

1721 : premier recensement général.

1723 : modification du système fiscal.

1726 : Ogyū Sorai, *Seidan* théorise la réforme du shōgounat.

1727 : *The history of Japan*, œuvre posthume de Kaempfer.

1760-1788 : Tanuma Okitsugu introduit l'impôt sur le commerce, la monnaie-argent, et élargit le commerce extérieur à Nagasaki.

1772 : incendie d'Edo.

1775-1776 : Peter Thunberg, médecin et naturaliste à Deshima.

1787 : grande révolte populaire à Edo.

1788-1793 : réformes de Matsudaira Sadanobu.

1789 : soulèvement aïnou à Kunashiri.

1792-1799 : annexion et exploration de Hokkaidō.

1811 : ouverture d'un centre de traduction des œuvres occidentales.

1825 : édit contre les bateaux étrangers.

1827 : réformes économiques du principat de Satsuma.

1838 : réformes économiques du principat de Chōshū.

1853 : flotte américaine de l'amiral Perry en baie d'Uraga.

1854 : traité de Kanagawa, ouverture des ports.

1856 : consul américain Townsend Harris à Shimoda.

1858 : Ii Naosuke, *tairō* ; Iemochi, *shōgun* ; traité de commerce et d'amitié.

1860 : Ii Naosuke tué par des samouraïs de Mito.

1862 : *sankin.kōtai* adouci.

1863 : Chōshū et ses alliés expulsés de Kyōto ; Kagoshima bombardée.

1865 : ratification des traités.

1866 : Iemochi meurt, Yoshinobu *shōgun* ; Kōmei ; alliance Satsuma-Chōshū.

1867 : Mutsuhito, *ten.nō*.

1867-1868 : *Meiji.ishin* ; fin du shōgounat.

PÉRIODE MEIJI (1868-1912)

1868 : restauration du *ten.nō* ; Rescrit en 5 articles ; Tōkyō, capitale.

1868-1869 : guerre de Boshin.

1869 : restitution des registres fonciers de Satsuma ; création de la catégorie *kazoku* pour la noblesse civile et les ex *daimyō*, *shizoku* pour les ex samouraïs, *heimin* pour les autres classes ; création du bureau de colonisation du Hokkaidō ; séparation du bouddhisme et du shintō.

1870 : population autorisée à avoir un nom ; premier quotidien.

1871 : abolition des fiefs, création des départements ; les catégories de *eta* et *hinin* sont censément supprimées ; mission Iwakura à l'étranger.

1872 : interdiction de vente et d'achat des terres levées ; réforme du système éducatif ; service militaire national ; ouverture du chemin de fer entre Tōkyō et Yokohama ; la population atteint les 35 millions.

1873 : adoption du calendrier grégorien ; conscription ; réforme fiscale ; retour de la mission Iwakura ; dissension du gouvernement sur l'intervention en Corée ; création d'un ministère de l'Intérieur.

1874-1876 : *Jiyū.minken.undō*/Mouvement pour la liberté et les droits du peuple.

1874 : premier numéro du *Meiroku.zasshi* ; expédition de Taïwan.

1877 : révolte de Satsuma ; fondation de l'université de Tōkyō ; première foire industrielle à Tōkyō.

1878 : réforme de l'administration locale ; assassinat d'Ōkubo Toshimichi, ministre de l'Intérieur ; l'état-major devient indépendant du gouvernement.

1879 : Okinawa devient département japonais ; Rescrit sur l’éducation ; quotidien *Ōsaka mainichi shinbun.*

1881 : annonce de la création d’un Parlement avant 1881 ; fondation du *Jiyūtō/*Parti libéral ; Matsukata amorce la déflation ; naissance de la *Gen.yōsha/*Société de l’Océan noir.

1882 : Rescrit adressé aux soldats et aux marins ; création de la Banque du Japon ; incident de Fukushima ; éclairage à l’électricité à Ginza.

1882-1883 : Itō Hirobumi étudie les Constitutions en Europe.

1885 : le système de cabinet remplace le *Dajōkan* ; institution du conseil des ministres, Itō PM ; première grève industrielle à la filature de soie de Kōfu.

1886-1888 : entrée en vigueur du code civil ; fin de la déflation ; la monnaie nationale soutient l’industralisation ; fondation de l’université de Tōkyō.

1887 : impôt sur le revenu ; introduction de l’électricité.

1887-1889 : *Ukigumo/Nuages flottants*, de Futabatei Shimei.

1887-1893 : recrutement des fonctionnaires d’État par concours public.

1888 : institution du conseil privé, dirigé par Itō ; fondation du quotidien *Ōsaka mainichi shinbun.*

1888-1890 : réforme de l’administration locale.

1889 : la Constitution est proclamée ; statut de la maison impériale ; attentat contre Ōkuma.

1890 : premières élections à la Chambre basse ; Rescrit sur l’éducation ; première récession industrielle.

1894 : révision du traité avec l’Angleterre, fin de l’exterritorialité.

1894-1895 : guerre sino-nippone, traité de Shimonoseki, intervention de la Triplice ; premiers trams électriques à Kyōto ; Taïwan colonie japonaise.

1897 : le yen adopte le *gold standard* jusqu'en 1917 ; annexion de Hawaï par les États-Unis ; naissance du Parti constitutionnel.

1899 : clause d'exterritorialité abolie ; politique américaine de la Porte ouverte en Chine ; importation de la première automobile ; magazine *Chūō.kōron*.

1899-1901 : intervention dans la révolte des Boxers ; protocole de Pékin.

1900 : révision de la loi électorale ; Itō fonde le *Rikken seiyūkai/*Parti des amis du gouvernement constitutionnel.

1901 : Katayama Sen, Kōtoku Shūsui et Abe Iso.o créent le *Shakai.minshū.tō/*Parti social-démocrate.

1902 : traité d'alliance avec l'Angleterre.

1903 : dissolution de l'Association prolétarienne ; salle de cinéma à Ginza.

1904 : grands magasins Mitsukoshi à Tōkyō.

1904-1905 : guerre russo-japonaise, traité de Portsmouth ; deuxième alliance avec l'Angleterre.

1905 : émeutes de Hibiya contre le traité de Portsmouth.

1906 : nationalisation des chemins de fer ; protectorat sur la Corée, Itō premier gouverneur général ; création de la ligne *Mantetsu* en 1907 ; création du *Nihon.shakai.tō/*Parti socialiste du Japon.

1907 : entente franco-russe ; traité russo-nippon sur mes sphères d'influence ; *gentlemen's agreement* sur l'immigration japonaise aux États-Unis ; grèves aux mines de cuivre d'Ashio et de Besshi.

1908 : accord Root-Takahira sur l'équilibre en Asie.

1909 : assassinat d'Itō ; le Japon premier exportateur de fil de soie ; exportations de tissus de coton supérieures aux importations ; réorganisation du groupe Mitsui.

1910 : Itō tué par un patriote coréen ; annexion de la Corée ; Kōtoku Shūsui jugé pour haute trahison et exécuté en 1911 ; maison

de disques Nippophone Co.

1911 : restauration de l’économie douanière, fin des traités inégaux *Seitō/Bas bleu*, premier magazine féminin.

1911-1912 : naissance de la république en Chine.

1912 : m. de Mutsuhito, son fils Yoshihito lui succède ; refonte du groupe Mitsubishi ; Suzuki Bunji crée la *Yūai.kai*/l’Association fraternelle ; *Kenpō.kōwa/Leçons sur la Constitution* de Minobe Tatsukichi ; compagnie de cinéma Nikkatsu.

ÉPOQUE TAISHŌ (1912-1926)

1912-1913 : nomination des officiers de réserve au poste de ministres militaires acquise jusqu’en 1936 ; loi de Californie contre les immigrés japonais.

1914 : scandale Siemens ; participation à la Grande Guerre avec l’Entente ; prise des colonies allemandes des mers du Sud ; chanson de Katyusha, premier hit discographique.

1915 : Vingt-et-une exigences adressées à la Chine.

1915-1920 : boom économique.

1916 : alliance russo-japonaise.

1916-1918 : magazine *Chūō.kōron*, principal organe d’opinion.

1917 : mission navale en Méditerranée ; accord Lansing-Ishii.

1917-1918 : emprunts Nishihara au gouvernement de Pékin.

1918 : émeutes du riz ; Hara Takashi forme le premier cabinet de parti ; Konoe Fumimaro publie *Rejeter le pacifisme axé sur la Grande-Bretagne et les États-Unis*.

1918-1921 : gouvernement Hara.

1918-1922 : expédition de Sibérie.

1919 : révision de la loi électorale, mouvement pour le droit de vote universel ; mouvement du 1er mars en Corée, du 4 mai en Chine ; durcissement de la loi contre les agriculteurs japonais en Californie ; la *Yūai.kai* devient la Fédération générale des syndicats ouvriers du Japon/*Nihon.rōdōsōdōmei* ; institut de recherche sur les problèmes sociaux ; service social à Ōsaka, Tōkyō et dans les autres grandes villes ; ouvriers en grève au chantier naval de Kōbe ; hebdomadaire de gauche *Kaizō/Restructuration* ; esquisse d'un projet de reconstruction du Japon/*Nippon.kaizō.hōan.taikō* de Kita Ikki ; le Japon à la Conférence de la paix à Paris et à la SDN.

1920 : section des affaires sociales au ministère de l'Intérieur ; incident de Nikolaïevsk-sur-l'Amour ; fin du boom économique ; formation de la Ligue socialiste du Japon/*Nihon.shakaishugi.dōmei* ; naissance de l'Association de la nouvelle femme/*Shin.fujin.kyōkai* ; le 1er mai devient jour d'action des ouvriers ; aciéries Yawata en grève.

1920-1922 : récession de l'après-guerre.

1920-1925 : occupation des Sakhaline septentrionales.

1921 : Hirohito, régent ; assassinat de Hara Takeshi ; grève des chantiers navals à Kōbe (Mitsubishi, Kawasaki) ; essai d'Ishibashi Tanzan, *L'Illusion de la doctrine du Grand Japon/Dai.Nippon.shugi no gensō* ; création clandestine du Parti communiste ; *Tane maku hito/Semeur*, première revue de littérature prolétarienne.

1921-1922 : Conférence de Washington sur le désarmement naval.

1922 : loi d'assurance-santé, qui entre en vigueur en 1926 ; évacuation du Shandong.

1923 : construction de l'immeuble Marunouchi ; séisme du Kantō, massacre de Coréens ; maison d'édition *Bungei.shunjū*.

1924-1927 : le *Kenseikai*/Parti constitutionnel entre au gouvernement.

1925 : loi de protection de l’ordre public ; suffrage universel masculin acquis ; réforme de la Chambre des pairs ; entrée des instructeurs militaires dans les écoles publiques ; début des émissions radiophoniques.

1926 : Hirohito, *ten.nō* ; création de la Nippon.Hōsō.KyōRai (NHK), compagnie de diffusion du Japon, premières émissions de radio.

ÉPOQUE SHŌWA (1926-1989)

1929 : ouverture des grands magasins Hankyū à la gare terminale d’Umeda à Ōsaka ; krach de Wall Street, début de la Grande Dépression ; le ministre Inoue Junnosuke annonce la réadoption de la base-or.

1930 : conférence navale de Londres ; incident de Moukden, invasion de la Mandchourie, début de la guerre dite de Quinze ans ; premier film parlant.

1932 : reconnaissance de l’État du Mandchoukuo ; fondation de la compagnie de cinéma Tōhō ; fin des gouvernements de parti.

1933 : le Japon quitte la Société des nations.

1935 : affaire Minobe ; répression du culte ōmoto ; dénonciation du traité naval de Washington ; premières automobiles Toyoda, qui devient Toyota en 1937.

1936 : incident du 26 février ; pacte anti-Komintern avec l’Allemagne, étendu à l’Italie en 1937.

1937 : Konoe, PM ; publication du *Kokutai no hongi/Essence de l’ordre national* ; incident du pont Marco-Polo, début de la guerre sino-nippone ; bataille de Shanghai, occupation de Nankin.

1939 : incident de Nomonhan ; début de la Seconde Guerre dite mondiale.

1940 : signature du Pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie ; naissance de l'Association patriotique pour l'industrie du Grand Japon et d'autres sociétés patriotiques.

1940-1941 : deuxième gouvernement Konoe.

1941 : rationnement des biens de première nécessité ; pacte de neutralité nippo-soviétique ; embargo des États-Unis sur le pétrole, raid japonais sur Pearl Harbor, début de la guerre d'Asie-Pacifique ; affaire d'espionnage Sorge.

1941-1944 : gouvernement Tōjō.

1942 : institution de la Sphère de coprospérité ; raid de Doolittle sur le Japon ; bataille de la mer de Corail et des Midway ; campagnes de Nouvelle-Guinée et de Guadalcanal ; internement des sujets nippo-américains aux États-Unis ; défaites de l'Axe en Afrique du Nord et à Stalingrad.

1943 : Guadalcanal évacuée ; contre-offensive des Alliés dans le Pacifique.

1944 : chute de Saipan, bataille de la mer des Philippines et du golf de Leyte ; bombardements alliés sur les villes japonaises.

1945 : reconquête alliée des Philippines ; batailles d'Iwojima et d'Okinawa ; grand raid aérien sur Tōkyō ; déclaration de Potsdam ; bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ; intervention soviétique contre le Japon ; reddition inconditionnelle, signature de capitulation ; le SCAP (Supreme Commander of the Allied Powers) démantèle les conglomérats ; institue réforme agraire et réforme du droit électoral, sépare shintō et État.

1946 : le *ten.nō* déclare officiellement qu'il n'est pas un dieu ; procès des accusés de crimes de guerre.

1947 : nouvelle Constitution ; grève des employés publics interdite.

1948 : Yoshida Shigeru, PM.

1949 : la commission Dodge fixe le cours du change ; Yukawa Hideki, prix Nobel de physique (novembre).

1950 : début de la guerre de Corée ; *Red Purge*.

1951 : traité de paix de San Francisco, traité de sécurité avec États-Unis.

1952 : le traité de paix et de sécurité entre en vigueur : fin de l'Occupation.

1953 : adhésion au FMI ; premières émissions télévisées de la NHK.

1954 : création des Forces d'autodéfense.

1955 : formation du Parti socialiste du Japon (PSJ), du Parti libéral-démocrate (PLD) ; début du système des partis 55 ; adhésion au GATT.

1956 : boom nataliste Jinmu jusqu'en 1958 ; reprise des relations avec l'URSS ; entrée du Japon aux Nations unies ; premières manifestations de la maladie de Minamata.

1957 : activation du premier réacteur atomique, Tōkaimura.

1958-1965 : boom Izanagi, haute croissance ou miracle économique.

1960 : traité de sécurité contesté, mais renouvelé.

1964 : autoroute Nagoya-Kōbe ; début du *Shinkansen* ; JO de Tōkyō.

1965 : remontée de la balance commerciale.

1966 : boom Izanagi jusqu'en 1970.

1968 : Kasumigaseki Building, premier édifice antisismique à Tōkyō ; du Japon au deuxième rang de l'économie mondiale ; Kawabata Yasunari, Nobel de littérature.

1968-1969 : le mouvement étudiant occupe l'université de Tōkyō.

1969 : accord avec les États-Unis sur le retour d'Okinawa.

1970 : Exposition universelle d'Ōsaka ; le Japon souscrit au traité de non-prolifération nucléaire ; 1 % des actifs sans travail.

1971 : libération du cours du yen (Bretton Woods) ; choc Nixon : le président des États-Unis en visite à Pékin.

1972 : retour d'Okinawa au Japon ; abandon du *gold standard* ; ouverture de l'agence de l'Environnement ; Tanaka Kakuei reconnaît la RPC.

1973 : premier choc pétrolier.

1975 : second choc pétrolier ; premier G 6 à Rambouillet.

1976 : scandale Lockheed, Tanaka Kakuei arrêté.

1978 : traité de paix avec la RPC ; inauguration de l'aéroport de Narita.

1979 : sommet des pays industrialisés à Tōkyō.

1980 : production automobile supérieure à celle des États-Unis.

1982 : Nakasone Yasuhiro, PM.

1985 : accords Plaza ; loi sur l'égalité d'emploi des deux sexes.

1987 : début de la *Bubble Economy* ; Japon au G 7 à Paris.

1988 : tunnel sous-marin Hokkaidō-Honshū ; pont Seto Honshū-Shikoku.

1989 : mort de Hirohito, nomination d'Akihito.

PÉRIODE HEISEI (1989-2019)

1990 : la chute du taux des naissances, problème politique ; le PLD perd sa majorité absolue à la Chambre basse ; record mondial de production d'automobiles.

1991 : guerre d’Irak ; le gouvernement Kaifu subit la pression internationale.

1992 : corps de sécurité internationale autorisé à participer aux opérations de maintien de la paix ; scandale Sagawa Kyūbin.

1993 : le PLD perd le pouvoir pour la première fois depuis 1955 contre une coalition multipartite ; Hosokawa, PM.

1994 : lancement de la réforme du système électoral ; le socialiste Murayama, Premier ministre ; nouvel aéroport international du Kansai ; Ōe Kenzaburō, prix Nobel de littérature.

1995 : séisme de Kōbe ; attentat de la secte *Aum.shinri.kyō* ; manifestations à Okinawa contre les bases militaires étasuniennes.

1996 : retour du PLD avec le gouvernement Hashimoto.

1997 : fondation pour la promotion de la culture aïnoue ; majorité du PLD à la Chambre basse ; formation de l’association « Conférence du Japon »/*Kai.gi*, ultranationaliste et révisionniste.

1998 : Obuchi, Premier ministre ; croissance du chômage.

1999 : coalition PLD-Kōmeitō ; suite de la crise financière, faillites bancaires ; drapeau et hymne nationaux réintroduits.

2000 : G 7 à Okinawa ; décès d’Obuchi ; Mori Toshirō, Premier ministre ; sommet d’Okinawa.

2001 : Koizumi, PM.

2002 : Koizumi visite la République populaire de Corée ; le pourcentage de population active sans travail atteint le chiffre record de 5,2 % en fin d’année.

2003 : la coalition de Koizumi retrouve la majorité à la Chambre basse ; approbation du plan du gouvernement sur l’envoi de troupes d’autodéfense.

2005 : dissolution de la Chambre basse à cause de la loi sur la privatisation de la poste ; Koizumi est reconduit ; la reprise économique se profile.

2006 : le Japon retire ses troupes d'Irak ; Abe Shinzō, PM.

2007 : le Japon membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU ; le Parti démocrate devient le parti majoritaire à la Chambre haute ; Fukuda Yasuo, PM.

2008 : faillite de Lehman Brothers ; début du régime médical des personnes âgées dans la dernière partie de leur vie.

2009 : le PLD perd sa majorité à la Chambre basse contre le PDJ ; Hatoyama Yukio, PM

2010 : Kan Naoto, PM ; le Japon, 3e rang économique mondial ; la famille mononucléaire prévaut ; 128 millions d'habitants recensés.

2011 : séisme, tsunami ; accident nucléaire de Fukushima ; Noda Yoshihiko, PM ; Kim Jong-un, dirigeant suprême de Corée du Nord.

2012 : Xi Jinping, président de la RPC ; Abe Shinzō redevient Premier ministre ; assouplissement des conditions d'emploi en CDD.

2013 : mise en place de l'*Abenomics* ; test nucléaire nord-coréen ; batteries antimissiles déployées à Tōkyō ; loi sur le secret d'État ; le suicide, cause de décès no 1 des 15-39 ans.

2014 : îles Senkaku et Takeshima présentées comme territoire national dans les manuels scolaires ; la TVA passe de 5 à 8 % ; les plus de 65 ans forment à 25 % de la population.

2015 : droit de vote à 18 ans ; Trans-Pacific-Partnership (TPP) conclu ; responsabilité officiellement reconnue du Japon dans le recrutement des femmes de réconfort ; la TVA passe de 5 % à 8 % ; publication des documents authentiques de Hirohito.

2016 : Akihito annonce sa volonté d'abdiquer.

2017 : affaire de cession controversée de terrain à l'entreprise éducative ultraconservatrice Moritomo.gakuen, qui implique les époux Abe.

2018 : réforme des frais médicaux.

PÉRIODE REIWA
(2019-?)

2019 : la TVA passe de 8 à 10 % ; Naruhito, *ten.nō* ; chute du PIB et menace de récessions ; Carlos Ghosn, inculpé pour abus de biens sociaux et assigné à résidence, fuit au Liban.

2020 : le coronavirus touche le Japon ; JO d'été de Tōkyō.

Orientation bibliographique

Depuis les années 1980, dans les contrées du G 20, le nombre d'histoires complètes du Japon, papier ou en ligne, croît et se multiplie, notamment en France, où les ouvrages les plus fiables à ce jour restent ceux de Michel Vié, Francine Hérail et Pierre-François Souyri.

Le dyptique de M. Vié, *Histoire du Japon, des origines à Meiji* (2018) et *Le Japon contemporain* (1987), offre des réflexions transhistoriques éclairantes.

Le collectif de F. Hérail, *L'Histoire du Japon des origines à nos jours*, a eu deux éditions. La première édition (1990) inclut la partie de Ninomiya H. sur l'époque d'Edo, qui la compare à l'Ancien Régime français. La seconde édition (2010) remplace le texte de Ninomiya par celui de G. Carré, axé sur l'histoire sociale et d'un gai savoir, aussi giboyeux que dynamique. Le pendant anglo-saxon de ce livre est la *Cambridge History of Japan* en 6 volumes (1993-1999), mine d'érudition, mais aux articles inégaux.

Nouvelle histoire du Japon (2010) de P.-F. Souyri est aussi un état des études historiques au Japon. Le complètent le collectif de

C. Galan, *Histoire du & au Japon* (2016), et les recueils de H. M. Krämer, *Geschichtswissenschaft in Japan. Themen, Ansätze und Theorien* (2006) et de K. Friday, *Japan Emerging: Premodern History to 1850* (2012), puis *Handbook of Premodern Japanese History* (2017), qui font un état de l'art. L'ouvrage de Souyri a pour lui le talent du conteur, qui fait vivre l'histoire du Japon comme si l'on y était.

Certains livres sur d'autres sujets que l'histoire ont un pan historique écrit avec le sens du raccourci et de la formule. Si *Le Japon pour les nuls* (2015) est déjà un modèle, non moins exemplaires sont ceux de Jean-Marie Bouissou, *Géopolitique du Japon. Une île face au monde,* (2014) et *Les Leçons du Japon. Un pays très incorrect* (2019).

Deux sources francophones de prix sont en ligne :

– *Dictionnaire historique du Japon* (1963-2000), collectif de la Maison franco-japonaise de Tōkyō (21 fascicules, 5 890 fiches) ;

– *Histoire du Japon des origines à la fin de Meiji* (1986) de F. Hérail, avec maintes sources originales et une concision enviable.

Les revues en ligne *Cipango* et *Ebisu* sont à consulter.

Sauf indication contraire, les entrées en français sont éditées à Paris

Norbert ADAMI, *Wessen sind die älteren Rechte? Zum russisch-japanischen Streit über die Kurilen*, Tōkyō, OAG Aktuell, 1991.

Paul AKAMATSU *et al.* (dir.), « L'adresse du dignitaire de la province d'Izumo », *Études choisies de Charles Haguenauer*, t. II, Leyde, Brill, p. 1-38.

Chizuko T. ALLEN, « Prince Misahun: Silla's Hostage to Wa from the Late Fourth Century », *Korean Studies*, 27, 2003, p. 10.

Yves-Marie ALLIOUX (dir.), *Cent ans de pensée au Japon*, Picquier, 2 t., 1997.

Yoshihiko AMINO, *Rethinking Japanese History*, Michigan U.P., 2012.

Ruth AMOSSY, *Clichés et stéréotypes*, Armand Colin, 2016.

Olivier ANSART, « Les chemins de la justification », *in* F. GIRARD *et al.* (dir.), *Repenser l'ordre, repenser l'héritage. Paysage intellectuel du Japon (XVIe-XIXe siècle)*, Genève, Droz, 2002, p. 4-48 ; *L'Empire du rite. La pensée politique d'Ōgyū Sorai*, Genève, Droz, 2014 ; *Une modernité indigène. Ruptures et innovations dans les théories politiques japonaises du XVIIe siècle*, Les Belles Lettres, 2014, p. 31-47 ; *L'Étrange Voyage de Confucius au Japon*, AnimaViva Multilingüe, SLU, 2015, Kindle.

Klaus ANTONI, *Shintô und die Konzeption des japanischen Nationalwesens (Kokutai). Der religiöse Traditionalismus in Neuzeit und Moderne Japans*, Leyde, Brill, 1998.

Aleida ASSMANN (dir.), *Memory in a global age*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

Louis AUBERT, *Paix japonaise*, Armand Colin, 1906.

Marie AUGENDRE, *Vivre avec le volcan. Une géographie du risque volcanique au Japon*, theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2008/augendre_m/download.

Natacha AVELINE, *La Bulle foncière au Japon*, ADEF, 1995.

James BABB, *A World History of Political Thought*, Edward Elgar Publ., 2018.

Lionel BABICZ, *Le Japon face à la Corée à l'époque Meiji*, Maisonneuve, 2002.

Gina BARNES, « The Role of the *be* in the Formation of the Yamato State », *in* E. BRUMFIEL, T. EARLE (dir.), *Specialization, Exchange and Complex Societies*, Cambridge U.P., 1987, p. 86-101 ; « The "Idea of Prehistory" in Japan », *Antiquity*, 245/1990, p. 929-940 ; « Origins of the Japanese Islands: The New "Big Picture », *Japan Review*, 15, 2003, p. 3-50 ; « A Hypothesis for Early Kofun Rulership », *Japan Review*, 27, 2014 ; *Archaeology of East Asia: the Rise of Civilization in China, Korea and Japan*, Oxford, Oxbow, 2015.

Johannes BARTH, *Edo. Geschichte einer Stadt und einer Epoche Japans*, Tōkyō, Mitteilungen der Deutschen Gesellschaft für Natur- und Völkerkunde Ostasiens, vol. LXXVI, 1979.

Theodore DE BARY (dir.), *Sources of Japanese tradition 1600 to 2000*, 2 vol., Columbia U.P., 2006.

BASHŌ, *Oku No Hoso-Michi. L'étroit chemin du fond*, tr., ann. et comm. d'A. Walter, William Blake & Co, 2008.

Bruce L. BATTEN, « Provincial Administration in Early Japan: from Ritsuryo kokka to Ocho kokka », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, 53/1, 1993, p. 103-134 ; *To the Ends of Japan: Premodern Frontiers, Boundaries, and Interactions*, Hawaï U.P., 2003.

Nicolas BAUMERT, *Le Saké. Une exception japonaise*, Rennes, PUR, 2011.

Richard K. BEARDSLEY, « Before History: a Survey of the Archaeological Record », *The Far Eastern Quarterly*, 14/3, 1955, p. 334.

Patrick BEILLEVAIRE, *Ryūkyū studies to 1854*, Curzon, 2000.

Oleg BENESCH, « Castles and the Militarisation of Urban Society in Imperial Japan », *Transactions of the Royal Historical Society*, 28, 2018, p. 127-134.

Hervé BENHAMOU, « L'hikikomori au Japon » *in* Jacques ANGELERGUES (éd.), *Repli sur soi. Retrait social*, In Press, 2015, p. 71-81.

Augustin BERQUE, *La Rizière et la Banquise. Colonisation et changement culturel à Hokkaïdô*, POF, 1980 ; *Le Sauvage et l'Artifice. Les Japonais devant la nature*, Gallimard, 1985 ; *Du geste à la cité. Formes urbaines et lien social au Japon*, Gallimard, 1993 ; *Histoire de l'habitat idéal. De l'Orient vers l'Occident*, Félin, 2012.

Wolfgang BEHRINGER, *Kulturgeschichte des Klimas*, Munich, Beck, 2007, p. 272.

Nicolas BERNARD, *La Guerre du Pacifique 1941-1945*, Tallandier, 2016.

Serge BERSTEIN (dir.), *Ils ont fait la paix*, Arènes, 2018.

Jonathan BEST, *A History of the Early Korean Kingdom of Paekche*, trad. et ann. de *The Paekche Annals* du *Samguk Sagi*, Harvard U. Asia Center, 2006.

Cambridge History of Japan (The), 6 tomes, Cambridge U.P., 1993-1999.

Miriam BISTROVIĆ, *Antisemitismus und Philosemitismus*, Essen, Klartext, 2011.

Herbert BIX, *Hirohito and the Making of Modern Japan*, Harper, 2001.

Richmod BOHLINGER, *La donna è mobile. Das mōdan gāru als Erscheinung der Stadtkultur*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1994.

Patrick BOUCHERON, N. DELALANDE (dir.), *Pour une histoire-monde*, PUF, 2013.

Jean-Marie BOUISSOU, *Le Japon depuis 1945*, Armand Colin, 1992 ; « Grandeur et décadence de la “partitocratie redistributive régulée”. L’évolution du système politique au Japon et en Italie depuis la guerre », *Revue française de science politique*, 51, 4/2001, p. 545-567. *Quand les sumos apprennent à danser*, Fayard, 2003 ; *Le Japon contemporain*, Fayard, 2007 ; *Manga. Histoire et univers de la bande dessinée japonaise*, Picquier, 2014 (2010) ; (coéd.), *Les Géants d’Asie en 2025*, Picquier, 2012 ; *Géopolitique du Japon. Une île face au monde*, PUF, 2014 ; *Les Leçons du Japon : un pays très incorrect*, Fayard, 2019.

Léon BOURDON, *La Compagnie de Jésus et le Japon 1547-1570*, Lisbonne, Gulbenkian, 1993.

Richard BOWRING, *The Religious Traditions of Japan*, Cambridge U. P., 2005.

Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l’Empire à nos jours*, Tallandier, 2015.

Claude BREMOND, « Le public français et le film japonais », *Communications*, 6:1965, p. 103-142.

John S. BROWNLEE, *Political Thought in Japanese Historical Writing from Kojiki (712) to Tokushi Yoron (1712)*, Wilfrid Laurier U.P., 1991.

Olivier BRUNET, C.-E. SAUVIN (dir.), *Les Marqueurs idéologiques du pouvoir*, Éd. de la Sorbonne, 2012.

C. R., « Les figurines préhistoriques de Sibérie ne sont pas des Vénus », hominides.com/html/actualites/statuette-siberie-pas-vraiment-venus-prehistoriques.

Laurence CAILLET, *La maison Yamazaki. La vie exemplaire d’une paysanne japonaise devenue chef d’une entreprise de haute-coiffure*,

Pocket, 1994 ; [Gishi Wajin-den], *in* H. O. ROTERMUND (dir.), *Religions, croyances et traditions populaires du Japon*, Maisonneuve, 2000, p. 25-27, 313-318.

Robert CALVET, « La réforme agraire de 1946. Les fondements historiques d'un succès », *Histoire & Sociétés rurales*, 18/2, 2002, p. 65-89.

Rosa CAROLI, F. GATTI, *Storia del Giappone*, Rome/Bari, Laterza, 2006 (2004).

François CARON, *Le Puissant Royaume du Japon*, éd. J. et M. Proust, Chandeigne, 2003.

Guillaume CARRÉ, « La conquête de la monnaie. Pouvoir et sapèques de cuivre au début de la période pré-moderne », *Ebisu*, 28:2002, p. 25-46 ; « Stratagèmes monétaires : les crises du numéraire en métal précieux dans le Japon du XVIIIe siècle », *in* Bruno THÉRET (dir.), *La Monnaie dévoilée par ses crises*, EHESS, 2007, p. 233-265 ; *Avant la tempête. La Corée face à la menace japonaise 1530-1590*, kalp'i, 2019.

Xavier DE CASTRO, *La Découverte du Japon par les Européens (1543-1551)*, Chandeigne, 2013.

Angelo CATTANEO, « The Mutual Emplacement of Japan and Europe during the Nanban Century », *in* V. WESTON (dir.), *Portugal, Jesuits, and Japan. Spiritual Beliefs and Earthly Goods*, Boston, McMullen Museum of Art, 2013, p. 25-33.

Atsuko CEUGNIET, *L'office des études supérieures au Japon du VIIIe au XIIe siècle et les dissertations de fin d'études*, Droz, 2000.

Teresa CIAPPARONI LA ROCCA (dir.), *Il Grande Viaggio. La missione giapponese del 1613 in Europa*, Rome, Scienze e Lettere S.r.l., 2020.

David Joel COHEN, « The Advent and Spread of Early Pottery in East Asia », *Journal of Austronesian Studies*, 4/2, 2013, p. 65-92.

Sebastian CONRAD (dir.), *Globalgeschichte*, Francfort, Campus-Verlag, 2007.

Michael COOPER, *They Came to Japan. An Anthology of European reports on Japan, 1543-1640*, Ann Arbor, 1965.

Olivier CORFF, *Zur Frage der Herkunft der Japanischen Sprache. Eine Einführung in die Problematik im Lichte der Vergleichenden Sprachwissenschaft*, OAG, Tōkyō, 1990.

Florian COULMAS, *Hiroshima. Geschichte und Nachgeschichte*, Munich, Beck, 2010.

Dictionnaire historique du Japon, persee.fr/collection/dhjap.

Helen CRAIG MACCULLOUGH, « Aristocratic Culture », *Cambridge History of Japan*, Cambridge U.P., 1990, t. 2, chap. 6, p. 390-448.

Pascal DAYEZ-BURGEON, *Histoire de la Corée*, Tallandier, 2012.

Régis DEBRAY, *Civilisation. Comment nous sommes devenus américains*, Gallimard, 2017.

Alain DELISSEN, « D'un post-scriptum tokyote à la mondialisation du massacre. Le massacre des Coréens du Kantô (septembre 1923) », *in* David EL KENZ (dir.), *Le Massacre, objet d'histoire*, Gallimard, 2005, p. 333-350.

Jean-Paul DEMOULE, « Le Japon comme horizon », *jeanpauldemoule.com/japon-horizon/*

Hans A. DETTMER, *Der Yōrō-Kodex*, Wiesbaden, Harrassowitz, 4 vol., 2009-2014.

Jared DIAMOND, « In Search of Japanese Roots », japaneseroots1455

Günther DISTELRATH, « Ländliche Prosperität, Manufakturen und Verlagssysteme », *in* J. KREINER (dir.), *Geschichte Japans*, Stuttgart, Reclam, 2018, p. 241-245.

Jorge M. DOS SANTOS ALVES (dir.), *Fernão Mendes Pinto and the "Peregrinação"*, Lisbonne, Fundação Oriente, 2010.

John W. DOWER, *War Without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon, 1986 ; *Embracing Defeat. Japan in the Wake of World War II*, New York, Norton, 1999 ; *Cultures of War: Pearl Harbor ; Hiroshima ; 9-11 ; Iraq*, New York, W. W. Norton, 2010.

Fabian DRIXLER, *Mabiki: Infanticide and Population Growth in Eastern Japan, 1660-1950*, California U.P., 2013.

Eddy DUFOURMONT, *Histoire politique du Japon de 1853 à nos jours*, P. U. Bordeaux, 2017 ; *Rousseau au Japon : Nakae Chômin et le républicanisme français (1874-1890)*, P. U. Bordeaux, 2018.

Hubert DURT, « Clichés canoniques bouddhiques sur les débuts du bouddhisme au Japon », *Cahiers d'Extrême-Asie*, 1/1985, p. 11-20.

Robert ESKILDSEN, « Of Civilization and Savages: the Mimetic Imperialism of Japan's 1874 Expedition to Taïwan », *The American Historical Review*, 107/2, 2002, p. 388-418 *Transforming Empire in Japan and East Asia. The Taiwan Expedition and the Birth of Japanese Imperialism*, New york, Palgrave MacMillan, 2019.

Eddy DUFOURMONT, *Histoire politique du Japon de 1853 à nos jours*, P. U. Bordeaux, 2016.

Robert DUQUENNE, « La face cachée du soleil levant », *BEFEO*, 87/2, 2000, p. 629-644.

Torquil DUTHIE, « The Jinshin Rebellion and the Politics of Historical Narrative in Early Japan », *Journal of the American Oriental*

Society, 133/2, 2013, p. 295-320 ; *Man'yoshu and the Imperial Imagination in Early Japan*, Leyde, Brill, 2014.

Patricia EBREY (dir.), *East Asia*, Wadsworth, 2009.

Walter EDWARDS, « In Pursuit of Himiko: Postwar Archaeology and the Location of Yamatai », *Monumenta Nipponica*, 51/1, 1996, p. 53-79.

George ELISON, *Deus destroyed. The image of christianity in early modern Japan*, Harvard U. P., 1974.

Robert ESKILDSEN, « Of Civilization and Savages: the Mimetic Imperialism of Japan's 1874 Expedition to Taïwan », *The American Historical Review*, 107/2, 2002, p. 388-418 ; *Transforming Empire in Japan and East Asia. The Taïwan Expedition and the Birth of Japanese Imperialism*, Palgrave MacMillan, 2019.

« Fan Ye and the *Hou Hanshu* », *Monumenta Serica*, 67:1:2019.

Lothar VON FALKENHAUSEN, *Suspended Music: Chime-Bells in the Culture of Bronze Age China*, California U.P., 1993.

Sabrina FANTUZZI, *Veränderungen im Ritualverhalten im Laufe der japanischen Jomon-Zeit*, Universität Zürich, 2016.

William W. FARRIS, « Ancient Japan's Korean Connection », *Korean Studies*, 20, 1996, p. 1-22 ; *Sacred Texts and Buried Treasures*, Hawaï U.P., 1998 ; *Japan's Medieval Population: Famine, Fertility, and Warfare in a Transformative Age*, Hawaï U.P., 2006.

Nicolas FIÉVÉ (dir.), *Atlas historique de Kyōto*, Éd. de l'Amateur, 2008.

Harald FISCHER-TINÉ, « Indian Nationalism and the "World Forces": Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, 3, 2007, p. 325-344.

Joshua FOGEL, *Articulating the Sinosphere. Sino-Japanese relations in Space and Time*, Harvard U.P., 2009, p. 13-15.

FRANÇOIS XAVIER (saint), *Correspondance 1535-1552. Lettres et documents*, éd. Hugues Didier, Desclée de Brouwer, 2005.

André Gunder FRANK, *Reorienting the 19th Century Global Economy in the Continuing Asian Age*, Routledge, 2015.

Bernard FRANK, « L'introuvable empire des signes », *Le Nouvel Observateur*, 878, 1981.

Bjarke FRELLESVIG (dir.), *Proto-Japanese: Issues and Prospects*, Amsterdam, John Benjamins, 2008.

Karl F. FRIDAY (dir.), *Japan Emerging: Premodern History to 1850*, Westview, 2012 ; *Handbook of Premodern Japanese history*, Londres, Routledge, 2017.

Elisabeth FROLET, *Yanagi Sōetsu ou les éléments d'une renaissance artistique japonaise*, Publ. de la Sorbonne, 1986.

Peter K. FROST, *The Bakumatsu Currency Crisis*, Harvard U.P., 1970.

Maruko FURUSAKI, « Die Vorgeschichte Japans – Ein Überblick », archaeologie-online.de/artikel/2014/die-vorgeschichte-japans-ein-ueberblick/.

Yukichi FUKUZAWA, *La Vie du vieux Fukuzawa racontée par lui-même* [*Fukuō.jiden*], tr. M.-F. Tellier, Albin Michel, 2007 ; *L'Appel à l'étude* [*Gakumon no susume*], ann. et prés. par C. Galan, Les Belles Lettres, 2018.

Christian GALAN (dir.), *Histoire du & au Japon de 1853 à nos jours*, Toulouse, Privat, 2016.

« Géologie du Japon », coursgeologie.com/267-geologie-du-japon.html.

Geospatial Information Authority of Japan, gsi.go.jp.

Jacques GERNET, *Chine et christianisme. La première confrontation*, Gallimard, 1982.

Andrew GERSTLE *et al.* (dir.), *Shunga. Sex and Pleasure in Japanese Art*, Londres, The British Museum, 2013.

Juan GIL, *Hidalgos y Samurais. España y Japón en los siglos XVI y XVII*, Madrid, Alianza, 1995.

Linda GILAIZEAU, « Entre mythe et réalité : les Japonais à la recherche de leurs origines », *in* N. THÉOPHANE *et al.* (dir.), *Les Images. Regards sur les sociétés*, 2016, p. 101-111; « L'influence des cultures du continent asiatique sur l'Archipel japonais. La transition Yayoi – Kofun (Ier-IVe siècle), une période charnière », *in* L. DENNEQUIN *et al.* (dir.), *Objets et symboles. De la culture matérielle à l'espace culturel, Archéo.doct*, Éd. de la Sorbonne, 2009, p. 189-199 ; « Les miroirs *sankakubuchi shinjū* : témoins de l'émergence d'un pouvoir centralisé dans le Japon protohistorique (IIIe-IVe siècle) », *in* O. BRUNET (dir.), *Les Marqueurs idéologiques du pouvoir*, Éd. de la Sorbonne, 2012, p. 49-56.

Frédéric GIRARD (dir.), *Repenser l'ordre, repenser l'héritage*, Genève, Droz, 2002.

Marcel GIUGLARIS, *Le Japon perd la guerre du Pacifique*, Fayard, 1958.

Carole GLUCK, *Japan's Modern Myths. Ideology in the Late Meiji period*, Princeton U.P., 1985.

Ulrich GOCH, *Abriß der japanischen Geschichtsschreibung*, Munich, iudicium, 1992.

Allan G. GRAPARD, « The Shinto of Yoshida Kanetomo », *Monumenta Nipponica*, 47/1, 1992, p. 27-58.

James H. Grayson, « Mimana, a Problem in Korean Historiography », *Korea Journal*, 17/8, 1977, p. 65-69.

Samuel Guex, *Au pays du matin calme. Nouvelle histoire de la Corée*, Flammarion, 2016.

Jean Guilaine, « Une révolution "humaniste" », *in* J.-P. Demoule, *La Révolution néolithique dans le monde*, CNRS, 2000 ; *Caïn, Abel, Ötzi. L'héritage néolithique*, Gallimard, 2011.

Günther Haasch (dir.), *Japan. Land und Leute*, Berlin, BMW, 2011.

Junko Habu, *Ancient Jomon of Japan*, Cambridge U.P., 2004 ; « Science or Narrative Interpretations of the Sannai Maruyama site, Japan », *in* Junko Habu *et al.* (dir.), *Evaluating Multiple Narratives beyond Nationalist, Colonialist, Imperialist Archaeologies*, Springer, 2008.

Charles Haguenauer, « L'adresse du dignitaire de la province d'Izumo », *in* P. Akamatsu *et al.* (dir.), *Études choisies de Charles Haguenauer*, vol. 2*, Japon*, Leyde, Brill, 1977, p. 1-11-38.

John Whitney Hall, *Das Japanische Kaiserreich*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1968 ; (dir.), *Medieval Japan*, Stanford U.P., 1974.

Robert K. Hall, *Kokutai no hongi. Cardinal Principles of the National Entity of Japan*, Harvard U.P., 1949.

Kazurō Hanihara, « Dual Structure Model for the Formation of the Japanese Population », *Japan Review*, 2:1991, p. 1-33.

Mikiso Hane, *Premodern Japan: a Historical Survey*, Westview, 2015.

Masashi Haneda, *Toward Creation of a New World History*, Japan Publishing Industry Foundation for Culture, 2019.

Takashi Hatada, « An Interpretation of the King Kwanggaet'o Inscription », *Korean Studies*, 3, 1979, p. 1-17.

Samuel HAWLEY, *The Imjin War: Japan's Sixteenth-Century Invasion of Korea and Attempt to Conquer China*, Conquistador Press, 2014.

Akira HAYAMI, *Japan's Industrious Revolution. Economic and Social Transformations in the Early Modern Period,* Springer, 2015.

Matthias HAYEK, Annick HORIUCHI (éds.), *Listen, Copy, Read : Popular Learning in Early Modern Japan*, Leiden, Brill, 2014.

Lafcadio HEARN, *Glimpses of Unfamiliar Japan*, Penguin, 2016 (1894).

François-Xavier HÉON, « Le véritable dernier Samouraï : l'épopée japonaise du capitaine Brunet », *Stratégique*, 99/1, 2010, p. 193-223.

Francine HÉRAIL, *Histoire du Japon des origines à la fin de l'époque Meiji*, POF, 1986, halshs-00984537 ; *La Cour du Japon à l'époque de Heian aux* X^e^ *et* XIe *siècles*, Hachette, 1995 ; « Lire et écrire dans le Japon ancien », *in* V. ALLETON (dir.), *Paroles à dire, paroles à écrire : Inde, Chine, Japon*, Les Indes savantes, 1997, p. 253-274 ; *La Cour et l'administration du Japon à l'époque de Heian*, Genève, Droz, 2006 ; *Recueil de décrets de trois ères méthodiquement classés, livres 8 à 20 : Traduction commentée du* Ruijû sandai kyaku, Genève, Droz, t. 2, 2008, t. 1, 2011 ; *Un fonctionnaire lettré. Miyoshi no Kiyoyuki (847-918) en son temps*, Genève, Droz, 2016 ; (avec N. KOUAMÉ) *Conversations sous les toits. De l'histoire du Japon, de la manière de la vivre et de l'écrire*, Picquier, 2008.

Peter B. HIGH, *The Imperial Screen. Japanese Film Culture in the Fifteen Years' War*, 1931-1945, 2003.

Irmela HIJIYA-KIRSCHNEREIT, « Japan und Korea – Wandel und Annäherung im 21. Jahrhundert auf den Weg in eine gemeinsame Zukunft », *in* I. DUCKE (dir.), *Japan und Korea auf dem Weg in eine gemeinsame Zukunft*, Munich, iudicium, 2003, p. 7-27.

Christopher L. HILL, *National History and the World of Nations. Capital, State, and the rhetoric of History in Japan, France, and the United States*, Duke U.P., 2008.

Kunio HIRANO, « The Yamato 大和 State and Korea in the Fourth and fifth Centuries », *Acta Asiatica: Bulletin of the Institute of Eastern Culture*, Tōhō Gakkai, 31, 1977, p. 81.

Kazuo HIROTSU, Der Geist der Prosa : *Literarischer Widerstand im Japan der Kriegszeit*, tr. par Asa-Bettina Wuthenow, Munich, Iudicium, 2014.

Wontack HONG, « Myth, Legends, and Inscriptions Trinity of Jimmu (Ihare), Ōjin (Homuda) and Ninigi », *in* W. HONG, *Ancient Korea-Japan Relations: Paekche and the Origin of the Yamato Dynasty*, 2010, HongWontack.pe.kr.

Hitomi HONGO, « Introduction of Domestic Animals to the Japanese Archipelago », *in* U. ALBARELLA *et al.* (ed.), *The Oxford Handbook of Zooarchaeology*, Oxford U.P., 2017, chap. 21, 333-350.

Ichiro HORIDE, *The Mercantile Ethical Tradition in Edo Period Japan: a Comparative Analysis with Bushido*, Springer, 2019.

Michel HOUELLEBECQ, *Sérotonine*, Flammarion, 2019.

Douglas HOWLAND, *Borders of Chinese Civilization: Geography and History at Empire's End*, Duke U.P., 1996.

Mark HUDSON, *Ruins of Identity. Ethnogenesis in the Japanese Islands*, Hawaï U.P., 1999.

Keiji IMAMURA, *Prehistoric Japan. New Perspectives on Insular East Asia*, Londres, Routledge, 2016.

Kiyoshi INOUE, *Geschichte Japans* [*Nihon no rekishi*, 1963], Campus, Francfort, 1995.

« Japon impérial de l'ère Meiji à Hirohito », *Le Figaro histoire*, 46, 2019, p. 44-103.

ISHIGE Naomichi, *The History and Culture of Japanese Food*, Londres, Kegan Paul, 2011 (2001), p. 12-14.

Christopher IVES, *Imperial-Way Zen: Ichikawa Hakugen's Critique and Lingering Questions for Buddhist ethics*, Hawaï U.P., 2009, p. 108-09.

Paul JOBIN, TSENG Yu-Hwei, « Le suicide comme *karōshi* ou l'overdose de travail. Les suicides liés au travail au Japon, à Taïwan et en Chine », *Travailler*, 1/201, p. 45-88.

Muriel JOLIVET, « Derrière les représentations de l'infanticide ou *mabiki ema* », *Ebisu*, 33, 2004, p. 99-130 ; *Chroniques d'un Japon ordinaire*, Bordeaux, Elytis, 2019.

Engelbert JORISSEN, *Das Japanbild im « Traktat » des Luis Frois*, Münster, Aschendorff, 1988, p. 142-152.

Engelbert KAEMPFER, *Heutiges Japan*, in *Werke*, éd. par W. Michel, Munich, Iudicium, 2 t., 2001.

Philip KAFFEN, *What is Japanese Cinema? A History*, Columbia U. P., 2019.

Simon KANER (dir.), *The Power of Dogu. Ceramic Figures from Ancient Japan*, Londres, British Museum Press, 2009 ; « Long-Term Innovation: the Appearance and Spread of Pottery in the Japanese Archipelago », *in* Peter JORDAN, Marek ZVELEBIL (dir.), *The Dispersal of Pottery Among Prehistoric Eurasian Hunter-Gatherers*, Left Coast Press, 2009, p. 93-119 ; « The Involution of Complexity in Jomon Japan », *in* Aubrey CANNON, *Structured Worlds. The Archaeology of Hunter-Gatherer thought and Action*, Londres, Routledge, 2014, p. 183-203.

Hiroyuki KANO, *The Age of Gold. The Days of Dreams. In Praise of the Paintings of the Momoyama Period*, Kyōto, Kyōto National Museum, 1997.

Shizuo KATSUMATA, *Ikki. Coalitions, ligues et révoltes dans le Japon d'autrefois*, tr. P.-F. Souyri, CNRS, 2011 (1982).

Hoshū KATSURAGAWA, *Naufrage et tribulations d'un Japonais dans la Russie de Catherine II (1782-1792)*, éd. G. Siary, Chandeigne, 2004.

Charles T. KEALLY, « Yayoi », t-net.ne.jp/~keally/yayoi.html.

Donald KEENE, *The Japanese Discovery of Europe*, Princeton U.P., 1969 ; *Dawn to the West. Japanese Literature in the Modern Era. Fiction*, New York, H. Holt, 1984 ; *World within Walls. Japanese Literature of the Modern Era*, Columbia U.P., 1999 ; *Emperor of Japan. Meiji and his world*, Columbia U.P., 2002.

George H. KERR, *Okinawa. The History of an Island People*, Tōkyō, Tuttle, 2000 (1958).

C. S. KIM, « The *Kolp'um* System: Basis for Sillan Social Stratification », *The Journal of Korean Studies*, 1/2, 1971, p. 43-69.

Jingwung KIM, *A History of Korea from « Land of the Morning Calm » to States in Conflict*, Indiana U.P., 2012, p. 38-42.

Rudyard KIPLING, *Lettres du Japon*, prés. A. Rocher, Bordeaux, Elytis, 2006.

Kodansha Encyclopedia of Japan, Tōkyō, Kōdansha, 1993.

Kojiki, trad. et ann. D. L. Philippi, Tōkyō U.P., 1992 (1968).

Kojiki. Chronique des choses anciennes, trad. Pierre Vinclair, Le Corridor bleu, 2011, Kindle, empl. 164.

Kojiki. Aufzeichnungen alter Begebenheiten, éd. K. Antoni, Berlin, Insel, 2012.

Kōta KODAMA (dir.), *Nihon shinenpyō. Chizu*, Tōkyō, Yoshikawakōbunkan, 1995.

Livia KOHN, « Taoism in Japan: Positions and Evaluations », *Cahiers d'Extrême-Asie*, 8, 1995, p. 389-412.

Sakyō KOMATSU, *La Submersion du Japon* [*Nihon chinbotsu*, 1973], Picquier, 1997.

Rotem KOWNER, *From White to Yellow. The Japanese in European Racial Thought, 1300-1735*, McGill-Queen's U.P., 2014.

Hans M. KRÄMER (dir.), *Geschichtswissenschaft in Japan*, Göttingen, Vandenhoek, 2006.

Gerhard KREBS, *Ten.nō-Beleidigungen während des « Dritten Reich »*, Tōkyō, OAG Aktuell, 1992 ; *Das moderne Japan 1868-1952*, Munich, Oldenbourg, 2009 ; *Japan im Pazifischen Krieg. Herrschaftssystem, politische Willensbildung und Friedenssuche*, Munich, iudicium, 2010 ; « König Salomon und Jinmu Ten.nō: Japan und Äthiopien in der Weltgeschichte », *Studien zum Horn von Afrika*, 1, 2014, Cologne, Rüdiger Köppe, p. 325-355.

Josef KREINER (dir.), *Geschichte Japans*, Stuttgart, Reclam, 2018.

Françoise KREISSLER, *Die Judenpolitik Japans (1931-1945)*, *in* G. KREBS (dir.), *Formierung und Fall der Achse Berlin-Tōkyō*, Munich, Iudicium, 1994, p. 187-210.

Thegn N. LADEFOGED, Richard PEARSON, « Fortified Castles on Okinawa Island during the Gusuku Period, AD 1200-1600 », *Antiquity*, 74/284, 2000, p. 404-412.

Jeroen LAMERS, *Japonius Tyrannus: the Japanese Warlord Oda Nobunaga Reconsidered*, Hotei, 2001.

Pierre LAVELLE, « Le vocabulaire politique japonais », *Cahiers d'Extrême-Asie*, 5, 1989, p. 369-380 ; « Les écrits antisémites japonais essai d'interprétation », *Lignes*, 2/19, 1993, p. 158-202 ; « Sur le Japon, dis ce qu'il te plaît : nul n'ira vérifier. L'idéologie des manuels d'histoire », *Mots*, 41, 1994, p. 183-195 ; » Représentations japonaises de l'histoire », *Mots*, 41, 1994, p. 153-172 ; « Internationalisation, discours identitaire et discours dominant dans le Japon d'aujourd'hui », *Mots*, 66, 2001, p. 33-50 ; « Bouddhisme et terrorisme dans le Japon ultranationaliste. La Conjuration du sang », *Mots*, 79, 2005, p. 61-72 ; « Chrononymes japonais », *Mots*, 87, 2008, p. 71-84.

Gérard LE BOUËDEC (dir.), *L'Asie, la mer, le monde au temps de la Compagnie des Indes*, Rennes, PUR, 2014.

Sébastien LECHEVALIER (éd.), *La Grande Transformation du capitalisme japonais (1980-2010)*, Sciences Po, 2011.

« L'ère Meiji : comment le Japon est devenu moderne », *L'Histoire*, 451, 2018.

Jean-Pierre LEHMANN, *The Roots of Modern Japan*, The Macmillan Press Ltd, 1982.

Anne LEHOËRFF, « Les paradoxes de la Protohistoire française », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 5, 2009, p. 1107-1133.

George A. LENSEN, *The Russian Push toward Japan, 1697-1875*, Oxford U.P., 1959.

Jean LEQUILLER, *Le Japon*, Sirey, 1966.

Pierre LEROY-BEAULIEU, *La Rénovation de l'Asie*, Armand Colin, 1901.

Gary P. LEUPP, *Servants, Shophands, and Laborers in the Cities of Tokugawa Japan*, Princeton U.P., 1992 ; *Male Colors: The*

Construction of Homosexuality in Tokugawa Japan, California U.P., 1995.

Claude LÉVI-STRAUSS, *L'Autre Face de la lune. Écrits sur le Japon*, Seuil, 2011.

Christine LÉVY, *Genre et modernité au Japon : la revue* Seitô *et la femme nouvelle*, Rennes, PUR, 2014.

Ann-Elise LEWALLEN, *The Fabric of Indigeneity: Ainu Identity, Gender, and Settler Colonialism in Japan*, New Mexico U.P., 2016.

Bruno LEWIN, *Japanische Chrestomathie von der Nara-Zeit bis zur Edo-Zeit*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1965, 2 t., 1965 ; *Der koreanische Anteil am Werden Japans*, Springer, 1976.

Olof G. LIDIN, « History of Japanese thought », *in* K. TRACHT (dir.), *Japanische Geistesgeschichte*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1988 ; *Tanegashima. The Arrival of Europe in Japan*, Copenhague, NIAS Press, 2002.

Christine LIEW, *Geschichte Japans*, Stuttgart, Theiss, 2012.

Ernst LOKOWANDT, *Der Ten.nō. Grundlagen des modernen japanischen Kaisertums*, Munich, Iudicium, 2012.

Emmanuel LOZERAND, *Littérature et génie national. Naissance d'une histoire littéraire dans le Japon du XIXe siècle*, Belles Lettres, 2005.

Michael LUCKEN, *L'Art du Japon au vingtième siècle*, Hermann, 2001 ; *Grenades et amertume. Les peintres japonais à l'épreuve de la guerre 1935-1952*, Les Belles Lettres, 2005 ; *Les Japonais et la guerre 1937-1952*, Fayard, 2013 ; *Le Japon grec. Culture et possession*, Gallimard, 2019.

Anne LUMET, *Le Pacte. Les relations russo-japonaises à l'épreuve des incidents de frontières*, Publibook, 2004.

Christopher MacDonald, *The Science of War, or Sun Tzu's Art of War Re-Translated and Re-Considered*, Hong Kong, Earnshaw Books, 2017.

François Macé, *La Mort et les Funérailles dans le Japon ancien*, POF, 1986.

François Macé, Alain Rocher (éds.), *La Mythologie japonaise et ses interprétations*, Cahiers d'Extrême-Asie, 19/2020.

Mieko Macé, *Médecins et médecines dans l'histoire du Japon*, Les Belles Lettres, 2013.

Donald F. McCallum, « The Emergence of Japanese Kingship. By Joan R. Piggott », *Journal of East Asian Archaeology*, 5/1, 2003, p. 73-99.

James McClain, *Japan: a Modern History*, New York, W. W. Norton & Company, 2002.

Neil McMullin, « Historical and Historiographical Issues in the Study of Pre-Modern Japanese Religions », *Japanese Journal of Religious Studies*, 16/1, 1989, p. 3-40.

Penelope Mason, *A History of Japanese Art*, Prentice Hall, 2005, p. 18-20.

Claude E. Maitre, « La littérature historique du japon : des origines aux Ashikaga », *BFEO*, 3/4, 1903, p. 564-596.

Kenneth Marcure, « The Danka System », *Monumenta Nipponica*, 40/1, 1985, p. 39-67.

Mathieu Mariolle *et al.*, *L'Empereur Meiji*, Glénat BD, 2017.

Derek Massarella, « "The Loudest Lies": Knowledge of Japan in Seventeenth-Century England », *Itinerario*, 11, 1987, p. 52-71 ; *A World Elsewhere. Europe's Encounter with Japan in the Sixteenth and Seventeenth centuries*, Yale U.P., 1990.

Daniel M. MASTERSON, *The Japanese in Latin America*, Illinois U.P., 2004.

Hanns W. MAULL, *Japan und Europa: getrennte Welten ?*, Francfort, Campus, 1993.

Marlene J. MAYO (DIR.), *War, Occupation, and Creativity 1920-1960*, Hawaï U.P., 2000.

Alexandre MESSAGER, Philippe GODARD, *Le Japon pour les nuls*, First, 2015.

Franck MICHELIN, *La Guerre du Pacifique a commencé en Indochine 1939-1941*, Passés composés, 2019.

Roy A. MILLER, *Japan's Modern Myth. The Language and Beyond*, New York, Weatherill, 1982.

Earl MINER (dir.), *The Princeton Companion to Classical Japanese Literature*, Princeton U.P., 1985.

Ken'ichi MISHIMA (dir.), *Geschichtsdenken im modernen Japan*, Munich, iudicium, 2015.

Nana MIYATA, *Die Übernahme der chinesischen Kultur in Japans Altertum: Kultureller Wandel im innen- und außenpolitischen Kontext*, Münster, Lit, 2012.

Masao MIYOSHI, *As we Saw them: the first Japanese Embassy to the United States*, Philadelphie, Paul Dry, 2006 (1979).

Koji MIZOGUCHI, *Archaeology, Society and Identity in Modern Japan*, Cambridge U. P., 2006 ; *The Archaeology of Japan from the Earliest Rice Farming Villages to the Rise of the State*, Cambridge U.P., 2013.

Akira MIZUBAYASHI, *Petit Éloge de l'errance*, Gallimard, 2014.

Pankaj MOHAN, « The Controversy over the Ancient Korean State of Gaya: a Fresh Look at the Korea-Japan History War », *in*

M. LEWIS (dir.),*"History Wars" and Reconciliation in Japan and Korea. The Roles of Historians, Artists and Activists*, Palgrave-Macmillan, 2017, p. 107-124.

Nicolas MOLLARD, *La Trajectoire du Japon moderne. Regards critiques des années 1950*, Belles Lettres, 2018.

Guy MORÉCHAND, « *Taikô kenchi*. Le cadastre de Hideyoshi Toyotomi », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 53/1, 1966, p. 7-70.

Francesco MORENA, *Di linea e di colore. Il Giappone, le sue arti e l'incontro coll'Occidente*, Florence, sillabe, 2012.

Ivan MORRIS, *The World of the Shining Prince: Court Life in Ancient Japan*, Knopf, 1964.

Klaus MÜLLER, *Wirtschafts- und Technikgeschichte Japans*, Leyde, Brill, 1988.

Wolfram MÜLLER-YOKOTA, « Abriβ der geschichtlichen Entwicklung der Schrift in Japan », *Bochumer Jahrbuch zur Ostasienforschung*, 10, 1987, p. 1-75.

Jacques MUTEL, *La Fin du shôgunat et le Japon de Meiji 1853-1912*, Hatier, 1970.

Keiji NAGAHARA, *The Medieval Peasant*, *Cambridge History of Japan*, Cambridge U.P., 1990, t. 3, chap. 7, p. 301-343.

Tetsuo NAJITA, *Visions of Virtue in Tokugawa Japan: the Kaitokudō Merchant Academy of Ōsaka*, Hawaï U.P., 1997 (1987).

Nihongi. Chronicles of Japan from the earliest times to A.D. 697, trad. ann. W. G. Aston, Tōkyō, Tuttle, 1990 (1896).

Chizuru NAMBA, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945)*, Karthala, 2012.

Arnaud NANTA, « Physical Anthropology and the Reconstruction of Japanese Identity in Postcolonial Japan », *Social Science Japan Journal*, 1, 2008, p. 29-47 ; « Comprendre l'affaire de falsification d'outils paléolithiques de 2000 », *Extrême-Orient Extrême-Occident*, 32, 2010, p. 193-220 ; « La Négation des chambres à gaz et l'antisémitisme au Japon », *Ebisu*, 29, 2002. p. 167-185.

Nelly NAUMANN, *Die einheimische Religion Japans*, Leyde, Brill, t. 1, 1988 et t. 2, 1994 ; « Die Wo-Königin Pi-mi-hu und ihr "Weg der Dämonen" », *Bochumer Jahrbuch zur Ostasienforschung*, 13, 1989, p. 323 ; *Japanese Prehistory: The Material and Spiritual Culture of the Jomon Period*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2000 ; *Die Mythen des alten Japan*, Cologne, Anaconda, 2011.

Laurent NESPOULOUS, « Des empereurs et des tombes. Une archéologie de l'archéologie protohistorique japonaise », *Ebisu*, 30, 2003, p. 87-122 ; « Mémoire, tradition, symbole et archéologie impériale », *Ebisu*, 32, 2004, p. 3-24 ; « Le contre-exemple Jômon », *in* Jean-Paul DEMOULE (dir.), *La Révolution néolithique dans le monde*, CNRS Éditions, 2009, p. 19-32.

Hiroyuki NINOMIYA, *in* F. HÉRAIL, *Histoire du Japon prémoderne*, CNRS Éditions, Kindle, 2017.

Tetsuo NAJITA, *Visions of Virtue in Tokugawa Japan: the Kaitokudō Merchant Academy of Ōsaka*, Hawaï U.P., 1997 (1987).

Peter NOSCO (dir.), *Confucianism and Tokugawa Culture*, Princeton U.P., 1984.

Doré OGRIZEK, *Le Japon*, textes de Madeleine PAUL-DAVID, Marcel GIUGLARIS, Jean-Pierre HAUCHECORNE, Paul MOUSSET, René SIEFFERT et Kikou YAMATA, Odé, 1954.

Emiko OHNUKI-TIERNEY, *Rice as Self*, Princeton U.P., 1993.

Herman OOMS, *Tokugawa Ideology. Early Constructs, 1570-1680*, Princeton U.P., 1985 ; *Tokugawa Village Practice. Class, Status, Power, Law*, California U.P., 1996 ; *Imperial Politics and Symbolics in Ancient Japan: the Tenmu Dynasty, 650-800*, Hawaï U.P., 2009.

Hyung Il PAI, *Constructing "Korean" Origins*, Harvard U.P., 2000.

Peter PANTZER, *Die Iwakura-Mission. Das Logbuch des Kume Kunitake über den Besuch der japanischen Sondergesandtschaft in Deutschland, Österreich und der Schweiz im Jahre 1873*, Munich, Iudicium, 2002, p. 79-80.

Philippe PELLETIER, *La Japonésie. Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*, CNRS Éditions, 1998 ; *Géopolitique de l'Asie*, Nathan, 2006 ; *Le Japon. Géographie, géopolitique et géohistoire*, Sedes, 2007 ; *La Fascination du Japon. Idées reçues sur l'archipel japonais*, Le Cavalier Bleu, 2012, p. 7-8 ; *L'Extrême-Orient. L'invention d'une histoire et d'une géographie*, Gallimard, 2011 ; *Les Iles Gotô, voyage au bout de la Japonésie*, Le Cavalier Bleu, 2015.

Carlo PELLICCIA, « "E sono venuti a rendre ubidienza a sua Santità": viaggiatori giapponesi a Roma nel 1585 », *in* R. CALDARELLI, A. BOCCOLINI (éds.), *Il viaggio e l'Europa : incontri e movimenti da, verso, entro lo spazio europeo*, Viterbo, Sette Città, 2018, p. 213-228.

Michel PENSEREAU, *Le Japon entre ouverture et repli à travers l'histoire*, L'Harmattan, 2009.

Jacqueline PIGEOT, « Les Japonais peints par eux-mêmes », *Le Débat*, 23/1, 1983 ; (avec J.-J. TSCHUDIN), *La Littérature japonaise*, PUF, 1983 ; « La poésie japonaise entre écriture et vocalité », « Lire et écrire dans le Japon ancien », *in* V. ALLETON (dir.), *Paroles à dire, paroles à écrire. Inde, Chine, Japon*, Les Indes savantes, 1997,

p. 27-51, 1997 ; *Femmes galantes, femmes artistes dans le Japon ancien (XIe-XIIIe siècle)*, Gallimard, 2003 ; *L'Âge d'or de la prose féminine au Japon (X^e-XIe siècle)*, Les Belles Lettres, 2017.

Joan R. PIGGOTT, « *Mokkan*. Wooden Documents from the Nara Period », *Monumenta Nipponica*, 45/4, 1990, p. 449-470 ; *The Emergence of Japanese Kingship*, Stanford U.P., 1997.

Gustavo PITA CÉSPEDES, *Genealogía y transformación de la cultura bushi en Japón*, Barcelone, Bellaterra, 2014.

Poèmes du zen des Cinq-Montagnes, éd. A.-L. COLAS, Maisonneuve, 1995.

Christian POLAK, *Soie et lumière. L'âge d'or des échanges franco-japonais des origines aux années 1950*, Ashetto Fujin Gahoscha, 2002 ; *Sabre et pinceau : par d'autres Français au Japon (1872-1960)*, CCIF, 2005 ; *Un artiste voyageur en Micronésie*, Somogy, 2013.

Cesare POLENGHI, *Samurai of Ayutthaya: Yamanada Nagamasa, Japanese Warrior and Merchant in Early 17th Century Siam*, Hawaï U.P., 2009.

Kenneth POMERANZ, *The Great Divergence. China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton U.P., 2000.

Philippe PONS, *D'Edo à Tokyo. Mémoires et modernités*, Gallimard, 1988 ; « Ordre marginal dans le Japon moderne (XVIIe-XXe siècle). Les voyous canalisateurs de l'errance », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 5, 1996, p. 1155-1178.

Jacques PROUST, *L'Europe au prisme du Japon*, Albin Michel, 1997 ; *La Supercherie dévoilée*, Chandeigne, 2013.

Corinne QUENTIN, C. SAKAI, *L'Archipel des séismes. Écrits du Japon après le 11 mars* 2011, Picquier, 2012.

Martin RAMOS NOGUEIRA, *La Foi des ancêtres. Chrétiens cachés et catholiques dans la société villageoise japonaise, XVIIe-XIXe siècle*, CNRS, 2019.

Massimo RAVERI, *Il pensiero giapponese classico*, Turin, Einaudi, 2014.

Andrea REVELANT, *Il Giappone moderno dall'Ottocento al 1945*, Turin, Einaudi, 2018 ; *Sviluppo economico e disuguaglianza. La questione fiscale nel Giappone moderno 1873-1940*, Venise, Cafoscarina, 2016 ; « Il Giappone nella morsa di Usa e Cina », *Corriere della Sera*, 18 novembre 2018.

Antoine REVERCHON, « Au XVIIe siècle, les deux tiers du volume d'argent arrivant dans les ports chinois viennent du Japon », *Le Monde*, 19 février 2019.

Song-Nai RHEE *et al.*, « Korean Contributions to Agriculture, Technology, and State Formation in Japan », *Asian Perspectives*, 46/2, 2007, p. 404-459.

Martine ROBBEETS, *Diachrony of Verb Morphology. Japanese and the Transeurasian languages*, Berlin, Gruyter, 2015, p. 30-33.

Alain ROCHER, *Mythe et souveraineté au Japon*, PUF, 1997 ; « Origine, formes et mutations de l'ostéomancie au Japon », EPHE, 119, 2012, p. 35-44 ; « Japon », *Mythologie(s) magazine. La Mythologie asiatique*, hors-série 22, 2018, p. 56-109.

Florentino RODAO, *Franco y el imperio japonés. Imágenes y propaganda en tiempos de guerra*, Random, 2013 (2002).

Harmut O. ROTERMUND (dir.), « La conception des kami japonais à l'époque de Kamakura. Notes sur le premier chapitre du *Sasekishû », Revue de l'histoire des religions*, 182/1, 1972, p. 3-28 ; *Religions, croyances et traditions populaires du Japon*,

Maisonneuve, 2000 ; *Images des Occidentaux dans le Japon de Meiji*, Maisonneuve, 2005.

Alain ROUSSILLON, *Identité et modernité. Les voyageurs égyptiens du Japon (XIXe-XXe siècle)*, Arles, Actes Sud, 2005.

George B. SANSOM, *Japan. A Short Cultural History*, Tōkyō, Tuttle, 1991 (1931).

Ken.ichi SASAKI, « The Kofun Era and Early State Formation », *in* Karl F. FRIDAY (dir.), *Handbook of Premodern Japanese History*, Londres, Routledge, 2017, p. 77-79.

Dany SAVELLI, G. SIARY (dir.), *La Guerre russo-japonaise. Faits et imaginaires*, Kailash, 2005.

Ian SHAW, R. JAMESON, *A Dictionary of Archaeology*, Oxford, Blackwell, 1999.

Bernhard SCHEID, *Der Eine und Einzige Weg der Götter: Yoshida Kanetomo und die Erfindung des Shinto*, Vienne, 2001.

Konrad SCHIROKAUER, *A Brief History of Chinese and Japanese Civilizations*, Boston, Wadsworth, 2013.

Wolfgang SCHWENTKER, *Samurai*, Munich, Beck, 2004.

Rémi SCOCCIMARRO, *Atlas du Japon. L'ère de la croissance fragile*, Autrement, 2018.

Thomas SCREECH, *Sex and the Floating World*, Londres, Reaktion Books, 1999.

Irene SECO SERRA, *Historia breve de Japón*, Madrid, Ramiro Domínguez Hernanz, 2010.

Christopher SEELEY, *A History of Writing in Japan*, Leyde, Brill, 1991.

Christiane SEGUY (éd.), *Du sabre à la plume: mémoires de journalistes engagés de l'époque Meiji*, P. U. Strasbourg, 2019.

Anna SEIDEL, « Chronicle of Taoist Studies in the West 1950-1990 », *Cahiers d'Extrême-Asie*, 5, 1989, p. 223-347.

Éric SEIZELET, « L'internationalisation de la société japonaise : enjeux et perspectives », *Politique étrangère*, 4, 1988, p. 931-942 ; *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre*, Maisonneuve, 1990 ; « Akihito en Chine. Les limites de la diplomatie expiatoire », *Vingtième Siècle*, 39, 1993, p. 55-71 ; « Les trois trésors sacrés et la symbolique impériale au Japon », *Objets et insignes du pouvoir*, 2005, journals.openedition.org/crcv/87 ; « L'après-guerre comme paradigme politique », *in* Anne BAYARD-SAKAI, E. LOZERAND (dir.), *Le Japon après-guerre*, Picquier, 2007, p. 19-46.

Leon A. SERAFIM, « When and from where did the Japonic Language enter the Ryukyus? », p. 463-476, publications.nichibun.ac.jp/region/d/NSH/series/niso/2003-12-26-1/s001/s024/pdf/article.pdf

Chōsuke SERIZAWA, « The Oldest Archaeological Materials from Japan », *Asian Perspectives*, 2, 1958, p. 1-39 ; « The Stone Age of Japan », *Asian Perspectives*, 19/1, 1976, p. 8 ; « Cave Sites in Japan », *World Archaeology*, 10/3, 1979, p. 340-349.

SETH Michael J., *A Premodern History of Korea*, Rowman & Littlefield, 2016, p. 205.

Pierre SEVAISTRE, *Le Japon face au monde extérieur. Une histoire revisitée*, Les Indes savantes, 2016.

Barbara SEYOCK, « Hu Wei's "Map of the Four Seas" and Its Significance for Yama'ichi Research », *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*, 149/1, 1999, p. 191-202 ; *Auf den Spuren der Ostbarbaren. Zur Archäologie protohistorischer Kulturen in Südkorea und Japan*, Münster, Lit, 2004, p. 15-58.

Christine SHIMIZU, *L'Art japonais*, Flammarion, 2014.

SHIN Kyung Cheol, « Relations between Kaya and Wa in the third to Fourth Centuries CE », *Journal of East Asian Archaeology*, 2/3-4, 2000, p. 112-122.

Gérard SIARY, « Carnet de bal : *Un bal à Yeddo* (1889) de Pierre Loti et *Butôkai* (1919) d'Akutagawa Ryûnosuke », *in* J. PIGEOT, H. O. ROTERMUND (dir.), *Le Vase de béryl*, Arles, Picquier, 1998, p. 213-222 ; « Images et contre-images de l'Extrême-Orient au Japon et en Occident », *Revue de littérature comparée*, 297/2001, p. 67-77 ; « Traces de Japon et d'Indes orientales dans les représentations des XVIIe et XVIIIe siècles en Europe », *in* F. BOULERIE *et al.*, *L'Extrême-Orient dans la culture européenne des XVIIe et XVIIIe siècles*, Tübingen, Narr, 2009, p. 65-78 ; « Luxure, cœur et volupté », « Ihara Saikaku, *L'Homme qui ne vécut que pour aimer* : le gai savoir amoureux », « Ihara Saikaku, *Vie d'une amie de la volupté :* les confessions d'une courtisane », « Mori Ōgai, *Vita sexualis* : le roman de l'initiation », « Jun.ichirō Tanizaki, *Un amour insensé :* la conquête d'un pygmalion », « Eimi Yamada, *Amère volupté* : l'attrait de la transgression », dans *Aimer, l'art et la manière*, *Le Point Références*, juillet-août 2015, p. 73-75, 80-81, 82-83, 84-85, 86-87 ; « Au pays du marronnier en fleur : le reportage au Japon », *in* M.-A. CHARLIER, Y. DANIEL (dir.), *Journalisme et mondialisation. Les Ailleurs de l'Europe dans la presse et le reportage littéraires (XIXe-XXIe siècle)*, Rennes, PUR, 2017, p. 257-294.

Olivier SIBRE, *Le Saint-Siège et l'Extrême-Orient (Chine, Corée, Japon). De Léon XIII à Pie XII (1880-1952)*, École française de Rome, 2012.

Pierre SINGARAVÉLOU, *Tianjin cosmopolis. Une autre histoire de la mondialisation*, Seuil, 2017.

Eiko Maruko SINIAWER, *Ruffians, Yakuzas, Nationalists: the Violent Politics of Modern Japan, 1860-1960*, Cornell U.P., 2015.

Walter A. SKYA, *Japan's Holy War: the Ideology of Radical Shintō Ultranationalism* Duke U.P., 2009.

Soûtra de la Liberté inconcevable, trad. Patrick Carré, Fayard, 2000.

Pierre-François SOUYRI, *Nouvelle Histoire du Japon*, Perrin, 2010 ; *Histoire du Japon médiéval*, Perrin, 2013 ; *Samouraï. 1 000 ans d'histoire du Japon*, Rennes, PUR, 2014 ; « Les émeutes du riz de 1918 : le grand tournant », *Ebisu*, 53, 2016, 101-128 ; *Japon colonial, 1880-1930. Les voix de la dissension*, Les Belles Lettres, 2014 ; *Moderne sans être occidental. Aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Gallimard, 2016.

« Squared diaspora: Representations of the Japanese diaspora across time and space », *Contemporary Japan*, 29, 2/2017, p. 106-116.

Arthur STAM, *The Diplomacy of the "New Order". The Foreign Policy of Japan, Germany and Italy: 1931-1945*, Uitgeverij Aspekt bv, 2003.

Carl STEENSTRUP, *A History of Law in Japan until 1868*, Leyde, Brill, 1991.

Michael STEIN, *Japans Kurtisanen. Eine Kulturgeschichte der japanischen Meisterinnen der Unterhaltungskunst und Erotik aus zwölf Jahrhunderten*, Munich, Iudicium, 1997.

Dmitri STRELTSOV (dir.), *Istoriya Yaponii*, Moscou, Aspekt Press, 2018.

Daniel STRUVE, « Le cas du *Dit de Heike* : le récit guerrier au Japon », *in* È. FEUILLEBOIS-PIERRUNEK, *Épopées du mondes. Pour un panorama (presque) général*, Classiques Garnier, 2012, p. 247-258.

Paul L. SWANSON, C. CHILSON, *Nanzan Guide to Japanese religions*, Hawaii U.P., 2005.

Osami TAKIZAWA, *La historia de los Jesuitas en Japón*, P.U. Alcalá, 2010.

Irène TAMBA, « Quand comparaison n'est pas raison : divergences linguistiques et stéréotypes culturels », 41, 1994, p. 116-128.

Adolfo TAMBURELLO (dir.), *Alessandro Valignano*, Rome, Instituto Historicum Societatis Iesu, 2008.

Migaku TANAKA, « Heijô-kyô : une capitale antique et son palais », *in* J.-P. DEMOULE, P.-F. SOUYRI (éds.), *Archéologie et patrimoine au Japon*, MSH, 2014, p. 83-94.

Detlef TARANCZEWSKI, *Lokale Grundherrschaft und Ackerbau in der Kamakura-Zeit – dargestellt anhand der Nitta no shō in der Provinz Kōzuke*, Bonn, 1988, p. 48-49 ; « Der frühe Feudalismus », *in* J. KREINER (dir.), *Geschichte Japans*, Stuttgart, Reclam, 2018, p. 94-148 ; « Japan, der Feudalismus, Westeuropa und Ostasien », *in* H. M. KRÄMER *et al.* (dir.), *Geschichtswissenschaft in Japan. Themen, Ansätze und Theorien*, Göttingen, Vandenhoek, 2006, p. 31-64 ; « The Court and Its Provinces. Producing and Distributing Wealth in Classical Society, 700-1200 », *in* Karl F. FRIDAY (dir.), *Handbook of Premodern Japanese history*, Londres, Routledge, 2017 ; « *Der frühe Feodalismus* », *in* J. KREINER, *Geschichte Japans*, Leipzig, Reclam, 2018, p. 94-148.

Mark TEEUWEN (dir.), *Buddhas and Kami in Japan: Honji Suijaku as a Combinatory Paradigm*, Londres, RoutledgeCurzon, 2003.

Daniel H. TEMPLE, « Caries: the Ancient Scourge », *in* Joel D. IRISH, G. R. SCOTT (dir.), *A Companion to Dental Anthropology*, Wiley Blackwell, 2016, p. 433-449.

Bernard THOMANN, *Le Salarié et l'Entreprise dans le Japon contemporain. Formes, genèse et mutations d'une relation de dépendance (1868-1999)*, Les Indes savantes, 2008 ; *La Naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial*, Presses de Sciences Po, 2015.

Ronald P. TOBY, *State and Diplomacy in Early Modern Japan*, Stanford U.P., 1984.

Conrad TOTMAN, *Japan. An Environmental History*, Londres, I. B. Tauris, 2016 (2014).

« Tout savoir sur le Japon, *Les Grandes Énigmes de l'histoire*, hors-série 1, 2018.

Jean-Jacques TCHUDIN, *Histoire du théatre classique japonais*, Anarchârsis, 2011.

Toshio TSUKAHIRA, *Feudal Control in Tokugawa Japan*, Harvard East Asian Monographs, 1966.

Chushichi TSUZUKI, R. Jules YOUNG (dir.), *Japan Rising. The Iwakura Embassy to the USA and Europe 1871-1873, compiled by Kume Kunitake*, Cambridge U.P., 2009.

Stephen TURNBULL *et al.*, « Depositional Evidence for the Kamikaze Typhoons and Links to Changes in Typhoon Climatology », *Geology*, 4 décembre 2014.

W. F. VANDEN WALLE (dir.), *Dodonæus in Japan. Translation and the Scientific Mind in the Tokugawa Period*, Leuven U.P., 2001.

Léon VANDERMEERSCH, *Le Nouveau Monde sinisé*, PUF, 1989 ; *Ce que la Chine nous apprend*, Gallimard, 2019.

Constantine N. VAPORIS, *Breaking Barriers – Travel & the State in Early Modern Japan*, Harvard U.P., 1995 ; *Tour of Duty: Samurai, Military Service in Edo, and the Culture of Early Modern Japan*,

Hawaï U.P., 2008 ; *Samurai: an Encyclopedia of Japan's Cultured Warriors*, Greenwood Press, 2019.

Charlotte VON VERSCHUER, *Les Relations officielles du Japon avec la Chine aux VIIIe et IXe siècles*, Genève, Droz, 1985 ; « Japan's Foreign Relations 600 to 1200 *a.d.:* a Translation from Zenrin Kokuhoki », *Monumenta Nipponica*, 57/4, 2002, p. 413-445 ; *Le Riz dans la culture de Heian, mythe et réalité*, De Boccard, 2003 ; « Lecture de l'*Owari no gebumi*, texte de 988 en *kanbun* », EPHE, 2003 ; « I. Le mobilier des résidences aristocratiques des Xe-XIIe siècles », *Annuaires de l'EPHE*, 2008, journals.openedition.org/ashp/344 ; « I. Cartographie et économie publique dans le Japon des VIIIe-Xe siècles », *Annuaires de l'EPHE*, 2011, journals.openedition.org/ashp/1067 ; *Le Commerce entre le Japon, la Chine et la Corée à l'époque médiévale, VIIe-XVIe siècle*, Publications de la Sorbonne, 2014.

Michel VIÉ, *Histoire du Japon*, PUF, 2014 (1969) ; *Le Japon et le monde au XXe siècle*, Masson, 1995 ; *Le Japon contemporain*, PUF, 2015 (1991).

Michel VIEILLARD-BARON, *Fujiwara no Teika (1162-1241) et la notion d'excellence en poésie*, Collège de France, 2001.

Luísa VINHAIS, J. WELSH, *After the Barbarians. Namban Works of Art for the Japanese, Japanese and Dutch Markets*, Londres, Jorge Welsh Books, 2008.

Delphine VOMSCHEID, « Politiques urbaines et patrimoine à Kanazawa : vers la renaissance de la cité castrale ? », *Ebisu*, 55:2019, p. 139-170.

Alexander VOVIN, « Japanese, Korean, and other "non-Altaic" Languages », *Central Asiatic Journal*, 53/1, 2009, p. 105-147 ; *Koreo-Japonica: A Re-Evaluation of a Common Genetic Origin*,

Hawaï U.P., 2009 ; « Northeastern and Central Asia: “Altaic” Linguistic History », *The Encyclopedia of Global Human Migration*, Oxford, Blackwell, 2013, vol. 1, chap. 24, p. 1-7 ; « Origins of the Japanese Language », Oxford Research Encyclopedia, 2017, linguistics.oxfordreocom/view/10.1093/acrefore/97801.

Manabu WAIDA, « Sacred Kingship in Early Japan: a Historical Introduction », *History of Religions*, 15/4, 1976, p. 329-331.

Brett WALKER, *The Conquest of Ainu lands: Ecology and Culture in Japanese Expansion, 1590-1800*, California U.P., 2001 ; *A Concise History of Japan*, Cambridge U.P., 2015.

Nora WANG, *L’Asie orientale du milieu du XIXe siècle à nos jours*, Armand Colin, 2014.

Zhenping WANG, *Ambassadors from the Islands of Immortals: China-Japan Relations in the Han-Tang Period*, Hawaï U.P., 2005 ; *Tang China in Multipolar Asia*, Hawaï U.P., 2013.

Alfried WIECZOREK *et al.* (dir.), *Zeit der Morgenröte. Japans Archäologie und Geschichte bis zu den ersten Kaisern. Handbuch*, Mannheim, Reiss-Engelhorn-Museen, t. 11, 2004.

Yoko WILLIAMS, *Tsumi – Offence and Retribution in Early Japan*, RoutledgeCurzon, 2003.

Jan WILLMS, *“Die Grundprinzipien des Reichswesens”. Eine annotierte Übersetzung und diskursgeschichtliche Einzelanalyse des* Kokutai no hongi, Ergon, 2018.

Xiaohong WU *et al.*, « Early Pottery at 20,000 Years Ago in Xianrendong cave, China », *Science*, 336, 29 juin 2012, sciencemag.org

Kazuhiko YOSHIDA, P. L. SWANSON, « The Credibility of the *Gangōji engi* », *Japanese Journal of Religious Studies*, 42/1, 2015, p. 89-

107.

Urs-Matthias ZACHMANN, *Asia after Versailles*, Edinburgh U.P., 2017.

Reinhard ZÖLLNER, *Japanische Zeitrechnung. Ein Handbuch*, Munich, iudicium, 2003 ; *Japans Karneval der Krise: Ējanaika und die Meiji-Renovation*, Munich, Iudicium, 2003 ; *Geschichte Japans von 1800 bis zur Gegenwart*, Paderborn, Schöningh, 2006 ; *Japan. Fukushima. Und wir. Zelebranten einer nuklearen Erdbebenkatastrophe*, Munich, iudicium, 2011.

Nicolas ZUFFEREY, P.-F. SOUYRI, « Reiwa ou l'harmonie incertaine », *L'Histoire*, 464, 2019, p. 22-24.

Table des cartes

Index